Arnaud Berthonnet
Sylvie Gousset

Rueil-Malmaison, terre d'entreprises

UNE HISTOIRE D'HOMMES ET D'INITIATIVES ÉCONOMIQUES (1800-2005)

Arnaud Berthonnet
Sylvie Gousset

Rueil-Malmaison, terre d'entreprises

UNE HISTOIRE D'HOMMES ET D'INITIATIVES ÉCONOMIQUES (1800-2005)

inSiglo

Iconographie première de couverture (quatre photos de fond)

En haut à gauche : représentation de l'usine Wood-Milne (© SHRM)
En haut en droite : La Télémécanique Électrique (© SHRM)
En bas à gauche : la gare du RER (© Photothèque municipale)
En bas à droite : siège social d'Arval et Cortal Consors (© A. Berthonnet)

Direction artistique : Jean-Philippe Volpi
Maquette et infographie : Sabrina Dubreuil
Directrice artistique assistante / cartographie : Nathalie Sanchez
Réalisation : Agence www.quatrebis.fr
Impression : Mame / groupe Serge Laski

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement
ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation
des auteurs, de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie
(CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).
© 2005 InSiglo, Rueil-Malmaison

Imprimé en France
Dépôt légal : novembre 2005
ISBN : 2-9525310-0-5

5, rue Crevel Duval
92500 Rueil-Malmaison
insiglo@wanadoo.fr

Remerciements

Nous avons voulu que ce livre, novateur dans sa problématique, soit à la fois un ouvrage de réflexion et une histoire économique et sociale à l'échelle d'une ville. Étudier et connaître l'histoire, c'est se donner les moyens de préparer le futur avec plus de sérénité. Nous tenons à saluer ici tous ceux qui nous ont accompagnés dans cette démarche et nous ont manifestés soutien et intérêt. Tout particulièrement Patrick Ollier, qui a soutenu notre projet et a accepté de répondre à nos questions, ainsi que Martine Ranouil et André Cros, qui nous ont apporté leur bienveillant soutien, et sans qui cette initiative privée n'aurait certainement pas pu être menée à bien.
En racontant deux siècles de l'histoire de Rueil-Malmaison au travers de son tissu économique et du développement de ses entreprises, nous ne pouvions prétendre à l'exhaustivité sous peine d'écrire un ennuyeux annuaire ! Nous avons donc été contraints de faire des choix, privilégiant en dernier recours les sociétés possédant des archives ou ayant répondu favorablement à nos demandes d'investigation.

Nous remercions chaleureusement ceux qui, par leurs contributions, nous ont apporté un soutien efficace et professionnel dans nos recherches :
- Les Archives départementales des Hauts-de-Seine, leur directrice, Béatrice Hérold, et toute son équipe.
- Les Archives municipales de Rueil-Malmaison et son responsable Henri Duval de Fraville.
- Le service Communication de la Mairie de Rueil-Malmaison et plus particulièrement Caroline Mitchell pour la recherche iconographique.
- La Société Historique de Rueil-Malmaison et sa présidente, Liliane Kalenitchenko.
- La Société Philatélique de Rueil-Malmaison : son président, Gérard Barrat, et Claude Dubois, collectionneur.
- Roger Pipart et sa fille Françoise Chancel.
- André Vauvert pour sa grande connaissance de l'histoire industrielle de Rueil.

Et toute l'équipe du Service du Développement Économique de Rueil-Malmaison pour son dynamisme et son appui logistique et pratique sans faille.

Que soient également remerciés ceux qui ont participé à ce projet en nous apportant leur témoignage.
Dominique Badel, Alain Barthélémy, Alain Bouteiller, Anne Brucker, Patrice Cailleau, André Carpentier, Jean-Pierre Chaudru, Anne-Sophie Comin, Michel Culleron, Raymond Deconinck, Michel Delannoy, Jean Delcommune, Emmanuel du Granrut, Claude Douillard, Daniel Drion, Candice Fauter, Alain Foubert, Sylvie Gibout, Henri Gruhier, Dominique Jombart, Bruno Labarthe, Jean-Jacques Lacour, Yvonne Lecointe, Claire Le Gall-Rouxel, Claude Leroux, Ida et Michel Levasseur, Julie Martinez, Hervé Marziou, Daniel Masanell, Edwige Maury, Micheline Mélikov, Christian Moreau, Maurice Nave, Isabelle Novel, Alain et Henri de Poix, Claude Pourtout, André Riedberger, Gilbert Riou, Luc Sabatier, François Schapira, Marc Séché, Jackie et Philippe Théart, Guy Trenchant, Jean-Gilles Vernin, Jean-Paul Viguier, Paul Villemagne, Frédéric Wasson.

Merci encore à tous ceux qui ont répondu à nos sollicitations en fournissant des documents, des photographies, des contacts, ou qui ont contribué à la relecture de l'ouvrage.
Claudine Ardiès, Clara Armand-Delille, Marie-Christine Bardet, Marc Beaure d'Augères, Françoise Bernard, Olivier de Boisboissel, Patrick Bouzenot, Julien Bozzi, Nadine Burlot, André Caillé, Séverine Caiselli, Jean Capovilla, Benjamin Carette, Alain Casagrande, Claude Chantier, Catherine Charrier, Andrée Clar, Pierre Coppey, Corinne Coudert, Stanislas Cromback, Catherine Dardignac, Dominique Delamarre, Christine Deville, Josette Desveaud, Roger Didier, Marie-Christine Domalain, Roland Dondorfe, Carole Dubacq, Roland Dufresne, Jacqueline Dupieux, Brigitte Durliat, Daniel Duvoux, Roland Especel, Nathalie Gagnepain, Corinne Garriga, Monique Gousset, Eric Guibert, Michel Guillot, Claude Hurisse, Sophie Jayet, Hugues Joublin, Alain Lacour, Claudine Lecointe, Roland Le Corff, Laurence Lemoine, Etienne Lénack, Juliette Lepercq, Cécile Limousin, Annie Lorent, François-Marie Lelay, Jean-Yves Mairé, Patrick Masson, Nathalie Métayer, Véronique Moine, Olivier Morin, Serge Michel, Roger Nougaret, Joubrane Ouechec, Caroline Paradivin, Hélène Paris, Mireille Pariscoat, Catherine Patin, Monique Pettersen, Estelle Piercourt, Yannick Poulain, Mme Claude Pourtout, Karine Ragil, Lucia Ribeiro, Sabine Rous, Christian Rouxel, Sylvie Savinien, Antoine Tricarico, Alice Valade, François Veber, Bernard Villecroze.

Préface

Quelle belle entreprise que de concentrer dans un seul et unique ouvrage deux siècles de développement économique à Rueil-Malmaison !

Ce défi, Sylvie Gousset et Arnaud Berthonnet l'ont relevé, forts de leurs talents de journaliste et d'historien du monde de l'économie et de l'entreprise, mais aussi de leur parfaite connaissance du terrain, en étant proche en effet de Rueil-Malmaison pour y vivre ou y travailler.

J'engage chacune et chacun à se plonger dans cet ouvrage, car de "la ferme modèle de Napoléon III" aux dernières implantations industrielles et commerciales sur Rueil 2000, c'est toute l'histoire de la croissance de notre ville qu'ils nous décrivent.

Je n'oublie pas la part majeure qu'a pris dans cette croissance l'action de Jacques Baumel, à qui nous devons nombre de sièges de grandes sociétés à Rueil.

Je sais aussi la part prise à ses côtés, et auprès de moi à présent, par André Cros, Maire Adjoint délégué à l'Économie et à l'Emploi, par la Direction du Développement Économique et de l'Emploi et par les associations économiques "Entreprendre à Rueil" et "Innover à Rueil", pour que ce développement soit soutenu et bien structuré.

Je crois profondément à l'importance de la relation entre l'économie locale et l'action municipale. À Rueil-Malmaison, non seulement cette relation est de qualité, mais également indissociable des ressources financières de la collectivité et de l'impact sur l'emploi local. L'entreprise, c'est l'emploi et l'emploi c'est vital !

Au moment où j'écris ces quelques lignes de préface, je me réjouis que nombre de lecteurs aient envie de lire avec passion cette saga de l'économie Rueilloise, qui préjuge fort bien de la vision que j'ai du développement économique de la ville de Rueil-Malmaison en ce début de XXI^{e} siècle.

Patrick Ollier
Maire de Rueil-Malmaison
Député des Hauts-de-Seine

Première partie

D'une économie agricole à la naissance d'une industrie diversifiée

Des origines à la Seconde Guerre mondiale

L'industrie à la campagne :
une "originalité" de développement économique

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, Rueil-Malmaison est avant tout une grosse bourgade rurale où prédominent la vie et l'économie agricole au travers de nombreuses petites et moyennes exploitations familiales : ferme, vacherie, vigne, culture des fleurs, arboriculture et maraîchage. Le premier tournant important de cette histoire économique et sociale est pris autour de la Grande Guerre.

Déjà, dans les années 1900, des petites industries se sont installées sur le périmètre communal, près de la gare, au bord de la Seine et proches de la Nationale 13. L'entre-deux-guerres modifie graduellement ce paysage encore agreste de la commune : une première industrie sort de terre alors que des habitants voient d'un mauvais œil l'installation de ces usines sur leur sol. Dans les années 1930, Rueil est décrite comme une ville "mi-agricole mi-industrielle". Néanmoins, le passage du primaire au secondaire est en bonne marche.

Dans ce contexte où le bucolique laisse la place à la fabrique, se constitue un Comité de défense contre les entreprises polluantes, qui lutte d'arrache-pied pour protéger l'environnement de la commune. Cette prise de conscience de la population permettra finalement un développement assez harmonieux de l'industrie à Rueil. Les usines et activités les plus polluantes sont repoussées plus loin, ou ne verront pas le jour. Le développement économique de Rueil diverge en cela de celui des communes de la grande boucle de la Seine, où une industrialisation, souvent désordonnée, a inscrit profondément sa marque dans le paysage quotidien urbain. Cependant, l'essor économique et industriel de Rueil est indéniable entre 1920 et 1939 avec l'installation de nombreuses usines, fabriques et ateliers ; il prend corps dans les années 1910 avec la Grande Guerre, se formalise dans les années 1920 et se poursuit cahin-caha, les deux décennies suivantes. De fait, la crise des années 1930 et le second conflit mondial circonscrivent quelque peu le décollage industriel.

La première partie de ce livre décrit les grandes phases de cette expansion économique du Moyen Âge au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en trois chapitres chronologiques. Le premier évoquera les activités traditionnelles d'une bourgade agricole du Moyen Âge à la Révolution des transports ; le second chapitre présentera la genèse de cette industrialisation tandis que le troisième présentera ce développement dans l'entre-deux-guerres avec l'implantation de nouvelles activités industrielles sur tout le territoire de la commune, malgré une conjoncture de crise économique et sociale à partir de 1932-1933.

À l'époque gallo-romaine, les villas et les mises en culture se substituent progressivement au paysage de forêts. C'est l'époque des premiers grands déboisements. Au VIe et VIIe siècles, Ruel connaît une petite renommée, par la présence d'une maison de campagne royale. Si Childebert (vers 497-558), fils de Clovis, vient chasser à Ruel, Gontran de Bourgogne (545-593) et Dagobert (602-639) y séjournent également chacun leur tour, ce dernier résidant à plusieurs reprises dans son domaine. Mais c'est avec Charles Martel qu'apparaît la première véritable activité économique. Le Maire du Palais décide, sur la rive gauche de la Seine, l'installation d'une pêcherie à Ruel, qui se constitue d'un barrage et d'une vanne, au lieu-dit le "Gorre Effondré". Elle prend le nom de pêcherie de Charlevanne.
Mais c'est au IXe siècle que cette histoire économique se déclenche avec le roi Charles le Chauve, petit-fils de Charlemagne, qui donne en 873 la châtellenie de Ruel aux moines de Saint-Denis, qui la conserveront jusqu'en 1633. Le village et le territoire de Ruel sont favorisés par leurs coteaux et l'accès direct au fleuve. La composition de son sol est très variée : dans la vallée une terre d'alluvions, sur les collines, argile, calcaire, sable de Beauchamp, gypse, meulière et sable de Fontainebleau. Les moines deviennent pour près de huit siècles les seigneurs de la paroisse. Sur ces bonnes terres, avec leur savoir-faire agricole, ils développent une activité viticole et céréalière.

L'église de Rueil au XVIIe siècle.

Un millénaire de présence économique

De la culture de la vigne à la culture des fleurs

Les informations économiques sur la période du Moyen Âge sont éparses dans les archives de l'Abbaye de Saint-Denis. On sait néanmoins que Ruel a souffert de plusieurs malheurs : le débarquement des Normands en 846 qui s'installent quelques temps au lieu-dit Charlevanne, le passage en 1346 du prince Noir, fils d'Edouard III, roi d'Angleterre, qui, après avoir dévasté la Normandie, incendie plusieurs bourgs dans la région dont celui de Ruel, et la peste noire qui frappe, deux ans plus tard, le village. En parcourant les registres de l'abbaye, on apprend également que Ruel est une terre de cultures viticoles et céréalières où les rendements sont excellents, les moines gérant leur propriété comme de bons pères de famille. Pendant ce temps, le bourg obtient sa franchise et ses habitants signent en 1320 une charte avec les abbés de Saint-Denis. La châtellenie de Ruel, à l'instar du royaume de France, sort exsangue de la Guerre de Cent ans (1347-1453). Le village ne compte plus à cette date que 28 feux, soit environ 140 habitants, contre près du double un siècle auparavant.

Renaissance rime avec reprise économique

La paix revenue, à la fin du XVe siècle et au siècle suivant, s'amorce une vive reprise économique, qui s'enracine dans l'avènement de l'époque moderne. En 1584, la première pierre de l'église actuelle de Rueil, Saint-Pierre-Saint-Paul, est posée par Antoine 1er, roi du Portugal, et ses deux fils, exilés de leur pays. Peu après, débute, sous l'ordre d'Henri IV, la fortification du bourg : six portes sont percées dans l'enceinte, où vivent environ cinq cents habitants. En 1633, les religieux de Saint-Denis cèdent au Cardinal de Richelieu la terre, seigneurie et châtellenie de Ruel, pour un montant de 220.000 livres. Le cardinal de Richelieu acquiert également le manoir appartenant depuis 1606 à Jean Moisset, financier d'Henri IV. Il fait réaliser des travaux très importants et transforme l'ensemble du domaine en château.

VIe et VIIe siècles ▼ Ruel connaît une petite renommée par la présence d'une maison de campagne royale.

873 ▼ Charles le Chauve donne la châtellenie de Ruel aux moines de Saint-Denis.

EN 1635, RUEL ENTRE DANS L'HISTOIRE : sont signés le Traité de Ruel qui place la ville de Colmar sous la protection du Roi de France, et l'Édit précisant les statuts de l'Académie Française. Le 18 décembre 1638, le Père Joseph, confident et conseiller de Richelieu, s'éteint au château de ce dernier. Quatre ans plus tard, c'est au tour du cardinal de Richelieu de décéder. Ce grand homme d'État a donné à Rueil ses premières lettres de noblesse. C'est sa nièce, la duchesse d'Aiguillon, qui hérite de son domaine. Elle y accueille pendant la Fronde Anne d'Autriche, le jeune Louis XIV et la Cour, qui ont été chassés de Paris par les Princes révoltés. En 1649, la Paix de Ruel est signée mettant fin à la Fronde. En 1661, Louis XIV propose à la duchesse d'Aiguillon l'achat du château. Celle-ci refuse et le roi décide de construire le château de Versailles. C'est dans ces années que les Gardes Suisses s'installent à Rueil et prennent part à la vie économique et sociale du bourg.

Le château de Richelieu.

Les Gardes Suisses contribuent à la vie du bourg

LES GARDES SUISSES S'INSTALLENT À RUEIL à partir de 1616. Ils sont des mercenaires levés par le royaume pour servir dans l'armée et protéger le roi. Ce recrutement, qui a débuté en 1616, s'achèvera en 1830. Ils logent pendant près de 150 ans chez l'habitant, apportant leur contribution à l'évolution du bourg puisque c'est près de deux cents militaires et leurs familles qui résident à Rueil et aux alentours. Ils prennent part aussi à la vie économique en participant aux vendanges ou aux moissons. Certains sont même recrutés pour surveiller le vignoble la nuit. Les mariages entre militaires et rueilloises sont nombreux.

EN 1754, LOUIS XV DÉCIDE, POUR LOGER SES 800 SUISSES, de construire trois casernes à Rueil, Courbevoie et Saint-Denis. Pendant la période révolutionnaire, ils payent un lourd tribut : le 10 août 1792, 600 d'entre eux se font tuer aux Tuileries pour défendre le roi. Avec la Restauration, ils sont de retour. En 1900, la caserne de Rueil peut recevoir jusqu'à deux mille hommes. Après la guerre 1914-1918, la caserne prend le nom de caserne "Guynemer", en hommage au célèbre aviateur français. Classée Monument Historique en 1974, elle accueille le musée des Gardes Suisses.

Vue du village de Rueil en 1845.

CETTE PÉRIODE DE REPRISE ÉCONOMIQUE et démographique depuis la Renaissance correspond à l'essor de la vigne, des cultures maraîchères et des vergers sur le territoire de Ruel. Dans la vallée de la Seine, la commune occupe la fin du méandre appelé boucle de Gennevilliers, depuis les coteaux ouest du Mont Valérien jusqu'à la rive gauche du fleuve. L'établissement d'une activité agricole importante est logique car Paris est au XVIe siècle la ville la plus peuplée d'Europe et il faut la nourrir. En 1523, François Ier décide de quitter les bords de la Loire et de résider à Paris. La Royauté et la Ville de Paris doivent veiller à l'approvisionnement de la capitale.

L'ACCROISSEMENT RAPIDE DE LA POPULATION entraîne une hausse des quantités alimentaires à produire. Pourquoi ne pas les cultiver en Région parisienne plutôt qu'ailleurs ? Ruel se situe à quelques kilomètres à vol d'oiseau du centre de Paris. Les fossés parcellaires qui apparaissent en même temps que cette mise en valeur du territoire protègent les jeunes arbres et les fruits des bêtes en vaine pâture. Les jardins particuliers se multiplient et sont clos progressivement. Le village de Rueil s'inscrit dans cette expansion agricole rapide des XVIe et XVIIe siècles. Pour plusieurs siècles, le bourg est désormais un terroir tributaire de la vie économique parisienne. On assiste à l'essor rapide du vignoble, puis des cultures céréalières – comme l'attestent les moulins –, maraîchères et fruitières ainsi que de l'élevage. Les baux imposent de planter annuellement un grand nombre de ceps et d'arbres fruitiers.

Le nom de Rueil est utilisé à plusieurs reprises dans des actes du XVIIe siècle. Il remplace progressivement celui de Ruel. Un débat s'est engagé entre les historiens sur le nom des habitants : "ruellois" ou "rueillois" ? Nous avons opté pour l'appellation usuelle de rueillois.

Le vignoble de Rueil répond aux besoins de Paris

COMME L'ÉCRIT LE GÉOGRAPHE ROGER DION "les liens entre la ville et la vigne apparaissent consubstantiels". Le grand marché viticole, qui s'est étendu à l'époque médiévale en Ile-de-France, rayonne vers la Normandie, le Nord de la France, jusqu'aux Flandres, et se développe à l'époque moderne pour devenir le premier de l'hexagone jusqu'à son abandon au début du XXe siècle. Rueil est un exemple parmi d'autres – Argenteuil, Issy, Meudon, Suresnes – de cet extraordinaire essor de la vigne dans cette région. Depuis le Moyen Âge, cette culture de la vigne s'inscrit dans une véritable logique géographique : par ses méandres, la Seine offre les coteaux et les terroirs propices, plus encore que la Champagne et l'Orléanais. Ce terroir produit des vins blancs de bonne renommée. En règle générale, le vigneron est un petit propriétaire qui, à sa mort, partage ses rangées de vigne entre ses enfants. Ces populations se caractérisent par une forte endogamie et les mariages entre cousins sont célébrés dans le but de conserver les parcelles de vignes au sein même de la famille.

1320 Ruel obtient sa franchise et signe une charte avec l'Abbaye de Saint-Denis.

1458 210 habitants

1584 Pose de la première pierre de l'église actuelle Saint-Pierre-Saint-Paul.

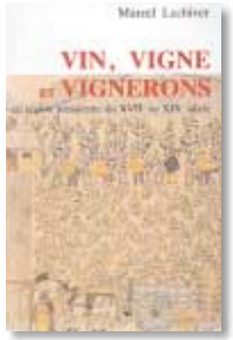
La révolte inspire le poète

"On dit que de tout temps existe un vieil usage,
Qui s'est, dans tout Ruel, conservé d'âge en âge,
Au lieu de s'embêter à conduire aux marchands
Le vin de sa récolte, on le vend aux gourmands
Qui viennent s'infiltrer à sis sous la bouteille
Un vin qui le dispute en saveur à l'oseille".

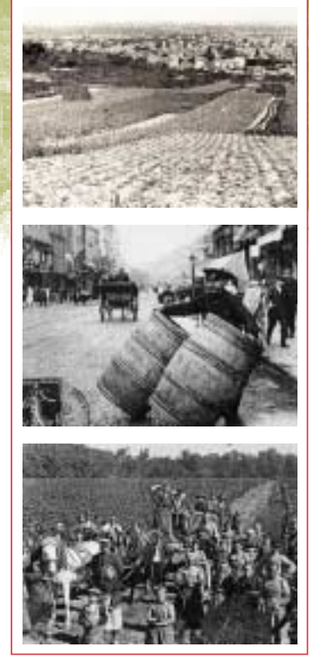
LES VIGNERONS DE RUEIL ONT DEPUIS TOUJOURS le droit de vendre leur récolte de vin chez eux. Mais, en 1598, un édit du Parlement de Paris leur ordonne de porter leur vin à la place de Grève et leur interdit de le vendre à domicile. Ils se révoltent en organisant une émeute dans le but de chasser la maréchaussée de Paris venue faire exécuter l'édit. Cette révolte souligne l'importance prise par le vignoble dans l'activité économique du bourg et inspire même en 1599 le poète Freg. Les recherches archéologiques récentes nous apprennent que le soufre est utilisé par les vignerons d'une part pour chasser les "connins" (lapins) et, d'autre part, pour "affranchir" (nettoyer) les tonneaux. Par exemple, une vigne est attestée au XVI[e] siècle au lieu-dit des "Souffrettes". Une autre vigne de l'époque moderne est localisée à la croisée de la Place des Arts et de l'avenue Paul Doumer, sous l'ancien parking du Théâtre André Malraux.

Petite histoire gouleyante de la vigne "francilienne"

DU MOYEN ÂGE ET JUSQU'À LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME, le vignoble de l'Ile-de-France s'est développé pour subvenir aux besoins toujours croissants de Paris : 300.000 habitants sous Henri IV, 500.000 vers 1700, 650.000 à la Révolution. Ce vignoble doit épancher d'abord la soif des Parisiens, en ravitaillant les auberges, guinguettes, etc. C'est à l'Ouest de la capitale qu'il atteint sa plus grande extension le long des coteaux bien exposés de la vallée de la Seine, de Suresnes à Mantes. En 1789, la plus grosse paroisse viticole, Argenteuil, recense 1.000 hectares de vignes, Rueil en compte 350 tandis que la région en totalise 25.000. C'est, de par sa superficie et la quantité vendangée, le vignoble de loin le plus considérable de France. Sous Louis XIII, la production est un vin blanc de qualité, récolté avec parcimonie à partir du Pinot et du Chardonnay ; puis au XVIII[e] siècle il se transforme pour produire un médiocre Gamay rougeâtre à la production abondante. Le déclin inexorable de cette vigne débute timidement au XIX[e] siècle et se confirme au lendemain de la Première Guerre mondiale. Une histoire millénaire prend fin.



LES RÉSULTATS DE CES FOUILLES PERMETTENT de déterminer que les ceps des vignes étaient plantés à 0,70-0,75 mètre d'intervalle, au sein de rangs espacés de 1,45 à 1,60 mètre. Les vignerons utilisent le provignage ou marcottage ; c'est-à-dire l'art de faire prendre racine à une branche, ce qui renouvelle la vigne à moindre coût et explique leur plantation en ordre lâche. L'aspect final est celui d'une vigne mêlée, par opposition aux rangs droits et symétriques, rencontrées, par exemple, à Saint-Denis. Au XVI[e] siècle, l'apport d'engrais, qui accroît la production au détriment de la qualité, n'est pas pratiqué sur la commune. Le petit viticulteur rueillois n'a pas de bétail ou une ou deux bêtes et la quantité de fumier dont il dispose est loin de correspondre à celle des vignes ecclésiastiques. La fertilisation par apport d'engrais est une initiative qui se développe sur le terroir de la bourgade à partir de la fin du XVII[e]. Les acheteurs de cette production sont nombreux et certains célèbres comme la maison royale de Saint-Louis à Saint-Cyr – créée par Madame de Maintenon et installée à Rueil jusqu'en 1684 – qui consomme en abondance du vin de Rueil jusqu'en 1778. Avec l'essor de la vigne, c'est un florilège de petits métiers qui naissent et se développent autour de cette activité agricole et artisanale : coupeur, hotteur, fouleur, entonneur, tonnelier, charron, etc.



À LA RÉVOLUTION, LA VIGNE À RUEIL domine largement sur les terres labourables. Après le Premier Empire, la qualité du vignoble va s'altérer lorsque les ceps de vin blanc fin sont totalement supplantés par ceux du Gamay, un cépage qui permet de forts rendements. Le XIX[e] siècle constitue l'apogée de la vie rurale parisienne et rueilloise. La consommation de vin à bon marché se développe dans les auberges et guinguettes à Belleville et Montmartre d'abord, puis dans les paroisses viticoles d'Ile-de-France. Comme l'écrit Roger Dion : "La viticulture se met au service du peuple". Jusqu'au début du XX[e] siècle, la vigne demeure le fer de lance de l'activité agricole de Rueil. On la trouve partout, et plus particulièrement sur les coteaux du Mont Valérien et de la Jonchère et même le long de la route de Paris. La cuvée 1900 est l'une des meilleures cuvées du XIX[e] siècle. Mais le cep de vigne cède le terrain aux cultures maraîchères et aux constructions. Les deux principales raisons sont la crise du phylloxéra et la révolution des transports.

La vigne abandonne les coteaux de Rueil

LE PHYLLOXÉRA, ORIGINAIRE DE L'EST DES ÉTATS-UNIS, provoque une grave crise du vignoble européen à partir de 1863. Il faut plus de trente ans pour surmonter ce fléau. La crise, qui touche d'abord le Midi de la France, procure au vignoble parisien une bénéfique rémission, voire même une embellie dans les années 1870-1880 ; les prix augmentent et les rendements se maintiennent en Ile-de-France. En 1885, le phylloxéra touche la Seine-et-Oise ; il progresse lentement du Sud vers le Nord. Rueil est déclarée ville phylloxérée par le ministre de l'Agriculture, le 29 novembre 1902, après Saint-Germain-en-Laye, Triel et Marly-le-Roi, en 1901. Les moyens donnés pour combattre ce fléau sont considérables et le vignoble parisien résiste. C'est l'afflux des vins du Languedoc transportés par le rail qui lui porte le coup fatal en quelques années : impossible de lutter contre le vin à 10 francs l'hectolitre ! Les cours s'effondrent, la vigne n'est plus rentable, les vignerons ne reconstituent pas leurs vignes et la Première Guerre mondiale achève le travail d'abandon.

Trop d'impôts nuit à l'impôt !

Pour anecdote, le cahier de doléances, rédigé le 14 avril 1789 par les habitants de Rueil dans la chapelle du Saint-Sépulcre, à soumettre au Roi aux Etats Généraux du royaume, énonce dans ses articles un grand nombre de plaintes et remontrances concernant la surcharge d'impôts de la paroisse. "Par exemple, l'article 1[er] précise : que la paroisse est surchargée de toutes sortes d'impôts" ; l'article 2 : "que la taille est exorbitante (...)" et l'article 3 : "Que les droits d'aides sont exorbitants et le trop dû indécent" ; l'article 4 : "Que la marche de la justice est trop lente et les frais pour l'obtenir trop considérable" ; l'article 5 : "Que les droits de contrôle sont énormes et la manière de percevoir trop rigoureuse".

LA CROISSANCE DE LA POPULATION, la proximité de la capitale et l'augmentation du niveau de vie des classes paysannes ouvrent une période d'expansion de la consommation de produits alimentaires. Dans un cadre où l'urbanisation de Paris et de la proche banlieue se poursuit, la production viticole perdure alors que d'autres activités agricoles tournées vers les marchés parisiens prennent de l'importance comme l'horticulture, les cultures maraîchères et les forceries de fruits (cultures en serres).

Vignes à flanc de coteau au Moulin des Gibets.

Vers 1600 — 500 habitants — Début de la fortification du bourg.
1635 — Est signé à Ruel l'Édit autorisant les statuts de l'Académie Française.
1682 — Mme de Maintenon fonde à Ruel une maison pour enfants pauvres.
1700 — 1.300 habitants

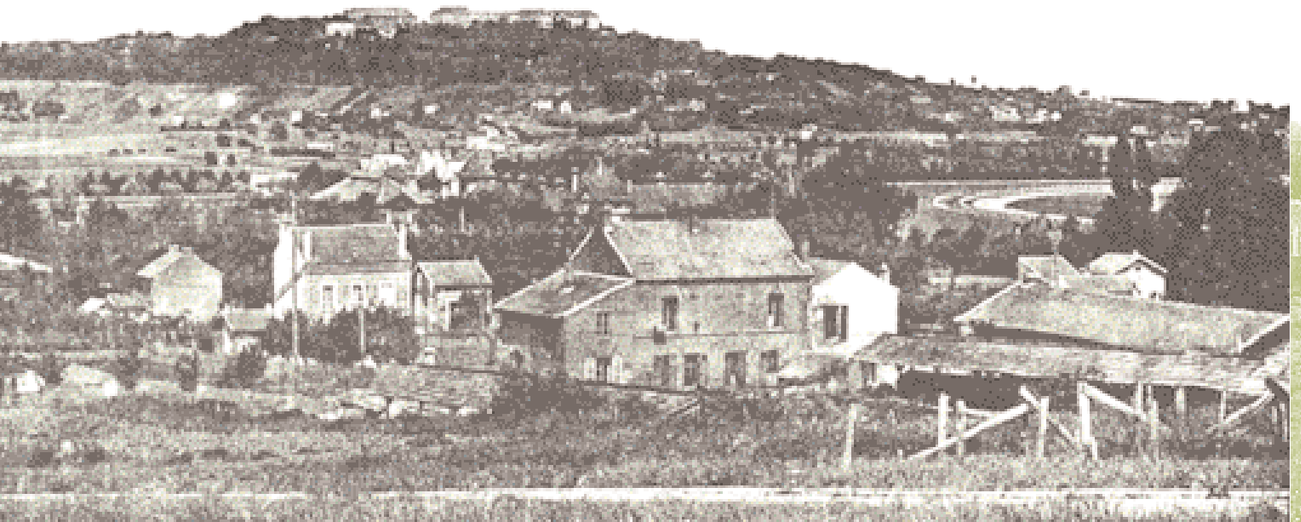
De la culture florale à la ferme modèle de Napoléon III

LA CULTURE DES FLEURS CONSTITUE la seconde grande activité agricole de Rueil. Cette histoire aurait pour origine les serres chaudes de l'impératrice Joséphine, qui accueillent pendant plusieurs années les plantes exotiques apportées par les voyageurs et marins français, et permet ensuite de les diffuser parmi les professionnels et les amateurs d'horticulture. Les espèces les plus originales qui poussent à Rueil sont le camélia, plusieurs genres de bruyères, le catalpa, notamment. Le dahlia y donne également de belles variétés, entre autres, la coquette de Rueil. C'est également à Rueil que sont plantés les premiers marronniers d'Inde. L'impératrice fait travailler un grand nombre de rueillois pour cette culture florale qui se prolonge pendant tout le XIXe siècle. Rueil est un exemple de cette diversification florale comme Fontenay-sous-Bagneux qui a pris le nom de Fontenay-aux-Roses. L'horticulture devient une activité d'appoint pour de plus en plus de cultivateurs et vignerons. Après la disparition du vignoble, des familles se lancent également dans la culture de la framboise. Dans ce cadre d'amélioration et de diversification des techniques agricoles, plusieurs fermes modèles élisent domicile à Rueil. Ainsi, une partie du domaine historique de Fouilleuse est transformée en ferme modèle.

Les serres chaudes de l'impératrice à la Petite Malmaison.

Le domaine de Fouilleuse : de la ferme modèle à l'hippodrome

LE DOMAINE DE LA FOUILLEUSE faisait partie de la châtellenie de Rueil depuis le règne de Dagobert, avant de devenir propriété de l'abbaye de Saint-Denis. À partir de 1859, Napoléon III rassemble la presque totalité des parcelles dispersées depuis 1825, pour les réunir au domaine de l'État. Il les transforme en ferme modèle et, en 1864, un premier concours agricole est organisé sur ces terres. La ferme souffre terriblement de la guerre de 1870. Pendant la bataille de Buzenval, le 19 janvier 1871, dont les combats se déroulent à ses portes, près de 4.000 hommes sont tués, parmi eux le peintre Henri Regnault et les lieutenants-colonels de Rochebrune et de Montbrison. En 1872, la ferme est louée à un certain Bodet qui fait cultiver les 77 hectares par une colonie agricole de pupilles, puis par une colonie pénitentiaire de jeunes filles jusqu'en 1887. En 1898, Edmond Blanc (1856-1921), député des Basses-Pyrénées et maire de la Celle-Saint-Cloud, rachète ce qui reste de la ferme et du domaine de Fouilleuse, soit 77 hectares dont 56 à Saint-Cloud et 21 à Rueil. Cet éleveur de chevaux et homme politique complète le domaine et le transforme en champ de courses. L'hippodrome de Saint-Cloud ouvre ses portes le 15 mars 1901. Cet homme passionné de sport sera le premier Président d'honneur du Rueil-Athletic-Club (RAC), créé en 1910.



On relève néanmoins près de Saint-Cucufa une bergerie – qui abrite un troupeau de mérinos envoyé d'Espagne à Joséphine par le roi Joseph – et une vacherie où sont élevées des espèces originaires de Suisse, d'Allemagne et de Normandie. Plus tard, Napoléon III, n'ayant pas pu racheter le domaine de la Malmaison, déplace sur celui de Fouilleuse, devenu ferme impériale, la vacherie. L'Empereur est un homme politique épris d'agriculture moderne.

Familles de bûcherons à Saint-Cucufa - Ossart & Capelle - 1905.

Un certain Berthier crée en 1840 une scierie, menuiserie-charpente installée 38, avenue de Paris, dont l'activité va se poursuivre jusqu'aux années 1940. Les Berthier sont l'une des grandes familles de Rueil.

EN 1845, SELON UNE STATISTIQUE DE L'ABBÉ JACQUIN, on recense à Rueil : 215 maçons, 30 tailleurs, 30 épiciers, 6 aubergistes, 5 boulangers, 2 maréchaux-ferrants, 2 chirurgiens, 1 libraire, 1 lithographe, résidant dans la ville. Sur un total de 1.474 hectares, les superficies agricoles relevées par activité sont les suivantes : 384 hectares de vignes, 150 de blé, 50 de seigle, 30 d'avoine, 33 de pâtures et 243 hectares de bois. On le voit, l'élevage n'a jamais constitué à Rueil une activité importante, tant la vigne est prépondérante sur l'ensemble du terroir.

TOUJOURS À LA JONCHÈRE, TERRE PROPICE aux innovateurs, Eugène Levavasseur, qui exploite un atelier de fabrication de chaînes de montres, fait breveter et entreprend en août 1885 la fabrication de tuyaux flexibles. Ce brevet couvre un grand nombre de pays. L'activité du bois, avec la présence de la forêt de Saint-Cucufa peuplée essentiellement de chênes, bouleaux et hêtres, se développe quelque peu avec la présence de nombreux bûcherons, qui logent avec leur famille sur leur lieu de travail, dans des cabanes. Un cinquième du territoire de la commune est planté en arbres, soit 280 hectares. Le bois est destiné à la charbonnette, aux nombreux tonneliers – 7 en 1911 – et distillateurs qui l'utilisent pour leurs alambics. Le plus célèbre est Victor Thuret, également conseiller municipal.

Le carrefour de la Jonchère avec son octroi (à gauche) - 1905.

À BUZENVAL, DEUX BRIQUETERIES VOIENT LE JOUR à la fin du XIXe siècle : les Établissements Quinet et la briqueterie Davelois et Fontaine. La première est une entreprise artisanale installée au lieu-dit "les Garennes", dans une propriété familiale. Ne possédant ni machine à vapeur, ni moteur hydraulique, elle fonctionne uniquement avec un four à bois pour produire des briques façon "Bourgogne". Elle ferme ses portes en 1923. Sera édifiée sur son emplacement l'Eglise Saint-Joseph. Sur tout le plateau vers Saint-Cucufa, des carrières sont mises en exploitation, d'où l'on extrait à ciel ouvert la pierre avec des moyens rudimentaires. Près de la gare ce sont plusieurs gravières qui sont exploitées. Rueil devient également à la fin du siècle, à l'image de Montmorency, un gros producteur de prunes et de cerises, dont on tire un alcool de qualité, ce qui explique les distilleries qui, pour certaines, sont importantes. La statistique de l'abbé Jacquin de 1845 est loin d'être complète sur la vie économique de Rueil, puisqu'elle omet de mentionner les blanchisseries de Rueil alors que cette activité est devenue depuis le milieu du XVIIe siècle la principale activité industrielle de la ville.

1750 ▼ 1.800 habitants
1783 ▼ Création d'une poste.
1790 ▼ Election du 1er maire de Rueil : Henry Delamanche.
1799 ▼ Achat par Joséphine de Beauharnais du château de Malmaison.

Naissance et développement d'une activité locale : la blanchisserie

LA BLANCHISSERIE EST LA PREMIÈRE VÉRITABLE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE et de service de Rueil. Dès le XVIIIe siècle, elle se diffuse sur plusieurs communes de l'ouest parisien, employant une main-d'œuvre presque uniquement féminine.

L'eau, source d'activité

LA PRÉSENCE DE BLANCHISSERIES À RUEIL est très ancienne. Son origine remonte à l'époque médiévale. Au centre du village, près des eaux de la Bénarde, coule du Mont Valérien une source importante. Rueil tire d'ailleurs son nom de celle-ci, qui s'appelait avant le "Rut". Les blanchisseurs vont s'y installer, mais aussi à proximité d'autres sources situées près du domaine de Richelieu. Sur l'ensemble de la commune, on compte quatorze sources (chiffre de 1910), qui descendent de la colline du Mont Valérien, et une vingtaine de bornes fontaines. En outre, plusieurs ruisseaux prennent source dans le bois de Saint-Cucufa. Ce réseau hydrographique explique la répartition géographique des blanchisseries au centre de la ville. Cette eau est riche en calcaire, donc excellente pour le rinçage. La ville met en service plusieurs lavoirs publics comme celui de la rue du Gué qui sera plus tard concédé, où se trouve un abreuvoir. Les deux sources les plus abondantes de ce réseau souterrain sont celles de la Bénarde et de la Caserne des Suisses, au débit moyen de 1,87 litre par seconde.

Depuis la fin de l'Ancien Régime, la présence des blanchisseries à Rueil est favorisée non seulement par la présence de l'eau en abondance mais également par la quantité de linge utilisé par les familles bourgeoises parisiennes et la Cour. Elle s'est véritablement établie à la suite des règlements corporatistes édictés par Colbert ; un grand nombre de teinturiers et de blanchisseurs expropriés de Paris viennent s'installer dans l'ouest parisien, notamment à Rueil et Boulogne. Par sa faible densité d'habitation, Rueil dispose de terrains libres proches des sources et offre ses champs en pente douce propices au séchage du linge. Les blanchisseries s'installent en priorité dans la partie haute de la vieille ville, près du domaine de Richelieu. Elles bénéficient d'une servitude remontant à Louis XIII leur accordant l'eau en contrepartie d'une redevance annuelle faible. Le XVIIIe siècle est le premier âge d'or de la blanchisserie rueilloise. L'une des plus anciennes blanchisseries est propriété de la famille Edeline, qui fait valoir des lettres patentes remontant à 1723.

Une blanchisserie industrielle en Région parisienne.

Le pavillon des eaux, place Richelieu.

La blanchisserie Fessard, 4, rue Noblet.

EN 1850, ON RECENSE 80 MAÎTRES BLANCHISSEURS qui font travailler 500 femmes environ, pour beaucoup Rueilloises. En 1866, on dénombre 105 blanchisseurs et, en 1914, encore 115 blanchisseurs, dont 50 maîtres blanchisseurs. Les conditions de travail sont très pénibles, notamment l'hiver. Les ouvrières sont embauchées à la journée ou plusieurs jours, selon la quantité de linge à laver, en sachant que l'été l'activité diminue, les clients aisés partant en villégiature. Les journées de travail sont très longues et éprouvantes. En 1836, les laveuses et repasseuses de Rueil se mettent en grève, se plaignant de travailler de 3 h du matin à 7 h du soir. Le mouvement de contestation dure un mois ; cinq lavandières sont mises en prison. Finalement, les ouvrières obtiennent gain de cause : commencer leur journée à 5 h du matin et gagner 1 franc la journée. À la fin du siècle, la législation du travail améliore progressivement leur sort. Parallèlement, le syndicat des maîtres blanchisseurs de Rueil et Région est fondé pour la défense de l'industrie du blanchissage sur la commune, suivi par deux autres syndicats : le Syndicat des ouvriers blanchisseurs et le Syndicat des ouvriers blanchisseurs de Rueil et Région.

Le Syndicat des maîtres blanchisseurs de Rueil et Région défend la profession

CRÉÉ LE 13 JUILLET 1890, LE SIÈGE DU SYNDICAT est à la mairie. Il participe au mouvement d'amélioration des conditions de travail des ouvriers blanchisseurs. En 1892, cette industrie est assimilée aux industries saisonnières pour la réglementation des heures de travail. La loi du 30 mars 1900 limite la journée de travail à 10 heures avec un jour de repos par semaine. En 1904, un groupement des risques accidents du travail et assurance incendie est créé et il est ouvert à la mairie un bureau de placement. La même année, le Syndicat soutient ses membres dans le procès dit "des fumées" en prenant à sa charge les frais de procédure. Le Syndicat s'oppose à plusieurs reprises à la municipalité. Malgré des améliorations sociales, une grève éclate en 1909 pour dénoncer les conditions de travail et les nombreux accidents du travail. En 1910, le Syndicat des blanchisseurs est représenté par Georges Poulard (Président), Léon Ruffin (Vice-Président), Armand Mérisse (trésorier) et Ferjus Hubert (secrétaire). Le poids de ce syndicat patronal est alors considérable à Rueil.

CHAQUE ANNÉE, LA TRADITIONNELLE "CAVALCADE" des blanchisseurs marque l'un des temps forts des fêtes de la ville. Tout ce petit monde se connaît très bien. Blanchisseurs et blanchisseuses se marient entre eux. Les blanchisseries sont des maisons familiales qui se transmettent de génération en génération. En 1911, selon les statistiques de la matrice communale, les principaux employeurs sont les familles suivantes : Besche (13 ouvriers), Cochois (17), Cormier (18), Dubois (33), Edeline (38), Fessart (9), Hubert (17), Julve (16), Langot (24), Mérisse (16), Poulard (12), Ruffin (25), etc. Ils sont installés les uns à côté des autres, près des sources, situées rue du Château, boulevard Richelieu, rue Masséna, rue de la Bénarde, rue Jean Edeline, rue des Muettes, rue Haute, etc. Leurs principaux clients sont la bourgeoisie parisienne ; certains sont illustres comme la Présidence de la République. À partir de 1899, le linge de l'Elysée est nettoyé à Rueil par la blanchisserie Poulard. L'histoire de cette dynastie d'entrepreneurs est originale à plus d'un titre, puisqu'il s'agit de la seule blanchisserie de cette époque, aujourd'hui toujours en activité.

1802 Institution de la Légion d'Honneur à La Malmaison.
1839 3.800 habitants
1861 Napoléon III rachète le domaine de Malmaison.
1871 Bataille de Buzenval qui fait près de 4.000 tués.

La Blanchisserie Poulard : plus de 150 ans d'histoire industrielle à Rueil

EN 1836, UN NÉGOCIANT EN PRODUITS CHIMIQUES se porte acquéreur d'un terrain à Rueil. Après avoir fait forer un puits où il trouve de l'eau, il installe sur les lieux un manège entraîné par un cheval. La blanchisserie Poulard vient de naître et son histoire débute modestement. Le fils, Louis, remplace le père. Il a appris le métier sur le tas, dès l'âge de treize ans. À seize ans, il prend des galons : il se lève à 4 heures du matin pour partir à 5 h en direction de Paris où il se rend chez ses premiers clients à 6 h 30. À 14 h, de retour à Rueil avec le linge sale, le travail de nettoyage peut commencer. Le linge est mis à bouillir dans les cuviers, puis les blanchisseuses le rincent à l'eau froide. En 1890, les méthodes se modernisent avec l'apparition des premières chaudières à vapeur et des premières machines à laver qui révolutionnent le métier. Le 10 novembre 1891, la blanchisserie Poulard reçoit l'autorisation d'exploiter une machine à vapeur. C'est le début de l'ère industrielle. C'est sous le septennat du président Emile Loubet en 1899 que le Palais de l'Elysée devient client de la blanchisserie. Auparavant, le linge du Palais de l'Elysée était confié aux détenus de la prison de la Santé. Dans ces années, Georges Poulard, troisième du nom, d'autre part conseiller municipal, conduit avec brio cette politique d'expansion.

EN 1930, LA RÉPUTATION DE LA BLANCHISSERIE POULARD n'est plus à faire. Elle traite plus de 50 tonnes de linge par semaine, tout en maintenant un haut niveau de qualité. Son développement se poursuit entre les deux guerres. Pendant les "trente glorieuses", le process et l'équipement de la blanchisserie sont modernisés, notamment par l'achat de chaudières à vapeur à fuel dans les années 1970. Au début des années 1980, Poulard emploie 80 personnes. En 1996, une activité de nettoyage à sec est mise en place. En 1998, la société Poulard intègre une société de location de linge. Un vaste programme d'investissement est décidé pour offrir le meilleur de la qualité à ses clients. En 2000, la blanchisserie programme, dans le cadre d'une extension de ses activités, d'importants travaux pour, d'une part, réduire ses consommations d'eau (machine de nouvelle génération) et, d'autre part, retraiter ses rejets d'eau sales pour les rendre aptes à être épurés dans la station d'épuration de la commune. Cette modernisation des équipements ne se fera pas : le site industriel de 108 salariés ferme ses portes en juin 2000 pour déménager dans un nouveau lieu de production à Nanterre, une blanchisserie industrielle parmi les plus modernes d'Europe. Entre-temps, la ville de Rueil s'est portée acquéreur des installations du 50, rue du Château, place Richelieu. Dans le cadre de l'aménagement d'une ZAC, il est prévu de construire un parking en silo, des commerces et 40 logements sociaux. Cent cinquante ans d'histoire industrielle à Rueil s'achèvent par ce rachat. Aujourd'hui, Poulard a rejoint le groupe Elis, leader européen sur son marché.

Machine à laver des années 1920.

COMMUNE DE RUEIL

ENQUÊTE

Enquête commodo et incommodo

Depuis le début du XIXe siècle, l'État a pris des mesures pour lutter contre les nuisances industrielles, ce qui le conduit à promulguer le décret du 15 octobre 1810 relatif à l'implantation des établissements à risque, dite loi "commodo et incommodo". Cette loi a pour but de hiérarchiser les nuisances des manufactures et des ateliers en les classant en trois catégories, de la classe 1 pour les industries réputées les plus insalubres à la classe 3 pour celles qui ne le sont que modérément comme la blanchisserie. L'autorisation est accordée, après enquête publique, sous certaines conditions : la houille doit être le combustible utilisé, la chaudière doit être sécurisée, la fumée ne doit pas incommoder le voisinage, etc. Par exemple, après cette enquête en 1858, la blanchisserie Besche obtient l'autorisation d'installer une machine à vapeur dans son établissement, place Richelieu. Dans ce cadre, les cheminées des blanchisseries doivent être élevées de 15 à 20 mètres au-dessus du sol et garnies de lanternes grillagées.

De l'artisanat à une première mécanisation : le rôle de la vapeur

À PARTIR DE 1832, LA MUNICIPALITÉ ORGANISE l'alimentation en eau de la ville et de nouvelles blanchisseries peuvent s'implanter le long de l'avenue de Paris (avenue Paul Doumer). En 1843, un arrêté municipal est promulgué qui oblige les blanchisseurs à écouler leurs eaux sales par un tuyau de 10 cm de diamètre. Lors des grands travaux d'assainissement de la fin du XIXe siècle, une conduite spéciale est installée pour évacuer les eaux sales directement dans l'égout. Jusqu'au Second Empire, la blanchisserie demeure une activité artisanale. Les méthodes n'ont guère évolué et restent rudimentaires. Par exemple, on utilisera longtemps pour l'essorage un tombereau de cultivateur avec un plancher à claire-voie ; le conducteur se promène avec son attelage dans les rues les plus mal pavées de la ville pour essorer. Le lavage se fait à la main et les draps sont essorés dans des presses, qui ressemblent étrangement à celles des vignerons. Transporté par les jeunes filles, le linge est étendu dans les champs sur les hauteurs de la ville.

LES BLANCHISSERIES ONT DANS LEUR COUR, proche de l'écurie, un manège avec un ou deux chevaux qui le font tourner pour actionner les machines ou puiser l'eau dans les réservoirs. Certaines possèdent des tours chauffées, à claire-voie, où le linge sèche. La machine à vapeur – à charbon –, qui apparaît dans la deuxième partie du XIXe siècle dans cette industrie, ouvre l'ère de la modernisation des techniques et de la mécanisation des tâches. La vapeur remplace progressivement les forces équine et humaine. Par voie de conséquence, le négoce de charbon se développe sur la commune. Pour s'équiper d'une telle machine industrielle, les blanchisseurs doivent obtenir une autorisation auprès de la préfecture de la Seine-et-Oise. Une enquête de commodo et incommodo est ouverte en mairie.

Un charbonnier à Rueil : Domage

FONDÉE EN 1830, la société des produits "As de trèfle", bois de chauffage et charbon, deviendra l'entreprise Domage-Louesse, puis Domage Frères, près du Pont de Chatou au bord de Seine, sur 12.000 m². Elle installera, plus tard, son siège social au 140, avenue Paul Doumer et se spécialisera dans la livraison de charbon – négoce, criblage, pesage avant ensachage – et de fuel domestique. Elle devient agent régional des mazouts OZO, dont les entrepôts situés à Nanterre seront raccordés au pipe-line Le Havre-Paris (TRAPIL). Dans l'entre-deux-guerres, sa principale concurrente en matière de production et distribution de charbon est la Société anonyme des agglomérés industriels, qui installe en 1920, près de la gare de marchandises de Rueil, une usine et un laboratoire d'essais.

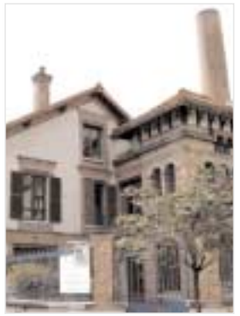
SI L'UTILISATION DE LA VAPEUR MARQUE LE GRAND ESSOR de l'industrie de la blanchisserie, la première partie du XX[e] siècle s'inscrit dans une nouvelle période de progrès fondamental et ininterrompu. La blanchisserie passe des systèmes mécaniques aux systèmes semi-automatiques et automatiques. Le fuel remplace peu à peu le charbon. Certaines machines sont désormais actionnées à l'air comprimé. Les rendements sont multipliés par cinq, puis par dix. Le premier déclin de cette profession s'amorce dans l'entre-deux-guerres avec le machinisme. Dans les années 1920 et 1930, de nombreuses familles vivent de la blanchisserie : Besche, Gass, Herat, Hubert, Lebeau, Legue, Mauclair, Poulard, Ruffin, etc. Mais leur nombre est en baisse : il en reste une bonne cinquantaine en 1936. Après 1945, les blanchisseries qui ne se sont pas équipées de nouvelles machines disparaissent ou sont rachetées par les plus modernes. L'emploi périclite tandis que l'électroménager perce rapidement dans la société française à partir des années 1960. De nombreux clients investissent dans leurs propres laveries et traitent désormais leur linge, à l'image des hôtels ou des hôpitaux. Néanmoins, le dernier lavoir de Rueil, rue du Gué, fonctionne toujours dans les années 1960. À partir de 1971, la politique de la nouvelle équipe municipale dirigée par Jacques Baumel, qui vient de succéder à Marcel Pourtout, s'oppose à l'installation d'industries "polluantes" sur le territoire. Cette mesure touche de plein fouet les blanchisseries installées en centre ville. En 1982, on n'en dénombre plus que six.

Les installations se modernisent - Rueil, années 1930.

Un lavoir public en centre ville dans les années 1960.

Blanchisserie Delalande - 222, avenue Paul Doumer.

Séchoir du 5, rue Trumeau.



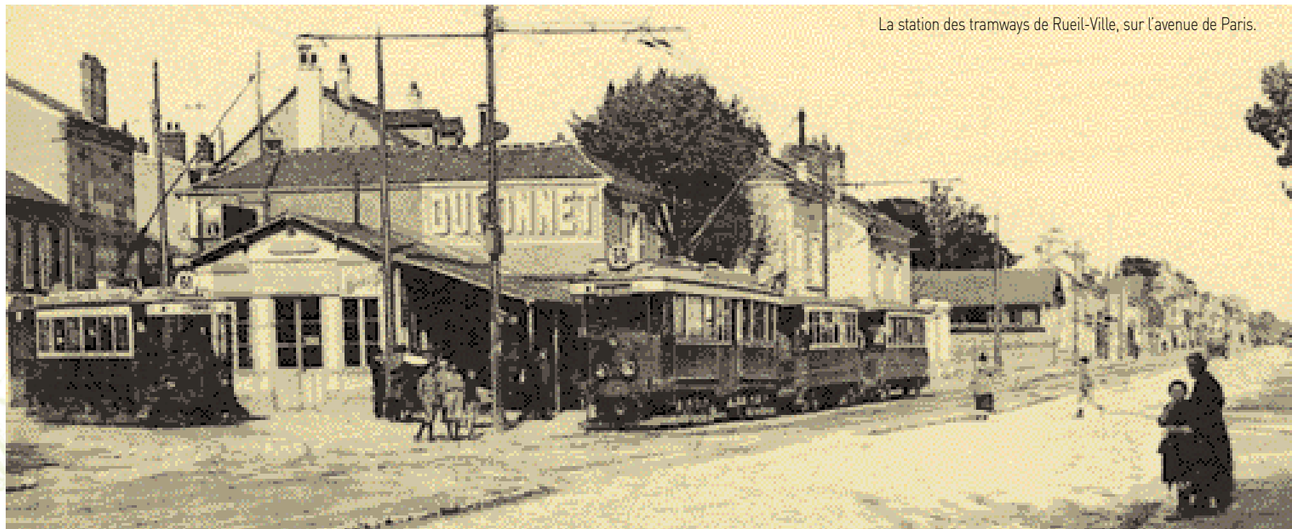
Blanchisserie Gass - 12-14, rue Jean Edeline.

AUJOURD'HUI, LA PRÉSENCE DES BLANCHISSERIES DANS LA VILLE a, pour ainsi dire, disparu du paysage. Après son expropriation et son installation à Nanterre dans une usine moderne, la blanchisserie Poulard vient d'être démolie pour faire place à l'aménagement d'un nouveau quartier en bordure de la place Richelieu. Il reste deux séchoirs à vent au 222, avenue Paul Doumer – blanchisserie Delalande – et au 5, rue Trumeau ainsi que l'ancienne blanchisserie Gass au 12-14, rue Jean Edeline, transformée en Maison de l'Emploi. Construite en meulière et brique avec un décor en céramique, elle a conservé en partie sa haute cheminée typique de cette architecture. Ces deux derniers établissements sont inscrits depuis 1988 à l'Inventaire des Monuments Historiques.

À RUEIL COMME À BOULOGNE, LES CONDITIONS étaient toutes réunies pour l'apogée de la blanchisserie artisanale : l'eau en abondance et d'excellente qualité, des espaces pour s'installer, une main-d'œuvre féminine corvéable à merci, la proximité de Paris qui permet un transport du linge quasiment journalier... et un faible développement industriel qui a épargné longtemps à ces deux communes la terrible poussière noire des usines. Plus encore, l'installation de la gare de Rueil en 1839, loin du centre-ville, met le linge à l'abri des flammèches et des fumées des locomotives. Néanmoins, l'arrivée successive du train puis du tramway à Rueil ouvre une nouvelle page de l'histoire de la ville.

La révolution des transports change la donne

Au XIX[e] siècle, Rueil n'est encore qu'un modeste bourg agricole qui dépend du chef-lieu de canton, Marly-le-Roi. Son économie proprement dite se limite à la blanchisserie en plein essor et à la viticulture. La population est en progression constante : 3.800 habitants en 1839, 4.500 en 1850, 5.500 en 1860, 8.216 en 1876, 12.203 en 1911. Sur les 1.474 hectares de la commune en 1850, les trois-quarts sont des terres agricoles. En 1914, les terres cultivées ne couvrent plus que 55 % du sol de la commune. La révolution des transports modifie la physionomie et les activités économiques de la ville en la mettant aux portes de Paris. Très tôt, le chemin de fer et le tramway arrivent à Rueil. Ce développement du rail aura cependant pour conséquence néfaste de limiter jusqu'en 1914 l'expansion du réseau routier communal.



La station des tramways de Rueil-Ville, sur l'avenue de Paris.

1890 ▼ Premier abonné rueillois au téléphone.
1900 ▼ Roger Jourdain, artiste peintre, maire de Rueil.
1901 ▼ Premier Bulletin municipal officiel.

Rueil aux portes de Paris

LE 26 FÉVRIER 1823, LE ROI LOUIS XVIII concède par ordonnance la première ligne de chemin de fer en France. Il s'agit de la liaison de 23 kilomètres entre Saint-Étienne et Andrézieux, concédée à perpétuité à MM. Beaussier et de Gallois, pour le transport de houille vers le Rhône et la Loire. Elle est inaugurée le 1er octobre 1828 et la traction des wagons est faite par des chevaux. Le 7 juin 1826, une seconde ligne de 58 km entre Saint-Étienne et Lyon est concédée aux frères Seguin, qui mettent au point la chaudière tubulaire à vapeur se substituant à la traction animale ; la ligne est ouverte en 1832. La même année, le 7 septembre 1832, les frères Emile et Isaac Péreire sollicitent la concession d'un chemin de fer reliant Paris à Saint-Germain-en-Laye. Le 9 juillet 1835, une loi leur accorde cette concession pour une durée de 99 ans. Les Pereire s'entourent des meilleurs ingénieurs de l'époque : les frères Flachat, chargés de la direction technique, et Emile Clapeyron, ingénieur des Mines, pour les ouvrages d'art et les machines à vapeur.

LES TRAVAUX DURENT DEUX ANS ET NÉCESSITENT L'ÉDIFICATION d'un premier pont de chemin de fer sur la Seine entre Chatou et Rueil. La ligne est inaugurée le 24 août 1837 en présence de la reine Marie-Amélie, le duc d'Orléans, le duc d'Aumale et le duc de Montpensier. Le roi Louis-Philippe n'a pas eu l'aval de ses ministres qui l'ont convaincu de ne pas tenter l'aventure ! Longue de 13 kilomètres, elle aboutit au Pecq, sans station intermédiaire. C'est la première ligne de chemin de fer en France destinée au transport des voyageurs : une véritable révolution puisqu'il faut 25 à 30 minutes pour faire le voyage tandis que les diligences les plus rapides mettent à l'époque plus de deux heures. Les horaires de 1837 sont les suivants : toutes les 1 h 30 de Paris au Pecq de 6 h du matin à 20 h 30 le soir et du Pecq à Paris de 6 h 45 à 21 h 15. En 1838, les premières stations de Nanterre et Chatou sont ouvertes aux voyageurs et la voie est doublée pour répondre à un trafic en hausse constante.

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-OISE.

TRAMWAY A VAPEUR

DE

RUEIL A MARLY-LE-ROI

ENQUÊTE SUR L'EMPLACEMENT DES STATIONS.

ARRÊTONS :

Chemin de fer - gravure de 1834.

EN 1839, LA LIGNE FONCTIONNE SUR LA TOTALITÉ DE SES 18 KILOMÈTRES. Le succès est immédiat : un million de voyageurs sont transportés de bout en bout et environ trois cent mille en ce qui concerne les stations intermédiaires. Le 30 mai 1839, le ministre des Travaux Publics autorise la construction d'une station à Rueil. Cette gare est ouverte au public en 1844, la même année que celle de Colombes, tandis que la station du Vésinet-Le Pecq est inaugurée en 1847. Rueil est aux portes de Paris. La physionomie de la ville change lentement. Entre-temps, il a été établi en 1841 un service d'omnibus à cheval reliant Saint-Germain-en-Laye à la place de l'Etoile à Paris, qui passe par Rueil. Ces deux moyens de transport procurent un nouveau souffle aux villes traversées. Cependant la gare de Rueil, excentrée et éloignée du centre-ville, n'aura pas la même impulsion sur la vie économique et sociale de la commune que celles, par exemple, de Saint-Germain-en-Laye et Nanterre. En 1846, un rueillois a la bonne idée d'établir un service d'omnibus à chevaux, de la gare à la place de l'Eglise.

CETTE PREMIÈRE LIGNE À TRACTION ANIMALE EST SUPPRIMÉE EN 1872. Mais pour suppléer l'insuffisance des omnibus à chevaux, on recourt aux tramways à chevaux. Après le décret du 18 février 1854 autorisant Alphonse Loubat (1799-1866) à établir et exploiter une voie de tramway à chevaux entre Sèvres et Vincennes, on concède le 15 juillet suivant une seconde ligne de tramway au vicomte de Mazenod qui l'établit... entre Rueil et Port-Marly. Cette ligne entre en service le 1er août 1855. Le tramway se déploie d'abord dans les communes les plus champêtres, reliant une destination prisée pour les promenades dominicales de la bourgeoisie et de la noblesse à la gare du chemin de fer de l'Ouest.

Vue générale de Rueil depuis le chemin de la gare - gravure de 1845

1903 Inauguration de l'Hôpital Stell. La Société Générale ouvre un bureau.

1905 Ouverture d'un parc aérostatique avenue de Paris.

Une utopie à Rueil : Louis-Dominique Girard expérimente le premier chemin de fer glissant sur "coussin d'eau"

EN PLEINE PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENT de la machine à vapeur à piston, L.-D. Girard (1815-1871) s'intéresse à l'hydraulique. C'est un autodidacte précurseur. Son chemin de fer glissant est considéré aujourd'hui comme une innovation en avance sur son temps. Sa notoriété lui permettra d'entrer à la Société des Ingénieurs civils. Il étudie les formes des turbines à eau, notamment pour les chutes d'eau basse. Il se rend célèbre en concevant une installation originale à Noisiel-sur-Marne pour le chocolatier Menier. Puis, en 1868-1869, il réalise pour la Ville de Paris une usine de pompage pour l'alimentation du canal de l'Ourcq. Cette machine foisonne d'innovations et préfigure les techniques plus modernes des turbines qui seront ensuite généralisées. Il conçoit en parallèle un système tout à fait original de chemin de fer glissant sur "coussin d'eau", propulsé par l'énergie hydraulique et dépose une série de brevets de 1852 à 1865.

NAPOLÉON III, épris de techniques modernes, croit dur comme fer en son invention et avance personnellement les sommes nécessaires à ces recherches. L'empereur visite à deux reprises la voie expérimentale établie à La Jonchère à Rueil. Le parcours mesure 60 mètres environ. À la fin du Second Empire, les démonstrations ont lieu tous les dimanches. On songe même à construire une voie de ce type "hydraulique", de Rueil à Bougival, mais la défaite de Sedan vient tout remettre en cause. Un jour qu'il rentre à Paris par le bateau faisant le service régulier sur la Seine, après la fin du siège, Girard est mortellement atteint le 22 mai 1871 au Pont de Chatou par une balle allemande. Sa disparition laisse sa famille dans la misère, car il a tout investi dans de nouvelles recherches. Le chemin de fer glissant de Girard préfigure l'aérotrain Bertin, mais aussi, transposé à l'énergie électrique, les systèmes de tramways à "plots" utilisés notamment sur les tramways parisiens à la fin du XIXe siècle. À l'Exposition Universelle de 1889 est exposé un chemin de fer hydraulique réalisé par l'ingénieur Barre, à partir des travaux et essais de son ami et ancien associé Girard.

Le chemin de fer glissant de L.-D. Girard, présenté à l'Exposition Universelle de Paris en 1889.

EN PARTICULIER, LA LIGNE DE TRAMWAY RUEIL À PORT-MARLY est très vite déficitaire, concurrencée par la ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain qui poursuit son aménagement. En 1847, Le Pecq a été relié à Saint-Germain par un système atmosphérique installé entre Le Vésinet et le plateau de Saint-Germain. Cette technique d'origine anglaise permet de surmonter la dénivellation de 51 mètres du plateau de Saint-Germain. La ligne est équipée d'un fort tube métallique courant entre les rails, et dans lequel en aspirant l'air grâce à de puissantes pompes, on déplace un piston duquel le convoi est solidaire. Mais ce système doit être abandonné en juillet 1860 à la suite d'un accident qui a eu lieu en 1859 : un convoi venant de Saint-Germain ne peut s'arrêter en gare du Pecq et percute une locomotive. En 1870-1871, les Prussiens font sauter le pont-route et le pont de chemin de fer à Rueil ; il faut recourir aux bacs pour traverser la Seine jusqu'à la reconstruction des ponts. Cette ligne de chemin de fer est modernisée en 1872. En 1876, le pont de chemin de fer Rueil-Chatou est reconstruit ; il remplace le pont provisoire en bois de 1871. Cette modernisation se poursuit par l'électrification progressive de la ligne qui s'achève en 1927.

Le tramway de Paris à Saint-Germain-en-Laye, station de la Jonchère.

Les lignes et les stations de tramway en 1887.

Les stations de tramway de Rueil au début du 20e siècle.

PENDANT CE TEMPS, LA CONCESSION DE LA LIGNE DE TRAMWAY entre Rueil et Port-Marly change de main à plusieurs reprises. En 1860, on en est déjà au quatrième concessionnaire, un certain Jean-Joachim Proust, qui l'arrête en octobre 1867. En 1873, Eugène Tarbé des Sablons reprend cette concession en presque désuétude. Il meurt en 1876. Très peu lucrative, cette activité revient à sa veuve et à son frère Edmond, moins connu comme homme d'affaires que comme homme de presse et fondateur du quotidien le "Gaulois", de sensibilité monarchiste. En 1878, ils remettent en service la ligne, qui utilise désormais la traction à vapeur (système Francq). La voie est même prolongée jusqu'à Marly-le-Roi. Le 13 juin 1889, E. Tarbé des Sablons reçoit la concession des portions des deux lignes raccordant d'un côté Rueil à Neuilly et, de l'autre, Marly à Saint-Germain. L'année suivante, il cède la ligne de tramways de Saint-Germain à Neuilly à la Compagnie des tramways à vapeur de Paris. En 1891, la voie est doublée entre Rueil et Port-Marly.

C'est à la même époque que sont mis en service les premiers tramways électriques dans la Région parisienne. En 1893, un premier modèle assure la liaison entre la Porte de Champerret et Saint-Denis pour la Compagnie des Tramways de Paris, qui a perdu entre-temps le terme "vapeur" dans son nom. La même année, le chauffage est installé dans les voitures. En 1898, des distributeurs automatiques de billets sont placés dans les stations de Rueil-Gare, Rueil-Ville et la Jonchère. L'essor du tramway est considérable au début du XXe siècle et cela jusqu'aux années 1920. En juillet 1914, une nouvelle ligne de tramway électrifiée est ouverte entre Rueil et Saint-Germain, qui passe par les gares de Rueil et du Pecq, sur l'autre rive de la Seine. À la déclaration de guerre, elle doit être interrompue jusqu'en 1918. Pendant ce temps, la gare de Rueil est devenue un lieu de passage important où se sont installés plusieurs kiosques à journaux et livres, dont celui de Louis Hachette. Il existe également un petit train à vapeur qui fait la liaison par l'avenue Victor-Hugo entre la gare et le centre-ville pour deux sous. Quant au tramway du pont de Neuilly à Rueil, il restera en activité jusqu'au 1er août 1928, remplacé par des lignes d'autobus qui fonctionnent déjà depuis plusieurs années.

L'avenue du Chemin de Fer, de la gare au centre ville.

1906 ▼ 12.427 habitants

1907 ▼ Le musée de La Malmaison est ouvert au public.

1909 ▼ Jean Coquelin, acteur et directeur de théâtres, achète le "Manoir de Rueil".

Rueil "s'embourgeoise"

L'INTERCONNEXION AVEC LA CAPITALE, Porte-Maillot d'une part, et Saint-Germain-en-Laye, d'autre part, bouleverse en quelques années la physionomie de la ville. Rueil devient un véritable lieu de promenade et de détente de plus en plus prisé par les Parisiens le dimanche. C'est la grande et "belle époque" des guinguettes du bord de Seine. Cette ville résidentielle et de villégiature attire les artistes : Halévy, Bizet, l'acteur Coquelin qui y achète une maison. En 1883, un casino ouvre ses portes à deux pas de la gare de chemin de fer : un grand bâtiment orné de faïences, entouré de beaux jardins, qui offre toutes sortes de divertissements aux Parisiens, de jour et de nuit. Il comprend un restaurant avec une salle pouvant servir 1.200 couverts, une salle de jeu, un cercle, des salles de concert, un tir au "sanglier mobile" et aux cibles en tunnel. Rueil est ville d'eau avant Enghien. Autorisé en mars 1883, il est inauguré, puis doit fermer, pour des raisons inconnues, en août ; il rouvre l'année suivante. Il fermera définitivement ses portes en 1903. En 1906, un des bâtiments est transformé par Madame Louis de Poix en maison d'accouchement. Pour l'anecdote, un autre casino de taille plus modeste est inauguré, en juin 1884, sur l'Ile de Bougival.

Les de Poix sont une grande famille de philanthropes et d'industriels qui s'impliqueront dans la vie sociale et paroissiale de Rueil. Avec le soutien du Docteur Savelli, cette maternité fonctionne dans le cadre de la Mutualité maternelle, dont le but est double : d'une part, indemniser les femmes en couche afin qu'elles ne travaillent pas pendant quatre semaines et, d'autre part, soigner et surveiller les bébés pour diminuer la mortalité infantile. Cette maison ne sera détruite qu'en 1973.

EN 1900, C'EST 70 TRAINS QUI PASSENT PAR JOUR À RUEIL. Les horaires sont aménagés le matin et le soir pour permettre aux ouvriers de se rendre dans les usines et ateliers de Paris et de la proche banlieue. Au tournant du siècle, il est proposé une carte spéciale d'abonnement donnant droit aux ouvriers à voyager en partant de Rueil avant 8 h, de 12 h à 14 h et après 16 h. (prix : 1,50 franc en 1909). Avec le train mais aussi le tramway qui rejoint la place de l'Étoile, les rueillois ont le grand privilège de pouvoir utiliser très tôt deux modes de déplacement modernes et ainsi de participer à la révolution des transports. Plus encore, ces modes de circulation en commun vont être l'un des moteurs de l'implantation d'une industrie nouvelle et moderne sur la commune.

AU MILIEU DU XIX^{E} SIÈCLE, 85 % des établissements industriels de la Région parisienne sont installés dans Paris intra-muros, notamment au centre et sur la rive droite. Les grands travaux du Préfet Haussmann et la volonté de rejeter les activités polluantes à l'extérieur de la capitale modifient ce panorama. Les entreprises qui souhaitent agrandir leurs ateliers et usines de production n'ont pas d'autre choix que de les déménager à l'extérieur de Paris. Elles émigrent dans la banlieue proche de la Seine : Clichy et Levallois-Perret d'abord. À partir de 1860, leur installation dans presque toutes les communes limitrophes de Paris fait faire un grand bond en avant à l'industrialisation de la boucle de la Seine. À Rueil, cette installation est plus tardive, vers 1900-1910. Les premières usines et ateliers s'établissent près de la gare et sur les bords de l'avenue de Paris. Un premier réseau bancaire accompagne cette installation sur la ville. La Société Générale ouvre son premier bureau en 1903, après la Caisse d'Epargne et en même temps que le Comptoir National d'Escompte. La Première Guerre mondiale sera déterminante dans ce processus d'industrialisation avec l'installation d'ateliers militaires.

La Société Générale ouvre son premier bureau à Rueil en 1903

L'IMPLANTATION D'UN RÉSEAU BANCAIRE À RUEIL est ancienne. Avant l'installation de la Société Générale – banque créée en 1864 –, il existe depuis le 7 juillet 1833 une petite succursale de la Caisse d'Épargne de Versailles qui est transformée en agence en 1860 et compte 362 déposants en 1862. Dans les années 1890-1900, ce bureau – dont le président est le maire et les principaux administrateurs des personnalités de la ville – se développe avec vigueur pour compter plus de 800 déposants en 1910. C'est dans un cadre de développement urbain et industriel que la banque Société Générale décide d'ouvrir un bureau à Rueil en 1903, au 41, avenue de Paris. Disposant d'une ligne téléphonique, il propose à ses clients un service de location de coffres-forts. Son premier directeur, Paul Chollet, est né à Paris, le 10 mai 1873. Cet élève au Grand séminaire du Mans est d'abord employé au journal "La Croix du Maine", avant d'entrer à la Caisse d'Épargne, puis à la Société Générale de la Flèche. Il a 23 ans et débute comme employé de bureau. En 1901, il quitte La Flèche pour l'agence de Saint-Germain-en-Laye où il est promu employé principal, avant de rejoindre le bureau de Rueil, qu'il dirige jusqu'en 1906.

EN 1913, LE BUREAU DE RUEIL se voit attribuer sa propre comptabilité. Fermé pendant la guerre, il rouvre ses portes en mars 1919. Les locaux devenus trop étroits, la banque déménage en 1922 dans une propriété au 29, bis avenue de Paris, puis, peu après, au 89, avenue de Paris (avenue Paul Doumer) où elle est toujours installée aujourd'hui. Ce bureau suit la croissance du secteur Rueil-Nanterre qui connaît sur le plan économique un développement ininterrompu. La concurrence est particulièrement active. Le Crédit Lyonnais s'installe en 1926 tandis que des banques parisiennes ont une influence non négligeable sur la place, de même que les agents de change de Paris, en matière de gestion des capitaux. Au début du siècle, le Comptoir national d'Escompte de Paris installe rue Adrien Cramail un impressionnant dépôt d'archives. De 1933 à 1940, le bureau poursuit son développement sous la conduite d'Émile Maréchal, un ancien clerc de notaire, comptant en 1939 cinq salariés.

Inondations du dépôt d'archives du Comptoir National d'Escompte de Paris - 1910.

1910 Ouverture de la nouvelle poste, avenue de Paris. Création du Rueil Athlétic Club (RAC). Crue de la Seine (du siècle).
1911 Fondation du sanatorium de La Malmaison.

L'ancienne Poste de Rueil.

La nouvelle Poste avenue de Paris.

LES ANNÉES 1890-1914 RESTENT "LA BELLE EPOQUE" de Rueil qui se caractérise par un développement harmonieux : installation d'une petite industrie, construction d'habitations bourgeoises, ouverture d'une première crèche municipale en 1885, activité agricole performante et commune de loisirs avec ce que l'on pourrait appeler "Rueil-Plage" et son casino. Un constructeur de canots et un loueur de chambres meublées s'installe au 55, quai de la Marne : un certain Alphonse Fournaise, dont l'établissement connaît un grand succès de 1900 aux années 1930. Il s'agit d'un cousin de la famille Fournaise, du célèbre restaurant de l'île de Chatou, qui a traversé la Seine. Il est suivi par Henri Giquel, qui ouvre au 49 du même quai de la Marne un restaurant et un atelier de construction et réparation de barques. De là, on peut gagner par bateliers, pour 10 centimes, l'île de Chatou où est installée la fameuse Grenouillère si chère à Renoir, Maupassant et bien d'autres. Tous les dimanches se tient un bal dans cette "Trouville d'eau douce". Plus en aval, au lieu-dit des Closeaux, les passionnés d'aviation peuvent même se poser, à partir de 1910, sur un petit aérodrome de fortune où les Rueillois viennent également chasser le lapin. Tout à côté de l'usine à gaz de l'avenue de Paris s'ouvre vers 1905 un parc aérostatique, d'où s'envolent des ballons sphériques offrant des baptêmes de l'air sous les yeux d'un grand nombre de badauds.

EN 1890, RUEIL ENREGISTRE LE PREMIER ABONNÉ AU TÉLÉPHONE. En 1903, le Conseil municipal vote l'installation de l'électricité. La société Ouest-Lumière installe une petite usine électrique, rue du Bois. Le développement des activités économiques nécessite l'extension des PTT, un nouvel Hôtel des Postes prend ses quartiers dans des locaux modernes en 1910, avenue de Paris, où il se trouve toujours aujourd'hui. En 1903, les mécènes Edward et Julia Tuck fondent l'hôpital Stell, qui est totalement gratuit ; puis, Julia Tuck crée en 1906 une école Ménagère pour jeunes filles où l'enseignement est tout aussi gratuit. De 1900 à 1906, le maire de la ville est Roger Jourdain (1845-1918) : un artiste peintre qui reçoit le tout Paris dans sa villa du Chemin des Vignes sur les coteaux de la Jonchère.

Les mécènes Edward et Julia Tuck.

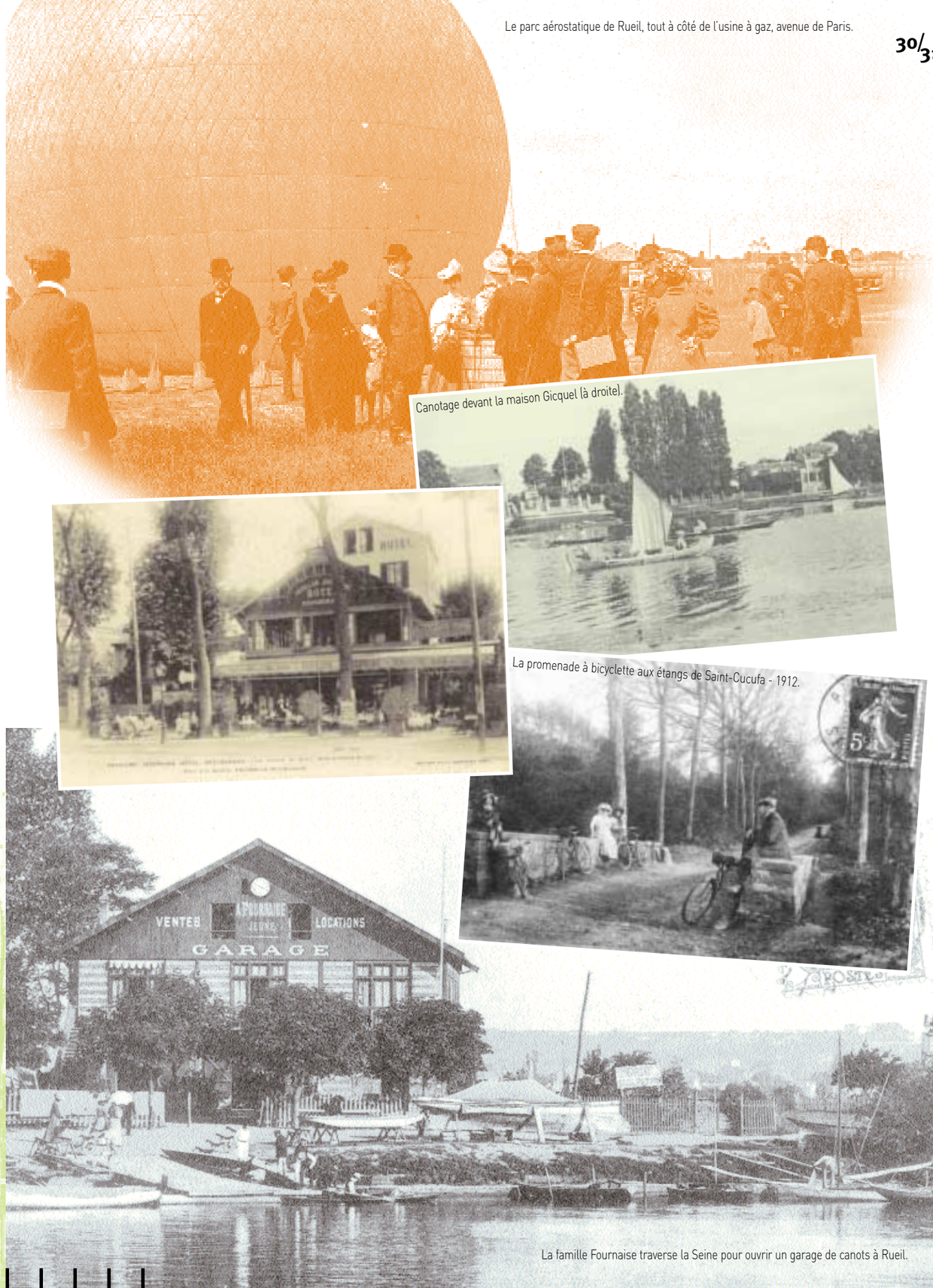
Roger Jourdain, maire et artiste peintre.

La tour de l'ancien casino de Rueil, entre les avenues d'Alsace-Lorraine et Victor-Hugo -1903.

1911 ▼ 13.203 habitants

1912 ▼ Ouverture du cinéma Casino de Paris.

Le parc aérostatique de Rueil, tout à côté de l'usine à gaz, avenue de Paris.



Canotage devant la maison Gicquel (à droite).

La promenade à bicyclette aux étangs de Saint-Cucufa - 1912.

La famille Fournaise traverse la Seine pour ouvrir un garage de canots à Rueil.

Les octrois communaux de Rueil : de nouvelles recettes pour la ville

L'octroi de Paris hier et aujourd'hui.

LE DROIT D'OCTROI EST UN IMPÔT PERÇU SUR CERTAINES DENRÉES OU MARCHANDISES qui doivent être consommées ou utilisées sur le territoire communal. Cette taxe commerciale est ancienne. C'est sous le Second Empire, alors que Rueil se développe, qu'un projet d'octroi est présenté au conseil municipal de la ville qui le rejette dans un premier temps. En 1858, cette implantation revient à l'ordre du jour du conseil municipal ; il s'agit d'améliorer la gestion de la ville par de nouvelles recettes. Il est alors accepté par les édiles avec l'assentiment de la Préfecture. De par sa situation de carrefour, Rueil va disposer à partir de 1859 – décret impérial du 16 février – de quatre octrois : bureau d'octroi dit "de Paris" sur la route Impériale à l'arrêt du tramway (aujourd'hui Rueil-Export avenue Paul Doumer) ; bureau d'octroi dit "du chemin de fer", sur la route de Chatou avenue du Chemin de fer en face de la gare (aujourd'hui police nationale) ; bureau d'octroi dit "de Saint Germain", sur la Route Impériale près de La Malmaison, en face de la station du tramway de la Jonchère (disparu) ; bureau d'octroi dit "de Saint-Cloud", route de Saint-Cloud/avenue de Buzenval (disparu). Rueil poursuivant son expansion économique, un cinquième octroi voit le jour, bureau dit "de Suresnes", route de Saint-Cloud/rue Galliéni. Les bureaux ouverts de 5 h à 22 h, selon les saisons, appliquent des tarifs précis pour tous les types d'articles. En 1938, Rueil adhère au premier Syndicat intercommunal de la Région parisienne créé en 1937 par les villes de Suresnes et Puteaux. Ce syndicat se met en place au moment même où cesse l'activité de tous les octrois communaux en 1939. Le 1er août 1943, est supprimé définitivement l'octroi intercommunal de la Région parisienne.

L'octroi du chemin de fer hier et aujourd'hui.

L'usine à gaz de Rueil (1855-2000) : une histoire explosive !

Régiment devant l'usine à gaz.

Explosion de l'usine à gaz.

C'est en 1855 que la Société Pauton et Cie installe à Rueil, au 9 bis, avenue de Paris, la première usine à gaz, dans le cadre du traité de concession entre ladite société et la ville de Rueil en date du 20 juin 1855. Vers 1863, Pauton acquiert un nouveau terrain de 11.000 m², dans le prolongement du premier, au 34, rue Jules Parent, où sont implantés deux gazomètres, dont un de 8.500 m³. Il s'agit de répondre à la demande croissante de gaz de la population rueilloise. Le site ne subit aucun aménagement jusqu'au 15 mars 1913. Ce jour-là, l'explosion de l'usine fait deux morts. Réparée, l'usine reprend sa production pendant la guerre dans des conditions difficiles. Elle distribue un gaz à faible pouvoir thermique, ce qui provoque de nombreuses protestations. L'usine est arrêtée définitivement en 1925, en raison de l'installation d'une conduite de gaz alimentée par l'usine à gaz de Nanterre. Entre-temps, Pauton a été reprise par la Compagnie de l'Union des gaz qui fusionne en 1929 avec la société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage. Tandis que le petit gazomètre, mis hors service, est démantelé, le plus important de 8.500 m³ est utilisé pour stocker le gaz. Avec la loi de nationalisation du gaz et de l'électricité en 1946, la Lyonnaise laisse la place à EDF-GDF, qui installe l'agence Ile-de-France Ouest. Le site est aménagé en bureaux, logements pour les agents, garages, ateliers, etc. Jusqu'au début des années 1990, il sera utilisé par les services techniques de EDF-GDF et ne connaît pratiquement plus aucune modification majeure concernant ses installations, à l'exception du démantèlement de la partie supérieure du dernier gazomètre. À la fin des années 1990, EDF-GDF valorise une partie du terrain où sont construites des habitations.

Le gazomètre de 8.500 m³ rue Jules Parent en 1955.

1913 ▼ L'explosion de l'usine à gaz fait deux morts.

1916 ▼ Création de la Fondation Cognac-Jay pour les employés de commerce.

À la veille de la guerre 1914-1918, l'importance du secteur primaire est confirmée par le Guide-Annuaire de Rueil de 1911. La ville recense plus de 75 cultivateurs-exploitants, 12 laitiers-nourrisseurs, 11 arboriculteurs, 10 horticulteurs, 5 maraîchers, 1 rosiériste, 112 jardiniers, etc. Pendant le conflit, la culture maraîchère fait un grand bond en avant, de 20 hectares en 1914 à 110 hectares en 1918, tandis que les terres cultivées ont diminué en raison de la mobilisation, passant de 49% du territoire communal à 37%. Corrélativement, les terres en friches s'étendent de 220 à 260 hectares. La vigne laisse la place alors que l'industrie pointe son nez. Pourtant, les cultivateurs, arboriculteurs, horticulteurs et maraîchers sont loin d'avoir dit leurs derniers mots et développent dans l'entre-deux-guerres une belle activité. Les maraîchers de Rueil réalisent un commerce de plus en plus important avec la capitale, notamment les Halles de Paris, et deviennent un des principaux centres de production de l'ouest parisien. Le nombre de fermes se maintient et leur activité se modernise. Par exemple, les vacheries se multiplient entre 1880 et 1910, ce qui pose le problème aigü, pour celles installées près du centre-ville, des odeurs et de la gestion du fumier. Dans cette phase d'urbanisation, elles n'ont plus le droit de s'agrandir sans une enquête préalable commodo et incommodo et après une autorisation préfectorale.

Vue générale du bourg en 1905.

La genèse d'une première industrialisation

1900 – 1910

De la ville verte à la banlieue colorée

La ferme de la Pérotière, rue de la Marne.

La ferme de la famille Cristi, boulevard de Solférino - 1910.

Les nourrisseurs de vaches pour le commerce de lait sont une dizaine avant la guerre 1914-1918, notamment la laiterie Normande, la grande ferme Chanut, 11, avenue des Chateaupieds, Charles Lebouche, également avenue des Chateaupieds, la ferme de la Croix de Nanterre "Joret" au 53, avenue de Nanterre, la ferme de la Pérotière, rue de la Marne, la ferme Pagis. Par exemple, la laiterie Normande – au 57, rue des Bois (rue Pierre Brossolette) – a été créée par Victor Troussard. Né à Potée, en Mayenne, en 1859, il décède à Rueil en 1920. Ce cultivateur et nourrisseur vend la majeure partie de sa production aux habitants de la ville. Dans l'ancienne vacherie du château de Bel-Air, rue de Buzenval, il est même installé en 1909 une maison de santé pour animaux. L'activité agricole et paysanne conserve ses rythmes et ses caractères traditionnels ; les fermes sont bien chez elles et les usines et ateliers font figure encore de corps étrangers. Dans ce paysage, seule la vigne connaît un déclin inexorable.

La ferme de Saint-Cucufa en 1914, aujourd'hui maison forestière.

En effet, le développement des chemins de fer a favorisé la concurrence des vins du Midi, qui porte un coup fatal à la vigne d'Ile-de-France. À Rueil, le vignoble disparaît entre 1910 et 1920. Les vignerons n'ont pas d'autre choix que de céder leurs parcelles de terre aux parisiens désireux de construire à la campagne, ou bien de se lancer dans d'autres activités agricoles comme la culture maraîchère et l'arboriculture ; celles-ci demandent une qualification que seuls les vignerons possèdent. À Rueil, un certain nombre d'entre eux se tournent vers le maraîchage : petits pois, asperges, haricots, pommes de terre – une variété très farineuse qui sert à fournir une féculerie rueilloise –, etc. Mais la vigne n'a pas rendu son dernier souffle puisqu'elle continuera à être vendangée à Rueil bien après la Seconde Guerre mondiale à flanc de coteaux de Buzenval. La tradition vigneronne sera conservée par la Confrérie des Clos de Rueil-Buzenval qui organise en octobre, à Buzenval, la Fêtes des Vendanges.

1916
▼ Durant la guerre 1914-1918, installation d'une industrie lourde : arsenal, ateliers militaires, usines de munitions, etc.

À RUEIL, CETTE MUTATION AGRICOLE se déroule dans le même "temps-espace" que la première industrialisation et urbanisation de l'entre-deux-guerres. Le tissu économique se transforme : si le secteur primaire prédomine toujours, le secondaire commence à s'établir. La ville se colore d'activités nouvelles, tandis que l'urbanisation progresse rapidement. Un organe de promotion du développement industriel est créé en 1901. En 1905, est lancé Le *Réveil Rueillois*, un journal hebdomadaire, organe des intérêts commerciaux, industriels et agricoles du canton de Marly. En 1919, c'est au tour de *Paris-Ouest. Journal de Rueil*, un hebdomadaire défendant les intérêts économique, politique et social du canton. Cette prépondérance de l'agriculture se manifeste dans la vie politique : Nicolas-Philibert Filliette, maire de 1884 à 1892, et Louis-François Besche, maire de 1919 à 1921, sont des cultivateurs.

PARIS-OUEST
LE BLOC MASQUÉ
Paris-Ouest, l'actualité de l'économie à Rueil en 1923.

Création en 1901 d'un premier organe de promotion du développement industriel : l'Union syndicale du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Rueil

CETTE CRÉATION S'INSCRIT PARFAITEMENT dans le développement économique de la ville. Cette Union apporte de 1901 à 1914 son aide aux entrepreneurs dans un certain nombre de domaines : l'établissement de circuits téléphoniques, l'abaissement des taxes téléphoniques, l'amélioration du service postal, la création de trains matinaux sur les chemins de fer et tramways, la création d'abonnements hebdomadaires à titre réduit pour les ouvriers, l'ouverture d'un bureau de la Société Générale, l'organisation en 1907 d'un service d'autobus entre Rueil et Saint-Cloud, etc. Les cotisations de ces 350 membres (avant 1914) et les subventions reçues serviront également à secourir les sociétaires victimes des inondations de 1910, et au rachat du droit à péage du pont de Bougival. La même année est fondée la Caisse ouvrière et philanthropique de Rueil, dont le but est de prêter de l'argent à des artisans, petits commerçants ou ouvriers désirant se lancer dans une acquisition ou développer leur affaire.

La crue de 1910 dans le quartier de la gare.

LES PREMIERS INDUSTRIELS ÉLUS MAIRES DE LA VILLE sont le radical Auguste Cuenne (1908-1912), qui possède une importante entreprise de couverture à Rueil, et Paul Falot (1921-1923), carrossier et créateur de l'Union Syndicale des commerces et industries et exploitations agricoles de Rueil et du canton de Marly. Parallèlement à ce maintien de l'agriculture, voire même son développement significatif dans le maraîchage au tournant du siècle, une industrie agro-alimentaire apparaît à Rueil : amidonnerie, féculerie, levurerie, distilleries des fruits locaux comme la maison Léon Thuret, etc. Parmi ces entreprises agricoles modernes de renom, il faut évoquer les serres de Nanterre, propriété d'un certain Lambert, et, plus encore, les forceries Léon Parent qui sont, à leur installation, un exemple unique de culture sous serres de qualité supérieure dans la région.

Auguste Cuenne, entrepreneur et maire.

1919 Construction de l'Arsenal.
▼ Wood-Milne ouvre une usine de caoutchouc.

Les forceries Léon Parent : un exemple original et unique de culture intensive sous serres

LÉON PARENT (1840-1943) EST NÉ À RUEIL dans une famille de neuf enfants. Il est élevé par son oncle Jules Parent (1837-1900), conseiller municipal de Rueil pendant 40 ans et un des premiers horticulteurs primeuristes de la Région parisienne. Le neveu s'associe avec l'oncle, se consacrant en particulier à la culture fruitière sous serres. En 1896, il lui succède à la tête de l'établissement et fonde en 1910 les forceries qui portent son nom. Léon Parent s'installe à Buzenval sur un terrain de 4,5 hectares (aujourd'hui résidence Beauharnais), dont près de la moitié est couvert de serres modernes. À la pointe du progrès agricole, les Forceries de Rueil sont le plus bel établissement de la Région parisienne en culture fruitière sous verre et l'un des seuls de ce genre en France. Ses fleurs et ses fruits de "qualité primeur" fournissent les épiceries fines de Paris, telles que Hédiard et Fauchon, et ont un grand succès sur les marchés parisiens.

LÉON PARENT CULTIVE ÉGALEMENT DES VERGERS en costières – pommiers, poiriers, pêchers – sur les terres abritées qui jouxtent la caserne des Suisses, au 10, rue Jules Parent, qui porte le non de son oncle depuis 1903. Son commerce est florissant jusqu'à sa mort en 1943. Son voisin au n°4 est un maraîcher, Charles Trentelle. Ces terrains agricoles sont exploités jusqu'au début des années 1970, et laisseront la place à des immeubles d'habitation, notamment la résidence des Petits-Champs. Léon Parent a été également vice-président du Comité d'arboriculture fruitière, vice-président du Syndicat d'horticulture de Rueil et président du puissant Syndicat des cultivateurs de Rueil, créé en 1879. Ce syndicat joue un rôle majeur dans l'aménagement de la ville puisque c'est lui qui crée ou améliore les nombreux chemins ruraux. Un autre maraîcher bien connu à Rueil, Jules-Gérard Pipart, dont l'exploitation est installée à Rueil depuis 1919, en sera le secrétaire après 1945.

Une voie en bord de Seine...
En 1680, la voie longeant la Seine porte le nom de chemin de la Marchandise, ce qui indique le rôle économique du fleuve en cet endroit. Au XVII[e] siècle, elle devient le chemin du Halage, c'est-à-dire la voie qu'empruntent les hommes et les animaux pour tirer les bateaux sur le fleuve. En 1920, elle est rebaptisée quai de la Marne, puis prend le nom de quai du Halage en 1958. En 1968, le nom est conservé pour la partie comprise entre le pont de chemin de fer et Nanterre.

Des métiers d'art à la fabrication de cartes postales

EN 1900, LA VILLE EST ENCORE MORCELÉE et très peu urbanisée : le hameau de la Fouilleuse compte 10 habitations, celui de la Jonchère 36 et Saint-Cucufa, seulement 7. Les possibilités d'installation sont encore très importantes, même si déjà la construction de résidences modère la velléité de certains entrepreneurs d'installer des industries polluantes ou bruyantes. La blanchisserie est toujours la principale industrie de la ville, mais d'autres activités se sont établies progressivement : des briqueteries, des carrières, des entreprises de matériaux de construction – Poliet et Chausson, chemin du Halage –, des établissements où l'on prépare des plaques de cuivre pour la gravure, une fabrique de feutre – l'entreprise Trotry-Latouche avenue de Chatou –, un atelier de lampes électriques, un fabricant d'eaux gazeuses Eugène Richard 1, place Richelieu, des confectionneurs de fleurs artificielles dont Ferdinand Raimbaut 11, bd Richelieu, un fabricant d'encre, D. Girard au 29 bis, avenue de Paris et des ateliers d'art liés à la gravure sur faïences et porcelaines.

PAR EXEMPLE, LE CHIMISTE CHARLES GRÉGOIRE (1833-1918) a fondé en 1865 une entreprise de couleurs vitrifiables pour la faïence, le verre et la porcelaine alors que les Établissements Bridault réalisent tous les genres de gravure sur métaux planés et polis (cuivre, acier, zinc et étain) : gravure en taille-douce, eau-forte, héliogravure, photogravure, gillotage, gravure de musique, gravure décorative des faïences et porcelaines. Ses bureaux et magasins installés au 27, rue de la Huchette à Paris commercialisent les productions de l'usine de Rueil. C'est en 1880 qu'Emmanuel Bridault s'est installé avenue du château de la Malmaison après avoir tenté de transférer son usine d'Evreux (anciennement H. Godard) dans Paris intra-muros. Cet atelier de planage de métaux aux marteaux pilons mus à la vapeur brûle en 1895. Reconstruit, il emploie 37 ouvriers en 1911 et change de nom après 1918 pour prendre celui d'Atelier Grognard, transformé aujourd'hui en salle d'exposition municipale. On recense 18 planeurs sur métaux habitant Rueil en 1911.

Les ateliers de Charles Grégoire.

Charles Grégoire : un pionnier de l'industrie rueilloise

NÉ À PARIS EN 1833 D'UN PÈRE ORIGINAIRE DE CAHORS et d'une mère parisienne, Charles Grégoire (1833-1918) fait des études de dessin et s'initie à la décoration sur porcelaine. Il se passionne pour l'émail. En 1860, il invente une formule qui permet d'obtenir de l'or mat pour la porcelaine. Il franchit la Manche et propose son procédé aux Anglais. Sur place, il découvre des émaux inconnus en France et s'en fait l'importateur. Il voyage aux Etats-Unis et en Allemagne. En 1865, il s'installe à Rueil au 16, avenue du Chemin de Fer (avenue Albert 1er). En 1881, préparant déjà sa succession, il envoie son fils de onze ans, prénommé également Charles, faire une année d'étude au collège anglais de Brighton, et se spécialiser dans la chimie industrielle pour apprendre à fabriquer tous les types d'émaux. L'entrepreneur s'installe en 1902 au 9, rue du Vieux-Pont (rue d'Estienne d'Orves) où sont construits plusieurs bâtiments comprenant le laboratoire, l'atelier des fours, les broyeurs et les séchoirs. Il ouvre un dépôt à Limoges, ville de la porcelaine. La production se développe et se vend jusqu'en Russie. En 1918, le fils remplace le père. Les années 1920 sont fastes : l'entreprise fournit en émaux vitrifiables la plupart des grandes cristalleries, verreries, fabriques de porcelaines ou de faïences françaises : Daum, Lalique, Baccarat, Haviland, Bernardaud, etc. Elle exporte en Europe, en Afrique du Nord, en Amérique du Nord et fait une percée en Espagne et Amérique Latine. La crise de 1929 lui porte un coup sérieux avec la chute de la demande de produits de luxe. Elle poursuit néanmoins son activité grâce à sa production d'émaux utilitaires. En 1941, Charles II disparaît et l'entreprise décline jusqu'à l'arrêt de la production en 1952. La maison et les ateliers sont désaffectés et vendus en 1962. Démolis, ils laissent la place à des immeubles de bureaux.

Charles Grégoire (1833-1918).

DANS CE CONTEXTE DE RENOUVELLEMENT DES ACTIVITÉS, la fabrication de papier photographique et l'édition de cartes postales constituent une des grandes étapes de l'évolution des activités économiques de la ville. Cet épisode industriel durera un siècle et s'achèvera à la fin des années 1980 avec le départ de l'entreprise 3M de Rueil, grande héritière de toute cette industrie. Du début du siècle aux années 1940, Rueil est l'un des centres importants de production industrielle mais aussi artisanale de tirage de cartes postales, abritant quelques photographes et éditeurs de renom.

Un atelier de colorisation de cartes postales à Rueil : une activité très féminine.

L'apogée de la carte postale

POUR LA PETITE HISTOIRE, LES ORIGINES DE LA CARTE POSTALE remontent aux années 1860, en Allemagne et Autriche. En 1865, le prussien Von Stephan donne l'idée et, en 1869, l'autrichien Hermann l'impose véritablement. Dans un premier temps, ce principe est rejeté par la France et la Grande Bretagne, lui reprochant son manque de discrétion due à l'absence d'enveloppe. Peu à peu, la mode prend : les premières cartes postales touristiques parviennent en France entre 1870 et 1876. La fabrication de cartes postales illustrées par des particuliers est autorisée en 1873. La France adhère le 1er janvier 1876 à l'Union générale des postes créée le 1er juillet 1875, qui deviendra en 1878 l'Union postale universelle. L'une des premières cartes à succès est celle de la Tour Eiffel, à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1889. L'âge d'or de cette industrie se situe entre 1900 et 1914, la production de 100 millions d'exemplaires en 1910 atteint 800 millions en 1914. Au début, le verso de la carte est uniquement réservé à l'adresse du destinataire. C'est en Angleterre en 1902 que la permission de diviser la carte en deux parties est donnée pour la première fois. La France suit en 1904, puis l'Allemagne en 1906 et les États-Unis en 1907. À la Belle Époque, le nombre de photographes ou d'éditeurs de cartes postales photographiques est considérable. On cite le nombre de 100.000 !

LE PHOTOGRAPHE ET ÉDITEUR OSSART, qui s'associera plus tard au photographe Eugène Capelle, fonde en 1867 son établissement au 7, avenue de Nanterre, en face de l'Octroi. C'est l'un des premiers ateliers de photographies à s'intéresser à ce marché. On lui doit de nombreux carto-reportages sur Nanterre parmi lesquels celui sur les célèbres rosières de la commune. Il prend aussi de nombreux clichés de Rueil. Cet atelier sera le premier d'une pléiade d'établissements : Alfred (puis Johannes) Christensen 7 ter, avenue de Paris, puis au 8 bis, boulevard Magenta – usine de tirages photographiques faisant travailler entre 1910 et 1940 une quinzaine d'employés –, Pointelet, 33, avenue de Nanterre, Chailloux, 47, rue Haute, Bilowsky, 10, boulevard de la Malmaison, Leconte, Gallois, Royer, Emile Ferret, 28, avenue de Nanterre, Gaud, etc. Ces entreprises, qui portent également le nom de "bromuriers", s'approvisionnent en papier spécifique à Rueil même, auprès d'une part de la Société industrielle de photographie (SIP), dirigée par M. Chêne, installée au 70, rue du Vieux Pont (rue Estienne d'Orves) et, d'autre part, des Établissements Piprot, boulevard Léon Louesse, qui deviendront, en 1912, les Établissements Bauchet (futur 3M).

La Société industrielle de photographie (SIP)

CRÉÉE AVANT 1890 À PARIS, AU 29 RUE DES PYRAMIDES, la SIP établit son siège social et son usine à Rueil en 1899 sur des terrains acquis jadis par la Société des Abattoirs, dans l'intention de bâtir à Rueil un abattoir ultramoderne. Ne pouvant recevoir l'autorisation de cette construction, le terrain est cédé à la SIP. Le capital de cette société anonyme lorsqu'elle s'installe à Rueil est de 750.000 francs. Une machine moderne de 45 mètres de long fonctionnant à l'électricité fabrique mécaniquement du papier photographique au mètre, lequel est livré ensuite au commerce. C'est la première usine de ce type en France et la plus importante de l'époque dans son domaine d'activité. La société possède des magasins à Paris, notamment au 37, rue des Mathurins. Elle édite sous la marque "SIP" des artistes, par exemple la collection du célèbre studio parisien photographique Reutlinger (jusqu'en 1906), mais aussi des cartes postales pour les musées, etc. On lui doit aussi des vues de villes et des "fantaisies" en noir et blanc et en couleur. Elle commercialise du matériel, notamment des systèmes stéréoscopiques. En 1911, on recense 24 rueillois parmi ses employés.

1920 ▼ La caserne des gardes suisses prend le nom de "Caserne Guynemer".

1921 15.842 habitants ▼ Paul Falot, carrossier, maire de Rueil.

RUEIL EST AU CŒUR DE CE MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION avant 1914. Imprimées en noir par le procédé de la phototypie, puis par simple photographie en noir, puis en héliogravure, les premières cartes postales produites à Rueil datent des années 1900 à 1905. De nombreux rueillois et rueilloises sont employés dans ces entreprises spécialisées, notamment pour colorier certaines séries de cartes postales, travaillant le plus souvent à domicile. C'est une industrie qui compte un grand nombre d'entreprises artisanales, mais aussi des sociétés importantes comme les Établissements Piprot. C'est l'époque où les commerçants de Rueil font tirer des cartes postales les présentant devant leur boutique. La Première Guerre mondiale marque une première rupture dans le développement de la carte postale photographique, en raison notamment de la censure militaire. L'activité reprend néanmoins dans l'entre-deux-guerres, mais les belles années de croissance sont derrière. En 1950, la ville compte encore cinq bromuriers qui se fournissent toujours en papier aux Établissements Bauchet, l'un des derniers grands fabricants de papier spécifique de l'après-guerre. Les autres entreprises ont mis la clef sous la porte.

Cartes postales représentant des vues de Rueil, colorisées à Rueil.

Les Établissements Bauchet : un grand nom de l'industrie du papier photographique

CRÉÉS PAR L'INGÉNIEUR CENTRALIEN BAUCHET, le 3 septembre 1910, les Établissements Bauchet, installés au 29, rue du Vieux-Pont, fabriquent des papiers héliographiques. Ils déménagent au 20, rue Masséna, puis boulevard Léon Louesse en 1912 dans les locaux des Etablissements Photographiques Piprot, spécialisés dans les surfaces sensibles photographiques. On peut penser qu'ils prennent leur suite. Toujours en 1910, les Établissements Bauchet passent sous le contrôle de l'ingénieur centralien Charles de Poix qui en devient le Pdg. Il appelle auprès de lui en 1918 son jeune frère Gauthier de Poix, qui sera le promoteur de la construction d'une unité de production de papier à Rueil. Dans les années 1930, les Établissements Bauchet emploient près de 400 personnes. En 1948, ils installent leur siège social au 182, avenue Paul Doumer. En 1950, Louis de Poix (1919-1999), ingénieur de l'Institut Electrotechnique à Grenoble, licencié ès Sciences et diplômé du Centre de Perfectionnement des Affaires (CPA), Croix de Guerre 1939-1945, succède à son père décédé. L'entreprise est transformée en société anonyme le 19 juillet 1951. Cet ingénieur, très fervent de marketing, lance la marque Rolla, qui sera un demi-succès. L'entreprise se spécialise dans la fabrication de papier et pellicules photos. Ses installations s'étendent sur une surface de 35.000 m² dans un quartier qui se "résidentialise" de plus en plus, ce qui posera un certain nombre de problèmes de voisinage. C'est la seule maison de produits photographiques d'Europe à posséder sa propre papeterie. Elle fait travailler plus de 500 salariés au début des années 1950.

Ouvriers devant l'usine Bauchet.

Ouvriers et ouvrières de l'usine Piprot vers 1905.

Les Frères de Poix : une grande famille d'industriels rueillois

DANS L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE RUEIL depuis un siècle, la famille de Poix a joué un rôle fondamental. Les origines de la famille Tyrel de Poix remontent à Gauthier 1er Tyrel, compagnon de Guillaume le Conquérant. À Rueil, tout a commencé à la fin 19e siècle lorsque Louis de Poix (1857-1915), qui a tenté sans grand succès l'aventure entrepreneuriale à Madagascar, se marie avec la vicomtesse Margueritte Kervyn de Lettenhove, ancienne dame de compagnie de la Reine d'Angleterre. Le couple s'installe à Rueil au début du vingtième siècle, avenue d'Alsace-Lorraine, près de la gare, sur des terrains ayant appartenu au Casino. Ils auront six fils. La famille déménage en 1947 pour le domaine de Vert-Bois à la Jonchère. Le fils aîné Charles (1882-1950), né à Pouligny, est le guide de la famille. Cet ingénieur de Centrale reprend l'activité des Établissements Bauchet pour en faire une des plus belles affaires dans l'activité du papier photographique. Il participe pendant la Grande Guerre avec le général Estienne à la mise au point du premier char d'assaut français.

SES DEUX FRÈRES CADETS HENRI (1883-1962) ET FÉLIX (1884-1940) fondent en 1921 une entreprise de caoutchouc, La Croix de Lorraine, après avoir été membres fondateurs de la société Wood-Milne. Ils montent plusieurs autres filiales spécialisées dans le caoutchouc et ses dérivés, notamment le Coussin alvéolé et l'Ebonite dentaire. Le petit dernier, Gauthier (1896-1976), sera d'abord directeur technique de Bauchet, puis créera sa propre entreprise en 1950, la CIAP. Cet ingénieur autodidacte est l'inventeur de la famille. Tout jeune, il met au point un avion minuscule, surnommé le "Poux du ciel", s'intéresse au principe du moteur rotatif, installe une usine hydroélectrique au fil de l'eau au bord de la Vienne avec son frère Jean (1891-1924), ouvre une usine Bauchet en Espagne à Aranjuez, etc. Les enfants auront tout autant la fibre entrepreneuriale que leur père puisqu'ils développent les affaires familiales et en créeront de nouvelles sur Rueil : la CIAP, on l'a vu, la Simag, la SCI de Vert-Bois, STPL.

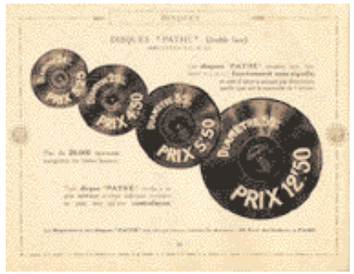
La famille De Poix réunie en 1930 autour de la grand-mère, Margueritte. Parmi les adultes, Félix (2e à partir de la gauche) et Henri (dernier à droite), fondateurs de La Croix de Lorraine en 1921 ; Gauthier (3e à partir de la gauche) et Charles (au centre), dirigeants des Établissements Bauchet. Parmi les enfants, Yvonne (assise au premier plan au centre, future dirigeante de la Simag !

1921 E. Belin transmet, de Rueil à Annapolis aux États-Unis, le premier message fac-similé.

1923 André Lachaud, comptable, maire de Rueil.

Du phonographe de Pathé au bélinographe de Belin

SI LES FRÈRES LUMIÈRE INVENTENT LE CINÉMATOGRAPHE, les frères Pathé l'industrialisent et investissent à Rueil. Après avoir loué une boutique à Vincennes, au 72, cours de Vincennes, les frères Charles (1863-1957) et Émile (1860-1937) Pathé créent une société en 1896, dans le but de fabriquer leur propre machine parlante, qu'ils appellent d'abord Le Coq, puis Pathéphone. Elle devient la Compagnie générale des cinématographes, phonographes et pellicules en 1897. Celle-ci se lance dans la fabrication de phonographes imitant les modèles américains. Elle commercialise au printemps 1900 "Le Gaulois", qui s'apparente au "Gem" d'Edison. Si l'acoustique laisse beaucoup à désirer, le pavillon floral transparent confère à l'appareil une apparence singulière. En 1900, Enrico Caruso enregistre son premier cylindre chez Pathé. Charles Pathé est également le premier fabricant de pellicule vierge, et crée le premier laboratoire de tirage de films, à Joinville, en 1905. Cette compagnie entre en compétition avec l'américain Eastman, fondateur de la maison Kodak, et finit par gagner le monopole européen de la fabrication de la pellicule.

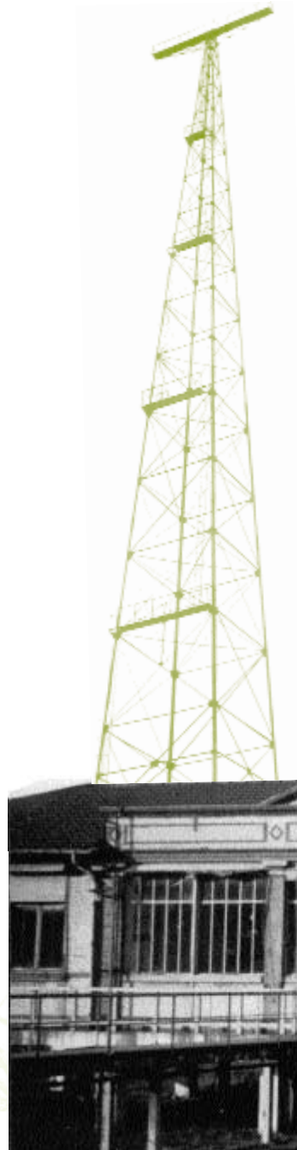


EN 1906, PATHÉ OUVRE SA PREMIÈRE SALLE DE CINÉMA À PARIS et, en 1907, transforme le Cirque d'hiver de Paris en salle de projection. Pathé lance son disque 78 tours en 1908. La Compagnie de phonographes installe d'abord son usine principale à Chatou en 1898, pour la fabrication de cylindres de phonographes. Reconstruite en 1929, elle emploie 1.700 personnes en 1955 et fermera ses portes en 1975. Emile Pathé est depuis la création le responsable de la branche phonographes tandis que son frère s'intéresse plus au cinéma. Dans les années 1900, cette compagnie connaît un développement extraordinaire. Elle doit répondre à des commandes en progression rapide. La branche phonographe doit redoubler d'efforts et renforcer sa production de pièces et d'assemblage. Le siège social est à Paris au 30, boulevard des Italiens. Les Frères Pathé installent à Rueil au 26, rue du Château dans une ancienne blanchisserie un nouvel établissement sous le nom de Compagnie générale des machines parlantes Pathé Frères, qui prend la dénomination en 1919 de Manufacture française du disque. Cette société anonyme au capital de 500.000 francs produit dans cette usine de galvanoplastie uniquement des disques pour phonographes. L'usine de Rueil fermera vers 1935.

Edouard Belin, heureux inventeur du bélinographe !

L'HISTOIRE D'EDOUARD BELIN (1876-1963) est celle d'un authentique inventeur à Rueil. Né à Vesoul le 5 mars, après des études de droit à la faculté de Dijon, il fait l'Ecole Impériale et Royale des Arts Graphiques de Vienne en 1899. Il vient à Paris et multiplie les expériences professionnelles dans plusieurs branches de la technique des arts graphiques : photographie d'art, radiographie, fabrication des surfaces sensibles, photogravure, etc. En 1907, il invente le bélinographe, capable de transmettre des bélinogrammes par le réseau téléphonique ou télégraphique (transmission d'images par fils). Il présente ses procédés de télautographie – télégramme, télex, télécopie – et de phototélégraphie le 22 janvier 1908. Ancêtre du télécopieur, le bélinographe est constitué d'un émetteur qui explore la photographie à transmettre point par point grâce à une cellule photoélectrique. L'intensité de lumière est convertie en signaux qui, adaptés au support de transmission, arrivent jusqu'au récepteur. À la réception, la valeur du signal reçu commande l'intérêt d'une source lumineuse qui, en se déplaçant en parfait synchronisme avec l'émetteur, vient impressionner du papier photographique en chambre noire. Une fois développée, la photographie originale réapparaît.

LE 28 JUIN 1911, EDOUARD BELIN FONDE LES ÉTABLISSEMENTS EDOUARD BELIN : une société anonyme de construction mécanique et électrique de haute précision qui s'installe avenue de Paris (296, avenue Napoléon Bonaparte). Ses installations, sur des terrains inondables tout à côté du stade Bugatti (futur Stade du Parc), sont reconnaissables non seulement par la haute antenne qui les surplombe mais aussi par leur surélévation afin de ne pas être submergées par les crues de la Seine, dont la plus célèbre reste celle de 1910. E. Belin poursuit ses travaux pendant la guerre de 1914-1918. En 1921, il perfectionne le procédé, et les photographies peuvent être alors transmises par radio. Le 5 août, il envoie, de Rueil à Annapolis aux Etats-Unis, le premier message fac-similé. La transmission des photos dans le monde entier est désormais possible. C'est le début d'une histoire industrielle à Rueil qui va se poursuivre près de cinquante ans dans la télégraphie, la mécanique de précision et la fabrication d'instruments pour la science. E. Belin décède le 4 mars 1963. Les établissements Belin, qui sont devenus les Laboratoires industriels électriques (LIE), fonctionnent jusqu'à leur rachat par Schlumberger au milieu des années 1960.



Les établissements Edouard Belin, montés sur pilotis pour affronter les crues de la Seine.

1924 Georges Claude acquiert le manoir de Jean Coquelin.
Début de la Télémécanique Electrique.
▼ Usine Bernard-Moteurs.

Partiot, première installation industrielle de nouvelle génération

En 1904, Etienne Partiot, ancien élève de l'École Polytechnique, et Jean Lecarme, licencié ès Sciences Physiques, créent la Société parisienne de cémentation, qui exploite dans son atelier de Puteaux les procédés brevetés Jean Lecarme, pour la cémentation rapide des fers, fontes et aciers. La cémentation est une nouvelle technique de traitement thermochimique de diffusion de carbone qui permet d'obtenir une couche superficielle durcie. Ce traitement est toujours suivi d'une opération de trempe à une température comprise entre 870°C et 1100°C. C'est la grande époque des pionniers de l'industrie mécanique. Cette nouvelle génération d'industriels cherche à répondre aux besoins des premiers constructeurs automobiles, qui exigent des pièces résistantes à l'usure et aux caractéristiques mécaniques renforcées. Peu après la création, Etienne Partiot se retrouve seul aux commandes de l'entreprise. Il s'installe à Courbevoie, au 42-48, rue de l'Industrie, dans l'un des berceaux de l'industrie automobile française, sous le nom d'Établissements Partiot, atelier de forge et d'estampage.

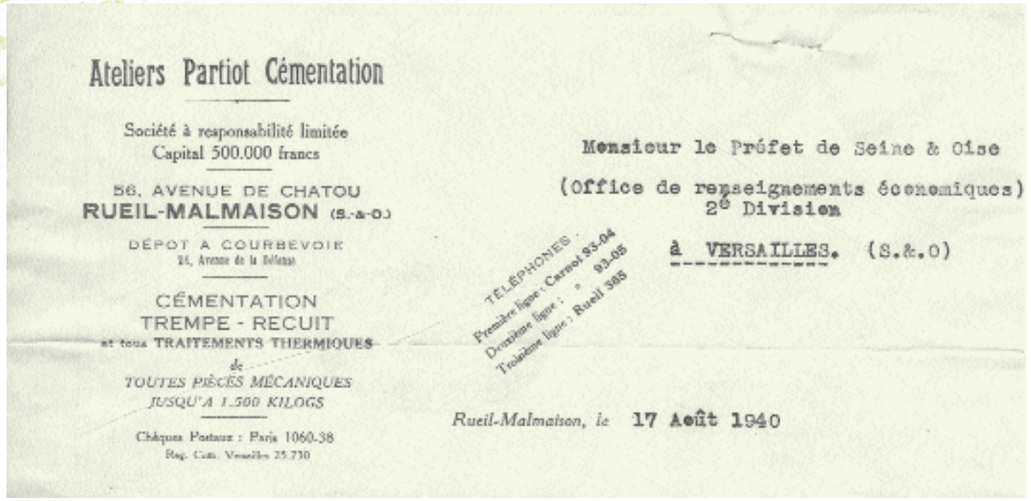
Etienne Partiot : un grand industriel du traitement thermique

Né le 27 juin 1876 à Carcassonne, Etienne Partiot (1876-1962) est le cinquième enfant et premier fils d'un inspecteur des Ponts et Chaussées, Léon (1825-1904). Il entre à Polytechnique en 1894, fait l'école d'artillerie de Fontainebleau (1898-1900), et est lieutenant au 21e régiment à Angoulême. Il demande un congé et décide finalement de quitter l'armée pour créer une entreprise avec le scientifique Jean Lecarme. Il invente des nouveaux modèles de fours : continus, de cémentation, mixte à cément gazeux et solide. C'est le début d'une belle histoire industrielle en traitement thermique. Mobilisé le 1er août 1914, comme capitaine d'artillerie, il prend part aux combats jusqu'en juillet 1915. Il est alors affecté dans son entreprise pour produire les fabrications de guerre.

Véritable pionnier de l'action familiale dans l'entre-deux-guerres, il fait partie du groupe de chefs d'entreprise qui fonde en 1920 la Caisse de compensation de la Région parisienne, groupant 180.000 ouvriers. Cette création conduit à la naissance du Comité central des allocations familiales. En 1932, il obtient le vote de la loi généralisant les allocations familiales. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est le président fondateur du Groupement interprofessionnel Nanterre-Rueil (futur GIROP). Il donne une forte impulsion sociale à ce groupement. Il est père de neuf enfants, dont deux fils, Paul et Xavier, qui lui succèdent à la tête de l'entreprise dans les années 1950.

Si, dans un premier temps, la guerre gèle le processus de développement de Partiot, l'entreprise est rapidement mobilisée pour participer à l'effort de guerre. L'activité est désormais entièrement consacrée aux productions de guerre liées à l'armement, plus spécialement à la trempe d'obus. Les "munitionnettes" remplacent les hommes mobilisés sur le front. Par son ampleur, la fabrication des obus et munitions conduit de nombreuses entreprises à modifier leur organisation en rationalisant les tâches productives. Partiot n'échappe pas à la règle et pour s'agrandir obtient l'autorisation de s'installer à Rueil en 1917. Les ateliers de Courbevoie sont déplacés à Rueil en février 1918, non loin de la Seine et près de la gare de chemin de fer, au 56, avenue de Chatou. Les nouveaux ateliers sont entourés de champs cultivés et de sablières.

Dans sa nouvelle usine, Étienne Partiot s'impose comme une référence en matière de traitement thermique. Il met en place les premiers fours à bain de sels qui constituent un progrès important pour la réalisation de "trempe blanche" et le traitement de pièces délicates. Avec cette modernisation des techniques, c'est la consécration de la mécanique et la victoire des camions qui permettent de ravitailler le front inlassablement comme sur la Voie Sacrée, entre Bar-le-Duc et Verdun. A la fin de la guerre, les établissements Partiot reçoivent les félicitations du contrôle militaire pour la régularité des cadences et l'homogénéité des résultats.



Ateliers Partiot Cémentation

Société à responsabilité limitée
Capital 500.000 francs

56, AVENUE DE CHATOU
RUEIL-MALMAISON (S.-&-O.)

DÉPOT A COURBEVOIE
24, Avenue de la Défense

CÉMENTATION
TREMPE - RECUIT
et tous TRAITEMENTS THERMIQUES
de
TOUTES PIÈCES MÉCANIQUES
JUSQU'A 1.500 KILOGS

Chèques Postaux : Paris 1060-38
Reg. Com. Versailles 25.730

TÉLÉPHONES :
Première ligne : Carnot 93-04
Deuxième ligne : " 93-05
Troisième ligne : Rueil 385

Monsieur le Préfet de Seine & Oise
(Office de renseignements économiques)
2e Division
à VERSAILLES. (S.&.O)

Rueil-Malmaison, le 17 Août 1940

Le conflit a permis un renouvellement des techniques. Ces innovations se poursuivent dans les années 1920 et 1930. Alors qu'apparaissent les contrôleurs et régulateurs de température, le laboratoire de contrôle Partiot devient l'un des services principaux de l'entreprise. La production des aciers inoxydables permet la réalisation des tubes de cémentation et des montages de trempe. Pour cela, les huiles de trempe sont développées dans les ateliers de Rueil, qui comptent dans les années 1930 une cinquantaine d'ouvriers. En 1938, un atelier de trempe superficielle au chalumeau spécifique utilisant le gaz oxyacétylénique est créé en collaboration avec la société Soudure autogène française (SAF). Ces traitements ouvrent de nouvelles perspectives de développement dans le cadre du renforcement des pièces de machines agricoles, des éléments de machines-outils et des équipements d'armement. La déclaration de guerre de 1939 enrayera, une nouvelle fois, une évolution économique et technique bien huilée.

1926 **20.671 habitants**
▼ Le Crédit Lyonnais ouvre une agence à Rueil.

1927
▼ Inauguration de la traction électrique entre Saint-Lazare et Saint-Germain-en-Laye.

La Grande Guerre, accélérateur du développement industriel

VILLE DE RUEIL

AVIS

APRÈS LA MOBILISATION GÉNÉRALE DU 2 AOÛT 1914, les Allemands bousculent l'Armée française, franchissent la frontière et se rapprochent à 40 kilomètres de Paris. Début septembre, Rueil, qui s'organise pour recevoir les réfugiés, cède à la panique : 2.000 rueillois fuient la ville. Il faut la victoire de Joffre sur la Marne, le 9 et 10 septembre, pour arrêter cet exode. L'hôpital Tuck se révèle trop étroit pour recevoir les blessés, des annexes sont construites. Le sanatorium de la Malmaison met cent lits à la disposition des blessés tandis que l'Ecole ménagère est convertie par Madame Julia Tuck-Stell (1850-1928) en hôpital militaire. Des bénévoles ouvrent chez eux des hôpitaux complémentaires de 20 à 30 lits. Une nouvelle ère s'ouvre… où la guerre se joue aussi bien sur le terrain militaire que dans les usines à l'arrière du front. Les femmes remplacent les hommes dans les ateliers et usines.

Une ville au service de l'effort de guerre

LES USINES, FABRIQUES ET ATELIERS PARTICIPENT, SELON LEURS MOYENS, à l'effort de guerre. À partir de 1915, on vient de le voir avec Partiot, les entreprises susceptibles de répondre à la demande reçoivent le statut d'usines de guerre. Un certain nombre de dérogations leur sont accordées pour agrandir leurs ateliers ou en installer de nouveaux. Ces usines instaurent, pour certaines, des cadences de production liées à la demande pressante de la Nation, qui auront des conséquences importantes sur l'organisation scientifique du travail (OST) et la création des premières chaînes de montage. En 1915, la Pyrotechnie de Rueil, qui fabrique des feux d'artifice, passe à la fabrication de munitions. Elle deviendra plus tard la société Chanard. La même année, la Société Anonyme des Explosifs de Sûreté s'installe à la place de la SIP, rue du Vieux-Pont (rue d'Estienne d'Orves), pour fabriquer des armes explosives. En 1917, des terrains sont achetés à Rueil par la Défense Nationale pour ouvrir une annexe des ateliers d'artillerie de Puteaux : les futurs Docks de Rueil s'installent sur le plateau, entre la rue des Bons Raisins et la rue Galliéni, sur un terrain d'une superficie de 16 hectares alors d'aspect totalement bucolique.

Blessés de la guerre 1914-1918 en convalescence à Rueil.

FIN DU XIXE SIÈCLE, SUR CE PLATEAU DE RUEIL ET SES COTEAUX, le blé a pris le pas sur la vigne, lequel est à son tour remplacé pendant la guerre par les cultures maraîchères et fruitières. On trouve également des élevages de chèvres sur les pentes du Mont Valérien et des vaches à l'actuel emplacement des Tarâtes. L'installation des Docks, que la population de Rueil rebaptise familièrement l'Arsenal, modifie radicalement le paysage du plateau, rééquilibre la ville en développant ce quartier non urbanisé et toujours agricole, et rapproche Rueil de sa voisine Suresnes. Le coup d'envoi des activités industrielles sur le plateau est donné. Bernard-Moteurs, puis Vétra, Renault, Degrémont et de petits ateliers de réparations diverses s'implanteront successivement entre 1921 et 1955.

PENDANT LE CONFLIT, LES DISTILLERIES, amidonneries, levureries, féculeries, tournent à plein régime et alimentent le front en gâteau du soldat et alcool fort, autant pour soutenir le moral des troupes que pour les envoyer au combat et les soigner. Les entreprises, cultivateurs, artisans, participent chacun à leur niveau à l'effort de guerre. La guerre accélère les mutations en cours. La production est continue et croît à un rythme très soutenu. Il n'est plus question d'artisanat mais de fabrication en série et de qualité. L'effort de guerre suppose rationalisation et industrialisation. Rueil s'adapte à cette industrialisation. Le visage de la ville ne sera plus le même avant et après la guerre.

Fête de Rueil

GRAND CONCERT

CONCOURS DE TIR A LA CARABINE

JEUX POUR LES ENFANTS DE LA VILLE

Jeu des Bouteilles — Bouquet National

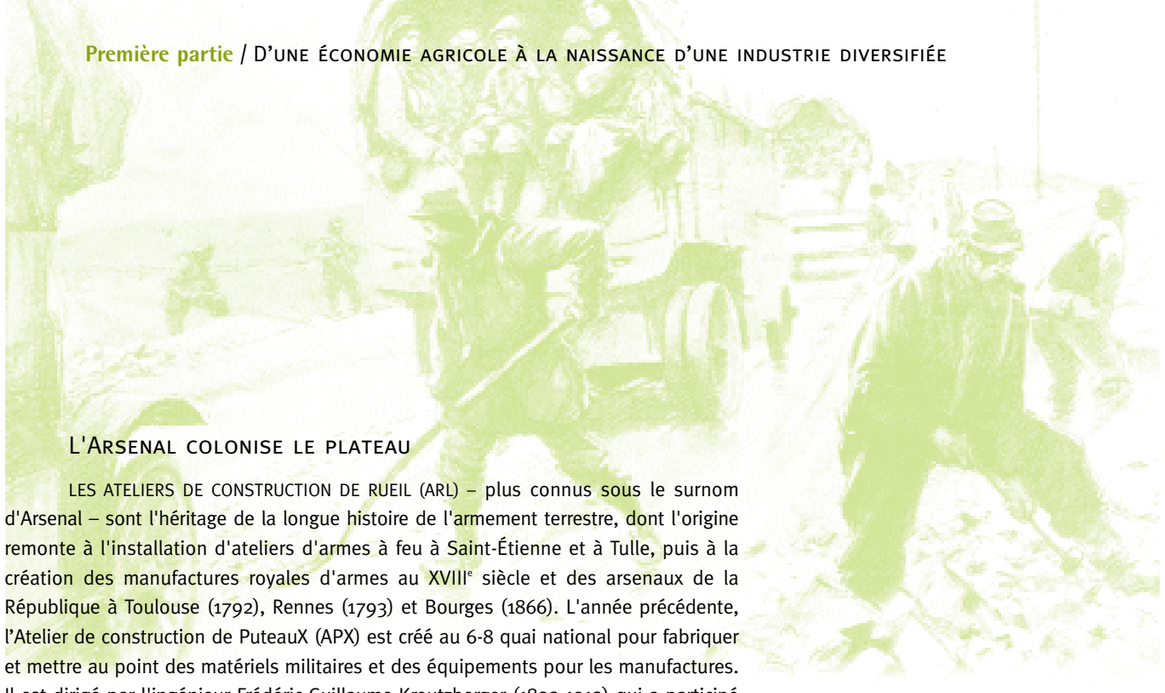
JEU DE LA LANTERNE — JEU DES OISEAUX

Grand Tournoi de Chevaux de Bois

CONTINUATION DE LA FETE

Dernière Fête de Rueil avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

1927 441 abonnés au téléphone.
Le tramway pont de Neuilly /Rueil est remplacé par des autobus.



Transport de troupes sur la Voie Sacrée.

L'Arsenal colonise le plateau

LES ATELIERS DE CONSTRUCTION DE RUEIL (ARL) – plus connus sous le surnom d'Arsenal – sont l'héritage de la longue histoire de l'armement terrestre, dont l'origine remonte à l'installation d'ateliers d'armes à feu à Saint-Étienne et à Tulle, puis à la création des manufactures royales d'armes au XVIII[e] siècle et des arsenaux de la République à Toulouse (1792), Rennes (1793) et Bourges (1866). L'année précédente, l'Atelier de construction de PuteauX (APX) est créé au 6-8 quai national pour fabriquer et mettre au point des matériels militaires et des équipements pour les manufactures. Il est dirigé par l'ingénieur Frédéric-Guillaume Kreutzberger (1822-1912) qui a participé à la production du fusil à aiguille mis au point par Antoine-Alphonse Chassepot. Ils connaissent leur apogée avec la guerre de 1914-1918. Ne pouvant pas répondre à toutes les sollicitations, l'État décide en 1917 d'installer, pour décongestionner les installations de Puteaux, une antenne à Rueil raccordée à la voie ferrée du Val d'Or. Annexe de Puteaux au départ, les Docks militaires de Rueil sont construits entre 1919 et 1920.

AU LENDEMAIN DE LA GUERRE 1914-1918, l'activité des Ateliers militaires de Puteaux rayonne sur plusieurs sites qui ont chacun leur spécificité : à Puteaux même se trouvent le bureau d'études de l'artillerie et un bureau de fabrication, des grands ateliers mécaniques d'usinage et de montage de gros et petits calibres et de fabrication de machines-outils de précision, un atelier de montage de freins et un atelier d'optique, une cartoucherie, des laboratoires de métrologie et d'essais mécaniques ; le fort du Mont Valérien – construit entre 1841 et 1845 – abrite un atelier de chargement de cartouches, un champ de tir d'essais à sable et un stand de tir au fusil ; aux Docks de Rueil sont réunis les ateliers de réparation et montage d'artillerie et de chars de combat, un atelier automobile, des hangars et des parcs de stockage. Il s'agit d'un véritable petit complexe militaro-industriel dirigé entre 1919 et 1924 par le colonel Stammler. Un "tramway ouvrier" empruntant la ligne régulière assure la liaison bi-quotidienne avec la porte Maillot.

SUR CE SITE EN EXPANSION SE DÉVELOPPENT, ENTRE LES DEUX GUERRES, les travaux sur les chars de combat et l'artillerie. Née pendant le premier conflit, la Section technique des chars est le centre stratégique des recherches lancées par le Général Estienne. C'est en 1916 que ce commandant de l'artillerie d'assaut lance l'étude d'un char lourd qui fait tant défaut à l'armée française. Les premiers chars moyens Schneider et Saint-Chamond font leur apparition sur les champs de bataille l'année suivante. La paix revenue, la construction des chars reste dans le périmètre des entreprises privées. En 1924, le prototype SRB proposé par Schneider-Renault est retenu comme base pour la construction du "char de bataille" B1 à l'Atelier de construction de Rueil.

Prototype de char.

Le char ARL 44, conçu dans la clandestinité à l'Arsenal de Rueil.

1920 — 1975

Mais il faudra quinze ans pour sortir ce char d'assaut. À l'époque où la Direction de l'Infanterie commence à produire le char B1, elle donne des instructions pour que des améliorations soient apportées aux côtés et aux chenilles, trop vulnérables aux obus perforants, et pour que la visée soit améliorée. Cette remise en question des caractéristiques du char fait évoluer la mission des Ateliers de Puteaux et de Rueil vers la fabrication de l'optique et de l'armement proprement dit. C'est dans les années 1930 que sont appliqués aux véhicules blindés les principes de l'épiscope et du périscope. Une piste d'essai de char est construite sur le site de Rueil. En 1935, Les Docks de Rueil prennent l'appellation Atelier de construction de RueiL (ARL).

L'ARRIVÉE DE HITLER AU POUVOIR ET LES "BRUITS DE BOTTES" poussent à la création de la Direction des études et fabrication d'armement (DEFA), le 3 juillet 1935, qui prend la suite du Service des fabrications d'armement. L'activité char est confiée à un service spécialisé de cette direction qui regroupe trois établissements : Paris-Auto-Chars, les Ateliers de RueiL, et les Ateliers d'Issy-les-MoulineauX (AMX). Dès lors, Puteaux, Rueil et Issy collaborent étroitement dans le domaine de la construction de chars. À la veille de la guerre 1939-1945, l'ARL s'est développé dans un site encore très bucolique : les terrains de l'Arsenal sont entourés de vergers, des dernières vignes, d'exploitations maraîchères et de quelques pavillons éparpillés. L'occupation allemande de l'Arsenal a laissé peu de traces. Il semble que l'activité ait été mise en sommeil, mais le secret militaire reste bien gardé ! A leur départ, les allemands incendient les hangars, la poudrière saute et le réservoir d'eau qu'ils ont édifié est transformé en piscine.

À LA LIBÉRATION, L'ATELIER DE RUEIL poursuit son travail dans le but de fabriquer le char ARL 44 qui a été conçu, dans la clandestinité, sous l'occupation allemande. Ce char de combat doit réarmer les forces françaises de l'après-guerre. Mais l'état des ressources industrielles et financières des années 1945-1950 ne permet pas la réalisation de ce projet important. Seule une petite série de cet engin est produite dans les années 1947-1950 aux Ateliers de Rueil, qui font travailler près de 400 ouvriers. Le développement de cet arsenal se poursuit jusqu'à la reprise des terrains en 1975 par la Régie nationale des usines Renault (RNUR). Parallèlement à cette expansion des ateliers militaires, Rueil connaît un véritable décollage industriel entre les deux guerres.

Vue aérienne de 1933 : à droite, le fort du Mont-Valérien, au centre, l'Arsenal de Rueil avec sa piste d'essais pour chars.

1928 ▼ Rueil devient Rueil-Malmaison.
1930 ▼ Les laboratoires Mayoly Spindler s'installent à Rueil.

L'entre-deux-guerres est une période charnière dans la vie économique de Rueil. La première décennie correspond à un renouvellement des activités industrielles. C'est le prolongement de la phase amorcée au début du siècle et pendant la Grande Guerre. Mais plus qu'une industrialisation à marche forcée, il s'agit de mutations et de restructurations de sociétés. Des villes jusque là tournées vers les activités maraîchères comme Gennevilliers, Nanterre et Rueil, vivent une période d'intense industrialisation qui est freinée, à partir de 1932, par les effets de la crise économique et sociale mondiale.

A Rueil, une banlieue ouvrière se forme à côté du vieux bourg paysan et de la banlieue résidentielle. Les maires changent de profil. La ville est dirigée de 1923 à 1932 par un comptable, André Lachaud, de 1932 à 1935 par un ingénieur des Arts et Métiers, Henri Montagne, et, de 1935 à 1938 par Paul Neveu, un journaliste et courtier d'assurance. En 1939, Rueil recense une cinquantaine de blanchisseries, l'agriculture déclinante est encore la principale activité de la commune et une profonde modification de la structure de la ville s'est opérée en moins de vingt ans.

1930 ▼ Rueil défend son environnement en luttant contre l'implantation d'un complexe chimique près de la Seine.

1931 ▼ 24.924 habitants

Implantation de nouvelles activités industrielles : de l'essor à la crise (1920-1939)

Alexandre Darracq.

Drouet et Plet : de la pharmacie au laboratoire pharmaceutique

En 1924, les pharmaciens Denis Drouet et Adrien Plet deviennent propriétaire du 37, rue Jean Le Coz, une belle demeure du XVIII[e] siècle. Ils transforment la propriété en laboratoires de biologie et physiologie appliquées. Ces officines prennent de l'ampleur, allant jusqu'à employer une centaine de salariés et vingt-cinq représentants voyageurs. Après le décès d'Adrien Plet en 1956, la société est dissoute et les locaux du laboratoire sont mis en vente. Ils sont achetés en 1961 par l'Institut Français du Pétrole (IFP), qui y installe la direction géologie/géochimie.

Un développement tous azimuts mais contrôlé

SANS CONTESTE, LES "ANNÉES FOLLES" sont celles de l'installation et du développement d'une industrie à Rueil qui n'a rien à envier aux autres communes. Le bouleversement est rapide et les secteurs d'activité sont pluriels : les ateliers militaires (Docks de Rueil), la construction automobile (Hurtu, Pourtout), les industries de transformation (Wood-Milne, Croix de Lorraine, La Roue Française, Spencer-Moulton), la mécanique générale (Cuttat, Chanard, Bernard-Moteurs, Truelle), les fonderies et forges (Thomé-Cromback, Partiot), l'industrie photographique (Bauchet), l'installation électrique (Compagnie des Signaux et d'entreprises électriques, Télémécanique Électrique, Gilby-Wire), les activités de recherches (Établissements Belin) et les sociétés pharmaceutiques (Mayoly Spindler, Drouet et Plet, Opodex). Cet essor industriel change la physionomie de la ville et modifie la structure de la population : une véritable culture ouvrière s'enracine dans la ville, qui se traduira dans les faits par l'élection en 1938 d'un maire communiste : Edouard Boulanger.

Hurtu, une pionnière du cycle et de l'automobile

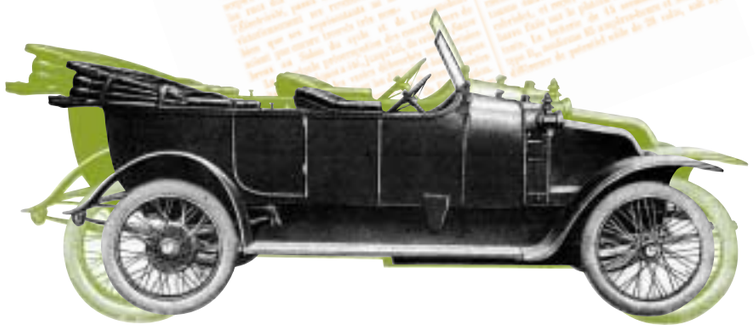
SOUS LE SECOND EMPIRE, L'ÉTAT MOBILISE CERTAINES ENTREPRISES pour expérimenter de nouveaux modes de production dans les ateliers fournissant les armées. Les entrepreneurs de la toute nouvelle industrie de fabrication de machines à coudre prennent part à cette modernisation de l'appareil productif français. À la fin des années 1860 des mécaniciens géniaux comme Hurtu, Hautin, Peugeot et d'autres, sont mobilisés pour la transformation du fusil "Chassepot". Le débat sur l'interchangeabilité des pièces dans la mécanique de précision fait rage. La guerre de 1870 joue un rôle déclencheur dans la valorisation d'un savoir-faire issu de la machine à coudre et des fabricants d'armes. De là naît une réflexion qui donne naissance, en 1884, au fusil Lebel, premier fusil français à pièces interchangeables, fabriqué dans la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

COMPAGNIE
DES
AUTOMOBILES & CYCLES
"HURTU"

LA SOCIÉTÉ HURTU PARTICIPE À CETTE AVENTURE. À la fin des années 1880, elle est dirigée par Alexandre Darracq (1855-1931) qui lui fait prendre un virage à 180°. À 21 ans, ce jeune homme a été engagé aux Ateliers de Puteaux qui dépendent, on l'a vu, du ministère de la Guerre. Brillant et entreprenant, l'entreprise privée le tente au plus haut point et, trois ans plus tard, il est engagé comme directeur des usines Hurtu et Hautin, toujours spécialisées dans la fabrication de machines à coudre. C'est certainement sous sa direction que la firme oriente son activité vers une industrie naissante : les cycles. A. Darracq quitte Hurtu en 1891 pour créer sa propre entreprise : les cycles "Gladiator". Sa réussite est telle qu'il se lance dans la fabrication d'automobiles sous la marque "Perfecta".

LE PASSAGE DE DARRACQ CHEZ HURTU ET GLADIATOR coïncide avec la sortie par ces deux entreprises de leurs premières automobiles. Désormais, Hurtu s'oriente avec un certain éclat vers la construction d'automobiles, de motos et de cycles. L'époque des machines à coudre semble bien révolue, même si la production se poursuivra encore longtemps. À la fin des années 1890, c'est la mise au point du tricycle à moteur Hurtu. L'entreprise change son nom et devient la Compagnie des Automobiles et Cycles Hurtu ; son siège social est au 99, avenue de la Grande Armée. En 1903, elle lance la voiture Hurtu Type 2E qui sort à très peu de modèles. Pour vendre ses motos, elle engage des pilotes comme Alessandro Anzani, un immigrant d'origine italienne, né en 1878 à Milan, qui débute sa carrière motocycliste chez le constructeur Hurtu.

AU TOURNANT DU SIÈCLE, L'ENTREPRISE HURTU s'installe au 39, avenue de Paris, à Rueil, face à l'octroi. Elle emploie 71 ouvriers en 1911. Elle fait partie des marques automobiles françaises qui lancent des taxis pour s'accaparer le marché des compagnies de taxi. En 1908, elle sort le modèle "Landaulet Hurtu 12/14 H" avec deux places à l'arrière, version taxi. Avec les marques aujourd'hui disparues Alcyon, Chenard et Walcker, Clément-Bayard, Darracq, Delage, De Dion-Bouton, Laffly, Salmson, Rosengart, cette firme atypique participe au temps des pionniers de la première industrie automobile française.



HURTU
Cycles
AUTOMOBILES

Usine Hurtu - vers 1911.

Le garage Renault-Nissan, groupe Schumacher, en 2005.

TOUTEFOIS, C'EST DANS LA CONSTRUCTION DE CYCLES que son expansion est la plus significative et brillante. Profitant de la vague du vélo à la "belle époque", Hurtu devient en quelques années une marque en vogue. Elle maintient sa renommée dans l'entre-deux-guerres. Une partie de cette production est réalisée dans son usine de Rueil. Si Hurtu n'est pas à classer dans la liste des très grands fabricants de cycles comme Peugeot, sa production de bicyclettes et de tandems pour le cyclotourisme dépasse largement celle des constructeurs de l'époque. Sa production est de bonne qualité. À l'instar de l'automobile, cette firme louvoie entre deux voies : artisanat et production en grande série.

CEPENDANT, DE NOMBREUSES MACHINES SONT CONFECTIONNÉES pour participer aux différents concours : Poly-multiplié, Grand Prix Duralumin. Hurtu est novateur pour son époque, notamment en matière de tandem. Certaines réalisations en alliage d'aluminium connaissent un beau succès. Mais sa taille lui sera fatale. Avec la crise des années 1930, elle a des difficultés à rester à flot. Elle doit quitter Rueil ; son usine sera reprise plus tard par les remorques Titan. Néanmoins, l'histoire d'Hurtu se poursuivra jusqu'aux années 1960. Tel le Phénix, cette firme renaît après la guerre pour disparaître dans les années 1960, n'ayant pas su se positionner sur le marché haut de gamme. Derrière l'usine Hurtu, au 48, rue Jules Parent, un autre entrepreneur de cycles, les Etablissements Rossi, installe ses ateliers, dont la grande spécialité est les câbles de frein "indessoudables" extra-souples.

Ouvriers autour d'un châssis dans l'usine Hurtu de Rueil - 1920.

Georges Claude et le «Manoir de Richelieu»

GEORGES CLAUDE (1870-1960) fait partie des grands hommes qui ont résidé à Rueil. En 1924, il acquiert le Manoir de Richelieu. Ce savant, inventeur, industriel et praticien, étonne par l'étendue et la diversité de ses travaux. Chimiste de formation, cet ancien élève de l'École de physique et chimie débute sa carrière par des travaux sur la dissolution de l'acétylène dans l'acétone. Cette découverte conduit à l'utilisation industrielle de ce gaz. Il met au point en 1902 un procédé industriel de liquéfaction de l'air ; les brevets qu'il prend à cette occasion sont à l'origine de la société L'Air Liquide, qui a fêté son centenaire en 2002. Il préconise dès 1910, mais en vain, l'utilisation de l'oxygène liquide en sidérurgie. Ce procédé ne sera adopté qu'après la Seconde Guerre mondiale.

IL DÉCOUVRE ÉGALEMENT, EN 1913, avec Arsène d'Arsonval (1851-1940), les propriétés explosives de l'air liquide, qui sont utilisées pendant la Première Guerre mondiale (mines à l'air liquide et au noir de fumée), et un procédé de synthèse de l'ammoniac sous haute pression. Il se préoccupe aussi des problèmes de la production d'énergie. À partir de 1926, il étudie et expérimente une méthode de production de l'électricité fondée sur la différence de température entre la surface et le fond des mers chaudes. Cette ressource énergétique renouvelable est plus connue sous le nom "énergie thermique des mers". Sous l'occupation allemande, G. Claude poursuit ses travaux avec l'appui et la participation financière de Vichy. Arrêté à la Libération, son attitude le conduit à être jugé pour collaboration et à être exclu de l'Académie des Sciences, où il a été élu en 1924.

L'usine Wood-Milne et sa célèbre cheminée en centre ville.

Une multitude d'entreprises s'installe : de la mécanique générale et de précision aux activités spécialisées

L'USINE WOOD-MILNE OUVRE UNE USINE DANS LE CENTRE-VILLE DE RUEIL en 1919 à l'emplacement de la blanchisserie Mérisse, au 4, boulevard Joffre (tout près de la place des Arts). Elle sera longtemps reconnaissable à sa grande cheminée qui se dresse dans le ciel. Elle fermera ses portes en 1970 pour laisser la place à des immeubles d'habitation. Son premier directeur est un anglais, Edmund Drane Skepper (1899-1962), qui s'est associé avec les frères Henri et Félix de Poix et des anciens compagnons de tranchée de la guerre 1914-1918. La société dispose d'un capital de 2,5 millions de francs et son siège social est au 103, avenue Parmentier à Paris. La création de cette marque américaine d'accessoires pour chaussures, notamment de talons en caoutchouc tournants et fixes et de semelles, remonte à la fin du XIX[e] siècle. Elle se rend célèbre en France, dès les années 1900, par la qualité de ses produits et ses campagnes publicitaires. L'installation d'une usine neuve à Rueil montre la volonté des américains d'inonder le marché français de leurs produits. Dès l'entre-deux-guerres, Wood-Milne est déjà mondialement connu pour ses fabrications de semelles et talons intéressant la chaussure, du premier équipement à la réparation par les cordonniers. Elle dispose de matériels et de machines modernes qui lui permettent de réaliser tous les articles aussi bien à base de caoutchouc naturel que d'élastomères de synthèse.

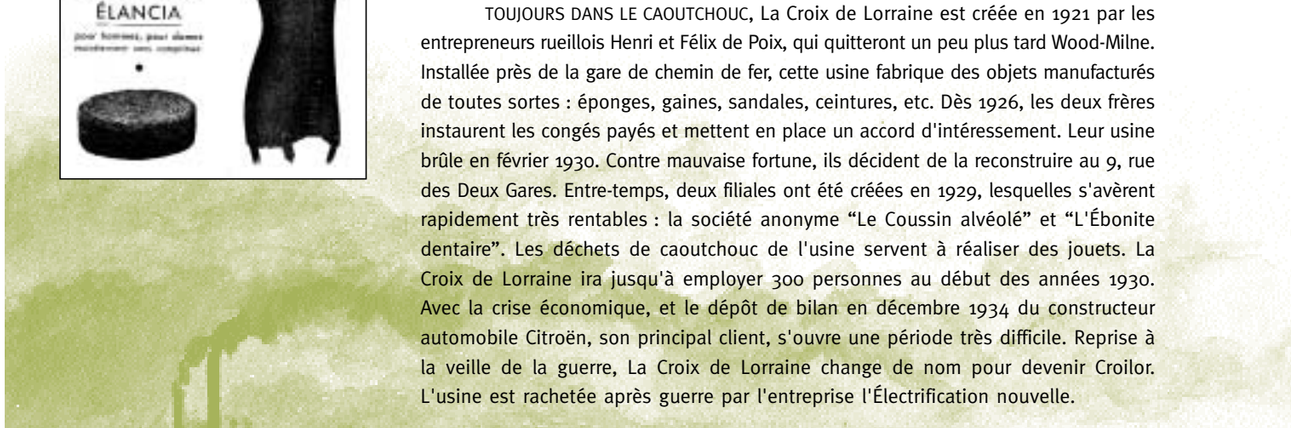
Ouvriers et ouvrières Wood-Milne.

Départ en excursion du personnel Wood-Milne - 1938.

À L'ORIGINE DE CE SUCCÈS SE TROUVE LE FAMEUX "TALON TOURNANT" de 1903. Wood-Milne est le créateur de nombreux produits : "Néo-Compost", "Duvex", "l'Airlite", un caoutchouc microcellulaire réputé pour sa légèreté et sa souplesse. Après 1945, l'entreprise met au point les semelles translucides, fines et élégantes et lance la semelle propulsive "Ripple-Sole", la "semelle qui marche pour vous". Dans un autre registre, cette entreprise met en place une politique sociale originale, organisant par exemple, dans les années 1930 des excursions pour ses ouvriers et ouvrières. D'autres usines Wood-Milne sont créées en France, celle de Rueil n'en reste pas moins l'usine mère et la plus importante, occupant à elle seule un effectif de près de 500 personnes et abritant la direction générale et les services commerciaux.

En 1932, Henri et Félix de Poix font construire un bel immeuble en brique rouge tout près de l'usine La Croix de Lorraine, pour loger leurs salariés. C'est le seul vestige aujourd'hui de l'entre-deux-guerres à Rueil-sur-Seine.

TOUJOURS DANS LE CAOUTCHOUC, La Croix de Lorraine est créée en 1921 par les entrepreneurs rueillois Henri et Félix de Poix, qui quitteront un peu plus tard Wood-Milne. Installée près de la gare de chemin de fer, cette usine fabrique des objets manufacturés de toutes sortes : éponges, gaines, sandales, ceintures, etc. Dès 1926, les deux frères instaurent les congés payés et mettent en place un accord d'intéressement. Leur usine brûle en février 1930. Contre mauvaise fortune, ils décident de la reconstruire au 9, rue des Deux Gares. Entre-temps, deux filiales ont été créées en 1929, lesquelles s'avèrent rapidement très rentables : la société anonyme "Le Coussin alvéolé" et "L'Ébonite dentaire". Les déchets de caoutchouc de l'usine servent à réaliser des jouets. La Croix de Lorraine ira jusqu'à employer 300 personnes au début des années 1930. Avec la crise économique, et le dépôt de bilan en décembre 1934 du constructeur automobile Citroën, son principal client, s'ouvre une période très difficile. Reprise à la veille de la guerre, La Croix de Lorraine change de nom pour devenir Croilor. L'usine est rachetée après guerre par l'entreprise l'Électrification nouvelle.



Wood-Milne, adepte de la publicité de masse

C'EST À CETTE ÉPOQUE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES que les apôtres de la rationalisation, rassemblés dans plusieurs groupements, découvrent les nouvelles méthodes commerciales. Des entreprises industrielles et commerciales de toutes tailles, surtout fabricants ou distributeurs de biens de consommation, cherchent par ce moyen à percer sur les marchés nationaux. Ces industriels et commerçants découvrent la publicité en réfléchissant à de véritables politiques commerciales, étudient leurs marchés, transforment leurs méthodes de distribution et découvrent la publicité. Wood-Milne est un exemple de ce développement publicitaire dont les campagnes de promotion s'affichent en grand sur les murs, paraissent dans la presse et passent sur les ondes radios.

1935 Paul Neveu, journaliste et courtier d'assurance, maire.
La Fonderie Cromback s'installe au 58, avenue de Chatou.

1936 26.976 habitants

EN 1924, MICHEL LE GOUELLEC ACQUIERT LA MANUFACTURE d'Appareillage Électrique au 3, boulevard National à Rueil, qui fabrique des interrupteurs et coupe-circuit sous coffre vitré tandis qu'André Blanchet dépose le brevet du premier contacteur sur barreau. Les deux hommes se connaissent bien puisqu'ils ont travaillé auparavant chez Brandt. En 1925, Pierre Blanchet, son jeune frère André, et Jules Sarazin viennent se joindre à M. Le Gouellec pour fonder la société en commandite simple "Sarazin, Le Gouellec, Blanchet Frères et Cie" au capital de 300.000 francs. Cette création marque le début d'une fantastique épopée industrielle : celle de la Télémécanique Électrique, qui prend ce nom en 1928. La société lance la production de contacteurs 40 A, minuteries, distributeurs, boutons-poussoirs, contacts d'arrêt, relais.

UNE PREMIÈRE AGENCE EST OUVERTE DÈS 1925 À GRENOBLE. En 1927, deux nouvelles agences voient le jour à Lille et Nantes. C'est le début du développement d'agences en province. Pour augmenter la production, l'entreprise doit quitter Rueil pour s'installer à Nanterre au 33 bis, avenue Maréchal Joffre dans une ancienne usine à chapeaux, désormais nouvelle adresse du siège social de l'entreprise. Son retour sur Rueil va se faire, plus tard, en deux temps : l'achat de l'usine Cuttat en 1949 et l'installation de son siège social en 1975 dans un bâtiment neuf (aujourd'hui siège de Schneider Electric). En 1934, la première agence à l'étranger est ouverte à Bruxelles. Le succès technique et commercial entraîne la création d'une station d'essais à grande puissance consacrée au pouvoir de coupure en 1935 et l'ouverture de deux nouvelles usines avant guerre à Saint-Germain-en-Laye (1935) et Ménilles dans l'Eure (1938).

Premier établissement de La Télémécanique Électrique vers 1925.

Aujourd'hui : le bâtiment occupé par Trampleim 92, association d'aide à l'insertion économique.

Usine et siège social de la Télémécanique à Nanterre, avenue du Maréchal Joffre.

Atelier d'étalonnage des relais magnéto-thermiques à Nanterre - 1935.

Pierre Blanchet : chef de file d'une génération passionnée d'électrotechnique

NÉ À PARIS LE 6 JUILLET 1893, cet ancien élève de l'École Nationale Professionnelle de Vierzon fait ses débuts aux Etablissements Gramme en 1911 en qualité de dessinateur. Puis, il entre chez Brandt et Fouilleret à Paris, toujours en tant que dessinateur d'études. Il est mobilisé en 1916 dans l'aérostation. A son retour à la vie civile, il reprend son poste chez Brandt. Il dirige alors les études. Passionné par les revues et les publications techniques américaines, il lance les premières recherches dans le domaine des contacteurs. Il rallie à lui une jeune équipe de passionnés de l'électrotechnique : M. Le Gouellec, E. Jouvenel et A. Cordier – voir ci-contre –, son frère André et J. Sarazin. C'est M. Le Gouellec qui le premier franchit le pas en démissionnant en janvier 1924 de chez Brandt pour créer sa propre affaire. Pierre Blanchet le rejoint en 1925. C'est le début de la belle et longue histoire de la Télémécanique Électrique. Avec Jules Sarazin, il joue un grand rôle dans la création du Groupement interprofessionnel de la région ouest de Paris (GIROP) et du Centre d'apprentissage de Rueil. En 1945, Pierre Blanchet en devient le Président Directeur Général. C'est un patron profondément social. À son décès en 1957, quelques minutes avant de présider un conseil d'administration, l'effectif de l'entreprise compte 2.500 personnes. C'est son frère André qui lui succède à la présidence.

Les entrepôts des Huiles Marville avant 1940.

Publicité pour les aspirateurs et souffleurs statiques Chanard.

EN 1927, DEUX JEUNES INGÉNIEURS, ÉLIE JOUVENEL ET ANDRÉ CORDIER (1881-1975), prennent le risque de fonder leur entreprise avec pour objectif de fabriquer des matériels électromagnétiques. Ces anciens de Brandt se sont placés sur une véritable niche industrielle. Installés à Puteaux en 1928, puis à Nanterre en mars 1933 et enfin à Rueil, ils fabriquent des électro-aimants et des bobines. Dans les années 1930, ils créent leur première gamme d'électrovannes. Ce succès ne fait que débuter puisque aujourd'hui cette entreprise poursuit son développement à Rueil sous le nom d'Asco Joucomatic.

DANS LE NÉGOCE DE PRODUITS PÉTROLIERS ET SES DÉRIVÉS, la Société des huiles et graisses industrielles Hubert Marville et Cie s'associe avec Gaston Planquet, et les deux entrepreneurs s'installent vers 1900 au 1, chemin des Martinets. Elle se rend célèbre avec son huile Motorine, spéciale pour automobiles, moteurs à gaz et dynamos. Elle est reprise en 1930 par la Société Nouvelle des Huiles Minérales (SNHM) créée en 1924, elle-même rachetée par Labo Industrie en 1962. Aujourd'hui, ce groupe porte le nom de Fuchs Labo Auto, l'une des dernières unités de production de Rueil au 81, rue de l'Industrie. Dans l'entre-deux-guerres, un autre célèbre fabricant d'huiles pour l'automobile sous licence américaine, Veedol, s'installe à proximité du Pont de Chatou. Une autre belle affaire, la Roue Française, spécialisée dans la production de caoutchouc par procédés mécaniques, ouvre à la fin des années 1920 une usine avenue de Paris (194-196, avenue Paul Doumer), qui emploie une centaine d'ouvriers à la veille de la guerre.

À LA MÊME ÉPOQUE, LES ÉTABLISSEMENTS CHANARD AU CAPITAL de 2 millions de francs reprennent au 280, avenue Paul Doumer les installations de la Pyrotechnie de Rueil, qui vient de fermer ses portes. En 1939, cette usine dirigée par Henry Widmann fait fabriquer par ses 40 ouvriers des éléments de chauffage et d'aération – aspirateurs et souffleurs statiques – pour immeubles, autos, wagons, bateaux, avions alors que les Etablissements Richard et Naveau développent leur activité de chaudronnerie et de constructions mécaniques. Arnold Richard, industriel à Paris, et Georges Naveau, ingénieur, ont créé leur entreprise le 1er octobre 1915, rue Richer à Paris. En 1921, ils décident de l'établir à Rueil au 35, avenue de Paris. Cet établissement prend la suite de la carrosserie Falot, une maréchalerie, chaudronnerie et construction d'automobiles implantée depuis 1858. Le nouvel atelier spécialisé dans la fabrication et la réparation d'appareils de laiterie agricole et frigorifiques se compose, à sa création, d'une chaudronnerie et d'un atelier mécanique disposant de 25 machines-outils, 13 étaux et une enclume. Il emploie une dizaine d'ouvriers.

Ateliers Richard et Naveau - années 1930.

1936 ▼ La carrosserie Pourtout remplace en partie les cycles Hurtu au 35, avenue Paul Doumer.

EN 1922, HENRI BAUDELOT CRÉE AU 31-32, BOULEVARD MAGENTA (boulevard de l'Hôpital Stell) une société en nom collectif sous la raison sociale Baudelot Frères pour l'exploitation d'une usine de savonnerie et parfumerie. Cet établissement est installé dans sa propriété de 6.000 m² où il équipe plusieurs bâtiments de cuves à savon, de broyeuses, de mélangeuses, de presses à savon, de séchoirs, etc. C'est une industrie qui se veut propre. La savonnerie n'utilise que des graisses animales. Les matières premières sont des suifs de bœufs, huiles de palme et coco. La saponification se fait à chaud et aucune distillation n'est nécessaire. Les eaux alcalines, déchet de la fabrication, sont recueillies dans des tonneaux en fer et vendues à la blanchisserie. Il n'y a donc aucun résidu de fabrication à évacuer. La même année, une seconde savonnerie est installée à Rueil dans une ancienne blanchisserie située au 5, rue Masséna : dirigée par Michel Wolff, elle se baptise "À la Clef d'Or - Savonnerie française".

DANS UN TOUT AUTRE GENRE D'ACTIVITÉ, la Société anonyme des appareils centrifuges Sharples s'établit à Rueil au début des années 1920. Installée au 94, rue du Vieux-Pont (rue Estienne d'Orves), elle s'est spécialisée dans la production d'appareils pour le graissage et le filtrage des huiles. Dirigée à la fin des années 1930 par l'industriel Jean Esmieu, elle se fait reconnaître par la mise au point et la fabrication des super-centrifuges Sharples tournant à 17.000 tours par minute, utilisées par de nombreuses firmes pétrolières comme Antar. Né le 3 juin 1899, Jean Esmieu est un ingénieur chimiste de grand talent. À la même époque, route de Saint-Cloud, s'installe la Société française de fabrication aéronautique (SFTA), spécialisée dans la production et les essais de moteurs à refroidissement à air pour avion. En 1929, la SFTA reçoit la Médaille d'or de la Première Exposition Nationale d'Aviation de Tourisme, de Paris. À la veille de la guerre, elle emploie une petite centaine d'ouvriers.

L'entreprise de maçonnerie Jules Barbier, rue Maurepas, construit la première agence du Crédit Lyonnais à Rueil.

DANS LE CADRE DE L'ESSOR D'UNE INDUSTRIE DE MÉCANIQUE DE PRÉCISION sur la commune, l'installation de l'usine Cuttat en 1930 marque une nouvelle étape dans l'aménagement industriel du quartier de la gare. Toutefois, l'industrialisation de ce quartier, rapide et parfois sans concertation, commence à poser de sérieux problèmes. C'est le cas avec l'arrivée depuis 1917 dans cette zone d'une industrie chimique qui cherche à se transformer en un conglomérat chimique. Les habitants et plusieurs municipalités, qui refusent l'implantation de cette industrie très polluante, se liguent et organisent la riposte.

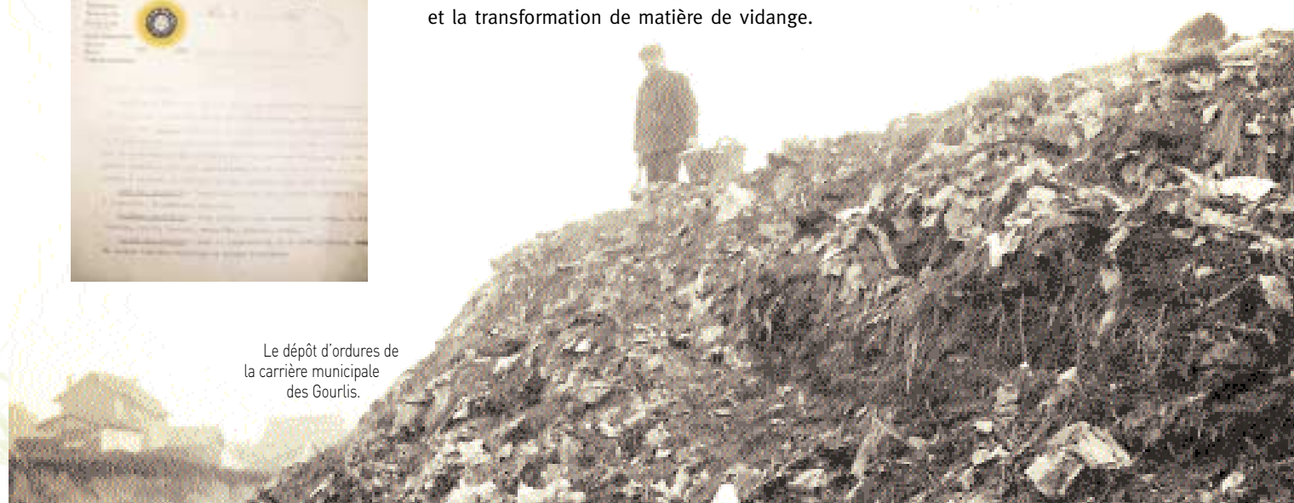
Une agence bancaire fait peau neuve

EN 1926, UNE PREMIÈRE AGENCE DU CRÉDIT LYONNAIS est ouverte à Rueil, au coin de l'avenue Albert 1er et de l'avenue de Paris – aujourd'hui avenue Paul Doumer –, placée sous la direction de l'agence du Crédit Lyonnais de Versailles. En 1930, on décide de la rénover entièrement. Dans les faits, il s'agit d'une reconstruction du bâtiment. Les travaux sont confiés à plusieurs entreprises artisanales rueilloises : Jules Barbier, rue Maurepas, pour la maçonnerie, J. Moisan pour la couverture-plomberie, A. Delattre pour la peinture, Hubert pour la serrurerie, L. Berthier pour la charpente et menuiserie, Peliquier pour la fumisterie et chauffage, L. Renier pour l'électricité. Cette construction nous apporte la preuve que Rueil est devenue une ville où tout un panel d'entreprises de second œuvre spécialisées exerce leur activité. L'agence de Rueil ouvrira des bureaux au fur et à mesure du développement de Rueil : Centre Colmar en 1957, Route de l'Empereur en 1971, Tour Albert 1er en 1974 et Edouard Belin à Rueil-sur-Seine en 2004.

"Ne laissons pas se fermer la ceinture chimique" : Rueil défend son environnement

DANS LES ANNÉES 1900, UNE PETITE INDUSTRIE CHIMIQUE liée à l'utilisation des déchets urbains est disséminée sur le territoire de la commune : amadou, noir animal, encres, colles, engrais, vernis, savons, chandelles. Dans le même temps, un dépôt des ordures ménagères de la ville de Rueil est ouvert dans la carrière municipale des Gourlis, rue du docteur Guionis, qui récupère aussi les déchets urbains des Halles de Paris. Les odeurs empestent tellement le quartier que deux pétitions sont adressées au maire le 13 mai 1915 et le 27 juillet 1921. Ne voyant la ville apporter aucune solution, les pétitionnaires décident de constituer le Comité du Groupe de défense des intérêts des quartiers nord de Rueil.

DÈS SA CRÉATION AU DÉBUT DES ANNÉES 1920 JUSQU'À SA DISPARITION à la fin des années 1930, ce comité va jouer un grand rôle dans l'aménagement du quartier de la gare et des bords de Seine en luttant avec opiniâtreté contre l'implantation d'usines chimiques importantes. Déjà en 1905 et 1907, deux usines chimiques n'avaient pas pu installer leur fabrique au bord de Seine : la Société des produits chimiques de Croissy – une usine de 7.000 m² pour la production de Terpinéol, un produit dérivé de l'essence de térébenthine – et la Compagnie des engrais magnésiens. Sous la pression des habitants et des municipalités de Rueil et de Chatou, suite à l'enquête préalable, l'autorisation de produire ne leur a pas été accordée. Cependant, sans attendre ce droit, la Compagnie des engrais magnésiens a commencé le traitement et la transformation de matière de vidange.



Le dépôt d'ordures de la carrière municipale des Gourlis.

1936
▼ Installation de Vialit dans l'ancienne usine d'eau de Javel et chimique René Moritz.

EN 1925, UNE LUTTE HOMÉRIQUE VA OPPOSER ce Comité de défense des habitants à l'industriel René Moritz, administrateur délégué de la Compagnie des procédés chimiques de la Seine. Cette firme importante au capital de 4 millions de francs appuie son développement sur les procédés René Moritz. Cet ingénieur décide d'installer en 1925 à Rueil au 7, rue des Martinets un véritable complexe chimique, qui irait de la gare de Rueil aux bords de Seine, pour fabriquer de l'acide phénique par synthèse, de l'acide salicylique au moyen de l'acide phénique, des hypochlorites alcalins, de la trituration de liège, de l'eau de javel, etc. Présente depuis 1917 sur ce site où les tolérances de guerre lui ont permis d'installer une fabrique de boulets combustibles, elle s'appelle alors la Compagnie charbonnière de la Seine, puis se transforme en Compagnie des procédés chimiques de la Seine. L'entreprise créée en 1899 s'est installée à Chatou avant 1914. Le dossier de l'ingénieur Moritz tient très bien la route, même si la panoplie des fabrications chimiques qu'il projette est impressionnante.

LA VILLE DE RUEIL ET SEPT AUTRES COMMUNES – Chatou, Bougival, Nanterre, Croissy, Le Pecq, Le Vésinet, Montesson, soit 70.000 habitants – décident de riposter à cette implantation "sauvage", qui changerait la physionomie du quartier et des bords de Seine. Chatou qui se trouve en face n'est pas la moins virulente. Il s'agit de ne pas reproduire ce qui a eu lieu sur d'autres communes bordant la Seine : Ivry, la Courneuve, Saint-Denis ou Gennevilliers qui sont les exemples les plus caractéristiques. Le Comité de défense lance une pétition contre "l'usine insalubre", qui est signée par de nombreuses personnalités, notamment le sénateur Cornudet, président de la Société de protection des paysages de France.

L'usine est construite sans attendre les résultats de l'enquête commodo et incommodo. Parfaitement sûr de son affaire, R. Moritz explique que les fabrications qu'il envisage ne présentent aucun inconvénient pour les habitants de Rueil, d'autant plus qu'il décide de supprimer les fabrications classées n°1, c'est-à-dire les plus polluantes. Plus encore, il cherche à arracher l'accord de tous en proposant de purifier l'eau polluée de la Seine en la filtrant et en la mélangeant d'un trentième d'eau distillée chimiquement pure.

Malgré quelques usines, des bords de Seine encore préservés Gilby-Fodor, à gauche la fameuse cheminée de l'entreprise Vialit.

CE COMITÉ FAIT ÉGALEMENT APPEL À DES SPÉCIALISTES – deux ingénieurs chimistes – qui rendent leur rapport : "Huit communes menacées. Notes sur les dangers d'installation d'une usine de produits chimiques à Rueil". La réponse du Préfet est lente à venir. Il cherche à gagner du temps. Cependant, la première enquête de la Commission d'hygiène départementale a refusé de donner l'autorisation de produire à la Compagnie. C'est à ce moment de l'affaire que R. Moritz fait profil bas en supprimant dans son installation les productions de première classe. Les 2.000 signataires de la première pétition de protestation sont devenus entre-temps 3.500 et à l'instant où R. Moritz fait une deuxième demande, l'affaire est portée sur la place publique.

LA PRESSE S'EN MÊLE ; ELLE PREND FAIT ET CAUSE POUR LA POPULATION : "ne laissons pas se fermer la ceinture chimique", "gazés de la banlieue" sont les titres des articles des grands quotidiens comme *l'Œuvre*, *le Matin*, *le Petit-Parisien*, *Paris-Soir* ou *le Quotidien*. Certains journaux vont jusqu'à associer cette bataille contre "la ceinture" chimique à celle contre l'avancée de la fameuse "ceinture" rouge tout aussi inquiétante ! Le 2 août 1927, malgré tout ce tapage, le Préfet donne l'autorisation à la Compagnie chimique de produire sur son site de Rueil. Pendant ce temps, René Moritz a construit plusieurs autres usines en France, Belgique et Allemagne.

LE TRUST DE LA CHIMIE AURAIT-IL REMPORTÉ LA BATAILLE ? Le Comité qui s'est transformé en Groupe de défense contre-attaque, en faisant constater par huissier les pollutions de l'usine. De nombreux Rueillois, comme le restaurateur Gicquel, dont la maison se trouve tout à côté de l'usine, portent réclamations sur les pollutions enregistrées. L'affaire est de nouveau portée devant les tribunaux. Finalement devant l'ampleur prise par cette contre-attaque et les conséquences sur son activité, R. Moritz dépose les armes et cède ses installations en deux temps : à Gilby-Fodor en 1932 et à la Société Française du Vialit en 1935, qui récupère ainsi l'usine d'eau de javel célèbre pour sa cheminée. Cette victoire à la Pyrrhus a eu le mérite de préserver les bords de Seine de Rueil de bouleversements irrémédiables sur le long terme. Le combat pour la qualité de vie à Rueil ne date pas d'hier !

Rueil-Plage risque de disparaître

DANS LES ANNÉES 1920, les rives de la Seine à Rueil sont à leur apogée. Les Parisiens en goguette les surnomment "Rueil-Plage". Les fêtes du dimanche font parler d'elles. C'est la grande époque des guinguettes qui se sont transformées pour certaines en d'élégants restaurants comme celui d'Adolphe Gicquel, "Aux Tilleuls". Ce restaurateur possède également un atelier de construction et de réparation de bateaux. Des régates sont organisées et l'on voit même la première course de hors-bord. Les amateurs d'aviron s'adonnent à leur sport favori. Les Parisiens se rendent à Rueil en train, en bateau et de plus en plus en automobile. L'affaire de l'usine chimique fait beaucoup de bruit mais c'est un fait : depuis la guerre, les installations industrielles dans ce quartier se sont multipliées, Rueil-Plage vit ses dernières années. L'industrie s'impose et prend le pas sur l'espace du loisir.

"Aux Tilleuls"
le restaurant d'Adolphe Gicquel en bord de seine.

1937 M. Pourtout réalise pour Emile Darl'mat un impressionnant roadster décapotable deux portes.

1938 Mort d'Edouard Tuck, le 30 avril.

Les années 1930 : poursuite de la modernisation dans une conjoncture de crise

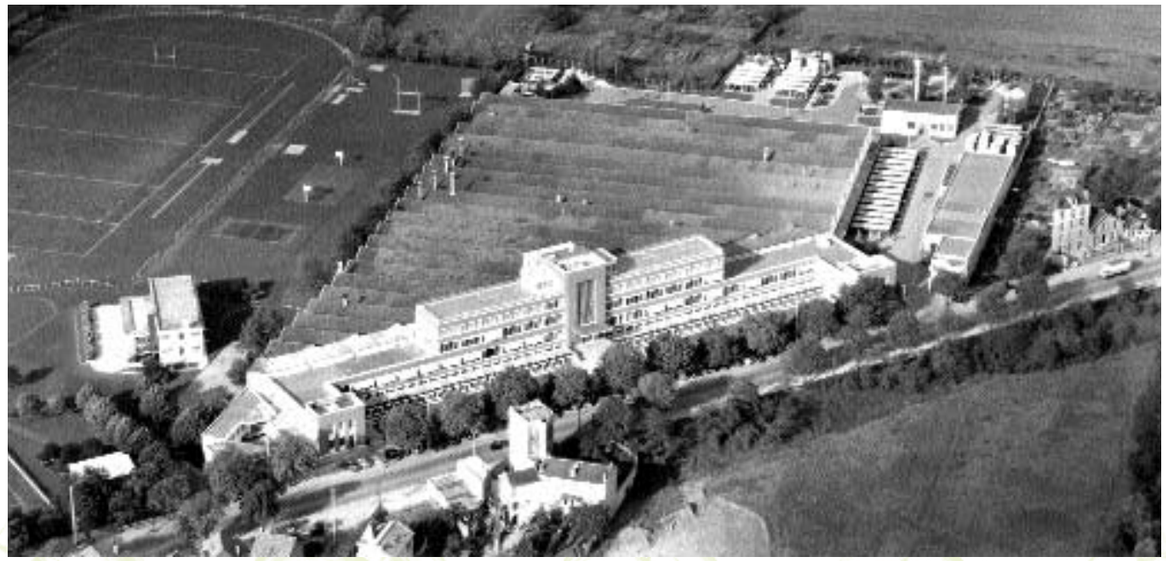
En 1930, la crise provenant des États-Unis n'a pas encore touché une population française toujours plus rurale qu'urbaine. Les entreprises industrielles en profitent pour poursuivre leurs investissements, notamment dans la construction d'usines et d'établissements plus modernes et spacieux.

Cuttat installe une usine ultra-moderne près de la Gare

Les dirigeants de Cuttat prennent la décision à la fin des années 1920 d'édifier une nouvelle usine pour remplacer les deux usines de Paris. Les Établissements Cuttat, spécialisés dans la fabrication de machines-outils et de machines de précision, ont été fondés le 14 janvier 1918. En 1930, son président est Armand Bénédic, négociant en métaux à Paris, mais c'est Georges Cuttat, l'administrateur délégué, qui en est le vrai patron. Le conseil d'administration regroupe quelques personnalités comme le Duc de Grammont et des entreprises de renom : la Société alsacienne de constructions mécaniques (SACM) et la Société des Ateliers Bariquand et Marre. Cette dernière vient d'être rachetée par Cuttat. En 1929, le capital de l'entreprise a été porté à 15 millions de francs. Il s'agit de la première firme française de ce type qui fabrique en série des machines-outils automatiques et à grosse production pour le compte d'usines de constructions mécaniques. Les trois cents cinquante ouvriers façonnent des tours à décolleter, des machines à fileter, des tours à outils multiples à commande mécanique ou hydraulique et des machines à fraiser. Ses principaux clients sont notamment SACM, Alsthom, Massard, Caplain-Berger, Marcel Bourliaud.

Jusqu'à cette création il n'existe pas en France d'autres gros constructeurs de ces machines spéciales, qui doivent être importées d'Allemagne ou des États-Unis. A la fin des années 1920, la production de Cuttat couvre les besoins français à concurrence de 65 % pour les tours automatiques et de plus de 95 % pour les machines à fileter. La réputation de la maison est bonne puisque, selon sa clientèle, sa production est de qualité supérieure à celle des industriels américains. Depuis sa création, Cuttat fabrique sa production dans deux usines parisiennes, l'une rue Servan, qui lui a été apportée à sa constitution, et l'autre impasse Gaudelet, à 300 mètres de la précédente, acquise en 1927 aux Ateliers Bariquand et Marre. En 1930, elle décide de les regrouper en un seul lieu de production plus spacieux et moderne. L'endroit choisi à Rueil est tout proche du Pont de Chatou, sur la route nationale de Paris à Saint-Germain-en-Laye, à 300 mètres de la gare de chemin de fer.

Les terrains Cuttat, d'une surface de 50.000 m², sont acquis pour la somme de 2,5 millions de francs. Un raccordement au chemin de fer est prévu mais il ne sera réalisé que beaucoup plus tard. La construction des bâtiments est confiée à forfait à l'Entreprise générale industrielle de l'Est et du Nord. La surface couverte réalisée est de plus de 13.000 m², ce qui témoigne de l'importance de cette usine dans le paysage du quartier. Pendant les six premiers mois de l'année 1931, les travaux sont mis en suspens en raison des premiers effets de la crise économique. Ils sont achevés néanmoins à la fin de l'année. Mais l'usine à peine inaugurée doit licencier plus de la moitié de ses 330 salariés. Le chiffre d'affaires de 14 millions de francs en 1929 s'écroule à 8 millions en 1930 et à 6 millions l'année suivante. Cependant, le remplacement des deux usines de Paris par celle de Rueil doit permettre à Georges Cuttat une économie annuelle de 500.000 francs sur ses frais généraux. Le prix du kWh étant plus bas à Rueil qu'à Paris, l'économie réalisée sera également significative. Surtout, cette construction doit permettre aux dirigeants d'augmenter les cadences et d'améliorer les conditions de production en série. En 1933, la crise est de plus en plus sévère et l'usine de Rueil ne fonctionne plus qu'avec 110 ouvriers.



Une grande implantation industrielle en bordure de l'ancienne avenue de Chatou : Cuttat, puis Télémécanique.

1938 1.200 chômeurs inscrits à Rueil.
▼ Edouard Boulanger, communiste, maire.

L'ANNÉE 1932, QUI CORRESPOND À L'INSTALLATION DE TOUTES LES ACTIVITÉS DE CUTTAT à Rueil-Malmaison, voit le chiffre d'affaires chuter à 4,2 millions de francs. Dans les dix-huit derniers mois, les salaires ont été renégociés trois fois à la baisse dans une période de déflation économique. Les prix baissent fortement entre 1930 et 1932, ce qui entraîne une diminution des revenus et donc des capacités d'achat ou d'investissement des entrepreneurs. Après l'orage, c'est l'éclaircie en 1932 : G. Cuttat signe de nouveaux contrats avec les constructeurs automobiles Peugeot, Citroën, Renault. Cette reprise des commandes le pousse à réembaucher dans la foulée une vingtaine d'ouvriers. La crise la plus grave est passée et le chiffre d'affaires croît chaque année pour atteindre les 30 millions de francs en 1939. Mais cette période faste est de courte durée : l'usine Cuttat va souffrir terriblement de la spoliation et des destructions opérées par les Allemands.

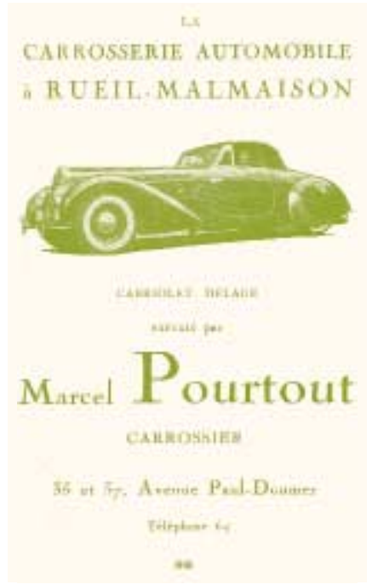
Marcel Pourtout, un grand de la carrosserie à Rueil

LA CARROSSERIE POURTOUT S'INSTALLE À RUEIL-MALMAISON EN 1935. Cette implantation aura son importance dans l'histoire économique mais surtout politique de la ville. En effet, Marcel Pourtout sera maire de la commune de 1942 à 1944, puis de 1947 à 1971. Cet entrepreneur est né en 1894 à Saint-Aignan-sur-Cher au sein d'une modeste famille de vignerons. Au tournant du siècle, ses parents décident de tenter leur chance en Région parisienne. En 1906, Marcel Pourtout, alors âgé de douze ans, entre en apprentissage chez le carrossier A. Minot, installé à Puteaux. Puis, il poursuit sa formation en faisant le tour des carrossiers de Courbevoie, Neuilly et Levallois. En 1913, il est embauché chez le constructeur de voitures électriques Krieger, rue La Boétie à Paris. À la déclaration de guerre, il fait partie de la "classe 14". Il fait d'abord ses classes à Valence au 32e Groupe d'artillerie avant d'être envoyé au front en 1915. En 1916, lors d'une permission, il se marie avec une amie d'enfance, Henriette Coryn. Deux ans plus tard, naît le premier de leurs neuf enfants. Marcel Pourtout va faire une guerre exemplaire. Le courage et la chance ne le quitteront jamais, il combat sur la Somme, au Chemin des Dames et à Verdun sans être blessé gravement. Il recevra la Légion d'honneur à titre militaire. La paix revenue, il est engagé chez Dion-Bouton à Puteaux avant de devenir marchandeur chez un garagiste de Bougival. Ce statut particulier consiste à travailler comme sous-traitant à son propre compte au sein d'entreprise.

EN AVRIL 1925, IL RÉALISE SON RÊVE et ouvre sa propre carrosserie à Bougival. Il reprend la carrosserie Aubertin où il exerce les fonctions de contremaître depuis 1923. À son démarrage, elle ne compte que trois ouvriers. Rapidement le succès est au rendez-vous. La situation géographique de l'affaire est excellente puisque Bougival est un lieu de promenade prisé des Parisiens le dimanche. N'est pas étranger non plus à ce succès sa collaboration à partir de 1927 avec Emile Darl'mat, agent de la marque Peugeot. En 1928, l'effectif franchit les vingt ouvriers. Des Panhard, Hispano-Suiza, Voisin, Bugatti, Buick, etc., passent entre les mains de la carrosserie Pourtout, tandis que Georges Clemenceau devient l'un de ses premiers clients fidèles. La grande innovation qu'il partage avec Georges Paulin, son designer – ancien dentiste passionné par les voitures – est "l'Eclipse" : un brevet portant sur un dispositif de toit escamotable qui connaîtra son heure de gloire à la fin des années 1930. La première voiture avec un tel toit et qui scelle pour toujours l'association des deux hommes – qui ont été présenté par Emile Darl'mat – est une Panhard, livrée en novembre 1934.

La carrosserie Pourtout à Bougival en 1931.
Marcel Pourtout est le 4e en partant de la gauche.

Les salariés de la carrosserie Pourtout posent dans les ateliers de Bougival en 1931.



Le stand de la carrosserie Pourtout au Salon de l'Auto en 1935.

La Peugeot 601 Eclipse, fruit de la collaboration d'Emile Darl'Mat, Georges Paulin et Marcel Pourtout - 1934.

Le roaster sport Peugeot 402 carrossé par M. Pourtout sur châssis spécial adapté par Darl'Mat (1937).

Le Peugeot Darl'Mat 402 vainqueur aux 24 heures du Mans en 1938.

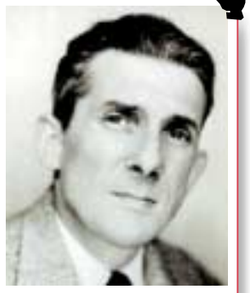
EN 1935, MARCEL POURTOUT DÉMÉNAGE son affaire à Rueil-Malmaison au 35, avenue Paul Doumer. Il s'installe en partie sur les terrains des anciennes usines d'automobiles et de cycles Hurtu. Il dispose d'une surface de 3.800 m² mieux adaptée au développement de l'entreprise (aujourd'hui les Garages de la Malmaison). L'effectif compte une cinquantaine de personnes. Toujours en 1935, année charnière dans l'histoire de l'entreprise, Marcel Pourtout prend un stand au Salon de Paris tandis que Georges Paulin devient son styliste attitré. Les deux hommes mettent au point une 601 Eclipse, qui est réalisée spécialement pour Marcel Pagnol. Cette voiture remporte le premier prix du concours d'élégance de Monaco, avant d'apparaître dans le film "Le Schpountz" en 1937, tourné par le même Pagnol. Il réalise également plusieurs voitures à l'unité pour des clients prestigieux comme le baron Empain, le comte Rivaud ou encore Mistinguett. Entre 1936 et 1938, M. Pourtout carrosse pour Emile Darl'mat un superbe roadster décapotable deux portes Peugeot ; 104 exemplaires de cette "merveille d'automobile" sortiront en moins de deux ans de la carrosserie Pourtout qui a trouvé sa place dans le grand monde de l'automobile et de l'industrie des carrossiers. La plus belle voiture carrossée par M. Pourtout est certainement la Bentley "Streamline", réalisée pour un milliardaire grec. Après la guerre qui l'a meurtrie, l'entreprise ne retrouvera plus son lustre d'antan. Ce n'est pas la seule carrosserie à se développer sur la ville : la carrosserie Laforge, créée en 1921, se spécialisera après 1945 dans la fabrication de centres mobiles médicaux.

Une Delage D8-120 Aéro Project de 1937 carrossée par M. Pourtout, entièrement rénovée.

1938 ▼ Plusieurs entreprises rueillloises exportent leur production dans le monde entier : Mayoly Spindler, Bernard-Moteurs, Bauchet et C^ie, Wood-Milne.

La crise des années 1930 révèle un besoin de régulation économique et sociale

EN OCTOBRE 1929, UNE CRISE FINANCIÈRE et économique sans précédent s'abat sur la France. Rapidement, elle va s'étendre avec plus ou moins de retard à l'ensemble des pays développés. La France est véritablement touchée à partir de 1931-1932. Les efforts d'assainissement monétaire des années suivantes ne réussissent pas à endiguer la dépression économique qui touche le secteur industriel plus profondément que l'agriculture, encore peu ouverte au marché concurrentiel. Une ville comme Rueil-Malmaison où coexistent d'une part de petits exploitants agricoles qui vendent leur production sur les marchés parisiens et, d'autre part, une industrie en mutation, est touchée profondément. Si le chômage à Rueil constitue l'un des révélateurs de la crise avec plus de 1.200 chômeurs en 1938, l'élection d'un maire communiste, Edouard Boulanger, la même année, témoigne également du désir des rueillois, au vote plutôt conservateur, de chercher des solutions au marasme économique et social de l'époque. En trois ans, de 1936 à 1939, Rueil perd trois mille de ses habitants qui retournent vivre et travailler dans les campagnes.

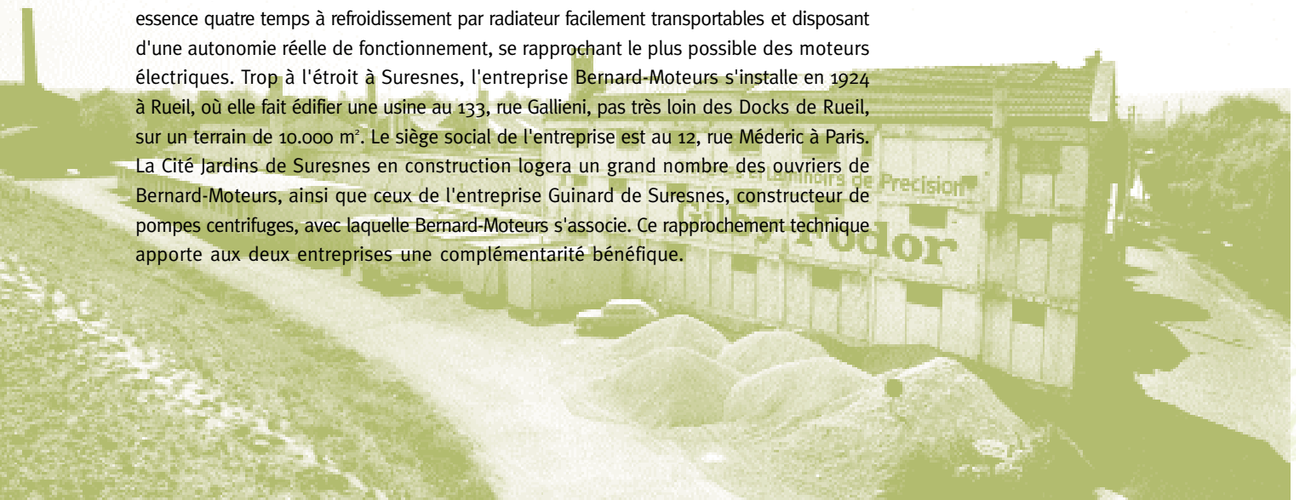


Edouard Boulanger.
Né le 15 novembre 1908, à Asnières, ce comptable de formation habite tour à tour Asnières, Nanterre puis Rueil au 7, rue Vaillant-Couturier. Il adhère au Parti Communiste en 1932. Il est candidat au Conseil général la même année à Asnières, battu par le candidat socialiste. Il est élu conseiller municipal de Rueil en 1936. Le 12 juin 1938, une élection partielle envoie au conseil municipal quinze communistes qui l'élisent maire de Rueil, le 18 juin 1938. Il devient rédacteur au journal l'Humanité. Mobilisé, il est destitué le 4 octobre 1939 comme tous les maires communistes de France. En juillet 1940, il se réfugie en Saône-et-Loire où il est investi de la responsabilité d'opérations clandestines. En 1945, il regagne la Région parisienne mais sans réapparaître dans la vie politique de Rueil.

La crise des années 1930 freine un processus en marche

MALGRÉ L'AMPLEUR DE LA CRISE, des entrepreneurs prennent le risque de créer leur activité souvent sur des niches industrielles. La société anonyme Gilby-Fodor (ou Gilby-Wire), créée en 1932 par Gabriel Fodor (?-1971), produit des tubes en alliage et des bobines de fil d'acier à enregistrer. L'année suivante, Gabriel Fodor crée une filiale, Giltra SA, qui va devenir, après guerre, le leader technique de la transformation des alliages en haute teneur de nickel, cobalt et titane. Ses clients sont les industries pétrochimiques et aéronautiques. Cette tréfilerie et ce laminoir de précision, installée au 29, quai de la Marne (quai Adolphe Gicquel), dans une belle usine moderne sur une partie de l'ancien site chimique de René Moritz au bord de Seine, se spécialisent peu à peu dans la fabrication et la commercialisation de fournitures pour la construction électrique.

DANS UN CONTEXTE DIFFICILE, DES ENTREPRISES se développent néanmoins rapidement à l'image de la société Bernard-Moteurs. Cette entreprise a été créée en avril 1920 à Suresnes par Auguste Bernard. Dans les années 1900, A. Bernard a été directeur des Ateliers Albaret de Rantigny dans l'Oise, la plus importante entreprise française de construction de matériel agricole et de voirie, qui emploie plus de 500 personnes. Avant de voler de ses propres ailes, il fait un passage chez Renault pendant la guerre en tant que collaborateur de Louis Renault. Son idée est de construire des moteurs à essence quatre temps à refroidissement par radiateur facilement transportables et disposant d'une autonomie réelle de fonctionnement, se rapprochant le plus possible des moteurs électriques. Trop à l'étroit à Suresnes, l'entreprise Bernard-Moteurs s'installe en 1924 à Rueil, où elle fait édifier une usine au 133, rue Gallieni, pas très loin des Docks de Rueil, sur un terrain de 10.000 m². Le siège social de l'entreprise est au 12, rue Méderic à Paris. La Cité Jardins de Suresnes en construction logera un grand nombre des ouvriers de Bernard-Moteurs, ainsi que ceux de l'entreprise Guinard de Suresnes, constructeur de pompes centrifuges, avec laquelle Bernard-Moteurs s'associe. Ce rapprochement technique apporte aux deux entreprises une complémentarité bénéfique.



EN 1927, A. BERNARD DÉPOSE UN BREVET INTITULÉ "BLOC BLINDÉ" qui répond à l'objectif fixé par le fondateur à sa création. C'est le premier brevet d'une longue série. En 1929, l'entreprise modernise son matériel et rachète coup sur coup les "Moteurs Conord", entreprise concurrente, une fonderie à Givet et de nombreux terrains à Rueil pour s'agrandir. L'usine de Rueil dispose de quatre lignes de montage qui assurent l'usinage mécanique en série et le montage de moteurs à essence et diesel de 1,5 CV à 40 CV. Bernard-Moteurs fabrique toutes les pièces, sauf les carburateurs qui sont fabriqués par Solex et Zénith. En 1934, après le décès du fondateur, son frère, Frédéric Bernard, prend la présidence de l'entreprise et son fils, Jacques, est nommé administrateur. En 1936, Bernard-Moteurs a fabriqué et vendu 24.400 moteurs dont 125 diesels. En 1938, la fonderie de Givet est transférée à Saint-Satur dans le Cher tandis que l'entreprise acquiert la fonderie Dubarry, qu'elle agrandit et absorbe l'année suivante.

À LA VEILLE DE LA GUERRE, CETTE MAISON FAMILIALE qui compte déjà près de 400 ouvriers constitue l'exemple type de l'entreprise paternaliste dirigée par une famille d'industriels, les Bernard, aux préoccupations sociales permanentes. Par exemple, l'entreprise fait construire des logements et des maisons pour ses ouvriers. Pendant la guerre, Bernard-Moteurs travaille à la fabrication de pièces d'armement pour les Allemands, notamment des pièces pour fusée. En 1941, elle reprend le département "moteurs thermiques" de la SA Japy Frères, qui lui ouvre les portes de la production des moteurs à refroidissement par air. Après la guerre, Jacques Bernard succède à son oncle Frédéric à la tête de l'entreprise. Dans les années 1950, Bernard-Moteurs produira 500 moteurs par jour ; c'est un groupe industriel de 1.200 salariés : 800 à l'usine de Rueil, 300 aux fonderies de Saint-Ouen (aluminium) et de Saint-Satur dans le Cher (fonte), et une centaine au siège.

L'atelier des tours à décolleter chez Bernard-Moteurs en 1959.

23.595 habitants

1939 En raison de la crise économique, 3.000 habitants ont quitté la commune.
▼ Charles Caron, secrétaire général de la mairie, rédige *La petite histoire de Rueil*.

PRÈS DE LA GARE, TOUT À CÔTÉ DES ATELIERS PARTIOT, s'installe au milieu des années 1930 la fameuse fonderie Thomé-Cromback, née de l'association de deux familles de maîtres de forges. Créée en 1871, elle est originaire de Nouzonville dans les Ardennes, où est établi son siège social. À Rueil, la fonderie se développe rapidement, employant une centaine de personnes en 1936. Après Wood-Milne, La Croix de Lorraine, La Roue Française, une quatrième usine de caoutchouc ouvre ses portes au 11, chemin du Gazomètre : la société anonyme française des caoutchouc Spencer-Moulton (vers 1935-1936), spécialisée dans la fabrication de chenilles de caoutchouc pour la construction, le militaire et autres applications industrielles. Celle-ci déménagera en 1960 dans une nouvelle usine moderne à Malesherbes. D'autres entreprises trouvent excellent l'air de Rueil pour s'installer ou développer une activité industrielle. La Manufacture métallurgique de la Jonchère, filiale de la société anonyme des tuyaux Levavasseur au capital de 2,5 millions de francs, est installée à la Jonchère depuis cinquante ans. Ses trente-cinq ouvriers fabriquent tous les types de tuyaux métalliques flexibles pour les pompes à incendie et les arrosements.

LA COMPAGNIE DES SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES ouvre une usine à Rueil 14, rue Masséna. Cette installation s'inscrit dans le cadre de l'essor rapide d'une profession : les producteurs de câbles électriques. Créée en 1902 par M. Fernand Cumont, sous le nom de Compagnie des Signaux pour Chemins de fer, avec l'aide du groupe financier Empain, elle étend dans les années 1920 son activité à la fabrication des câbles électriques, puis à celle des lampes. Les années 1920 sont marquées par l'apparition du premier circuit de voie électronique (dit "à fréquences musicales"), ainsi que par les équipements de blocs automatiques à signaux lumineux, les BAL. Elle devient alors la Compagnie des Signaux et d'Entreprises Electriques (CSEE) et prend une part importante à la création de la SAGEM, Société d'Application Générale d'Electricité et de Mécanique (machines-outils, téléimprimeurs, matériel de défense). L'usine de Rueil fait travailler au milieu des années 1930 une centaine de personnes.

DANS UN TOUT AUTRE REGISTRE, LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU VIALIT, spécialisée dans les revêtements bitumineux pour la construction de route, implante une usine et son laboratoire près de la gare de Rueil. La société allemande Agfa Photo, qui s'implante en 1934 sur le marché français, installe son siège social rue du Renard à Paris. Son fondé de pouvoir Heinrich Max Gauditz choisit Rueil pour installer un premier atelier de conditionnement et d'empaquetage de bobines photographiques à base de celluloïd, au 138-140, rue des Bois. L'installation en France de cette société allemande créée à Berlin en 1888 s'inscrit dans l'action de commercialiser le film couleur Agfa, qui vient d'être mis au point en 1935. Trente ans plus tard, Agfa-Gevaert choisira Rueil pour implanter son siège social. La société Jetlac, qui a installé en 1926 au 1-3, avenue de Chatou une des fabriques les plus importantes de vernis et de couleurs métalliques, décide d'agrandir son outil de production, et cela malgré la pétition de 202 signatures de riverains "contre" cette extension. Si Rueil demeure jusqu'à la fin des années 1930 une grosse bourgade à l'aspect plutôt rural, où prédominent les exploitations agricoles cultivant encore quelques arpents de vigne, des céréales, des légumineuses et des arbres fruitiers, une cinquantaine d'entreprises industrielles de belle taille s'est installée sur l'ensemble du territoire de la commune en moins de trente ans.

Appareil photo à soufflet Agfa.

L'usine Vialit et sa haute cheminée marquera longtemps le paysage des bords de Seine

Vialit s'installe dans l'ancienne fabrique d'eau de Javel de René Moritz

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU VIALIT, créée en 1925, est restée longtemps spécialisée dans les enduits superficiels, les émulsions de bitume et les enrobés. Puis, elle a mené une activité d'entretien du réseau routier en France, à partir de centres de travaux implantés en Bretagne et en Région parisienne. Très tôt, elle met au point des techniques originales d'enduisage des chaussées. En 1936, elle achète à Rueil-Malmaison, aux 7 et 9, rue des Martinets une ancienne fabrique d'eau de Javel qu'elle transforme en usine de production de produits bitumineux. Elle y aménage également un atelier de mécanique et son laboratoire de recherches où l'on procède à de nouveaux essais, en particulier sur les pulvérisateurs pour répandeuse et les dispositifs de gravillonnage. En 1965, un poste d'enrobage ultra-moderne, un Marini automatique de 75 tonnes/heure, flambant neuf, est installé sur les terrains. Reprise par le pétrolier Esso en octobre 1970, Vialit intègre, le 1er avril 1971, la nouvelle société Viafrance qui vient d'être créée pour reprendre les activités de Viasphalte en France. C'est sur ce terrain qu'Esso implantera son siège social en 1989. En face du pétrolier sera édifié le siège du Groupe Vinci, aujourd'hui maison mère de Vialit, par l'intermédiaire d'Eurovia.

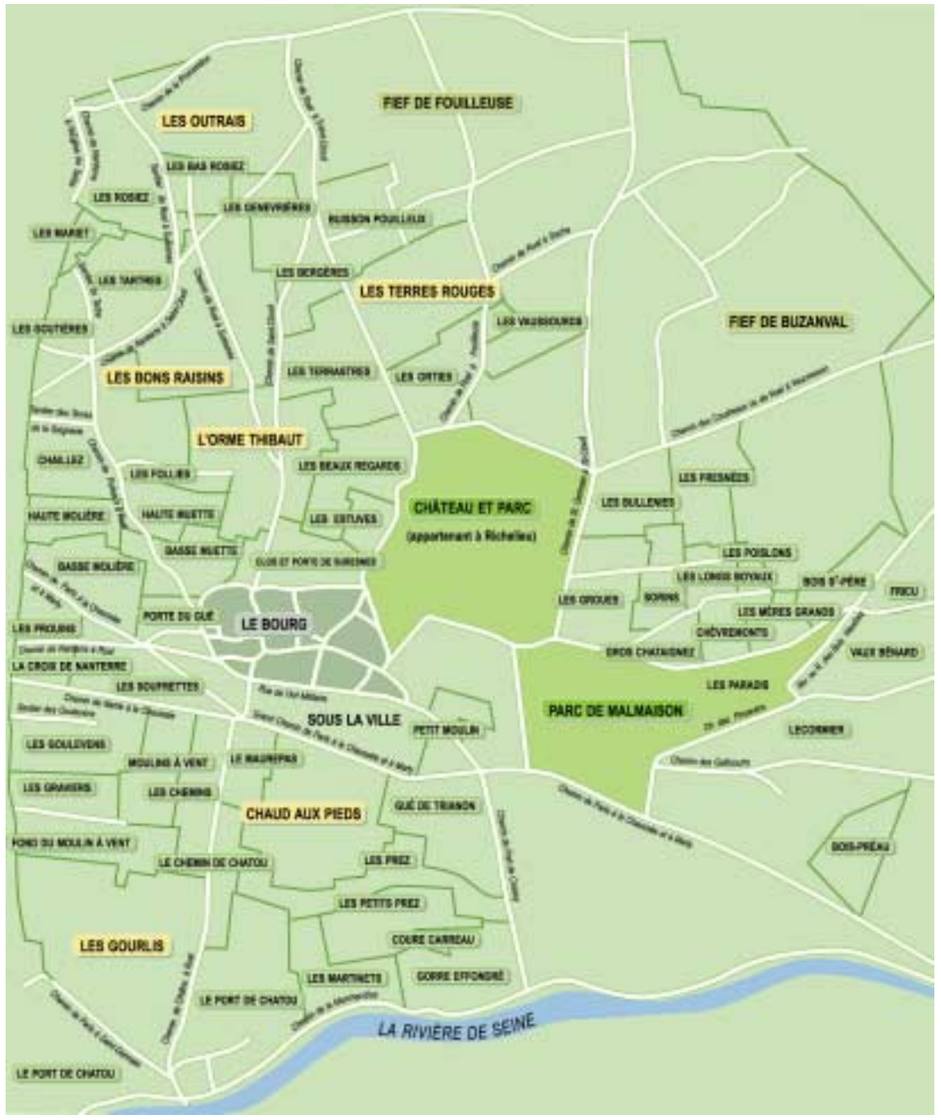
Atelier de mise en œuvre d'enduit composé d'une répandeuse à vapeur fabricant et pulvérisant simultanément l'émulsion de bitume - fin des années 1930.

PLUSIEURS ENTREPRISES RUEILLOISES EXPORTENT leur production dans le monde entier : Cuttat, Bernard-Moteurs, Bauchet et Cie, Wood-Milne et Mayoly Spindler. Toutefois, la crise sévit toujours durement et, à la fin de l'année 1938, 1.200 des 26.000 habitants de Rueil sont inscrits au chômage. La crise est si profonde qu'un maire communiste, le seul dans l'histoire de Rueil, est élu en 1938 : Édouard Boulanger. Cette élection témoigne du passage progressif d'une ville agricole à une ville de plus en plus habitée par des ouvriers. La ceinture rouge se referme... Après la déclaration de guerre, E. Boulanger est destitué le 4 octobre 1939, comme tous les maires communistes de France. L'économie rueilloise se prépare à affronter les années noires de l'Occupation.

EN 1939, RUEIL-MALMAISON EST TOUJOURS UNE COMMUNE À DOMINANTE RURALE. Toutefois, depuis les années 1910, elle est entrée de plain-pied dans l'ère industrielle. La Grande Guerre est le moment clef de ce passage du primaire au secondaire. Des entreprises au grand renom comme Partiot, Bernard-Moteurs, Cuttat, Bauchet, La Croix de Lorraine, Wood-Milne, ont installé et développé leur activité. À côté de cette grande industrie s'est déployée une industrie mécanique, photographique, électrique, du caoutchouc très réactive. La crise des années 1930 avait été un premier avertissement ; la guerre va mettre à l'épreuve ce tissu industriel encore neuf.

1939 ▼ Rueil-Malmaison, bourgade d'aspect rural où prédominent des petites exploitations agricoles et une bonne cinquantaine d'entreprises industrielles.

Rueil en 1680

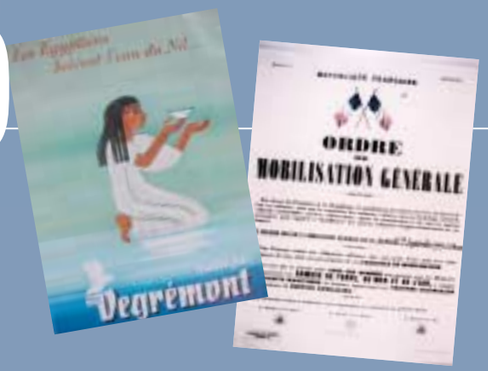


Les principales industries de Rueil en 1939

1 - Gilby-Wire, puis Gilby-Fodor (tréfileries)
2 - Société Française du Vialit (construction de routes)
3 - Cuttat (machines-outils)
4 - Ateliers Partiot (cémentation)
5 - Fonderies Thomé-Cromback
6 - Huiles Veedol (ex. Huiles minérales H. Marville)
7 - Poliet et Chausson (matériaux de construction)
8 - Société des caoutchoucs Spencer-Moulton
9 - Croix de Lorraine (caoutchouc)
10 - Laboratoire pharmaceutique Mayoly Spindler
11 - Aéromécanique (chaudronnerie et tôlerie)
12 - Etablissement Bauchet (papier photographique)
13 - Remorques Titan
14 - Cycle Hurtu, puis Carrosserie Pourtout
15 - Gazomètre, Société des Eaux et de l'Éclairage
16 - Société des Appareils centrifuges Sharples
17 - Etablissements Simonot
18 - Wood-Milne (talons et semelles en caoutchouc)
19 - Christensen (cartes postales)
20 - La Truelle (mécanique générale)
21 - Blanchisserie Poulard
22 - Manufacture française d'appareils duplicateurs
23 - Compagnie des signaux et d'entreprises électriques
24 - Scierie Mérisse
25 - Produits pharmaceutiques Opodex (Ex. Télémécanique)
26 - Grégoire (émaux et couleurs vitrifiables)
27 - Laboratoires pharmaceutiques Drouet et Plet
28 - Cie générales des machines parlantes Pathé-France
29 - Etablissements Chanard (chauffage et aération)
30 - Edouard Belin (télégraphie et mécanique de précision)
31 - Ateliers Grognard (ex. Bridault) (planage sur métaux)
32 - Manufacture métallurgique de la Jonchère
33 - Arsenal de Rueil
34 - Bernard-Moteurs
35 - La Thermonite (fabrication de métaux)
36 - Société française des fabrications aéronautiques
37 - Etablissements des cycles Rossi
38 - La Roue Française (caoutchouc par procédés mécaniques)
39 - Manufacture des craies Robert
40 - Fabrique d'eau gazeuse Henri Belle
41 - Forceries de Rueil Jules Parent

Deuxième partie

La mixité des activités économiques perdure (1940-1970)



De la Seconde Guerre mondiale aux Trente Glorieuses : les assises du futur

De la Seconde Guerre mondiale aux Trente Glorieuses : les assises du futur

Le déclenchement de la guerre ouvre une période trouble remettant en question le développement d'un certain nombre d'entreprises rueilloises. Pendant cinq ans, celles-ci vont souffrir des conséquences du conflit : pénurie de matières premières, occupation des locaux, destruction ou pillage de l'outil de production, etc. Les entrepreneurs décident de relever la tête en apportant des solutions aux séquelles de l'Occupation sur la vie de leurs salariés. À la Libération, ils sont parmi les premiers à participer à l'effort de reconstruction et de modernisation du pays en mobilisant leurs forces pour le redémarrage de l'activité économique. L'industrialisation de la ville reprend son essor sans discontinuité jusqu'aux années 1960. Pendant les vingt cinq ans de mandat du maire Marcel Pourtout (1947-1971), la mixité des activités économiques perdure : l'agriculture achève son cycle avec le maintien d'une activité maraîchère importante alors que l'industrie touche le zénith et que s'établissent les premiers sièges sociaux.

L'industrie renforce sa présence avec l'installation de nouvelles activités et le développement d'autres plus anciennes. C'est pendant cette expansion industrielle que des unités de recherche et de services s'implantent à Rueil : l'IFP, Degrémont, la Télémécanique, la Société Française d'Optique et de Mécanique, Riber, Technip, etc. Le premier développement du tertiaire s'inscrit dans le cadre de l'installation de sièges sociaux de grands groupes français ou internationaux, et cela à partir de la fin des années 1950 : Agfa-Gevaert, Bahlsen, Christian Dior, Ciba, Ford France, General Foods France, Goodyear France, Léonard Fashion, Sandoz, Schwartz-Hautmont, Socea, Upsa, 3M, etc. Développement industriel, amorce sérieuse d'une tertiarisation mais aussi renouvellement des infrastructures urbaines et croissance démographique rapide, constituent les quatre éléments clés et fédérateurs des trente glorieuses à Rueil. Une ville industrielle et moderne surgit dans le cadre d'un espace toujours agricole, ce qui fait le charme de la ville jusqu'à la fin des années 1960.

En quatre chapitres, la seconde partie retrace l'histoire économique de la ville de la déclaration de guerre de 1939 à l'année 1970. Le chapitre 4 reviendra sur les périodes de la Seconde Guerre mondiale, de la Libération et de la reconstruction. Le chapitre 5 retracera les vingt-cinq ans ininterrompus de prospérité économique et de développement industriel tandis que les deux chapitres suivants, 6 et 7, aborderont successivement la genèse d'un pôle de recherche et développement et l'installation des premiers sièges sociaux sur le sol de la commune.

Le recensement des activités industrielles et commerciales réalisé en août 1940 en exécution de l'Arrêté préfectoral du 28 juillet 1940 est un bon indicateur sur la léthargie de l'industrie rueilloise en cette fin d'été 1940. La plupart des industries sont fermées et celles qui répondent au recensement sont, pour la plupart, en situation précaire : pénuries de matières premières, non-paiement par l'État des commandes militaires, salariés prisonniers, occupation des usines par les allemands, etc. Depuis la destitution du maire communiste Edouard Boulanger, la ville est dirigée par des administrateurs spéciaux, puis par une délégation spéciale à partir du 2 octobre 1940. La situation revient si l'on peut dire à la normale avec la nomination de Marcel Pourtout comme maire, par l'Arrêté préfectoral du 5 mai 1941.

Avant la signature de l'Armistice, plusieurs usines sont occupées et pillées par les occupants. Les Allemands réquisitionnent aussitôt l'Ecole ménagère, l'Ecole primaire Tuck-Stell, l'usine Cuttat et l'Arsenal. Tandis que l'occupation suspend le processus de développement économique de la ville, les industriels cherchent des solutions au marasme industriel et à la pénurie générale. C'est ainsi que des chefs d'entreprise prennent la décision de créer en 1941 le Groupement interprofessionnel Nanterre-Rueil (GINR). De par ses nombreuses exploitations agricoles toujours en activité, Rueil fait également un retour "forcé" à la terre. Si la ville nourrit la capitale pendant ces années de disette, elle souffrira tout autant de la pénurie alimentaire. La Libération et les premiers mois de redémarrage économique sont tout aussi difficiles pour les rueillois : les entrepreneurs vont être sollicités pour faire repartir l'économie de la ville.

La guerre et ses conséquences

Après la destruction du pont de Chatou, une passerelle à péage est mise en place.

Les entreprises subissent la défaite

LES COMBATS DE JUIN 1940 TOUCHENT RUEIL : Paris et sa banlieue sont bombardés le 3 juin ; le pont de Chatou est détruit le 13 juin ; les Allemands sont en ville le 14 juin et imposent, dès le 18 juin, un nouveau règlement aux rueillois. Soixante-dix ans après la bataille de Buzenval en 1870, la ville est de nouveau aux mains de l'occupant. L'arche centrale du pont de chemin de fer ne sera reconstruite que l'année suivante tandis que le pont-route également touché est remplacé par une passerelle à péage. Dès le 12 juin, les commerces ferment et un grand nombre de rueillois fuient devant l'envahisseur. C'est le début de l'exode. Les services de la mairie, le commissariat, les PTT, etc., partent sur les routes, emmenant avec eux fonds et archives alors que les Allemands font leur entrée dans une ville inquiète.

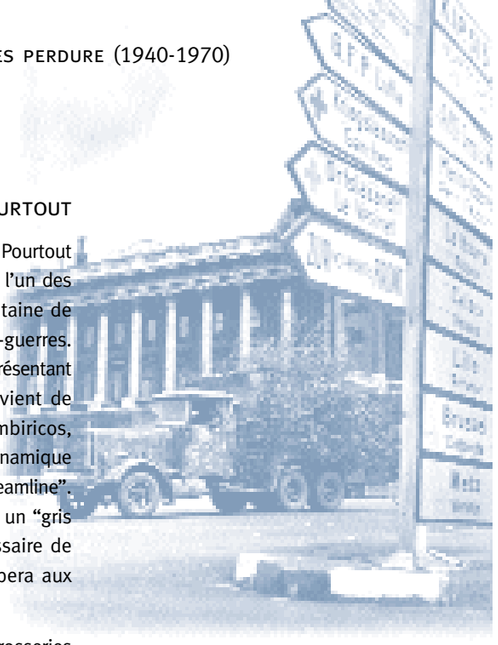
FACE AU VIDE ADMINISTRATIF, LA PRÉFECTURE DE VERSAILLES nomme le 13 juin une commission provisoire chargée d'administrer la commune. Elle est présidée par l'industriel Charles de Poix. Jusqu'à la nomination en tant que maire de Marcel Pourtout le 5 mai 1941, la Délégation spéciale essaie de parer au plus pressé. C'est Charles de Poix qui a proposé Marcel Pourtout à cette charge au Préfet de la Seine. Les questions sociales, notamment le chômage (voir tableau), l'aide aux prisonniers et le ravitaillement, sont les principales préoccupations du conseil municipal et des habitants. Le 13 février 1941, la ville crée un poste d'assistante sociale au service d'aide sociale des habitants ; le 26 novembre suivant, le maire nomme un chef de service "ravitaillement".

L'exode des rueillois.

Chômeurs de Rueil-Malmaison indemnisés par le fonds de chômage départemental (trimestriel) 1941-1945

01/1941	1.701	01/1942	309	01/1943	118	01/1944	20	02/1944	85
04/1941	1.227	04/1942	257	04/1943	72	04/1944	15	04/1945	40
07/1941	576	07/1942	161	07/1943	43	07/1944	16	07/1945	24
10/1941	675	10/1942	131	10/1943	23	10/1944	21	10/1945	36

Source : Archives départementales de Nanterre, cote 39W51.

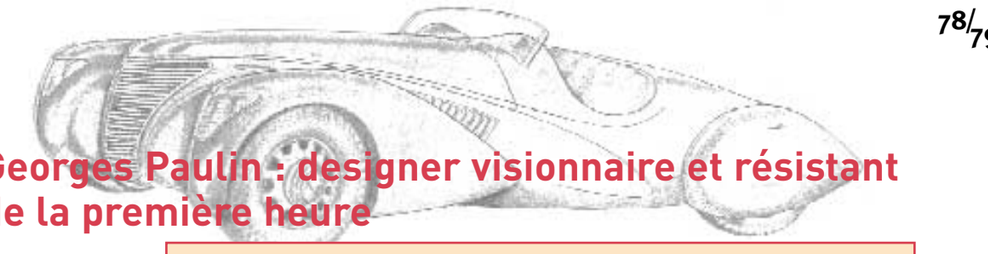


De la défaite à l'exode : l'exemple de la carrosserie Pourtout

DU DÉCLENCHEMENT DU CONFLIT À SA NOMINATION en tant que maire, Marcel Pourtout est passé par toutes les situations. En 1939, sa carrosserie est au zénith. Il est l'un des grands noms de la profession. L'industriel dirige une entreprise d'une soixantaine de personnes qui vient de carrosser l'une des plus belles voitures de l'entre-deux-guerres. Il se permet même de refuser de travailler pour Ford. En 1938, contacté par le représentant de Rolls-Royce et Bentley en France pour habiller un châssis Bentley que vient de commander le milliardaire grec et pilote de course vivant à Paris, N. S. Embiricos, M. Pourtout réalise avec son désigner attitré Georges Paulin une voiture aérodynamique aux proportions remarquables. Cette voiture devient célèbre sous le nom "la Streamline". Equipée d'une carrosserie en aluminium carénée sous le châssis et peinte en un "gris spécial irisé" créé spécialement par le carrossier pour être assorti au nécessaire de toilette du milliardaire, elle est livrée le 6 juillet 1938. Cette voiture participera aux premiers 24 heures du Mans de l'après-guerre (1949).

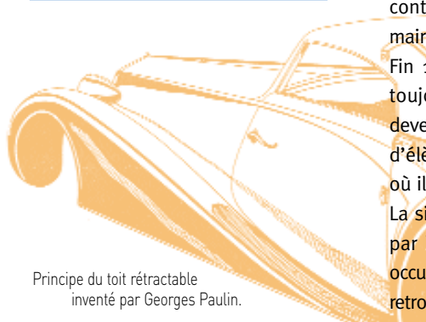
LA GUERRE DÉCLARÉE, LA CARROSSERIE POURTOUT doit abandonner les carrosseries spéciales pour d'autres productions de guerre bien moins éclatantes. Un grand nombre de ses ouvriers sont appelés sous les drapeaux. Pendant la "Drôle de guerre", il carrosse néanmoins des ambulances sur des châssis Chevrolet pour le compte des sections sanitaires américaines en France, l'American Volunteers Ambulance with French Army. C'est au volant de l'une de ces quatre-vingt-dix ambulances que Marcel Pourtout prend le 12 mai 1940 la direction de Givet dans les Ardennes, afin d'évacuer les civils de l'hôpital, menacés par l'avance rapide allemande. Les chars de Guderian étant arrivés les premiers sur la Meuse, le convoi sanitaire doit regagner Paris, le 16 mai, transportant de nombreux blessés de la bataille de Sedan. M. Pourtout a parfaitement saisi la situation et ne se fait plus d'illusion sur l'issue de la bataille. De retour à Rueil, il fait réparer ces ambulances, qui ont souffert des attaques allemandes, et prépare l'évacuation de son personnel vers le Sud de la France. Il songe à ouvrir un atelier de fortune au-delà de la Loire.

POUR PROCÉDER À L'ÉVACUATION DE SON PERSONNEL et du matériel qui peut être amené, il utilise les ambulances. La plupart de ces véhicules n'iront pas plus loin que Saint-Aignan-sur-Cher, village natal de Marcel Pourtout. Quelques-uns atteindront le Pays Basque. En septembre, le carrossier est de retour à Rueil. Ne voulant pas travailler pour les forces d'occupation, il ne reprend dans ses ateliers que quelques salariés. Les Allemands réquisitionnent la carrosserie où sont effectués quelques travaux d'entretien. À la fin de l'année 1940, M. Pourtout reçoit l'ordre des Allemands de rapatrier les ambulances américaines à Paris, qui rejoignent ainsi le parc du service sanitaire de la Wehrmacht. Nommé maire de la ville par l'arrêt préfectoral du 5 mai 1941 en tant qu'ancien combattant décoré de la Légion d'honneur à titre militaire, M. Pourtout se dévoue pleinement à la mission d'aide à la population rueilloise. N'ayant jamais fait de politique auparavant, il apprend "sur le tas" en prenant à cœur sa mission sociale. Peu après, il apprend l'arrestation de son ami et designer émérite Georges Paulin, lequel est fusillé comme résistant le 23 mars 1942 au fort du Mont Valérien, coupable d'appartenir à un réseau de renseignements anglais.



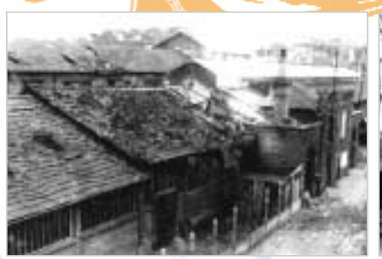
Georges Paulin : designer visionnaire et résistant de la première heure

GEORGES PAULIN, NÉ EN 1902 À PARIS, PASSE UNE ENFANCE PAUVRE près des fortifications de Paris. Elève doué mais ne supportant pas la discipline scolaire, il travaille à l'âge de quatorze ans comme prothésiste dentaire. La mort de sa mère, tuée par l'armée allemande en 1918, marque l'adolescent. Dès son plus jeune âge, il révèle des dons exceptionnels de dessinateur et de créateur. En 1931, il dépose son premier brevet de toit rétractable. En 1934, les premières Peugeot Eclipse construites selon ce brevet font partie du catalogue du constructeur automobile. De 1934 à 1939, on l'a vu, il est le designer attitré et ami du carrossier M. Pourtout. Il dessine pour lui une Delage D8, puis des Talbot Lago dites "goutte d'eau", les voitures de course Riley, le roadster Matford, les roadsters Darl'mat Peugeot qui s'illustrent au Mans en 1937 et 1938, le cabriolet et le coupé Darl'Mat. Les dirigeants du groupe Rolls-Royce Bentley lui font un contrat exceptionnel pour s'assurer de l'exclusivité de ses travaux de designer et surtout d'aérodynamicien. En juillet 1940, quelques jours après l'armistice, il s'engage avec le carrossier Jacques Kellner, président de la chambre syndicale de la carrosserie, et Roger Raven, un ferreur des ateliers Pourtout, dans les rangs du Special Operations Executive (SOE). Ce mouvement a été créé à l'été 1940 par Winston Churchill pour lutter contre les nazis. Dénoncé à la Gestapo par les services français du deuxième bureau de Vichy, il est arrêté le 1er novembre 1941, condamné à mort par le tribunal militaire allemand de Paris et fusillé le 23 mars 1942 au Mont Valérien. Cité à l'ordre de l'armée et décoré de la médaille militaire, Georges Paulin et ses compagnons n'ont pas reçu la médaille de la Résistance au prétexte qu'ils ont opéré pour un réseau anglais.



Principe du toit rétractable inventé par Georges Paulin.

EN SEPTEMBRE 1941, LA CARROSSERIE ne compte plus que cinq ouvriers. La firme allemande Léonard Moll, qui se rendra célèbre sur le Mur de l'Atlantique pour l'Organisation Todt, rachète les dix derniers châssis Bentley à l'American Legion. La carrosserie Pourtout survit tant bien que mal. À la suite d'une opération de la résistance contre la caserne, les Allemands se rendent à la mairie, réclamant des otages. Le maire leur tient tête en s'offrant comme otage. Il n'y aura pas de suite à cette affaire. Fin 1942, il ne reste plus qu'un ouvrier à la carrosserie et les Allemands occupent toujours une partie des ateliers. Pour éviter l'occupation complète de la carrosserie devenue sans activité, M. Pourtout installe un centre d'apprentissage d'une cinquantaine d'élèves. Avant leur fuite, le 17 août 1944, les Allemands font sauter la carrosserie où ils ont stocké une réserve de fils téléphoniques. Les ateliers sont en partie détruits. La situation est difficile pour le maire entrepreneur à la Libération : évincé de la mairie par les FTP d'obédience communiste, son outil de production a été anéanti par les occupants et les clients comme les voitures se font très rares. En mars 1945, la carrosserie retrouve une petite activité avec deux ouvriers. Elle axe son développement sur la remise en état de voitures d'avant guerre.



Avant leur fuite, les Allemands dynamitent la carrosserie Pourtout.

1939 Délégation spéciale désignée par le Président de la République, le 4 octobre.

1940 Destruction du pont de Chatou (13 juin) ; les Allemands entrent à Rueil (14 juin) et imposent un nouveau règlement à la population (18 juin).

Occupation, pillage et destruction de l'outil industriel

PENDANT LA GUERRE, LES ÉVÉNEMENTS montrent le rôle majeur joué par la banlieue agricole parisienne qui assure à elle seule une bonne partie du ravitaillement de la capitale. Dans ce contexte de privation alimentaire, Rueil achalande Paris. La population doit accepter les dures conditions de l'occupation et vit en partie dans la pénurie. Si des bombes tombent sur Rueil à plusieurs reprises, la ville sera néanmoins épargnée ; on dénombre 417 alertes entre 1939 et 1945. La plus importante attaque aérienne est celle du 28 juin 1942 : des bombes éclatent sur le champ de course de Saint-Cloud et les Cités Jardins de Suresnes. Le groupe scolaire de Buzenval est également touché. Rueil ne souffrira pas comme Boulogne-Billancourt, Gennevilliers ou Colombes des raids alliées qui visent en priorité les usines produisant pour les forces de l'Axe. Cependant les Allemands contrôlent plusieurs sites industriels stratégiques à Rueil : l'Arsenal d'abord et les grandes usines de mécanique et de matières premières. Certaines seront occupées pendant tout le conflit ; leurs propriétaires seront indemnisés à la fin de la guerre au titre des dommages de guerre, dans des proportions parfois assez importantes.

L'ENQUÊTE RECENSANT LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES réalisée en août 1940 constitue une source de premier ordre sur la situation des entreprises à cette date. La Société des appareils centrifuges Sharples indique que son activité a repris avec une vingtaine d'ouvriers mais qu'elle manque de tout. La société Chanard a ré-embauché la moitié de son personnel, soit une vingtaine d'ouvriers tandis que l'entreprise de mécanique L. Truelle, 8, rue Becquet, se trouve dans l'impossibilité de payer les salaires de ses ouvriers. Les Établissements Partiot se heurtent au même problème en raison du non-paiement par l'État des commandes de guerre. Si la plupart des entreprises industrielles répondent qu'elles peuvent changer d'activité, Wood-Milne répond par la négative, argumentant qu'elle ne peut pas reprendre son activité en raison de la pénurie de matières premières et de moyens de transport. La réponse de Marcel Pourtout à la question de savoir si les disponibilités financières sont suffisantes pour payer les salaires est concise : “oui, si toutefois, je suis payé moi-même”. La Roue Française explique qu'elle peut reprendre immédiatement sa production avec une quarantaine d'ouvriers en sachant qu'elle peut en occuper jusqu'à 400 (!) dans son usine de Rueil. L'entreprise Cuttat n'aura pas à répondre à ce questionnaire : dès leur entrée en ville, les troupes allemandes, bien renseignées, ont mis la main sur ses installations industrielles.

Le bataillon de Rueil-Malmaison.

CUTTAT EST UNE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES qui va le plus durement souffrir des conséquences de l'occupation allemande. À la suite d'un ordre de repli du ministère de l'Armement trop tardif pour permettre l'évacuation d'une partie du matériel et des archives, l'usine de Rueil est abandonnée en juin 1940. Elle est occupée immédiatement par un organisme allemand chargé de la réparation de matériel d'armement appelé Waffen-Werkstatt. Ce service quitte l'usine en février 1942, remplacé par la firme allemande Pittler, la principale concurrente d'avant-guerre de Cuttat, qui nomme un administrateur allemand à sa tête, Karl Roëmer. Cet acte élimine toute possibilité d'ingérence des dirigeants des Établissements Cuttat dans l'activité de leur entreprise.

AU COURS DE LEUR OCCUPATION, c'est-à-dire du 14 juin 1940 jusqu'à la Libération, les Allemands vont évacuer une partie du matériel à Satory et vers d'autres destinations inconnues. Des machines en attente d'expédition sont entreposées sur les terrains de la Société Française du Vialit. Les occupants procèdent également au ferraillage des machines dont ils n'ont pas l'emploi alors que celles laissées sur place sont utilisées à plein régime et leur entretien sacrifié à la production militaire. Tous le petit outillage et les matières consommables sont utilisés ou pillés. Avant son départ, la maison Pittler détruit tous les montages de fabrication, modèles de fonderie, plans et archives techniques et comptables de l'entreprise occupée.

LES DIRIGEANTS DE CUTTAT SIGNALENT ENTRE 1942 et 1944 quatre sinistres, en précisant bien qu'aucun de ceux-ci n'a été occasionné par un bombardement ou un acte militaire. À la Libération, un volumineux dossier de dommages de guerre est constitué dans lequel sont rassemblés des certificats attestant que l'usine a été pillée et occupée systématiquement par les Allemands. Le Commissaire de Police de Rueil ainsi qu'un grand nombre d'ouvriers employés par les Allemands déposent à la Préfecture dans ce sens. Un rapport d'expertise est rédigé durant le 1er semestre 1945 pour évaluer l'ensemble des dégâts ; il compare la situation de l'usine et des machines en 1939 et en 1945. À titre provisoire, l'entreprise est autorisée à terminer la production industrielle des machines Pittler en cours de fabrication. La production est néanmoins totalement désorganisée. Il manque environ la moitié des matériels de production, soit une centaine de machines-outils. En raison de l'ampleur des spoliations et des pertes, le dossier de dédommagement mettra du temps à être finalisé. En 1949, l'entreprise recevra la somme de 33,7 millions de francs de dommages de guerres. La même année, la Télémécanique Électrique rachète l'usine, qui n'a jamais pu retrouver son activité d'avant le conflit.

1940 ▼ Occupation allemande de plusieurs usines, notamment Cuttat, Bauchet et Bernard-Moteurs.

1941 ▼ 25.150 habitants

L'OCCUPATION PAR LES FORCES DE L'ARMÉE ALLEMANDE des Établissements Bauchet du 16 juin 1940 au 24 août 1944 ouvre également à la Libération un important dossier de dommages de guerre. Les dégradations sont importantes. Le montant estimé est de 3.830.000 francs ; mais c'est dix millions de francs de travaux qui seront nécessaires pour remettre en état de marche et moderniser l'entreprise. Les dirigeants décident le renforcement et la mise à niveau des planchers ainsi que la réfection de la toiture. Autre bénéficiaire d'indemnisation pour dommages de guerre, l'entreprise Nadella, spécialisée dans la production de roulement à aiguilles. Son usine de Levallois ayant été endommagée, elle en profite pour transférer en 1948 son siège social et sa production à Rueil, au 96, rue d'Estienne d'Orves. Dernier exemple, les Etablissements Monin, 20, avenue des Chateaupieds, spécialisés dans la production de charnière, découpage et emboutissage, quittent Rueil pour s'installer à Nogent-le-Rotrou. En effet, leurs ateliers ont sauté au départ des Allemands.

Les dommages de guerre permettront la reconstruction de l'outil industriel.

Les entrepreneurs relèvent la tête

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE RUEIL pendant la guerre s'inscrit dans une phase générale de ralentissement économique et, à partir du second semestre 1943, de chute brutale de l'activité. Face à ce marasme industriel et à la crise sociale qui suit, le patronat de Rueil et de Nanterre prend la décision de former un Groupement inter-professionnel de défense de leurs actifs. Il souhaite apporter collectivement des solutions aux problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les entreprises et leurs salariés.

Création d'un organisme patronal à objet social : le Groupement interprofessionnel de Nanterre-Rueil (GINR), ancêtre du GIROP

MOINS ACTIFS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE, les chefs d'entreprise se mobilisent rapidement sur le terrain social. En juin 1941, trois industriels des deux communes créent le Groupement interprofessionnel de Nanterre-Rueil (GINR) : Étienne Partiot des Ateliers Partiot Cémentation, Henri Patin de la Fonderie de Précision et Charles de Poix des Établissements Bauchet. C'est chez ce dernier que se tiennent les premières réunions de travail du Groupement d'entreprises. Nanterre plus que Rueil est une ville où l'industrie a joué un rôle essentiel depuis le 19e siècle. Des entreprises de tout secteur ont développé sur ce territoire une activité économique importante, en particulier sur les bords de Seine, le long des voies de chemin de fer, près du centre ville et sur les abords de la route Paris-Cherbourg (N13).

1941 Marcel Pourtout, carrossier, nommé maire par l'arrêté ministériel du 5 mai.
▼ Création du Groupement interprofessionnel de Nanterre-Rueil (GINR).

Nanterre : une tradition industrielle ancienne

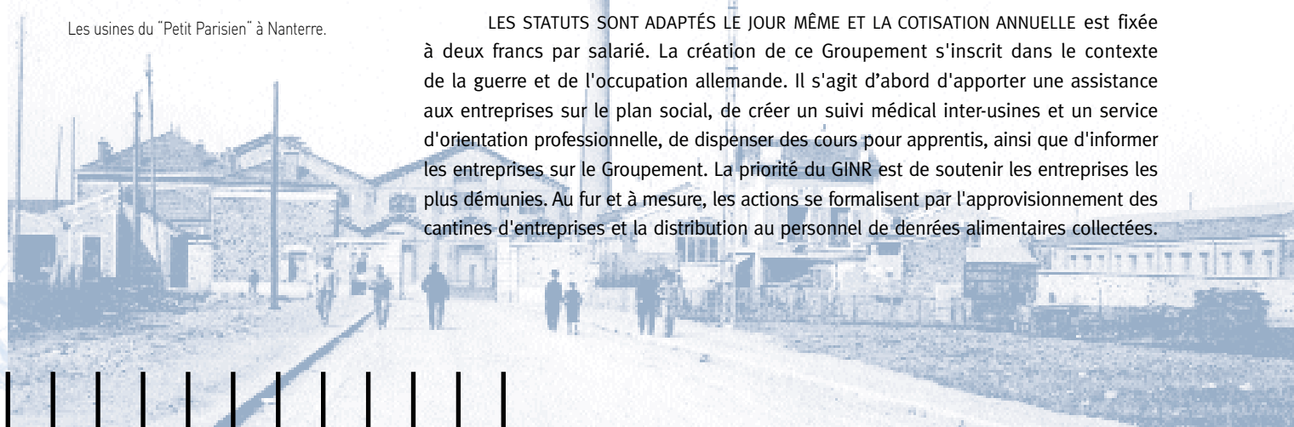
L'usine d'alcool de menthe du Docteur Pierre.

LA TRADITION INDUSTRIELLE DE NANTERRE remonte en partie à la Seconde Révolution industrielle liée à l'électricité, au pétrole et la chimie. Avant celle-ci, Jean-Antoine Chaptal (1756-1832) a installé une usine de produits chimiques à La Folie en 1808 et Paul Morin a créé une fabrique d'aluminium en 1857. L'ouverture de la gare de chemin de fer en 1838 a été l'un des éléments fédérateurs de ce développement industriel. Alors que les vignes disparaissent à partir de 1900, des entreprises importantes s'installent : l'usine d'alcool de menthe du Docteur Pierre, une papeterie, des fonderies et une fabrique de biscottes. Les carrières de pierre à bâtir, épuisées, sont louées à des champignonnistes. Dans l'entre-deux-guerres, cette industrialisation se poursuit tout en se diversifiant. Les raisons en sont multiples : de nombreux terrains vacants notamment sur les rives de la Seine, un bon réseau de communication avec la route Paris-Cherbourg et le passage de deux lignes de chemin de fer, un territoire relativement uniforme hormis les contreforts du Mont Valérien, surtout la grande tradition industrielle des communes voisines de Colombes, Suresnes et Puteaux qui incite des industriels à s'implanter à Nanterre par insuffisance de place dans ces villes industrielles.

DANS LES ANNÉES 1930, cette diversification se poursuit et, à la veille de la guerre, plusieurs grands secteurs d'activité composent le tissu industriel de la ville : fonderie (Fonderies de bronze de Nanterre et de Lyon, Fonderie de Précision, Nouvelle Artillerie, Aciéries de Nanterre, Etablissements Montupet), énergie (Lille-Bonnières & Colombes, Desmarais Frères, Cie Charbonnière de la Seine, Union des gaz, Cie française de charbons pour l'électricité), chimie (Aged, dérivés de goudrons), papeterie et encre (Papeterie de Nanterre, Lorilleux Plume d'Or stylographe), électricité (Société des Accumulateurs électriques ex-Dinin, Compagnie pour la fabrication de compteurs), mécanique (Télémécanique, Ateliers du Chemin de fer de l'État), alimentaire (Heudebert, La Pierrette confiseries et confitures), automobile et aviation (Simca, Société de Fabrication de l'aviation).

E. PARTIOT, H. PATIN ET CH. DE POIX sont rejoints dans leur démarche sociale par une vingtaine de chefs d'entreprises, notamment MM. Sarazin et Blanchet de la Télémécanique Électrique, M. Barrey des biscottes Heudebert, Hubert Cromback de la Fonderie Thomé-Cromback, M. Chaix des Accumulateurs électriques et Jean Esmieu des Appareils centrifuges Sharples. Les initiateurs engagent un collaborateur, Jean Antonio Rosa, pour assumer les fonctions de secrétaire général. Une maison est louée au 17, avenue du Maréchal Joffre à Nanterre afin d'installer les premiers services, à quelques pas de la Télémécanique Électrique. Le 11 juillet 1941 se tient la première réunion constitutive du GINR qui réunit E. Partiot, H. Patin, Ch. de Poix, M. Nicolas (Simca), Paul Arosa (Wood-Milne), J. Sarazin et H. Cromback. Ces sept industriels composent le premier conseil d'administration du Groupement. Le bureau désigne E. Partiot, Président fondateur, P. Arosa, vice-Président, H. Patin, trésorier, et J. A. Rosa, Secrétaire général.

LES STATUTS SONT ADAPTÉS LE JOUR MÊME ET LA COTISATION ANNUELLE est fixée à deux francs par salarié. La création de ce Groupement s'inscrit dans le contexte de la guerre et de l'occupation allemande. Il s'agit d'abord d'apporter une assistance aux entreprises sur le plan social, de créer un suivi médical inter-usines et un service d'orientation professionnelle, de dispenser des cours pour apprentis, ainsi que d'informer les entreprises sur le Groupement. La priorité du GINR est de soutenir les entreprises les plus démunies. Au fur et à mesure, les actions se formalisent par l'approvisionnement des cantines d'entreprises et la distribution au personnel de denrées alimentaires collectées.



Les usines du "Petit Parisien" à Nanterre.

LE GROUPEMENT RÉPOND ÉGALEMENT AUX PRÉOCCUPATIONS DES CHEFS d'entreprises concernant les ordonnances allemandes et les lois de Vichy : législation du travail, Service du travail obligatoire (STO) et recensement des entreprises, de leurs moyens de production, de stocks et de main-d'œuvre, etc. Fidèle à son dessein initial, le GINR ouvre rapidement ses premiers centres médicaux au sein des entreprises Bauchet, Thomé-Cromback, Wood-Milne, Chanard et au siège même du Groupement. Les premiers médecins exerçant dans ces centres sont rémunérés à la vacation et assistés d'infirmières détachées par la Caisse de compensation.

CETTE MISSION MÉDICALE RÉPOND AU VŒU D'ETIENNE PARTIOT, maître d'œuvre de sa mise en place. Ce pionnier de l'action sociale et de la politique familiale dans l'entre-deux-guerres a été l'un des initiateurs du vote de la loi du 11 mars 1932 généralisant les allocations familiales. En 1943, les services de la médecine du travail du GINR prennent de l'importance avec l'engagement de plusieurs médecins. À la fin des hostilités, conformément à la loi du 1er juillet 1901 sur les associations, le GINR est déclaré à la Préfecture de Seine-et-Oise. La parution de sa constitution au Journal Officiel date du 17 mai 1945. La nouvelle association regroupe 97 entreprises adhérentes. En 1950, le GNIR se transforme en Groupement interprofessionnel de la région ouest de Paris (GIROP) et étend ses activités sur neuf communes limitrophes : Rueil-Malmaison, Nanterre, Chatou, Le Vésinet, Croissy, Le Pecq, Saint-Germain-en-Laye, Bougival, Port-Marly.

À PARTIR DU 14 AOÛT 1944, LES ALLEMANDS fuient Rueil en autos, vélos, remorques à chevaux, etc. Le 16 et 17 août, avant leur départ définitif, ils font sauter l'Ecole Tuck Stell qu'ils occupent depuis le début de la guerre, la carrosserie Pourtout et plusieurs usines dont les hangars de La Roue française, avenue Paul Doumer, et l'usine Simonot, près de la ligne de chemin de fer. Une usine est incendiée dans le quartier de la gare tandis que vers minuit une formidable déflagration retentit dans le haut de Rueil dont le souffle se fait sentir dans toute la ville. Il s'agit de l'explosion de la poudrière de l'Arsenal. Les Allemands font sauter les matériels qu'ils ne peuvent pas emmener avec eux dans leur fuite. Les munitions continueront à exploser une partie de la nuit tandis que des bâtiments de l'Arsenal se mettent à brûler ; l'incendie est rapidement circonscrit.

Le premier siège du GIROP à Nanterre.

Le centre médico-social créé à l'initiative d'Etienne Partiot.

LE GROUPE SCOLAIRE ROBESPIERRE, ouvert en 1939, situé à environ 600 mètres de l'Arsenal, est sérieusement endommagé par l'explosion : les vitres de l'école sont brisées et un certain nombre de grands châssis en fer sont défoncés et déformés par l'effet du souffle. D'autres bâtiments publics de la ville sont touchés par les multiples explosions, comme les groupes scolaires des Godardes et de Buzenval. Occupée par les Allemands du 14 juin 1940 au 30 juin 1941, l'Ecole Ménagère est atteinte le 18 août par les effets de l'explosion d'une péniche de munitions amarrée au quai de Bougival. Le lendemain, un train de munitions saute en gare de marchandises. En fin d'après-midi, les Francs-Tireurs Partisans (FTP) s'emparent de la mairie et prient le maire Marcel Pourtout de quitter son bureau. Les combats de la libération de la ville se poursuivent une semaine. Le dimanche 27 août, les premiers éléments de l'armée Leclerc font leur entrée en ville.

Une reprise économique et sociale difficile : le rôle des entrepreneurs

SI LA VILLE N'A ÉTÉ TOUCHÉE NI PAR DE DURS COMBATS, ni par les bombardements aériens, les dégâts sont néanmoins importants dans le domaine industriel. Les six mois qui suivent la Libération sont une période très difficile en matière de gestion de la pénurie. Dans un premier temps, il faut coûte que coûte relancer l'économie. De nombreuses usines ont souffert du passage des Allemands : Cuttat, l'Arsenal, La Roue Française, les Établissements Simonot, etc. La désorganisation est totale jusqu'à la fin de l'année 1944. Le 2 octobre 1944, conformément aux directives données par le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) et le Conseil National de la Résistance (CNR), la municipalité est chargée de reprendre en main la gestion de l'Administration communale. Elle rassemble plusieurs élus de 1939 et des membres du Comité Local de Libération (CLL), et doit faire face à de nombreuses priorités. La première action concrète décidée est le service de goûters pour les enfants des écoles. Après les enfants, ce sont les vieux travailleurs, les sinistrés et les prisonniers de guerre de retour d'Allemagne qui bénéficient de l'aide de la collectivité. Rueil sera l'une des premières villes à prendre des mesures importantes pour porter secours aux sinistrés. Avant l'hiver, une cinquantaine de familles est relogée en ville.

1942 ▼ Des bombes tombent sur Rueil en avril. 417 alertes entre 1939 et 1945.
Georges Paulin est fusillé au fort du Mont Valérien, le 23 mars.

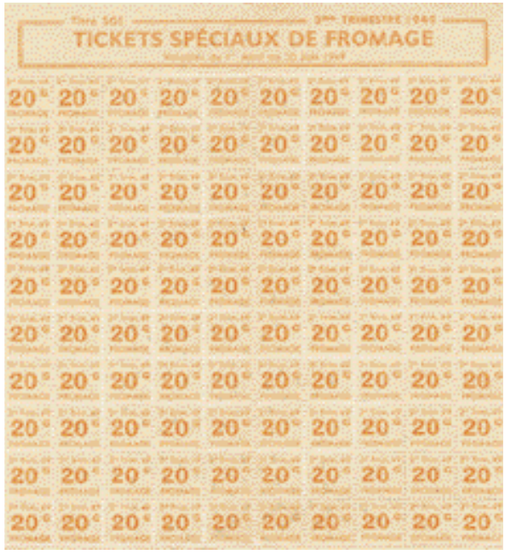
LE REDÉMARRAGE DE L'INDUSTRIE est également l'une des premières préoccupations des Pouvoirs Publics. En septembre 1944, Rueil compte plus de 800 chômeurs et toutes les usines sont fermées ou déclarées sinistrées. Jusqu'à la fin de l'année, la situation demeure critique et sans solution. Le 6 janvier 1945, en mairie, le Comité Local de Libération (CLL), la Municipalité et plusieurs industriels se penchent sur la question de la remise en activité de l'outil industriel de la ville. Autour de la table prennent place les représentants de la CGT et de la CFDT, le président du CLL, l'adjointe au maire sur cette question, Mme Tache, et plusieurs chefs d'entreprise rueillois. L'ordre du jour examine en détail la situation générale des entreprises et les difficultés rencontrées par les industriels pour le redémarrage de leur outil de production.

LES QUESTIONS PRINCIPALES PORTENT SUR LES ATTRIBUTIONS de charbon, de gaz, d'électricité et de matières premières nécessaires au fonctionnement des usines et des transports en général. Une réunion de ce type a un caractère nouveau puisqu'elle réunit des hommes au profil différent qui n'ont pas l'habitude de se côtoyer. Cette rencontre particulière répond d'abord à un besoin d'unanimité. Le 26 janvier, une nouvelle réunion, élargie à d'autres acteurs de la vie civile, est convoquée en mairie. L'objet est de désigner une délégation mandatée pour se rendre, après une demande d'audience, au ministère de la Production Industrielle présenter la situation de la ville afin d'obtenir une assistance au redémarrage économique.

CONDUITE PAR LUCIEN GUIBORA, président du CLL et adjoint au maire, la délégation est reçue le 8 février 1945 par le Directeur du cabinet du Ministre. Elle se compose des grands industriels de Rueil : MM. Partiot, entrepreneur et président du Girop, Rosa, secrétaire du Girop, de Poix, Cromback, Cuttat, les responsables de Wood-Milne et de Bernard-Moteurs, etc., M. Droesch, représentant des artisans, M. Laparlière, représentant la municipalité, MM. Julien et Forray, représentant respectivement la CGT et la CFTC. Après un échange de vues et la remise d'un dossier qui traite en détail de tous les besoins des industriels et artisans pour faire repartir l'économie, la délégation exprime le souhait que des améliorations concernant les attributions de gaz et d'électricité soient apportées et qu'un certain contingent de charbon et de coke soit attribué aux entreprises les plus importantes pour la production de guerre. En réalité, les conditions de guerre se poursuivent pour la population civile, privée de tout, comme pour les entreprises qui doivent livrer des matériels et fournitures aux armées alliées qui poursuivent leur avancée vers l'Est.

MAIS LE PROBLÈME LE PLUS AIGU auquel est confronté la municipalité concerne le ravitaillement. La ville, quoique encore très agricole, manque depuis le début de l'hiver de tout produit alimentaire. Le marché noir se poursuit… En janvier 1945, la municipalité doit réquisitionner les voitures de particuliers pour assurer le transport de ravitaillement. Le maire demande officiellement à la préfecture de lui fournir plusieurs camions pour aller chercher 50 tonnes de pommes de terres à Tergnier dans l'Aisne, soit 2 kilos par habitant ! La Préfecture ne peut fournir qu'un seul camion qui tombe en panne au retour : les pommes de terre gèlent sur place. Avec la fin de l'hiver, la situation s'améliore graduellement. Le 1er mars 1945, les chômeurs ne sont plus que 150. Quelques usines reprennent leur production malgré les pénuries d'énergie et l'absence presque totale de transport. Après le 8 mai 1945, la vie économique et sociale revient progressivement à la normale tout en restant très précaire pour la majorité des habitants de Rueil. On passe progressivement de la reprise économique à la reconstruction et à la modernisation de la France. Désormais, les entreprises vont se retrouver en première ligne en tant qu'acteur principal du redémarrage de l'activité et moteur de la politique de modernisation des structures économiques et sociales du pays.

Lucien Guibora.



1944 ▼ Avant leur départ, les Allemands font sauter plusieurs entreprises. Libération de Rueil-Malmaison, le 25 août.

Une banque au goût du jour : le Crédit Lyonnais dans les années 1960.

En 1945, les problèmes de ravitaillement en tous genres freinent la reprise économique. Le socialiste Jules Laparlière, maire de Rueil-Malmaison à la Libération, doit démissionner à la suite de l'incendie du cinéma le Sélect, le 30 août 1947, qui fait 90 morts et 41 blessés. Marcel Pourtout, élu maire en octobre 1947, fait son retour aux affaires municipales. Le chef d'entreprise s'investit une nouvelle fois dans sa mission d'élu, laissant à sa femme et à son fils, Claude, le soin de diriger l'entreprise familiale. Il sera réélu en avril 1953, mars 1959 et mars 1965. La population de Rueil est de 27.000 habitants en 1947, quinze ans plus tard elle compte 50.000 habitants pour atteindre plus de 60.000 habitants à la fin des années 1960. Entre 1947 et 1959, l'essor démographique et économique de la ville est extraordinaire. En matière urbaine, Rueil se dote d'un réseau d'égouts moderne, l'adduction d'eau est achevée, la voirie s'améliore alors que sont érigés de nombreux programmes de logements et d'établissements scolaires. Entre 1954 et 1959, une véritable toile industrielle se tisse et les premiers organismes de recherches et développement s'installent à Rueil.

Une activité en désuétude : les blanchisseries.

Séance du conseil municipal de Rueil-Malmaison en 1965.

Quinze ans de prospérité économique et de développement industriel (1946-1960)

Les noces d'or d'Henriette et Marcel Pourtout.

L'inauguration en 1974 du boulevard Marcel Pourtout par le nouveau maire, Jacques Baumel.

Marcel Pourtout (1894-1979) : une destinée en tout point exceptionnelle

NÉ LE 12 MAI 1894 À SAINT-AIGNAN-SUR-CHER, il s'installe avec sa famille à Bougival en 1896. En 1906, il entre comme apprenti sellier chez un carrossier de Puteaux. À la déclaration de guerre, il est envoyé au front où il combat aux batailles de la Somme, de Verdun et du chemin des Dames. En 1916, lors d'une permission, il se marie avec Henriette Coryn. Démobilisé le 1er septembre 1919 avec le grade de Maréchal des Logis, décoré de la Médaille militaire, de la Croix de Guerre avec deux palmes et deux étoiles, il fonde en 1925 un atelier de carrosserie à Bougival, puis s'installe à Rueil en 1936. Le 5 mai 1941, un arrêté préfectoral le nomme maire de Rueil. Il tient tête aux occupants et gère la ville au mieux. À la Libération, il est contraint d'abandonner les affaires municipales. Lors des élections municipales d'octobre 1947, il est élu maire de Rueil-Malmaison. Dès lors, cet industriel se consacre uniquement à la gestion de sa ville, laissant les clefs de l'entreprise familiale à son fils Claude et à sa femme, Henriette.

Sous ses quatre mandats, de 1947 à 1971, la ville connaît une véritable mutation économique, sociale et urbaine. Cet homme très droit, à l'esprit de famille, est père de neuf enfants : on parle alors à Rueil du "clan" Pourtout. Réélu sur la liste de Jacques Baumel en 1971, il est nommé à l'unanimité maire honoraire et premier adjoint le 21 mars 1971. Il se retire de la politique, un an plus tard, le 20 mai 1972. Parallèlement à ses responsabilités municipales, il est élu en 1949 conseiller général du canton, charge qu'il conserve en avril 1955 et juin 1961. Vice-Président du Conseil Général de Seine-et-Oise en 1953, 1954 et 1956, il en est Président de 1957 à 1960. Peu porté aux grands discours, très estimé par la population pour sa simplicité et son bon sens, il joue un rôle déterminant dans l'évolution du Rueil d'après-guerre. La petite localité de 25.000 habitants en 1941 est devenue en 1971 une agglomération urbaine de 62.000 habitants. En 1960, il est fait Officier de la Légion d'Honneur par le ministre de la Construction pour son rôle de bâtisseur de logements à Rueil. Dans tous les domaines, son œuvre est considérable : voirie, constructions scolaires, habitat social, équipements sportifs, action sociale, etc. Il fait passer Rueil du 19e siècle au 20e siècle et la prépare en matière économique au nouveau siècle. En 1974, la ville inaugure le boulevard Marcel Pourtout. Il fête ses noces de diamant en 1976. Sa femme Henriette, qui a toujours été à ses côtés aussi bien dans sa vie professionnelle que politique, a reçu en 1934 la médaille de la Famille française et, en 1953, celle du Mérite commercial pour sa participation à la direction de la carrosserie. Le "Père Pourtout", comme l'appelaient familièrement beaucoup de Rueillois, décède le 28 août 1979. Il est inhumé le samedi 1er septembre à l'ancien cimetière de Rueil. Jacques Baumel dans l'allocution qu'il prononce ce jour-là devant la place de l'église, après l'office religieux, déclare : "…Une page de l'histoire de Rueil vient d'être tournée. C'est tout un Rueil qui disparaît avec lui… une ville française moyenne où tout le monde se connaît, s'estime, se respecte, et l'image d'un homme de devoir, un combattant, un être intègre, honnête, probe".

1945 Problèmes de ravitaillement en tout genre.
▼ Jules Laparlière, socialiste, maire.

1946 27.016 habitants
▼ Acquisition par la ville du stade Bugatti (Stade du Parc).

L'industrie au zénith

AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, Les entrepreneurs rueillois se mobilisent pour le redémarrage de l'activité économique. On recense en 1946 une quarantaine d'entreprises industrielles. L'industrie se renforce avec l'installation de sociétés importantes comme la Télémécanique, Vétra, La Thermonite, Labo Industrie, La Précision industrielle, etc., et le développement de plus anciennes : Cromback, Partiot, Bauchet-Rolla, Bernard-Moteurs. En 1945, la Fonderie Cromback, installée au 58, avenue de Chatou depuis dix ans, est transformée en société anonyme des Fonderies Cromback, filiale des Aciéries Thomé-Cromback. Elle est alors dirigée par Hubert Cromback (1911-1995).

ORIGINAIRE DES ARDENNES, CET ENTREPRENEUR a fait ses études en Belgique avant de poursuivre au Lycée Saint-Louis de Paris dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Reçu à l'École Centrale, il bifurque vers l'Institut d'électrochimie et d'électrométallurgie de Grenoble. Après quelques années passées dans une société d'électrochimie appartenant à son oncle, il rachète en 1945 la Fonderie de Rueil qui appartient à sa famille. En février 1946, il entreprend un voyage d'études de trois mois aux Etats-Unis, où il découvre l'avance des américains sur le plan technique. Dès son retour, il lance la modernisation de la Fonderie de Rueil et la spécialise dans l'élaboration et la fabrication de pièces moulées en fonte malléable à cœur noir dite "américaine". Il installe différents ateliers de moulage entièrement mécanisés qui permettent de produire un très grand nombre de pièces diverses et en série pour l'automobile, l'industrie électrique, les constructeurs de machines agricoles et machines-outils, etc. En quelques années, par une politique d'investissements autofinancée, H. Cromback amène son entreprise au premier rang de la profession dans sa spécialité.

La Fonderie de Rueil en 1959.

Un four électrique de fusion.

Machine Kangourou Partiot pour la trempe par induction.

La publicité Partiot dans les années 1960.

DANS LES ANNÉES 1950, LES ACIÉRIES CROMBACK élaborent la "malléable perlitique", une fonte qui se développe rapidement en raison de ses excellentes qualités de résistance et d'allongement. Elles fabriquent également des blindages de broyeurs en métal spécial extra-dur destinés aux cimenteries. Le social n'est pas oublié, puisque l'entreprise acquiert une grande villa en bord de mer – "le Home-sur-Mer" –, qui reçoit chaque année près de Cabourg une centaine d'enfants du personnel pendant les vacances scolaires. En 1959, les fonderies sont entièrement modernisées et fabriquent en grande série des moules toujours en "fonte malléable américaine" pour toutes industries et des fontes spéciales destinées aux cimenteries. Elles couvrent une superficie de trois hectares, dont 12.000 m² de bâtiments. La production passe de 100 tonnes/mois à 900 tonnes/mois avec un effectif stable de 300 personnes. Ses principaux clients sont les constructeurs automobiles, la SNCF, EDF-GDF, les cimenteries et les marchés à l'export. En parallèle, H. Cromback opère une diversification de ses activités en reprenant plusieurs fonderies, notamment celle de Méru en 1972, rebaptisées plus tard Norinco. Au début des années 1970, la fonderie de Rueil d'Hubert Cromback demeure l'une des premières dans son activité spécifique.

TOUT À CÔTÉ DE LA FONDERIE CROMBACK, une autre entreprise, installée à Rueil depuis 1917, poursuit après guerre sa marche d'un bon pas, en axant son développement sur le progrès technique. Il s'agit de l'entreprise Partiot, un pionnier en matière de traitement thermique. En 1946, sous la direction d'Etienne Partiot, l'entreprise installe un générateur de chauffage haute fréquence de l'ordre de 200 kHz. Les ingénieurs de Partiot conçoivent différentes machines pour la trempe par induction, aux noms plus imagés les uns que les autres : Chèvre, Tortue, Kangourou, Éléphant, etc. L'entreprise acquiert une belle expérience et une compétence rare dans les domaines du traitement par induction. Elle se met à fabriquer des dizaines de milliers d'inducteurs. Avec le bureau d'études, Partiot emploie plus de 60 personnes. Une filiale est créée pour développer et commercialiser les équipements : la Société d'application des métaux trempés (SAMT).

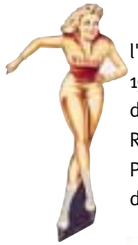
DANS LE MÊME TEMPS, ETIENNE PARTIOT, en collaboration avec un ingénieur de chez Peugeot, développe le procédé Sulfiniz, qui utilise un bain de nitruration aux cyanures additionné de sulfure de potassium. La sulfinisation se révèle un excellent procédé de traitement de surface pour l'application sur des pièces en frottement. Ce procédé employé dans l'industrie automobile et les machines-outils connaît un succès industriel considérable qui assure le développement de l'entreprise dans les décennies 1950 et 1960. En 1964, pour son soixantième anniversaire, Partiot emploie plus de 400 personnes sur le seul site de Rueil. Elle doit recruter de la main-d'œuvre en province, notamment en Bretagne. Pour loger ces travailleurs célibataires, l'entreprise met à leur disposition un immeuble d'habitation.

1947 Incendie du cinéma le Sélect, 90 morts et 41 blessés.
Marcel Pourtout, carrossier, élu maire.
▼ L'IFP s'installe dans l'ancien sanatorium.

ETIENNE PARTIOT DÉCÈDE EN 1962. Ses deux fils, Paul et Xavier, aidés par Albert Leclerc, le directeur technique, reprennent le flambeau. En 1965, l'entreprise acquiert un four sous vide la même année que le constructeur automobile Citroën à Asnières. Cette technique de chauffe prépare une révolution technique en matière de traitement thermique. Le four est à parois froides, les ouvriers qui l'exploitent sont vêtus d'une blouse blanche et de gants blancs ! Le contraste est saisissant avec les techniques utilisées précédemment. Les dernières années de la décennie 1960 sont très prospères. Partiot reprend l'entreprise SPC à Argenteuil, mise en difficulté après le transfert des activités de SIMCA de Nanterre à Poissy. En 1971, les deux entreprises fusionnent et donnent naissance à Partiot-CPPT (Compagnie parisienne de traitement Thermique).

EN FACE DE PARTIOT ET CROMBACK, une troisième fonderie de moindre importance s'est installée : la Fonderie de Précision, spécialisée dans la fonderie dite “à la cire perdue” pour la fabrication de petites pièces en acier ou alliages spéciaux de forme complexe. Mais l'ensemble des activités de fonderie va décliner à partir du premier choc pétrolier. Partiot, par exemple, ne prendra pas les mesures de rationalisation et d'organisation qui s'imposent après sa fusion de 1971. Elle poursuit même une croissance externe en reprenant une dizaine de sociétés, pour certaines en mauvaise santé financière, de 1971 à 1978. Ces investissements plombent les comptes et le dépôt de bilan est inévitable en 1978. Cependant, l'histoire de cette entreprise se poursuivra sous le nom de la Société nouvelle des Etablissements Partiot-Sofrater (1.200 salariés), dont le siège est installé à Gennevilliers. L'usine de Rueil est conservée et fonctionne jusqu'à son expropriation au profit de l'A 86, en 1988-1989. Le démontage de la fonderie Cromback se déroule à la même date. Avec les sommes versées pour les expropriations, les deux groupes industriels financeront de nouvelles unités de production ultra-modernes, à Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines pour Partiot, et à Méru dans l'Oise pour Cromback.

La gare de Rueil dessert la zone industrielle (années 1950).



DANS LE QUARTIER DE LA GARE, où un gazomètre fonctionne toujours rue de l'Industrie, d'autres entreprises industrielles développent leur activité dans les années 1950 et 1960 : Jetlac avec 100 salariés en 1963, la Société d'applications de traitements de surface (19 salariés), Les Échangeurs d'Ions minéraux (20), la Manufacture de Rueil qui fabrique des objets divers en métal (60), l'Électrification Nouvelle (88), le Plomb Manufacturé, Poliet et Chausson, etc. Sans oublier, plus près de l’ancien pont de Chatou, l’usine Veedol, marque célèbre de lubrifiants pour l’automobile sous

Les 24 heures du Mans en 1955 : Veedol et Labo au coude à coude.

L'usine ultra-moderne de Labo Industrie en bord de Seine.

licence américaine de la Tide Water Associated Oil Company. Robert Douillard, directeur général de Veedol France, décide d’abandonner cette installation désuète et achète en 1952 des terrains agricoles en bord de Seine, à la limite de Nanterre, pour construire une nouvelle usine. Il charge son fils, Claude, de superviser les travaux. Une installation ultra-moderne sort de terre l’année suivante, et en 1958, une aile supplémentaire est construire pour abriter le siège social, jusqu’alors parisien. En 1960, coup de théâtre : Labo Industrie, un des grands concurrents de Veedol sur le marché français, très intéressé par le bel outil de production rueillois, propose de racheter Veedol. La vente est conclue au début de 1961.

LE CONTRAT DE LICENCE VEEDOL est résilié, et l’entreprise se consacre à la vente exclusive de la marque de lubrifiants Labo. Self made man, Jean-Maurice Vartet (ou Vacher, son premier patronyme) a créé La Société des Huiles Labo en octobre 1940 à Clermont-Ferrand. Après des débuts difficiles, Labo Industrie dépasse en tonnage trois des grands noms de la profession dès 1954 : Yacco, Vienne et Hamelle. L’entreprise fait son entrée en Bourse en 1958. L’année 1961 correspond au début d’une grande phase d’acquisitions : Veedol France, mais aussi Eyquem, considéré comme le plus ancien fabricant de bougies d’allumage du monde ; puis en 1962 la Société Nouvelle des Huiles Minérales (ex-Marville), concurrent direct en lubrifiants créé en 1924 et installée à Rueil depuis le début du 20e siècle ; enfin KLG, société de distribution de bougies d’allumage et de courroies de transmission. Toutes ces sociétés ont leur siège social à Rueil, 81 rue de l’Industrie, à côté des 25.000 m² de l’usine Labo, qui abrite aussi le service de R&D et le centre d’essais des bougies. Le groupe de J.-M. Vartet compte en 1963 près de 300 salariés sur le site de Rueil.

Labo Industrie : une production automatisée.

1947 ▼ Nadella s'installe à Rueil.

1948 ▼ Vétra fait construire une usine sur le plateau.

Dans les années 1950, derrière le Stade de la République (aujourd'hui Le Stadium), les usines de La Roue Française et des Roulements Gamet. À gauche, le bâtiment des archives de la CNEP ; à droite, les Laboratoires pharmaceutiques Mayoly Spindler.

La Précision Industrielle remplace les Roulements Gamet au 23, avenue de la République.

L'AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE ET SES RUES PERPENDICULAIRES sont devenues également en quelques années un pôle d'activité où s'est implanté un grand nombre d'industries moyennes : La Roue Française, au 21, avenue des Chateaupieds, poursuit son activité jusque dans les années 1960 avec un effectif de près de 150 salariés ; plus importantes, la Précision industrielle, une entreprise de mécanique générale qui emploie plus de 200 salariés au 23, avenue de la République ; la société Aéromécanique, au 9 et 16, spécialisée dans la chaudronnerie et la tôlerie.

NADELLA, À LA SUITE DES DOMMAGES SUBIS pendant le conflit de 1939-1945, transfère son usine de Levallois à Rueil, au 133, boulevard National. C'est le plus ancien spécialiste français en roulements à aiguilles, créé au début des années 1930 ; il détient une avance technique dans ce domaine grâce à ses nombreux brevets. Outre Rueil, Nadella possède une autre usine à La Ricamarie dans la Loire. Dans les années 1950-1960, l'entreprise poursuit son développement en ouvrant une usine en Suisse et en créant une filiale au Luxembourg. Elle crée de nouveaux produits comme le roulement de haute précision "type Delta", appliqué surtout aux broches des machines-outils les plus évoluées. Jusqu'aux années 1970, elle conserve sa place de premier fabricant en Europe de roulements à aiguilles. En 1980, elle quitte Rueil et loue son usine à la société Riber. En 1984, Nadella change de nom pour prendre celui de Compagnie financière de cardans (CFC), spécialisée dans la fourniture à l'industrie automobile d'organes de liaison mécanique à débattement angulaire, à cardans ou à rotules, avec pour principales filiales Nacam et Lemfoerder Métal France.

EN 1950, UNE GRÈVE PARALYSE LA PRODUCTION des établissements Wood-Milne et de plusieurs des ses usines en France. Celle de Rueil, qui est pour ainsi dire l'usine mère du groupe et occupe à elle seule un effectif de plus de 500 salariés dans le centre ville, abrite aussi la direction générale et l'ensemble des services commerciaux. Cette entreprise a connu dans l'entre-deux-guerres un essor remarquable qui se poursuit après-guerre et dans les années 1950 et 1960. Mondialement connue pour la fabrication de semelles et talons intéressant l'industrie de la chaussure, du premier équipement à la cordonnerie, son outillage lui permet de réaliser tous les articles à base de caoutchouc

Wood-Milne : l'atelier d'ébarbage des pièces moulées en 1959.

Wood-Milne : les presses à vulcaniser les semelles.

naturel ou d'élastomères de synthèse. En s'appuyant sur de rigoureux contrôles et de constantes recherches dans ses laboratoires, notamment à Rueil, elle est l'origine, on l'a vu, de toutes les nouveautés, depuis le fameux "talon tournant", jusqu'aux produits comme les "Néo-compost", "Duvex" et "Airlite". Après-guerre, toujours dirigée par E.D. Skepper, officier de la Légion d'honneur et Croix de Guerre 1939-1945, elle met au point la semelle propulsive "Ripple-sole", la "semelle qui marche pour vous". L'usine de Rueil fermera ses portes au début des années 1970.

EN 1948, LES ÉTABLISSEMENTS BAUCHET installent leur siège social dans la "Maison Blanche" du 182, avenue Paul Doumer, aujourd'hui Conservatoire national de Région. En 1950, ils lancent la marque Rolla. Les ateliers s'étendent alors sur une superficie de près de quatre hectares. C'est la seule maison de produits photographiques d'Europe qui possède sa propre papeterie, installée sur le site même de Rueil. En une année, elle peut fabriquer jusqu'à quinze millions de m² de surfaces sensibles, ce qui égale la superficie de la commune de Rueil. Elle produit également le support ininflammable en triacétate de cellulose pour la production des pellicules, des films industriels et films cinématographiques professionnels. En 1955, l'entreprise connaît une tragédie humaine : le Drame de Riva-Bella. Dix huit employés de l'entreprise, pour l'immense majorité des rueillois, périssent noyés lors d'une excursion organisée par l'entreprise sur les plages du débarquement. Des funérailles officielles – municipales – accompagneront les défunts jusqu'à leur dernière demeure.

La firme 3M a été fondée aux Etats-Unis en 1902 dans le but d'exploiter du corindon, matériau de base pour des abrasifs. Le nom a pour origine les trois M de "Minnesota Mining & Manufacturing". Un des premiers clients des produits abrasifs 3M est un grand constructeur automobile de Détroit. En observant attentivement les étapes de travail en usine, les ingénieurs de 3M découvrent les besoins en rubans de masquage lors du laquage des voitures. Ainsi naît l'idée de développer un nouveau département, les rubans adhésifs. Aussi différents que soient les rubans abrasifs et les rubans adhésifs, la technologie de base reste la même : l'enduction. Une deuxième étape importante est franchie en 1925 ; Richard G. Drew, un jeune laborantin, invente le ruban adhésif "Scotch". Dans les années 1950, 3M sort de nouveaux produits : le "Thermo-Fax", un nouveau copieur qui fait partie de la famille des thermo-copieurs à procédé direct et à sec, le "Scotchgard", un protecteur de tissu, une nouvelle bande vidéo, le tampon ménager "Scotch-Brite" et des produits électromécaniques.
La première filiale est créée au Canada en 1951. La décennie suivante, 3M s'installe en France en reprenant l'entreprise Bauchet et lance un nouveau microfilm, divers produits photographiques, des papiers autocopiants, des systèmes de rétro-projection, et des produits médicaux. Le groupe connaît son heure de gloire avec la mise sur le marché du fameux "Post-it", une invention qui révolutionne la communication quotidienne.

ROLLA

À LA FIN DES ANNÉES 1950, Bauchet emploie un personnel de plus de 500 employés et ouvriers. Dans les années 1960, elle produit plus de 30.000 m² de carton rotatif émulsionné par jour et exporte dans le monde entier : Angleterre, Allemagne, Argentine, Benelux, Brésil, États-Unis, Israël, Italie, etc. Elle développe ses services "recherches" et améliore sa productivité. En 1965, l'usine Bauchet-Rolla est rachetée par le groupe américain 3M, qui assure déjà la distribution en France des surfaces sensibles de l'italien Ferrania et de 3M pour la photographie d'amateurs et de professionnels, le cinéma professionnel, les arts graphiques, la radiographie médicale et industrielle. La nouvelle direction reste fidèle au 182, avenue Paul Doumer.

1949 La Télémécanique Électrique reprend l'usine Cuttat. Degrémont, créée en 1939 à Levallois, s'implante à Rueil.

EN 1966, UN LABORATOIRE CENTRAL est installé qui suit le développement et le conditionnement des milliers de pellicules inversibles. 3M va poursuivre à Rueil la fabrication des papiers héliographiques “Diazotherm”, procédé exclusif de reproduction par chaleur, mis au point par Bauchet. Elle distribue également en exclusivité les flashes électroniques Braun, les appareils photographiques Minolta et Minox, les chambres et caméras Cambo, dont elle assure le service après-vente. Au milieu des années 1970, les productions de 3M à l'usine de Rueil sont arrêtées. Le site est alors uniquement dédié aux activités de développement et de services techniques d'appui aux ventes, et cela jusqu'au départ de 3M de Rueil à la fin des années 1990. Parallèlement, quelques ateliers de photographie industrielle comme les Établissements Magenta ou l'entreprise Gustave Pointelet poursuivent difficilement leur activité. Un pan de la grande histoire industrielle de Rueil est en train de disparaître au tournant des années 1970 : celle de la carte postale et du papier photographique.

EN 1948, LA SOCIÉTÉ VÉTRA, filiale du Groupe Als-Thom, construit à Rueil une usine spécialisée dans la construction d'appareillages de traction. Jusqu’alors, le site des Bons-Raisins est une zone agricole non construite, hormis l’Arsenal. Le constructeur Vétra dispose d'ateliers de mécanique, de montage électrique et de câblage, qui réalisent des ensembles en série et gère un magasin de pièces de rechange. Pour la mise au point d'appareillages nouveaux, les établissements de Rueil créent un laboratoire de chimie et une plate-forme d'essais électrique très complète. Une autre activité importante est associée à cette production : la construction de remorques d'habitation et de caravanes de camping. C'est à Rueil que sont fabriquées les pièces et l'exécution de la finition avant livraison de ces engins. Dès 1952, Vétra laisse la place sur le plateau à son partenaire Renault, qui rachète le site des Bons Raisins et installe à la place ses services “Recherche et Développement”.

Vétra : un passage éclair par Rueil

LA SOCIÉTÉ VÉTRA, a été créée en 1925 pour trouver de nouveaux débouchés aux matériels du groupe Als-Thom, issu du regroupement de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques à Belfort (SCAM), et de la Compagnie Française Thomson-Houston, deux sociétés possédant le savoir-faire et la technologie pour la construction de matériels de chemin de fer, de tramways (SACM) et d'appareillages électriques (Thomson). Le siège social de Vétra est situé au 38, avenue Kléber à Paris, et un atelier de fabrication est installé au 85, rue du Général Roguet à Clichy. Vétra construit d'abord des électrobus à partir d'éléments Renault, c'est-à-dire des véhicules strictement identiques à ceux équipés de moteurs thermiques, mais pourvus de moteurs électriques et d'accumulateurs. Les premiers électrobus Vétra, montés sur pneumatiques, circulent sur les lignes de la Régie départementale de la Savoie. Les trolleys sont toujours conçus par Vétra mais la construction est la plupart du temps sous-traitée auprès de différents constructeurs : Renault avec sa filiale Scemia (Société de construction et d'entretien de matériel industriel et agricole) ou Berliet.

EN 1948, LES ATELIERS DE CLICHY sont transférés dans des locaux plus vastes à Rueil-Malmaison. L'entreprise se limite alors à la fabrication d’équipements électriques, achète les moteurs de traction à Alsthom ou Jeumont et s’appuie avant tout sur Renault qui fournit des châssis surbaissés à longerons, et sur sa filiale la Scemia qui adapte ces châssis à la technique trolleybus. Suivant les désirs du client, Vétra choisit un carrossier, parfois établi dans la région du futur exploitant, qui habille le véhicule pendant que ses techniciens réalisent le câblage des équipements et assurent la mise en service des véhicules. Dès les années 1950, le déclin des trolleybus semble inexorable, le marché se contracte : sur les réseaux en place, les véhicules construits dans l'entre-deux-guerres donnent encore toute satisfaction et aucun renouvellement ne s'annonce à l'horizon. L'usine de Rueil est cédée à la Régie Renault en 1952. Un nouvel atelier s'installe néanmoins sur la commune au 14, rue Masséna, qui comprend une quarantaine de salariés. Faute de commandes suffisantes, il devra fermer ses portes quelques années plus tard et la société Vétra déposera son bilan en 1964.

Une motrice Vétra à la gare de Rueil.

Les ateliers Vétra.

La Thermonite : un bel exemple de l’architecture industrielle des années 1950.

La façade en brique de La Thermonite conservée lors de la construction du nouveau siège de Degrémont.

DE NOMBREUSES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES prennent leur essor dans les années 1950. Juste avant la Seconde Guerre mondiale, la Société française La Thermonite s'est implantée à Rueil, à la limite de Suresnes. Spécialisée dans la protection des métaux ferreux contre l'oxydation, elle applique ses procédés à toute sorte de pièces mécaniques ou de fonderie susceptibles d'être attaquées par la rouille. Mais sa principale activité est la fabrication de vis anti-rouille. Ces vis, dont la tête polie offre un bel aspect “chrome”, sont utilisées pour la décoration. Pour faire face à une demande en hausse constante, l'entreprise décide de construire à la fin des années 1950 une nouvelle usine moderne qui tranche totalement avec l'aspect vétuste des anciens bâtiments. Cette nouvelle usine et son personnel seront repris en 1975 par la Société Degrémont. La société Outillage Hydraulique BG, installée au 23, boulevard du Général Noël, a été créée en 1948. Elle emploie un effectif de 100 salariés, dont un grand nombre d'ingénieurs et de techniciens qui mettent au point et fabriquent des machines-outils modernes pour la branche des transmissions d'hydromécanique : pompes et moteurs à engrenage, pompes à piston, tous types de vérins, etc.

L'ENTREPRISE CIMA-RUEIL EST UN BON EXEMPLE de la petite PMI qui se développe sur des créneaux pointus ou des niches industrielles. Installée au 29, rue du docteur Zamenhof, elle est spécialisée dans les études et réalisations de petite mécanique. Elle crée un département d'électromécanique et d'électronique qui met au point plusieurs appareils en avance sur leur temps : la machine “Centrix”, brevetée en France et dans le monde, qui permet de centrer avec précision, à grande cadence, des barres de diamètre et longueur différentes ; un ensemble électronique de commande de pesage automatique servant au remplissage rapide et précis de tous types de récipients ; un coffret de régulation automatique de débit pour pesage continu sur bande transporteuse. Cette dernière invention (brevet n° 790.861) est appliquée dans les industries de la sucrerie, de la cimenterie, des charbonnages, etc. L'usine du bord de Seine Gilby-Fodor reste dans son domaine, le tréfilage des métaux, l'une des premières de France. Elle s’est spécialisée dans les produits métalliques spéciaux type fils pour résistances électriques. Elle emploie dans les années 1960 près de 300 salariés. En 1956, Gilby crée une filiale, Giltra SA, qui devient l'un des leaders de la transformation des alliages haute teneur de nickel/cobalt et titane au service des industries pétrochimiques, nucléaires et de plus en plus aérospatiales.

1950 Le rueillois Laurent Dauthuille perd son combat de boxe par KO contre Jack La Motta.
▼ Grève aux établissements Wood-Milne.

LA SOCIÉTÉ NIRO-ATOMIZER, CRÉÉE EN 1932 par Johan Ernst Nyrop au Danemark, s'établit en France en 1952 et à Rueil en 1963 au 14, route de Saint-Cloud. Cette filiale, qui prendra plus tard le nom de Niro-France, met au point et commercialise des procédés industriels pour la concentration et le séchage de liquides et pulvérulents. Ses ingénieurs vont contribuer largement au développement des industries laitières, agro-alimentaires et chimiques dans le domaine de la concentration et du séchage par atomisation. L'entreprise est vite reconnue comme leader français en son domaine. Dans les années 1970, elle introduit les sécheurs deux temps dans l'industrie laitière française. Le premier sécheur par atomisation à lit fluidisé intégré (MSD) sera développé au début des années 1980 tandis que le concept d'unités polyvalentes (séchage par atomisation, agglomération, densification) est introduit en France dans le domaine chimique dans la deuxième moitié des années 1990. Entre-temps, en 1977, la société Laguilharre a intégré le groupe Niro afin de pouvoir fournir à la clientèle une chaîne complète de process "évaporation-séchage" dans l'industrie laitière et alimentaire. En 1993, Niro Group acquiert l'allemand GEA Group et les deux entreprises fusionnent sous le nom de GEA Niro A/S. Un peu plus tard, Niro-France quitte Rueil pour Montigny-le-Bretonneux.

Le séchage par atomisation, parfois appelé séchage par pulvérisation, est une technique de séchage particulaire qui a beaucoup évolué depuis ses premières réalisations industrielles portant sur le sang, les produits laitiers et les détergents. Ce procédé consiste à pulvériser le produit à sécher —sous forme liquide, solide ou suspension— dans un courant de gaz chaud, de manière à obtenir presque instantanément une poudre.

À CÔTÉ DE CES ATELIERS ET USINES importants se crée une myriade de petites entreprises de mécanique générale et de décolletage. Installées sur toute la commune, dans des ateliers souvent de fortune, garages, abris améliorés, extensions de pavillons, elles fonctionnent avec quelques compagnons ; le plus souvent, le créateur est seul au départ. Ces petits patrons, généralement d'anciens ajusteurs, tourneurs, fraiseurs et décolleteurs, quittent leur ancienne "boîte" pour se mettre à leur compte et tenter l'aventure "entrepreneuriale". Ces artisans mécaniciens travaillent le plus souvent en sous-traitance d'entités plus importantes comme les usines de la Télémécanique ou de Bernard-Moteurs. Cette dernière constitue toujours la plus importante activité industrielle sur la commune jusqu'aux années 1970, avec plus de 1.100 salariés qui assurent l'usinage en série et le montage de moteurs à essence et diesel.

AU LENDEMAIN DE LA GUERRE, Bernard-Moteurs a passé plusieurs années difficiles en raison de problèmes liés à la mise au point d'un nouveau moteur, qui devient le véritable cheval de bataille de la marque. En 1954, l'usine de Rueil s'agrandit et l'entreprise poursuit son développement dans les moteurs diesel. En 1967, la première tondeuse "Bernard" est mise sur le marché avec une stratégie essentiellement basée sur la réputation des moteurs. Le slogan de la marque est : "c'est le moteur qui fait la tondeuse". En s'appuyant sur un réseau de distributeurs, les tondeuses "Bernard" prennent 10% du marché français. La qualité du produit fait le reste. L'entreprise

Au fond à gauche, l'usine Bernard-Moteurs ; au premier plan à droite, les terrains sur lesquels seront construits des pavillons pour les salariés.

Les pavillons Bernard-Moteurs aujourd'hui, allée des Aubépines (ancien passage Auguste Bernard).

Bernard-Moteurs : chaîne de montage des moteurs à essence.

est l'une de celles qui paye le mieux ses salariés de toute la Région parisienne – avec la Télémécanique – et leur accorde trois semaines de congés payés et de nombreux avantages : remboursement des frais de transport, bleus de travail fournis et lavés, etc. En 1972, Bernard-Moteurs fait l'objet d'une "offre publique d'achat" de la part d'investisseurs étrangers. Pour éviter le départ d'un patrimoine industriel et d'un savoir-faire à l'étranger, la Régie Renault rachète l'entreprise. Dorénavant, cette grosse PME familiale est filiale du premier constructeur automobile français.

AUJOURD'HUI, L'ENTREPRISE DAM, Décolletage des aciers matricés, qui compte sept salariés, poursuit une activité à Rueil au 7, rue Masséna, qui rappelle ces ateliers des années 1950 à 1970. La société LAMEF, au 14, rue Auguste Neveu, ou les Établissements Wilson (anciennement Maurice Bruneau), installés au 21, avenue Paul Doumer, avant de déménager sur le plateau de Rueil 14, rue des Houtraits, se sont spécialisées, pour la première, dans la fabrication d'outillages en carbures métalliques et pour la seconde de pièces mécaniques. Ces deux entreprises sont de bons exemples de ces PME de mécanique générale ou de précision qui se sont développées à Rueil dans les années 1950 et 1960. Bien que fermées, les deux usines sont encore présentes dans le paysage urbain en 2005.

1951 Rapprochement Bauchet-Rolla.
1952 Nouveau cimetière des Bulvis.
La Régie Renault rachète l'usine Vétra.

JUSQU'À LA FIN DES ANNÉES 1960, des entreprises industrielles de tous types viennent s'installer sur la commune : ARI, créée en 1960, est connue comme l'un des premiers fabricants français de piges de contrôle — matériels spécifiques de contrôle et mesure—, la Société de mécanique et de tôlerie industrielle, avenue Albert 1er, fait travailler de 1960 à 1971 une trentaine d'ouvriers avant de partir pour Dreux ou encore, on l'a vu, la Précision Industrielle en 1968. Pourtant, les autorisations d'implantation de sites industriels ne sont plus accordées qu'au compte-goutte au tournant des années 1960, pour des raisons environnementales mais aussi de stratégie économique.

Au 14, rue Auguste Neveu, dans ce bâtiment en brique rouge caractéristique des années 1950, occupé de longues années par LAMEF, s'est ouvert en octobre 2005 le premier parc privé dédié aux d'activités secondaires de Rueil. Il offre, à cinq minutes de La Défense, 1.500 m² de surfaces mixtes bureaux/activité/stockage, et illustre la volonté de l'équipe municipale de favoriser un rééquilibrage de l'activité économique locale vers le secteur secondaire.

Recensement industriel sur la ville de Rueil en 1962

EN 1962, AVEC LE CONCOURS DU GROUPEMENT INTERPROFESSIONNEL de la région ouest de Paris (GIROP), un questionnaire est adressé à tous les employeurs de Rueil. Le nombre d'entreprises ayant répondu se monte à 162 et celui des commerçants à 160. Les 162 entreprises de Rueil donnent du travail à 9.336 salariés, dont 2.916 habitent à Rueil alors que les commerçants en comptent 1.003, dont 654 rueillois. Si l'on entre dans les détails, il est à noter que dix-huit entreprises emploient plus de 100 salariés pour un total de 6.155 salariés. À ce chiffre, il faut ajouter le nombre de 4.500 salariés pour Renault, l'IFP et les Ateliers Militaires qui n'ont pas répondu au questionnaire. À l'époque, les plus importantes entreprises industrielles rueilloises sont Degrémont et Bernard-Moteurs. Le total nous donnerait comme estimation, en l'absence d'une réponse exhaustive au questionnaire et à l'exclusion des agriculteurs, maraîchers, commerçants, artisans, professions libérales, etc., le chiffre d'environ 15.000 salariés sur une population totale de 56.000 habitants. Selon la même source, un tiers des salariés des entreprises rueilloises habitent Rueil. Cette enquête industrielle insiste dans sa conclusion sur la grande diversité d'emplois que Rueil propose à sa population.

Deux entreprises industrielles changent de dimension : la Télémécanique et Degrémont

EN 1924, MICHEL LE GOUELLEC A CRÉÉ, on l'a vu, la Manufacture d'Appareillage Electrique qui devient, en 1928, la Télémécanique Électrique. Après avoir développé à ses débuts le convertisseur électrique sur barreau, ses ingénieurs standardisent les contacteurs et développent la production d'automatismes industriels. Sur le plan social, la Télémécanique se distingue par ses avancées sociales dès l'entre-deux-guerres : quinze jours de congés accordés à tout le personnel en 1931, intéressement au bénéfice pour les cadres et assimilés en 1932 et pour l'ensemble du personnel en 1937, création du Télé-sporting Club en 1935, fondation de la Caisse de Solidarité en 1936. Après-guerre, l'entreprise diversifie sa gamme de produits électriques. En 1939, Jules Sarazin devient Président. En 1945, Pierre Blanchet lui succède à ce poste.

LORSQUE L'ENTREPRISE FÊTE SON 25e ANNIVERSAIRE les effectifs atteignent 1.200 personnes. La même année, la Télémécanique, alors installée à Nanterre, revient dans la ville qui l'a vue naître et rachète l'usine de machines-outils Cuttat située dans le quartier de la gare de Rueil. Si le siège social reste à Nanterre, la majeure partie de la fabrication va s'effectuer à Rueil. L'entreprise y installe également le bureau d'études des commandes et le planning de lancement. En 1951, la Télémécanique crée un réseau de distributeurs exclusifs en France. L'année suivante, elle participe

Les pères-fondateurs de La Télémécanique

Michel Le Gouellec

Pierre Blanchet

Jules Sarazin

André Blanchet

Le bureau d'études de la Télémécanique Électrique dans les années 1950.

pour la première fois à la grande foire industrielle de Hanovre. L'expansion se poursuit avec le rachat en 1953 des établissements fabriquant les canalisations électriques "Canalis" et les tableaux blocs blindés à châssis débrochages. L'année suivante, l'entreprise signe avec Merlin Gerin des accords de rationalisation de leurs offres. Parallèlement, les ingénieurs mettent au point des contacteurs haute fréquence.

Coupure d'arc à la fin des années 1960.

Atelier de bobinage (usine de Ménille - 1954).

EN 1957, PIERRE BLANCHET décède ; il est remplacé par son frère André à la tête de l'entreprise. Ce dernier est l'un des grands pionniers de l'industrie électrique française puisqu'il a inventé et breveté le premier contacteur sur barreau en 1924. Né avec le 20e siècle, il décèdera en juin 1992. L'action de la Télémécanique est introduite en bourse en 1960, puis au marché à terme en 1968. C'est le début des "dix glorieuses" avec la création de onze filiales à l'étranger : Italie, Pays-Bas, Suède, Portugal, Grande-Bretagne, Norvège, Suisse, Canada, Espagne, Danemark et États-Unis. L'usine de Rueil tourne à plein régime, mais cela est loin de suffire à répondre aux commandes : un nouvel établissement s'ouvre à Evreux en 1963.

RAPIDEMENT, LA SURFACE DE PRODUCTION atteint 61.700 m² avec douze usines. En 1963, la société compte 12 filiales hors de France et 240 agents et distributeurs. Les effectifs sont désormais de 4.000 personnes, dont plus de 1.100 à Rueil. La Télémécanique sort presque chaque année une nouvelle gamme de contacteurs. En 1972, un Conseil de Surveillance présidé par André Blanchet et un Directoire avec Roger Heim à sa tête sont mis en place. Lorsque la Télémécanique édifie en 1975 son siège social à Rueil, dans le quartier des Trianons, au 43-45, boulevard Franklin Roosevelt, aujourd'hui Schneider Electric, les effectifs comptent plus de 11.000 salariés dans le monde.

1952 Les ateliers de l'Arsenal sont entièrement rénovés.
▼ Veedol France construit une nouvelle usine en bord de Seine.

APRÈS DES ÉTUDES D'INGÉNIEUR à l'Institut agronomique de Rennes et un service militaire effectué dans l'aérostation, Gilbert Degrémont (1908-1974) rejoint l'entreprise familiale de chaudronnerie et de construction, créée par son père Emile, installée à Le Cateau, près de Cambrai. Très tôt, il s'intéresse aux problèmes de l'eau. Lorsque son père se retire des affaires, il quitte le Cambrésis pour fonder à Paris en 1939 une SARL : les Etablissements Emile Degrémont spécialisés dans le traitement de l'eau. Il s'impose rapidement comme le premier industriel sur ce créneau nouveau et porteur. Il faut dire qu'aucune entreprise à l'époque ne consacre son entière activité à ce problème. À la Libération, il ouvre des bureaux boulevard Haussmann à Paris et installe un petit atelier à Levallois, rue Octave Mirbeau, où sont centralisés le laboratoire ainsi que les opérations d'expédition, d'emballage et de fabrications.

Un grand entrepreneur : Gilbert Degrémont.

G. DEGRÉMONT OBTIENT SES PREMIERS SUCCÈS. Il décroche notamment un contrat avec la ville de Saint-Étienne pour la pose d'appareils de traitement d'une puissance de 2.000 m³/heure. Ces appareils très modernes possèdent des filtres à lavage automatique. Huit agences sont créées en France. Une première équipe est constituée autour du créateur : Sarkis Balabanian est chargé de la réalisation des installations, son beau-frère, Pierre Duflo, gère la partie administrative et financière et Roger Leviel s'occupe de la technique. Avec ce noyau, l'entreprise part à la conquête des marchés étrangers. D'abord en Europe où une filiale est créée en Belgique : Sovetreaux qui deviendra Degrémont-Sobelco. L'entreprise enregistre ses premiers beaux succès en Egypte avec la Compagnie des Eaux du Caire et dans les territoires d'outre-mer et les colonies, en AEF et Algérie notamment. La colombe, symbole de la pureté, est adoptée comme logo. Pendant ce temps, Gilbert Degrémont s'est implanté à Rueil.

Un technicien hors pair : Roger Leviel.

Le siège social et l'usine Degrémont.

FREINÉ PAR L'ÉTROITESSE DES LOCAUX DE PARIS ET LEVALLOIS, l'entreprise achète un terrain à Rueil en 1944 pour y aménager un premier bâtiment qui comprend les ateliers et le siège social de l'entreprise. Degrémont y emménage en 1949. La première extension sur la ville de Rueil a lieu dès 1956 avec le rachat des locaux d'un fabricant de télévision, Réalla, au 66-68, rue Galliéni. L'année suivante, l'entreprise reprend la Société Permo, division “eau” de la société Philipps et Pain. Installée à la Courneuve, celle-ci a une unité à Rueil au 9, rue d’Estienne d’Orves. Pendant ce temps, le “Mémento technique de l'eau” conçu par Emile Dégrémont, est réédité à plusieurs reprises par son fils. Voyageur infatigable, parcourant le monde à la recherche d'affaires, G. Degrémont remporte les marchés d'eau potable des villes de Casablanca, Téhéran, Djakarta, Lima, Buenos Aires. Il fonde des filiales en Espagne, Argentine et Canada. Confronté à une rapide expansion de son activité, il décide de se rapprocher en 1958

Le premier bureau d'études.

Les établissements Degrémont, face aux Cités Jardins de Suresnes.

de l'ACFI, une société spécialisée dans les eaux industrielles contrôlée par le puissant groupe belge Traction Électricité. Les deux entreprises fusionnent. Le groupe belge déjà bien implanté en France devient l'actionnaire de référence de Degrémont. Ce rapprochement apporte la sécurité financière et ouvre de nouveaux horizons en matière de clientèle. Des hommes au profil différent intègrent la première équipe. Dans ces années, les ateliers de Rueil sont déplacés progressivement à la Courneuve.

UN PEU PLUS TARD, LA POLITIQUE DE REGROUPEMENT est poursuivie : rapprochement avec Pont-à-Mousson, puis en 1967 avec la SLEE qui conduit à une nouvelle fusion avec la Société générale d'épuration et d'assainissement (SGEA). Dans les années 1970, les effectifs de Degrémont sur les différents sites de Rueil flirtent avec les 1.500 salariés. Lorsque G. Degrémont se retire des affaires en 1972, après quarante ans d'activité, il a imposé son entreprise comme le leader mondial du traitement de l'eau. C'est à cette date que la Lyonnaise des Eaux devient l'actionnaire majoritaire de la société.

EN 1974, G. DEGRÉMONT DISPARAÎT. La même année, la Compagnie Financière de Suez – actionnaire de la Lyonnaise des Eaux depuis 1967 – devient le premier actionnaire de la Lyonnaise des Eaux, donc de Degrémont. Parallèlement à ces changements d'actionnaires, le développement de l'entreprise sur Rueil s'est poursuivi avec d'une part l'installation de 200 personnes en 1969 au 24, rue du Plateau dans le siège de l'entreprise Prat et Daniel et, d'autre part, le rachat de l'usine de La Thermonite avec l'ensemble de son personnel. C'est à partir du bâti de la façade de cette usine que Degrémont construira son nouveau siège social au début des années 1990.

1955 ▼ Drame de Riva-Bella : 18 employés de chez Bauchet périssent noyés.

1956 35.774 habitants ▼ Construction de la résidence des Martinets.

La ville des stades d'entreprises

LA PLAINE DE RUEIL va s'avérer un lieu idéal pour les grandes entreprises qui y aménagent des stades pour leur personnel, notamment au bord de Seine sur des terres inondables. Tout a commencé avec l'installation avant la Première Guerre mondiale du stade Bugatti que la ville acquiert en 1946 (aujourd'hui stade du Parc). Dans les années 1950-1960, l'énumération est impressionnante, et beaucoup existent encore de nos jours :

- **le stade de l'EDF**, avenue de Chatou, qui a été installé vers 1923 par la Compagnie parisienne de distribution d'électricité (CPDE), aujourd'hui stade Charles Bergassoli, propriété de la ville, où un nouveau gymnase devrait ouvrir ses portes à la rentrée 2006 ;
- **le stade de la société Jupiter (Shell)**, installé vers 1935, qui est l'un des plus beaux de la région et sur lequel viendront longtemps s'entraîner les équipes de France de football et de rugby avant leurs rencontres internationales (aujourd'hui siège de Schneider Electric) ;
- **le stade de Gaz de France**, rue des Closeaux à la limite de Bougival ;
- **le stade de Vert-Bois Messine (EDF)** à la Jonchère ;
- **le stade de la Société générale des huiles de pétroles (futur BP)**, voisin du stade municipal du Parc, avenue Napoléon Bonaparte (aujourd'hui Maison de l'Europe) ;
- **le stade Esso-Standard**, en bord de Seine, inauguré en 1953, propriété d'Esso ;
- **le stade de la Banque de Paris et des Pays-Bas** (aujourd'hui stade BNP-Paribas), situé entre la voie de chemin de fer et la rue G. Charpentier ;
- **le stade de la Télémécanique** en 1950 (aujourd'hui Schneider Électric) ;
- **le stade Psichari**, parallèle à la rue Cramail entre l'avenue Albert 1er et le boulevard Léon Louesse, utilisé alors par le collège Sainte-Croix ;
- **le Stade Kléber-Colombes**, boulevard des Coteaux, qui ne comprend que deux courts de tennis ;
- sur le plateau, **les stades de l'Arsenal, de Suresnes** (aujourd'hui stade Maurice Hubert), rue Alexandre Maistrasse face aux Cités Jardins, et de la rue Lakanal.

L'équipe de France de rugby, victorieuse du Grand Chelem 1977, posant pour la postérité au Stade Shell. Au premier plan, le maire Jacques Baumel.

Claude Pourtout conduit la reconversion de l'entreprise familiale.

Des industriels se reconvertissent avec brio

À la sortie de la guerre, la carrosserie Pourtout doit repartir de zéro. Les Allemands l'ont occupée en partie et dynamitée à leur départ. Dans le cadre des dommages de guerre, elle est reconstruite avec un petit immeuble devant, comprenant des bureaux et deux logements. À partir de 1948, Marcel Pourtout, occupé par la politique et les affaires de la ville, laisse les clés de l'entreprise à son fils Claude, un autodidacte qui, avec un grand mérite, remonte l'affaire. Ce dernier, de retour du Maroc où il est parti fonder une carrosserie industrielle, se retrouve à 23 ans dirigeant de l'affaire familiale. Né l'année de création de l'entreprise en 1925, il est secondé par sa mère, qui, à l'origine, s'occupait de la comptabilité et des questions administratives. Mais l'heure est à la reconversion.

En effet, Citroën a inventé la carrosserie monocoque. En avril 1934, la 7A de Citroën, premier modèle de la lignée des "Traction Avant", qui sera produite pendant vingt-trois ans jusqu'à la percée de la DS, bouleverse le monde automobile par l'audace de ses caractéristiques : carrosserie aérodynamique, caisse monocoque autoporteuse tout acier sans châssis, quatre roues indépendantes, roues avant motrices et directrices procurant une tenue de route extraordinaire, freins à commande hydraulique, etc. Après la guerre, la construction de monocoques se généralise, et l'entreprise Pourtout a de moins en moins de carrosseries spéciales à réaliser. Entre 1946 et 1951, elle exécute seulement une cinquantaine de voitures de tourisme, contre une voiture par jour dans les années 1930. Elle réalise notamment pour le constructeur Simca, qui s'est installé à Nanterre en 1935 dans l'ancien établissement de la Société automobile Donnet-Zedel, la gamme de Simca 8 "1100". Cette voiture, cousine de la Fiat 1100, conçue par l'Italien Henri Pigozzi, comporte des versions sport ou utilitaire, dont une "canadienne" à l'aspect plus élégant et plus souple, à l'arrière galbé. C'est la fin d'un cycle industriel pour Pourtout : la carrosserie de voitures de tourisme. L'entreprise participe à son dernier Salon de l'Auto en 1952.

Pour soutenir le redémarrage de l'activité, Claude Pourtout héberge un atelier de montage de réfrigérateurs. Il rachète les installations voisines des remorques Titan, qui seront passagèrement un créneau porteur. Dans les années 1950, il axe son activité sur l'étude et la construction de tous les véhicules spéciaux : véhicules publicitaires, engins de prospection de pétrole, habitations mobiles de travaux publics, superstructures de bateaux, voitures-laboratoires et radiologiques, voitures extensibles, etc. En 1953, C. Pourtout se lance dans la construction des superstructures du premier bateau-mouche de 43 mètres de long et 12 mètres de large. L'année suivante, le propriétaire des Bateaux-mouches, Jean Bruel, lui passe commande d'un car "Impériale Découverte" pour la visite de Paris. Cette référence lance l'entreprise dans l'utilitaire, et en particulier le publicitaire.

1956
▼ Première Foire-Exposition de Rueil.

Les ateliers Pourtout en 1959.

EN 1955, L'ENTREPRISE MÈNE DE FRONT LA DEUXIÈME SUPERSTRUCTURE DE BATEAU-MOUCHE et ses deux premiers véhicules publicitaires pour le savon “Le Chat” sur des châssis 1400 Renault. C'est la période des voitures publicitaires qui vont des véhicules spécifiques de la caravane du Tour de France à des véhicules de dégustation travaillant à l'arrêt. L'entreprise remporte coup sur coup quatre oscars du véhicule publicitaire, pour un ensemble de véhicules destiné à la Radio Télévision Française (RTF) en 1959, le Renault Amieux en 1961, les Renault Hoover en 1963 et le Citroën du café Skanka en 1965. En parallèle, la carrosserie Pourtout s'est orientée vers la fabrication de véhicules industriels spéciaux. Il s'agit de trouver des niches pour ne pas être concurrencé. La carrosserie réalise les véhicules extensibles pour les télécommunications de la Royale Canadian Air Force, mais aussi des cabines de véhicules : camions Bernard, engins Hotchkiss, véhicules radio, véhicules pétroliers et militaires, avions Marcel Dassault, etc. Elle réalise également des cabines de mesures insonorisées pour les essais de réacteurs pour la Snecma et l'Armée de l'Air.

Les véhicules publicitaires Le Chat stationnés devant la carrosserie Pourtout.

Un oscar en 1965 pour le véhicule publicitaire des Cafés Skanka.

LA CARROSSERIE POURTOUT CONCLUT ÉGALEMENT UN ACCORD AVEC PEUGEOT pour faire des rehausses et des allonges de fourgons. Cette fabrication devient l'activité principale de la carrosserie. De 1966 à 1993, plus de 20.000 Peugeot J7 et J9 sont transformés dans les ateliers. En 1969, la carrosserie passe à la transformation en série d'utilitaires légers dans une usine achetée près d'Orléans, à Saint-Ay, qui compte vingt-cinq salariés tandis que cinquante salariés travaillent toujours à Rueil. Cette unité de production est réservée aux grandes séries ainsi qu'aux réalisations spéciales entrant dans la politique de diversification industrielle. L'entreprise Pourtout a parfaitement su se reconvertir dans des productions spéciales et a compris qu'elle ne devait plus travailler en concurrence avec les constructeurs mais en complémentarité avec eux. Cette réussite est d'abord celle de Claude Pourtout, chaudronnier de formation, sorti du collège Vauban de Courbevoie qui a repris jeune le flambeau familial et le transmettra en 1990 à ses fils Jean-Michel et Olivier. Il est aidé dans sa tâche par son frère Jean-Pierre, ancien élève de l'école de carrosserie de Puteaux, directeur technique, et leur sœur Ginette Marchal, directrice financière. Claude Pourtout joue également un rôle important à la Fédération de la carrosserie. Il y entre en 1948, en devient membre actif, puis trésorier en 1970 et enfin vice-président. Il décède en 2004. Si des entrepreneurs reconvertissent leur activité avec succès, d'autres en développent de nouvelles sur des marchés en formation.

1957 Inauguration du centre commercial, le premier de France et l'un des tous premiers européens.
▼ Construction de la résidence de la Côte Noire.

Georges Marchand.

Création d'activités sur des niches industrielles

MARCHAND SPORTS EST UNE ENTREPRISE ORIGINALE créée par un entrepreneur parti de rien : Georges Marchand. Cette société se spécialise dans la fabrication en série des équipements et jeux sportifs. Installée à Rueil au 63, avenue Gabriel Péri, l'usine produit tous les types de matériels sportifs et de loisirs nécessaires à l'équipement des aires de jeux, des salles de détentes et de récréation, des écoles, des stades, des salles de gymnastiques, piscines, crèches, jardins publics, etc. Cette entreprise suit parfaitement le développement de la ville puisqu'elle équipe presque l'ensemble des nouveaux groupes d'habitations qui s'élèvent entre 1950 et 1970. Néanmoins, les raisons de cette réussite sont plus anciennes et remontent à l'entre-deux-guerres où son créateur s'est lancé dans plusieurs affaires industrielles.

GEORGES MARCHAND EST UN VÉRITABLE SELF MADE MAN. Né le 22 novembre 1910 à Langeais en Indre-et-Loire, il monte à Paris où il trouve un emploi de mitron chez un boulanger. Après avoir amassé un petit pécule comme artisan-boulanger, il acquiert à Rueil, au 21, rue du Gué, un atelier vétuste dans lequel il a l'idée de fabriquer des jeux en tubes – balançoires, petits portiques, manèges, etc. – pour enfants. Il décide dans la foulée d'utiliser le tube métal pour produire des chariots à pain pour les boulangers, ce matériau étant plus léger et résistant que l'osier employé jusqu'alors. Il se penche aussi sur le problème de la pénibilité de son ancien métier et réfléchit à la conception-réalisation de nouvelles machines pour la boulangerie. Avec l'aide d'un ingénieur, il met au point le principe de la “façonneuse” qui permet, selon le réglage effectué, de produire des ficelles, baguettes, bâtards, etc. Il produit cette machine dans une ancienne menuiserie au, 11 rue du Docteur Guionis. Ces deux ateliers s'avérant rapidement inadaptés à une production en croissance continue, il fait édifier une usine moderne au 65, avenue Gabriel Péri, qui emploie une centaine de salariés.

G. MARCHAND DEVIENT LE PATRON DE DEUX ENTREPRISES : Le Matériel Moderne pour Boulangerie-Pâtisserie et Marchand Sports. Outre les façonneuses s'ajoutent à la production les peseuses, les pétrins, refroidisseurs d'eau, mélangeurs, tours réfrigérés, machines à faire les croissants, fours de pâtisserie, etc. Elle fabrique des matériels pour boulangerie, pâtisserie, biscotterie, charcuterie. En 1976, la société Le Matériel Moderne obtient le “Laurier d'or de la qualité et de la technique internationale”. Le succès est tel que Georges Marchand crée une nouvelle entreprise, la Société parisienne de façonneuses, installée au 6, avenue de la République qui concurrencera “artificiellement” sa première entreprise. Dans le même temps, l'entreprise Marchand Sports poursuit son essor en proposant à ses clients un catalogue de 150 modèles d'équipements sportifs et de loisirs. Bientôt, G. Marchand fait construire une usine de 7.000 m² à Givonne, près de Sedan, dans les Ardennes, dédiée aux grosses commandes pour les marchés intérieurs et à l'export. Ce groupe industriel, précurseur aussi bien dans la mécanisation des fournils de boulangeries que des équipements de sports, disparaîtra en 1998.

Un terrain de jeu équipé à Rueil par Marchand Sports.

LA CRÉATION DE LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE D'APPLICATIONS PHOTOGRAPHIQUES (CIAP) en 1950 répond aux besoins de la reconstruction et de la modernisation du pays. En effet, la construction nécessite des plans d'architectes et de promoteurs, tirés sur papier héliographique, qui est un moyen de reproduction peu onéreux des calques. Fondée par la famille de Poix, cette société voit le jour à la Jonchère dans une grotte située sur la propriété familiale, où est installée une machine à émulsionner le papier avec un produit sensible à la lumière : c'est le procédé Diazoïque, dit "Diazo". Cette machine a été conçue et réalisée par Gauthier de Poix (1896-1976), le benjamin et l'inventeur de la famille, déjà créateur de l'activité papier héliographique à l'ammoniac chez Bauchet. Ce process révolutionnaire permet à la bobine de 50 à 90 kilos, une fois émulsionnée, d'être débitée par rouleaux de 20 mètres. Les premiers salariés sont Jean-Louis (1924-1984), premier fils de Gauthier, et Yvonne de Poix (1926-), deuxième fille de Gauthier. En 1953, le succès est déjà au rendez-vous et l'entreprise doit déménager toute la fabrication dans l'ancien atelier de sculpture de Pierre Tourguenieff, toujours dans le domaine familial de la Jonchère. L'équipe s'agrandit avec l'arrivée de deux nouveaux frères : Claude de Poix (1930-) en 1954, à l'issue de son service militaire, et Henri de Poix (1933-) en 1955.

EN 1961, UN PETIT IMMEUBLE DE TROIS NIVEAUX est construit dans le bas de la propriété du Verbois, à la Jonchère, avec un étage de bureaux, un autre pour le stockage et les livraisons, et un rez-de-chaussée consacré à toute la fabrication. En 1963, la CIAP s'agrandit de nouveau en achetant à Maule des locaux et terrains qui reçoivent toute la fabrication, les bureaux et le service livraison restant à Rueil. L'entreprise compte 60 salariés à Rueil et 120 à Maule. En 1970-1971, la CIAP rejoint le groupe hollandais Van der Grinteen dont la filiale française est installée à Montreuil. Les dirigeants ont compris que le principe du photocopieur remplacerait un jour le procédé Diazoïque, moins coûteux, mais bien désagréable à l'odeur. Gauthier de Poix, nommé administrateur de la maison mère hollandaise prend sa retraite à 73 ans, remplacé par son fils Jean-Louis qui devient Pdg de la CIAP, Claude de Poix, son premier frère restant directeur technique et Henri, son second frère, directeur des ventes de la CIAP et de la filiale hollandaise Photasia. Peu de temps après le décès de Jean-Louis de Poix, la CIAP quitte ses locaux de Rueil. C'est la fin d'une histoire familiale et industrielle ; néanmoins la famille de Poix reste dans les affaires avec la Simag, créée au début des années 1970.

De la SIMAG à la SCI Verbois

POUR DES RAISONS FAMILIALES, Yvonne de Poix (Lecointe) a quitté la CIAP en 1971 et relance un peu plus tard une nouvelle activité de tirage de plan en rachetant la société parisienne "Les tirages industriels" à un client de la CIAP qui connaît des difficultés. Elle l'installe à Rueil 6, rue Charles Vaporeau. L'entreprise prend la dénomination de SIMAG. On trouve dans cette constitution : Yvonne Lecointe et ses trois frères Jean-Louis, Claude et Henri. En 1977, la SIMAG rachète à Agfa son activité de microfilmage d'archives, plans, documents et livres installée à Montmagny. C'est un nouveau succès : une petite imprimerie est adjointe aux procédés de reproduction en 1978. Occupant 30 salariés, elle obtient au début des années 1980 des contrats importants avec la Direction des Constructions Navales (DCN), l'Aérospatiale et Thomson. Elle doit déménager dans des locaux plus spacieux, rue de la Libération, où travaillent désormais 50 personnes, dont la moitié habilitée "Confidentiel Défense." En 1984, la Simag s'installe dans l'immeuble de la CIAP qui vient de quitter les lieux. Les effectifs grimpent à 80 personnes mais l'entreprise s'est spécialisée dans le microfilm et la photocopie. L'évolution technique vers la numérisation étant trop coûteuse, Yvonne Lecointe décide de céder son entreprise au groupe Kodak. Elle dirige l'entreprise jusqu'en 1993 afin de transmettre les marchés Confidentiel Défense. IS2 Kodak quitte Rueil pour Tremblay en 1996. La famille de Poix, propriétaire de l'immeuble, décide de le rénover entièrement pour en faire un hôtel d'entreprises : la SCI Verbois accueille aujourd'hui une dizaine de PME de 5 à 30 personnes. Le fils d'Yvonne Lecointe, Bruno (1955-), a créé à Rueil une entreprise d'instrumentation médicale pour la cardiologie : Omédis Médicale. La fibre entrepreneuriale se transmet décidément de génération en génération…

Yvonne Lecointe présente les activités de son entreprise, la SIMAG.

LA SOCIÉTÉ RIBER SE DÉVELOPPE À RUEIL sur un tout autre marché. Fondée en 1964, boulevard des Italiens à Paris, elle distribue des produits sous ultra-vide (UHV) importés des États-Unis et destinés aux universités et à des laboratoires de recherches français. L'idée de cette création sur une niche industrielle vient de trois ingénieurs qui se sont rencontrés pour les deux derniers aux États-Unis : M. Jalenques, docteur en physique, Michel Desforges, ingénieur électricien, et Alain Varon, spécialiste en électronique. Après avoir amorcé son activité en tant que distributeur de produits

ultravide, elle passe de distributeur à fabricant et s'installe à Rueil dans un petit atelier situé en face de la caserne des Suisses. À la fin des années 1960, l'entreprise qui emploie 20 personnes ne cesse de s'agrandir et déménage rue Marollet où est installé l'atelier de mécanique et la comptabilité, rue Jean-Edeline dans une ancienne blanchisserie où sont regroupées la production et les directions – aujourd'hui la Maison de l'Emploi – et rue de la Libération pour le service des achats et un autre atelier de fabrication. Il n'est pas rare de croiser dans ce quartier deux salariés Riber échangeant des informations sur un trottoir !

La première Foire-Exposition de Rueil (1956)

DU JEUDI 3 AU DIMANCHE 6 MAI 1956, la ville de Rueil organise sa première Foire-Exposition industrielle, commerciale et horticole dans les jardins du 160, avenue Paul-Doumer. Elle est inaugurée par le préfet Demange qui aura alors cette phrase fameuse au vin d'honneur "il faut acheter Seine-et-Oise". Un grand nombre d'entreprises industrielles et commerciales rueilloises ont loué un emplacement pour présenter leurs activités et produits. Par exemple, Bauchet-Rolla présente ses pellicules et organise un concours "Rolla" pour les jeunes rueillois de 10 à 16 ans qui peuvent obtenir auprès d'un concessionnaire un appareil photographique "Mosquito" et une pellicule pour participer.

Marcel Pourtout présente ses véhicules publicitaires au préfet Demange.

Le centre commercial Colmar en construction.

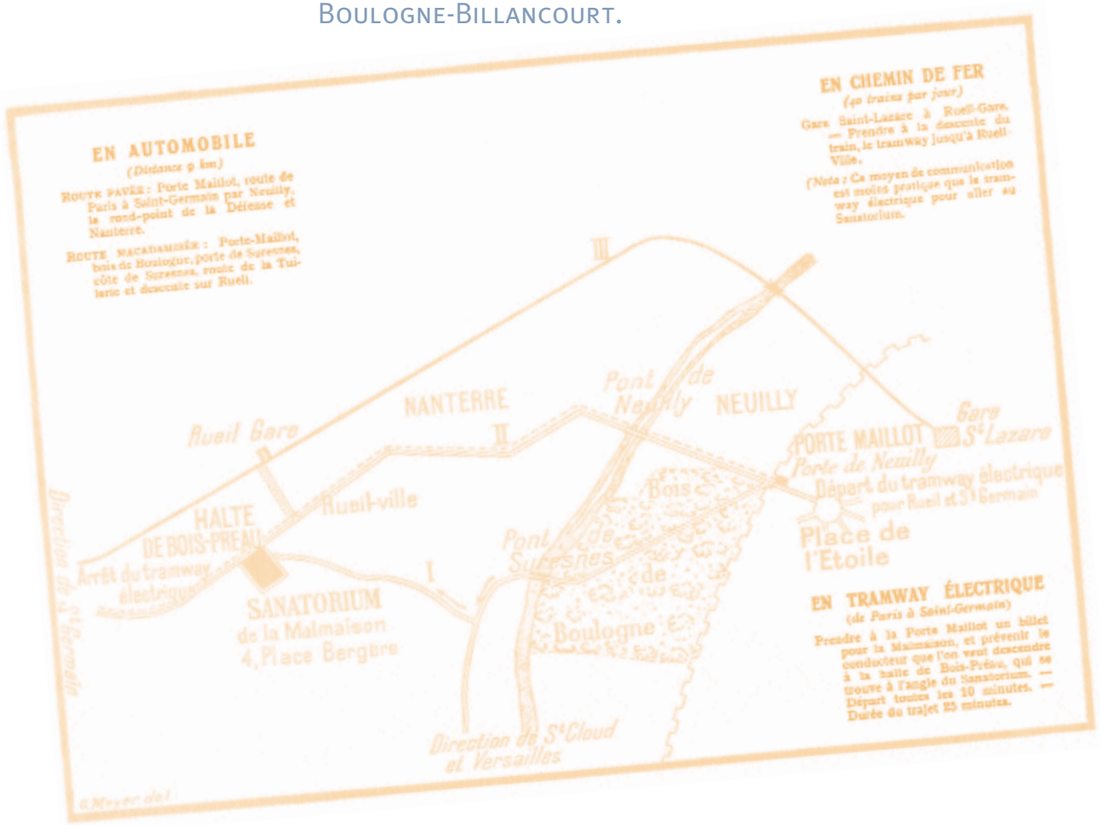
Le déplacement d'une maison sur rail, avenue Victor Hugo, pour laisser la place à la nouvelle gare routière.

Le 22 avril 1957, le premier centre commercial de France est inauguré à Rueil

EN 1956, RUEIL COMPTE PRÉCISÉMENT 35.774 HABITANTS. La commune prend la décision de faire construire à Rueil le premier centre commercial de France. Le 22 avril 1957, le centre commercial "Colmar" est inauguré par le commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région parisienne, Pierre Sudreau, et par le maire M. Pourtout. Premier de France, ce centre commercial est à ce qu'on dit le plus grand d'Europe. Cette ouverture est la conséquence du rapide développement économique et démographique de la ville. En 1957, des maisons doivent être déplacées sur rail, avenue Victor Hugo, pour laisser la place à la construction de la nouvelle gare routière. En 1961, sont ouvertes les premières classes du Lycée de Rueil. En 1962, Rueil dénombre 56.024 habitants et déjà 62.933 habitants en 1968. La population a doublé en quinze ans et quasiment triplée en trente ans. La société de BTP Revert, créée en 1954, est l'un des principaux constructeurs de logements et de programmes d'équipements de la ville de Rueil de 1954 à 1971. Les ensembles d'habitation et les groupes scolaires poussent comme des champignons ; la voirie et les réseaux divers doivent suivre cette cadence infernale. Une nouvelle ville prend forme, au détriment de l'activité agricole qui résiste néanmoins.

À Colmar, un nouveau groupe scolaire s'ouvre dans les années 1950.

Entre 1946 et 1970, un véritable pôle de recherche et développement pluridisciplinaire s'implante à Rueil dans des lieux parfois originaux mais pas toujours adaptés à leur activité. Les principales firmes qui le constituent sont les Établissements Belin qui sont devenus, on l'a vu, les Laboratoires industriels électriques (LIE) repris par Schlumberger au milieu des années 1960, l'Institut Français du Pétrole (IFP), Renault, Technip, ou encore la Société Française d'Optique et de Mécanique (SFOM). Dès leur installation, deux entreprises vont marquer profondément la vie de la commune, et ce jusqu'à nos jours : l'IFP s'implante à quelques pas du centre-ville dans un lieu inattendu, l'ancien sanatorium, alors que la Régie Nationale des Usines Renault (RNUR) regroupe l'ensemble de son bureau d'études – futur Centre technique de Rueil (CTR) – sur le plateau en reprenant d'abord l'usine moderne Vétra, puis en édifiant tout autour des bâtiment industriels et des immeubles de bureaux. Le CTR bouleverse en moins de cinq ans le paysage d'un quartier encore bucolique et pavillonnaire, reproduisant, à une moindre échelle, l'essaimage industriel réalisé par Louis Renault à Boulogne-Billancourt.



Naissance d'un pôle de recherche et développement (1946-1970)

Une grande unité de recherches internationale : l'IFP

L'Institut français du pétrole (IFP), créé en 1944, s'installe à Rueil en 1947 dans l'ancien sanatorium au 4, place Bergère (place Bir-Hackeim). Il rénove et aménage les nouveaux locaux : installation de deux écoles, de laboratoires, de bâtiments administratifs, etc. De par son implantation mais aussi de par sa mission dans le domaine du pétrole, cet institut de recherche reconnu dans le monde entier va inscrire profondément et durablement sa marque dans l'histoire et le développement de la ville de Rueil.

La création et l'implantation à Rueil

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le redémarrage de l'industrie pétrolière française est une priorité nationale. Créé le 13 juin 1944, l'Institut du pétrole, du carburant et lubrifiants – qui deviendra l'Institut français du pétrole – se voit confier plusieurs missions : la recherche et développement à vocation industrielle, la formation et la documentation. L'IFP représente une pièce essentielle du dispositif de mise en œuvre par les pouvoirs publics d'une politique pétrolière. Il réunit son premier conseil d'administration le 18 mai 1945 boulevard de la Tour-Maubourg à Paris en présence de Pierre Guillaumat, directeur des Carburants. En janvier 1946, l'IFP s'installe dans un bel immeuble parisien au 2, rue de Lübeck. La même année, on lui rattache quatre entités importantes : l'École nationale supérieure du pétrole (ENSP) créée en 1924, l'École nationale des moteurs (ENM) fondée en 1936, le Centre d'études et de recherche du pétrole, des carburants et des lubrifiants et la Station nationale de recherches et d'expériences techniques.

L'inauguration officielle de l'IFP en 1949 : de gauche à droite, MM. Louvel, Jacqué et Navarre.

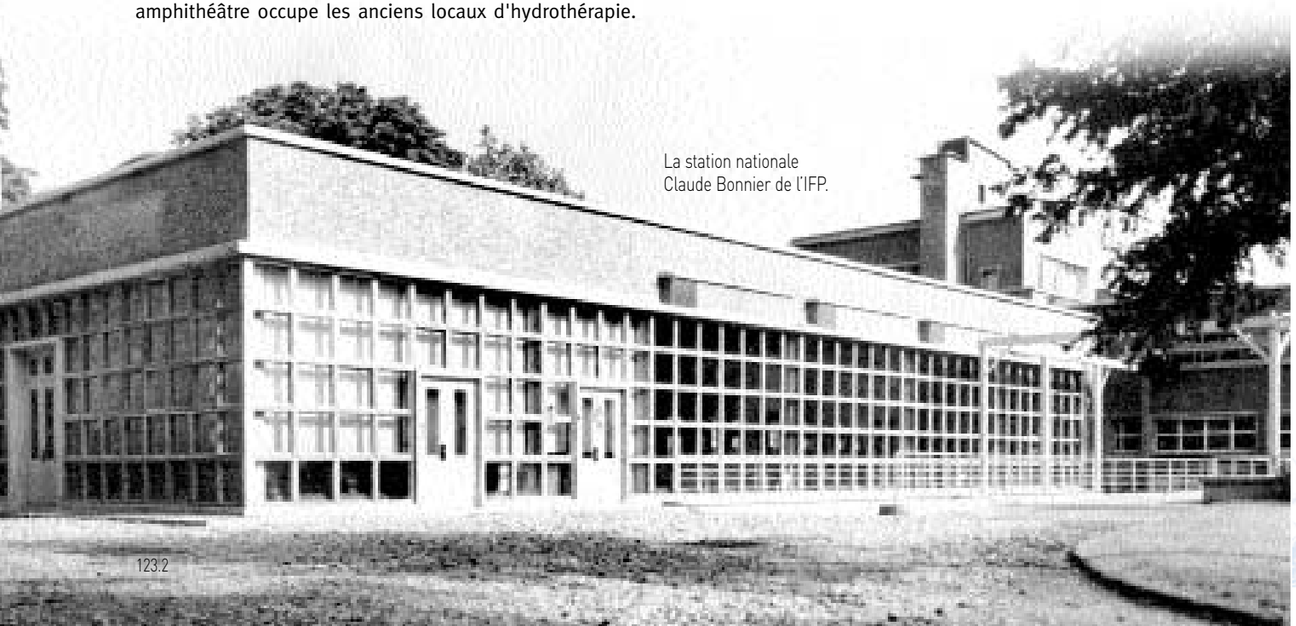
Les locaux parisiens, trop étroits, ne suffisent plus à accueillir toutes les entités. Après plusieurs semaines de prospection en Région parisienne au cours desquelles 46 domaines sont visités – notamment Bures, près de Mantes, Hennemont à Saint-Germain-en-Laye, Bailly –, la direction décide d'acheter en novembre 1946 le domaine de Rueil-Malmaison, un parc de six hectares planté d'arbres centenaires rendu célèbre par l'impératrice Joséphine. Transformé en sanatorium en 1911-1912 par les docteurs Antheaume et Bour pour traiter toutes les affections du système nerveux et des maladies de la nutrition, ce domaine a accueilli des personnages célèbres, notamment l'ancien président de la République Paul Deschanel, qui y a été interné à la fin de sa vie entre 1920 et 1922, et Georges Feydeau. Les premiers visiteurs de l'IFP se souviennent qu'après avoir franchi le portail en fer forgé de la place Bergère, tous les coins et recoins du domaine rappelaient son ancienne vocation : les salles d'hydrothérapie, le solarium, les salles capitonnées, etc. Il existait même un chemin de fer intérieur dont les rails avaient commencé à rouiller.

1959 La Thermonite construit une nouvelle usine.
▼ L'IFP rachète le pavillon "La Duchesse", situé au 228 de l'avenue Napoléon Bonaparte.

L'IFP en 1959.

DÉBUTE ALORS LA RÉNOVATION ET L'AMÉNAGEMENT DU SITE, abandonné depuis plusieurs années. L'objectif est d'installer dès la rentrée 1947 les deux écoles et les principaux laboratoires. Autour du château qui administrait la clinique, cinq pavillons d'aspect encore agréable sont répartis dans le parc : Les Glycines, la Roseraie et les Iris, l'un à côté de l'autre, enfin deux derniers bâtiments identiques, les Tilleuls et les Lauriers, qui accueillaient les malades classés dangereux, un pour les hommes, l'autre pour les femmes. Dans un premier temps, il faut débarrasser les pavillons des matériels qui y sont restés : lits, armoires, baignoires, etc. Au mois de juin 1946, les ouvriers s'attaquent au château dont il ne restera bientôt plus que les murs. Les Tilleuls, les Lauriers et les Iris subissent également un “lifting”. Il faut réaménager à une époque où les pénuries de matériaux font rages.

NÉANMOINS, LES TRAVAUX DE RESTRUCTURATION seront assez faciles, le bâtiment se prêtant aux transformations imposées. Le centre d'études et de recherches est le premier à s'installer. Les Iris reçoivent peu après les chimistes de l'École du pétrole de Strasbourg. La cantine sert ses premiers repas le 3 novembre 1947, jour d'ouverture de l'Institut et de la rentrée des classes. On trouve alors les écoles dans le “Château”, les laboratoires de synthèse organique et bureaux d'études Claude Bonnier aux Iris, les laboratoires de recherches physico-chimiques aux Tilleuls, les laboratoires de prospection géophysique et géochimique aux Lauriers, la Direction du centre à la Roseraie, la formation des cadres et des salles d'études aux Glycines. Un grand amphithéâtre occupe les anciens locaux d'hydrothérapie.


La station nationale
Claude Bonnier de l'IFP.

123:2

Le bâtiment Les Myosotis abrite le département
“exploration profonde”.

L'IFP s'agrandit, se structure et essaime dans Rueil

LES BÂTIMENTS ANCIENS DE QUALITÉ PARFOIS DISCUTABLE vont rendre la tâche de l'architecte difficile lors de l'étude de constructions nouvelles. Succédant à J. Billiard, l'architecte de la première heure, Pierre Dufau (1908-1985), architecte-conseil, prix de Rome, entreprend la réalisation d'un ensemble esthétique homogène dans un cadre toujours aussi verdoyant. La première tranche de 1948 à 1952 voit la construction des unités pilotes à Fougères, du magasin général, du magasin d'hydrocarbures, du petit atelier et de la station Claude Bonnier, cette dernière du nom d'un résistant ancien Pdg de la Société nationale de constructions de moteurs. De 1953 à 1956, les travaux se poursuivent avec l'agrandissement des unités pilotes, l'agrandissement du Château, la construction du bâtiment des Myosotis qui accueille le département “exploration profonde” et les bâtiments Anémones et Primevères qui reçoivent la direction et l'administration. En 1955, l'IFP franchit l'avenue de Bois Préau en rachetant les terrains du 2 et 4 de cette avenue pour y construire les Centres d'études supérieures Dalhias et Hortensias. Dans ce lieu harmonieux, il restaure entièrement les “Glycines”, le ravissant pavillon des Officiers d'ordonnance de l'impératrice Joséphine construit vers 1801, où une rotonde a été ajoutée à la fin du 19e siècle. Ce dernier accueille la direction générale. En 1959, l'IFP rachète à Don Jaime de Bourbon et Battenberg, duc de Ségovie et duc d'Anjou, le pavillon “La Duchesse”, situé de l'autre côté de l'avenue Napoléon Bonaparte, au n° 228. Sa construction date de 1860. L'IFP poursuivra cette politique d'agrandissement jusqu'aux années 1990.

La direction générale
de l'IFP s'installe dans
le pavillon napoléonien
Les Glycines.

René Navarre.

DURANT CES ANNÉES, L'IFP pose les fondations de son organisation. Ses effectifs passent de 40 personnes en 1945, à 220 en 1946, pour atteindre 298 personnes en 1947. L'arrêté du 29 juin 1947 le confirme dans ses missions. L'IFP se consacre dans les premières années à la modernisation des deux écoles, qui fusionnent en 1954 pour créer l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM). La même année, René Navarre est nommé Pdg de l'IFP. Cet ancien élève de l'École Centrale des Arts et Manufactures a débuté sa carrière à la Compagnie Standard franco-américaine (futur Esso) pour participer à la mise en route de la raffinerie de Port-Jérôme. Il est nommé directeur général de l'IFP en 1945. Personnalité éminente de l'industrie pétrolière, son influence dépasse vite le cadre de l'IFP, notamment il dirige le Comité national français des Congrès mondiaux du pétrole. Ce visionnaire présidera l'IFP

1960 Bahlsen France s'installe au 21, rue Eugène Sue.
L'IFP et la société américaine Core Laboratories créent Franlab.

1961 Ouverture des premières classes du Lycée de Rueil.

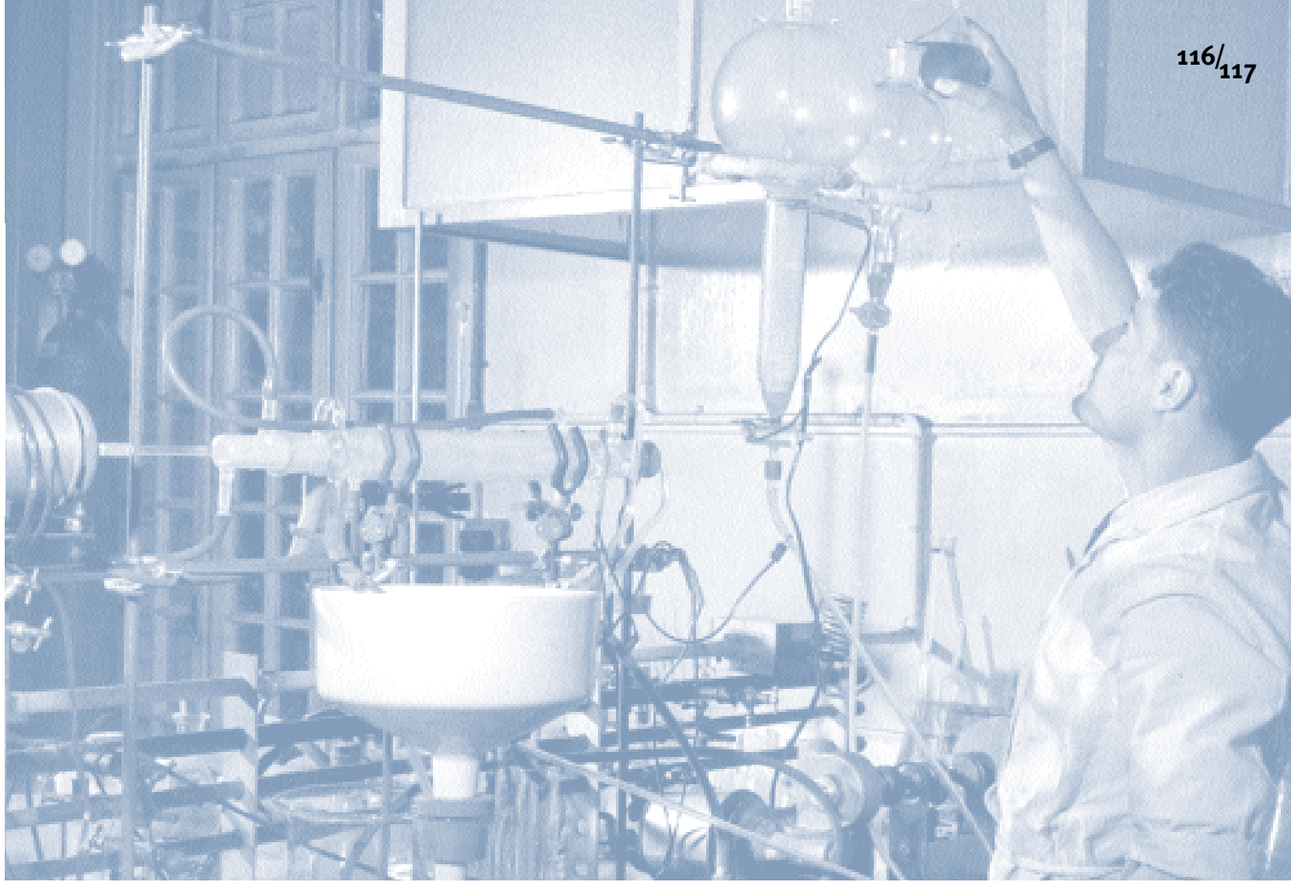
jusqu'en 1973, année du premier choc pétrolier. Le premier brevet est déposé le 20 septembre 1949. Dans une conjoncture internationale où la production pétrolière est passée de 355 millions de tonnes en 1945 à 1.051 millions de tonnes en 1960 et celle de gaz naturel de 100 à 450 milliards de mètres cubes, les hydrocarbures deviennent un enjeu économique mondial central. Les dépôts annuels de brevets de l'IFP connaissent une forte augmentation entre 1960 à 1967.

EN 1956, L'IFP CRÉE SA PREMIÈRE FILIALE, les Éditions Technip. Dans le cadre de sa mission d'information et de diffusion des connaissances, elles réalisent et diffusent des publications scientifiques et techniques dans les domaines du pétrole et du gaz, dans le cadre de sa mission d'information et de diffusion des connaissances : cours, ouvrages de références, documents de travail, dictionnaires, etc. Deux ans plus tard, l'IFP fonde en mars la société Technip qui s'installe au 222, avenue Napoléon Bonaparte dans les locaux de sa maison mère avant de déménager en 1967 rue Isabey dans un ensemble de bureaux neufs conçu par les architectes Andrault, Parat et Sarrazin. Technip est la première société française spécialisée dans l'ingénierie et la construction industrielles et pétrolières. L'IFP continue d'essaimer sur la commune. En 1960, l'IFP et la société américaine Core Laboratories créent la société Francorelab, qui devient Franlab en 1967. Installée au 370, avenue Napoléon Bonaparte, cette filiale qui emploie à Rueil cinquante personnes lui permet d'acquérir une expérience internationale dans l'étude des gisements incluant des analyses de laboratoire et l'informatique scientifique de modélisation. Franlab est dotée dès l'origine de moyens informatiques très importants ; elle s'équipe en 1971 d'un Control Data 7600, l'ordinateur alors le plus puissant sur le marché. En 1963, l'IFP crée la Compagnie française de Géomécanique à la même adresse que Franlab. Elle a pour mission de mettre à la disposition de l'industrie pour des usages opérationnels les techniques et les matériels mis au point par les divisons techniques de l'IFP, notamment en ce qui concerne l'exploration et l'exploitation du pétrole.

D'AUTRES FILIALES SONT CRÉÉES COMME PROTOCALYSE en 1959 à Rueil au siège de l'IFP, Beicip en 1960 qui fusionnera avec Franlab en 1992 et Coflexip en 1971, spécialisée dans les produits et services pour l'offshore, qui se rapprochera de Technip en 2001. En 1961, l'IFP rachète la propriété du 37, rue Jean le Coz, anciennement les laboratoires Drouet et Plet, pour installer sa direction géologie et géochimie. En 1967, ne disposant plus sur le site de Rueil d'espaces d'expérimentations et d'outils suffisamment adaptés aux essais semi-industriels, l'IFP implante à Solaize, dans le Rhône, le Centre d'études et de développement industriels (CEDI). À la mesure des ambitions industrielles de l'IFP, ce centre va être la pierre angulaire de la politique de développement de la recherche. À la fin des années 1960, l'IFP et ses filiales emploient environ 1.700 personnes, dont une grande part à Rueil. Si, en 1968, l'IFP à Rueil ne fait pas grève, le paysage social change au début des années 1970 dans un contexte de baisse des effectifs et de vieillissement du personnel provoqué par l'arrêt total des embauches depuis plusieurs années. Le 28 janvier 1973, Jean-Claude Balacéanu, alors directeur général adjoint, succède à René Navarre à la présidence. Une page de près de 25 ans de l'histoire de l'IFP se tourne. Alors que le premier choc pétrolier agit comme un révélateur de la dépendance des pays industrialisés à l'égard des producteurs de pétrole, les recherches menées par l'IFP vont connaître une nouvelle impulsion à partir de cette date.

Les "blouses blanches" de la direction chimie-raffinage en 1961.

La filiale Technip fait construire son siège rue Isabey.



Le Centre de formation Shell à Rueil (1967)

AU MILIEU DES ANNÉES 1950, SHELL lance une action de formation générale, parallèlement aux stages de développement des connaissances dans les divers domaines professionnels. Le premier centre est ouvert en 1954 à Saint-Germain-en-Laye, puis un autre à Rambouillet pour les cadres. D'autres existent comme à Pantin, selon les formations. En 1959, c'est au tour du centre de formation de Nanterre d'ouvrir ses portes à côté de l'entrepôt et de l'usine de Nanterre, et du laboratoire des Services techniques d'application. Le Centre de formation Shell de Rueil est construit en 1966 et ouvre l'année suivante au 91, boulevard Franklin Roosevelt. Installé en bord de Seine, au cœur du verdoyant complexe sportif Shell, centre créé à la fin des années 1930 et réputé pour accueillir les entraînements des équipes de France de football et de rugby avant leurs matches internationaux, il comprend quatre salles de formation équipées de matériels de projection modernes, des chambres et un club-house. Sur une partie de ce site, notamment les terrains de sports, sera construit au début des années 1990 le siège social de Shell-France (aujourd'hui siège de Schneider Electric).

1961 L'IFP rachète la propriété du 37, rue Jean le Coz.
Labo Industrie rachète Veedol et son usine de Rueil.

1962 56.024 habitants

Renault installe sa matière grise sur la "colline inspirée"

L'installation de la Régie Renault à Rueil découle des conséquences de la Seconde Guerre mondiale. Pendant le second conflit mondial, Renault doit se plier aux exigences de l'occupant et commence par réparer des chars pris par les Allemands à l'Armée française. La fabrication de véhicules particuliers lui est vite interdite pour faire toute la place aux véhicules utilitaires, dont la production ne cessera pourtant de décliner jusqu'à la fin de la guerre, faute de matières premières et de main-d'œuvre. Pendant ce temps, les bombardements aériens détruisent une partie des ateliers de Billancourt. En 1945, l'État nationalise Renault et devient l'unique propriétaire de la Régie Nationale des Usines Renault (RNUR). Cette sanction envers une entreprise qui s'est faite "instrument de l'ennemi" est aussi une réponse à la volonté modernisatrice des nouveaux pouvoirs publics. Charles de Gaulle nomme Pierre Lefaucheux, un ingénieur centralien issu de la Résistance qui a déjà une solide expérience industrielle, nouveau directeur général de la Régie Renault.

Le bureau d'études, cœur de la création

Pendant la guerre, quelques ingénieurs ont travaillé en cachette à un prototype de petite voiture qui devient la 4 CV après la Libération. C'est grâce à l'ingénieur résistant Fernand Picard (1906-1993), un gad'zart (promotion 1923) entré chez Renault en 1935 et qui monte rapidement les échelons, que la petite "voiture pour tous", robuste, sobre et peu chère peut être présentée au premier Salon de Paris en 1946. Sa fabrication en série démarre l'année suivante. L'innovation et la recherche et développement deviennent désormais un enjeu majeur pour le constructeur français d'automobiles : d'où l'importance du bureau d'études (BE) qui compte alors une bonne centaine de personnes. Ce service de recherche et de conception a toujours été situé dans l'enceinte historique à Billancourt. Au tournant des années 1940, une révolution de velours se prépare : le site de Billancourt étant devenu trop étroit pour l'ensemble des activités, la décentralisation de la production et de la recherche s'amorce, et le bureau d'études doit déménager sans pour autant trop s'éloigner du cœur historique.

Fernand Picard.

Le 29 janvier 1952, une usine sur un terrain de 21.000 m² est rachetée à Rueil-Malmaison, rue des Bons Raisins, à la société anonyme Vétra, face à l'Arsenal. Sous la direction de Fernand Picard, une poignée de techniciens et d'ingénieurs s'y installe dès le printemps. Ce lieu devient le bâtiment A. Ces hommes doivent y inventer les voitures du futur. La Frégate vient d'être présentée et c'est là que doit être conçue la prochaine voiture Renault : la fameuse "Dauphine". Rapidement, Fernand Picard concentre dans ce lieu toute l'information et le pouvoir nécessaires à cette création. Il se comporte comme un véritable directeur général bis. De ce fait, il se trouve souvent en opposition avec le directeur général en titre, P. Lefaucheux. Il mène seul les négociations pour agrandir le BE et a toujours le dernier mot sur les projets à développer, entre autres exemples.

La Dauphine est conçue à Rueil

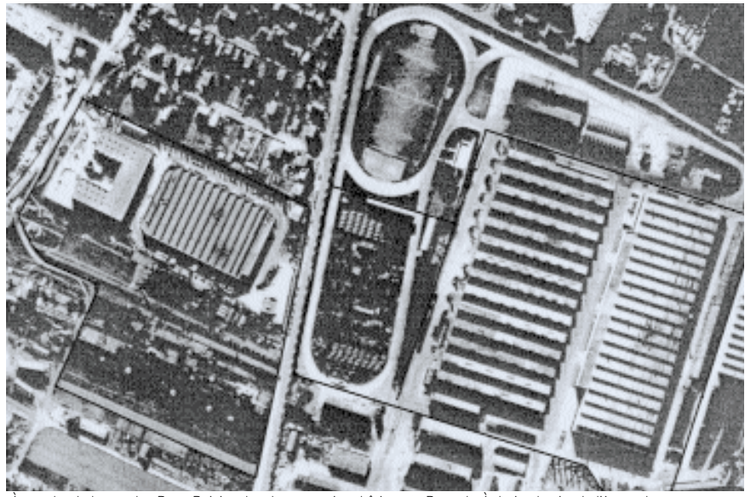
Une petite équipe d'ingénieurs et de techniciens se constitue dans le plus grand secret pour démarrer le projet de création d'une nouvelle automobile. Robert Barthaud dessine les premières formes, tandis que le directeur du service Essais teste l'endurance du moteur de la 4 CV en gonflant au maximum sa puissance. Très vite, le responsable des Etudes tôlerie réalise qu'il est impossible d'élaborer une voiture plus spacieuse sur la plate-forme de la 4 CV. La petite équipe ne pouvant plus concevoir seule une voiture totalement nouvelle, Pierre Lefaucheux annonce officiellement le 28 janvier 1950 l'existence du "projet 109". Le 24 juillet 1952, le premier prototype appelé 109-1 quitte le Centre Technique de Rueil (CTR) pour tourner sur la piste secrète de Lardy, au sud de Paris. Les terrains de Lardy ont été achetés en 1950 et la piste d'essais de six kilomètres est opérationnelle dès 1951. En août 1953, le prototype 109-3 est testé hors de France. Fernand Picard prend quinze jours de vacances en Espagne pendant lesquels il va parcourir près de trois mille kilomètres. Les principales améliorations concernent l'étanchéité à la poussière et l'ajout d'un quatrième rapport.

D'autres essayeurs jugent les performances limites à cause de l'embonpoint. Pour pallier à ce problème, les ingénieurs décident d'augmenter l'alésage, faisant passer la cylindrée de 748 à 845 cm³. La puissance fiscale passe du coup de 4 à 5 CV. La décision de produire le projet 109 est prise le 6 janvier 1954. Le lancement est prévu pour mars 1956. La voiture sera produite à Flins, Billancourt étant saturé. Il faut lui trouver un nom. C'est fait en octobre 1954. La même année, la 500.000e 4 CV sort des ateliers. La "Dauphine" est dévoilée finalement le 6 mars 1956 au Palais de Chaillot, deux jours avant le salon de Genève. Elle connaît dès sa commercialisation un immense succès : les cadences de production passent de 350 à 600 véhicules par jour, les délais de livraison s'allongent. En 1959, on vendra aux États-Unis plus de Dauphine que de Volkswagen. En dix ans, plus de deux millions d'unités seront produites. Elle est pratiquement arrêtée avec le lancement de la R8 en 1962.

Le bureau d'études planche sur la Dauphine : à gauche, Fernand Picard.

1962 L'hôpital Stell devient établissement public.
▼ Léonard Fashion, la mode s'installe à Rueil.

1963
▼ Création du Conservatoire municipal de Musique et de Danse.


À gauche de la rue des Bons Raisins, les deux premiers bâtiments Renault. À droite, le site de l'Arsenal.

Renault 8.

Le bâtiment en forme de U, pour les essais moteurs, prolonge l'ancienne usine Vétra.

Le CTR, premier employeur de Rueil

CETTE INSTALLATION À RUEIL VA CHANGER progressivement la physionomie du quartier du Plateau. Dès 1953, Renault obtient l'autorisation d'exploiter des moyens d'essais de moteurs à explosion et de moteurs à combustion interne. Un second bâtiment pour les essais moteurs est construit en 1956 en forme de U : le bâtiment B. Cet agrandissement conduit à des plaintes des riverains, notamment des syndicats de propriétaires des Houtraits et des Barrosiers. Les nouveaux locaux doivent être insonorisés. L'implantation à Rueil de la matière grise de la Régie Renault aboutit à une expansion rapide du BE sur la "colline inspirée". Des hommes, jeunes pour beaucoup, vont concevoir là les succès de demain : la Dauphine, on l'a vu, l'Estafette, les Renault 8, 16 et 4, etc. F. Picard instaure le port d'un badge individualisé pour préserver la sécurité et la confidentialité sur le site. Le 11 février 1955, P. Lefaucheux disparaît tragiquement dans un accident de voiture. Pierre Dreyfus lui succède à la tête de Renault. Le nouveau patron ne tolèrera pas les libertés prises par le directeur du BE à Rueil.

APRÈS PLUSIEURS INCIDENTS ENTRE LES DEUX HOMMES, F. Picard est mis quelque peu sur la touche alors qu'il planche sur le projet de la R4, qui doit remplacer la 4 CV. On lui associe en janvier 1956 un polytechnicien, ancien ingénieur chez Chausson et Chenard-Walcker, Yves Georges, né en 1904, qui deviendra directeur des Études. Pourtant, F. Picard conserve son poste de Directeur des Études et Recherches jusqu'en 1966 avant de devenir directeur conseil à la Régie. En 1958, le BE est rebaptisé Centre Technique de Rueil ou CTR. Entre-temps, les bâtiments C, D, E, F ont été bâtis, puis les G, H, I, J, K. En 1959, il est créé un service d'études de moteurs pour bateaux alors que les essais de la R4, la première traction avant de Renault, ont lieu en décembre en Sardaigne, dans le plus grand secret. Les essais se poursuivent en 1960 et 1961 au nord du Sahara, en Sardaigne, etc.

LA R4 EST PRÉSENTÉE EN 1961 ET LA R8 avec quatre freins à disques l'année suivante. La même année, la quatrième semaine de congés payés est négociée chez Renault. Entre 1955 et 1962, le CTR est passé de 600 à plus de 1.300 personnes.

Yves Georges (à gauche) et Fernand Picard devant la R16.

La Renault 4 dite "4L" en 1988 : une longue et belle histoire !

Un chiffre qui ne fera que s'accroître jusqu'aux années 1990. Devenu le premier employeur de Rueil devant l'IFP et Bernard-Moteurs, le CTR est en permanente ébullition : 80 ingénieurs, dont des X et des centraliens, ont été embauchés entre 1956 et 1960, qui changent progressivement la vision des études où la prépondérance du calcul et des essais prend le pas sur le pragmatisme technique des anciennes équipes. P. Dreyfus et ses équipes sont plus des sociologues que des ingénieurs dans leur perception de l'automobile. La R4 est le fruit de ce travail. C'est une voie différente que doit emprunter le CTR de Rueil.

Les Hauts-de-Seine, berceau de l'industrie automobile

L'HISTOIRE DE L'AUTOMOBILE FRANÇAISE se confond avec celle des communes de la périphérie parisienne, notamment du département des Hauts-de-Seine. Depuis les ateliers d'Asnières, de Boulogne-Billancourt, de Clichy, de Suresnes, de Levallois, Puteaux, etc. allait se développer une industrie nouvelle et prospère. Si l'épopée de Louis Renault a une place dans l'histoire nationale, combien d'autres sagas restent confinées aux Bulletins d'histoire des sociétés historiques locales ! La seule année 1899 voit la création de six sociétés : Chenard-Walcker à Asnières, Renault Frères à Billancourt, la Société française des automobiles Girardet à Puteaux, la Société des Moteurs et Autos Le Sphinx, La Nationale et Dumond à Levallois. En 1907, la firme de Dion-Bouton emploie déjà 2.500 ouvriers à Puteaux. Soixante ans plus tard, cette industrie fait travailler encore 100.000 personnes dans les Hauts-de-Seine. En 1969, quatre entreprises de renommée internationale y sont toujours installées : la Régie Renault à Boulogne-Billancourt occupe 36.270 personnes ; General Motors France, qui a son siège et ses usines à Gennevilliers, emploie 1.949 personnes ; Ford France, avec son siège social à Rueil et un dépôt de pièces détachées à Gennevilliers ; Volvo, qui vient de déménager le sien de Puteaux à Nanterre. En dehors des usines et des sièges sociaux, il ne faut pas oublier les centres de recherche et développement, les concessionnaires, les agents de toutes marques, les garages, les carrossiers, les fabriques d'accessoires, les stations de carburants, etc. À la fin des années 1960, l'industrie automobile se classe en tête des activités économiques du département des Hauts-de-Seine.

Renault 16 décapotable.

Renault 17.

EN 1964, S'AJOUTENT AU CTR LES SERVICES D'INGÉNIERIE avec l'installation de la Société d'Etudes et de Réalisations Industrielles ou SERI, créée en 1959. Cette filiale de Renault, dénommée également Seri Renault Engineering, tout en assurant l'engineering du groupe Renault propose ses services aux autres industries : conseils en investissements, études et diagnostic, assistance technique et méthodes, projets d'installations, architecture industrielle, etc. La R10 sort l'année suivante. En 1966, une nouvelle organisation est mise en place : la Direction des Etudes et Recherches devient la Direction des Recherches et Développement et Y. Georges succède à F. Picard. En mai 1968, tandis que les techniciens et ouvriers suivent la grève votée à Billancourt, les ingénieurs et cadres du CTR ne suspendent leur travail qu'une seule journée. La Renault 16 annonce en 1966 une montée en gamme. Deux coupés de ligne moderne sortent en 1971 : les R15 et R17. En 1972, la petite R5 sort de la "colline inspirée" et fait immédiatement une percée européenne. Au début des années 1970, un tiers des effectifs du BE cogite sur les enjeux de la sécurité des passagers. Malgré le choc pétrolier, le CTR doit s'agrandir, ce qui sera fait en 1975 avec le rachat d'une partie des terrains occupés par l'Arsenal depuis plus de cinquante ans. C'est à cette date que Yves Georges laisse la place à Pierre Thiberghien, l'un de ses plus proches collaborateurs.

Renault 15.

1963
▼ L'IFP crée la Compagnie française de Géomécanique.

1964
▼ Création du département des Hauts-de-Seine.

L'Arsenal de Rueil poursuit ses activités de recherches militaires

LORSQUE NOUS AVONS QUITTÉ dans la partie précédente l'histoire de l'Atelier de Rueil (ARL) ou Arsenal, il mettait au point le char ARL 44 conçu dans la clandestinité sous l'occupation allemande. Avec ce nouveau char de combat, il s'agit de réarmer les forces françaises de l'après-guerre. Les conditions économiques industrielles et financières des années 1945-1950 sont telles que ce projet important ne peut pas aboutir. Seule une petite série est produite à la fin des années 1940 aux Ateliers de Rueil, dont les effectifs comptent environ 400 salariés. À partir de 1952, les infrastructures de production et de recherche sont entièrement rénovées et reconstruites en partie pour abriter les chaînes de montage de l'Engin Blindé de Reconnaissance (EBR). L'École professionnelle de l'Arsenal compte une centaine d'élèves répartis en quatre classes.

EN 1958, CET ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ dans la production et la réparation d'engins blindés est dissout et ses activités sont transférées à Roanne. Il prend à cette date l'appellation d'établissement annexe de l'Atelier de construction de Puteaux. Dans le cadre de la restructuration de son infrastructure en Région parisienne et notamment de la suppression des activités concentrées à Puteaux quai National, la Direction des études et fabrication d'armement (DEFA) – qui devient en 1961 la Direction technique des armements terrestres (DTAT) – procède au transfert des activités de l'Arsenal de Puteaux à Rueil. L'ensemble de ces opérations de rationalisation avait été amorcé dans les faits dès 1953. Rueil va servir de point de regroupement à un certain nombre d'installations implantées dans des locaux disséminés dans la banlieue ouest de Paris. Au début des années 1960, les quatorze hectares du site emploient 1.500 personnes et abritent des bâtiments administratifs, des ateliers de pyrotechnie et d'électronique, un laboratoire optronique, une piste d'envol d'hélicoptères et un complexe sportif. Les installations sont rénovées en 1964. Dans ces années, des réalisations importantes voient le jour comme les engins autopropulsés, les engins tactiques "ENTAC" et les engins balistiques "PARCA".

LE DÉVELOPPEMENT SE POURSUIT DANS UN CONTEXTE de retrait progressif des forces armées françaises de l'OTAN. Le 18 novembre 1970, pour la première fois, les portes de ce lieu secret s'ouvrent à la grande presse et aux Rueillois ; un service "Relations publiques" voit le jour. En 1971, des terrains sont cédés à la Régie nationale des usines Renault (RNUR) par un acte du 20 octobre. En 1975, l'Arsenal de Rueil fusionne avec l'Atelier d'Issy-les-Moulineaux (AMX) et leurs activités sont transférées au plateau de Satory. Entre 1975 et 1977, de nouveaux terrains sont cédés à la RNUR. Seul demeure à Rueil le Bureau de programme Franco-Allemand (BPFA), qui va suivre le programme d'hélicoptère franco-allemand Tigre et dont les activités vont se poursuivre jusqu'aux années 1990. En 1978, la ville de Rueil se porte acquéreur de certains terrains de l'emprise de l'Arsenal. Ce dernier rachat marque la fin d'une belle histoire militaro-industrielle, qui a commencé avec le Premier conflit mondial et s'achève au moment même où débute l'installation par l'URSS de missiles sol-sol SS-20 à l'ouest de l'Oural.

Vue aérienne de l'Arsenal au milieu des champs en 1933.

L'Arsenal et son quartier en 1956.

Le CTR Renault domine le quartier du Plateau - 1981.

La SFOM : une entreprise spécialisée dans la conception et la fabrication d'appareils militaires de pointe

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'OPTIQUE ET DE MÉCANIQUE ou SFOM a été fondée en 1941 par Jean de Montrémy, ancien élève de l'Institut des Sciences Politiques. Installée à l'origine à Pau, après plusieurs transferts, elle regroupe l'ensemble de ses activités à Rueil en 1950 au 85-93, avenue Victor-Hugo sur une surface de 6.000 m². Cette entreprise se consacre principalement à la réalisation de tous prototypes d'appareils d'optique et de mécanique, ainsi qu'à la fabrication en série de ces appareils. Ces collimateurs, lunettes périscopes, cinémodérivomètres, dérivomètres et appareils de photographies aériennes équipent les avions de l'Armée de l'Air française : Vautour, Noratlas, Mirages III et IV, Alouettes III, etc. et ceux de nombreux autres pays comme la Suède, l'Italie, l'Allemagne, Israël, le Canada et les États-Unis. Dans les années 1960, la SFOM crée un département de fabrication de matériel de projection qui va connaître un grand succès auprès des entreprises, de l'Éducation nationale, mais également des particuliers : projecteurs de diapositives, épiscopes, diascopes, etc. Au milieu des années 1960, elle rénove entièrement ses bureaux et ateliers pour répondre aux nombreuses commandes.

Au début des années 1960, Rueil est toujours une commune mi-rurale, mi-urbaine, où se côtoient une agriculture de maraîchage, une industrie récente et un pôle de recherche-développement en expansion. C'est dans ce cadre semi-urbain que vont fleurir les implantations de sièges sociaux de groupes français et étrangers. Les années 1960 correspondent au premier grand développement du tertiaire à Rueil : Agfa-Gevaert, Bahlsen, Christian Dior, Ciba-Geigy, Ford France, General Foods France, Goodyear France, Leica-Wild Paris, Léonard Fashion, Sandoz, Schwartz-Hautmont, Socea, Upsa, 3M s'installent durant cette décennie selon les opportunités foncières.

Un véritable quartier d'affaires sort de terre sur les hauteurs de Rueil vers Buzenval, plus précisément rue Lionel Terray, où plusieurs sièges d'entreprises vont regrouper là leurs différentes directions et parfois filiales. Ce pôle d'activité tertiaire se développe en parallèle à celui de la Défense, dont la première tour – Esso – est construite en 1963-1964. Rueil, de par ses nombreuses terres agricoles à prix très abordable, permet à des d'entreprises de renom d'installer des sièges sociaux neufs, fonctionnels et spacieux, à des coûts bien moindres qu'à Paris ou même en très proche banlieue.

Au premier plan, la zone d'activité de la rue Lionel Terray en 1970. En haut à gauche, le collège-lycée Passy-Buzenval ; en haut à droite, le collège-lycée Daniélou.

Les sièges sociaux sortent de terre (1960-1970)

Naissance d'un grand quartier d'affaires à l'ouest de Paris : La Défense

EN SEPTEMBRE 1958, L'ÉTAT CRÉE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC pour l'aménagement de La Défense, plus connu sous l'acronyme EPAD. Déjà des initiatives privées ont vu le jour sur cet axe historique – Le Louvre Saint-Germain-en-Laye – comme le Centre National des Industries et Techniques (CNIT) qui vient d'être inauguré et accueille les grands salons de l'époque : Mecanelec, les Floralies, les Arts Ménagers, l'Enfance, etc. Il s'agit, devant l'engorgement du centre traditionnel des affaires de Paris – le triangle d'or la Bourse, l'Étoile et la gare Saint-Lazare – de constituer à l'ouest un second pôle d'activité : un quartier d'affaires à l'américaine susceptible de soutenir la croissance tertiaire de la capitale. C'est le début d'une grande aventure urbanistique et la naissance d'un véritable laboratoire de formes architecturales.

EN 1964, LE PREMIER PLAN-MASSE EST ADOPTÉ : 850.000 m² de bureaux sont prévus de part et d'autre d'une vaste esplanade. La même année, les salariés d'Esso France sont de véritables pionniers : ils prennent possession du premier immeuble de bureau construit à La Défense. Vingt-cinq ans plus tard, ils seront de nouveau parmi les premiers à s'implanter à Rueil 2000. En 1966 et 1967, sont livrées les tours Nobel et Aquitaine. Le programme de construction est doublé pour atteindre 1,5 million de m² de surfaces de bureaux et accueillir des tours de 200 mètres de hauteur. Lorsque la station de La Défense du Réseau express régional (RER) s'ouvre en février 1970, reliant l'Étoile en moins de cinq minutes, on compte déjà plus de 12.000 salariés travaillant dans ce quartier d'affaires. Rueil, de par sa proximité, va profiter de l'essor rapide de La Défense, notamment après l'ouverture, le 2 octobre 1972, de sa propre gare de RER.

Les champs des familles Claeys et Vervèze en bord de Seine en 1959.

Maraîchers et horticulteurs : le grand tournant

À Rueil, les années 1960 sont encore prospères pour l'activité agricole : c'est une des grandes particularités de cette commune, qui compte plus de 50 hectares de terres cultivées aux portes de Paris en 1965 ! Les maraîchers y côtoient de grosses exploitations légumières et horticoles.

Les dernières belles années du maraîchage

Le second conflit mondial a marqué un tournant dans l'organisation de la production rueilloise. Avant 1939, en effet, Rueil compte principalement quatre familles de maraîchers importantes qui vendent sur les marchés de détail : la plus importante, la famille Bouilly, établie avenue de Saint-Cloud (avenue du 18 juin 1940) sur 12 hectares ; les Julien et les Ibert, route de l'Empereur ; les Boudin, à l'angle de la place Besche et de l'avenue de Buzenval. Les autres exploitations se consacrent à la mono-culture de légumes en plein champ – poireaux, oignons, choux de Bruxelles et surtout choux fleurs – pour vendre en grosse quantité aux Halles de Paris. Des ramasseurs viennent chercher la marchandise à Rueil en charrettes à cheval. Les deux principaux producteurs de légumes en gros sont alors Claeys et Vervèze, qui se partagent 30 hectares loués à l'Assistance Publique en bordure de Seine, depuis le stade Shell jusqu'aux confins de Bougival. Avec les pénuries de la période de guerre, tout change : il faut nourrir la population. Ida Levasseur, se souvient qu'à la demande des élus, elle vend toute sa production de légumes au marché de Rueil, sous le contrôle et la protection de deux gendarmes ! Dès lors, une partie de ces cultivateurs vont diversifier leur production pour la vendre directement aux consommateurs.

Certains investissent dans des serres pour cultiver des primeurs. Aux traditionnels haricots verts, épinards, petits pois, viennent s'ajouter les radis, la betterave rouge, puis la courgette pour répondre au goût du jour. L'après-guerre est une période favorable pour le maraîchage : on dénombre environ 20 exploitations à Rueil. Les champs sont en pleine ville, sur les terrains abrités de bas de coteau, de part et d'autre de l'avenue du 18 juin en remontant vers Suresnes, et sur la hauteur entre la route de l'Empereur et Saint-Cucufa. C'est là que se trouvent les "grands jardins", petites parcelles éparses où l'on cultive des fraises ou des framboises au milieu des vergers. Aux lendemains de la guerre, on vient encore s'établir maraîcher à Rueil, car les terres sont bonnes, peu chères et proches de Paris : c'est le cas de Pierre Théart (1895-1956), qui achète trois hectares en 1949 en haut du coteau des Gallicourts.

Le banquet de la Saint-Vincent réunit toutes les corporations agricoles. En 1948, de gauche à droite : Mme Marcel Parent, Roger Pipart, le chanoine Bosc, Isabelle Gilard, Mme René Parent, Marcel Pourtout.

Les familles Besche, Besse, Houdard, Picot au banquet de la Saint-Vincent en 1953.

Lecerf, obtenteur à Rueil

Au milieu du siècle dernier, nul ne peut ignorer à Rueil la réputation de la maison Lecerf, producteur de plants et de graines établi route de Saint-Cloud (avenue du 18 Juin 1940). Elle fait elle-même ses sélections et ses améliorations, et les producteurs des Yvelines, notamment ceux de la plaine de Chambourcy, viennent jusqu'à Rueil pour se servir en plants de choux-fleurs Lecerf. Dans ses sélections de nouvelles variétés, figurent aussi le céleri de Rueil et l'épinard d'été de Rueil. Les choux-fleurs "Lecerf" sont au catalogue des établissements Georges Truffaut en 1935 sous deux formes : Lecerf à pied court et choux-fleurs d'été de Rueil. Ils sont proposés dans le catalogue Lefebvre 1979, sont mentionnés comme faisant référence dans le catalogue Vilmorin 1978 et apparaissent encore sur le site Internet de jardiniers amateurs en 2005. Belle postérité pour l'activité maraîchère de Rueil…

Les déclarations de surfaces des adhérents du Syndicat des Cultivateurs de Rueil établies le 25 janvier 1965 par Jules-Gérard Pipart, secrétaire, sont des indications précieuses. Sur les 30 cultivateurs recensés, 23 produisent des cultures diverses et des légumes de plein champ, arrosés ou non, sur une surface de 44 hectares. Le plus important est toujours Claeys, avec 19,5 ha, puis vient Picot (4,40 ha), Besche (4,09 ha), et des exploitations d'environ 2 hectares (Houdard, Joye, Levasseur, Théart). Dix exploitations cultivent aussi des fleurs sur une surface totale de 2,5 hectares, mais seules trois sont spécialisées : Chevillard, Gaston et Gilard Frères. Ces derniers possèdent 5.000 m² de serres chaudes où sont produites des plantes en pots fleuries (hortensias, azalées, cyclamens, etc.), profitant de l'irrigation exceptionnelle de la plaine, derrière l'actuelle maison du Tourisme (aujourd'hui une partie du parc de l'Amitié). Seize des trente exploitations possèdent des fruitiers, sur des petites surfaces de 40 ares (4.000 m²) en moyenne. Les deux grands arboriculteurs de Rueil, non recensés par le Syndicat, sont alors les Gilbert à Buzenval, qui vendront leurs terres à la suite d'un différent familial pour la création du parc d'activité de la rue Lionel Terray au début des années 1960, et les Guérain à Bougival, qui possèdent une bonne partie du coteau des Gallicourts.

À la fin des années 1960 pourtant, la pression immobilière a raison des maraîchers, qui vendent progressivement leurs terres, ou sont contraints de quitter celles qu'ils louent. C'est le cas de Roger Pipart, dont l'exploitation se trouve réduite des deux tiers en 1969, lorsque la famille Parent décide de vendre ses terrains du 10, rue Jules Parent ; il vendra lui-même ses terres du 16, rue Jules Parent l'année suivante pour s'établir au Tremblay-sur-Mauldre, dans les Yvelines. Les résidences des Petits-Champs et du Plessis remplacent bientôt les serres et les châssis… C'est aussi le cas des Claeys, chassés des bords de Seine, lorsque l'Assistance Publique décide au début des années 1970 de réaliser son bien. Michel Levasseur fait exception : il profite du retrait de maraîchers comme les Joyeux ou les Chevalier pour reprendre

Marcel Pourtout remettant le mérite agricole à Henri Gilard, horticulteur. Assises, de gauche à droite, Mme Bouilly, Mme Henri Gilard, Mme Vervèze.

des terres et agrandir son exploitation, qui passe de 2 à 6 hectares. Néanmoins, la page est définitivement tournée. Ces familles rueilloises dans l'âme garderont pour certaines quelques parcelles de fruitiers... et surtout leur place de marché ! En 2005, les Houdard, Levasseur et Pipart tiennent toujours un étal sur les marchés de Rueil. Seule la famille Houdard exploite encore à Rueil.

Portraits de maraîchers

Famille Levasseur : cultivateurs depuis 300 ans à Rueil... jusqu'en 1990 !

LES ORIGINES DE LA FAMILLE LEVASSEUR À RUEIL remontent à l'Ancien Régime, sans qu'il soit possible de les dater exactement. D'abord cultivateurs, les Levasseur deviennent maraîchers : Marcel (1907-1996), enfant, "faisait les Halles" avec son père Charles. Il se marie en 1943 avec Ida, et commence à vendre au détail sur les marchés de Courbevoie et de Rueil. Ida se souvient : "Je partais au petit matin avec la charrette attelée remplie de poireaux qui arrivaient gelés au marché tellement il faisait froid l'hiver ; moi, j'allais à pied, en tenant le cheval par la bride, ça me réchauffait. Courbevoie, ce n'était pas bien loin !". Michel, son fils, modernise et agrandit l'exploitation. En 1968, il investit dans son premier tracteur et convainc son père qu'il faut acheter de nouvelles terres pour préserver la rentabilité : à Feucherolles dans les Yvelines d'abord, puis à Rueil à partir de 1970. Après avoir cédé trois fois du terrain pour la création, puis les agrandissements du cimetière des Bulvis, il est exproprié en 1990 des "Grandes Terres", avenue de Fouilleuse, pour construire le Centre Leclerc. Dès lors, il perd la moitié de sa production ! Il jette alors l'éponge et achète, entre 1990 et 1994, 16 hectares à Crespières, dans les Yvelines. Il possède depuis 1991 une patente sur les marchés de Rueil.

Famille Pipart : maraîchers depuis 1919, entre la caserne et l'usine à gaz

EDOUARD PIPART, ORIGINAIRE DE BELGIQUE, a rejoint ses frères, établis bouchers à Nanterre. D'abord garçon de café, il épouse Olga en 1898. En 1919, il achète à Rueil un terrain de 7.000 m² au 16, rue Jules Parent, pour faire du maraîchage. Très vite, il vend sur les marchés de Nanterre. En 1922-1925, il devient locataire de 1,2 hectare laissé par les Forceries Parent au 10, rue Jules Parent et arrache les vieux arbres fruitiers. Son fils, Jules-Gérard (1905-1989), commence à travailler sur l'exploitation familiale à 14 ans et succède à son père en 1936. Devenu secrétaire du Syndicat des Cultivateurs de Rueil la même année, il occupera ce poste jusqu'en 1970. Il est également conseiller municipal de 1947 à 1971. L'entreprise familiale "tourne" bien. En 1962, 2.000 m² de serres chauffées sont construites. Quatre ans plus tard, en 1966, Roger Pipart, un des fils de Jules-Gérard, prend la relève. Mais l'avenir rueillois du jeune maraîcher est vite compromis : la famille Parent décide en 1969 de vendre ses terres du n°10. Ne pouvant continuer à cultiver sur les seuls terrains du n°16, Roger s'établit au Tremblay-sur-Mauldre, où son frère Daniel, fidèle pour la vente de ses légumes aux marchés de Rueil et Nanterre, exploite aujourd'hui 10 hectares.

Michel Levasseur et son cheval Mouton en 1961.

Le premier tracteur des Levasseur en 1970.

Jules-Gérard Pipart (à droite), chevalier du Mérite Agricole en 1949. À gauche, Marcel Pourtout et Henri Gilard.

La récolte des carottes rue Jules Parent en 1967 : Renée Pipart (à droite) et une employée.

Roger Pipart au travail - 1967.

1965 Agfa-Gevaert, Schwartz-Hautmont et Parfums Christian Dior s'installent à Rueil.

Les serres Théart, chemin des Vignes.

L'horticulture se développe, profitant d'un nouveau marché

ALORS QUE LES MARAÎCHERS CONNAISSENT LEURS DERNIÈRES BELLES ANNÉES, la production de plantes fleuries et de plantes à massifs va, elle, se développer à Rueil et perdurer jusqu'aux années 1990-2000. Auparavant, les exploitations spécialisées sont peu nombreuses, et se consacrent surtout aux plantes fleuries en pot de type azalées ou hortensias, destinées à la décoration de l'intérieur et vendues par les fleuristes. Mais peu à peu, le jardinier amateur devient un jardinier consommateur, qui veut agrémenter rapidement son balcon ou sa terrasse de plantes annuelles ou bi-annuelles sans passer par la longue et fastidieuse étape des semis. Cette nouvelle approche du jardinage s'esquisse dans les années 1960, se confirme à partir de 1968 et se développe avec éclat dans les années 1980, avec l'avènement des jardineries : Florélite, la première, créée par le grainetier Clause, bientôt suivi par Truffaut et Delbard.

AVEC LE DÉVELOPPEMENT DE CE NOUVEAU MARCHÉ de la plante fleurie, le métier d'horticulteur connaît une réelle expansion. Michel Pipart, frère de Jules-Gérard, se lance dans l'horticulture en 1962, sur les terrains du 16, rue Jules Parent. Pour certains, comme Claude Caillé, c'est l'opportunité d'une reconversion : cet ancien mécanicien de Bernard-Moteurs s'installe en 1967 au 159-161, route de l'Empereur, sur d'anciens terrains maraîchers, et cultive des plantes dites "molles", des jacinthes et des pensées surtout, qu'il vend en gros à Rungis. Ses enfants ont pris la suite et pratiquent sur le même site la vente au détail de plantes à massifs et de fleurs coupées.

Vue aérienne de l'exploitation Théart.

MAIS L'EXEMPLE RUEILLOIS LE PLUS EMBLÉMATIQUE est sans aucun doute celui de la famille Théart, chemin des Vignes. Pierre Théart (1922-2004) a appris le métier de maraîcher tout jeune, avec son père. Il a 34 ans lorsqu'il prend la direction de l'exploitation en 1956. Il a alors 2 à 3 salariés. Il décide d'abandonner le maraîchage, pas assez rentable à son goût et très concurrencé, au profit de l'horticulture, qui l'attire par son côté plus technique, moins artisanal. Dès 1956, il investit dans ses premières serres, qu'il développe au fur et à mesure, selon ses moyens, pour arriver finalement à 22.000 m² de cultures couvertes. Dans un premier temps, il produit des plantes à massifs de printemps (géraniums, pétunias, œillets d'inde, etc.), puis se diversifie dans les plantes bi-annuelles (pensées, myosotis, giroflées, etc.), et dans les plantes en pot fleuries (chrysanthèmes, renoncules, géraniums, etc.). Cette production est vendue d'abord aux marbriers pour l'entretien des cimetières et à des détaillants,

qui sont la plupart du temps des marchands grainetiers. L'engouement croissant pour les plantes fleuries donne vite raison à Pierre Théart. Son entreprise se développe. En 1965, elle emploie dix salariés et s'oriente vers la vente en gros, avec une place aux Halles de Rungis à partir de 1969. En 1970, l'entreprise a définitivement changé de dimension : elle s'équipe de camions à hayons, de chariots élévateurs, et poursuit la modernisation des serres.

EN 1981, SES TROIS FILS, JACKIE, MICHEL ET PHILIPPE reprennent les rênes de l'entreprise familiale : Jackie, l'aîné, s'attelle au commercial, le cadet, Michel, qui a reçu une formation horticole, dirige la production et le benjamin, Philippe, se charge de l'administration. Pour poursuivre son expansion, l'entreprise a besoin de terrains… et Rueil n'offre plus de possibilités ! En 1989, les frères Théart achètent trois hectares à Saint-Nom-la-Bretèche, qu'ils couvrent entièrement de serres et de tunnels : leur deuxième lieu de production est conçu d'emblée comme une entreprise moderne. Très vite, l'essentiel de la production y est transféré car, à Rueil, les installations sont trop anciennes pour assurer une réelle rentabilité. Sans compter la gestion de deux lieux de production très distants ! En 1997, la mairie fait savoir qu'elle souhaite racheter le site : s'ensuivent six ans de négociations, à l'issue desquelles le foncier est indemnisé d'une part, d'après une évaluation faite par l'Administration des Domaines, et l'outil de production d'autre part, puisqu'il s'agit pour les frères Théart de réinvestir à Saint-Nom et d'y faire perdurer des emplois. Le 30 juin 2003, le site de Rueil ferme définitivement ses portes : la SC Horticole Théart compte alors 34 salariés, dont 22 à Rueil.

LES POINTS COMMUNS SONT NOMBREUX avec une autre grande famille d'horticulteurs rueillois, les Masanell, d'origine catalane. L'installation de Pierre Masanell à Rueil remonte à 1947, quand il décide d'agrandir l'exploitation horticole de son père, trop à l'étroit à Boulogne. Il achète un peu plus d'un hectare au 85, avenue du 18 juin 1940, tout à côté d'une usine et au milieu des champs de culture, pour y produire des plantes à massif et ponctuellement des plants de légumes vendus en gros. Son fils, Daniel, poursuit l'exploitation des terrains de son père à partir de 1977, jusqu'au jour où la mairie lui annonce qu'une activité horticole n'a plus de raison d'être à Rueil en 1988 et l'incite fortement à vendre. Le terrain, acheté par un promoteur, sera vite loti. Daniel Masanell poursuit aujourd'hui son activité à Davron dans les Yvelines, à quelques kilomètres des terrains de réinstallation des frères Théart et de Michel Levasseur.

Au premier plan, les serres de l'établissement horticole Masanell, avenue du 18 juin 1940, à la fin des années 1980.

Face à l'exploitation des Masanell, le coteau cultivé en 1960.

1965
▼ Bauchet-Rolla est rachetée par l'américain 3M.

Publicités Bahlsen.

Les débuts de l'agroalimentaire à Rueil

EN 1960, BAHLSEN-FRANCE CHOISIT RUEIL et s'installe sur le plateau, au 21, rue Eugène Sue. Dès 1959, un entrepôt a été installé à Nanterre pour réaliser la distribution des produits. C'est alors la plus importante biscuiterie du Marché commun. Elle a été fondée en 1889 à Hanovre, alors que se prépare une véritable révolution du biscuit sec. Lors de la Première Guerre mondiale, les biscuitiers allemands ou français ravitaillent leurs armées avec le biscuit sec du soldat. Auparavant réservé à une certaine élite, le biscuit sec devient rapidement un produit de grande consommation. Après 1945, Bahlsen devient le numéro des biscuits secs du marché allemand et crée des filiales en Europe occidentale. L'une des toute premières voit le jour en France en 1960. Lorsque Werner Balhsen confie à Hans-Joachim Winter le soin de monter en France un réseau de distribution, il s'agit pour lui d'effectuer un test dans un pays réputé pour sa tradition culinaire, mais aussi pour sa réticence à l'égard des produits alimentaires étrangers. Essai transformé ! Dix ans après, Balhsen-France est la plus importante filiale du groupe, disposant de onze dépôts régionaux dans l'hexagone, que les usines approvisionnent chaque semaine par camions isothermes. L'entreprise livre à ses 38.000 détaillants près de 200 articles différents. Elle va être la première à présenter en France un choix de spécialités pour cocktail et apéritif adapté au goût de la clientèle française. En 1973, la progression du chiffre d'affaires amène la maison mère à construire sa première usine en France, à Noyon.

EN 1983, LE FAMEUX "APÉRIFRUITS" révolutionne l'apéritif en créant le segment des mélanges fruits et graines ; en 1992, le coffret Curly-Club complète l'offre Curly. Les biscuits secs ne sont pas oubliés et des nouvelles gammes de produits sortent destinés aux enfants comme Zoo en 1993. Fin 1994, le Groupe a racheté la biscuiterie Saint-Michel, créée en 1905, et depuis 1996, Bahlsen France et Biscuits Saint-Michel ont fait place à une seule société : Bahlsen Saint-Michel SAS qui est ainsi devenue la première filiale du groupe avec un chiffre d'affaires de plus de 1,2 milliard de francs pour un effectif de 900 personnes. Avec cet achat, la gamme de produits s'élargit avec des spécialités traditionnelles telles que les galettes Saint-Michel, les sablés de Retz, les Roudor et autres gaufrettes sèches, ainsi que dans le secteur de la

pâtisserie industrielle avec les Madeleines de Commercy. À la fin des années 1990, le siège social de Rueil-Malmaison regroupe 190 collaborateurs, dont 70 chefs de secteur. Quant aux sites de production, ils occupent 710 salariés, dont 285 personnes à Noyon, 125 à Commercy et 300 à Saint-Michel-Chef-Chef. Le 1er janvier 2000, pour ses 40 ans de présence en France, le groupe choisit de séparer complètement les activités sucrées des activités salées, ce qui donne naissance à Bahlsen Saint-Michel et à Lorenz Bahlsen Snack-World, présent uniquement sur le marché des "snacks" apéritifs. Leurs sièges sociaux à Rueil, respectivement rue Victorien Sardou et rue du Lieutenant Colonel Driant, emploient une centaine de personnes chacun.

AVANT DE S'INSTALLER À RUEIL RUE LIONEL TERRAY EN MAI 1968, dans le même immeuble neuf que Goodyear France, General Foods France occupait des bureaux avenue de Friedland à Paris. Mais faute de place pour les directions générales des trois sociétés qui composent ce groupe, elle décide de changer d'air et s'expatrie en proche banlieue. La General Food France a été créée en 1963. Elle résulte de la fusion de trois sociétés françaises qui ont des liens capitalistiques avec la maison mère américaine, la General Foods Corporation. D'abord, la société Legal fondée en 1941 par Pierre Lemonier, qui a vendu en 1945 aux américains un procédé de "réaromatisation" du café qu'il vient de mettre au point. En 1960, Legal et General Foods Corporation fusionnent et introduisent sur le marché français le café soluble. L'année suivante, c'est au tour de la société Kréma Hollywood, elle-même née de la réunion des sociétés des bonbons Kréma, fondée en 1923 par François-Philippe Molié, et des "chewing gum" Hollywood créée en 1952 par Courtland Parfet, de rejoindre le groupe américain. À la fin des années 1960, General Foods compte, outre la France, 67 usines produisant 700 produits alimentaires sous un grand nombre de marques réputées : Maxwell, Tang, Orange Plus, Malabar pour les importantes. La politique d'exportation de l'entreprise et son installation en France à Rueil fait partie de sa stratégie globale, qui a été véritablement mise en place avec la création de la marque Hollywood.

1967 ▼ Construction de la Tour Corosa : les sociétés du groupe Lebon s'y installent.
Le premier téléviseur couleur est vendu à Rueil.

Robe Christian Dior en 1949.

Le luxe s'installe... avec la mode et le parfum

AU DÉBUT DES ANNÉES 1960, une entreprise de prêt-à-porter, Léonard Fashion, créée en 1958 au 19, avenue de l'Opéra à Paris, installe à Rueil au 1, rue des Blanchettes (avenue Georges Pompidou) ses ateliers de fabrication. Son directeur général, Jacques Tribouillard, vient d'inventer un procédé pour l'impression des pull-overs "Fully-Fashion". Un brevet est déposé pour cette technique nouvelle et révolutionnaire qui permet l'impression d'un dessin en continu malgré le remaillage des panneaux. Est créée une seconde société qui prend le nom de Léonard et Cie. En 1964, la jeune société anonyme fait déjà travailler à Rueil 250 personnes, notamment de jeunes filles de 14 à 16 ans habitant Rueil, qui sont formées pour être ensuite intégrées à la production. L'année suivante, la maison Léonard présente sa première collection de vêtements en jersey de soie, qui sera imprimée en 1968. C'est un véritable succès, point de départ d'une expansion de vingt ans dans le prêt-à-porter. L'année suivante, elle lance son premier parfum "Fashion de Léonard". Dans la foulée, l'année 1970 voit l'ouverture de la première boutique exclusive Léonard à Paris.

DANS LES ANNÉES SUIVANTES, LÉONARD se diversifie en proposant des lignes de cravates, de foulards et de porcelaines haut de gamme utilisant le concept floral de Léonard. En 1983, le Japon fait appel à Daniel Tribouillard pour concevoir une ligne de kimonos. C'est une grande première ! Jamais depuis la naissance du kimono plus de 2.500 ans auparavant un étranger au "pays du Soleil Levant" n'avait eu le droit de percer le secret de la fabrication des kimonos traditionnels... En 1985, l'entreprise poursuit sa diversification et lance une ligne d'accessoires : lunettes, montres, bijoux, etc. De nouvelles boutiques sont ouvertes à Paris au début des années 1990 : rue du Faubourg Saint-Honoré et rue Pierre Ier de Serbie. En 1991, Léonard Fashion invente la cravate réversible tandis que la première collection pour hommes est présentée au public en 1992. Peu après, Léonard quitte Rueil, remplacé quelques temps dans ce lieu d'activité par une autre entreprise de luxe, Héléna Rubinstein, puis par Renault.

"JE VEUX RÉALISER LA SILHOUETTE TOTALE DE LA FEMME" se plaisait à dire Christian Dior (1905-1957), créant sa maison de couture à Paris au lendemain de la guerre. Né à Granville le 21 janvier 1905, Christian Dior abandonne rapidement ses études de sciences politiques pour se consacrer au dessin. Il vend ses premiers croquis de chapeaux et de robes en 1935, puis il est embauché comme illustrateur par le "Figaro Illustré". Robert Piguet, l'un des plus grands couturiers parisiens de l'époque, l'engage en 1938. C. Dior, jeune couturier, rejoint Lucien Lelong en 1941, avant de fonder sa griffe en 1946 grâce au soutien financier de Marcel Boussac. Il s'installe à Paris au 30, avenue Montaigne. La première collection de Christian Dior est présentée en février 1947 ; elle s'intitule la "Ligne Corolle". "It's quite a New Look !", s'exclame la rédactrice en chef du Harper's Bazaar, saluant de ce mot historique une première collection qui marque le retour d'une mode féminine éclatante, avec des carrures étroites, des seins exagérés, des corsages sanglés, et des jupes bouffantes. Le New Look est né. Jacques Rouet, partenaire du couturier, contribue au succès planétaire de la griffe qui se développe avec l'apparition du prêt-à-porter, des accessoires et des parfums.

Brigitte Bardot portant la robe Miss Dior en 1950.

Christian Dior ajustant un drapé.

PEU APRÈS LE LANCEMENT DU NEW-LOOK EN 1947 NAÎT "MISS DIOR", un parfum audacieux, vert floral "chypré", qui ne ressemble à aucun autre : Christian Dior ne veut pas seulement habiller les femmes, il rêve aussi de les parfumer... Ce parfum est commercialisé à ses débuts dans un flacon Baccarat en forme d'amphore. D'autres parfums vont suivre : "Diorama" en 1949, "Diorissimo" en 1959, "Diorling" en 1963 et, enfin, une ligne pour hommes, "Eau Sauvage" en 1966. Créé par Edmond Roudnitska, ce parfum pour homme devient vite un "classique". En quelques années, les parfums Christian Dior se sont placés au tout premier rang d'une industrie ancienne. Modeste à ses début, installée dans des étroits bureaux de l'avenue Montaigne, la division "parfums" doit déménager dans des locaux plus importants, ce qui est fait en 1965.

LES PARFUMS CHRISTIAN DIOR REGROUPENT À RUEIL, au 258, avenue Napoléon Bonaparte, toutes leurs activités. Le complexe neuf ultra-moderne comprend les bureaux et la production industrielle. Dans ce lieu verdoyant à proximité de La Malmaison, toutes les étapes de la fabrication sont réalisées, depuis les huiles essentielles jusqu'à l'expédition, en passant par la composition, le vieillissement, enfin le conditionnement et l'emballage. En 1968, 17.000 litres d'extraits sont vendus ainsi que 380.000 litres d'Eau de Cologne et de Toilette, ce qui exige une production journalière de 18.000 flacons. Les succès s'enchaînent : "Dior-Dior" en 1976, "Dioressence" en 1979, "Jules" en 1980, "Eau Sauvage Extrême" en 1984, "Poison" en 1985, "Fahrenheit" en 1988, etc. Entre-temps, de grands noms de la haute couture ont fait rayonner la griffe : Yves Saint-Laurent, assistant de Christian Dior, Marc Bohan, Gianfranco Ferre, puis John Galliano en 1996. Rachetée en 1968, la maison Christian Dior fait partie aujourd'hui du groupe LVMH.

Un site de l'entre-deux guerres conservé à l'angle de l'avenue des Chateaupieds et de l'avenue de la République.

Un grand pôle pharmaceutique en formation

CRÉÉS EN MAI 1930, LES LABORATOIRES MAYOLY SPINDLER s'installent à Rueil, à l'angle de l'avenue des Chateaupieds et de l'avenue de la République, dans les anciens locaux de La Courroie Leblanc, qu'ils louent avec promesse de vente. Auparavant, la pharmacie Mayoly, sise 1, place Victor Hugo à Paris, produisait en officine des médicaments à base de plantes, notamment le baume Aroma (un anti-douleur) et le fameux sirop Euphon. Le fondateur, Gaston Mayoly, est né à Gap en 1891. Ce pharmacien de 1ère classe, diplômé d'État le 4 avril 1914, père de trois fils et d'une fille, ajoute à son nom celui de son épouse, elle-même pharmacienne, pour baptiser son laboratoire : Mayoly Spindler.

MAYOLY SPINDLER EST CONNU DANS LES ANNÉES 1930 pour exporter environ la moitié de sa production. En 1935, un étage est construit à l'usine de Rueil. Les principaux produits "historiques" sont à base de plantes : Sirop Euphon, Pérubore, Borostyrol, Baume Aroma. Après-guerre, Jean-Paul Mayoly, diplômé en pharmacie en 1948, succède à son père, mais il décède des suites d'une rupture d'anévrisme lors d'un match de water-polo avec le Racing Club de France ; il a 35 ans. Aucun des deux autres pharmaciens de la famille ne veut reprendre l'affaire, et c'est un des frères du défunt, Vincent, un militaire, qui reprend le flambeau. L'entreprise emploie alors à Rueil 130 personnes à la production. Elle va vite péricliter. Au début des années 1970, elle est dans une situation catastrophique. Depuis la création, il n'y a pas eu une véritable politique de modernisation des équipements, ni de développement de nouveaux produits. À chaque fois que l'entreprise a besoin d'argent, elle vend un des "joyaux de la couronne" : par exemple, la licence du sirop Euphon pour le Brésil est vendue 200.000 francs à Smithkline Beecham en 1972.

La salle de conditionnement des laboratoires Mayoly Spindler à Rueil dans les années 1930.

1967
▼ Goodyear France, Ford France et Polysius installent leur siège social à Rueil.

Salle de fabrication des médicaments chez Mayoly Spindler dans les années 1930.

EN 1975, JEAN-MARIE VERNIN (1924-1982) rachète Mayoly Spindler. Son grand-père, Charles-Louis Vernin, a créé en 1909 les laboratoires Galéniques Vernin, à Melun, qui fabriquent des extraits végétaux pour la pharmacie. Jean-Marie Vernin, lui, a préféré monter son propre laboratoire, Valpan, à la suite d'une guerre de succession qui l'oppose à son oncle pour les Laboratoires Galéniques Vernin. Ayant bien réussi, il vend Valpan en 1968 à un groupe pharmaceutique allemand, Bick Gulden. Après plusieurs années sabbatiques, lorsqu'il reprend les laboratoires Mayoly Spindler en quasi faillite, tout est à faire. Fort de son expérience précédente, il s'attelle à la tâche. Mais, hélas, le nouveau patron décède en 1982 dans un accident de voiture. Son fils, Jean-Gilles Vernin, lui succède à la tête de Mayoly Spindler.

IL A ALORS 30 ANS. EN 1989, LES LABORATOIRES MAYOLY SPINDLER quittent Rueil pour Chatou. En effet, l'évolution des normes de fabrication exige des modifications lourdes des bâtiments. Mieux vaut s'installer ailleurs, dans des locaux plus vastes et plus modernes. J.-G. Vernin cherche à Rueil, mais la municipalité préférant accueillir du tertiaire, l'encourage à aller à Cergy-Pontoise. J.-G. Vernin ne souhaite pas déménager trop loin, afin de conserver sa main-d'œuvre spécialisée, difficile à remplacer, et qui habite Rueil pour beaucoup. Il négocie avec la DRIRE, pied à pied, une implantation à Chatou, au milieu de terres maraîchères, où il fait construire le nouveau siège et l'usine attenante. Mayoly Spindler est aujourd'hui une SAS qui fait partie des dix premiers laboratoires indépendants français.

APRÈS CET ÉPISODE PRÉCURSEUR, Rueil devient un des grands pôles pharmaceutiques de France. Quatre laboratoires de renommée internationale choisissent Rueil pour installer leur pôle de recherches ou leurs sièges sociaux. Le 1er avril 1968, les laboratoires Sandoz, filiale d'un important groupe chimique suisse créé à Bâle en 1886, dont l'implantation parisienne date de 1924, emménagent dans leur nouveau siège social et leurs laboratoires au 14, boulevard Richelieu. L'activité des produits Sandoz est large : de la fabrication et la vente de matières colorantes à la pharmacie en passant par les produits chimiques industriels et les produits agrochimiques. Le choix s'est porté sur la banlieue ouest de Paris en raison de la proximité et des facilités d'accès mais aussi parce que la société a l'opportunité d'acquérir un magnifique terrain boisé, parsemé de pièces d'eau, qui faisait autrefois partie du domaine de Richelieu. Il s'agit pour les dirigeants de l'entreprise pharmaceutique de réunir les divers services dispersés à Paris entre le siège de la rue de Penthièvre et une douzaine d'annexes.

Fabrication des comprimés de Pérubore au tournant des années 1960.

Du domaine de Richelieu au siège social de Sandoz : un lieu d'exception architecturale

LE PARC EST LE DERNIER VESTIGE DU DOMAINE DE RICHELIEU. C'est Jean Moisset, financier d'Henri IV, qui a fait construire au début du XVIIe siècle la première résidence. Richelieu l'acquiert un peu plus tard et fait réaliser des travaux très importants qui transforment ce domaine en château. Il reste la propriété des descendants du cardinal jusqu'à la Révolution. Des aménagements sont réalisés. Puis le domaine passe de mains en mains. Jean Coquelin, artiste dramatique et directeur de théâtre, l'acquiert en 1909 à Joseph Cusset, rentier. Disposant d'une belle fortune lui venant de son père, il démolit le manoir pour le reconstruire à son goût. Pour des raisons financières, il le cède en 1924 au savant Georges Claude, qui y réside jusqu'en 1940. Le manoir est une belle propriété située au 14, boulevard de Richelieu entre ce boulevard et les rues de Gênes, Eugène Labiche et Masséna. G. Claude n'y habite que par intermittence et vend ce qui reste du domaine en 1943 à la société La Seine Immobilière. Après la guerre, la ville de Rueil cherche à racheter la propriété pour y installer divers services et la bibliothèque municipale. Ce projet n'aboutissant pas, le manoir de Richelieu et son domaine sont cédés en 1960 aux laboratoires Sandoz, qui démolissent le manoir pour y édifier leur siège social (aujourd'hui Novartis).

LES JARDINS, OÙ TRÔNAIT UN NYMPHÉE, dernier témoin du passé glorieux du site, ont guidé les choix des architectes Martin Burckhardt et Bernard Zehrfuss (1911-1996), inspecteur général des Bâtiments civils et Palais Nationaux, premier grand prix de Rome. Leur est associé pour cette réalisation l'ingénieur Jean Prouvé (1901-1984), une grande figure du design et de l'architecture. Le parc, d'une superficie de 37.500 m², a déterminé dans une large mesure l'implantation et le parti pris architectural du nouveau siège. L'objectif est de conserver le maximum d'espaces verts et d'y édifier des constructions s'y intégrant harmonieusement. Dès le départ, il est décidé de construire trois immeubles distincts en pourtour du terrain : le bâtiment administratif le long du boulevard Richelieu, un second bâtiment réservé aux laboratoires, édifié perpendiculairement au précédent et une troisième construction à l'architecture plus hardie qui regroupe en bordure de l'étang le restaurant d'entreprise et une salle de conférence de 120 places. En raison des limites de hauteur imposées, le bâtiment principal, de forme longitudinale, ne compte que trois étages. La façade montée sur ossature métallique est rythmée verticalement par des brise-soleil en verre fumé et horizontalement par des caillebotis.

Jacques Baumel déjeunant au restaurant panoramique Sandoz qui surplombe la pièce d'eau.

Statue de Folon dans le parc Sandoz.

1967
▼ Centre de formation Shell au 91, boulevard Franklin Roosevelt.

62.933 habitants

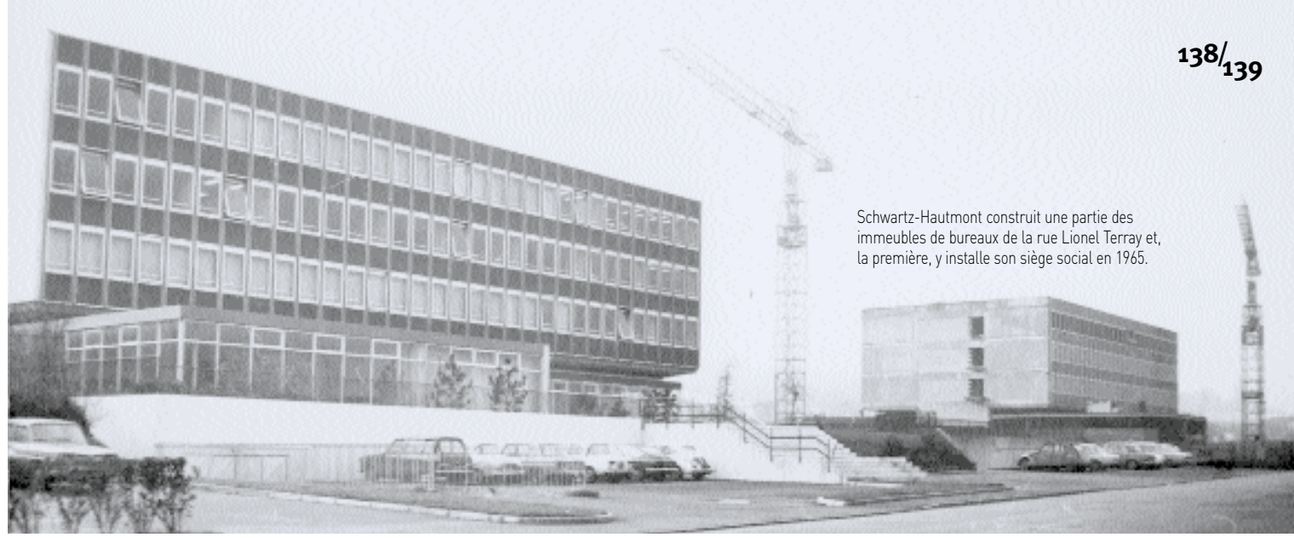
1968
▼ Nouveau centre des pompiers aux Bulvis.
▼ Ouverture gratuite du parc du Musée de Bois-Préau.

Edouard-Marcel Sandoz, artiste chef d'entreprise

NÉ À BÂLE EN 1881, EDOUARD-MARCEL SANDOZ s'installe à Paris en 1908. Sculpteur figuriste et animalier, il s'exprime par le bronze, la céramique, la taille directe de la pierre. Peintre des fleurs et des paysages, il est aussi dessinateur et aquarelliste. Sa devise est : "En art, il faut tout aimer, la nature, la science, son prochain…". Élu à l'Institut français parmi les membres de l'Académie des Beaux-Arts, il est fait Commandeur de la Légion d'Honneur et Commandeur des Arts et Lettres.

ARTISTE DE GRAND TALENT, mécène et philanthrope, il est également un homme d'affaires. Il préside, dès sa fondation le 1er janvier 1924, la société anonyme française des Produits Sandoz. La maison mère a été créée à Bâle en 1886 par son père Edouard Constant Sandoz (1853-1928) et le docteur en chimie Alfred Kern (1850-1893). Installée au 3, rue de Metz à Paris dans le 10e arrondissement, cette entreprise de colorants et de produits chimiques et pharmaceutiques débute avec 25 salariés. Après 45 ans passés à la tête de l'entreprise, E.-M. Sandoz renonce à son mandat d'administrateur le 29 avril 1969, pour raison de santé. Un an auparavant, le 1er avril, l'entreprise a installé son siège social à Rueil-Malmaison au 14, boulevard Richelieu. Nommé Président d'honneur, son décès survient le 20 mars 1971, à la veille de son 90e anniversaire.

DÉBUT 1970, DEUX NOUVEAUX LABORATOIRES SUISSES, Geigy (fondé en 1758) et Ciba (créé en 1900), fusionnent et viennent s'installer à Rueil au 2-4 rue Lionel Terray, artère qui devient le premier pôle de services de la ville de Rueil. En novembre 1970, c'est au tour des laboratoires UPSA – aujourd'hui intégrés au groupe Brystol-Myers Squibb (BMS), également implanté à Rueil – de choisir Rueil pour rapprocher sa direction générale de la capitale. Créé en 1935 à Agen par le Docteur Camille Bru, et dirigé depuis 1958 par son fils, le Docteur Jean Bru, UPSA est un laboratoire déjà reconnu mondialement pour ses spécialités effervescentes, dont le Normogastryl et la fameuse Aspirine vitaminée C effervescente. Avec UPSA, la ville de Rueil devient actrice de l'histoire de la recherche pharmaceutique française contemporaine.



Schwartz-Hautmont construit une partie des immeubles de bureaux de la rue Lionel Terray et, la première, y installe son siège social en 1965.

Le BTP prend ses quartiers

EN 1965, L'ENTREPRISE SCHWARTZ-HAUTMONT, créée en 1846, transfère la première son siège social de Paris à Rueil, sur les hauteurs de Buzenval, rue Lionel Terray. Cette maison plus que centenaire est spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics, la construction métallique et la construction mécanique. À Rueil, l'entreprise compte 300 salariés et plus de 2.200 à travers la France. C'est à l'occasion de la mise en route d'une vaste opération immobilière pilotée par Schwartz-Hautmont que sont construits plusieurs immeubles de bureau et d'habitations sur une surface de 50.000 m². Par exemple, les sièges de Goodyear France et de la General Foods viennent s'installer sur ce lieu, respectivement en 1967 et en 1968. C'est le véritable début de la zone d'activité de la rue Lionel Terray où se regroupent plusieurs sièges sociaux de grandes entreprises. Mais cette entreprise de très grande renommée déposera son bilan peu après. Reprise le 16 janvier 1978 par SAE, alors la plus importante entreprise de bâtiment en France, elle devient la Société Nouvelle Schwartz-Hautmont (SNSH) qui va orienter ses activités vers les équipements publics et industriels en Région parisienne.

EN 1970, SOCEA DEVIENT LA SOCIÉTÉ PILOTE du département "Entreprises et Services" du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. C'est à l'occasion d'une restructuration importante conduite par la maison mère que le siège social de Socea est transféré dans un bel immeuble neuf, construit à sa mesure, situé au 280, avenue Napoléon Bonaparte, baptisé "Rueil-Entreprises". Y sont regroupés autour de Socea les sièges des entreprises suivantes : la société des Entreprises de BTP Balency et Schuhl et la société des Grands travaux en béton armé (GTBA), ainsi que la société Wanner-Isofi-Isolation, toutes très importantes dans leurs activités respectives. L'histoire de Socea remonte à 1878 avec la fondation des Etablissements Gibault. En 1918, le groupe Pont-à-Mousson entre dans le capital ; l'entreprise est rebaptisée Eau et Assainissement. En 1928, Pont-à-Mousson crée la Société Commerciale et Minière d'Afrique pour l'Afrique du Nord (Socoman) qui fusionne en 1961 avec Eau et Assainissement et donne naissance à "Socea". En 1979, Socea et Balency-Briard fusionnent et deviennent Sobea. En 1986, Sobea se rapproche du département BTP de la SGE, l'une des majors de la construction en France. Sobea devient Sogea, aujourd'hui l'une des principales filiales du premier groupe au monde de construction, Vinci, dont le siège social est installé à Rueil-sur-Seine depuis 1992.

1968
▼ Installation des sièges sociaux de Sandoz, Jouvenel et Cordier et de General Foods France.

Le siège de Prat-Daniel, inauguré en 1965 et cédé à Degrémont en 1969.

UN AUTRE SIÈGE SOCIAL DU GROUPE SAINT-GOBAIN-PONT-À-MOUSSON prend ses quartiers à Rueil au 24, rue du Plateau. Il s'agit de celui de l'entreprise Prat-Daniel, rachetée en 1967 par l'entreprise Tunzini, elle-même reprise par Saint-Gobain en 1965. Fondée en 1919 par un chaudronnier, Emile Prat, cette entreprise s'est spécialisée dans le dépoussiérage industriel. Elle s'est développée en exploitant un brevet allemand. Puis son activité s'est étendue au traitement des poussières et de l'eau. Une de ses usines, qui fabrique des filtres pour le dépoussiérage des petits moteurs, est déjà installée sur la commune, rue de l'Industrie. L'arrivée de la société en août 1965 a pour principal objectif le regroupement des différents services dispersés dans plusieurs arrondissements de Paris. L'effectif rueillois est alors de 250 personnes dont 40 monteurs itinérants et de nombreux dessinateurs, techniciens et ingénieurs. Mais, dès 1969, l'entreprise Prat-Daniel, absorbée par sa maison mère, cède ses bureaux à Degrémont qui y installe son service des affaires internationales.

Rueil attire de plus en plus d'entreprises de renommée internationale

LE 1er JUIN 1965, AGFA-GEVAERT CHOISIT RUEIL pour implanter son siège, avenue Napoléon Bonaparte. L'entreprise belge Gevaert est déjà installée à Rueil depuis le début des années 1960. La société en commandite “L. Gevaert & Cie” à Anvers en Belgique a été créée en 1894 par le photographe Lieven Gevaert, fabricant de papier photo, avec Armand Segers et d'autres associés. Pendant 70 ans, l'entreprise belge poursuivra son chemin dans la production de papier pour la reproduction des documents et sortira en 1929 les premiers films radiographiques et sonores. L'histoire d'Agfa est plus ancienne. Elle remonte à 1867 quant les chimistes Paul Mendelssohn-Bartholdy et Carl Alexander von Martius fondent à Rummelsburg, près de Berlin, une fabrique de peinture qui s'appellera plus tard Aktien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation (AGFA) ou société à actions pour la fabrication d'aniline. En 1891, un chimiste d'Agfa invente le Rodinal, qui devient le concentré révélateur noir et blanc le plus populaire au monde. En 1896, à Munich, l'opticien Rietzschel se met à son compte avec une entreprise de fabrication d'objectifs. En 1900, il sort son premier appareil photo, le CLACK 1900. Il sera à l'origine de l'usine Agfa d'agrandissement d'images et de technique photo. En 1897, “Agfa” devient une marque déposée.

Le siège de Gevaert en voie d'achèvement.

AGFA SORT LES PREMIERS FILMS DE CINÉMA EN 1903 et construit en 1908 à Wolfen la fabrique de pellicules Agfa la plus importante d'Europe. En 1916, en pleine guerre, la plaque de couleurs Agfa suivant le procédé du réseau granulaire sort sur le marché. L'entreprise se lance également dans la fabrication d'appareils photos. Devenue dans l'entre-deux-guerres la branche spécialisée dans les produits photographiques du trust allemand IG Farben, la société Agfa établit dans divers pays des sociétés d'importation de ses produits. La firme Agfa-France est créée en 1929. Elle installe, on l'a vu, un dépôt important à Rueil. Elle développe considérablement ses ventes en France pendant les dix ans qui précèdent la guerre. En 1932, Agfa frappe un grand coup en mettant au point le film couleur “Afgacolor”, qui est commercialisé à partir de 1936 dans le monde entier. Sous l'Occupation, le champ d'action de l'entreprise s'élargit quelque peu.

Le siège achevé après le regroupement Agfa-Gevaert.

EN 1944, LA FILIALE FRANÇAISE EST MISE SOUS SÉQUESTRE et liquidée peu après. A cause de la division de l'Allemagne, elle perd sa fabrique de pellicules à Wolfen. Elle reprend avec grande difficulté la fabrication de matériels photo et appareils à Leverkusen et à Munich. En 1952 est créée à Leverkusen la Agfa AG, qui devient, en 1953, filiale à 100% de la Bayer AG. L'entreprise n'a pas perdu son esprit innovateur : elle présente en 1956 à la Photokina l'Agfa-Automatique, le premier appareil photo entièrement automatique et en 1958 l'appareil photo petit format entièrement automatique : Agfa Optima. Le siège France est d'abord à Strasbourg, puis à Paris, rue de Courcelles. En 1963, la décision est prise de fusionner Agfa et Gevaert, donnant naissance à la plus grande société photographique d'Europe. André Riedberger, gérant d'Agfa Photo en France, et André Carpentier, secrétaire général de Gevaert France, décident conjointement de regrouper le personnel dans le siège que Gevaert est en train de faire construire à Rueil-Malmaison. Fort heureusement, prévoyant son développement futur, Gevaert a vu “grand” : et c'est la fin des travaux qui conditionne la date effective de la fusion en France, en 1964. M. Lannes, ancien directeur général de Gevaert, est nommé directeur général de la nouvelle entité. En 1965, André Carpentier lui succède ; il deviendra Président du directoire en 1990, jusqu'à sa retraite en 2000. En 1966, Agfa-Gevaert France emploie 300 salariés à Rueil et possède à Pont-à-Marcq, près de la frontière franco-belge, une usine de production de papier photographique particulièrement performante.

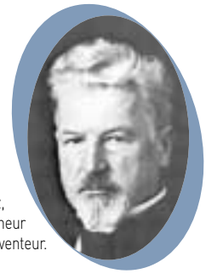
André Carpentier.

1968 Création du Rotary Club de Rueil-Malmaison, le 23 octobre.
Groupe scolaire Fouilleuse.

1969 Pose de la première pierre de la piscine des Closeaux.
Développement de Degrémont sur la ville.
La pression immobilière a raison des maraîchers, qui vendent progressivement leurs terres.

UNE AUTRE ENTREPRISE RENOMMÉE POUR SA PRODUCTION d'appareils photographiques s'installe en 1964 à Rueil au 86, avenue de Saint-Cloud (avenue du 18 juin 1940) aux lieux-dits “le Buisson Pouilleux” et “les Bas Buissonnets”. Il s'agit de la société Wild Paris, filiale de Leica, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'instruments d'optique mécanique et électronique, de topographie, de microscopie et de photographie. Elle fait construire par la société Revert trois bâtiments de bureaux sur une surface de 4.502 m² où s'installeront également des entreprises importantes comme Lefort Francheteau et Secma. Les origines de Leica remontent au milieu du 19e siècle. En 1849, Carl Kellner fonde un institut d'optique à Wetzlar en Allemagne, repris par Ernst Leitz (1843-1920) en 1865, qui fabrique des microscopes et optiques de haute précision. En 1907, le 100.000e microscope Leitz est offert au Prix Nobel Robert Koch. En 1911, l'entreprise recrute un jeune mécanicien, Oskar Barnack, pour diriger le département recherche et développement. Las de déplacer continuellement son matériel, une chambre photographique de près de dix kilos, il réfléchit à un appareil de poche, suivant le principe du cinéma. En 1913, il construit un prototype, le Leica UR (Leitz + Camera), un appareil de la taille d'un compact moderne d'un poids de 377 grammes supportant le format 24 x 36. À la mort du créateur en 1920, son fils Ernst Leitz II reprend l'affaire et crée l'année suivante avec le suisse Henrich Wild l'entreprise Wild Heerbrugg, à Heerbrugg en Suisse.

La société rueilloise Revert construit le siège de Wild Paris, filiale de l'allemand Leica.



Ernst Leitz, un entrepreneur inventeur.

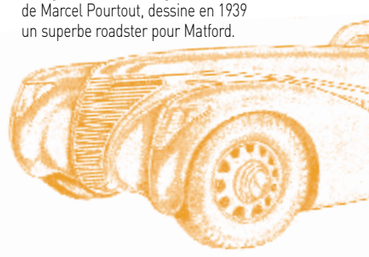
Ernst Leitz II succède à son père et crée la société Wild à Heerbrugg en Suisse.

AU SEIN DE CETTE SOCIÉTÉ, LES DEUX HOMMES créent une division photo, qui commercialise en 1925 le Leica 1, le premier appareil 24 x 36 au monde. Rebaptisé “Liliput camera”, cet appareil révolutionnaire est plus considéré par les visiteurs de la foire de Leipzig comme un jouet que comme un matériel fiable. Alors que l'Allemagne devient le berceau du photo-journalisme moderne, le Leica acquiert ses lettres de noblesse. Il devient même vite un mythe et le meilleur compagnon des photographes comme André Kertész, Alexander Rodchenko, Henri Cartier-Bresson, Robert Capa, William Klein, Robert Doisneau. La production passe de 1.000 boîtiers en 1927 à 100.000 en 1933 ! Le succès se perpétue avec les modèles Leica II en 1932, Leica III en 1933 et Leica IIIf en 1950. Mais c'est le Leica M3, commercialisé en 1954, qui devient l'appareil culte. Les photos reporters de la grande époque de *Paris Match*, du *Herald Tribune* ou de *Life* sont équipés, tous, en appareils Leica. Entre-temps, Wild Heerbrugg SA a fondé en 1951 la société Wild Paris, une filiale destinée à assurer la vente et le service après-vente des appareils Leitz et Wild. Celle-ci s'installe à Paris, rue de Villiers, puis à Rueil en 1964, dans un bâtiment de bureaux neuf conçu par l'architecte Régis Saladin. Lorsque l'entreprise dirigée par Pierre Rietzler, un HEC, décide en 1971 d'adopter un nouveau logo, elle compte un effectif de 91 personnes et réalise un chiffre d'affaires de près de 24 millions de francs. Dès lors, elle connaîtra un développement ininterrompu ; un entrepôt est même loué à Rueil à l'entreprise Balhsen.

1970 Création de "Rueil-Accueil" pour les nouveaux arrivants dans la ville.
Ciba et Geigy fusionnent et viennent s'installer à Rueil.
UPSA implante une unité de recherche, rue Danton.
▼ SOCEA transfère son siège social au 280, avenue Napoléon Bonaparte, dans un immeuble neuf.

La communication Goodyear en 1968.

Georges Paulin, le designer attitré de Marcel Pourtout, dessine en 1939 un superbe roadster pour Matford.



La Ford Taunus.

GOODYEAR FRANCE S'INSTALLE À RUEIL EN 1967, au 8, rue Lionel Terray où elle se trouve toujours aujourd'hui. Filiale de The Goodyear Tire & Rubber Company, elle fabrique dans son usine d'Amiens et commercialise depuis le début des années 1960 tous types de pneus, de tourisme aux engins de génie civil en passant par ceux du Concorde. Le 14 décembre de la même année, Ford France inaugure son nouveau siège social de quatre étages à Rueil au 338-344, avenue Napoléon Bonaparte, face à la côte de la Jonchère, où vont travailler environ 120 personnes. Les premières voitures Ford en France sont importées en 1907 par Henri Depasse. Après la présentation de la Ford T au Salon de Paris de 1908, H. Depasse établit à Bordeaux une usine pour assembler cette automobile avant de revendre son affaire à Ford en 1916. Pendant la Première Guerre mondiale, Ford livre des milliers de véhicules aux alliés, puis installe sa première chaîne de montage à Bordeaux. La firme applique la semaine “à l'anglaise”, c'est-à-dire cinq jours de travail à raison de 8 à 9 heures par jour. En 1925, Ford choisit de s'installer à Asnières. Les Ford A, puis V 8, y seront fabriquées. Après la fusion avec le constructeur alsacien Mathis en 1934 qui forme Matford, la nouvelle entité s'installe à Poissy dans une usine ultra-moderne.

DÈS 1944, LA NOUVELLE MATFORD est produite à Poissy avec un certain succès. Lancées en 1948 et 1951, les Ford Vedette et Comète sont, elles, plus difficiles à écouler. En 1954, Ford cède à l'offre de rachat des usines de Poissy formulée par Simca qui dispose d'un beau pactole grâce au succès de l'Aronde. Ford SAF (société anonyme française) devient alors Ford SA et s'installe à Gennevilliers avec le statut d'importateur. Après quelques années de flottement, la marque sort l'Anglia en 1959 et la Taunus l'année suivante. Ford se retrouve premier importateur en France en 1962. La sortie de la Mustang en 1964, du Transit en 1965, la double victoire aux 24 Heures du Mans (1966 à 1969), le lancement des Escort et Capri, respectivement en 1967 et 1969, couronnent une décennie extraordinaire.

La Ford Escort, une voiture qui a marqué l'histoire de Ford à Rueil à ses débuts.

C'EST DANS CE CONTEXTE DE RÉUSSITE QUE FORD FRANCE installe à Rueil-Malmaison son siège social en 1967. Le constructeur américain est non seulement dans le trio de tête des importateurs, mais la marque jouit d'une notoriété sans précédent grâce à des vendeurs réputés comme les meilleurs avec ceux de Citroën. Ils utilisent les outils de communication les plus modernes. Le début des années 1970 sera moins brillant en termes de produits mais la firme américaine attire toujours les meilleurs managers et commerciaux. Ford se distingue par sa stratégie de marketing et de communication quand de nombreux concurrents n'en sont encore qu'aux réclames et remises. En 1973, Ford France inaugure une usine de 100.000 m² et ouvre dans l'Oise un centre national de pièces de rechange. Suivent ensuite les sorties de la Fiesta en 1976, de la Sierra en 1982 puis de la Mondeo en 1993. Ford reprend successivement Aston Martin en 1987, Jaguar en 1989, Volvo en 1999 et Land Rover en 2000. Cette stratégie de développement mondial pousse Ford France, trop à l'étroit à Rueil, à s'installer à Saint-Germain-en-Laye où sont regroupés le Groupe Ford France (Ford, Jaguar), Volvo, Land Rover et Ford Financial.

EN 1968, LE SIÈGE DE JOUVENEL ET CORDIER EST TRANSFÉRÉ DE NANTERRE À RUEIL. À la mort en 1952 du créateur, l'ingénieur Élie Jouvenel, Alain Youanc devient le nouveau directeur général et conduit l'entreprise vers de nouveaux succès. A. Yaouanc présidera également le GIROP. L'entreprise poursuit son développement sous le nom de Joucomatic à partir de 1983. En 1988, elle intègre la multinationale Merson Electric et fusionne avec la Société Automatic Switch Company (ASCO). Celle-ci, fondée en 1888 à Baltimore, fabrique des contacteurs pour ascenseurs. Au début du vingtième siècle, ASCO revend sa licence à la société Otis et poursuit son développement grâce à sa gamme de vannes. En 1985, elle rejoint Merson Electric, et fusionne avec Joucomatic en 1988. En 1990, Asco Joucomatic Europe est créée. Cette société présente aujourd'hui dans le monde entier avec quelques mille points de ventes emploie 1.800 salariés pour un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros. Elle fabrique deux grandes familles de produits : des électrovannes et vannes tous fluides et des composants pneumatiques.

Siège social de Ford France.

Siège social de Jouvenel et Cordier, aujourd'hui Asco Joucomatic.

Une ville industrielle et moderne émerge dans un espace encore agricole

DE 1950 À 1970, L'ESSOR ÉCONOMIQUE, DÉMOGRAPHIQUE ET URBAIN de Rueil a été sans précédent. Une véritable ville industrielle et moderne a émergé dans un espace encore très agricole et bucolique. Au début des années 1970, le nombre de sociétés industrielles et commerciales implantées sur Rueil est d'environ 250, employant plus de 20.000 personnes. Cette expansion de Rueil s'insère dans l'aménagement global de la Région parisienne, et plus particulièrement de la proche banlieue. Porte de la capitale à l'ouest, Rueil-Malmaison a profité de ces années d'intense développement de l'outil industriel et économique de la France pour mettre en place une politique d'implantation tournée de plus en plus vers l'accueil de sièges sociaux et de centres de recherches et développement de grands groupes internationaux. Le cadre de la ville s'y prête bien car l'espace ne manque pas en raison notamment de la reconversion progressive des agriculteurs. L'équipe municipale a perçu que Rueil attire les entreprises, quittant Paris intra-muros pour des raisons d'expansion économique et cherchant à rassembler en un seul lieu l'ensemble de leurs fonctions de direction. Le passage de témoin à la mairie entre Marcel Pourtout et Jacques Baumel en 1971 ouvre une nouvelle période de l'histoire économique de la ville.

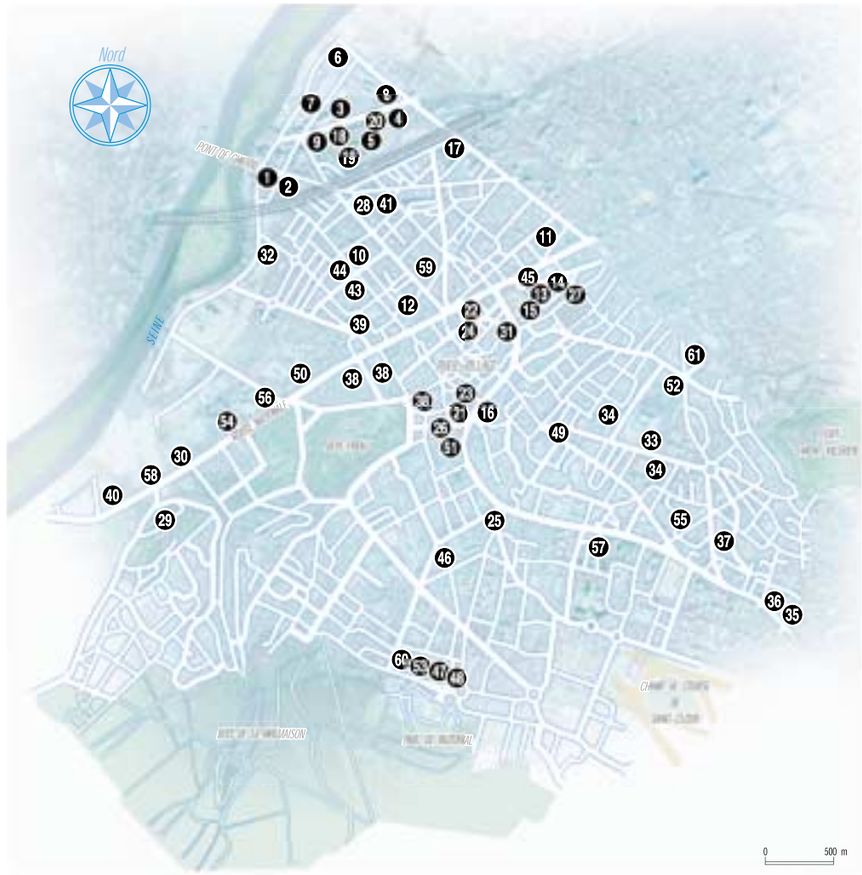
L'élégante façade en brique de la Télémécanique Électrique avenue de Chatou.

L'entrée de l'usine Labo Industrie, située en bord de Seine, à la limite de Nanterre.

La siège de Sandoz sort de terre dans le parc Richelieu.

Aux quatres coins de Rueil, les sièges sociaux se construisent au milieu des années 1960 : Prat et Daniel sur le plateau (ci-dessus), et les Établissements Charles Mérot (transformateurs) route de l'Empereur.

Les principales activités économiques de Rueil en 1970



1 - Gilby-Fodor
2 - Société Française du Vialit
3 - La Télémécanique Électrique
4 - Ateliers Partiot
5 - Fonderies Thomé-Cromback
6 - Labo Industrie
7 - Poliet et Chausson
8 - Fonderie de Précision
9 - Peinture Jetlac
10 - Laboratoire Mayoly Spindler
11 - Marchand Sports
12 - Bauchet-3 M
13 - Garages Renault
14 - Carrosserie Pourtout
15 - EDF/GDF
16 - DMRS
17 - Nadella
18 - L'Électrification Nouvelle
19 - La Manufacture de Rueil
21 - Blanchisserie Poulard
22 - Wood-Milne
23 - Outillage Hydraulique BG
24 - Cima-Rueil
25 - Niro-Atomizer
26 - Décolletage des Aciers Matricés
27 - LAMEF
28 - Société de Mécanique et Tôlerie Industrielles (SMTI)
29 - Compagnie Industrielle d'Applications Photographiques (CIAP)
30 - Schlumberger (ex Belin)
31 - Riber ultra-vide
32 - Centre de Formation Shell
33 - Arsenal de Rueil
34 - Renault Centre Technique (ex Vétra)
35 - La Thermonite
36 - Degrémont
37 - Bernard-Moteurs
38 - Institut Français du Pétrole (IFP)
39 - Technip
40 - Franlab
41 - Société Française d'Optique et de Mécanique (SFOM)
42 - Ateliers de Réalisations Industrielles (ARI)
43 - La Roue Française
44 - Roulements Gamet
45 - Wilson Mécanique de Précision
46 - Transformateurs Mérot
47 - Goodyear France
48 - General Foods France
49 - Léonard Fashion
50 - Christian Dior
51 - Laboratoire Sandoz
52 - Laboratoire UPSA
53 - Schwartz-Hautmont
54 - SOCEA
55 - Prat-Daniel
56 - Agfa-Gevaert
57 - Wild-Paris-Leica
58 - Ford-France
59 - Jouvenel et Cordier
60 - Ciba-Geigy
61 - Bahlsen-France

Troisième partie

Une mutation en marche : l'essor du tertiaire (1971-1987)

DES PRÉMICES DE LA CRISE À L'OUVERTURE DES MARCHÉS

Des prémices de la crise à l'ouverture des marchés

De 1971 à 1987, Rueil consolide les acquis des années précédentes et prépare sa mutation : l'implantation des sièges sociaux et de centres de recherche se poursuit au début des années 1970. Alors que de nouvelles stratégies de développement se mettent en place après l'élection de Jacques Baumel à la mairie, un premier embryon de service des activités économiques est mis en place, organisant des rencontres, associant la ville à ses sociétés et à ses entrepreneurs. La ville s'intéresse de plus près à son développement économique. C'est un véritable acte pionnier dans ce domaine. Cette période est marquée par les deux chocs pétroliers et une inflation galopante, qui remettent en question les fondamentaux de l'économie. Si, à Rueil, le secteur primaire résiste tant bien que mal à la pression foncière des investisseurs immobiliers, le secondaire est toujours ancré dans le paysage urbain de la ville, malgré la prise en compte des questions environnementales de pollution, qui limite et même interdit les possibilités d'installation de nouveaux établissements industriels. Le secondaire connaît son apogée à Rueil entre 1965 et 1975.

Dès le début des années 1970, l'option politique choisie par le nouveau maire Jacques Baumel, assisté d'un jeune élu de sa majorité municipale, André Cros,est claire. Il s'agit de poursuivre et d'accélérer une politique fondée sur le développement du secteur tertiaire et d'offrir à la population un cadre de vie de qualité. Si cette décision n'est pas toujours du goût des industriels, le chemin est tracé : Rueil prend un virage historique, qui se caractérise, dans les années 1980, par la disparition progressive et presque complète de l'industrie dans le paysage urbain. Les reconversions de sites industriels se succèdent et appellent les édiles à engager une réflexion globale pour l'installation d'activités économiques, sociales et culturelles dans la ville. Rueil participe à la nouvelle politique d'aménagement du territoire, caractérisée par la réimplantation d'usines en dehors des grandes agglomérations, qui supprime des emplois peu qualifiés et transforme profondément le tissu urbain et sociologique : ce que l'on nomme la troisième révolution industrielle.

La mutation est en marche vers une économie tertiaire ; rien ne semble plus pouvoir la stopper, et encore moins la désindustrialisation qui touche la France et l'Europe occidentale dans les années 1980. En 1985, le projet "Rueil 2000" est dévoilé à tous : il fait beaucoup parler de lui, puisqu'il propose, après le quartier d'affaires de La Défense, la constitution d'un second pôle d'activités tertiaires à l'Ouest de la Région parisienne, renforçant ainsi le poids économique du département et modifiant en profondeur l'équilibre de la ville de Rueil. Ce projet est porté à bout de bras par la ville et son maire, Jacques Baumel. Mais l'annonce du départ du Centre Technique Renault de Rueil, premier employeur de la ville, hâte l'opération d'aménagement du quartier de la gare. Rueil s'oriente définitivement vers la nouvelle économie.

En cinq chapitres, la troisième partie brosse l'histoire économique de la ville de 1971 à 1987. Le chapitre 8 relatera "l'hallali" progressif de l'industrie. Le chapitre 9 abordera le renforcement du tertiaire dans les domaines de la pharmacie, du pétrole et de la construction. Les deux chapitres suivants, 10 et 11, présenteront l'apparition de nouvelles entreprises de services et de haute technologie. Le chapitre 12 retracera la naissance d'un premier service des activités économiques dans la ville, dont la mission va progressivement prendre de l'ampleur avec le succès économique de Rueil.

À la fin des années 1960, l'industrie à Rueil est au zénith. En quinze ans, elle va connaître un déclin inéluctable et rapide, qui s'accélère à la fin des années 1980. Curieusement, les petits ateliers de mécanique générale et de décolletage résisteront mieux à cet étiolement que les groupes industriels comme Cromback, Partiot ou encore Bernard-Moteurs. Si la question récurrente des nuisances et pollutions industrielles explique en partie cette disparition, le positionnement clair des responsables politiques de Rueil pour une ville verte et tournée vers le tertiaire accompagne cette mutation des activités. Des industriels résistent en prônant un équilibre économique et sociologique entre secondaire et tertiaire. Leurs arguments sont pertinents : ils expliquent qu'une ville et ses entreprises, et plus encore à l'ouest de la Région parisienne, doivent donner du travail aussi bien à une main-d'œuvre du secondaire que du tertiaire, les deux vivant souvent sous le même toit. Mais la messe est dite : les usines vont disparaître, et avec elles la population ouvrière, laissant la place aux classes moyennes, employés et cadres.

Une zone d'activités économiques aujourd'hui disparue : de gauche à droite, les Archives de la CNEP, La Roue Française, les Roulements Gamet et les Laboratoires Mayoly Spindler ; au premier plan, le Stade de la République (le Stadium). Début des années 1960.

Les Établissements Bauchet dans les années 1960, entre les avenues de la République et Albert 1er.

L'industrie à Rueil : chronique d'une mort annoncée

La fonderie Cromback fait de la résistance

L'homme-clef de cette histoire industrielle est Hubert Cromback (1911-1995). Ce centralien, également diplômé de l'Institut d'électrochimie et d'électrométallurgie de Grenoble, a développé une fonderie moderne à Rueil, spécialisée dans l'élaboration de la fonte malléable, de type "américaine". Président du Groupement des fontes malléables et vice-président du Syndicat des fondeurs de France, c'est l'une des personnalités les plus en vue de la fonderie française. C'est aussi un homme de presse, actionnaire en 1963, puis administrateur en 1977 du Midi Libre. Parallèlement, H. Cromback réalise plusieurs opérations de croissance externe dans son cœur de métier en reprenant les fonderies de Saulnières, Ménilles, Meung-sur-Loire et, en 1972, celle de Méru. Cette dernière, rebaptisée "Norinco", va, sous son impulsion, entreprendre un développement remarquable dans le domaine des fontes de voirie et une diversification dans les télécommunications.

Un véritable groupe industriel de l'acier se structure dans les années 1970. L'année 1982 marque une seconde étape, avec le regroupement des différentes sociétés dans un holding, "Crométal", et son introduction au second marché boursier. Sa principale fonderie, Rueil, constitue 20% du chiffre d'affaires du groupe en 1981. Cette usine, installée au 58, avenue de Chatou, emploie à cette date près de 300 salariés. Ses installations couvrent trois hectares, dont 12.000 m² de bâtiments. Elle dispose de plusieurs unités de "carrousels" de moulage, de noyautage et de tous les fours de traitements thermiques nécessaires pour produire du malléable à haute limite d'élasticité. Depuis plusieurs années, divers moyens de production sont pilotés par des automates programmables, qui permettent d'assurer une constante qualité des pièces fabriquées. L'entreprise dispose également d'un parc de stockage important, aidant sa clientèle à réduire les problèmes de stockage. Il sort chaque jour de l'usine de Rueil 45 tonnes de pièces.

Néanmoins, l'usine est devenue en partie obsolète et pollue le quartier. Pour rentrer dans la norme, elle doit être modernisée, tout autant pour lutter contre les pollutions que pour améliorer sa productivité par la mécanisation de certaines chaînes de moulage et la robotisation de la manutention. En outre, la priorité est donnée aux économies d'énergie. Cette modernisation aura son coût : 10 millions de francs. Cependant, la fonderie pose de plus en plus de problèmes de pollutions en tous genres, notamment chimiques et atmosphériques ; les riverains demandent son départ et la ville prend en main le dossier. En 1986, Norinco reprend la fonderie La Fournaise à Givors. Au moment où la fonderie de Rueil élabore un nouveau plan de modernisation pour réduire ses pollutions, le projet Rueil 2000 est en phase de démarrage. Une lutte s'engage entre les deux parties. Le 15 mai 1988, H. Cromback, qui a bien compris que les sites de Rueil et Méru, situés en pleine ville, sont devenus au fil du temps peu compatibles avec une activité industrielle intense, fait part lors d'une réunion à la mairie de sa décision de quitter Rueil.

1971 Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison.
▼ Le 2 décembre : inauguration de la piscine des Closeaux.

1972
▼ Le RER à Rueil, le 2 octobre.

L'ENTREPRENEUR SAIT TRÈS BIEN CE QU'IL PEUT TIRER de ses trois hectares à Rueil. C'est de bonne guerre : l'entreprise résiste pour valoriser au maximum ses terrains à l'échéance de 1992-1993. La somme récupérée par Norinco lors de ce départ permettra, en 1992, la construction à Saint-Crépin-Ibouvillers dans l'Oise de la fonderie la plus moderne d'Europe, regroupant les activités de Rueil et de Méru. À la mort d'H. Cromback, le 17 décembre 1995, le groupe Crométal, qui se compose d'une douzaine de filiales, est l'un des premiers groupes français de l'acier. Avec ce départ de Rueil et l'expropriation de Partiot, c'est le dernier bastion industriel du quartier de la gare/Rueil 2000 qui disparaît. Rasé, il est remplacé par les sièges sociaux flambants neufs de grands groupes internationaux.

Hubert Cromback (à gauche) et André Cros lors d'une réception à la mairie de Rueil en novembre 1992.

La longue agonie de Bernard-Moteurs

LA PREMIÈRE TONDEUSE BERNARD-MOTEURS, on l'a vu, est sortie en 1967. Solide et fiable, elle perce rapidement et l'entreprise prend 10% du marché français. Si Auguste Bernard, le créateur de l'affaire, l'a dirigée d'une main de fer, son fils n'a pas le charisme du père et l'entreprise a perdu son lustre des années 1950. C'est la banque Worms qui tire les ficelles dans les coulisses. Au début des années 1970, Bernard-Moteurs fait l'objet d'une offre de rachat d'un groupe d'investisseurs étrangers. Mais, il n'est pas question de vendre un fleuron industriel et une image de marque nationale à un groupe étranger. Pour les salariés de Bernard-Moteurs, le rachat de leur "boîte" par Renault est un événement inattendu, même si les hommes se connaissent bien à Rueil, en raison notamment de quelques mouvements de grève décidés conjointement depuis les années 1950. La fabrication des moteurs diesel doit être abandonnée vers 1975. L'entreprise ne modifie en rien sa gestion. En 1979, Bernard-Moteurs emploie 1.750 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 300 millions de francs en fabriquant 198.000 moteurs et 64.000 tondeuses notamment. Son chiffre d'affaires a été multiplié par trois en francs courants entre 1967 et 1978, mais la rentabilité et les investissements sont faibles.

L'équipe de l'atelier Prototypes de Bernard-Moteurs en 1976.

L'ACTIVITÉ EST RÉPARTIE EN DEUX GRANDES ACTIVITÉS : Bernard-Industrie qui commercialise des moteurs nus, des générateurs d'électricité, des motopompes qui fonctionnent, suivant les versions, à l'essence, au pétrole, au gaz, au diesel ; et Bernard-Loisirs, qui fabrique des tondeuses à gazon de tous types et des produits annexes et connexes comme des taille-haies, des débrousailleuses, des motobineuses, etc. Le seul site industriel de Rueil fait travailler plus de 1.000 personnes : c'est avec la Télémécanique, de loin, la plus importante usine de la ville. L'entreprise est un modèle social qui n'a rien à envier à sa maison mère Renault. Les salariés bénéficient d'un treizième mois, de primes spécifiques (enfants, vacances, transport, ancienneté, etc.) et d'avantages divers liés au poste occupé. Les cars Bernard-Moteurs sillonnent la ville pour conduire ses salariés ; enfin, l'entreprise a fait construire sur Rueil de nombreuses habitations au travers du 1% logement et quelques pavillons dans l'allée des Aubépines, à l'époque allée Auguste Bernard.

AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, la crise économique touche de plein fouet l'entreprise. Sa maison mère, au plus profond de l'abysse entre 1983 et 1985, ne peut pas venir au secours de sa filiale. Les déficits sont chroniques. En 1986, Lombardini manifeste son intérêt, mais rien ne se concrétise. Renault liquide l'affaire en 1987. La même année est créée l'Amicale des Anciens de Bernard-Moteurs qui comptera plus de 100 membres. Une petite activité va se poursuivre, installée à Gretz-Armainvilliers en Seine-et-Marne, qui remet en montage le dernier né des moteurs (1986). Des anciens de Bernard-Moteurs rejoignent cette entreprise, qui prend le nom de BM, tandis que d'autres rejoignent la Régie Renault à Boulogne-Billancourt. Un petit service de pièces de rechange assure néanmoins la continuité sur le site de Rueil jusqu'en 1991.

QUE VA DEVENIR BERNARD-MOTEURS ? Le 3 décembre 1987, le Pdg de Renault, Raymond Lévy, et Jacques Baumel accordent une interview à l'hebdomadaire *Le Courrier des Hauts-de-Seine*, où ils annoncent "qu'une étude est menée pour savoir quel usage sera fait des terrains et des constructions. Cet équipement pourrait être réutilisé dans le cadre du réaménagement de la Régie". J. Baumel rajoute : "Si Renault décide de vendre le site, la ville sera prioritairement consultée pour exercer son droit de préemption". C'est alors que la Régie Renault décide de s'installer dans le site et réalise des travaux de transformation. Près de 70 ans après la création de l'entreprise par A. Bernard, qui avait auparavant travaillé avec Louis Renault sur la conception de nouveaux moteurs quatre temps transportables et autonomes, les "Bernard-Moteurs" sont de retour sous le toit de leur début.

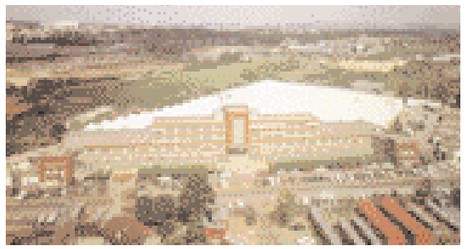
1972 ▼ Reprise de Bernard-Moteurs par la régie Renault. Saunier Duval et Orly Restauration s'installent à Rueil.

1973 ▼ Création de la Société Historique de Rueil-Malmaison.

De la production à la matière grise : la Télémécanique à Rueil

DANS UN CONTEXTE DE DÉCLIN rapide des activités industrielles, l'usine de La Télémécanique Électrique, avenue de Chatou, demeure l'une des toutes dernières de Rueil à conserver des unités de fabrication. Connue par les rueillois et les automobilistes pour sa célèbre façade de briques, c'est aussi la plus importante installation de la société : elle donne du travail à 700 personnes, qui bénéficient, à l'époque, de l'horaire aménagé ou "à la carte". Ce site comprend également les bureaux d'études, de gestion, de publicité, ainsi que les services de l'export et de la comptabilité. Une exposition permanente, le Télécenter, y est installée et constitue un condensé des activités de l'entreprise. Les années 1960 restent les plus belles années de croissance interne et externe, alors que la décennie suivante correspond à la poursuite du développement à l'international avec la création de 14 nouvelles filiales dans le monde. La Télémécanique fête ses cinquante ans en 1974. Elle fait bâtir la même année son nouveau siège social à Rueil, sur son ancien stade du quartier des Trianons, au 43-45, boulevard Franklin Roosevelt. La société compte alors plus de 11.000 salariés dans le monde. En matière d'innovations technologiques, ce fleuron industriel français lance presque annuellement des gammes de contacteurs. Les plus caractéristiques sont les "Série D" en 1973 et les "Série F" en 1979, ainsi que les contacteurs-disjoncteurs "Intégral" en 1983. En 1973, Télémécanique remporte le grand prix de l'exportation.

LA TÉLÉMÉCANIQUE CONTRIBUE aussi à la grande révolution des automatismes à base d'électrotechnique avec les premiers automates programmables. Elle entre sur le marché en 1975 avec le lancement du TSP 100. La seconde génération sort en 1978 et sera relayée, à partir de 1984, par les TSX série 7. En 1979, l'entreprise fabrique son 100 millionième bouton-poussoir. En 1984, elle met sur le marché son premier terminal d'exploitation XBT qui comporte un clavier avec des touches fonctions programmables et un afficheur alphanumérique. En 1988, son variateur de vitesse à microprocesseurs pour moteur asynchrone "Altivar 5" est élu "produit de l'année". C'est la même année que l'entreprise, dirigée par Jacques Valla, intègre le Groupe Schneider ; elle emploie alors 14.500 personnes et réalise un chiffre d'affaires de huit milliards de francs. En 1993, elle fusionne avec Merlin-Gérin et les deux entreprises se fondent dans la nouvelle société Schneider Electric Industries SA. Les installations de l'avenue de Chatou, qui datent du début des années 1930, fonctionneront jusqu'en 2006. Démolies, elles laisseront la place au siège social d'une nouvelle entreprise. En moins de deux ans, les deux derniers sites industriels de l'entre-deux-guerres à Rueil auront disparu : Bernard-Moteurs et La Télémécanique Électrique.



L'usine de la Télémécanique : un grand site industriel entre Seine et gare, au bord de l'avenue de Chatou.

Un des bureaux d'études de la Télémécanique en 1970.

Automate Télémécanique série 7 TSX47 T407 (1984).

Premier terminal d'exploitation XBT 20171 Télémécanique.

1924 : le premier contacteur sur barreau Télémécanique.

Le contacteur Serie D 10080, mis au point en 1973.

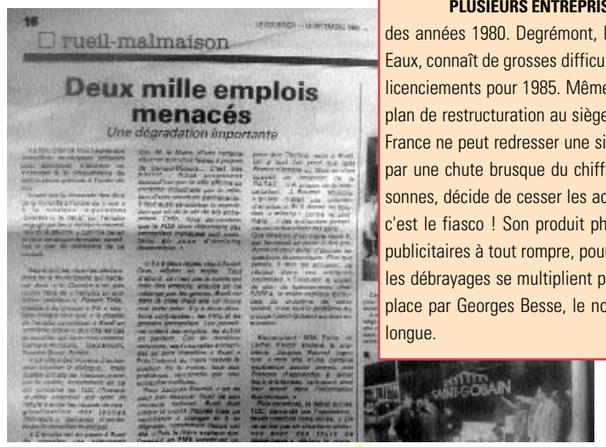
Le contacteur Série D LC1 D18.

Les automatismes, cœur du développement de la Télémécanique

DANS L'INDUSTRIE, le tertiaire et les activités de la vie quotidienne, les automatismes sont devenus omniprésents. Ils permettent à l'homme de se libérer des contraintes physiques et des servitudes liées à la conduite des machines et des processus. Ils améliorent la sécurité, le confort d'exploitation, la qualité des produits tout en économisant la matière et l'énergie. Le développement des automatismes a été marqué par trois grandes étapes : 1/ la commercialisation du contacteur sur barreau avec le brevet de la Télémécanique en 1924, qui constitue l'élément de base des commandes électromécaniques ; 2/ la découverte du transistor en 1948, à l'origine des automatismes électroniques – les premiers systèmes *Telestatic* par Télémécanique datent de 1961 – ; 3/ la création de l'automate programmable – premier automate programmable aux États-Unis en 1965 – dont l'emploi va se généraliser dans tous les domaines industriels et tertiaires. Associés à des capteurs, des auxiliaires de commande et de signalisation, des contacteurs auxiliaires et des relais d'automatismes, ils permettent la réalisation d'équipements de plus en plus complexes et performants dont la structure est toujours valable aujourd'hui. Cette structure fait appel à quatre fonctions dont les performances s'enrichissent régulièrement par l'apport des nouvelles technologies : l'acquisition de données, le dialogue homme-machine, le traitement des données et la commande de puissance.

CES TROIS EXEMPLES D'ENTREPRISES sont significatifs de la révolution économique qui s'opère à Paris et dans la proche couronne, notamment ouest, de la Région parisienne : l'industrie laisse la place, parfois contrainte et forcée. La mixité du secondaire et du tertiaire est bien finie. Désormais, Rueil se tourne résolument vers l'avenir. Un chapitre de son histoire se clôt… un autre s'ouvre avec le renforcement des sièges sociaux et des centres de recherche ainsi que l'arrivée de sociétés de services et de haute technologie. Mais la mutation se déroule dans une crise économique qui trouve son paroxysme dans les années 1983-1985.

La crise aiguë des années 1983-1985 enfante une politique économique plus rigoureuse


rueil-malmaison

Deux mille emplois menacés

Une dégradation importante

PLUSIEURS ENTREPRISES RUEILLOISES sont touchées par la crise économique et sociale du début des années 1980. Degrémont, le numéro un mondial du traitement de l'eau, filiale de la Lyonnaise des Eaux, connaît de grosses difficultés – pertes très importantes en 1984 – et programme une "charrette" de licenciements pour 1985. Même constat pour la filiale BTP de Saint-Gobain, Socea-Sobea, qui décide un plan de restructuration au siège de Rueil : les syndicats sont même reçus à la mairie ! La General Foods France ne peut redresser une situation financière ne cessant de se détériorer depuis 1983, qui se traduit par une chute brusque du chiffre d'affaires. L'entreprise, dont le siège social de Rueil compte 500 personnes, décide de cesser les activités du café Legal tout en lançant un nouveau produit "Tang boisson" : c'est le fiasco ! Son produit phare, les chewing-gums Hollywood, ne peut rien, malgré des campagnes publicitaires à tout rompre, pour enrayer cette baisse spectaculaire de l'activité globale. Au CTR Renault, les débrayages se multiplient pour protester contre le plan de restructuration des usines Renault mis en place par Georges Besse, le nouveau Pdg. La liste des entreprises en difficulté dans ces années-là est longue.

1973 ▼ Inauguration de l'ELAM futur Théâtre André Malraux (TAM).
Première Journée de l'Industrie à Rueil.
La tour Albert 1er, nouveau pôle d'attraction économique.
Jumelage avec Elmbridge en Angleterre.

Le phénomène amorcé dans les années 1960 se poursuit : on assiste à Rueil à une prolifération de bureaux et de sièges sociaux. La commune bénéficie, sur ce point, de la poussée des activités et de l'habitat vers l'ouest, malgré les réticences de la DATAR qui souhaite un développement plus harmonieux sur l'ensemble du territoire. Rueil profite pleinement du prestige du quartier d'affaires de La Défense, auquel la ville est raccordée par le RER, le 2 octobre 1972. Aussi le prix du mètre carré reste très abordable alors que les maraîchers et les horticulteurs cèdent leurs derniers terrains pour s'installer plus à l'Ouest. Si, en 1980, quelques rueillois tirent encore de leur exploitation agricole des revenus, c'est la fin du primaire. L'équipe municipale favorise ouvertement la tertiarisation, qui n'a pas que des avantages immédiats.

Avantages et inconvénients de la tertiarisation rapide

Avant l'arrivée du RER, le quartier de la gare se dote d'un nouveau parking gratuit.

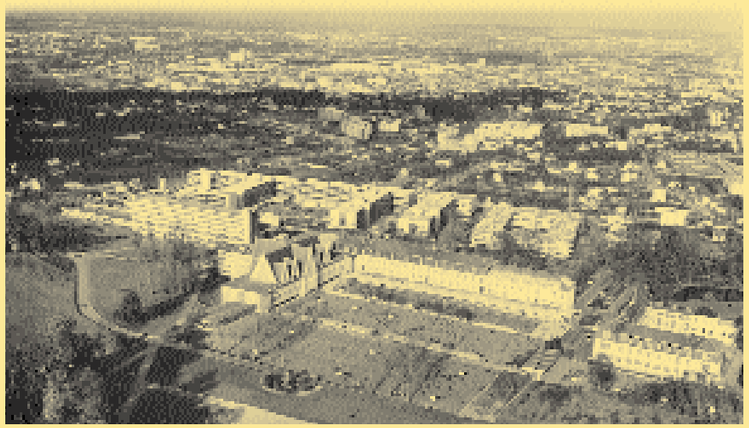
L'EXPLOSION DE L'ACTIVITÉ AU DÉBUT DES ANNÉES 1970 a de nombreux avantages mais aussi de gros inconvénients. Les deux avantages principaux sont d'une part une taxe professionnelle en hausse – 27 % du budget de fonctionnement de la ville en 1976 – et, d'autre part, un bassin d'emploi nouveau et aux salaires souvent supérieurs à ceux de l'industrie, qui profite d'abord aux habitants de la ville. Mais Rueil n'est pas prête sur plusieurs points à accueillir cette poussée de fièvre tertiaire. Les entreprises et leurs dirigeants à Rueil se plaignent sans cesse d'un manque de moyens de transport et de liaisons téléphoniques. Si la ville doit investir dans une voirie moderne adaptée à la circulation bi-quotidienne, les entreprises organisent des services de car, qui transportent, matin et soir, leurs salariés de la gare de Rueil vers les sièges sociaux et les bureaux, et plus particulièrement sur la zone Lionel Terray, cœur de l'activité tertiaire de Rueil. En 1977, un nouveau terminal téléphonique est inauguré, mais il est loin de suffire à répondre au trafic exponentiel des communications, dont les trois-quarts se font avec Paris.

Les cars d'entreprises attendent les salariés à la gare du RER.

Renforcement des activités tertiaires dans la pharmacie, le pétrole et la construction

La pharmacie : une compétition franco-suisse à Rueil

Il est encore prématuré d'appliquer à Rueil le terme imagé de "Pharmacopolis", même si déjà la concentration de cette activité sur la commune au début des années 1970 est significative d'un pôle de spécialité en constitution. Il se résume au début des années 1970 à une compétition franco-suisse avec d'un côté, pour la France, l'ancienne Mayoly Spindler et les nouvelles venues UPSA et Delalande et, de l'autre, pour la Suisse, Sandoz la première, puis Ciba et Geigy.



Une zone d'activités tertiaires sort de terre sur le coteau de Buzenval : les immeubles de la rue Lionel Terray, avec au premier plan le collège-lycée Passy-Buzenval.

Rue Lionel Terray, l'entreprise de BTP Schwartz-Hautmont est installée, tandis que le siège de Ciba se construit.

Les Suisses s'approchent et se rapprochent : une première fusion

En 1970, on l'a vu, les entreprises suisses Geigy, fondée en 1758 et Ciba, créée en 1900, fusionnent et viennent installer leur direction générale à Rueil, au 2-4, rue Lionel Terray, dans un immeuble moderne. La première, créée par Johann Rudolf Geigy-Gemeseus (1733-1793), est la plus ancienne des entreprises chimiques tandis que la seconde est issue de la petite teinturerie pour la soie, qui a réussi à fabriquer un des nouveaux colorants de synthèse, la fuchsine. C'est huit cents personnes qui prennent possession des nouveaux bureaux, dont une moitié de femmes. Le Pdg du nouveau groupe, Paul Appel, souligne que le choix de Rueil vient du fait qu'une grande partie de son personnel réside à l'ouest parisien. Le problème de l'accès à cette zone d'activité ne va pas être facile en raison du manque de

1974 ▼ Le boulevard Marcel Pourtout est inauguré par J. Baumel, en présence de l'ancien maire de Rueil. Delalande installe son laboratoire de recherche.

moyens de transport. L'entreprise va organiser un système de navettes entre son siège de la place de l'Étoile et ses bureaux de Rueil. Elle va même plus loin en adoptant un système d'horaires de travail modulables, matin et soir, pour limiter les encombrements aux heures de pointe. À l'époque, il n'existe aucun moyen de transports publics. C'est toute la zone d'activité Lionel Terray qui est affectée par cette pénurie de transports en commun dans un quartier où, aux alentours, sont installés également les lycées de Rueil, Passy-Buzenval et Daniélou.

LES ORIGINES DU GROUPE EN FRANCE REMONTENT à 1910, lorsque la société Ciba concède à un pharmacien français le droit d'utiliser ses spécialités dans ce domaine. Mais c'est finalement en 1947 que les laboratoires Ciba sont créés en France. Un an plutôt, la SARL "Laboratoires Geigy" a été fondée pour assurer la commercialisation des produits Geigy, sous la responsabilité d'un pharmacien, M. Lion. La première découverte de ce laboratoire a été le célèbre insecticide DDT en 1939, qui permet d'éviter pendant la guerre les terribles épidémies de typhus, malaria, peste, etc. Cette découverte d'un chercheur à l'emploi de Geigy, Paul Müller, lui vaudra le prix Nobel de physiologie et de médecine en 1948. En 1957, la SARL Geigy est transformée en SA. En 1964, sa première usine pharmaceutique française est mise en service à Huningue. Geigy a une place prépondérante dans les domaines des anti-inflammatoires, anti-rhumatismaux, anti-coagulants et produits psychotropes.

À PARTIR DU 1er JANVIER 1975, les deux laboratoires suisses fusionnent totalement leur recherche, ce qui donnera naissance à plusieurs innovations marquantes dans le domaine de la pharmacie et de la médecine : Rifampicine contre la tuberculose en 1971, le sodium cromoglycate contre l'asthme et le médicament anti-inflammatoire Voltarène en 1973, la synthèse de l'insuline humaine contre le diabète en 1974, la Cimétidine contre l'ulcère gastrique, etc. En 1988, avec un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs, Ciba-Geigy est l'un des leaders mondiaux de la chimie fine avec ses activités colorantes et produits chimiques, plastiques, pigments et additifs, pharmacie, agriculture. L'une des filiales les plus importantes, La Quinoléine – division agriculture – s'installera à Rueil au début des années 1990, rue des Deux Gares.

DE SON CÔTÉ, DANS SON PARC HISTORIQUE ET BUCOLIQUE, Sandoz fête dignement son cinquantenaire, le 17 mai 1974, en présence d'un grand nombre de personnalités suisses et françaises comme l'ambassadeur de Suisse en France, Pierre Dupont, le député-maire Jacques Baumel et Charles Pasqua, président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Ce groupe est l'un des plus grands noms de la chimie et de la pharmacie mondiale. Disposant de trois sites de production en France, il réalise un chiffre d'affaires de 625 millions de francs et compte 2.500 salariés en France, dont 600 à Rueil. Dans la spécialité pharmaceutique, deux dates sont à retenir : 1974 correspond au lancement du médicament antiallergique Zaditen ; 1982 est la mise sur le marché de l'immunosuppresseur Sandimmun, suivi par le Neoral en 1994.

Le Docteur Camille Bru dirige les laboratoires UPSA de 1958 à 1989.

Le dynamisme de la recherche pharmaceutique française à Rueil

DANS LES ANNÉES 1970, sous la présidence du Docteur Jean Bru, UPSA est l'un des groupes pharmaceutiques français les plus dynamiques, notamment sur les marchés à l'exportation. Les Laboratoires UPSA – Union de Pharmacologie Scientifique Appliquée –, créés en 1935, à Agen, par le Docteur Camille Bru, radiologue très connu dans le Sud-Ouest, commercialisent le Normogastryl, la première spécialité effervescente du Groupe, suivie peu après par l'Hépax, la Sédergine, le Sédartyl, le Polytonil. En 1958, le créateur décède ; son fils, le Docteur Jean Bru, prend la direction des laboratoires et donne une nouvelle impulsion, en orientant l'activité dans deux directions. D'une part, il améliore les techniques industrielles, en particulier dans le domaine des effervescents : c'est ainsi qu'en 1960 est créée l'aspirine vitaminée C effervescente UPSA, première spécialité de son type sur le marché international. D'autre part, il implante un laboratoire de recherche en 1961 à Gennevilliers. En quelques années, des molécules originales y sont synthétisées : un antispasmodique, la difémérine ; un anti-inflammatoire et antalgique, l'acide niflumique en 1965, synthèse de la première molécule française d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS), dont la première production industrielle date de 1968.

Les laboratoires de recherche UPSA, rue Danton, en 1988.

Le Centre de Recherche d'UPSA s'agrandit et se modernise en 1985.

LES INSTALLATIONS DE GENNEVILLIERS étant insuffisantes pour répondre aux besoins d'expansion d'UPSA, un nouveau laboratoire moderne est construit à Rueil, rue Danton ; la recherche et la direction générale du groupe s'y installent en 1970. En 1971, une deuxième usine est érigée au Passage d'Agen pour produire les spécialités effervescentes. En 1972, Jean Bru décide de commercialiser le premier paracétamol effervescent en France : l'Efferalgan. La même année, il acquiert le laboratoire Oberlin, créé en 1908, qui se spécialisera dans le domaine de la médication familiale ; Oberlin est ensuite devenu Upsa Conseil, spécialisé dans la vente de médicaments OTC (non soumis à la prescription). L'année 1973 voit la synthèse de la cibenzoline, un anti-arythmique cardiaque majeur.

LES ANNÉES 1970 SONT LES BELLES ANNÉES DE CROISSANCE. En 1979, UPSA à Rueil, c'est 150 salariés, dont 66 à la recherche et le reste à la direction générale, l'export, le marketing/publicité et au dépôt. En 1980, les 800 salariés du groupe réalisent un chiffre d'affaires de 310 millions de francs, dont 25 % à l'exportation En 1982, UPSA

64.391 habitants
1975 Des terrains de l'Arsenal sont cédés à la Régie Renault.
La Télémécanique fait construire son siège.
Jumelage avec Bad Soden en Allemagne.

reçoit l'Oscar de l'Exportation. Les années 1980 sont la copie conforme de la décennie précédente. En 1985, UPSA lance le Pro-Dafalgan, le premier paracétamol injectable au monde, utilisé très largement pour les douleurs post-opératoires, et commercialise le Cipralan, le seul antiarythmique issu de la recherche française, découvert dans les laboratoires de la rue Danton.

POUR ASSURER LA POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT, le Centre de Recherche de Rueil-Malmaison est agrandi en 1985. L'ensemble de cette recherche aboutit à une activité importante d'enregistrement, en France et dans le monde – Amérique du Nord notamment – des produits UPSA : une dizaine de dossiers déposés en France chaque année, plus de 90 dossiers de dépôts ou de validation pour l'ensemble des pays vers lesquels UPSA exporte. Ce laboratoire est leader dans la classe thérapeutique des antalgiques. Mais cette recherche poussée s'applique aussi au domaine cardio-vasculaire, à la gastro-entérologie et aux troubles du métabolisme, ces deux derniers abordés récemment.

LES LABORATOIRES UPSA s'intéressent au marché stratégique de l'Amérique du Nord, créent une filiale de commercialisation au Canada, UPSA Canada Inc., et mettent en œuvre un plan d'investissement à cinq ans dans ce pays tout en recherchant des partenariats aux États-Unis. Le décès du Dr Jean Bru en 1989 aurait pu ralentir cette croissance, mais le Dr Nicole Bru, son épouse, lui succède et poursuit la même politique d'investissement et de développement. Elle ouvre à Agen de nouvelles unités de développement galénique, inaugure une nouvelle usine à Tonneins et développe la recherche-développement à Rueil. C'est sous sa présidence que le groupe poursuit son essor à l'étranger : 23 brevets internationaux sont déposés en cinq années. En France, 20% du chiffre d'affaires est consacré à la recherche. C'est un record pour un laboratoire pharmaceutique français ! Dans une concurrence de plus en plus forte et une situation de concentration des activités, un accord de partenariat est signé en 1990 avec la multinationale américaine Bristol-Myers Squibb (BMS), qui détient alors 45% du capital d'UPSA.

Le Docteur Nicole Bru succède à son mari, en 1989, à la tête d'UPSA.

Une grande figure de la pharmacie française : Michel Delalande.

Delalande installe son laboratoire de recherche dans un lieu bucolique en 1974.

LES RAISONS DE L'IMPLANTATION du laboratoire Delalande à Rueil sont identiques à celles d'UPSA : la volonté de développer la recherche-développement sur un site moderne en proche Région parisienne et dans un cadre agréable. Delalande, c'est d'abord le médicament Solucamphre, mis sur le marché en 1927, qui a fait une percée remarquable et a assuré l'essor du laboratoire. Créée par le pharmacien Aristide Fouris et cédée à son neveu Michel Delalande en 1924, cette officine, qui s'appellera un temps "Laboratoire du Solucamphre", se signale après 1945 par le lancement d'autres produits à la longévité exceptionnelle comme l'Entéro-Granulé Delalande, à base de bismuth, le Sorbitol Delalande, un cholagogue – qui favorise l'élimination de la bile – et l'Hept-A-Myl, un cardiotonique. En parallèle, le laboratoire s'internationalise en adoptant une politique de prise de licences. La forte personnalité de Michel Delalande conduit cette expansion. La stratégie adoptée est une politique de croissance externe en France et à l'étranger. En 1965, Delalande obtient l'Oscar de l'Exportation.

L'ANNÉE 1974 EST CHARNIÈRE et celle des grands changements. M. Delalande prend sa retraite l'année même où l'entreprise est introduite en bourse et où le laboratoire de recherche est installé à Rueil. L'opération boursière couronne le succès des dix dernières années, avec un chiffre d'affaires en francs constants qui a quadruplé en dix ans. Mais, plus encore, l'inauguration du centre de recherche de Rueil marque une nouvelle conception de la recherche avec le passage progressif d'une chimie thérapeutique à une biochimie thérapeutique fondée sur des études biologiques cellulaires. Le laboratoire Delalande se donne les moyens de faire de la recherche moderne dans un lieu agréable, situé entre le parc de Bois-Préau et Saint-Cucufa, au 10, rue des Carrières.

LA RECHERCHE EST DEVENUE UNE PRIORITÉ ABSOLUE du laboratoire, qui conditionne les autres choix et la survie de l'entreprise. Delalande investit alors 9% de son chiffre d'affaires dans la recherche, soit 1% de plus que la moyenne de l'industrie pharmaceutique. Après le Vascoril en 1971, un vasodilatateur coronarien, sont lancés successivement : le Vasodistral en 1974 ; le Poly-Karaya, un régulateur du transit intestinal, en 1980 ; l'Humoryln, un anti-dépresseur, en 1985 ; et l'Inerpan, un substitut cutané temporaire, en 1990. Néanmoins, le laboratoire doit gérer les aléas d'une diversification mal engagée. Pour redresser la situation, on procède à la vente du secteur vétérinaire. En 1992, le laboratoire Delalande rejoint le groupe Synthélabo. À partir de celui-ci, un très grand groupe pharmaceutique français va se constituer, qui donnera naissance à Sanofi-Aventis, le n°1 européen et n°3 mondial de l'industrie pharmaceutique.

sanofi aventis
L'essentiel c'est la santé.

1976 ▼ Premier Forum inter-entreprises organisé par la ville de Rueil. La ville acquiert un domaine de 16 hectares à Cormeilles-en-Vexin.
1977 ▼ Réélection de Jacques Baumel à la mairie. Patrick Ollier, adjoint en charge de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

La perspective de l'avenue Paul Doumer vers La Défense : au premier plan, le domaine de l'IFP.

Du pétrole à la chimie : "Rueil Pétropolis"

DE 1971 À 1988, Rueil devient un des grands pôles de la pétrochimie française, avec le développement de l'Institut français du pétrole (IFP) et d'entreprises leaders sur leur marché comme Labo Industrie ou Elf Lubrifiants, avec l'arrivée de grands groupes internationaux comme Shell Chimie en 1986, et l'annonce de la construction du nouveau siège social d'Esso France en 1990.

L'Institut Français du Pétrole (IFP) : une adaptation continue au contexte économique

CRÉÉ EN 1944 PAR L'ÉTAT FRANÇAIS, l'IFP est installé, face au domaine de Bois-Préau, dans une vingtaine de bâtiments répartis sur onze hectares. Pour contrer la crise pétrolière de 1973, une impulsion nouvelle est donnée aux recherches menées par l'IFP. Son nouveau président, Jean-Claude Balacéanu, nommé en 1973, écrit : "un organisme tel que l'IFP doit pouvoir résoudre les problèmes énergétiques, non seulement sous leurs aspects techniques mais également politiques et économiques". L'IFP est associé à l'effort public de réduction de la consommation et de diversification des énergies. Les pouvoirs publics reconnaissent l'ampleur de son action industrielle en l'autorisant à prendre des participations dans des sociétés industrielles ou commerciales et à apporter les dites participations dans une société créée à cet effet. C'est une révolution de velours. Un holding est créé dans ce but en 1975 : ISIS, qui ouvre son capital à des banques, dès 1977, et à des partenaires industriels en 1984. En 1974, un colloque intitulé "sortir de la crise par la recherche" résume à lui seul la politique volontariste des dirigeants.

EN 1975, CONFORMÉMENT À UNE REVENDICATION DE 1968, des représentants du personnel siègent pour la première fois au sein du conseil d'administration de l'IFP. Ces années sont marquées par une vague d'agitation sociale. En 1979, les effectifs permanents sont de 1.593 salariés, dont 480 ingénieurs et 596 techniciens. Avec un budget de 467 millions de francs, l'IFP remplit sa triple mission : provoquer ou effectuer les études ou recherches dans le domaine du pétrole et de ses dérivés ; former des cadres, ingénieurs et techniciens ; documenter l'administration, l'industrie et les professionnels. Cette mission implique également une coopération de plus en plus développée avec les pays étrangers. La même année, l'IFP délivre 163 diplômes d'ingénieurs, dont 57 à des étrangers, ce qui porte à 4.852 – dont 913 étrangers – le nombre d'ingénieurs formés à l'Institut depuis sa création. En outre, pas moins de 70 thèses – 20 par des chercheurs étrangers – ont été soutenues la même année, dont 17 thèses de doctorat. Dernier chiffre, l'IFP a déposé, toujours en 1979, 513 brevets et additions, ce qui porte le nombre total à plus de 10.000 depuis sa création.

ALORS QUE LE DEUXIÈME CHOC PÉTROLIER multiplie le prix du baril par deux, l'IFP met en place une nouvelle organisation pour apporter des solutions aux problèmes qui se posent dans le domaine de l'approvisionnement énergétique de la France et de l'utilisation optimale des produits pétroliers. Cette restructuration renforce et accélère les grandes orientations de recherches décidées après le premier choc pétrolier. La nouvelle structure de l'IFP s'appuie désormais sur six objectifs de recherche correspondant aux grands domaines d'intervention du pétrole : exploration, procédés d'exploitation des gisements, ensembles industriels de production, procédés de raffinage et de pétrochimie, chimie fine et énergie. L'IFP est associé au plan "Hydrocarbures", lancé par le Gouvernement français en 1979.

LES RECRUTEMENTS INEXISTANTS DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1970 reprennent au début des années 1980, au moment des premiers départs en pré-retraite. Le double choc pétrolier fait le jeu de l'IFP, qui sait parfaitement tirer son épingle du jeu en participant aux grandes avancées techniques en matière de maîtrise de l'énergie et de diversification géographique de la production. Le contre-choc pétrolier de 1986 ouvre une période d'incertitude et marque un tournant stratégique dans l'évolution de l'institut de recherche. En adoptant une politique de réduction des coûts, l'IFP doit diriger ses efforts prioritairement vers les pôles de recherche à fort potentiel de développement industriel, tout en assurant une recherche de base de très haut niveau. C'est l'ouverture progressive et plus large vers le monde industriel et la mise en place d'une politique de transfert technologique vers les PME/PMI.

Rueil attire les grandes compagnies pétrolières internationales

TOUT A COMMENCÉ AVEC L'IFP APRÈS 1945. Sans concertation et chacun pour des raisons différentes, les grands groupes pétroliers vont choisir Rueil pour installer leur siège social. Pour certains, ils rejoignent leur complexe sportif, comme Shell et Esso. C'est Shell Chimie en 1986 qui ouvre la marche. Fin 1992, le géant anglo-néerlandais complétera sa présence en achevant son siège social, qui accueillera plus de 1.000 personnes. Shell choisit Rueil parce qu'elle y possède un vaste terrain et qu'il lui paraissait plus avantageux de construire un immeuble en toute propriété. Quittant un immeuble vétuste à la Défense, Esso réalise également une belle opération immobilière en faisant bâtir son siège au bord de la Seine. Quant au groupe belge Fina, payant cher des bureaux peu commodes dans le 8e arrondissement, il décide d'occuper un immeuble de bureaux moderne à Rueil pour installer la direction générale de Fina-France, soit près de 400 personnes, au 8, rue Henri-Sainte-Claire-Deville. "Pétropolis" est bel et bien liée aux opportunités immobilières et foncières !

1977 Un nouveau terminal téléphonique est inauguré.
Création d'un comité municipal de lutte contre le chômage.

1978 Inauguration de la nouvelle mairie, le 6 novembre.

L'usine Labo Industrie, voisine du port de Nanterre.

L'approvisionnement en matières premières se fait par la Seine.

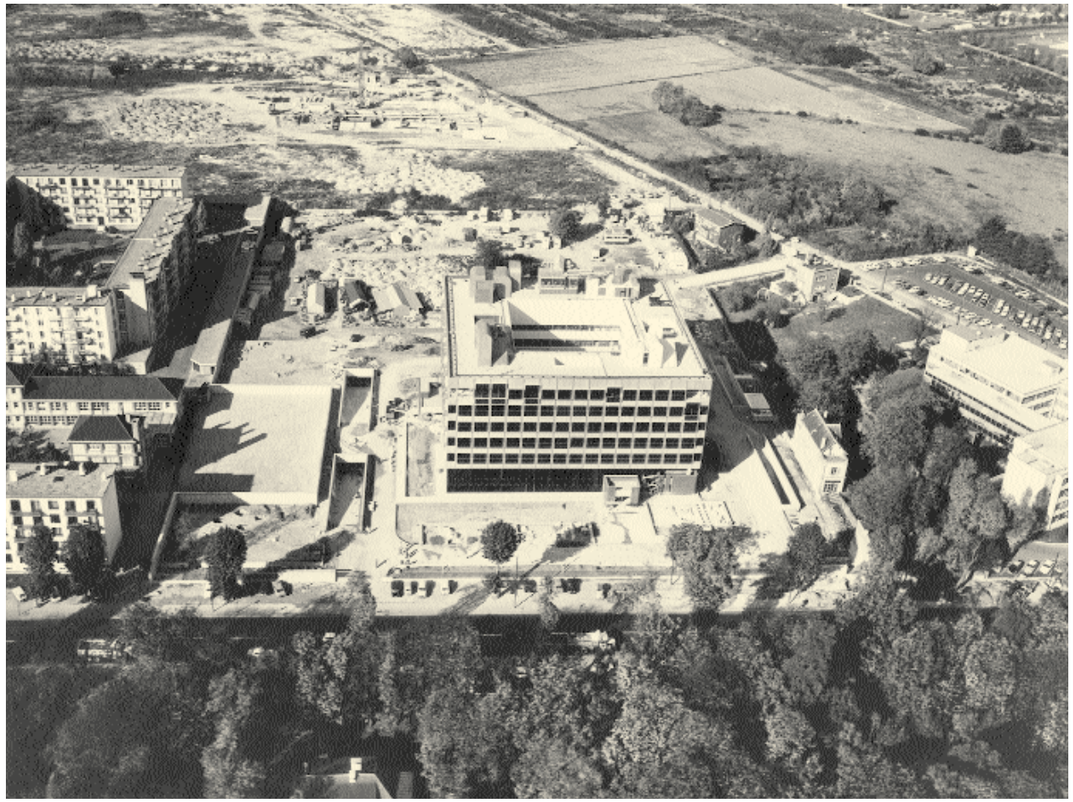
Labo Industrie : une croissance bien "huilée"

1965-1975 SONT LES "BELLES ANNÉES" de croissance de cette entreprise performante. Elle a acquis quelques fleurons de l'industrie française : les huiles Veedol et les fabricants de bougies Eyquem et KLG. Elle recense à Rueil dans les années 1970 environ 1.000 salariés, toutes sociétés confondues. En bord de Seine, au 83-89, rue de l'Industrie, sont installés les sièges sociaux des différentes entreprises, le centre d'essais des bougies et les 25.000 m² de l'usine de production d'huiles Labo. Son patron charismatique, Jean-Maurice Vartet, est passé maître dans les rachats. Il conserve les structures en utilisant au mieux les marques. Plus encore, Labo est devenue une marque d'huile très réputée, grâce à la célèbre "garantie Labo" : sur un marché où les voitures neuves sont encore rares et où l'occasion est florissante, Labo propose aux garages de garantir les voitures d'occasion à condition qu'elles roulent avec des produits Labo : une vraie machine de guerre commerciale, qui donnera de très bons résultats financiers.

EN 1987, J.-M. VARTET SE RETIRE DES AFFAIRES À 76 ANS, pour se consacrer à l'écriture de polars et de pièces de théâtre. Il vend ses parts – 38% – à la Financière Indosuez, qui fait une opération de portage et nomme Philippe Liotier au poste de Pdg, en décembre 1987. En 1988, Labo Industrie réalise un chiffre d'affaires de 423 millions de francs pour un bénéfice net de 32,4 millions de francs. Sa rentabilité est de 7%. La PMI fait toujours preuve de grand dynamisme. Hormis les grands groupes pétroliers, ses concurrents indépendants de taille comparable sur le marché des lubrifiants sont Yacco, Motul et Igol. De son côté, Eyquem vend sans complexe 40% de sa production à l'export, face à des géants comme Bosch, numéro un mondial, Champion ou Autolite.

La genèse d'un pôle de construction : Vinci à Rueil

À RUEIL, LE PÔLE CONSTRUCTION, c'est d'abord Vinci, le premier groupe mondial de construction. C'est dans cette ville qu'un grand nombre des filiales qui le constitue aujourd'hui est venu s'installer au début des années 1970. Tout débute avec le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, qui décide de faire construire un immeuble moderne de bureau au 278-278 bis, avenue Napoléon Bonaparte, l'objectif étant de rassembler dans ce lieu le département "Entreprises et Services", avec comme entreprise pilote SOCEA. Le bâtiment de bureaux est inauguré en 1970. D'autres filiales de Saint-Gobain à l'histoire ancienne comme Saunier Duval et Tunzini installeront également leurs sièges sociaux à Rueil sur d'autres sites.



Le siège de Socea en construction. Au second plan à gauche, la piscine des Closeaux sort de terre.

VINCI à Rueil : une histoire de sièges sociaux

Les installations de Vialit/Viafrance au pont de Chatou.

- **1936** : La Société Française du Vialit s'installe près du Pont de Chatou, dans une ancienne usine d'eau de javel.
- **1970** : Socea (future Sogea) devient la société-pilote du département "Entreprises et Services" au sein du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson. Transfert du siège social au 280, avenue Napoléon Bonaparte dans l'immeuble "Rueil-Entreprises" (aujourd'hui Lease Plan). Les principales filiales installées dans cet immeuble neuf sont les entreprises Balency et Schuhl, la société des Grands Travaux en Béton Armé (GTBA), Dodin et Wanner-Isofi.
- **1972** : Saunier Duval installe son siège social, au 250, route de l'Empereur, soit près de 1.100 personnes.
- **1986** : Installation de l'entreprise Tunzini.
- **1992** : SGE (futur Vinci) regroupe ses principales filiales françaises (Sogea, Campenon Bernard, etc.) sur le site de Rueil 2000, nouveau siège social du groupe.
- **1993** : Transfert, place de l'Europe à Rueil 2000, des sièges de Viafrance (ex. Vialit) en provenance de Clichy, et de Cochery Bourdin Chaussé en provenance de Nanterre. Les deux groupes fusionnent et donnent naissance à Eurovia, pôle routier de Vinci.
- **1996** : Les travaux de l'A 86 sont lancés à Rueil-Malmaison (Cofiroute, filiale de Vinci).
- **1996** : SDEL quitte Rueil-Malmaison pour installer son siège social à Suresnes.
- **2000** : Début des travaux de creusement du tunnel de l'A 86, sous la Jonchère.
- **2002** : Vinci Énergie Île-de-France s'installe à Rueil. Retour de SDEL.
- **2005** : VINCI, 1.100 salariés à Rueil-sur-Seine, dont 250 chez Eurovia et 250 chez Sogea.

D'autres entreprises du groupe Vinci se sont installées à Rueil, comme Lefort-Francheteau au 1, avenue du Président Pompidou.

1978 ▼ Création d'un Comité municipal de lutte contre le chômage.
▼ Installation d'American Express, avenue de Chatou.

1979 ▼ Jumelage avec Kitzbühel en Autriche.

QUAND SAUNIER DUVAL INSTALLE, en 1972, son siège social au 250, route de l'Empereur (aujourd'hui Renault), c'est l'un des plus grands noms de l'industrie électrique qui choisit Rueil pour regrouper en un seul lieu plus de 1.100 personnes dans des bâtiments neufs, soit 10 % de son effectif total : direction générale, services administratifs et comptables, bureau d'études. C'est aussi l'un des événements majeurs de la vie économique de Rueil. L'intégration de l'entreprise ne sera pas facile : elle doit mettre à la disposition de son personnel des autocars matin et soir et des minibus toutes les demi-heures entre la gare et ses bureaux. L'entreprise aura même les pires difficultés à embaucher sur place une main-d'œuvre, notamment féminine, les jeunes filles préférant l'attrait de la capitale pour travailler et faire du "shopping" aux heures perdues. À tel point que son Pdg, Jean Persuy, décide de créer sur place un service de formations de dactylos !

LA CRÉATION DE SAUNIER DUVAL remonte au 28 décembre 1907 lorsque Charles Saunier, ancien élève de l'École Polytechnique, directeur de société, et Maurice Duval, industriel, créent une société en commandite par actions au capital de 1,1 million de francs. Saunier Duval remporte la concession de l'éclairage et de la distribution électrique du Grand Palais, où sont organisés tous les grands salons de l'époque : de l'Automobile, de l'Aviation, des Arts ménagers, des Arts décoratifs, de l'Enfance, etc. En 1922, le département "eau chaude/chauffage" est organisé en pôle autonome et devient le second secteur-phare de l'entreprise après l'électricité. Saunier Duval fusionne en 1930 avec Farge, spécialiste des appareils de production d'eau chaude et de chauffage au gaz. Les années 1930 à 1950 sont difficiles. La croissance et le développement sont de retour à partir de 1960 et s'accompagnent d'une politique de diversification dans le transport pneumatique et la mécanisation postale. C'est aussi le grand essor du département "travaux électriques". En 1971, Saint-Gobain/Pont-à-Mousson devient l'actionnaire principal de Saunier Duval. La décision de s'installer dans un siège social moderne est prise : Rueil est choisie pour son cadre verdoyant, les possibilités en mètres carrés de bureaux disponibles et ses prix encore abordables.

Le BHV illuminé par Saunier Duval en 1926.

Saunier Duval : déroulage de câbles dans les années 1930.

Saunier Duval se diversifie dans la mécanisation postale dans les années 1960.

EN 1977, LE DÉPARTEMENT "MANUTENTION" est cédé et les activités sont filialisées. En 1979, l'activité "eau chaude et chauffage", l'une des plus rentables, est cédée à Saint-Gobain, maison mère. Désormais Saunier Duval devient une entreprise aux activités à dominante électrique. En 1985, elle est intégrée à la Société Générale d'Entreprises (SGE), branche "entreprises" du Groupe Saint-Gobain. En 1988, Saunier Duval et sa maison mère passent sous le contrôle de la Compagnie Générale des Eaux (CGE). En 1990, elle adopte le nom de SDEL (Saunier Duval Électricité). En 1995, l'entreprise quitte Rueil pour installer son nouveau siège social à Suresnes. Elle sera remplacée sur le site par Renault. SDEL revient quelques années plus tard pour intégrer Vinci Énergie, au 64, avenue de Colmar. Aujourd'hui, elle n'est plus qu'une simple marque.

PLUS ANCIENNE EST L'HISTOIRE DE L'ENTREPRISE TUNZINI. Fils d'un entrepreneur de fumisterie, Ernest Tunzini (1886-1971) fait l'École des Arts et Métiers de Lille avant de se mettre à son propre compte en 1906 en fondant une entreprise de chauffage. D'abord établi à Versailles, il s'installe à Paris en 1911. Mobilisé pendant toute la durée du premier conflit mondial, il dirige un service de réparation de camions militaires, puis l'une des usines de fabrication d'avions de la SACA. Démobilisé, il transforme les Etablissements Tunzini en société anonyme. En 1925, l'entreprise se dote d'un département d'air-climatisation. En 1966, le fondateur prend sa retraite. La même année, la société se réorganise en trois branches : Entreprise, Biens d'équipement et Clients directs. Son fils Bernard prend la relève. L'entreprise fusionne avec Nessi en 1976. Dix ans plus tard, le siège du groupe s'installe à Rueil. En 1992, Tunzini et Wanner, une autre entreprise de Rueil, se rapprochent. Le pôle thermique du futur Vinci se constitue et s'étoffe avec l'arrivée des entreprises allemandes Nickel en 1995 et G+H Montage en 1997.

DE NOMBREUSES ENTREPRISES DE MOINDRE TAILLE ont développé à Rueil une activité dans le BTP, et notamment dans le second œuvre, comme Laurent Bouillet et Delcommune. Cette entreprise a été créée en 1933 par Clovis Delcommune (1893-1969), à Levallois. Spécialisée dans l'installation électrique, essentiellement pour les petits fabricants gravitant autour de l'industrie automobile, elle est reprise par son fils Jean Delcommune. Né le 1er janvier 1925, ce dernier a commencé à travailler dans l'entreprise familiale en 1947, fraîchement diplômé de l'École d'Électricité de Paris. Delcommune est une entreprise générale d'électricité, courants forts et courants faibles, pour l'industrie, les particuliers et EDF. En 1973, elle est expropriée de Levallois, et ses quarante salariés s'installent à Rueil dans des locaux déjà occupés par une activité de gravure sur métaux. L'entreprise prend son essor et compte cent salariés dans les années 1990. Elle appartient aujourd'hui à un groupe fédérant plusieurs petites et moyennes entreprises.

1979 ▼ L'IFP est associé au plan "Hydrocarbures", lancé par le Gouvernement français.

1980 ▼ Une Croix de Lorraine est érigée place Besche, en souvenir du 18 juin 1940.

L'ENTREPRISE D'ORIGINE ALLEMANDE POLYSIUS occupe un tout autre créneau : l'ingénierie appliquée à la construction de cimenteries. Installée en France, à Paris, depuis 1952, puis à Rueil en 1967, elle emploie, à la fin des années 1970, près de 300 personnes au siège social de Rueil. À cette date, dans un contexte de développement, elle s'installe dans des locaux modernes et plus spacieux, boulevard de Bellerive, où elle fête son centenaire en 1978. L'exportation représente 95 % de son chiffre d'affaires.

La tour Corosa et Comsip : 35 ans d'activités économiques, du groupe Lebon à Alcatel Alstom

LE GROUPE LEBON EST NÉ EN 1847. C'est l'un des pionniers de l'éclairage au gaz, puis à l'électricité, en France et dans le monde. Sa politique de placement d'avoirs financiers l'a conduit à prendre des participations dans plusieurs sociétés situées à l'ouest de Paris : Comsip Automation (Compagnie d'Outillage et de Matériel Spécialisée dans l'Industrie Pétrolière), créée en 1947 à Croissy-sur-Seine ; L'Électrotechnique, entreprise d'installation électrique créée en 1913 ; Cocei, société d'ingénierie ; et Lebon Informatique, dont le groupe ne détient pas tout le capital. En 1966, le groupe Lebon décide de regrouper ces sociétés dans un bâtiment neuf, construit à Rueil, sur des terrains lui appartenant au 44, avenue de Chatou. La tour Corosa est érigée en 1967. Dans cet immeuble à trois branches de 14 étages mesurant 63 mètres de haut, les sociétés du groupe s'installent en 1969. Le 1er janvier 1973, la direction de Lebon décide de fusionner les quatre entreprises pour créer Comsip Entreprise. En 1975, Lebon amorce son désengagement de Comsip Entreprise ; à la faveur de la fusion, les effectifs de Comsip Entreprise ont fondu, et environ un tiers des surfaces de la tour est loué à d'autres sociétés.

LA TOUR EST FINALEMENT VENDUE à un groupe immobilier, qui la cède au groupe Alcatel. Le 1er juillet 1980, CGEE Alstom se porte acquéreur de Comsip Entreprise, qui devient CGEE Alstom division Comsip. En 1989, CGEE Alstom change son nom en Cegelec. Nouveau patronyme : Cegelec, division Comsip. Le 1er juillet 1998, Alstom rachète Cegelec. La partie Comsip change encore de nom et devient Alstom Contracting. En 2001, Alstom veut vendre sa participation : deux des dirigeants d'Alstom Contracting, Claude Darmon et Jacques Gounon, initient alors un LMBO avec l'aide de deux investisseurs... et reprennent le nom de Cegelec. Entre-temps, Alcatel a revendu la tour à un fond d'investissement américain, qui la cède en 2002 au groupe Meunier, filiale de BNP-Paribas. Celui-ci prend la décision de démolir le bâtiment pour reconstruire : le 31 décembre 2002, tous les occupants doivent déménager. Des solutions de relogement sur Rueil sont recherchées pour accueillir les entreprises, mais il n'existe pas de surfaces équivalentes ; la tour Albert 1er, par exemple, est bien trop exiguë. Le dimanche 15 juin 2003, à 12h30, la tour Corosa est abattue par implosion. Sur ce site, Meunier, filiale de BNP-Paribas, livre en 2005 une opération de 29.000 m² de bureaux, où s'installe notamment le Groupe Liaisons sur 19.500 m².

Un grand témoin domine le chantier de Rueil 2000 : la tour Corosa, premier grand ensemble de bureaux du quartier de la gare, construit en 1967.

La tour Albert 1er : nouveau pôle d'attraction et d'activité de la ville

LA CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE D'AFFAIRES ultra-moderne de quinze étages au 65, avenue de Colmar marque le paysage du quartier de la gare. Inauguré en 1974, ce nouveau pôle économique est construit par l'un des principaux investisseurs britanniques en France : Chesterfield Ronson. Après Corosa construite en 1966, c'est la seconde tour de bureaux érigée à Rueil, entièrement destinée à des activités économiques. Il s'agit de deux bâtiments reliés entre eux par un noyau central d'accès où sont situés notamment les ascenseurs. Son emplacement en fait immédiatement un attrait pour les sociétés qui s'y installent : face à la gare de Rueil desservie par cinq lignes d'autobus. Un centre commercial est construit au pied de la tour, lequel sera totalement réaménagé de 1988 à 1990. L'une des toute premières entreprises à s'y installer est ITEP, dont l'acronyme est "Impressions Techniques Et Publicitaires". Créée en 1963 par Michel Pouillot, un Rueillois, elle dispose de 2.000 m² de bureaux et ateliers, et réalise principalement des documentations techniques. En 1976, elle se lance dans l'informatique en mettant au point un système informatique de maintenance intégrée, adapté à divers parcs de matériels : avions, véhicules, navires, etc.

L'entreprise emblématique de la tour Albert 1er est Charbonnages de France (CdF). Depuis la nationalisation en 1946, les Charbonnages de France occupaient dans le 8e arrondissement de Paris, au 9, avenue Percier, un immeuble de 8.445 m² dont ils étaient propriétaires. À cela, s'ajoutent plusieurs locations importantes aux alentours. En 1985, afin de limiter l'endettement du groupe, la décision est prise de vendre l'immeuble avenue Percier et de déplacer les bureaux vers la banlieue parisienne où les prix de l'immobilier à la location sont moins élevés. L'analyse des lieux d'habitation des agents de CdF fait porter le choix sur l'axe Défense-Nanterre-Rueil. La surface recherchée est de 10.000 m² environ. En novembre 1985, le groupe opte pour les 6.500 m² de surface disponible tour Albert 1er à Rueil, avec possibilité de porter la surface à 10.000 m² fin 1986. Au 1er janvier 1987, CdF occupe dans la tour 9.165 m² qui accueillent 660 agents ; c'est le point culminant de son implantation à Rueil. Depuis cette date, les effectifs et la surface ne cessent de décroître. En 1995, les travaux de rénovation de la tour Albert 1er conduisent CdF à la quitter. Grâce à l'action de la Mairie de Rueil, l'implantation est maintenue sur la commune dans trois immeubles rapprochés : la Direction générale au 100, avenue Albert 1er, les filiales et le personnel au 4, rue des Grandes Terres et les activités électriques au 85, avenue Victor-Hugo : 4.000 m² sont alors occupés par 150 personnes. A l'heure actuelle, moins d'une centaine de personnes occupent 2.700 m² au 100, avenue Albert 1er et au 4, rue de Grandes Terres. Les activités électriques, cédées à un groupe espagnol, résident toujours à Rueil, rue Daguerre.

1980 Création d'un Atelier municipal d'urbanisme avec à sa tête Michel Ricard.
▼ Création à Rueil de Mercuri Urval France.

1981
▼ Cinq cents places de crèche à Rueil.

À l'heure où les prix de l'immobilier d'entreprise commencent à grimper à l'ouest de Paris, Rueil présente des atouts indéniables, confortés par l'ouverture de la nouvelle ligne de RER en 1972. Les surfaces disponibles sont encore nombreuses… ou à créer ! De grandes sociétés de services comme American Express n'hésitent pas à prendre très tôt le pari du tertiaire à Rueil, préfigurant l'émergence du futur pôle de services bancaires, tandis que des sociétés de conseil et d'études trouvent à Rueil les conditions de leur naissance et, fait notable, de leur développement.

Avenance Enseignement & Santé, une des entreprises installées dans l'immeuble de bureaux du 15, avenue Paul Doumer (2005).

De nouvelles entreprises de services apparaissent

Un Rueillois crée une grande enseigne de restauration collective : Orly Restauration et le groupe Elitair

Claude Douillard et son fils Gilles.

Rares sont les grandes entreprises qui ont démarré dans un grenier à Rueil… C'est pourtant le cas d'Orly Restauration, qui fut un des majors de la restauration collective en France dans les années 1980 et dont les "descendants" exercent toujours leur activité à Rueil sous le nom d'Avenance. Claude Douillard est un entrepreneur né, qui aime inventer des solutions dans des contextes difficiles. Après une enfance rueilloise, son diplôme d'HEC en poche, il apprend le métier pendant quatre ans aux côtés de Jacques Borel, fondateur de la restauration commerciale de chaîne et créateur du Ticket Restaurant en 1963, qui en fait son secrétaire général et qui sera son maître. Les deux hommes se séparent sur un différend de management, et le jeune Claude décide de créer sa propre affaire en 1966. Mais comment faire sans capitaux ? La solution : une centrale d'achats fournissant des services aux restaurants d'entreprises autogérés, puis aux restaurateurs et aux collectivités. Ce sera la Sagrec, dont les bureaux sont installés sous les combles de la maison de son créateur, 28, avenue Victor Hugo. La mise de fonds est minime, les fournisseurs jouent le jeu, et l'entreprise se développe. Claude Douillard travaille seul d'abord, embauche un vendeur, puis un autre, et rachète au débotté les trois restaurants d'un de ses clients en faillite.

Lancé dans la restauration, Claude Douillard concourt en 1968 avec Maxim's, alors dirigé par Louis Vaudable, pour la concession des restaurants et bars d'Orly Ouest, face à Wagons Lits, PLM et… Jacques Borel ! Sachant que sa seule chance est de proposer les meilleurs prix, Claude Douillard imagine de réduire les frais généraux en proposant les prestations attendues dans un nombre de mètres carrés restreint. Et c'est gagné ! Avec ce premier grand succès commercial, il prend pied en 1971 sur un secteur qu'il ne quittera jamais : la gestion des bars et restaurants de grandes concessions, sous l'enseigne Air Maxim's Orly Ouest, qui devient, en 1979, Elitair Maxim's.

Entre-temps, l'entreprise s'est installée au dernier étage de la carrosserie Pourtout, côté rue Jules Parent, avant d'investir le rez-de-jardin d'un immeuble neuf au 15, avenue Paul Doumer en septembre 1972. C'est là qu'est créée, la même année, Orly Restauration, société spécialisée dans la restauration collective. L'entreprise connaît une croissance de 35 % par an entre 1972 et 1979. Les succès appellent les succès en restauration publique : concession des aéroports de Roissy 1, Marseille, Montpellier ; concession du restaurant de la Tour Eiffel, le Jules Verne, en 1982 ; reprise en 1986 de Drouant, le célèbre restaurant de l'Académie Goncourt ; concession du restaurant du Centre Georges Pompidou, etc.

1981 Le domaine de la Fouilleuse où se trouvaient les bâtiments élevés par Edmond Blanc devient le Paris Country Club.
▼ Inauguration du gymnase Alain Mimoun.

EN JUILLET 1989, CLAUDE DOUILLARD crée le groupe Elitair, qu'il organise en trois grandes branches : Eliance, pour la restauration publique de grande concession, dont la principale caractéristique est de s'occuper aussi bien de restauration rapide que de grande gastronomie ; Orly Restauration, pour la restauration collective ; Elior, prestataire de service pour les collectivités à l'international. Il engage une diversification dans l'hôtellerie en 1987, avec le rachat de la chaîne deux étoiles Climat de France, dont son fils Gilles Douillard devient directeur général en 1992. Elitair devient un groupe européen, dont les positions sur le marché français en 1990 sont enviables malgré les difficultés du secteur hôtelier : 3e en restauration collective, 4e-5e en restauration publique, 3e en hôtellerie deux étoiles, 2e en hôtellerie une étoile. Son chiffre d'affaires se situe aux alentours de 2,3 milliards de francs, et il emploie 6.500 personnes. En 1993, Claude Douillard, âgé de 65 ans, décide de vendre : Le groupe de la Générale des Eaux se porte acquéreur d'une partie du groupe et rapproche Orly Restauration de sa propre filiale de restauration collective, la Générale de Restauration : de cette fusion naît un nouveau groupe, dont la filiale Avenance Enseignement et Santé, toujours installée au 15, avenue Paul Doumer à Rueil, se présente comme le leader français de sa spécialité.

Claude Douillard : l'entreprise dans la peau !

CLAUDE DOUILLARD, né en 1928, est le fils de Robert Douillard, directeur général de l'usine des Huiles Veedol, alors située au pont de Chatou à Rueil. De son enfance rueilloise, avenue Victor Hugo, il évoque les baignades avec ses petits camarades dans les sablières Colmar... Diplômé de HEC en 1951, il épouse Nicole Pourtout, une des filles de Marcel Pourtout, en 1952. Le voyant peu enclin à une carrière commerciale classique, son père le charge en 1953 de superviser la construction de la nouvelle usine Veedol, qui sera rachetée en 1961 par Labo Industrie. Après un bref passage chez Bernard-Moteurs, dont les méthodes de management rigides et les certitudes techniques le déçoivent beaucoup, il rejoint Jacques Borel, flamboyant créateur de la chaîne de restaurants éponyme et des Wimpy Bars, précurseurs des "fast food". Il devient son bras droit.

Diplômé du CPA en 1962, il quitte Jacques Borel en 1965 pour voler de ses propres ailes : ce sera l'aventure d'Orly Restauration et d'Elitair Maxim's International, jusqu'à la création du groupe Elitair en 1989. Fondateur de la chaîne de restaurants d'autoroutes "Les Grill 4 pentes", repreneur de la chaîne hôtelière "Climat de France", créateur des hôtels économiques "Nuit d'Hôtel" puis "Cocoon", inspirés des hôtels-capsules japonais, Claude Douillard se retire des affaires en 1993, après avoir vendu son groupe à la Générale des Eaux. Administrateur du GIROP à 24 ans, de 1952 à 1961, il a été, par la suite, très actif au CNPF, où il a créé le mouvement éthique avec Yvon Gattaz, s'est impliqué dans la Commission de la Moyenne Entreprise et a présidé la Commission de la Fiscalité.

Etudes et conseil, une vocation naissante

AUTRE NAISSANCE À RUEIL, sur les bords de l'avenue Paul Doumer, celle-là : Mercuri Urval France, créée en 1980 par Håkan Skoglund, officier de carrière et diplômé en sciences sociales, qui en est toujours le président aujourd'hui. La jeune filiale de ce groupe de conseils en recrutement et en management d'origine suédoise sous-loue pour démarrer les bureaux de sa cousine Mercuri International, filiale spécialisée en formation créée un an plus tôt. Très vite, Mercuri Urval France prend son indépendance et part s'installer à Paris, rue Eugène Flachat puis rue Daru, avant de revenir à Rueil en juillet 1989, dans des locaux plus vastes situés à l'angle de l'avenue Victor Hugo et de l'avenue de Colmar. Pour ce cabinet international qui s'est fait un nom dans l'intervalle, Rueil présente des atouts : la proximité du RER pour faciliter l'accueil des candidats, la position sur un axe aéroportuaire nord-sud via la future A 86, et une politique économique locale dynamique.

AUJOURD'HUI PREMIER CABINET EUROPÉEN DE RECRUTEMENT en volumes et en implantations et deuxième du marché français, présent dans 22 pays, Mercuri Urval, créé en Suède en 1967, a été l'un des premiers cabinets de conseil en recrutement à adapter le procédé d'évaluation de personnalité en valeur absolue dit "assessment" aux besoins du monde industriel, en centrant sa méthode sur l'évaluation des individus. À ses débuts, ce modèle d'évaluation surprend et bouscule un marché français dominé en 1980 par quelques géants comme Egor, PA Consulting Group, Bernard Krief Consultants. Conjugant conseil en recrutement et organisation stratégique, prônant un discours centré sur le respect du candidat, l'écoute et la déontologie, se refusant à la sélection de masse, Mercuri Urval France progresse rapidement à la fin des années 1980. Logiquement, ses premiers clients sont originaires du nord de l'Europe : ABB, Aga, Astra (pas encore Zeneca et pas encore rueillois !), ABB, Ikea, SKF, Sandvik, etc. À Rueil, Mercuri Urval travaille avec Sandoz, Bristol-Myers Squibb, Elf, Linde, Tupperware, et s'honore de la fidélité de Leica et d'Aga, autre suédois actif dans le domaine des gaz spéciaux, pour qui il recrute les commerciaux pour la France entière.

UN AUTRE GRAND NOM en devenir s'installe discrètement à Rueil en 1982 : GfK France, toute nouvelle filiale du groupe allemand GfK, aujourd'hui quatrième société d'études marketing mondial. Quelques consultants, à peine 100 m² de bureaux dans le centre d'affaires de la rue Lionel Terray, c'est pourtant le début d'une grande réussite ! GfK a été créée en 1934 dans le giron de l'université allemande, à la demande des industriels en mal de statistiques économiques. GfK est l'abréviation allemande de "Société pour la prévision de la consommation". Mise en sommeil pendant la Seconde Guerre mondiale, la société reprend ses travaux autour de 1950. Dans ces années, d'autres grandes sociétés d'études voient le jour, telles Nielsen ou Secodip. C'est pour GfK le début d'un rayonnement qui deviendra international à partir des années 1980. En 1999, le groupe est introduit à la Bourse de Francfort, mais 60 % de son capital reste détenu par une association, qui réinvestit la totalité de ses dividendes dans la recherche. Présent dans 57 pays, il emploie aujourd'hui 5.500 personnes dans le monde et prévoit un chiffre d'affaires 2005 d'un milliard d'euros. Entre-temps, GfK a donné un nouveau sens à ses initiales : Growth from Knowledge.

EN 1978, LE GROUPE GFK DÉCIDE DE PRENDRE PIED SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS et crée la société Egra, puis conclut l'année suivante une joint-venture avec Secodip. En 1982, il décide de voler de ses propres ailes et lance sa filiale française avec pour mission de développer les panels distributeurs et consommateurs dans le domaine des biens techniques et technologiques : un métier au cœur des mécanismes de la

1981 ▼ Riber s'installe à la place de Nadella sur 5.000 m², boulevard National.
1982 ▼ Crue de la Seine.

Les équipes de GfK Marketing Services France en juin 2005, devant leurs bureaux, rue Lionel Terray.

consommation grand public. Il consiste à réunir de façon détaillée et récurrente des informations sur les ventes des magasins adhérents au panel ; ces données sont ensuite exploitées pour affiner les stratégies marketing, l'objectif de tous les fabricants étant d'améliorer leurs scores de vente en linéaire ! GfK France devient en 1984 GfK Marketing Services France. Sous l'impulsion de Gérard Hermet, son Pdg, membre du directoire du groupe, elle poursuit son développement, avec un chiffre d'affaires qui a plus que doublé depuis 1999. L'entreprise, qui gère aujourd'hui un échantillon de 7.500 magasins, est la deuxième filiale en ordre d'importance, après l'Allemagne, avec environ 200 personnes, dont 120 à Rueil, les autres assurant le suivi des panels sur le terrain. Parmi ses clients géographiquement proches, FagorBrandt à Rueil et Whirlpool à Suresnes.

PARALLÈLEMENT, GÉRARD HERMET crée, à Rueil, GfK Ad-Hoc, devenue GfK Sofema International, société spécialisée dans les études marketing sur-mesure, quantitatives ou qualitatives, dites "ad hoc". L'objectif de Sofema est de fournir des réponses aux questions que lui posent ses clients dans un cadre donné et de leur apporter ainsi des éléments de décision. Finie la dimension "artisanale" ! Le métier des études s'est rationalisé, avec la mise au point de "produits études" comme, par exemple, GfK Advantage, qui permet l'observation de l'efficacité publicitaire. Les experts de Sofema sont organisés par spécialité – grande consommation, automobile, etc. – et s'appuient sur un outil de gestion de données très puissant.

LA PETITE DERNIÈRE DES FILIALES RUEILLOISES s'appelle MarketingScan et a été créée en partenariat avec Médiamétrie, sur la base d'une licence importée des États-Unis. Ciblée sur la grande consommation, elle observe les comportements de panels de foyers de consommateurs, qui sont autant de marchés-tests de l'efficacité publicitaire en vraie grandeur. Le premier panel opérationnel a été établi à Angers en 1995, car la ville, très pilote en la matière, comptait alors 55 % de foyers câblés. Le câble autorise

Les équipes Sofema.

des décrochages pour envoyer sur le poste de télévision des personnes concernées des spots publicitaires en test, alors qu'un système de carte magnétique permet d'enregistrer les achats de ces mêmes personnes à chaque passage en caisse. Les données recueillies sont analysées et permettent de tester un produit nouveau, de valider un lancement, un changement de nom ou la réorientation d'une campagne publicitaire, par exemple. Marketing Scan met en place aujourd'hui un deuxième panel au Mans et compte 25 personnes à Rueil, 20 autres à Angers.

C'EST AINSI QUE LES TROIS PLUS IMPORTANTES FILIALES de GfK en France occupent à Rueil 4 500 m², toujours rue Lionel Terray, et emploient localement 300 personnes sur un effectif total de 450 personnes. L'entreprise a eu la chance de trouver sur place les surfaces nécessaires à ses développements successifs, et il n'a jamais été question d'abandonner le cadre verdoyant du coteau de Buzenval pour aller à La Défense ou à Paris, malgré l'éloignement du RER.

L'enfilade de la rue Lionel Terray : une grande diversité d'activités tertiaires.

1982 L'ancienne mairie est transformée en Musée municipal.
On ne recense plus que six blanchisseries industrielles sur la commune.
▼ GfK France s'installe rue Lionel Terray.

Bien avant Rueil 2000, American Express parie sur les bords de Seine. Ses voisins sont alors Domage et Point P (au premier plan).

American Express, pionnière des bords de Seine

PIONNIÈRE DES SERVICES FINANCIERS À RUEIL, American Express est aussi pionnière de l'implantation tertiaire en bord de Seine, ce qui n'est pas un vain mot au tournant des années 1980 ! Elle installe en 1978 à Rueil, dans des locaux loués au 1, avenue de Chatou, le personnel d'American Express Carte-France, occupant un seul étage, avec pour voisin Sofrer, une société de climatisation. C'est le deuxième immeuble de bureaux important de la zone, après la tour Corosa. Le paysage alentour est très industriel, avec quelques pavillons le long de l'avenue et des terrains vagues... rien à voir avec le charme cossu du quartier de l'Opéra !

L'ESPRIT PIONNIER EST DE TRADITION dans cette société internationale qui a fêté ses 150 ans en 2000 ! L'histoire commence en 1841, à Buffalo, État de New York. La cité est en plein essor, mais les communications sont difficiles entre les États de l'est et les territoires du nord-ouest américain. Le jeune Henry Wells décide d'y remédier et offre aux hommes d'affaires de Buffalo d'acheminer par la diligence ou le train leur or et leurs effets de commerce. La réussite est fulgurante. Le 18 mars 1850, Henry Wells propose à ses deux concurrents les plus directs, dont William G. Fargo, de fusionner leurs entreprises : American Express Company est née. Dès 1862, en pleine conquête de l'ouest, la société compte 890 agences et emploie 1.500 personnes qui parcourent plus de 15.000 kilomètres par jour. En 1882, James Congdell Fargo, fils d'un des créateurs, invente la lettre de change American Express. Après des vacances en Europe où il a des difficultés à utiliser ses lettres de change, J. C. Fargo charge un de ses collaborateurs, Marcellus Berry, de trouver une solution. Ce sera, en 1891, le chèque de voyage : le Travelers Cheque American Express, encore utilisé aujourd'hui, est né.

Henry Wells.

William G. Fargo.

Marcellus Berry.

Le bureau historique d'American Express à Paris, au 11, rue Scribe (1913).

Le premier chèque de voyage American Express.

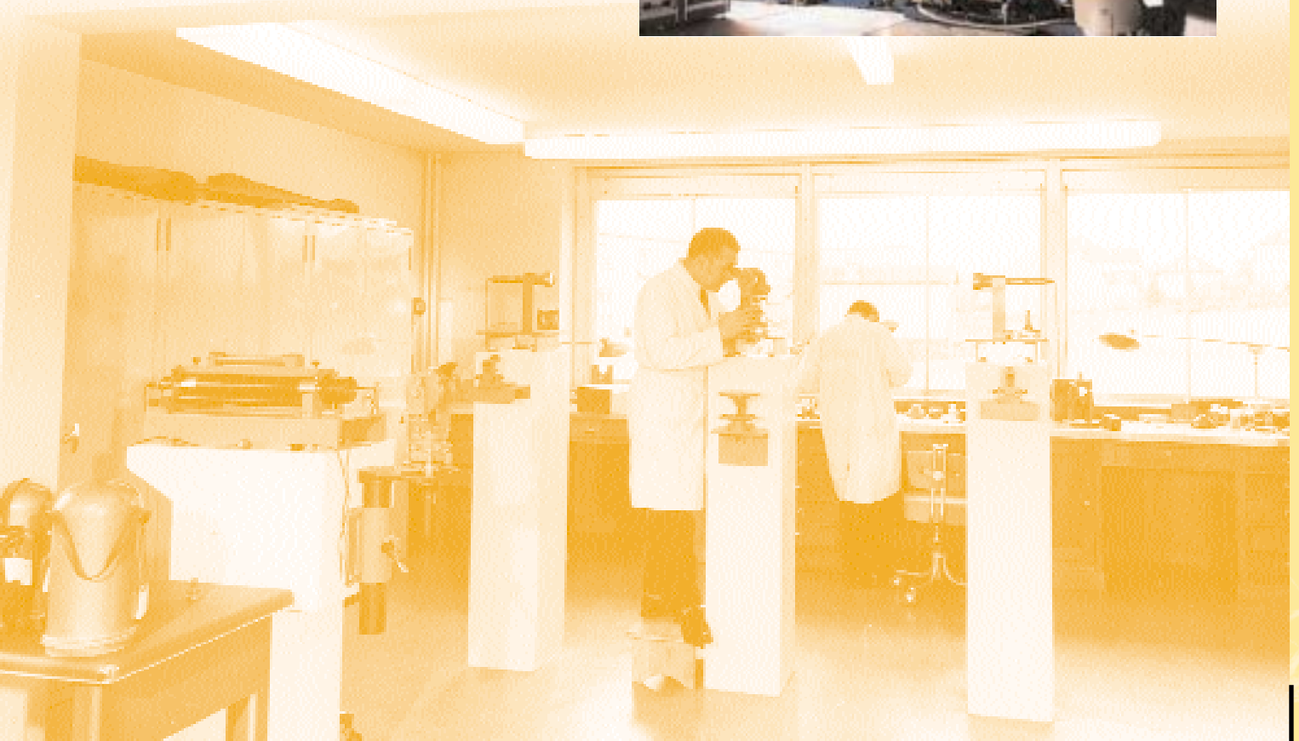
LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'EUROPE ET LE NOUVEAU MONDE se développant, la vocation touristique d'American Express s'affirme au tournant du 20e siècle. La compagnie ouvre à Paris en 1895 son premier bureau en dehors du continent nord-américain au 6, rue Halévy puis s'installe au 11, rue Scribe en 1900. La Grande-Bretagne et l'Allemagne suivent bientôt, et le premier voyage organisé au départ des États-Unis a lieu en 1909. Parallèlement, American Express International Banking Corporation étoffe ses activités bancaires et se consacre aux opérations de change et aux investissements industriels à travers le monde. La carte American Express voit le jour en 1958, et c'est un autre succès fulgurant : en trois mois, 500.000 hommes d'affaires américains adoptent ce nouveau mode de paiement. Elle est lancée en France en 1964, suivie en 1975 par la carte Corporate pour les entreprises, par la Gold Card American Express en 1985, et par la première carte co-marquée avec le groupe Accor en 1996. Autre grande étape dans l'histoire "d'Amex" en France : American Express Voyages France et Havas Voyages concluent une joint venture sous le nom de Havas Voyages American Express en 1996. Trois ans plus tard, American Express rachète 100% du groupe Havas Voyages. Aujourd'hui, American Express Voyages d'Affaires est numéro un du voyage d'affaires en France.

EN 1986, SOUS LA PRÉSIDENCE DE JEAN BÉNARD, les services clientèle, informatique, marketing et ventes d'American Express France pour l'activité "carte" résident à Rueil, alors que l'activité "voyages" est encore installée rue Scribe à Paris, et dans différentes agences de province. Lorsque American Express souhaite s'agrandir pour regrouper l'ensemble des effectifs... un bras de fer s'engage avec la DATAR, dans lequel le maire J. Baumel pèse de tout son poids : celle-ci propose Sophia Antipolis, mais pour les Americains c'est Rueil, Francfort ou Londres ! Devant ce risque de fuite hors de l'hexagone, l'autorisation est accordée, et un deuxième immeuble est construit en 1993, se substituant à un ancien pavillon qui servait de cafétéria et de domicile au responsable de la maintenance, dernier vestige d'une époque révolue. Dans ce nouveau siège social, l'effectif est aujourd'hui de 600 personnes, essentiellement des collaborateurs travaillant pour la Carte. Le directeur général d'American Express Carte-France est Nicolas Sireyjol ; Charles Petruccelli, Pdg d'AECF est par ailleurs président d'American Express Global Travel Services. American Express Voyages d'Affaires, dont le siège social est situé à Courbevoie, compte plus de 160 agences réparties en France. American Express Travel Related Services, présent dans 130 pays, regroupe les activités voyages, cartes de paiement ou de crédit, change et chèques de voyages.

Initié par American Express, un partenariat avec la ville à l'occasion du Téléthon 2004. De gauche à droite, André Cros, Nicolas Sireyjol, directeur général d'American Express et Patrick Ollier.

1983 Création officielle d'un Service des Activités Économiques (SAE), placé sous la responsabilité de l'élu André Cros.
▼ Les 18 hectares du parc de Bois-Préau sont ouverts au public.

L'installation de plusieurs centres de recherche dans le pétrole, l'automobile et la pharmacie, a fait la grande réputation de Rueil depuis 1950. Dans ce cadre, la ville va devenir également une terre d'accueil pour les entreprises de haute technologie de toute taille dans des activités en devenir comme l'informatique, les domaines scientifiques et la recherche appliquée.



Rueil prend le virage du high-tech

Pierre Rietzler, un HEC à la tête d'une filiale germano-suisse.

Les belles années de développement de Leica

DANS LES DÉCENNIES 1970 ET 1980, cette société germano-suisse connaît une croissance interne et externe ininterrompue. Pour rappel, son activité consiste à commercialiser des produits de haute technologie fabriqués par la société suisse Wild Heerbrugg et la firme allemande Leitz Wetzlar. Il s'agit de microscopes, d'appareils photos, d'instruments d'hydrométrie, de balances de précision et d'instruments de laboratoires. En 1972, Leitz fusionne avec Wild Heerbrugg. En 1976, Wild France change de raison sociale pour devenir Wild + Leitz France. Dirigée par Pierre Rietzler – un HEC – jusqu'en 1991, l'entreprise emploie 200 personnes en 1976, dont 75 au service après-vente, et réalise un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs. La majorité travaille à Rueil, au 86, avenue du 18 Juin 1940, où se situent le siège social, le service après-vente et un entrepôt. Elle dispose également de bureaux à Lyon, Bordeaux et Nancy. Elle est organisée en quatre grandes divisions : 1/ Géomesure, 2/ Médecine, Science et Industrie, 3/ Photo Ciné Projection, 4/ Après-vente.

LA DIVISION "GÉOMESURE" VEND DES INSTRUMENTS DE TOPOGRAPHIE, de photogrammétrie et d'hydrométrie à des administrations comme l'IGN, le Cadastre, le Ministère de l'Agriculture, à des entreprises de travaux publics, à des géomètres et au monde de l'industrie. La division "Médecine, Science et Industrie" commercialise les microscopes de recherche et de laboratoire, ainsi que les analyseurs d'images et les instruments de métrologie à une clientèle très variée : centres hospitaliers et de recherche, monde de la recherche au sens large et de l'industrie, etc. Dans ce domaine, Wild + Leitz France détient une place prépondérante sur le marché français. La division "Photo Ciné Projection" a pour tâche la promotion du célèbre appareil Leica de Leitz, de projecteurs de cinéma 8 et super 8 et de flashs électroniques. Leica est alors le seul industriel dans son domaine d'activité à proposer en haut de gamme l'ensemble de la chaîne photographique.

LES ANNÉES 1980 CORRESPONDENT AUX BELLES ANNÉES DE DÉVELOPPEMENT. En 1985, l'effectif est de 320 personnes. La filiale française sponsorise l'équipe de France de tennis, et organise au Tennis club de Suresnes, juste après Roland-Garros, le "Trophée Leica", réputé pour les jeunes espoirs. Ce complexe sportif a la spécificité de se trouver géographiquement sur la commune de Rueil, rue des Houtraits. L'entreprise est très présente sur la ville et participe aux différentes manifestations du Service des Activités Économiques comme les forums d'entreprises. Elle collabore ainsi au premier rallye inter-entreprises de Rueil en 1990. En 1986, le groupe prend le nom de Wild Leitz. En 1990, Wild Leitz s'associe avec Cambridge Instrument ; Jacques Cajan, qui vient de Cambridge Instrument, succède à P. Rietzler à la tête du nouveau groupe. La même année, l'activité photo prend son indépendance sous le nom de Leica Camera. En

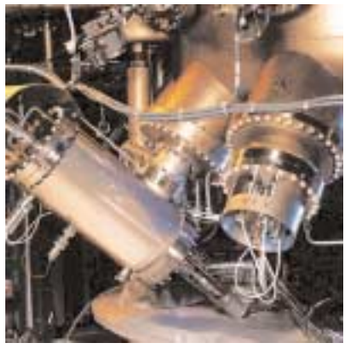
1984 ▼ Inauguration de la Maison de l'informatique au 156, avenue Paul Doumer.
40 sociétés d'informatique installées à Rueil en septembre.

1997, c'est au tour des activités topographiques et scientifiques du groupe d'être séparées de la maison mère. Deux entreprises distinctes voient le jour : d'une part, Leica Geosystems avec sa maison mère à Heerbrugg en Suisse et, d'autre part, Leica Microsystems avec sa maison mère à Wetzlar en Allemagne. C'est cette dernière qui reste propriétaire de la marque et accorde des licences d'utilisation aux deux autres sociétés. En 1999, Leica Microsystems fête 150 ans de microscopie. Aujourd'hui, Leica Microsystems France, dirigée par Yves Janin depuis 2001, occupe toujours une position de leader dans les microscopes de tous types et les systèmes d'imagerie, et emploie au siège social de Rueil près de 100 personnes, sans compter ses nombreux salariés en "home office", forme moderne du travail à domicile et en réseau.

Riber, "le meilleur vide du monde"

DEPUIS SON ARRIVÉE À RUEIL, la société Riber, nous l'avons vu, s'est développée dans un joyeux désordre autour de la rue Jean Edeline. En 1976, elle est absorbée par Instruments SA, filiale de Creusot-Loire spécialisée dans l'instrumentation scientifique, dont elle devient une division. Les trois fondateurs quittent l'entreprise. Pendant cette période, Riber se rajeunit par l'embauche de jeunes ingénieurs. L'expérience de l'entreprise en matière de composants UHV et de procédés sous vide lui permet de conduire le développement industriel de la technique de l'épitaxie par jets moléculaires (EJM) appelée aussi MBE (Molecular Beam Epitaxy). Cette technologie très pointue constitue une première étape essentielle à la production de nombreux dispositifs électroniques fabriqués à partir de semi-conducteurs composés. Dès 1978, Instruments SA devient grâce à Riber une des premières sociétés à produire et commercialiser des machines EJM "clés en main" : MBE 1000, puis MBE 32. Pendant les années 1980, la compagnie concevra un grand nombre de produits innovants comme les machines d'EJM à sources gaz (gas-source MBE) et les bâtis de production multi substrats (MBE 48).

L'épitaxie par jets moléculaires est une technique de dépôt sous vide qui consiste à évaporer sous forme de jets des matériaux sources élémentaires (par ex. arsenic) ou composés (par ex. GaP) et à diriger ces flux de matière vers un support monocristallin chauffé (substrat) où ils diffuseront et formeront une structure cristalline identique à celle du substrat (épitaxie). Des "impuretés" appelées dopants peuvent être incorporées dans ces couches minces afin de modifier leurs propriétés électriques (isolation, conduction) et créer ainsi des matériaux semi-conducteurs composés. Les composants électroniques et optoélectroniques élaborés à partir de ces matériaux présentent des caractéristiques physiques remarquables ; ainsi, tout en consommant moins d'énergie, ils fonctionnent à des fréquences plus élevées et présentent une bien meilleure linéarité que les dispositifs conventionnels en silicium.



Malgré ces succès technologiques, la situation financière de l'entreprise en 1980 est difficile : 20 des 130 personnes qui la composent sont licenciées. Les conditions de travail dans l'ancienne blanchisserie Gass, rue Jean Edeline, et dans les "annexes" environnantes sont déplorables. Michel Culleron, fraîchement nommé par Instruments SA à la tête de la division Riber, saisit en 1981 l'opportunité du départ de Nadella pour installer l'entreprise sur 5.000 m² au 133, boulevard National, dans un lieu plus conforme à son image : des salles blanches sont créées, la GPAO est mise en place, la CAO ne tarde pas à arriver. Profitant d'un marché porteur, l'entreprise se développe, passant à 210 personnes en 1986, et s'associant à un chercheur des laboratoires Bell qui révolutionne l'entreprise dans le domaine des couches minces. Les clients de Riber s'appellent Alcatel, CGE, le CNET, le CNRS, Matsushita, Mitsubishi, Philips, Sanyo, Siemens, Sony, Texas Instrument, Thomson, etc. Il ne se passe pas une semaine sans la visite d'un grand client étranger ou le déplacement d'un technicien Riber au Japon, et 80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'exportation. C'est au plus fort de cette dynamique qu'intervient le naufrage de Creusot-Loire en 1984.

Michel Picault, président de Riber depuis 1997.

INSTRUMENTS SA, RENTABLE, EST ÉPARGNÉE. Trois de ses cadres dirigeants décident alors de prendre leur destin en main et montent un RES – Rachat de l'entreprise par ses salariés – avec le concours de l'Institut de développement industriel (IDI), le soutien d'un pool bancaire et l'appui du ministère de l'Industrie, qui veut protéger l'entreprise d'un rachat par un investisseur étranger. Il s'agit de Gilbert Hayat, de chez Jobin-Yvon, autre division d'Instruments SA, de Michel Baudron, président d'Instruments SA, et de Michel Culleron, directeur général de Riber. Le calme revenu, Michel Culleron, très attentif à la qualité des relations humaines dans l'entreprise, jette les bases de la philosophie de Riber : rigueur au service de l'innovation, service sans frontières, stratégie commerciale efficace, projet d'entreprise partagé. En 1985, Riber remporte le trophée d'argent à l'Oscar des Hauts-de-Seine de l'exportation et s'enorgueillit d'un premier exercice de RES bénéficiaire. Sur la base de ce dynamisme, Riber poursuit son développement malgré un marché très cyclique.

Michel Picault prend les commandes de l'entreprise en 1997, Michel Culleron restant président du directoire jusqu'en 2000, date à laquelle Riber fait son entrée en Bourse, profitant d'une phase de marché très porteuse. En 25 ans, Riber a installé près de 500 machines MBE dans le monde entier. Cette belle aventure approche pourtant de son terme à Rueil. Propriétaire de ses locaux depuis 2001, Riber les a revendus fin 2004 et s'installera à Bezons dès que le bâtiment qui doit l'accueillir sera prêt. Le dernier des grands sites de production de Rueil fera alors place à un ensemble mixte de logements et de bureaux.

1984 ▼ Premier Festival du Film historique.

1985 ▼ Idée de construire un nouveau quartier dans les friches industrielles situées derrière la gare.

Essaimage de sociétés informatiques : Victor Technologies, Loriciels, Gestic et les autres...

Les années 1980 sont marquées par l'explosion de la télématique et de la micro-informatique. Rueil n'échappe pas à la règle. La volonté désormais affichée de la mairie d'accueillir de jeunes entreprises de service, conjuguée à un marché de l'immobilier plus abordable que dans le triangle d'or Boulogne-Neuilly-La Défense, attire les entrepreneurs. En février 1984, on recense 29 sociétés d'informatique à Rueil ; en septembre 1984, elles sont 40. Et ces 11 nouvelles sociétés sont des créations à Rueil. Le bulletin municipal parle même de la naissance d'un véritable "club" des entreprises informatiques dans la ville, qui "se réunit régulièrement pour échanger des idées, présenter des nouveaux produits, analyser la conjoncture". En octobre, Rueil inaugure sa Maison de l'informatique au 156, avenue Paul Doumer, ainsi qu'un centre Télétel, tandis que l'agence bancaire du CIC finance une exposition sur "Télématique 2000 ou la banque du futur."

LES PROFILS D'ENTREPRISES SONT TRÈS DIVERS. Voici quelques exemples... Actinfo, spécialisée en assistance et conseil pour le traitement informatique, est représentative des SSII ; créée en 1982, elle travaille pour le compte d'autres sociétés de logiciels et compte 8 personnes en 1984. Bureautique-Conseil 92, créée en 1983 par un transfuge de Canon puis d'Agfa, s'est implantée sur le marché de la vente d'équipement, principalement du matériel de micro-informatique pour le traitement de texte et des photocopieurs. Random, chaîne de distribution de micro-informatique professionnelle d'ampleur nationale, ouvre un centre en 1985, avenue du maréchal Joffre ; il était auparavant installé à Nanterre. La société Loriciels a été créée en septembre 1983 à Paris par deux très jeunes passionnés d'informatique. Sa vocation : la conception et la commercialisation de jeux pour micro-ordinateurs. Cinq ans après, en 1988, l'entreprise, installée à Rueil, emploie 45 personnes – moyenne d'âge : 25 ans ! – et avoue un chiffre d'affaires de 46 millions de francs. De son côté Gestic, constructeur de simulateurs de vol et de micro-ordinateurs, se consacre à l'étude et à la fabrication de systèmes de traitement informatisé de l'information, à partir de 1984 rue Michelet. Cette entreprise, réputée dans sa spécialité, envisage alors d'ouvrir une filiale au Brésil, soutenue par le Club des exportateurs, la Chambre de commerce et le Conseil Général des Hauts-de-Seine.

MAIS L'ENTREPRISE LA PLUS EMBLÉMATIQUE des "années informatiques" à Rueil est sans aucun doute Victor Technologies. Ce constructeur informatique a été créé en Suède au début des années 1980. En 1982, il lance le "Sirius 1", un ordinateur 16 bits intégrant le microprocesseur Intel 8086 compatible MS-DOS, bientôt rebaptisé "Victor 9000", et s'engage sans complexe dans la bataille mondiale face aux deux géants – IBM et Apple – qui règnent sur le marché, en choisissant son arme : le prix. David Deane, le Pdg de Victor, avait travaillé en 1965 à la Télémécanique, et la ville lui avait plu. Vingt ans après, en 1986, il jette son dévolu sur l'usine Schlumberger du 296, avenue Napoléon Bonaparte, la rachète et restructure entièrement ses 5.000 m² pour en faire son siège social et son usine de production. En 1987, 500 ordinateurs sont assemblés chaque jour sur le site de Rueil, cinq semi-remorques bourrés sortent des entrepôts. Le personnel y est jeune, l'ambiance à la fois productive et décontractée ; sur les 80 salariés de l'entreprise, beaucoup sont venus habiter Rueil.

La Régie Renault rachète les terrains de l'Arsenal en 1975 pour agrandir son Centre de Recherche.

La R 5, la voiture de la crise pétrolière.

Victor Technologies est alors le troisième constructeur en France et en Europe, avec une gamme qui va du "Vicky", ordinateur d'entrée de gamme à écran monochrome vendu 8.000 francs hors-taxes, au VPC 3/286, ordinateur à disque dur amovible pour préserver la confidentialité. En 1989, la firme Victor Technologies est rachetée par un concurrent américain, le constructeur Tandy.

Le CTR : grand essor... et période de doutes !

ENTRE 1966 ET 1975, L'ÉVOLUTION DU CENTRE TECHNIQUE de Rueil a été spectaculaire : les effectifs de Renault sont passés de 845 salariés à près de 2.200. Cette progression concerne davantage la population des techniciens d'études que celle des ingénieurs. De nouveaux services voient le jour comme celui de l'anti-pollution en 1971, dont le rôle est de mettre aux normes les véhicules. Le directeur du CTR, Yves Georges, introduit au bureau d'études (BE) le calcul scientifique, rationalisant ainsi les mises au point et anticipant les erreurs qui étaient auparavant constatées lors des essais. En 1971, le CTR devient un véritable établissement autonome de celui de Billancourt avec la création d'un Comité d'entreprise. En 1975, lorsque Y. Georges laisse la place à la tête du bureau d'études à Yves Thibergien, un centralien, le CTR a réussi sa mutation en un établissement moderne. Mais, plus que la succession d'un homme atypique comme Y. Georges, le nouveau patron doit prendre en compte les changements socio-économiques.

EN RÉDUISANT LEUR PRODUCTION et en augmentant à plusieurs reprises le prix du baril de 3 à 11,65 dollars, les pays producteurs de pétrole déclenchent fin 1973 le premier choc pétrolier. Si les Français n'ont pas de pétrole, ils ont des idées : c'est le cas du CTR qui, sur la "colline inspirée", poursuit son développement et utilise sa matière grise. En effet, 1972 a vu la sortie de la fameuse "R5". Avec ses 3,5 mètres de long, c'est la Renault la plus courte qui n'a jamais été construite, à l'exception des premières voiturettes. Ses dimensions limitées et son économie d'exploitation sont la réponse à la circulation en ville et anticipent sans la savoir le choc énergétique. La voiture de la crise pétrolière fait une percée européenne. Répondant à un concept sociologique nouveau, elle représente 60% de la production de la Régie Renault ; il faut aménager de nouvelles chaînes à Sandouville et à Douai pour répondre à la demande. C'est un véritable "Jackpot" pour Renault alors que ses concurrents ont quelques soucis.

C'EST AUSSI DANS CES ANNÉES que Renault reprend Bernard-Moteurs en 1972 et Berliet en 1974. Ce constructeur de camion fusionne avec Saviem : les deux marques donneront naissance à Renault Véhicules Industriels (RVI). Mais la spécialité du CTR reste la création d'automobiles et la mise au point de nouveaux moteurs plus économes et moins polluants. Un nouvel organigramme est mis en place avec la création de la Direction des recherches et développements automobiles (DRDA). Dans les années 1970, l'activité au sein du bureau d'études du CTR progresse en raison de l'importance prise par le design, l'informatique et les contraintes nouvelles en matière de pollution, de sécurité et d'économie d'énergie. Dans un environnement de mutation profonde de l'automobile, au cours duquel les préoccupations des constructeurs changent, le

1985 Arrivée de Shell-Chimie.
Le groupe Charbonnages de France s'installe dans la tour Albert 1er.
Ouverture d'une Maison de l'Enfance.
Jumelage avec Kiryat Malachi en Israël.

CTR franchit un nouveau palier. Manquant de place et de bâtiments modernes, il doit s'agrandir, ce qui est fait avec la reprise le 24 octobre 1975 d'une partie des terrains occupés par l'Arsenal, soit 57.000 m² rachetés au Ministère des Armées. Les effectifs grimpent de 2.300 salariés en 1976 à 2.700 cinq ans plus tard. Mais la courbe d'évolution des équipes s'aplanit progressivement. La pointe est bientôt atteinte avec plus de 3.000 salariés sur la colline.

EN 1979, LE GROUPE ENGRANGE DES BÉNÉFICES qui dépassent le milliard de francs, et bat son record de production, de vente et d'exportation. Le second choc pétrolier de 1979 met un terme aux "trente glorieuses" : Renault va plonger dans la crise. Le constructeur et son bureau d'études doivent rapidement répondre à la nouvelle donne économique. Le "coup" de la R 5 ne peut être reproduit une seconde fois : si sortir la voiture de la crise un an avant le premier choc pétrolier a été une aubaine, il faut maintenant imaginer au sein du bureau d'études "l'après-R 5" : le challenge est de taille ! Tout repose, dans ces années, sur les épaules de ses ingénieurs et techniciens, qui travaillent sur la Super Cinq, dont le lancement est retardé. Renault accélère les sorties de la R 9 et de la R 11, respectivement en 1981 et 1984. La R 9 est un beau succès. Elle est élue "voiture de l'année" en 1983, tandis que la Super 5, présentée en 1984, s'avère une pâle copie de la précédente. Renault cherche une solution à l'innovation défaillante en créant un second bureau d'études à Dieppe – le BEREX – et en sortant, en coopération avec Matra en 1984, le premier monospace – "mono-corps" – du marché, dont le concept modulaire fera école : "L'Espace".

POUR LE BUREAU D'ÉTUDES DE RUEIL, les concurrences internes se multiplient. Pendant ce temps, fin 1981, l'économiste Bernard Hanon, le "père" de la R 5, a succédé à Bernard Vernier-Palliez à la tête de Renault. La Régie finit l'année avec 700 millions de francs de pertes. La nouvelle politique du patron de Renault, qui a fait un passage à la direction du marketing de Renault à New York, est simple : se développer à l'étranger, plus précisément aux États-Unis. L'opération d'American Motors Corporation, dont l'objectif est de conquérir 4% du marché américain, est une chance pour le BE, qui doit cogiter sur des modèles adaptés au marché outre-Atlantique comme le lancement de l'Alliance et de l'Encore, proches de la R 9 et de la R 11, d'une nouvelle gamme de Jeep et des véhicules dérivés de la R 21. Le déficit global du projet américain pousse à multiplier les projets : le CTR croule sous le travail tandis que les pertes de la Régie atteignent en 1984 le chiffre de 12,5 milliards de francs ; l'endettement se monte à 57 milliards de francs, soit la moitié de son chiffre d'affaires ! Première marque en 1983, Renault rétrograde à la quatrième place en stabilisant sa part de marché à 10 %.

UNE ENTREPRISE PRIVÉE DANS CETTE SITUATION aurait été déclarée en faillite... Bernard Hanon doit démissionner, remplacé, le 19 janvier 1985, par Georges Besse, polytechnicien et ingénieur des Mines. L'État lui demande de redresser promptement la situation financière. Le nouveau Pdg trace la voie du redressement. En 1986, les pertes consolidées de Renault sont ramenées à 5,5 milliards de francs. Les efforts doivent passer par un grand nombre de licenciements. Si le CTR de Rueil n'est que peu touché, l'incertitude gagne la "colline inspirée". Néanmoins, entre 1984 et 1986, les embauches au CTR sont supérieures aux licenciements pour raison économique.

La R 9, voiture de l'année 1983.

La R 11, la "petite soeur" de la R 9.

Le Centre technique de Rueil au début des années 1970.

L'Espace premier monospace français.

Au plus fort de la crise qui secoue Renault en 1984, le constructeur français sort trois modèles : Super 5, Espace et R25 (ci-dessus).

Le 17 novembre 1986, c'est le drame : Georges Besse est abattu par les membres d'Action Directe. Il est remplacé par Raymond Lévy. C'est alors que la nouvelle du départ de Renault à Rueil est annoncée. La municipalité doit prendre en main ce dossier chaud, car les rumeurs les plus folles courent dans la ville.

EN 1986, LE CTR EST LE PREMIER EMPLOYEUR DE LA VILLE, il pèse 10% de la taxe professionnelle et règne sur un parc immobilier et foncier très important. La mairie va se battre pour le maintien de Renault. Dès qu'ils ont connaissance des projets de restructuration de la régie Renault à Rueil, Jacques Baumel, le maire, et André Cros, l'adjoint au maire chargé du développement économique, rencontrent les responsables de l'entreprise pour leur signifier que la ville veut le maintien des bureaux, des études et des activités de Renault à Rueil pour trois raisons : l'emploi, la taxe professionnelle et parce que Renault contribue à la prospérité et à la renommée de Rueil. La ville est consciente que la crise grave qui secoue Renault aura des conséquences pour conserver la totalité des activités du constructeur sur la ville. La question de la fermeture du site de Bernard-Moteurs, filiale de Renault, est un des éléments importants du dossier. Mais, là, les dés sont jetés, puisque l'entreprise de moteurs à tondeuses ne survit depuis quinze ans que sous assistance respiratoire. La vente ou la fermeture de Bernard-Moteurs semble inéluctable. Par contre, pour Renault, la date de départ de Rueil est programmée en 1994, ce qui laisse peu de temps à la ville pour se retourner. Les dirigeants de la Régie veulent réduire les coûts, en regroupant les différents sites de recherche-développement sur un seul et même lieu en Région parisienne dans un technocentre ultra-moderne.

POUR LA VILLE, IL FAUT TROUVER D'URGENCE UN SUBSTITUT. Pourquoi ne pas profiter de l'engouement des entreprises pour l'Ouest parisien ? Les élus rueillois poursuivent leur réflexion sur la création d'un nouveau pôle économique, proche de la Seine, au nom prédestiné pour un projet futuriste : "Rueil 2000". L'idée d'ériger ce nouveau quartier d'affaires et d'habitations sur des friches industrielles, situées entre la ligne de chemin de fer et la Seine, date de 1983. Une partie des terrains appartient déjà à la ville. En 1985, une Société d'économie mixte locale, baptisée "Rueil 2000", est créée par la municipalité pour l'aménagement de la Zone d'aménagement concertée (ZAC). La ville détient 68,6% de son capital. Rueil construit son avenir et devient dès lors l'acteur principal de son développement économique.

Avec ses 3.000 salariés, Renault règne sur le plateau du Mont Valérien.

1985 Création de la SEM Rueil 2000 en vue de la construction d'un nouveau quartier dans le nord de la ville.

1986 Ouverture d'une Maison du Tourisme. Le Tour de France passe à Rueil.

Comme toutes les villes, Rueil doit faire face aux mutations économiques des années 1970 : il lui faut prévoir et accompagner la mutation industrielle et préparer la ville aux grands défis de l'an 2000. Si les sites industriels, à juste titre, quittent les centres urbains pour des raisons environnementales et de qualité de vie, il faut en parallèle multiplier les efforts pour accueillir de nouvelles activités non polluantes et des sièges sociaux. C'est de cette mission que va se saisir le Service des Activités Économiques (SAE), à partir de sa création en 1983. Néanmoins, la genèse de ce service public pionnier en France est plus ancienne. Elle remonte à 1971 avec la rencontre d'un jeune cadre impliqué très tôt dans la vie publique, André Cros, et un député-maire, Jacques Baumel, à l'écoute des préoccupations économiques et environnementales de sa commune.

Les travaux du nouvel Hôtel de Ville avancent, sous les yeux du maire de Rueil, Jacques Baumel.

Jacques Baumel, un des hommes clés du RPR.

La ville devient acteur de son développement économique

Jacques Baumel : un maire bâtisseur et concepteur d'une ville moderne, équilibrée et à échelle humaine

"VIE CULTURELLE", "ville verte" et "essor de l'économie tertiaire" : ces trois "formules" résument bien les trente-quatre ans de Jacques Baumel à la tête de la ville. En 1977, le président du Conseil Général des Hauts-de-Seine faisait un vœu : "un parc dans chaque quartier, un jardin dans chaque école, des voies vertes dans chaque rue". Mais c'est plus en tant qu'architecte d'un développement harmonieux que l'action de Jacques Baumel s'est révélée originale : il a fait de Rueil un espace équilibré, où les activités économiques, les espaces sociaux, de loisirs et culturels sont réunis dans un environnement urbain verdoyant. Cette réussite ne s'est pas accomplie en un seul jour. Le Général de Gaulle lui a dit un jour : "L'essentiel n'est pas de voir le monde tel qu'il est, c'est de voir le monde tel qu'il devient". La détermination avec laquelle il portera le projet Rueil 2000 montre bien sa volonté d'agir en anticipant sur les changements profonds de la société. Sous ses mandats, deux "Rueil" ont vécu et même coexisté : une Rueil encore agricole et industrielle jusqu'aux années 1980 et une ville tertiaire tournée résolument vers l'avenir et la quatrième révolution économique.

JACQUES BAUMEL est né le 6 mars 1918 à Marseille où il fait ses études de médecine à la Faculté. Mobilisé en 1939 en tant que médecin auxiliaire, il tente de rejoindre Londres au cours de l'été 1940. Sous couvert de ses fonctions médicales, il prend des contacts avec les groupes de résistance du sud de la France. Au moment de la constitution des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), il est désigné comme secrétaire du Mouvement qui devient ensuite Mouvement de Libération Nationale (MLN). Quelques semaines avant le débarquement, il est chargé d'accompagner l'Exécutif zone sud du MLN en vue d'un débarquement par le Sud. Nommé au Comité Directeur du MLN, il est désigné comme secrétaire général le 13 novembre 1944. Après guerre, J. Baumel entreprend une carrière politique de presque soixante ans.

PÈRE DE DEUX ENFANTS, ses principales fonctions ont été les suivantes : Membre de l'Assemblée constituante (1944-1945), Député de la Moselle à la 1re Assemblée nationale constituante (1945), Député de la Creuse à la 2e Assemblée nationale constituante (1945), Délégué national du RPF pour la Région parisienne (1950), Secrétaire général adjoint de l'UNR (1958) puis Secrétaire général de l'UNR-UDT (1962-1967), Membre RPR de la délégation française aux Assises de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, Sénateur de la Seine (1959-1967), Membre du Comité d'action pour la Ve République, Député des Hauts-de-Seine (1967-1969 et 1973-2002), Conseiller général du canton de Garches (1967-1988), Vice-président, puis Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine (1970-1982), Secrétaire d'État auprès du Premier Ministre Jacques Chaban-Delmas (1969-1972), Maire de Rueil-Malmaison de 1971 au 18 juin 2004, Député au Parlement européen, Membre du Conseil politique du RPR, membre et Vice-Président (1986-1993) de la commission de la Défense nationale et des Forces armées de l'Assemblée nationale, Vice-Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Président de la Commission Politique de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1984) et de l'Union européenne de l'ouest (UEO). Dans les activités associatives, Jacques Baumel a été, entre autres, Président du Groupe français de l'Union Interparlementaire, membre de l'Institut Supérieur de la Communication et de l'Académie Diplomatique Internationale. Il a fondé le Conseil national pour la liberté de la presse et le forum du futur (1980). Compagnon de la Libération, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre 1939-1945, Officier de la Légion d'Honneur, il a écrit plusieurs livres : *Résister, Histoire secrète des années d'occupation*, Albin Michel, 1999, *De Gaulle, l'exil intérieur*, Albin Michel 2001, *La liberté guidait nos pas*, Plon, 2004.

1986
▼ Renault rachète Bernard-Moteurs et annonce, en fin d'année, son départ de Rueil pour 1994. La municipalité prend en main ce dossier chaud.

Premières actions : créer des passerelles entre la ville et ses entreprises

LE 16 OCTOBRE 1973, LORSQUE JACQUES BAUMEL réunit les entrepreneurs rueillois à l'ELAM pour la Première Journée de l'Industrie, l'heure est à l'inquiétude : en 1972, pour la première fois depuis l'après-guerre, le nombre d'emplois a diminué dans les Hauts-de-Seine et à Paris. Il lance sans détours un appel à l'économie locale pour qu'elle maintienne le taux d'emploi existant, faute d'être confrontée à terme – et la mairie avec – à un problème social. À cette époque, en dehors de ce type de rencontre motivée par l'actualité, il n'existe pas de cadre aux relations entreprises/municipalité. Les chefs d'entreprises qui veulent s'implanter à Rueil, où qui y rencontrent un problème, prennent directement rendez-vous avec le maire ou son secrétaire général.

PEU À PEU, DE NOUVELLES STRUCTURES D'ÉCHANGES sont mises en place, à l'initiative d'André Cros, jeune conseiller municipal chargé des relations avec les industriels, lui-même dirigeant de société. Il instaure, par exemple, une réunion de travail dans le cadre de la Journée des industriels de mars 1975, où élus et dirigeants d'entreprises pourront confronter leurs vues et leurs conceptions sur les thèmes de l'urbanisme, des équipements, de l'emploi, de la circulation, des transports, déclarant : "Il est nécessaire que les créateurs d'emplois que sont les industriels, quelle que soit la taille de leur entreprise, puissent exprimer leurs idées sur le devenir de notre ville dans 15 ou 20 ans. Cela ne sera d'ailleurs que la confirmation de l'intérêt qu'ils portent à ces problèmes". Les bases de nouvelles relations sont posées : l'entreprise est considérée comme un acteur du développement local, comme un "citoyen" qui doit prendre une part pleine et entière à la vie de la cité.

Jacques Baumel, en visite au Forum des Entreprises, s'arrête sur le stand Renault.

Agir avec et pour les entreprises : une idée qui prend forme à la faveur de la crise

CETTE IDÉE TRÈS NOUVELLE VA PRENDRE CORPS LENTEMENT, pendant une dizaine d'années, à la faveur des périodes de crise économique. En novembre 1976, la semaine "Rueil et ses entreprises", une première en France, préfigure les futurs Forums des entreprises : 60 sociétés rueilloises installent leur stand à l'Espace Malmaison, rue Noblet et vont ainsi au-devant des citoyens. En 1977, la réélection de Jacques Baumel, malmené lors d'un ballotage avec l'union de la gauche, se déroule sur fond d'inquiétude sociale. Une des premières initiatives du nouveau mandat dès le mois de mai est la création d'un comité municipal de lutte contre le chômage. La même année, une antenne de l'Agence nationale pour l'emploi est ouverte à Rueil, qui sera regroupée avec les services de la Bourse municipale de l'emploi en 1981. Avec ses quelque 300 entreprises de toutes tailles et de tous secteurs employant environ 25.000 personnes, Rueil est devenu un pôle économique important dans les Hauts-de-Seine. Pour la seule année 1976, la taxe professionnelle représente 26 millions de francs, soit plus du quart du budget de la ville.

Une étape sur le stand Sandoz...

Le premier Annuaire des entreprises de Rueil-Malmaison est publié en décembre 1986, sur une idée de Jacques Baumel. Réalisé par le SAE, il souhaite "fournir des informations très précieuses aux décideurs".

ET SI TOUT CELA ÉTAIT REMIS EN CAUSE ? Il faut se rendre à l'évidence : l'essentiel des implantations de sociétés a eu lieu dans les années 1960 et au tout début des années 1970, les terrains se sont faits plus rares, une stagnation ou une régression est à craindre, d'autant plus que la DATAR fait pression pour orienter les nouvelles implantations de bureaux ou d'ateliers "ailleurs" que dans l'ouest parisien : Cergy-Pontoise a ses faveurs. Dans ce contexte qui n'est pas exempt d'inquiétude, Jacques Baumel et André Cros poursuivent leur réflexion : si la cité doit intégrer les entreprises dans sa démarche, elle doit aussi prendre en main son destin économique, sinon il lui échappera. Or, les grandes mutations sont engagées : le foncier a pris de la valeur depuis l'arrivée du RER, rendant impossible à terme le maintien d'activités industrielles consommatrices de mètres carrés ; les pollutions visuelles, sonores et chimiques ne sont pas conciliables avec une ville qui poursuit son développement résidentiel. Ces évolutions ne doivent pas être subies, il faut au contraire être prospectif et les devancer pour être prêt à faire face le moment venu.

FORTE DE CETTE RÉFLEXION, L'ACTION MUNICIPALE en matière économique se structure peu à peu. Dès 1978, un projet visant à aménager un terrain de 38.000 m² situé près de la gare est annoncé, à échéance de trois ou quatre ans ; baptisée "parc Sainte-Geneviève", cette zone d'activités industrielles classique proposera des parcelles à aménager de 300 à 2.000 m². En 1981, la municipalité obtient la suppression de la redevance et de l'agrément pour implantation industrielle dans l'ouest parisien. L'année 1983 voit la création officielle, après plusieurs annonces non suivies d'effets, d'un Service des Activités Economiques (SAE), placé sous la responsabilité d'André Cros, et administrativement rattaché au service du plan. L'équipe, composée de cinq personnes, a pour mission de "faciliter et intensifier les rapports de la municipalité avec les sociétés rueilloises", en leur apportant des services très concrets. Des contacts sont pris avec toutes les entreprises, et en priorité les PME, à la fois demandeuses d'aide et grandes créatrices d'emplois. Dans la foulée, le Comité rueillois pour l'Industrie 2000 (dit aussi CRI 2000) est créé, sur le modèle d'un comité d'expansion économique local. Un de ses premiers chantiers de réflexion concerne le projet de centre local de réunions et d'expositions, associé à un complexe hôtelier, réclamé par les chefs d'entreprises.

EN NOVEMBRE 1985, LE SAE FRAPPE UN GRAND COUP en donnant un relief particulier au 3e Forum des entreprises, qui réunit au gymnase Alain Mimoun 150 sociétés autour du thème "Réussir pour entreprendre". La moitié des entreprises de Rueil a répondu "présent". Parmi elles, 20 sont regroupées en "village informatique". André Cros en profite pour lancer une opération de jumelage entre petites et grandes entreprises locales : l'objectif est de donner aux PME la possibilité de recourir aux services spécialisés des grandes sociétés (services financiers et comptables, juridiques, affaires sociales, exportation, etc.). Le premier signataire en janvier 1986 est Riber, qui devient "parrain" de la société AEC, lui apportant son aide sur l'informatique de calcul et l'exportation. Pour couronner le tout, François-Henri de Virieu, le journaliste-vedette producteur de l'émission politique "l'Heure de Vérité", remet le Trophée de la création d'entreprise à Rueil, offert par le CIC, et le forum s'achève par un grand dîner des entreprises au Paris Country Club. Cet éclat nouveau n'est pas innocent : la municipalité souhaite créer autour d'elle un noyau d'industriels, leur donner des opportunités de rencontre, et inciter les entrepreneurs à venir s'installer à Rueil. Les "années Tapie" battent leur plein, la libre entreprise fleurit, Rueil doit être la meilleure pour convaincre... Déjà, le projet "Rueil 2000" est présenté comme un nouvel atout pour le développement de l'économie locale.

1986 ▼ Premier Annuaire des entreprises de Rueil-Malmaison : 370 sociétés sont répertoriées.

1987 ▼ Pose de la première pierre de Rueil 2000.

Rueil Ville Verte : le projet d'un maire, l'engagement d'un homme

DÈS LE MILIEU DES ANNÉES 1970, Jacques Baumel fait de la qualité de vie son cheval de bataille. Président du Conseil Général et vice-président de l'Agence Verte de la région parisienne en 1977, il déclare vouloir faire des Hauts-de-Seine un département pilote pour la qualité de vie, soulignant l'importance des espaces verts, militant pour une urbanisation à visage humain et contre la pollution atmosphérique. Toutes ces raisons légitiment son opposition au tracé de l'A86, "qui détruirait les espaces verts du département". À Rueil, il s'oppose à un urbanisme massif et donne priorité au caractère résidentiel et aéré de la ville. L'expérience du Hameau de Buzenval fait à cette époque émerger l'idée de recréer des atmosphères de village dans certains quartiers qui "par la décentralisation des équipements municipaux, deviendront de véritables Hameaux de Rueil". Pourtant, malgré son engagement "vert", Jacques Baumel est réaliste : il sait que la réussite économique et le développement du département passe aussi par les voies de communication. Dès octobre 1973, il rassure les chefs d'entreprises réunis à l'ELAM : si le projet d'A86 a été suspendu, "il n'est pas question d'empêcher la construction d'une voie qui est déjà en service sur la presque totalité de son parcours. Il est probable que dans quelques années, la construction aura bien lieu, mais à très grand frais afin de préserver les sites et l'environnement en privilégiant les voies souterraines. Dans l'immédiat, les emprises sont maintenues".

EN 1983, les dix-huit hectares du parc de Bois-Préau sont ouverts au public. Le maintien d'espaces verts est imposé aux promoteurs... et le débat autour du plan de circulation régional fait toujours rage. Lorsque le projet "Rueil 2000" est présenté à la population, les associations de riverains, mobilisées depuis de longues années contre le tracé de l'A 86, reprennent le combat, pressentant que la réalisation de ce nouveau quartier va jouer contre eux. L'Association Belle-Rive Malmaison (ABRM) pour la défense de l'environnement craint la disparition de l'habitat pavillonnaire et la création d'un nouveau "front de Seine" à Rueil, comparable à celui du 15e arrondissement de Paris... sans compter les nuisances liées à l'accroissement des flux de circulation, et rappelle ses engagements à Jacques Baumel ! Mais les nécessités du développement régional et de l'économie locale seront les plus fortes. À partir de 1986, ne pouvant aller contre, le maire de Rueil pèsera de tout son poids pour obtenir que l'A86 soit souterraine : entre les immeubles de la résidence Bellerive d'abord, puis dans le quartier des Martinets, devant le siège de Shell (aujourd'hui Schneider Electric/Axens) et le village Bréguet. Chaque tronçon est l'objet d'une "bataille" : au printemps 1995 encore, J. Baumel apporte son soutien aux riverains pour la couverture totale du tronçon compris entre le boulevard Marcel Pourtout et le raccordement de la Jonchère, portant l'affaire devant le Conseil d'État. Ce faisant, il sera l'artisan de la Coulée Verte qui relie aujourd'hui la colline boisée de Saint-Cucufa et les coteaux des Gallicourts aux bords de Seine.

L'A 86 en construction.

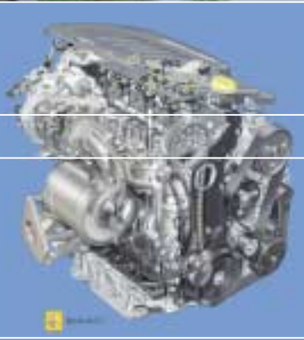
L'A 86 achevée en 1999.

EN MOINS DE VINGT ANS, de 1971 à 1987, les bouleversements économiques, urbanistiques et sociologiques qui viennent de se produire à Rueil sont plus considérables que durant les cinquante années précédentes. C'est l'adieu sans une larme aux usines, leur éradication pure et simple du paysage de la commune, l'essor rapide d'une économie tertiaire et la renaissance des espaces verts et de loisirs. C'est le retour en grâce de la ceinture verte de Paris, menacée de disparaître pendant la grande période d'expansion industrielle, dont l'apogée est le cœur des trente glorieuses. La libération d'étendues industrielles permet une nouvelle politique d'aménagement de la ville qui, tout en fondant le développement de Rueil sur l'économie tertiaire, redonne sa véritable place aux espaces de loisirs, de détente et de culture. L'aménagement des berges de la Seine en est le meilleur exemple. C'est le retour de la belle époque des promenades et des restaurants en bord de Seine... avec comme toile de fond le décor non pas "impressionniste" mais "réaliste" des sièges sociaux de grands groupes internationaux !

1987 Inauguration du Conservatoire National de Région (CNR).
▼ American Express France transfère son siège social à Rueil.
Renault liquide Bernard-Moteurs.

Quatrième partie

L'avènement d'un pôle majeur de services et de recherche en France (1988-2005)



DE LA CROISSANCE RETROUVÉE AUX ANNÉES D'INCERTITUDE ÉCONOMIQUE

De la croissance retrouvée aux années d'incertitude économique

En 1988, Rueil conserve un charme provincial, mais sait tout autant redoubler d'ardeur et se mettre à l'heure d'un nouvel essor économique. Aux portes de Paris, à dix minutes de La Défense, à mi-chemin des aéroports d'Orly et de Roissy, desservie par les nationales 13, 186 et 190, la ville bénéficie d'une situation géographique remarquable. Dans ces années, ce ne sont pas seulement les industriels et les entrepreneurs qui donnent une nouvelle impulsion au développement, mais la commune elle-même, qui prend en main son destin en construisant une ville d'équilibre. Pour lutter contre les trajets "domicile-travail", principale cause des problèmes de circulation en Région parisienne, l'un des grands objectifs de la municipalité est de faire travailler sur la ville 50% de sa population active, contre 30% à la fin des années 1980. Vaste projet auquel doit répondre la création de Rueil 2000 !

Né sur un ensemble de terrains disparates et de friches industrielles, le nouveau quartier de Rueil 2000 doit ouvrir la ville sur la Seine, créer 6.000 emplois et apporter de nouveaux équipements modernes : logements, écoles, espaces culturels et sportifs, etc. Commencé en 1988, ce nouvel ensemble est achevé en partie six ans plus tard. Sa particularité, de la première esquisse jusqu'au plan de masse définitif : être conçu par l'Atelier municipal d'urbanisme. La ville veut ainsi maîtriser la totalité de l'opération. Les 137.000 m² de bureaux construits vont faire de ce lieu un véritable centre affaires, accueillant les sièges sociaux de grandes firmes nationales et internationales ainsi que de nombreuses PME tournées vers les secteurs de pointe. Parallèlement, Rueil poursuit son développement économique en renforçant ses pôles d'excellence – pétrole, pharmacie, construction et activités de recherche – et ouvre ses portes aux secteurs du nouveau tertiaire : banque et assurances, services aux entreprises notamment.

Bonne nouvelle, Renault reste à Rueil et restructure même son site historique du Plateau tout en renforçant son implantation économique, près de Buzenval. Cependant, il est de plus en plus difficile de gérer les arrivées et les départs des entreprises dans une conjoncture économique où les restructurations, fusions, rachats, etc. se poursuivent à un rythme effréné. À ces problèmes et à bien d'autres plus ponctuels, le Service du Développement Économique de la ville, sous l'impulsion d'André Cros, maire-adjoint chargé du développement économique, va chercher des solutions et faire œuvre novatrice en matière de relations avec ses entreprises. Son objectif est de répondre à toutes les questions que se posent les entrepreneurs à Rueil mais aussi, si possible, de les anticiper.

Les vingt ans de développement économique de cette dernière partie se structurent en quatre chapitres. Le chapitre 13 relatera la création de Rueil 2000 et l'installation de nouveaux sièges sociaux. Le chapitre suivant s'intéressera aux pôles d'excellence qui renforcent leur position. Le chapitre 15 nous décrira comment cette prospérité économique a été accompagnée par une politique volontariste de la ville et de son Service du Développement Économique. Le dernier chapitre dressera un panorama des grands secteurs tertiaires qui se sont développés à Rueil durant les quinze dernières années, montrant l'émergence de nouveaux pôles de spécialité et de services, représentatifs de la diversité des activités économiques souhaitée depuis trente ans par les élus.

En moins de dix ans (1988-1994), Rueil connaît la plus rapide et importante mutation économique et sociale de son histoire. Au Nord de son territoire – "le quartier le plus sinistre", selon son maire J. Baumel –, la ville décide de bâtir un ensemble mixte comprenant des activités économiques, des logements privés et sociaux ainsi que des équipements publics. Cet aménagement s'inscrit dans un authentique projet d'urbanité préparant le troisième millénaire. Conduit par la ville, ce dessein de grande ampleur doit permettre, en proposant une offre foncière de remplacement, un véritable renouvellement des activités économiques tournées vers le tout tertiaire.

Rueil 2000 sort de terre autour du Pont-Bâti.

La métamorphose tertiaire

Un trait de génie en deux actes, ou comment Rueil 2000 a-t-elle été imaginée...

PREMIER ACTE : 1983

La scène se passe au Paris Country-Club par un dimanche pluvieux. Jacques Baumel croise Francis Bouygues, le patron du premier groupe de BTP mondial. À peine son pardessus enlevé, l'entrepreneur lance au politique : "Vous avez un trésor dans votre ville : un terrain à l'abandon dont vous pourriez faire un formidable quartier d'affaires !" C'est, selon J. Baumel, le jour où il a imaginé Rueil 2000.

SECOND ACTE : FIN 1986

La décision de Renault de quitter définitivement Rueil est prise pour 1994. Le constructeur français veut rassembler l'ensemble de sa recherche dans un technocentre moderne. C'est un rude coup pour la commune qui doit trouver un substitut à ce départ en matières de taxe professionnelle et d'emplois. Si l'annonce du Pdg de Renault, Raymond Lévy, n'est pas le véritable acte de naissance de Rueil 2000 puisque la SEM locale, prévue à cet effet, a été créée dès 1985, le projet va connaître une plus grande ampleur en raison de ce départ annoncé.

Un quartier d'affaires et de vie à échelle humaine : Rueil 2000

C'est cinquante hectares, entre la Seine et le RER, qui vont connaître une mutation quasi complète entre 1989 et 1994. Le principal projet de cet ensemble architectural est la Zone d'aménagement concertée (ZAC) de 24 hectares nommée Rueil 2000. Jusqu'aux années 1970, ce lieu est resté à vocation industrielle et a accueilli de nombreuses usines, ateliers et fonderies. Les années 1980 marquent une rupture profonde. Dès son arrivée à la tête de la ville, Jacques Baumel et son équipe prennent une option nouvelle en restructurant l'aménagement de la commune pour y accueillir toute une gamme d'activités et d'équipements publics. Leur volonté est de créer un contexte favorable à une mutation économique tournée vers l'avenir, qui verrait l'implantation d'activités tertiaires de haut niveau intégrée à un projet urbain cohérent.

La commune veut maîtriser l'ensemble de l'opération !

Pour mener à bien ce projet, la ville crée l'Atelier municipal d'urbanisme qu'elle confie en 1980 à Michel Ricard. L'une de ses principales missions est de concevoir l'aménagement d'un nouveau quartier d'affaires : Rueil 2000. Le choix du lieu se porte sur les terrains qui bordent la Seine sur un kilomètre – face à l'île des Impressionnistes –, parallèles à la ligne du RER. Ce site, malgré son attractivité, – La Défense est à six minutes en RER, la place de l'Étoile à douze minutes – a été négligé ; il est parsemé de constructions disparates, d'habitations, de terrains vagues et de quelques entreprises.

1988 La ville rachète le dernier cinéma de la ville, l'Ariel, qui allait fermer.
Crue de la Seine.
▼ Le câble arrive à Rueil : les premiers abonnés sont raccordés en août.

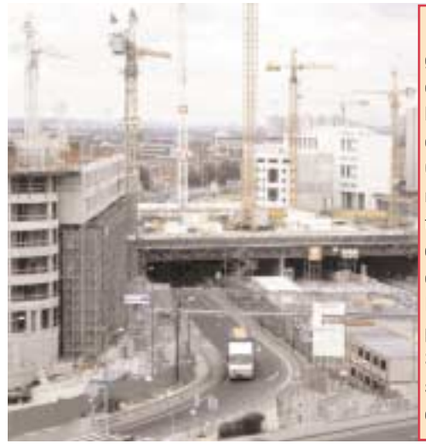
Le périmètre délimité en vert correspond aux 24 hectares de la future ZAC Rueil 2000. Vue aérienne de 1984.

La Tour Corosa et l'immeuble d'American Express, qui vient d'être construit, sont les deux seuls immeubles de bureaux à trôner dans ce quartier de friches industrielles ; les derniers habitants sont au nombre de 221. De plus, ce quartier est coupé en deux par un axe de circulation important : la RN 186, appelée à devenir un maillon de l'A 86. En effet, le passage de cette autoroute urbaine combattu depuis vingt ans par J. Baumel semble inéluctable pour l'avenir de la ville et le devenir de Rueil 2000. Pas à pas, le député-maire en obtient la couverture : 1.080 mètres sur les 2.400 qui délimitent son passage sur la commune. Pour le jeune Atelier d'urbanisme, faire sortir de ce lieu "ingrat" un nouveau quartier mixte d'affaires et d'habitations est un incontestable défi à relever.

CETTE ZONE D'AMÉNAGEMENT ENGAGE la responsabilité de la commune qui concevra de A jusqu'à Z le quartier où trois ZAC vont se jouxter : une ZAC publique, Rueil 2000, et deux privées, les ZAC des Deux Gares et du Parc Sainte-Geneviève. La ville doit non seulement définir le programme mais également mettre en place les moyens opérationnels adéquats pour atteindre ses objectifs : l'aménagement in extenso de 50 hectares ! Pour l'aménagement de la ZAC publique dont le projet a été conçu en 1985, la ville crée la même année une société d'économie mixte locale (SEML) : Rueil 2000. Elle détient 68% des parts. Dotée d'un budget spécifique qui n'interfère pas avec les finances communales, cette SEML a la responsabilité technique et financière de l'opération. Les droits à construire sont cédés à des promoteurs : Cogedim, France Construction, Sari et Sogéa. Le programme de la ZAC 2000, qui porte sur 23 hectares, comprend 130.000 m² de bureaux, 118.000 m² de logements, des équipements publics sur 10.000 m², 10.000 m² de surfaces hôtelières, 12.000 m² de surfaces commerciales et un parc de 4.000 m² en bord de Seine. La double difficulté est de relier ce nouveau quartier au centre de la ville tout en faisant oublier le passage de l'A 86, d'où l'idée d'un Pont-Bâti.

Jacques Baumel lors de la pose de la première pierre du Pont-Bâti le 21 avril 1989.

Une innovation à la mesure du défi : le Pont-Bâti



LA RÉUSSITE DU PROJET ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA VILLE nécessitent une liaison entre la gare du RER et les bords de Seine qui franchisse la future A 86. Il faut à la fois protéger le nouveau quartier des nuisances liées à une circulation intense et dissimuler autant que possible le passage des voitures. Le choix d'un Pont-Bâti répond à ce défi. Ce type de construction, interprétation des ponts urbanisés édifiés du 12e au 18e siècle, tels que le Ponte Vecchio de Florence ou le Rialto de Venise ou encore les ponts au Change et Saint-Michel à Paris, permet d'enjamber naturellement l'autoroute et apporte une excellente réponse urbanistique en jouant un double rôle de protection phonique et visuelle. Véritable prouesse technique tant par sa conception hardie que par les difficultés d'exécution, ce principe de constructions "écrans" se compose de deux ponts sur lesquels reposent les immeubles et d'une place – place de l'Europe – bordée de boutiques et de terrasses de cafés en rez-de-chaussée. La première pierre est posée le 21 avril 1989. Il ne faudra pas moins de 11.000 m³ de béton et 900.000 kilos d'acier pour l'édifier. Cet ouvrage est étudié pour résister à une charge de 10.000 tonnes et supporter des immeubles. Construit en sept mois par la SGE, qui y installe les sièges sociaux de plusieurs de ses filiales, cette œuvre de génie civil confère à Rueil 2000 son unité et contribue à l'amélioration du cadre urbain. Aujourd'hui, un grand nombre de passants ignore que sous leur pas s'écoule le fleuve "automobile" de l'A 86 !

Le passage de l'A 86 sous le Pont-Bâti aujourd'hui.

Naissance de la ville du futur

DE 1987 À 1989, LES ACQUISITIONS FONCIÈRES sont complétées et la voirie préparatoire est mise en œuvre. Pour ce projet, 180 propriétés sont acquises et douze entreprises sont relogées sur un terrain prévu à cet effet. La première pierre du Pont-Bâti est posée en 1989. Une association inter-maîtres d'ouvrage réunit la ville et les promoteurs pour garantir le déroulement des constructions dans les meilleures conditions de sécurité. La communication sur le projet est bien faite : 81% des Rueillois se déclarent favorables à Rueil 2000. Bien que le projet ait été déclaré d'utilité publique en 1987, les travaux sont interrompus pendant plusieurs mois, suite à un jugement du tribunal administratif de Nanterre. Une bataille juridique s'engage et le Conseil d'État finit par reconnaître la bonne foi de la ville. Lancés réellement en 1989, les travaux vont se dérouler jusqu'en 1994. L'une des toute premières grandes entreprises à venir s'installer est Guardian France, une société d'assurance britannique. Puis suivent la SGE qui fait construire, par sa filiale Sicra, son siège social et ceux de ses principales filiales. Le groupe de BTP est également le principal opérateur et promoteur de la ZAC 2000.

1988 ▼ Le Forum des Entreprises devient les Rencontres Rueil-Entreprises.

1989 La ville est découpée en huit quartiers.
Les Rueillois découvrent la première boîte à idées.
▼ Jumelage avec Serguiev Possad en Russie et Togane au Japon.

L'ensemble de bureaux SGE structure le quartier

ALORS PREMIER GROUPE DE CONSTRUCTION EUROPÉEN, SGE – aujourd'hui Vinci – érige au cœur de la ZAC Rueil 2000 trois beaux immeubles de bureaux : deux sur le Pont-Bâti qui accueilleront ses filiales routières Viafrance et Cochery-Bourdin-Chaussé et son propre siège social, accolé au pont, qui rassemble les filiales de BTP, notamment Campenon-Bernard et Sogea, cette dernière quittant l'ensemble "Rueil-Entreprise", avenue Napoléon Bonaparte pour rejoindre sa maison mère dans le nouveau quartier d'affaires. D'une surface de 27.000 m², l'immeuble qui borde le cours Ferdinand-de-Lesseps se compose de treize niveaux, dont quatre en sous-sol. Sa forme triangulaire rythmée par une colonnade est ponctuée aux angles par trois tours rondes. Dans cet ensemble imaginé par l'architecte Pierre Parat, la difficulté est que tous les étages sont conçus sur un plan différent et en arrondi. Cette configuration architecturale intérieure s'opposant à la forme extérieure triangulaire rend l'aménagement plus délicat mais également plus audacieux. Ce siège social accueille, dès la fin 1992, 1.200 personnes.

PARMI LES ACTIONNAIRES PRIVÉS DE LA SEML RUEIL 2000 figurent cinq sociétés de promotion et de construction : Cogedim, France Construction – filiale de Bouygues – Sari-Seeri, Satis et Sogea. D'autres vont également intervenir comme Bréguet, Sergim, Sinvim et GFF. La ZAC Rueil 2000 est l'œuvre notamment de Sogea/SGE, les ZAC Gicquel et des Deux Gares de France Construction et celle du Parc Saint-Christophe de Bréguet. Autre exemple, SCGPM, filiale de Spie Batignolles, construit cinq immeubles, soit un ensemble de 20.000 m² de bureaux entre les rues Guy de Maupassant, Auguste Perret et Joseph Monier. L'un des soucis des urbanistes a été de ne pas mettre uniquement sur le marché immobilier de gigantesques plateaux, mais aussi de proposer des petites surfaces pour les PME/PMI.

CETTE CRÉATION CONCERTÉE DONNE NAISSANCE à un nouveau quartier qui s'articule autour de l'axe Place de l'Europe-bords de Seine. En tant que maître d'ouvrage, la ville réussit à ériger un authentique projet urbain inédit conciliant vie économique, sociale et culturelle dans le cadre verdoyant des berges de la Seine. Trois hommes ont joué

Sièges sociaux, habitations et terrasses en bord de Seine : la place des Impressionnistes.

La ZAC Degrémont (en rouge) associe un siège social et des logements.

un rôle dans cette réalisation : J. Baumel, l'initiateur, Michel Ricard, le chef de projet, et Maurice Prudhomme, alors maire-adjoint à l'urbanisme. Pour lutter contre les risques d'inondations de cette zone, les deux dernières grandes crues datant de 1982 et 1988, la ville construit une station de relevage et de protection des crues, qui possède aussi une usine de traitement des eaux usées. À l'opposé de l'urbanisme vertical de La Défense, ce tour de force de bâtir un ensemble horizontal à visage humain est un succès que les autres communes des Hauts-de-Seine vont vite envier à Rueil. En effet, le nouveau quartier accueille six mille nouveaux habitants et génère la création de vingt mille emplois sur les 47.000 que compte la ville. Aussi la recherche d'un véritable équilibre urbain vaudra à Rueil 2000 le surnom de "ZAC, la plus verte" d'Île-de-France, notamment avec son parc de trois hectares en bord de Seine. Fort de ce succès, l'aménagement se poursuit : une nouvelle étape ambitieuse se prépare qui s'achève aujourd'hui : "Rueil 2005", avec la ZAC des Deux Gares et l'aménagement des trois hectares de la Sernam.

Un nouveau champ d'expression architecturale : les sièges sociaux

DÈS LE DÉBUT DES ANNÉES 1990, de nombreuses entreprises vont s'installer à Rueil 2000, parmi lesquelles on compte plusieurs sièges sociaux de grands groupes français et internationaux. Les raisons des implantations sont multiples. Le prestige du nom de la ville est un élément important, mais c'est certainement son accessibilité qui est l'élément le plus cité par les entreprises : le RER d'abord, mais également les infrastructures prévues comme l'aménagement de l'A 86 et la réalisation de l'A 14. Autre raison non négligeable pour un entrepreneur, c'est un prix au mètre carré beaucoup plus abordable que dans le Triangle d'Or de Paris ou à La Défense, pour des bureaux neufs, disposant des dernières innovations technologiques liées notamment à la révolution des télécommunications. Dernier point, de nombreux salariés des entreprises qui viennent s'installer dans le nouveau quartier d'affaires de Rueil 2000 ont élu domicile dans l'ouest parisien. Réaliser un siège social est un exercice difficile : c'est prendre en compte tous les besoins spécifiques d'une société. Toute forme prend rapidement sens et le projet architectural doit être à l'image de l'entreprise elle-même.

Degrémont : un projet innovant, en association avec la ville

Le siège social de Degrémont est implanté à Rueil depuis 1949. L'expansion rapide de la société, dont l'effectif du siège est passé de 100 salariés à 1.200 au début des années 1980, contraint ses dirigeants à trouver sur place un moyen de s'agrandir : tout d'abord en acquérant autour du premier site des terrains et divers locaux, puis en s'installant en 1969 dans les bureaux de Prat-Daniel près de l'avenue du 18 juin 1940 et en rachetant la même année La Thermonite. Mais les surfaces restant insuffisantes, l'entreprise se met à la recherche de la perle rare : de nouveaux locaux sur la commune. Au milieu des années 1980, le spécialiste mondial de l'usine de traitement d'eau, filiale de la Lyonnaise des Eaux, envisage alors de quitter Rueil pour regrouper l'ensemble de ses équipes disséminées. Toutefois, un projet novateur va sortir de terre, associant l'entreprise à la ville.

1989 Création de la Maison de l'Emploi.
Pose la première pierre du Pont-Bâti et lancement de la première vague de travaux de Rueil 2000.

66.401 habitants

1990 Installation d'Heineken à Rueil 2000.
Premier Rallye inter-entreprises organisé par le SAE.

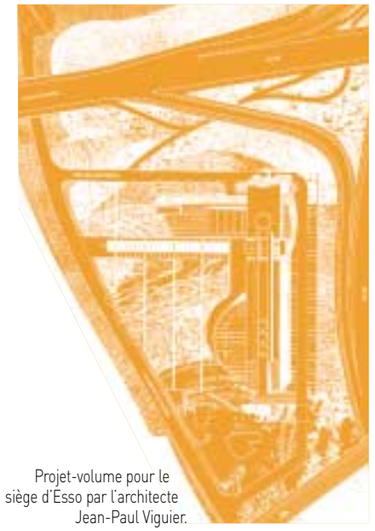
EN EFFET, LE TERRAIN DE L'AVENUE du 18 juin 1940 n'étant pas convenablement utilisé, les dirigeants de Degrémont décident de lancer une opération astucieuse pour le valoriser. La mairie de Rueil propose une ZAC associant logements, siège social et activités économiques. Ce projet réalisé par les architectes Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry va remodeler entièrement cet espace en l'intégrant davantage dans le quartier des Cités Jardins. Le nouveau siège social de Degrémont, qui conserve sur le devant l'ancienne structure en brique de l'usine La Thermonite, peut accueillir 620 personnes sur 13.000 m², dans un bâtiment qualifié d'intelligent avec ses cent kilomètres de câbles alimentant plus de 600 écrans et autres terminaux.

Esso encore précurseur !

EN OCTOBRE 1990, JEAN VERRÉ, Président d'Esso, pose la première pierre du futur siège social de sa société à Rueil-Malmaison, en présence de Jacques Baumel. Il est le deuxième représentant d'une grande entreprise à faire le pari d'installer son entreprise à Rueil 2000, après American Express. Ou plutôt près de Rueil 2000, puisque le futur quartier se trouve de l'autre côté de l'avenue de Colmar. Le terrain choisi se situe dans le triangle délimité au nord par l'avenue de Colmar, au sud par la ligne du RER et à l'ouest par la Seine, dans la ZAC de la Maison Gicquel. Le nouvel immeuble, édifié par France Construction, sortira de terre en un temps record de vingt mois – d'août 1990 à juin 1992 – et accueille le 27 juin 1992 les tout premiers des 820 collaborateurs. Premier groupe à avoir choisi le site de La Défense pour s'y installer en 1964, Esso fait une nouvelle fois figure de pionnier en étant le premier à quitter ce grand quartier d'affaires pour celui de Rueil, encore en construction. Le pétrolier se rapproche ainsi de son stade, installé en bord de Seine depuis 1953.

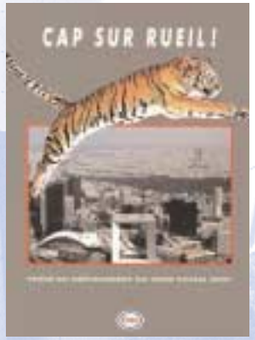
CE TRANSFERT EST UNE ÉTAPE IMPORTANTE pour ce groupe de 3.000 personnes, filiale du géant américain Exxon. L'histoire d'Esso en France remonte aux lois françaises des 16 et 30 mars 1928, qui, en rétablissant la protection du raffinage supprimée en 1903, vont faire d'une part renaître la profession de raffineur en France et, d'autre part, placer les importations d'hydrocarbures sous le contrôle de l'État. La Standard Oil of New Jersey, ayant décidé la construction d'une raffinerie de grande capacité en France, crée en 1929 la Société Franco-Américaine de Raffinage, dont le siège social est installé au 82, avenue des Champs-Élysées. En 1932, elle se transforme en Standard Franco-Américaine de Raffinage. C'est dans cette firme que toutes les autres entreprises vont se fondre, notamment celles créées par les pionniers de cette industrie : Charles Despeaux, Maurice Fenaille, Baptiste Quervel et Alexandre André pour les principaux. Le 1er mai 1933, en pleine crise économique mondiale, la raffinerie de Port-Jérôme entre en activité. Sa capacité de production d'un million de tonnes par an en fait la plus importante en France, et l'une des plus complexes fonctionnant en Europe.

La première pierre du siège social est posée par le Président d'Esso, Jean Verré, en octobre 1990.



Projet-volume pour le siège d'Esso par l'architecte Jean-Paul Viguier.

Dominique Badel.



Le complexe sportif d'Esso en bord de Seine, boulevard Bellerive.

La raffinerie d'Esso à Port-Jérôme.

Esso, une entreprise citoyenne fidèle à Rueil
Questions à Dominique Badel, son Pdg

DOMINIQUE BADEL est diplômé de l'École nationale des mines de Saint-Étienne. Entré chez Esso en 1970, il occupe différentes fonctions en France, puis à l'étranger, avant d'être nommé, le 26 novembre 2003, Pdg d'Esso SAF.

POURQUOI CE PROJET AUDACIEUX DE QUITTER LA DÉFENSE POUR RUEIL ?

"Le siège d'Esso à La Défense datait de 1964 et n'était plus adapté à nos besoins. En une génération, l'immeuble avait vieilli et n'était plus aux normes. De plus, il y avait une sous-utilisation du site puisque nous étions propriétaire de deux hectares de terrain et seulement 20 % étaient construits. Enfin, le bâtiment était devenu trop grand. Tout concourrait à la décision de vendre notre siège et de déménager".

"Plusieurs paramètres devaient être pris en compte. Nous voulions rester propriétaires et trouver une nouvelle implantation proche des centres de décision parisiens qui ne pose pas de problèmes majeurs à notre personnel. Après la visite de plusieurs sites, nous avons trouvé que Rueil correspondait à notre exigence. Esso a toujours eu un "petit faible" pour cette ville où nous étions déjà propriétaires sur six hectares d'un centre de formation et d'installations sportives pour nos salariés".

VOS RAPPORTS AVEC LA VILLE SONT EXEMPLAIRES DEPUIS VOTRE ARRIVÉE. D'OÙ VIENT VOTRE CONCEPTION DE L'ENTREPRISE CITOYENNE ?

"Dans un métier à haut risque comme le nôtre, il est indispensable de tisser des liens importants et suivis avec les communautés où nous opérons pour mériter leur confiance. C'est pourquoi nous avons développé, depuis toujours, une véritable politique de l'entreprise citoyenne qui s'exprime dans le cadre de nos installations industrielles, comme dans nos sites commerciaux ou notre siège social. C'est pour cette raison que, dès notre arrivée dans la ville, nous avons mis en place un certain nombre d'actions concrètes. Dès le 4 novembre 1993, notre Pdg, Jean Verré, a signé une charte de partenariat avec les collèges et lycées de la ville pour recevoir chaque année des stagiaires dans l'entreprise : élèves et professeurs".

"Membre fondateur d'Innover à Rueil, nous avons également été l'un des initiateurs de l'opération "Partenaires du Succès", qui offre aux bacheliers avec mention leur permis de conduire et nous avons lancé le "Challenge Essor", qui récompense chaque année les meilleurs projets humanitaires des lycéens. Depuis leur création, nous participons au Rallye des entreprises, à Futura et, depuis 2003, aux "Napoléons de l'entreprise", challenge qui a primé la première année les meilleures actions de communication. Enfin, nous avons organisé sur notre stade, durant plusieurs années de suite, les fameuses "Olympiades de Rueil", qui faisaient concourir les entreprises de la ville".

EN 1933, C'EST LE LANCEMENT DU SUPERPÉTROLIER Marguerie-Finally de 18.500 tonnes et la signature du premier contrat d'approvisionnement de gaz Esso/Primagaz. Tandis qu'un premier laboratoire de recherche ouvre à Port-Jérôme en 1935 et que la première huile moteur traitée au solvant – l'Essoluble – est commercialisée, l'ultime étape des opérations de concentration a lieu en 1935-1936. Le rapprochement de la Société André avec l'Economique en 1935 donne naissance à la Standard Française des Pétroles (SFP). L'année suivante, l'unification des activités de raffinage et de distribution est réalisée par l'absorption simultanée de la Standard Française des Pétroles et de la Bedford Petroleum Company par la Standard Franco-Américaine de Raffinage, qui reprend alors le nom de la première citée : la Standard Française des Pétroles.

L'OVALE ESSO – ESSO est la transcription phonétique des deux initiales de Standard Oil –, symbole de qualité des produits et des services, devient la marque du groupe en France en 1939. La raison sociale devient "Esso Standard Société Anonyme Française" en 1952 ; la même année est lancée l'Esso Extra Motor Oil, la première huile moteur détergente multigrade. Le 24 mars 1954, le pétrole jaillit d'un

1990 ▼ Les Levasseur sont expropriés des "Grandes Terres", avenue de Fouilleuse, pour construire le Centre Leclerc.

1991 ▼ Inauguration le 21 mars par J. Baumel de la maison de la nature en présence d'Haroun Tazieff. Nouveau siège social de Degrémont. Arrivée à Rueil 2000 de la filiale d'un groupe pharmaceutique américain, Alcon.

puits situé en bordure du lac de Parentis, dans les Landes. Cette découverte va être à l'origine du réveil de la Bourse, de l'intérêt que les Français vont porter à la recherche pétrolière et au développement extraordinaire d'une industrie qui s'engage en parallèle dans la grande aventure pétrolière saharienne. Avec la création d'Esso Rep en 1955 et d'Esso Chimie en 1967, le groupe Esso atteint sa plus grande taille en France. En 1964, la marque "Ovale" quitte l'avenue des Champs-Élysées pour La Défense. En 1974, Esso Standard devient Esso Société Anonyme Française au capital de 595,9 millions de francs, réparti entre Exxon (63,20%), Gulf Oil (18,35%), le solde (18,45%) étant détenu par un grand nombre d'actionnaires. Le dynamisme économique d'Esso et l'originalité du groupe tiennent tout d'abord à une association ancienne et étroite entre des entreprises françaises et américaines. Ce rassemblement de savoir-faire et cette mise en commun de moyens humains, économiques, techniques, financiers et juridiques constitue un exemple presque unique de coopération réussie sur une si longue durée. En 2003, la Mobil Oil Française est absorbée par Esso SAF. Une nouvelle étape est franchie avec cette opération conduite par le Pdg d'Esso, Patrick Heinzle, qui permet au groupe Esso de renforcer ses positions dans le raffinage et la distribution en France.

Jean-Paul Viguier : un architecte dans la ville

Architecte DPLG, Master of City Planning in Urban Design (Harvard 1973), élu Président de l'Académie d'Architecture en 1999, il est membre de la Commission supérieure des Monuments Historiques. Son agence est mondialement reconnue pour ses projets, notamment parisiens, comme le parc André-Citroën, les tours de Cœur Défense, le siège de France Télévisions, etc. À Rueil, l'architecte a conçu quatre sièges sociaux de grands groupes internationaux : Degrémont, Esso, AstraZeneca et Bristol-Myers Squibb (BMS).

SELON VOUS, QUELLE A ÉTÉ L'ÉVOLUTION DES SIÈGES SOCIAUX EN RÉGION PARISIENNE DEPUIS LES ANNÉES 1970 ?

"Depuis la fin des trente glorieuses, je citerai trois grandes périodes. Dans les années 1970-1980, les sièges des grands groupes sont installés, pour la plupart, dans des immeubles de type haussmannien du triangle d'or Saint-Lazare-Opéra-Champs-Elysées. Avec La Défense d'abord, puis les villes de la première couronne ensuite, une mutation profonde s'engage : les entreprises veulent des bureaux aux nouvelles normes technologiques et bien desservis par les moyens de transport. Rueil devient un prolongement naturel de La Défense. Dans ce cadre, l'architecte trouve un nouveau terrain d'expression. Aujourd'hui, une nouvelle tendance se dessine avec des sièges sociaux de type "parc-campus", privilégiant un espace de travail de qualité dans un environnement paysager clos".

COMMENT UN SEUL ET MÊME ARCHITECTE PEUT-IL CONCEVOIR DES SIÈGES SOCIAUX AUSSI DIFFÉRENTS DE CEUX QUE VOUS AVEZ ÉDIFIÉS À RUEIL ?

"L'architecte doit être l'interprète de la personnalité de l'entreprise et aussi parfois de son président qui souhaite imprimer sa marque dans la pierre. Le siège d'Esso correspond bien à la personnalité "austère" du plus grand groupe pétrolier au monde tandis que celui d'Astra a été conçu en fonction bien évidemment de la philosophie et de la culture de l'entreprise mais aussi de l'image que le groupe souhaite véhiculer. Par exemple, une grande partie du personnel d'AstraZeneca France est composée de collaborateurs qui ne travaillent pas en permanence au siège : les visiteurs médicaux. Par contre, ce sont eux qui propagent l'image de l'entreprise à l'extérieur. C'est pourquoi j'ai créé un lieu central ouvert, chaleureux et transparent, l'atrium, afin qu'ils voient vivre l'entreprise et comprennent bien son fonctionnement. Quant au siège du géant BMS, qui venait de reprendre UPSA, il imposait le long de l'A 86 la construction d'un bâtiment tout en longueur et en courbe apte à accueillir 1.100 personnes. L'activité de l'entreprise dans les sciences de la vie a conforté l'utilisation d'un matériau noble, le verre, qui propage l'énergie dans les bureaux. En règle générale, toute la réussite d'un siège social tient à la cohérence entre le projet architectural et le vécu de ceux à qui il est destiné".

Jean-Paul Viguier.

Le siège social d'Esso vu de la rive droite de la Seine.

Trois sièges sociaux, trois ambiances, trois messages

Bristol-Myers Squibb : une façade en verre de 180 mètres de long.

Pour **Esso**, Jean-Paul Viguier a imaginé un bâtiment en équerre de 22.000 m² sur huit étages, dont l'aile principale, volontairement reculée à l'arrière du terrain, dégage un jardin ensoleillé jusqu'à la Seine. Mais c'est dans le traitement des façades qu'il affirme son parti. Du côté des axes routiers, une façade lourde en granit poli et flammé structure et protège le bâtiment tandis qu'à l'opposé, les deux façades intérieures légères, en verre et aluminium, s'ouvrent sur la Seine face à l'île des Impressionnistes et lui donnent sa transparence. La création de la paysagiste américaine Kathryn Gustavson respecte la promenade des Impressionnistes avec ses saules pleureurs, et permet au bâtiment de s'intégrer dans son environnement. Réalisé en un temps record, il procure aux salariés d'Esso un cadre de travail où se marient fonctionnalité, esthétisme, confort et respect de l'environnement.

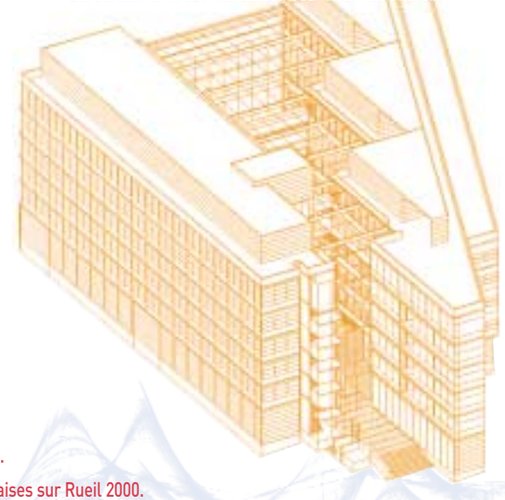
Au 1, place Renault, le siège social du laboratoire pharmaceutique suédois Astra France (1994) – devenu **AstraZeneca** – fait la synthèse entre une réflexion sur les conditions de travail souhaitées par les dirigeants et la représentation d'un esprit d'entreprise, fondé sur une éthique professionnelle stricte. Ici, il fallait privilégier le traitement de l'intérieur du bâtiment. La forme dynamique retenue est le triangle. Dans la symbolique des bâtisseurs, le chiffre 3 représente la nature complète de l'homme : l'âme, l'esprit et le corps. C'est l'image de l'équilibre mais aussi la forme du logotype d'Astra. Des matériaux symboliques sont utilisés : le verre et le bois, du hêtre étuvé. L'immeuble est construit autour d'un atrium central jouant le rôle de dispensateur d'énergie, qui capte la lumière et la redistribue. Sa décoration réintroduit la nature à l'intérieur, pour lutter contre l'abstraction des conditions de travail. Ce bâtiment a reçu, à New York, le prix 1999 Business Week/Architectural Record.

Le siège du groupe pharmaceutique américain **Bristol-Myers Squibb** (2002) répond à une problématique différente. En raison d'une parcelle de terrain assez étroite en parallèle de l'A 86, le bâtiment s'élève sur huit étages selon une courbe longue de 180 mètres. La façade-rideau en verre équipée d'un dispositif d'ailettes brise-soleil stylise le bâtiment. Un jardin intérieur, muni d'une pergola, permet de créer un lieu où règne la sérénité. En façade, au centre du bâtiment, à hauteur du 2e étage, une loggia de 13 mètres de haut reçoit un grand arbre, qui symbolise l'implication du groupe dans les sciences de la vie.

Le restaurant de Bristol-Myers Squibb, ouvert sur le jardin intérieur.

Les bureaux d'AstraZeneca s'ouvrent sur un atrium central.

Une loggia abrite un grand arbre au creux de la façade du siège de Bristol-Myers Squibb.



Pour le siège d'AstraZeneca, l'architecte a choisi le triangle pour sa forme dynamique.

1992 ▼ Le siège social d'Esso s'installe près du pont de Chatou.
Shell fait construire son siège social sur son stade.
SGE (futur Vinci) regroupe ses principales filiales françaises sur Rueil 2000.
L'IFP crée Vinci Technologies.

Shell France : un siège social entre ciel, eau et jardins.

Shell France s'installe sur son stade

LE SIÈGE SOCIAL DE SHELL FRANCE quitte Paris pour Rueil, l'historique rue de Berry pour la "banlieue", le triangle d'or pour la Seine et une zone pavillonnaire... la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise s'installe non pas à Rueil 2000 mais sur des terrains qu'elle possède depuis 1932 plus en aval du fleuve : son stade, célèbre pour accueillir les entraînements des équipes de France de rugby et de football. La Seine est toute proche, les bâtiments s'élèvent à mesure qu'ils s'en éloignent, retrouvant à chaque fois la vue sur le fleuve et son versant opposé. Une partie, mi-enterrée, est habillée de pelouse. Entre parkings et bureaux, sous une verrière inclinée, se loge une galerie ouverte sur les jardins. Déambulatoire animé, elle dessert les lieux de détente. Les architectes Denis Valode et Jean Pistre ont cherché dans cette construction audacieuse à exprimer la logique interne de la société jusqu'à la rendre évidente dans la forme même du bâtiment. À la suite de ce beau projet, le duo d'architectes s'attaquera à la réalisation du technocentre Renault à Guyancourt. Shell quittera Rueil avant la fin du siècle et laissera la place à un groupe hautement symbolique de l'industrie française depuis plusieurs siècles : Schneider Electric.

Schneider Electric rejoint sa filiale Télémécanique à Rueil

Patrick Ollier, Henri Lachmann et Jacques Baumel (de gauche à droite) lors du vernissage de l'exposition Schneider Electric à l'Atelier Grognard.

L'atelier Grognard, un bel exemple de reconversion industrielle.

EN AVRIL 2000, Schneider Electric rejoint Rueil et, en voisine, sa filiale Télémécanique. Avec 82.000 salariés implantés dans 130 pays, Schneider Electric est l'un des plus puissants groupes industriels français dans le monde. Autour de son nom, il a fédéré trois marques principales : Merlin Gérin, Square D et Télémécanique. Ces firmes ont en commun une véritable histoire industrielle. Autour de leurs inventions, qui ont révolutionné le monde de l'électricité, s'est développé le cœur de métier de chaque marque. Merlin Gérin propose des solutions de distribution électrique basse et moyenne tension. Square D, entreprise américaine centenaire, répond aux besoins des marchés en produits de distribution électriques, d'automatismes et de contrôle. Et La Télémécanique, on l'a vu, offre les solutions les plus ingénieuses au monde en matières d'automatismes électriques. Dès son arrivée à Rueil, son Pdg Henri Lachmann, qui entretient d'excellentes relations avec Jacques Baumel, a souhaité participer à la vie locale. C'est ainsi, par exemple, que ce groupe, qui possède une belle collection d'art contemporain, décide d'en présenter une partie aux Rueillois dans le cadre de l'action de la nouvelle association "Arts et Culture à Rueil", créée en 2004 et présidée par Jacques Baumel. Cette exposition s'est tenue à l'Atelier Grognard, sous le titre : *L'art et l'entreprise, une initiative originale de la société Schneider Electric.*

Après le départ de Shell, Schneider Electric s'installe au 89, bd Franklin Roosevelt.

1992 Réhabilitation du Clos des Terres Rouges et ouverture d'un centre Leclerc.
▼ Jumelage avec Fribourg en Suisse.

1993 La maison du père Joseph est réhabilitée en centre culturel : l'Ermitage.
Crise économique : 3.000 rueillois sont au chômage.
▼ Création de Rueil-Export.

La naissance de Rueil 2000 favorise un nouveau développement économique, qui se précise d'abord par le renforcement des pôles d'excellence : l'industrie pétrolière, la pharmacie-santé et la construction notamment. Avec l'IFP et Renault, qui, après maintes péripéties, reste fidèle à Rueil, le pôle "recherche" ancré dans la ville depuis un demi-siècle, attire autour de lui de nombreuses PME/PMI.

Les pôles d'excellence se renforcent

De part et d'autre de la RN 13, l'École des moteurs à gauche, l'IFP à droite.

Un Nobel de chimie à l'IFP : Yves Chauvin
Le prix Nobel de chimie 2005 a été attribué le 5 octobre 2005 au docteur français Yves Chauvin (IFP) et aux professeurs américains Robert H. Grubbs (Caltech) et Richard R. Schrock (MIT) pour leurs travaux sur la métathèse en synthèse organique. Couramment utilisé dans l'industrie chimique, en particulier dans la production de médicaments et de matériaux plastiques élaborés, ce procédé de synthèse de nouvelles molécules se concentre sur la façon dont les liaisons chimiques se forment et se rompent entre les atomes de carbone. Ces travaux de recherche ouvrent des possibilités extraordinaires pour, entre autres, la fabrication de médicaments et la création de nouvelles molécules. Né en 1930, Yves Chauvin, directeur de recherche honoraire à l'IFP, est le huitième scientifique français à être récompensé par le Nobel de chimie. Les premiers ont été Henri Moissan en 1906 et Marie Curie en 1911.

L'industrie pétrolière, premier employeur de la ville

Avec l'installation des sièges sociaux d'Esso, de Shell et de Fina, qui sont les grands noms de l'industrie pétrolière à travers le monde, le développement de l'IFP et l'essor d'entreprises de lubrifiants comme Labo Industries et Yacco – société créée en 1931 par Jean Dinthilac – ou encore de l'Urbaine des Pétroles, l'industrie pétrolière devient le premier employeur de la ville.

L'IFP : un emblème de la ville dans le monde

L'IFP est l'une des plus anciennes et importantes entreprises ruelloises. Un tiers de ses 1.200 salariés environ réside à Rueil. Au début des années 1990, l'Institut a failli être délocalisé au Havre. Une intervention du Maire auprès du Premier Ministre, en concertation avec la direction de l'établissement, va permettre de conjurer cette éventualité. La direction de l'IFP a toujours été favorable à une ouverture vers la population rueilloise en raison de sa dimension institutionnelle et de son emprise sur la ville, près du centre-ville et de Bois-Préau. Cette volonté s'illustre par un soutien continu aux actions du Service du Développement Économique de la ville : signature de la Charte de partenariat Écoles-Entreprise, fin 1994 ; appui à la création et au développement de l'association des grandes entreprises de Rueil, Innover à Rueil – Jean-Jacques Lacour, alors directeur de la communication, a été l'un des premiers animateurs de cette association, Henri Gruhier a pris ensuite la relève – ; soutien, via Innover à Rueil, aux associations Coup de Pouce et Entreprendre à Rueil ; participation au lancement de la quinzaine Futura, etc. C'est tout naturellement que l'IFP, qui a parfaitement compris le rôle fondamental joué par les PME/PMI dans l'animation du tissu économique national et plus encore local, s'est impliqué dans ces actions.

En effet, à partir de la fin des années 1980, l'IFP décide d'intensifier sa politique de création d'entreprises et de développement industriel avec un double objectif : assurer un relais industriel à ses travaux de recherche et contribuer à la croissance de sociétés à haute valeur ajoutée. C'est dans ce cadre que l'IFP continue à essaimer dans Rueil, favorisant la création de PME de haute technologie. Après la fusion des sociétés Beicip et Franlab en 1992, installées au 232, avenue Napoléon Bonaparte, l'IFP crée Vinci Technologies en 1992 et Axens en 2001. La première, qui intervient dans les équipements de mesure sur site et en laboratoires, est devenue l'une des toute premières au monde dans son domaine, tandis que la seconde est un acteur international reconnu dans le domaine des technologies, catalyseurs et services pour l'industrie pétrolière et pétrochimique. Référence mondiale dans les technologies de transformation des hydrocarbures et de production de carburants, Axens est un acteur clé dans le domaine de la conformité environnementale des carburants automobiles avec la législation.

1994 Création d'un "Fonds spécial solidarité emploi".
▼ La MIF devient Maison de l'Emploi et s'installe dans l'ancienne blanchisserie Gass restaurée.

Axens : un acteur vite reconnu à l'international dans l'aval pétrolier

CRÉÉE LE 1er JUILLET 2001 À L'INITIATIVE DE L'IFP, dont elle est une filiale à 100 %, Axens résulte de la fusion de la Direction industrielle de l'IFP et de la société Procatalyse. Pour rappel, la Direction Industrielle de l'IFP est en charge depuis plus de quarante ans de la commercialisation des procédés de raffinage et de pétrochimie développés par l'IFP, alors que Procatalyse est l'une des premières filiales créées par l'IFP en 1959. Sa mission : le développement, la fabrication et la commercialisation des catalyseurs et des adsorbants mis au point par l'IFP. La nouvelle entité, appelée lors de la phase préparatoire DIProcat – contraction des deux noms de la Direction industrielle de l'IFP et de Procatalyse – devient officiellement Axens à sa création. Elle installe ses équipes dans les anciens locaux de Shell – qu'elle partage avec Schneider Electric – au 89, bd Franklin Roosevelt dès le mois d'avril 2001, avant même que la société ne soit créée. Une pareille opportunité de rassembler 220 personnes sur un même site est rare à Rueil, à l'époque. Aujourd'hui, Axens compte plus de 600 salariés dont près de la moitié sur deux sites à Rueil : boulevard Franklin Roosevelt et rue Isabey, l'autre moitié à Salindres, dans le Gard, où sont produits ses catalyseurs et adsorbants. Ses activités sont réalisées à plus de 90 % à l'international – 1/3 en Asie, 1/3 au Moyen-Orient et 1/3 en Amérique. Axens compte deux filiales à l'étranger, Axens North America aux États-Unis et Axens Far East au Japon. Axens accueille régulièrement à Rueil de nombreux ingénieurs de sociétés étrangères qui viennent suivre la phase préparatoire de leurs projets. Boulevard Franklin Roosevelt, les salariés d'Axens partagent de nombreux espaces communs avec ceux de Schneider Electric, ainsi qu'un système de navette qui assure la liaison avec la gare du RER. Pour certaines opérations, notamment les causes caritatives, les deux entreprises se mobilisent ensemble. À l'instar de sa maison mère, Axens a parfaitement intégré le concept d'entreprise citoyenne.

La technologie Axens à travers le monde : en haut, Montevideo en Uruguay ; en bas, Tarragone en Espagne.

SA RECHERCHE DE TRÈS HAUT NIVEAU collabore avec de nombreux acteurs publics ou privés. Par exemple, l'IFP conçoit en 1993 un nouveau moteur "propre" deux-temps automobile répondant aux normes antipollution les plus sévères. L'année suivante, L'IFP concède sa 1.000e licence de procédé industriel dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie et du traitement du gaz. En 1996, son centre de documentation devient pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BNF), pour tout ce qui concerne le sujet des hydrocarbures. Fin 2002, l'IFP ouvre son 500e dossier d'invention et met en place une nouvelle organisation spécialement dédiée à la diffusion des connaissances. Acteur de premier rang mondial en matière de recherche, l'IFP est aussi reconnu pour l'excellence des formations dispensées à l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM).

Le pavillon du Second Empire "La Duchesse", coeur de l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM).

L'inauguration de la nouvelle École des moteurs, le 26 octobre 1992.

CRÉÉE EN 1954, PAR FUSION, L'ENSPM, qui fait partie intégrante de l'IFP, s'est développée en élargissant son éventail de formations, en français et en anglais, à tous les métiers du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et des moteurs : création en 1975 de ENSPM Formation Industrie, organisme de formation continue ; mise en place en 1978 d'un premier DEA en sciences pétrolières avec l'université Paris VI ; premier cycle anglophone "Energy Management and Policy" en 1989 avec un partenaire américain ; lancement des formations en apprentissage en 1996 et début de l'essaimage à l'international en 2002, c'est-à-dire l'organisation de formations diplômantes à l'étranger avec un partenaire universitaire local.

POUR ASSEOIR CETTE POLITIQUE DE FORMATION de haut niveau, l'École s'installe en 1992 dans des locaux modernes au 228-232, avenue Napoléon Bonaparte. La première pierre a été posée le 18 octobre 1990. Cette offre formation initiale/formation continue lui permet de répondre avec précision aux attentes des entreprises nationales et internationales. Toujours en 1992, l'IFP, l'ENSPM "Formation Industrie" et Rueil-Vermont, une association culturelle propriétaire du château du même nom (anciennement château d'Edward Tuck), créent la Fondation Tuck pour la formation et la recherche internationales dans le domaine du pétrole et dérivés. Avec une activité organisée autour des quatre domaines fondamentaux de la chaîne pétrolière – exploitation-gisements, forage-production, raffinage-pétrochimie, moteurs-énergie –, l'IFP est le premier pôle européen intégré et indépendant de Recherche & Développement couvrant l'ensemble de ces secteurs.

Des petites... dans un monde de grandes

L'URBAINE DES PÉTROLES A ÉTÉ CRÉÉE EN 1937 par Jules Pressner et reprise en 1945 par Wladimir Schreiber (1898-1976), un Russe originaire de Pologne. Depuis sa création, l'Urbaine des Pétroles a joué un rôle important dans l'histoire du négoce de pétrole en France. Après la mort de son créateur en 1976, c'est son fils Boris qui reprend les rênes de l'entreprise. Ce dernier est plus connu comme écrivain et auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont *La Traversée du dimanche*, prix Sainte-Beuve en 1987 et *Un silence d'environ une demi-heure*, prix Renaudot en 1996. Le 7 mai 1981, l'Urbaine est rachetée par le pétrolier Elf ; désormais elle concentre uniquement son activité sur le négoce de produits pétroliers. Le 12 novembre 1991, L'Urbaine quitte la rue de Galilée, à Paris, pour s'installer à Rueil dans l'immeuble Ampère, au 8, rue Eugène et Armand Peugeot, où elle poursuit actuellement son activité.

LITWIN EST UNE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE PÉTROLIÈRE reconnue pour ses compétences et ses innovations technologiques dans les industries du pétrole et du gaz. Elle a trouvé sa place aux côtés des leaders mondiaux de l'ingénierie. Créée en 1964, elle est présente dans le monde entier dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie, de la chimie et de l'énergie-environnement. Tout en poursuivant avec succès le développement de ses activités initiales, elle a renforcé, ces dernières années, ses positions sur les marchés de l'amont pétrolier. Depuis sa création, Litwin a conçu, réalisé ou remodelé à travers le monde plus de 500 unités de raffinage, 200 unités pétrochimiques ou chimiques et plus de 100 installations industrielles dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. Filiale depuis le 8 juin 2004 d'un grand groupe international, Bateman BV, Litwin emploie 220 personnes dans ses bureaux du 13-15, rue Edouard Manet, où elle a emménagé en mai 2001.

1994 Construction du siège social du groupe pharmaceutique suédois Astra France à Rueil 2000.
Les groupes Cardif et UFB Locabail installent leurs sièges sociaux à Rueil 2000.
▼ Création de l'Association "Coup de Pouce" par la SAE.

1995 Inauguration de l'Espace Renoir à Rueil 2000.
Jumelage avec Oaxaca de Juarez au Mexique.
▼ L'A 86 à l'Ouest est déclarée d'utilité publique.

L'HISTOIRE DE LABO INDUSTRIE à Rueil remonte, on l'a vu, à 1960 et au rachat de l'usine Veedol. Cette PMI, bien connue des amateurs de courses automobile, a été championne de France des rallyes en 1987 avec Hubert Auriol. Le 1er février 1989, le capital de Labo Industrie – les titres sont répartis entre le public et la banque Indosuez (38%) – change d'actionnaire : Manfred Fuchs entre au conseil d'administration. Il représente la Société Pétrolière Fuchs (SPF), créée en août 1968 dans le but de racheter des entreprises en France : la première a été Polaroil, en 1976, autre grande marque de lubrifiants. En 1989-1990, les terrains que possède l'entreprise en bord de Seine, qui ont été acquis à des maraîchers en prévision d'un éventuel agrandissement de l'usine, sont cédés à la ville, à la suite de longues négociations. C'est actuellement le square des Impressionnistes et les résidences qui le bordent jusqu'à l'école Claude Monet. En 1995, Labo Industrie crée la filiale Huiles Labo SA, à laquelle elle transmet les activités commerciales sous marque Labo. La même année, les bougies Eyquem sont vendues au groupe Sagem alors que les bougies KLG arrêtent leur production en 2000.

EN NOVEMBRE 1999, HUILES LABO fusionne avec Fuchs Lubrifiants Auto pour donner naissance à la société Fuchs Labo Auto SA. Marc Séché, secrétaire général de Labo Industrie depuis 1995, prend la direction du groupe en 2001 dans une période de crise interne. Constitué d'une quinzaine de filiales, le groupe n'a pas digéré sa croissance externe des années 1990. Le constat est simple : c'est un conglomérat d'entreprises avec des cultures et des philosophies différentes. Vient alors le temps difficile des restructurations et la mise en place d'une nouvelle stratégie de développement.

EN 2005, IL N'EXISTE PLUS QU'UNE SEULE ENTREPRISE en France : Fuchs Labo Auto, qui compte 350 personnes, 200 à Rueil au 81, rue de l'Industrie, dont 15 en R&D. Siège social, la rue de l'Industrie est également la principale usine du groupe en France. Dernière véritable "citadelle industrielle" de Rueil, le site est achalandé par le fleuve en huiles de base, qui sont enrichies et conditionnées sur place. De gros investissements viennent d'y être réalisés : ponton refait, mise aux normes, suppression des produits à risque, embellissement autour de l'usine pour respecter l'environnement des bords de Seine, etc. En 2005, c'est 37.000 tonnes de lubrifiants, essentiellement automobiles, qui sont produites à Rueil. Implanté dans 120 pays et organisé en 37 filiales, le groupe Fuchs se présente comme le premier groupe indépendant de lubrifiants au monde.

La peinture, une spécialité pétrolière

DEUX GRANDS FABRICANTS DE PEINTURE ET DE PRODUITS DE TRAITEMENT POUR LE BOIS ont leur siège social à Rueil. Le groupe SigmaKalon est installé rue Henri Sainte-Claire Deville avec un effectif de 300 personnes, et les marques de peinture professionnelles et grand public Avi, Freitag, Gauthier, Guittet, La Seigneurie, Novémail, Ripolin et Sigma. En 1995, il a été partenaire de la ville avec sa marque Novémail, en sponsorisant la réalisation d'une fresque sur le mur d'escalade du gymnase Jules Ladoumègue. Ce groupe est issu de la fusion de Kalon (division peinture de Total) et de Sigma (division peinture de PetroFina), et a été vendu en 2003 par TotalFinaElf, dans le cadre de la cession de ses activités de spécialité, à un fond d'investissement basé à Boston, Bain Capital. Quant à Dyrup, filiale de la Compagnie de Construction Danoise Monberg et Thorsen A/S, elle est plus connue à travers ses marques de produits de traitement du bois : Bondex, Véraline, Décapex, Xylophène, etc. Dyrup France emploie 188 personnes dont 125 à Rueil, avenue de la Châtaigneraie.

Comment, après "Pétropolis", Rueil devient "Pharmacopolis" !

LA CONSTITUTION D'UN PÔLE "PHARMACIE-SANTÉ" à Rueil est parallèle au développement rapide ces dernières années de la consommation de médicaments en Europe, et plus particulièrement en France. La pharmacie mondiale devient l'hôte de Rueil. Trois des six plus importantes entreprises pharmaceutiques mondiales élisent domicile sur la commune.

Les Suisses renforcent leur présence – Premières concentrations

APRÈS SANDOZ ET CIBA-GEIGY, c'est l'arrivée à Rueil en 1990 d'un groupe américain devenu suisse. Les premiers pas d'Alcon remontent à 1947, lorsque deux pharmaciens décident d'ouvrir une officine à Fort Worth, au Texas. Ils associent la première syllabe de leur nom de famille Robert D. Alexander et William C. Conner pour baptiser leur entreprise nouvellement créée : "Alcon Prescription Laboratory". En conversant avec des spécialistes des yeux, ils font la découverte qu'il n'existe aucun laboratoire pharmaceutique spécialisé dans la commercialisation des produits ophtalmologiques. La "clairvoyance" des deux hommes va faire de ce développement l'une des plus belles réussites des annales de l'industrie pharmaceutique américaine. La filiale française est créée à Aubervilliers en 1972. En 1978, Alcon Incorporated est un groupe spécialisé rentable, quand le suisse Nestlé, en quête de sociétés américaines, décide de le racheter. Suite à cette acquisition, Alcon lance un programme de constructions et d'agrandissements de sites aux États-Unis, mais aussi au Mexique, Brésil, Belgique, Espagne et France.

ALCON INCORPORATED A ÉTÉ PRÉCURSEUR dans bon nombre de domaines, inventant, par exemple, le premier flacon plastique distributeur de gouttes ou les "custom pack" pour les chirurgiens ophtalmologistes. Aujourd'hui, ce groupe pharmaceutique international, spécialisé dans la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de produits et instruments d'ophtalmologie, pèse près de quatre milliards de dollars de chiffre d'affaires. Trente ans après sa création, Alcon France est la première filiale européenne du groupe. Elle emploie 529 personnes, dont 228 à Rueil, et produit, dans son unité de fabrication de Kaysersberg dans le Haut-Rhin, des unidoses de collyres et solutions de contactologie pour le monde entier. Alcon France est présente dans toutes les activités commerciales liées à l'ophtalmologie : produits pharmaceutiques, chirurgicaux et grand public, dont les produits d'entretien de lentilles de contact. En 1991, elle fait partie des toute premières entreprises à installer son siège social à Rueil 2000, avec 170 salariés, dans l'immeuble "Les Colonnades" au 4, Rue Henri Sainte-Claire Deville. Elle y dispose d'une structure de formation théorique et pratique unique en France qui, depuis sa création, a reçu plus de 7.500 participants.

Un pionnier à Rueil 2000 : les laboratoires Alcon France s'installent dès 1991.

1995
▼ Installation à Rueil 2000 de l'UCB, filiale de BNP/Paribas.

1996
Le 1er juin, inauguration du Stadium.
Ouverture du 4e centre culturel de quartier, l'Athénée, et inauguration du parc des Impressionnistes.
Les travaux de l'A 86 sont lancés à Rueil-Malmaison.
▼ Jumelage avec Le Bardo en Tunisie et Lynchburg aux États-Unis.

EN 1996, LES GROUPES SANDOZ ET CIBA (ex.Ciba-Geigy) se rapprochent pour former Novartis dans le cadre de l'une des plus importantes fusions d'entreprises de l'histoire. Novartis se départit alors de Ciba Specialty Chemicals et de Novartis Seeds pour former Syngenta avec AstraZeneca. Novartis, c'est d'abord, on l'a vu, le groupe à l'origine du médicament le plus utilisé au monde contre le rejet des greffes d'organes et du premier traitement de la rétine liée à l'âge. De par ses spécialités, l'entreprise a développé une recherche particulièrement performante et diversifiée dans le domaine du système nerveux central, de la cancérologie et des maladies cardio-vasculaires. Novartis, c'est également la première entreprise du médicament où il fait bon travailler ! Le 17 mars 2005, pour la seconde année consécutive, Novartis Pharma fait partie du palmarès des vingt premières entreprises "Best Places to Work" en France. L'entreprise se hisse à la première place des laboratoires pharmaceutiques en France devant l'un de ses principaux concurrents et nouveau voisin, BMS, qui vient de faire construire son siège social à Rueil 2000. Incontestablement, la ville est devenue la capitale de l'industrie pharmaceutique française !

En haut, Novartis Santé Familiale et Animale, vu de la place Richelieu ; en bas, Novartis Pharma, rue Lionel Terray.

Un vaste mouvement de concentration s'engage dans la pharmacie

CE MOUVEMENT DÉBUTE EN FÉVRIER 1990 avec Hoffman-La Roche qui reprend Genentech, suivi par la fusion des deux laboratoires britanniques Glaxo et Wellcome en janvier 1995. Alors que l'Allemand Hoechst renforce sa participation dans la française Roussel-Uclaf, après avoir racheté la branche pharmaceutique de Dow Chemical, les deux groupes suisses Sandoz et Ciba-Geigy fusionnent pour créer Novartis. L'objectif de ces grands groupes pharmaceutiques est d'acquérir la taille critique, qui se situe alors autour des 15 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, afin de pouvoir financer leurs investissements dans la recherche de nouvelles molécules. Lors de l'assemblée générale extraordinaire, le président du conseil d'administration de Novartis, Marc Moret, explique aux actionnaires que : "cette fusion n'est pas un aboutissement mais un commencement" , et il ajoute : "c'est la volonté de deux entreprises prospères et centenaires de créer les conditions nouvelles qui leur permettront, par la mise en commun de leurs ressources et de leurs atouts, d'affronter et de relever avec plus d'efficacité les défis du futur" ; il achève son discours sur cette phrase : "Pour notre société, c'est le seul avenir digne de son riche passé".

Une "internationale" de la pharmacie

DANS L'INDUSTRIE DE LA PHARMACIE-SANTÉ, les dix dernières années voient le regroupement d'un bon nombre de grands groupes pharmaceutiques, qui engendrent de véritables multinationales du médicament : GlaxoSmithKline, Sanofi-Aventis, AstraZeneca, etc. À la croisée des chemins, les laboratoires français de taille moyenne cherchent à adopter la meilleure stratégie pour survivre sur le marché mondial. Si certains privilégient une politique de niche et des accords de partenariat, d'autres vont céder aux plus offrants. Tandis que Delalande devient un des piliers du major français Sanofi-Aventis, UPSA signe, en 1990, un accord de partenariat avec l'américain Bristol-Myers Squibb, qui prend 45 % du capital du groupe français. L'année suivante, UPSA ouvre de nouveaux espaces dédiés à la R&D sur Rueil. Mais, en 1999, les équipes UPSA de la rue Danton – 350 personnes – quittent Rueil pour rejoindre celles de BMS France, soit 450 personnes.

Place Louis Renault, l'entrée du siège social d'AstraZeneca.

La courbe du siège social de Bristol-Myers Squibb, rue Joseph Monier.

Les deux entités se regroupent à la Grande Arche de La Défense, dans le but d'encourager les synergies. En 2002, CEREP, société de recherche en biotechnologies partenaire de BMS, s'installe rue Danton à la place d'UPSA. Et, dès 2002-2003, les équipes d'UPSA sont de retour à Rueil, intégrant le nouveau siège social de BMS près de l'A 86.

BMS SONT LES INITIALES DE TROIS NOMS pionniers de l'industrie pharmaceutique américaine : MM. Bristol, Myers et Squibb. Honneur au plus ancien, c'est en 1858 que Edward Robinson Squibb fonde son officine. Trente ans plus tard, le 13 décembre 1887, William McLaren Bristol et John Ripley Myers décident à leur tour de créer leur laboratoire à Clinton, New-York, avec un capital de 5.000 dollars ! Un siècle et deux années plus tard, les deux firmes fusionnent pour former Bristol-Myers Squibb (BMS), l'un des leaders mondiaux de la pharmacie et de la santé. En 2004, cet américain se situe au huitième rang des groupes pharmaceutiques européens. Avec ses 3.200 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros, la filiale française, dont l'installation remonte à cinquante ans, constitue la plus importante, hors États-Unis.

AUJOURD'HUI, BMS FRANCE dispose de sites de fabrication à Agen, dédiés à la production des antalgiques de la marque UPSA, à Meymac, en Corrèze, pour les produits contre le VIH et le sida et à Épernon en Eure-et-Loir pour les produits cardio-vasculaires. En recrutant jusqu'à 40 % de patients impliqués dans certains programmes mondiaux de recherche clinique, BMS France contribue fortement au développement des nouvelles molécules. Dans sa lutte quotidienne contre la douleur, le groupe a fondé l'Institut UPSA de la Douleur en 1993, lequel a formé 30.000 infirmières et diffusé de nombreuses publications.

AVANT BMS, UN AUTRE GRAND DE LA PHARMACIE s'est installé à Rueil : le suédois Astra en 1994. Le 6 avril 1999, Astra fusionne avec l'anglais Zeneca – entité issue de la scission d'Imperial Chemical Industries créée en 1926 – pour former AstraZeneca, particulièrement réputée en gastro-entérologie et en anesthésiologie. Ce laboratoire se situe au 4e rang des groupes pharmaceutiques en France et au 6e rang au monde. AstraZeneca dispose d'un centre de recherche et d'un site de production à Reims, d'un site de synthèse chimique et de production à Dunkerque et d'un site de conditionnement et de production à Monts dans l'Indre-et-Loire. La France, en tant que première filiale européenne du groupe avec ses 2.700 salariés, et deuxième au monde après les États-Unis, a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 1,225 milliard d'euros. À côté de ces grands groupes, existent des entreprises de taille plus modeste, situées sur des marchés de spécialité : nutrition infantile avec Milupa Nutricia ; prothèses avec Hexacath ; matériel médical avec Guidant France et Novacor ; distribution de matières premières et ingrédients pharmaceutiques et cosmétiques avec Unipex ; et même un laboratoire pharmaceutique japonais, Otsuka Pharmaceutical France.

1996 Création de l'association "Entreprendre à Rueil" par le SAE.
Fusion de Ciba-Geigy et Sandoz qui donne naissance à Novartis.
Unilever emménage dans son siège tout neuf au 23, rue François Jacob.
Renault remplace SDEL, avenue de l'Empereur.

1997 La ville lance la collecte sélective des déchets ménagers.

Rueil, pierre angulaire de la construction française

LA FRANCE A LA CHANCE de posséder les deux plus puissants groupes de construction au monde : Vinci et Bouygues. Depuis la fin des années 1960, l'histoire de Vinci est très liée à la ville de Rueil. Et plus encore aujourd'hui, puisque plusieurs sièges sociaux de ce groupe sont établis sur le territoire de la commune comme, par exemple, celui de la maison mère, de Sogea et d'Eurovia. À côté de ce major du BTP, un véritable pôle de la construction aux compétences multiples est sorti de terre peu à peu, avec l'installation de sociétés comme Quélin, Secma et Géoxia, pour les plus importantes.

Vinci et ses filiales, acteur majeur et quotidien de la vie économique rueilloise

DEPUIS LE 19e SIÈCLE, LE GROUPE VINCI fait rayonner l'industrie française dans le monde. Sous l'impulsion de son Pdg, Antoine Zacharias, le leader mondial de la construction a bâti ses fondations sur cinq piliers et cultures historiques : d'abord les deux colonnes vertébrales SGE – créée en 1899 – et GTM (1891), qui, en fusionnant en 2000, ont donné naissance à ce groupe international, ainsi que les sociétés Sogea (1878), Dumez (1890) et Campenon Bernard (1920), aux histoires plus étonnantes les unes que les autres. Au travers de l'histoire de Vinci, c'est toute la grande tradition du génie civil et de l'ingénierie français dans le monde qui nous est révélée. Accédant à son indépendance en quittant le giron Vivendi en 2000, Vinci, c'est aujourd'hui quatre grands métiers : la construction – Sogea, GTM, Sogea, Sicra, etc. –, la route avec Eurovia, les technologies des énergies et de l'information avec Vinci Énergie et les concessions avec Cofiroute, Vinci Park, Vinci Airports, etc. En 2005, Vinci compte 1.100 salariés à Rueil-sur-Seine : 600 au siège, 250 chez Eurovia et 250 chez Sogea. C'est aussi plusieurs essaimages sur toute la commune : d'une part, les entreprises du pôle Vinci Energie, TMS Automation et Actemium, respectivement au 8 et 10, rue Lionel Terray, la célèbre SDEL au 64, avenue de Colmar et TOP au 10 bis, boulevard du Général de Gaulle ; d'autre part, les filiales de Sogea, Campenon-Bernard Industrie au 30, boulevard Bellerive et Campenon-Bernard TP au 11, boulevard Richelieu.

L'UNE DES PLUS IMPORTANTES FILIALES DE VINCI EST EUROVIA, pôle routier du groupe. Dirigée par Roger Martin, cette filiale résulte de plusieurs fusions successives : des entreprises Cochery-Bourdin-Chaussé et Viafrance en 1996 et du rapprochement de cette entité baptisée Eurovia en 1997 avec les Entreprises Jean Lefèbvre (EJL), filiale de GTM, en 2000. La recherche est l'un des moteurs principaux de la croissance du groupe qui y consacre chaque année 6% de son résultat net. La direction vient d'inaugurer

De part et d'autre de l'avenue de Colmar, le siège d'Esso s'achève, celui de SGE se construit.

un nouveau Centre de Recherche et de Développement mondial à Mérignac, qui rassemble l'ensemble de ses compétences françaises et internationales. Ses trois produits phares sont l'enrobé *Viaphone* pour une route "silencieuse", l'enduit antidérapant haute adhérence *Viagrip* et l'enrobé drainant *Drainovia* pour la réduction des projections d'eau. Aujourd'hui, leader en Europe sur le marché des travaux routiers et des matériaux routiers (35% de son chiffre d'affaires) et dans les tout premiers mondiaux, le groupe Eurovia compte 300 agences et filiales réparties dans seize pays. Ses 36.000 salariés ont réalisé, en 2004, un chiffre d'affaires de 5,76 milliards d'euros – dont 43% sur les marchés extérieurs – et 132 millions d'euros de résultat net.

VINCI, CE SONT DES FILIALES ET DES EMPLOIS SUR RUEIL, mais également de l'activité, à travers les chantiers de voiries signés Eurovia et les parkings Vinci Park. D'autres travaux très importants sont réalisés sur la commune par le groupe et ses filiales de construction notamment. Ces dernières années, Vinci a livré plusieurs belles opérations de bureaux et de logements : celle des Deux Gares avec la construction de 193 logements en mars 2003 et le siège d'Arval et de Cortal en juin 2004 ; le show-room de Daimler-Chrysler en novembre 2004 ; la démolition de la tour Corosa et la construction in situ d'un bâtiment neuf qui vient d'être inauguré ; l'opération Sourice de logements et commerces au 22, rue Paul Vaillant-Couturier et l'Etap-Hôtel, au 149-151, boulevard National, qui vient d'être achevé. Autre chantier mais plus ancien, la réhabilitation de 1996 à 1999 de la maison de retraite de la Fondation Cognac-Jay a permis à l'architecte Jean Nouvel et à son équipe de montrer leur créativité autour d'un projet hors du commun. À partir d'un manoir de style anglais est né un nouveau bâtiment à la volumétrie identique, relié à l'ancien par une galerie en verre sur charpente métallique. L'ensemble joue délibérément des contrastes et jette un pont entre le 19e et le 21e siècle. Mais l'ouvrage le plus important auquel collabore Vinci sur Rueil, au travers de sa filiale Cofiroute, est le percement du souterrain routier de l'A86, dont l'entrée du chantier est située au pied de la Jonchère, sur le lieu même du futur poste de péage.

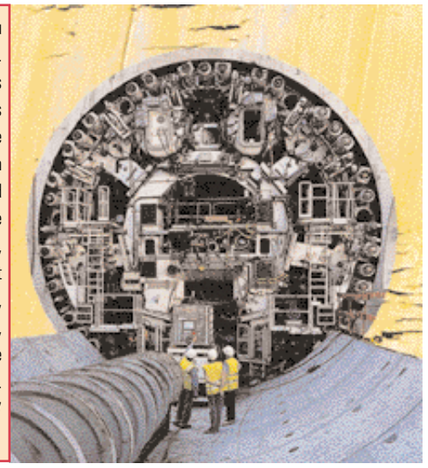
L'étonnante réhabilitation par l'architecte Jean Nouvel de la maison de retraite de la Fondation Cognac-Jay à Rueil : une réalisation SGE, aujourd'hui Vinci.

74.671 habitants

1998 En février, le Conseil d'État annule la concession de l'A86 accordée à Cofiroute.
▼ Le 30 juin, le tronçon de l'A86 desservant le quartier de Rueil 2000 est ouvert.

Le concept inédit du bouclage de l'A86 (tunnel est) : deux niveaux de circulation superposés et indépendants, un dans chaque sens

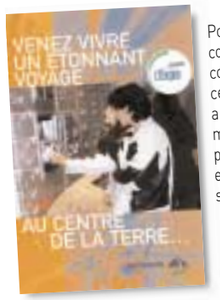
CONCEVOIR DES VOIES EXPRESSES SOUTERRAINES pour desservir les grandes villes est devenu possible depuis que le principe de la structure "LASER" a été imaginé, il y a quelques années, par GTM. Réservé aux voitures légères, ce principe permet un gabarit réduit, des pentes assez fortes, des émergences en surfaces discrètes, une ventilation raisonnable et l'implantation de deux sens de circulation, séparés et superposés dans un tube unique. L'A86 Ouest est le maillon manquant du deuxième périphérique de l'Île-de-France, qui ceinture Paris sur 80 kilomètres. Attendu depuis longtemps, le bouclage en souterrain de l'A86 Ouest est devenu possible grâce aux nouvelles technologies de creusement de tunnels de grand diamètre avec tunnelier. Dès 1988, Cofiroute et ses partenaires ont soumis à l'État un projet innovant de deux voies de circulation superposées, situées dans un même ouvrage. Déclaré d'utilité publique en 1995, le démarrage des travaux à Rueil-Malmaison a lieu en novembre 1996. En février 1998, le Conseil d'État annule la concession à Cofiroute. À la suite de longues péripéties et après un appel d'offres européen, Cofiroute redevient concessionnaire du projet en 1999. Les travaux reprennent l'année suivante. Cofiroute, dont les actionnaires sont Vinci, Colas et Eiffage, est en charge du financement, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du plus important ouvrage routier souterrain actuellement réalisé en Europe. L'ouverture de la première section Rueil-Malmaison-Échangeur A13 est programmée au 3e trimestre 2007 et la seconde section Pont Colbert-Échangeur A13, deux ans après.



D'autres bâtisseurs leaders sur leur marché : l'exemple de Geoxia

GEOXIA EST UN NOM qui fait le lien entre deux univers : celui de la terre avec celui de la performance, de la technologie et de l'innovation. C'est aujourd'hui le premier constructeur français de logements en France devant Nexity, 4M, Bouygues Immobilier et Kaufmann & Broad. Ses origines remontent à 1946 avec la création de Maison Phenix qui cherche à répondre à l'émergence d'une forte demande de reconstruction en démocratisant l'accession à la propriété et en lançant le marché de la construction de maisons individuelles dans le cadre d'un processus d'industrialisation. En 1949, la fondation de Maison Familiale marque la rationalisation du processus artisanal dans le cadre de la construction de maisons traditionnelles. Devenue filiale de la Compagnie Générale des Eaux, elle prend le nom de MI SA à partir de 1993, puis quitte le giron de sa maison mère en 1999.

L'ÉQUIPE DIRIGEANTE DEVIENT ACTIONNAIRE, associée à une filiale de la banque Barclays, Barclays Private Equity France SA. En 2001-2002, MI SA intègre les marques Demeures de la Côte d'Argent, Pavillon Moderne et Maisons Clairlande. Le groupe conforte ainsi sa position de leader. En 2003, Natexis Investissement et Initiative & Finance rejoignent Barclays Private Equity France SA et un cercle élargi de managers au sein de l'actionnariat du groupe. Premier groupe immobilier en France, il se positionne sur l'ensemble des métiers et services liés au logement individuel. En 2004, MI SA réorganise son offre autour de huit marques et de cinq concepts – Industriel, Traditionnel, Bois, "Prêt-à-finir" et "Évolution" – et installe son siège social à Rueil. Le 13 juin 2005, le groupe MI SA "se construit" un nom : Geoxia.



Pour mieux faire connaître et communiquer sur ce projet, Cofiroute a aménagé à l'endroit même où le chantier prend sa source un espace d'animation sur 1.200 m².

De la promotion immobilière à la gestion technique des infrastructures : deux exemples

LE LEADER DE LA PROMOTION IMMOBILIÈRE en France, Nexity, a lui aussi fait l'objet d'une reprise par son management et des actionnaires financiers en 2000. Si une grande partie de ses bureaux sont à La Défense, deux de ses filiales résident à Rueil, 212, avenue Paul Doumer : Nexity Gestion, gestionnaire d'actifs immobiliers tertiaires et Nexity Solutions, qui propose des solutions globales pour l'immobilier.

La société Secma, filiale du groupe Suez est spécialisée dans la gestion des énergies et des services multi-techniques. Installée au 8, rue Henri Sainte-Claire Deville, elle a été créée il y a plus de 45 ans. Son activité principale est la gestion technique et la maintenance des immeubles : bâtiments publics – Ministères de l'Économie, de l'Équipement, Château de Versailles, etc. – ; sites tertiaires comme la tour Maine-Montparnasse ; grands hôtels parisiens – le Crillon, Ambassador, Le Bristol – ; centres de recherche comme le Technocentre Renault de Guyancourt ; espaces verts techniques avec la gestion du Centre technique national Fernand Sastre, à Clairefontaine.

Une nouvelle génération de bâtiments au CTR Renault.

Renault à Rueil : une histoire d'amour qui se poursuit !

L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE DE RUEIL, c'est depuis plus de cinquante ans Renault et son Centre Technique sur la "colline inspirée". En 1986, on l'a vu, les dirigeants de la Régie prennent la décision de fermer le site de Rueil avant 1994. L'idée est de regrouper l'ensemble de la "matière grise" dans un Technocentre moderne, à construire en Région parisienne. Pour les rueillois, c'est une perte sérieuse en emplois et taxe professionnelle ; cependant, une solution à ce départ est vite trouvée : le développement de Rueil 2000. Début 1990, Raymond Lévy, Pdg de Renault, prend du recul et change son fusil d'épaule. Avec la multiplication des modèles – Twingo 1992, Laguna 1993 – le plan de charge croît considérablement et les responsables s'aperçoivent que les effectifs du futur Technocentre de Guyancourt pourraient atteindre 10.000 personnes sur le même lieu, ce qui provoquerait inévitablement des difficultés, liées par exemple à la gestion d'une véritable "ville" et surtout à une forte centralisation syndicale.

SON SUCCESSEUR LOUIS SCHWEITZER, qui prend les commandes du groupe le 27 mai 1992, est une personnalité atypique dans le paysage industriel. Il sera l'architecte du changement de dimension de Renault : privatisation du groupe en 1995, reprise de Nissan en 1999, lancement de la Logan en 2004, etc. Lorsque l'île Seguin ferme ses portes en 1992, le nouveau patron de Renault confirme le fait qu'il n'est pas souhaitable de concentrer l'ensemble de la recherche et les études du groupe dans un seul Technocentre. Le Centre Technique de Rueil est sauvé ! La ville respire et envisage le futur avec une plus grande sérénité. Néanmoins, le CTR doit être restructuré. Philippe Chauvel, le grand patron de la mécanique, décide de rationaliser les activités et de regrouper l'ensemble de la mécanique à Rueil, ce qui n'est pas une affaire simple ! Fin 1994, il fait appel à Dominique Jombart (1945-), ingénieur ENSI, entré à la Régie en 1968 et ancien directeur de l'usine de Cléon, pour piloter cette restructuration d'envergure et diriger l'Établissement de Rueil-Lardy. Ce dernier procède à un état des lieux sur la commune ; outre les bâtiments du CTR qui commencent à dater, Renault occupe toujours l'usine Bernard-Moteurs et a essaimé en s'installant dans les anciens bureaux de Léonard Fashion, avenue Georges Pompidou, mais aussi avenue Paul Doumer.

1998 ▼ Agfa-Gevaert regroupe ses activités de Suresnes à Rueil.
Création de l'association "Innover à Rueil" par le SAE.

1999 ▼ Jumelage avec Boukhara en Ouzbékistan.
Ouverture du tronçon de l'A 86 entre le Pont de Chatou et le carrefour de la Jonchère.

Renault succède à Saunier Duval route de l'Empereur, en 1996.

ALORS QUE LE TECHNOCENTRE DE GUYANCOURT est sur le point de devenir opérationnel, il est décidé de rénover complètement certains bâtiments de Rueil, afin d'harmoniser le site de la mécanique et le nouveau pôle de Guyancourt. Parallèlement, les déménagements à Boulogne-Billancourt se poursuivent et Renault part à la recherche de mètres carrés de bureaux en Région parisienne. C'est ainsi que le constructeur va s'installer, route de l'Empereur, dans les locaux de l'ancien siège social de Saunier Duval Electricité, qui vient de franchir le Mont Valérien pour s'implanter à Suresnes. Avant d'intégrer ces bureaux, loués à une compagnie d'assurance, le constructeur décide la restructuration complète des bâtiments. En 1996, c'est plus de 700 personnes de l'ingénierie mécanique qui viennent prendre possession des lieux dans l'attente de la réhabilitation des bâtiments du CTR. L'histoire d'amour avec Rueil connaît une seconde idylle.

LA MÊME ANNÉE, LES DERNIERS BANCS ESSAIS MOTEURS sont déménagés au Centre Technique de Lardy, qui se consacre aux essais des véhicules et de leurs organes mécaniques. L'usine Bernard-Moteurs vit ses dernières heures de gloire et sert de plateaux-projets pour les nouveaux moteurs jusqu'à sa fermeture définitive et la remise des clés du site à la ville, le 6 juin 2000. En adoptant le slogan "Renault, moteur d'idées depuis 100 ans", le groupe fête son centenaire en 1998 et inaugure son Technocentre de Guyancourt, qui rassemble 7.500 personnes. La même année, les travaux du Centre Technique de Rueil sont lancés et s'achèveront en mai 2000. C'est une rénovation complète de plusieurs bâtiments, qui s'accompagne d'une véritable action de communication en interne : journal des travaux, planification des transferts, etc. Les nouveaux bâtiments du CTR A2 et A3, cœur de la "matière grise", inaugurés le 10 octobre 2000 en présence de Jacques Baumel, peuvent accueillir 1.200 personnes. Ils regroupent notamment les équipes projets qui étaient localisées temporairement route de l'Empereur depuis 1996. Très rapidement, la Direction du Service de Renault regroupant toutes les activités d'après-vente intègre à son tour la route de l'Empereur. En 2001, dans le cadre d'une politique de développement durable, le CTR est certifié ISO 14001.

Les bâtiments A2 et A3 du CTR sont inaugurés le 10 octobre 2000.

EN 1999, RENAULT REPREND NISSAN ET LOUIS SCHWEITZER place à la tête de l'entité nippone Carlos Ghosn. Le 29 avril 2005, il fera de ce dernier son successeur à la tête de Renault. En 2001, le japonais Kazumasa Katoh est nommé au poste de directeur de la mécanique et devient le nouveau directeur du Centre Technique de Rueil. Il apporte toute son expérience en matière de motorisation. Aujourd'hui, le Centre Technique de Rueil, c'est 2.500 personnes de la Direction de l'Ingénierie Mécanique (DIM), qui font partie de l'Établissement Rueil-Lardy. La DIM regroupe les métiers d'études chargés du développement des organes mécaniques, soit : 1/ la conception et le développement des nouveaux moteurs et boîtes de vitesses de la gamme Renault ; 2/ l'amélioration de la qualité des nouveaux moteurs ; 3/ la politique d'innovation. Sur ce point, les dernières recherches portent, en particulier, sur le compactage et la compacité des moteurs – appelé le downsizing – ainsi que sur les questions essentielles de respect de l'environnement.

De nouvelles motorisations mises au point au Centre Technique de Rueil

DURANT LA PÉRIODE 1995 À 2005, Renault fournit un gros effort de recherche en matière de renouvellement de ses motorisations : à essence, le constructeur passe progressivement aux 16 soupapes en série sur tous les modèles, et 24 sur les 6 cylindres ; en diesel, il adopte la technologie du "common rail" ou rampe commune. Ce renouvellement des groupes motopropulseurs (GMP) participe d'un souci d'efficacité, d'agrément de conduite et de respect de l'environnement avec réduction des émissions sonores et de particules. Les recherches se focalisent sur l'amélioration des systèmes de combustion, donc des rendements énergétiques des moteurs. Une des voies de recherche choisie consiste à réduire la taille des moteurs, donc des cylindrées, tout en conservant les mêmes performances : c'est l'approche de l'éco-suralimentation ou "downsizing", qui consiste à suralimenter le moteur en introduisant une quantité d'air supérieure dans le cylindre. Il impose d'ajouter plusieurs équipements au moteur, en particulier un turbocompresseur couplé parfois à des systèmes de distribution variable.

Kazumasa Katoh.

Kazumasa Katoh : un Japonais à la tête de l'ingénierie mécanique de Renault

POURRIEZ-VOUS NOUS TRACER EN QUELQUES LIGNES VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL JUSQU'À VOTRE NOMINATION À LA TÊTE DU CENTRE TECHNIQUE DE RUEIL (CTR) ?

"Diplômé de l'université nationale de Yokohama en chimie, je suis entré chez Nissan en 1972. Après deux expériences aux États-Unis de 1977 à 1980, puis de 1989 à 1994, je suis nommé, à mon retour au Japon, responsable général du département de l'ingénierie des moteurs. Je rejoins ensuite la France et Renault pour prendre la Direction de l'Ingénierie Mécanique (DIM), en mai 2001. Je suis le seul Japonais à faire partie du Comité Exécutif et du Comité de Direction de Renault".

AU JAPON, EXISTE-T-IL LE CONCEPT "D'ENTREPRISE CITOYENNE", À L'IMAGE DE RENAULT, À RUEIL, DEPUIS CINQUANTE ANS ?

"Le concept de "Citizen Corporate" existe bien évidemment au Japon. C'est une priorité de Nissan. Par exemple, chaque site organise, une fois par an, une opération "porte ouverte" pour que les familles et les citoyens en général puissent se familiariser avec les différentes activités. Par ailleurs, dans leur travail quotidien, les employés sont en relation étroite avec les services des pompiers, de la police, de la voirie, etc".

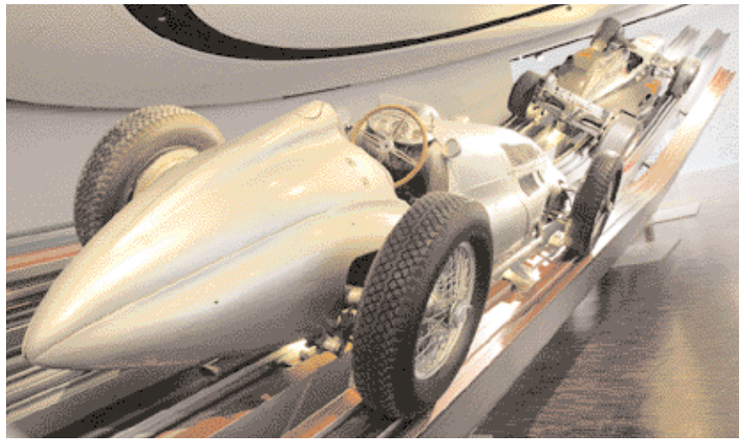
QUELLES SONT LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE DE LA DIRECTION DE L'INGÉNIERIE MÉCANIQUE RENAULT ?

"Nous avons trois grands objectifs : nous conformer aux futures normes de réglementation en matière d'émissions polluantes, poursuivre notre démarche de diminution de la consommation et enfin donner encore plus de plaisir de conduite à nos clients. Concrètement, nous devons renforcer notre expertise en matière de combustion, pour les moteurs diesel comme essence. Dans le domaine de la dépollution, nous développons nos connaissances en chimie des dépôts catalytiques et des matériaux supports de nos systèmes. Pour répondre à l'augmentation de la part de l'automatique dans la mécanique, nous travaillons à une nouvelle approche du contrôle moteur et de ses métiers. Enfin, Renault réfléchit à la possibilité d'introduire dans sa gamme des groupes motopropulseurs hybrides, composés d'un moteur et d'une boîte de vitesse, mêlant combustion interne et électrique".

Un exemple de développement durable et d'entreprise citoyenne : le 23 septembre 2003, la mairie de Rueil, représentée par Jean-Pierre Didrit, maire-adjoint, et l'entreprise Renault ont signé la première convention sur la qualité de rejet des eaux usées.
En effet, Renault est la plus importante entreprise de la ville mais aussi le plus gros consommateur d'eaux usées avec 40.000 m³ par an. Ce traitement est un véritable souci pour les villes ; il s'agit de pré-traiter les eaux pluviales avant de les envoyer dans le réseau communal, puis dans la Seine.

1999 Azlan France s'installe dans la tour Albert 1er.
▼ Labo fusionne avec Fuchs Lubrifiants Auto : naissance de Fuchs Labo Auto SA.

2000
▼ Rueil 2000 est rebaptisée Rueil-sur-Seine.



L'histoire d'une grande marque au Mercedes Center de Rueil.

RENAULT N'EST PAS LE SEUL CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE À RUEIL. Après le départ de Ford France à Saint-Germain-en-Laye, c'est Daimler-Chrysler qui choisit Rueil pour installer son "Mercedes-Benz Center", sur le lieu même de l'ancien siège social de Ford France, à côté de l'A 86 et au pied de la Jonchère. C'est à l'initiative de François Le Clec'h (1945-), directeur général de Daimler-Chrysler France et premier adjoint au maire de Rueil en charge des finances, que ce lieu d'exposition, l'un des plus vastes d'Europe, ouvre ses portes au public, le 19 mars 2005, après son inauguration en présence de nombreuses personnalités, le 8 mars. Il constitue le "plus beau joyau de l'écrin" de la marque à l'étoile en France. Clair et transparent, le bâtiment très novateur avec sa tour de verre sur trois niveaux, construit par Vinci, permet aux visiteurs, clients, passionnés ou simples curieux, de découvrir l'univers et le savoir-faire de la marque. L'intégralité de la gamme des voitures particulières est exposée, soit un total de cinquante modèles, y compris les versions AMG et les fabuleuses Maybach et SLR McLaren. Plus de 80 voitures sont disponibles aussi à l'essai. Dans la "Tour", au rez-de-chaussée, une exposition permanente retrace les riches heures de l'histoire de Mercedes, à quelques pas du bar et du restaurant où il fait bon flâner...

Hauts-de-Seine Matin

L'événement

La vitrine européenne de Mercedes à Rueil

L

LE GROUPE DAIMLER-CHRYSLER EST NÉ DE LA FUSION, le 17 septembre 1998, de l'allemand Daimler-Benz et de l'américain Chrysler Corporation. En France, la fusion entre Mercedes-Benz France et Chrysler France est officielle le 1er avril 1999, et donne naissance à Daimler-Chrysler France. L'histoire proprement dite de Mercedes dans l'hexagone remonte au début du vingtième siècle lorsqu'un importateur niçois des automobiles Daimler, un certain Jellinek, donne à sa fille le nom d'un modèle Daimler destiné à la compétition : Mercedes. Soixante-huit ans plus tard, le 10 juillet 1970, naît la filiale Mercedes-Benz France, avec siège social à Rocquencourt. Mais, depuis 2005, c'est à Rueil que la fameuse étoile Mercedes brille de mille feux !

Jacques Baumel pose la première pierre du Mercedes Center, entouré de ses deux adjoints à la mairie, François Le Clec'h, également directeur général de Daimler-Chrysler France, et André Cros.

Rueil-Export : une ouverture sur l'international

CRÉÉE À LA FIN DE L'ANNÉE 1993, à l'initiative de Jacques Baumel, Rueil-Export est une association régie par la loi de 1901. Son objectif est d'aider les PME/PMI de Rueil-Malmaison et des environs à effectuer leur première approche des marchés étrangers ou à développer leur volume d'affaires à l'international en abordant de nouveaux marchés. Rueil-Export est dotée d'un Comité de Parrainage, composé de grandes entreprises basées à Rueil-Malmaison et présidé par l'Institut Français du Pétrole. Grâce au soutien de ces entreprises, Rueil Export peut favoriser ou réaliser une forme de portage, et développer considérablement son champ d'action. Son action a été reconnue par les principaux acteurs du commerce international, et Rueil-Export a reçu le label "Partenariat France". L'Association a également conclu des accords de partenariat avec différents organismes privés ou publics. Elle est présidée par Michel Delannoy.

2000 ▼ Schneider Electric rejoint Rueil en lieu et place de Shell.
Les travaux de rénovation du Centre Technique de Rueil s'achèvent en mai.
Début des travaux de creusement du tunnel de l'A. 86 sous la Jonchère.
Fermeture du site Bernard Moteurs/Renault et de la blanchisserie Poulard.

Avec l'avènement progressif du grand quartier d'affaires de Rueil 2000, l'action économique prend à Rueil un relief nouveau. Au début des années 1990, sur fond de crise, la ville se mobilise pour apporter des solutions au chômage des cadres et favoriser la création d'entreprise. Progressivement, elle crée des structures dédiées aux différents types d'entreprises présentes sur son territoire, et développe son dispositif d'accueil. L'enjeu est clair : dans une économie locale qui achève sa mutation tertiaire, il faut que les entreprises viennent à Rueil, mais aussi qu'elles y restent, et l'équipe du Service du Développement Économique (SDE) est toute entière mobilisée autour de cet objectif. Depuis sa création en 1983, ce service a mis en œuvre une méthode de travail et une philosophie d'action, toutes deux porteuses de résultats. À tel point qu'il fait figure de précurseur auprès des nombreuses villes qui abordent la gestion de leur développement économique local depuis peu.

Rueil, ville pionnière pour son action économique

1988-1999 : déploiement d'une action économique locale structurée et exigeante

L'équipe du Service des Activités Économiques en 1992 : de gauche à droite, Martine Ranouil, Raymond Deconinck, Marie-Madeleine Robilliard et André Cros.

Au fil des années, l'implication des entreprises dans les manifestations initiées par le Service alors appelé "des Activités Économiques" (SAE) se fait plus grande. Lors des 5e Rencontres "Rueil Entreprises" en novembre 1988, les rueillois sont invités à visiter une usine de montage Ford en Belgique, une biscuiterie Bahlsen à Noyon, et la Grande Arche de La Défense avec France Construction. Les élèves de terminale peuvent dialoguer avec Sogea, la Société Générale et Sandoz au cours de la journée des métiers. Deux colloques sont organisés, selon une thématique souhaitée par les petites et moyennes entreprises de Rueil ; l'un d'eux, "La gestion des ressources humaines dans l'entreprise", est entièrement piloté par M. Dejean, directeur des ressources humaines d'UPSA, qui a obtenu la participation de ses homologues de grandes entreprises de Rueil.

Au mois de juin 1988, le SAE se dote d'une directrice, Martine Ranouil, chargée de le structurer et de le développer. Elle s'attelle en priorité au recrutement d'une équipe solide et de confiance, soudée autour du projet de service défini avec André Cros, devenu maire-adjoint délégué aux activités économiques. En se professionalisant, l'action du service gagne en légitimité auprès des entreprises, bien sûr, mais aussi au sein de l'équipe municipale. D'autant plus que les enjeux sont réels : il faut absolument "réussir" Rueil 2000, qui compte déjà cinquante entreprises en octobre 1990, et se tenir prêt à affronter les années de crise qui s'annoncent. L'ambition est rien moins que de "participer à l'éclosion et au développement d'un véritable esprit d'entreprise à Rueil". Interviewé en 1990, A. Cros déclare : "Les aides des collectivités locales pour les entreprises sont de plus en plus sophistiquées (...). Il ne s'agit plus simplement de mettre à disposition des terrains viabilisés, de se battre sur les prix ou les exonérations de taxes professionnelles. Pour attirer les entreprises, il faut des structures d'accueil et un environnement privilégié". Ce à quoi le SAE va s'employer activement.

En 1993, le chômage des cadres atteint des niveaux inquiétants. M. Ranouil et son équipe voient se présenter dans leurs nouveaux bureaux, au premier étage de la mairie, des cadres de haut niveau, parfois des dirigeants de sociétés, souvent totalement désemparés, confrontés à une perte d'emploi subite. Comment leur apporter une aide concrète ? A. Cros et quelques chefs d'entreprise imaginent le concept de "Coup de Pouce", une association dédiée à l'accompagnement à la création d'entreprise. Son originalité réside dans l'implication de bénévoles aux compétences reconnues, anciens dirigeants de sociétés ou cadres retraités, qui apportent gracieusement, sous la conduite de l'équipe du SAE, leurs conseils financiers, juridiques, commerciaux et marketing aux créateurs d'entreprise qui les consultent.

2000 Ouverture du Parc de la Micro Entreprise (PME), le 3 janvier.
Premier "Futura".
▼ Jumelage avec Avila en Espagne et Oeiras au Portugal.

C'EST AINSI QUE VA SE CONSTITUER autour du SAE un noyau de bénévoles impliqués dans une action structurée, formés à la méthodologie "Coup de Pouce", donnant une extension inattendue et peu coûteuse au service public : les dossiers sont examinés pour en mesurer la viabilité, les forces et les faiblesses, puis chaque créateur potentiel est pris en charge par un accompagnateur ; le binôme travaille pour finaliser le projet (études de marché, plan de financement, etc.), assisté par un juriste et un expert-comptable qui valident. Le 24 janvier 1995, lorsque Coup de Pouce fête son premier anniversaire, le bilan est déjà parlant : 150 demandes de rendez-vous, 40 sociétés créées dont 20 avec Coup de Pouce, 60 dossiers en cours d'examen, 50 projets réorientés. De plus, 70 sociétés rueilloises parrainent ces jeunes entreprises pour leur permettre de réussir leur décollage, en mettant à leur disposition des moyens concrets. Chaque créateur reçoit, à cette époque, un téléphone-fax. Un an plus tard, 90 projets au total auront abouti. En avril 2005, l'association Coup de Pouce a fêté son millième porteur de projet accompagné.

La promotion Coup de pouce en février 2000.

APRÈS CE COUP D'ESSAI MOTIVÉ par la nécessité, A. Cros et son équipe vont poursuivre la construction de structures d'accueil pour les entreprises de Rueil, l'idée étant que chacune d'entre elles, quelle que soit sa taille, puisse intégrer celle qui lui convient. L'association "Entreprendre à Rueil", réseau destiné aux entreprises de moins de 50 salariés, est fondée le 21 mars 1996. Elle a pour vocation de favoriser les synergies entre les PME en les faisant se rencontrer au cours de clubs-contacts ou de réunions de conjoncture organisés pour elles : libre à chacun de prendre des contacts commerciaux ou de partager des informations ou des expériences. À la fin de l'année 1996, Entreprendre à Rueil compte 120 adhérents sur un potentiel de 300. Puis, c'est au tour des grandes entreprises de plus de 100 salariés d'avoir leur structure : l'idée est dans l'air dès 1996, et l'association "Innover à Rueil" naît officiellement le 5 novembre 1998, avec d'emblée quinze membres. Chaque entreprise participante verse une cotisation – aujourd'hui 1.500 euros par an – qui sert à financer des actions citoyennes collectives, décidées en commun. Ainsi, leur engagement vis-à-vis de la municipalité est clairement défini ; un dialogue franc, ouvert et collectif peut s'engager, dans un esprit de partenariat réel avec le SAE. Parallèlement, entre 1995 et 2000, le Club Projective, réservé aux dirigeants des grandes entreprises rueilloises, organise des rencontres thématiques avec des décideurs du monde économique, afin de nouer un dialogue de haut niveau : Xavier Emmanuelli, Bernard Bosson, Nicole Fontaine, Gilles de Robien, etc. seront parmi les invités.

Les structures d'accueil des entreprises à Rueil en 2005

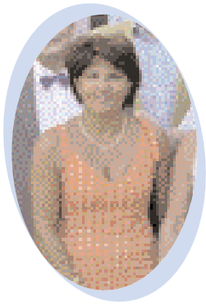
INNOVER À RUEIL : 60 adhérents sur un potentiel de 70 entreprises ;

ENTREPRENDRE À RUEIL : 200 adhérents sur un potentiel de 790 entreprises ;

COUP DE POUCE : 188 créations d'entreprises entre 1993 et juin 2005, avec un taux de mortalité de l'ordre de 10 %, et un taux de sédentarisation à Rueil depuis 1993 que l'on peut estimer à 50 %. Si l'on compare les chiffres de 1999 à ceux de juin 2005, on observe que Coup de Pouce a reçu 50 % de personnes en moins pour 50 % de création d'entreprises en plus en 2005 : le processus s'est vraiment professionnalisé ! La création d'entreprise se porte prioritairement sur les services aux personnes et aux particuliers.

Le Service du Développement Économique (SDE) : une équipe réunie par une même philosophie

André Cros.


Martine Ranouil.

L'équipe permanente du SDE : de gauche à droite, Françoise Sudre, Alexandra François, Thierry Goeres, Martine Ranouil, Brigitte Durliat, Sylvie Gobert, Marie-Hélène Pinon.

LE SDE DE RUEIL-MALMAISON, c'est d'abord l'addition de deux personnalités complémentaires, qui forment un tandem gagnant depuis dix sept ans : André Cros, élu, chef d'entreprise et homme de conviction, et Martine Ranouil, responsable opérationnelle à l'enthousiasme communicatif. Ensemble, ils ont construit avec patience et opiniâtreté, dans le respect de l'intérêt général et de l'argent public, avec pour principal objectif d'intégrer le "citoyen-entreprise" à sa juste place dans la Cité. Loin de se reposer sur leurs acquis, ils avouent être "toujours en train d'imaginer des choses nouvelles, c'est notre carburant".

ANDRÉ CROS (1939-) : UN ENTREPRENEUR DANS LA CITÉ

Originaire du sud-ouest, André Cros passe sa jeunesse à Saint-Maur-les-Fossés et à Maisons-Alfort. Son Doctorat de Sciences Economiques en poche, il débute sa vie professionnelle chez Sud Aviation à Suresnes et s'intéresse très tôt à la vie de la cité. Directeur général à 28 ans de Sitraco, filiale de Schwartz-Haumont installée à Rueil, il découvre Rueil en 1969 et y emménage. Giscardien, déjà très soucieux d'économie locale, il rejoint J. Baumel dans le Comité d'Expansion Économique qu'il a créé et fait partie de la première "équipe Baumel" dès 1971. Successivement conseiller municipal chargé des relations avec les industriels, adjoint puis maire-adjoint chargé du développement économique de Rueil en 1986, il n'a de cesse de faire émerger la dimension économique au sein de l'action municipale et contribue à créer un service dédié. Entre-temps, il quitte le groupe Saint-Gobain pour monter à Rueil en janvier 1984 sa propre entreprise, Acoustique et Conseil, sur le créneau très pointu et nouveau à l'époque de la lutte contre le bruit. Depuis mars 2001, il est maire-adjoint délégué au développement économique et à la politique de l'emploi. Depuis plus de vingt ans, il a été soutenu dans son action par les conseillers municipaux suivants : Anne Créau Dubrisay, Rita Demblon-Pollet, Anne Rouby, Marie-Madeleine Robilliard, Raymond Deconinck, Jean-François Morlier, Philippe Trotin et Dominique Vuillot.

MARTINE RANOUIL : UNE PROFESSIONNELLE PASSIONNÉE

Mère de deux enfants et rueilloise depuis 1977, Martine Ranouil, après des études littéraires, a débuté sa vie professionnelle dans le privé. Jusqu'au jour où, s'étant impliquée pendant huit ans dans l'action associative locale, elle éprouve l'envie d'aller plus loin en travaillant dans "sa" ville : elle dépose son CV à la mairie, et, en juin 1988, la secrétaire générale de la mairie la recrute pour animer et développer le Service des Affaires Économiques. M. Ranouil découvre les arcanes de la vie politique et de l'administration municipale. Pour conduire cette mission nouvelle, il n'existe aucune formation ni manuel de référence... Deux ans lui seront nécessaires pour faire ses premières armes, apprenant à travailler avec son élu, mesurant son rayon d'action, structurant son service. Le constat est clair : dans sa mission, tout est à inventer. Ce qu'elle fait avec un enthousiasme et une efficacité qui lui vaudront de recevoir successivement la Médaille de la ville en 1996 et l'Aigle de la ville en 2002. Elle conçoit son rôle comme celui d'une technicienne, complémentaire de la vision de l'élu. Comme un animateur d'équipe aussi, capable d'écouter le terrain, de donner vie à des idées et d'être force de proposition.

LE SDE : UNE ÉQUIPE STRUCTURÉE COMME UNE ENTREPRISE

Aux côtés des élus – André Cros, maire-adjoint, Anne Créau-Dubrisay et Anne Rouby, conseillères municipales – l'équipe du SDE est composée de sept personnes, dont Martine Ranouil, directrice, de quinze bénévoles parrains-accompagnateurs-experts et de quinze chefs d'entreprises membres des conseils d'administration d'Entreprendre à Rueil et d'Innover à Rueil. Soit 30 personnalités extérieures sur un total de 40 personnes. Ce qui en fait un des plus petits services municipaux en effectif salarié et permet de développer des missions de service public de façon peu coûteuse. Chaque mission est désormais portée par un responsable expert dans son domaine, selon des pôles "métier", exactement comme dans une entreprise. Au sein de l'équipe, l'addition de personnalités différentes, également impliquées dans un projet commun quel que soit leur statut, et travaillant dans un esprit chaleureux et professionnel, est porteur d'une grande richesse qui transparaît à l'extérieur.

2001 Inauguration du Conservatoire des Arts du Jardin, situé boulevard Solférino dans une ancienne ferme.
Inauguration de l'Atelier Grognard.
Jumelage avec Fangshan en Chine.

L'émergence de ces structures au milieu des années 1990 marque une étape nouvelle dans les relations du SAE avec "ses" entreprises : le service de Martine Ranouil a fait la preuve de sa réactivité et de son professionnalisme, qui n'a rien à voir avec l'idée a priori négative que tout chef d'entreprise se fait d'une administration municipale. La confiance est acquise, les acteurs en présence sont des partenaires qui s'apportent mutuellement. Installé dans ses murs au 16, avenue de la République, le service aborde alors une nouvelle phase de sa mission : faire rester les entreprises à Rueil, et pour cela mener une politique d'insertion locale. La création du SVP Entreprises correspond à cette volonté d'apporter des services concrets sous une forme moderne et accessible.

1999-2005 : le temps de la reconnaissance et des nouveaux défis

L'année 1999 démontre la réussite du travail de fond accompli depuis dix ans par l'équipe du SAE, la vitesse de croisière est atteinte : les sociétés fraîchement installées ou recomposées représentent pour cette seule année 5.000 emplois de plus sur le territoire communal, soit plus de 13 % par rapport à 1998. Parmi elles, Costa Croisières, Yacco, Péchiney emballages, Pepsi, Azlan, AstraZeneca, du "tout tertiaire". Au titre des bonnes nouvelles, la décision de Renault de conserver son site de la route de l'Empereur, Dunlop qui rejoint Goodyear ; mais que fera Ford, qui cherche à regrouper toutes ses marques sur un même lieu ? L'américain Bristol-Myers Squibb est attendu si la DATAR le veut bien, Oracle et ses 2.000 salariés aussi… Vitesse de croisière ne veut pas dire sérénité ! Les combats de toujours continuent – il faut "vendre" l'offre rueilloise, obtenir les autorisations d'implantations – et, à nouveau, le SAE doit réinventer son métier pour faire face à la mobilité accrue des entreprises. Quelle que soit la qualité du relationnel tissé avec un dirigeant d'entreprise et les qualités du site de Rueil, les réalités économiques ou une décision venue du siège mondial peuvent à tout moment faire disparaître des centaines d'emplois en quelques mois. La mondialisation est un accélérateur puissant de ce phénomène, et l'action économique locale se trouve bien démunie pour l'affronter.

Une tradition annuelle : la ville reçoit ses entrepreneurs (2005).

La délégation chinoise du district de Fangshan autour de Philippe Trotin, adjoint aux Affaires européennes.

Seule reste l'opiniâtreté d'une équipe, présente pour accompagner les départs d'entreprises, et qui anticipe en préparant le lendemain avec six mois d'avance. Mais aussi pour déployer des dispositifs d'accueil toujours plus séduisants et sophistiqués, très en amont : par exemple, la Coface, dont l'arrivée est programmée au quatrième trimestre 2005, est déjà intégrée en mai 2005 au Rallye des entreprises, ses salariés ont reçu des documents d'accueil pour préparer leur arrivée à Rueil. Cette professionnalisation de l'accueil des entreprises, qui doivent se sentir attendues dans la ville, est une des évolutions récentes des missions du service, qui a été rebaptisé à l'été 2002 "SDE" : Service du Développement Économique, une dénomination qui se veut plus prospective et à la hauteur des nouveaux enjeux.

Désormais, Rueil et son SDE sont entrés dans une économie de renouvellement : il faut gérer au mieux le turn-over des entreprises tertiaires, par définition plus mobiles que les industriels et leurs outils de production. Il faut aussi préparer la modernisation ou la reconversion des bâtiments d'activité construits il y a 30 ou 40 ans, car les nouveaux emplacements sont devenus rares. L'implosion de la tour Corosa, le 15 juin 2003, est à ce titre symbolique, tout comme la destruction annoncée de l'usine Télémécanique avenue de Chatou. Autre grand chantier pour les responsables économiques locaux : l'ouverture vers l'international. Déjà entre 1995 et 2001, une mission économique avait été conduite en Virginie. Depuis janvier 2002, le SDE est parti à la conquête du marché chinois, en favorisant des actions de portage dans le district de Fangshan, à 20 kilomètres au sud-ouest de Pékin. Comme l'explique M. Ranouil, "l'idée est de permettre aux PME de la ville qui le souhaitent de bénéficier de l'aide logistique de cinq grandes entreprises rueilloises implantées à Pékin – Accor, Degrémont, l'IFP/Axens, Schneider Electric et Vinci – afin de pénétrer le marché chinois et d'y développer leurs actions commerciales". Déjà, la faisabilité d'échanges économiques avec la Lettonie est à l'étude.

La mise en relation et l'entraide entre sociétés rueilloises sont devenues les leitmotive de l'action du SDE : les réseaux existent, il faut les dynamiser en établissant des passerelles entre eux. Les chefs d'entreprises sont demandeurs, toujours à la recherche de partenaires locaux ou de nouvelles opportunités commerciales. En 2003, cinq PME membres d'Entreprendre à Rueil ont apporté leur aide sous forme de parrainage et d'accompagnement à six des jeunes créateurs d'entreprise de Coup de Pouce. Il n'y a pas de taille critique pour s'entraider ! Autre rapprochement, très stratégique celui-ci : l'économie et l'emploi, réunies depuis le printemps 2005 au sein d'une seule et même délégation municipale, "Développement Économique et Politique de l'Emploi", sous la responsabilité politique d'A. Cros. Cette interaction logique va permettre aux différents acteurs que sont la Maison de l'Emploi, l'ANPE, le SDE et ses réseaux d'entreprises de mieux coordonner leurs efforts et leurs actions.

2001 L'IFP crée la filiale Axens, installée au siège de Schneider Electric.
La société d'ingénierie pétrolière Litwin s'installe au 13-15, rue Édouard Manet.
Kazumasa Katoh, directeur de la mécanique de Renault, devient le nouveau directeur du Centre Technique de Rueil.

2002 Inauguration de la Médiathèque Jacques Baumel, œuvre de l'architecte Paul Chemetov.

Le Parc de la Micro Entreprise (PME) : une nouveauté en matière de gestion

OUVERT LE 3 JANVIER 2000, ce PME n'est pas une pépinière d'entreprises classique. Son originalité réside dans sa gestion atypique. La commune, propriétaire du bâtiment – au 6, rue Lionel Terray, ancien siège social de la General Foods – en a confié l'exploitation à des personnes privées, pour un bail de douze ans. Ainsi, la ville ne risque pas d'éponger la moindre perte. Cette réalisation fait partie d'une véritable stratégie de développement économique à Rueil, qui cherche à répondre à l'évolution économique locale et nationale. Le taux d'occupation du PME est passé de 53 % la première année à 97 % en 2005, soit 89 bureaux loués sur 92 ! Pour récompenser cette opération réussie, Rueil a reçu le "Trophée 2000" de Paris Île-de-France décerné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de la ville de Paris.
Dans le but de compléter ce dispositif original, la ville encourage le développement de centres d'affaires privés, au nombre de huit à ce jour. Le succès rapide du principe donne de nouvelles idées au SDE, qui cherche d'une part à rééquilibrer l'activité économique vers un secteur secondaire respectant l'environnement en matière de pollution et nuisances et, d'autre part, à créer de nouveaux emplois dans des secteurs différents et nouveaux. Le premier Parc de la Micro Industrie (PMI) a ouvert ses portes en octobre 2005 au 14, rue Auguste Neveu sur 1.500 m² ; un second projet de 2.500 m² est en réflexion sur l'ancien site Bernard-Moteurs. Le premier est une initiative privée fortement encouragée par la ville, tandis que le second est une volonté publique.

La Maison de l'Emploi de Rueil : une structure pionnière et un concept qui fait école

SON ANCIENNETÉ EN FAIT LA TOUTE PREMIÈRE DES MAISONS DE L'EMPLOI EN FRANCE. Fondée en tant que MIFE (Maison de l'information sur la formation et l'emploi) dès 1989, elle adopte son nom actuel en 1994, avec un statut de Groupement d'intérêt public (GIP), alors novateur. Installée rue Jean Edeline dans l'ancienne blanchisserie Gass entièrement rénovée, la Maison de l'Emploi de Rueil est, selon sa présentation "un lieu unique où travaille, en synergie, tout un ensemble d'acteurs : services de l'État, collectivités territoriales, villes de Rueil-Malmaison, Garches, Saint-Cloud et Vaucresson, ANPE, Conseil Général des Hauts-de-Seine, Conseil Régional d'Île-de-France, entreprises, organisations professionnelles et consulaires, etc.". Son mot d'ordre est simple : "la cohésion sociale au service de l'emploi !". Elle a un lien contractuel avec la Maison de l'Emploi de Nanterre.
La notoriété de la Maison de l'emploi de Rueil est telle, qu'elle a servi de modèle lors de la conception du plan de cohésion sociale du Gouvernement. Le 31 janvier 2005, le ministre français délégué aux Relations du travail, Gérard Larcher, et son homologue britannique Alan Johnson, rendent visite, en présence du Préfet, à cette structure pionnière. Guidés par Patrick Ollier, André Cros et Marie-Pierre Establie, sa directrice, ils découvrent son fonctionnement et la raison pour laquelle elle inspire les 300 nouvelles Maisons de l'Emploi, qui vont être créées dans le cadre du plan du ministre Jean-Louis Borloo. Pour mieux répondre aux défis de la lutte contre le chômage, et sous la houlette d'André Cros, maire-adjoint Délégué aux affaires économiques et à la politique de l'emploi, elle se réorganise actuellement afin d'être en mesure d'intensifier encore plus les contacts entre les demandeurs d'emploi et les entreprises locales.
La Maison de l'Emploi a été, en 1996, à l'origine de la création d'un club regroupant les entreprises rueilloises qui souhaitaient faire un effort particulier en matière d'insertion par l'emploi de personnes en difficulté. Son président, Henri Gruhier, actuellement Directeur des ressources humaines d'Axens, après avoir investi beaucoup de temps dans le lancement du club, continue à s'impliquer à titre personnel et bénévole, parmi d'autres responsables d'entreprises, dans des actions de parrainage individuelles. Sa dernière mission d'accompagnement en date, auprès d'un ingénieur, a duré huit mois.

Un haut lieu de l'histoire économique à Rueil : d'abord blanchisserie Gass, puis locaux de Riber, aujourd'hui Maison de l'Emploi.

En visite à la Maison de l'emploi de Rueil le 31 janvier 2005, le ministre français délégué aux Relations du travail, Gérard Larcher, son homologue britannique Alan Johnson, et Patrick Ollier, Député-Maire de Rueil (de gauche à droite).

Un politique d'événements fédérateurs : l'émulation et la communication par l'action

Le Rallye des entreprises réunit chaque année plus d'une centaine d'équipages.

Futura 2004 au Novotel Atria.

EN 1990, LE FORUM DES ENTREPRISES, ou Quinzaine économique de Rueil, créé près de dix ans avant, commence à "ronronner". André Cros le transforme en Rallye des entreprises, ouvert aux rueillois réunis en équipages, qui parcourent la ville et ses entreprises à la recherche d'indices et de bonnes réponses. Succès... et déclic ! Pour intégrer le citoyen-entreprise dans la ville, il faut le faire connaître, donner de lui une image accueillante, le faire s'ouvrir à la population. Quinze ans après, le doyen des événements économiques rueillois est devenu une institution : les participants sont de plus en plus nombreux, et lorsque son créateur envisage de l'arrêter, il est accueilli par un tollé de protestations. Voilà une idée simple en apparence, peu coûteuse pour les entreprises et la collectivité, à fort impact local, une "vraie bonne" idée pour faciliter l'accès de tous au monde économique. L'esprit sportif et festif était auparavant mis à l'honneur dans le cadre des Olympiades des entreprises, où les équipes de sociétés rueilloises s'affrontaient dans des compétitions amicales : un événement qui n'a plus lieu aujourd'hui, mais qui n'est pas forcément définitivement abandonné.

AUTRE TEMPS FORT DE L'ANNÉE ÉCONOMIQUE À RUEIL, le forum Futura. En 2000, Jacques Baumel souhaite que chaque service municipal réalise quelque chose d'exceptionnel dans son domaine. Le SDE imagine Futura, une version moderne et thématique de la quinzaine économique, placée sous le signe des nouvelles technologies et de l'innovation industrielle. Les entreprises s'ouvrent à la visite, organisent des conférences et des mini-colloques. Devant le succès rencontré – 4.000 participants – Futura est pérennisé. L'édition 2001 traite du développement économique et de la formation professionnelle, l'édition 2002 des jeunes dans l'entreprise. En 2004, le SDE et la mission aux affaires européennes montent ensemble un Futura dédié à l'Europe, ou chaque entreprise participante accueille une ambassade et sa délégation économique, donnant un relief particulier à l'événement. Lors du dîner de clôture, les bacheliers avec mention, invités par les entreprises petites et grandes, reçoivent un chèque de 150 euros offert par Innover à Rueil. Le thème abordé en 2005 par Futura parle de lui-même : "Remettre l'homme au cœur de l'entreprise".

2002 LeasePlan France rénove le 280, avenue Napoléon Bonaparte et y installe son siège social.
▼ Le groupe pharmaceutique américain Bristol-Myers Squibb/Upsa construit son siège social près de l'A86.

PLUS RÉCEMMENT, LES "NAPOLÉONS DE L'ENTREPRISE", créés en 2004, proposent aux entreprises rueilloises un concours dont le thème 2005 sera "la dimension humaine au cœur de l'entreprise". Les réponses se font sur dossier, et les trophées sont remis lors de la soirée de clôture de Futura. Au-delà de ces grands événements, les actions citoyennes émanant des entreprises sont nombreuses, trop nombreuses pour être listées ! Citons American Express à titre d'exemple. Cette société rueilloise proposait en septembre 2001 une journée dédiée à la citoyenneté, en partenariat avec les services Santé, Solidarité et Petite Enfance, Sport et Jeunesse, Développement Économique et les Leaders du Futur. Et, en décembre 2004, elle s'associait avec la ville de Rueil pour organiser un circuit vélo dans le cadre du Téléthon.

Jeunes et économie : la rencontre difficile entre deux mondes...

L'ACTION ÉCONOMIQUE LOCALE s'est tournée vers le public des jeunes rueillois dès qu'elle a pu mobiliser l'équipe et les partenaires ad hoc. Dès 1990, l'association "Partenaires du succès" rapproche les entreprises et les jeunes, offrant le permis de conduire aux meilleurs bacheliers et aux diplômés du CAP. En 1993, la première charte de partenariat Entreprise-Ecole est signée par Esso avec les trois lycées de Rueil : Richelieu, Daniélou et Passy-Buzenval. L'IFP suit en 1994, et la Société Générale l'année suivante. L'objectif est de créer des passerelles entre le monde du travail et celui de l'éducation. Chaque année, un secteur est choisi qui accueille les lycéens en visite, pour des stages et des conférences. Le SDE s'est aussi mobilisé pour aider les étudiants rueillois dans leur recherche de stages en entreprise, avec des succès divers : les grandes entreprises locales n'ont que peu d'intérêt pour un appui local, car leur organisation dans ce domaine est nationale, voire mondiale via Internet !

Charte de Partenariat Entreprise-Ecoles

EN REVANCHE, LA MISE EN RELATION reste appréciée par les PME et les TPE (Très Petites Entreprises) rueilloises. En 2005, l'action en faveur des jeunes s'intensifie à Rueil. Fort de sa nouvelle mission "Emploi", le SDE a lancé au printemps 2005, à l'initiative du maire Patrick Ollier, et en binôme avec la direction du Sport et de la Jeunesse, une campagne auprès des employeurs rueillois baptisée "L'été je travaille à Rueil", pour qu'ils proposent des emplois saisonniers aux jeunes de la ville. Et, du 6 au 10 juin 2005, 148 étudiants et demandeurs d'emploi de 18 à 30 ans sont partis à la découverte de dix entreprises rueilloises, visitant les sites de production, de gestion, ou d'essais rattachés aux sièges sociaux rueillois. Une manière très concrète d'appréhender les réalités du monde du travail et de découvrir des filières méconnues, peut-être un déclencheur de vocations, en tout cas, encore une idée simple qui fonctionne grâce au partenariat unissant la ville et ses entreprises.

TOUT COMME LA MAISON DE L'EMPLOI de Rueil a été naturellement source d'inspiration pour les "Maisons Borloo", le Service du Développement Économique de la ville est devenu une sorte de laboratoire d'idées et d'expériences en matière de gestion économique locale. De nombreuses collectivités territoriales questionnent Rueil sur sa "recette", et A. Cros, ouvert au partage des bonnes idées et des actions réussies, a créé dans cet esprit en 2003 "Mairie Eco 92", avec Lionel Rainfray, maire-adjoint aux affaires économiques et à l'emploi de Colombes et Christian Lancrenon, qui occupe les mêmes fonctions à Sceaux : dans ce club, les responsables du développement économique des villes des Hauts-de-Seine se retrouvent pour mettre en commun leurs expériences. Signe des temps, ce club a été rebaptisé en septembre 2005 "Mairie Éco Emploi 92". Cette initiative prend place dans une logique de coopération économique qui se construit actuellement à l'échelle du département, pour éviter les doublons, améliorer l'efficacité du service public, faire en sorte que chacun ait ses propres outils et que des synergies réelles soient développées entre tous les acteurs, publics et privés.

Lors des journées de découverte des entreprises rueilloises en juin 2005, les jeunes accueillis chez AstraZeneca.

2002 ▼
CEREP, société de recherche en biotechnologies et partenaire de BMS, s'installe rue Danton à la place d'UPSA.
Vinci Énergie Ile-de-France s'installe à Rueil. Retour de SDEL de Suresnes.
L'Annuaire des entreprises de Rueil en ligne sur Internet.
Lancement par le Service du Développement Economique (ex SAE) du trimestriel *Rueil Eco*.

Avec ses développements tertiaires les plus récents, Rueil, qui a déjà commencé à changer de visage, peaufine son image de pôle d'affaires accessible et verdoyant aux portes de Paris. Rueil 2000 achève de se structurer autour des nouveaux venus que sont les banques, les compagnies d'assurance et les représentants de l'industrie alimentaire. La ville engage déjà la restructuration des bâtiments tertiaires les plus anciens, et accueille des métiers nouveaux. Autour des majors, s'enracine un vivier de PME et de sociétés d'études et de conseils, performantes et dynamiques. Rueil 2000 va bientôt devenir Rueil-sur-Seine...

Bureaux et logements à Rueil-sur-Seine : vers un point d'équilibre.

Les nouveaux développements tertiaires : vers un point d'équilibre

Banques et assurances : un nouveau pôle de spécialité à Rueil

NOVEMBRE 1994 : le Bulletin Municipal titre "Rueil, future place financière", saluant l'arrivée de Cardif et d'UFB Locabail. Franfinance, filiale du groupe Société Générale, les a précédées dès 1992. UCB, filiale de crédit immobilier aux particuliers du groupe BNP-Paribas, emménage à son tour en octobre 1995. En septembre 1996, c'est le groupe d'assurances britannique Norwich Union qui prend pied à Rueil. Plus récemment, en janvier 2005, Cortal Consors, leader européen de l'épargne pour les particuliers, autre filiale de BNP-Paribas, complète le tableau. La prédiction n'est pas loin de la réalité : Rueil-sur-Seine a su attirer en quelques années de grands noms du secteur "bancassurance", confirmant son statut de quartier d'affaires à l'ouest de Paris.

La Société Générale joue les précurseurs

FRANFINANCE EST UN ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT ACTIF à la fois dans le financement des ventes aux particuliers et aux entreprises. La société est née en 1989 de la fusion de trois sous-ensembles de sociétés spécialisées du groupe Société Générale. Le plus ancien est CREG, Crédit Électrique et Gazier, fondé en 1927 pour financer l'installation des colonnes montantes de gaz dans les immeubles. Coté au second marché, longtemps leader du crédit à la consommation et créateur des premières cartes privatives en partenariat avec les supermarchés et des enseignes, comme le Printemps ou la FNAC, CREG est racheté en 1984 par le groupe Société Générale. Le second, Auxiliaire de Crédit, a été créé avec Mercedes Benz en 1979 dans le cadre d'un partenariat de financement. Le troisième est DCL Solomateg, petit groupe de sociétés de financement en crédit-bail. La nouvelle entité, Franfinance, exerce deux activités distinctes de financement des ventes, comme c'est toujours le cas aujourd'hui : le crédit à la consommation d'une part, qui concerne les particuliers, et le financement d'actifs et des ventes aux entreprises d'autre part. Cette dernière offre, commercialisée plus tard sous la marque "SG Equipment Finance", met à la disposition de constructeurs et distributeurs de biens d'équipement une gamme de solutions de financement en leasing, location ou crédit classique dans trois grands secteurs : la haute technologie, le transport et le BTP-industrie. Cette spécialité, qui représente environ la moitié de l'activité en 2005, fait de Franfinance le leader du financement des biens d'équipement professionnels en Europe.

2003
▼ Le 23 septembre, la mairie de Rueil et l'entreprise Renault signent la première convention sur la qualité de rejet des eaux usées.

BIENTÔT À L'ÉTROIT DANS LA TOUR ARIANE À LA DÉFENSE, cherchant à faire baisser sa note de loyer, la nouvelle société choisit Rueil 2000 dès 1992. Elle investit un immeuble neuf, construit au 59, avenue de Chatou par une des filiales de promotion immobilière du groupe Société Générale : l'immeuble Edison. Peu à peu, comme beaucoup de sociétés rueilloises, Franfinance va essaimer dans le quartier. Aux 500 personnes qui arrivent en 1992 vont progressivement s'ajouter 130 personnes aux "Colonnades", de l'autre côté de la rue Henri Sainte-Claire Deville, puis 165 personnes dans l'immeuble Ampère, de l'autre côté de l'A86 : en 2005, sur un effectif de 1.200 salariés en France, 800 travaillent à Rueil. Aujourd'hui 5e acteur du marché hexagonal du crédit à la consommation, Franfinance gère tous les crédits-bails et les crédits à la consommation que le réseau de la Société Générale propose, ce qui représente environ 1,9 million de dossiers de particuliers traités à Rueil. C'est une des neuf filiales du pôle services financiers spécialisés (SFS) du groupe Société Générale, très active dans le développement à l'international avec, sur les dernières années, des créations de sociétés ou des partenariats au Maroc, en République tchèque, en Roumanie, en Russie et en Tunisie.

VOISINE DE FRANFINANCE À RUEIL, Sogessur, compagnie d'assurance IARD de la Société Générale, est détenue à 65% par la Société Générale et à 35% par Aviva. Les produits conçus et développés par Sogessur sont commercialisés par toutes les agences du réseau Société Générale, en qualité de courtier d'assurance, depuis début 1999. Elle compte 127 personnes au 2, rue Jacques Daguerre. Répondant à de nombreux besoins d'assurances – automobiles, deux-roues, camping-car, caravanes, habitation, moyens de paiement avec la carte Quiétis, etc. –, elle propose aussi des services comme la télésurveillance.

Siège social de Franfinance, à l'angle de l'avenue de Chatou et de la rue Henri Sainte-Claire Deville.

Le pôle banque/assurance se construit à Rueil 2000 autour de BNP Paribas

RUE DES FRÈRES CAUDRON, l'immeuble est à la poupe de Rueil 2000, formant une pointe à l'angle du pont de Chatou et de l'A86 : "un des plus beaux emplacements de Rueil-sur-Seine" selon Paul Villemagne, Président de BNP Paribas Assurance. Ici, tout a commencé en novembre 1994, lorsque deux filiales de la Compagnie Bancaire, Cardif, compagnie d'assurance, et UFB Locabail, établissement financier, choisissent de regrouper leurs effectifs dans un bâtiment neuf de 20.000 m² qu'elles se partagent à part quasi égale : SINVIM, société de promotion immobilière du groupe Compagnie Bancaire, avait eu la chance de pouvoir acheter ce terrain bien placé, auparavant occupé par Point P, à la suite d'un désistement !

PAUL VILLEMAGNE, LE PRÉSIDENT DE BNP Paribas Assurance, se souvient : "La zone était nouvelle, et comme elle est arrivée sur le marché au plus fort de la crise, les loyers y étaient raisonnables. Quand nous sommes arrivés, nous n'étions pas encore conscients de ce que l'A 86 allait nous apporter ! Déjà, nous avions constaté qu'il était plus rapide d'accéder à Paris depuis Rueil que depuis Levallois, où nous avions envisagé de nous installer pendant un temps. Comme nous appartenons à un groupe basé rue d'Antin, dans le second arrondissement de Paris, tous les membres de la direction générale font la navette avec le siège sans arrêt... Ici, la desserte est tout à fait formidable, nous sommes Porte Maillot en 8 à 10 minutes quelle que soit l'heure de la journée. De plus, l'environnement est suffisamment agréable pour avoir incité beaucoup de nos collaborateurs à s'installer en proximité : dans un rayon de deux kilomètres, du centre du Vésinet au centre de Nanterre, ils trouvent un large choix de prix. Aujourd'hui, environ 10% d'entre eux habitent Rueil, et ce pourcentage ne fait que s'accroître".

À gauche, Paul Villemagne, Président de BNP Paribas Assurance.

EN 1994, CARDIF COMPTE ENVIRON 500 COLLABORATEURS, dont presque 50% de cadres, contre à peine 130 dix ans auparavant. UFB-Locabail, née en 1988 de la fusion des deux sociétés UFB et Locabail, s'adresse en priorité à une clientèle de PME-PMI ; elle est très connue pour ses enquêtes annuelles de conjoncture, reprises par tous les observateurs économiques. Elle intervient dans les domaines du financement des biens d'équipement professionnels en crédit et en crédit-bail ou location financière avec ou sans services associés (assistance, maintenance, etc.). Son effectif en France en 1994 est de 920 personnes réparties sur 60 sites. Son implantation à Rueil correspond, elle aussi, à une "délocalisation douce" depuis le front de Seine, dans le 15e arrondissement de Paris, aux bords de Seine à Rueil.

EN 1999, INTERVIENT LA FUSION ENTRE LA BNP et Paribas. L'année précédente, la Compagnie Bancaire, donc ses filiales, ont été absorbées par Paribas. Des pôles "métier" se constituent, nécessitant de nouveaux regroupements : UFB Locabail rejoint son homologue chez BNP, BNP Lease, pour former en 2000 BNP Paribas Lease Group, aujourd'hui installé à Puteaux. En échange, Natio Vie et Natio Assurance, compagnies d'assurance du groupe BNP, rejoignent Cardif à Rueil. Leur installation n'est effective qu'en février 2001. Tout l'immeuble est alors occupé, néanmoins deux autres implantations seront nécessaires dans le quartier. À la fin de l'année 2003, les trois compagnies d'assurance de BNP Paribas – Cardif, Natio Vie et Natio Assurance – sont regroupées pour créer un nouvel ensemble, BNP Paribas Assurance.

BNP PARIBAS ASSURANCE se présente aujourd'hui comme un assureur mondial d'origine française, implanté dans trente pays. Il dispose d'un savoir-faire reconnu dans de nombreux domaines et principalement en bancassurance, en assurance des emprunteurs, dans l'animation de réseaux d'apporteurs d'affaires et en marketing direct. Il commercialise ses produits et services sous deux marques, BNP Paribas pour les produits distribués par le réseau des agences BNP Paribas en France, et Cardif pour les autres réseaux en France et à l'international. Ses trois grands métiers sont la prévoyance, où il occupe depuis peu le troisième rang mondial en assurance des emprunteurs (ADE) ; l'épargne, avec une quatrième position sur le marché français de l'assurance vie ; et l'assurance dommages, avec Natio Assurance, société détenue à parts égales par BNP Paribas et Axa. Localement, BNP Paribas Assurance est partenaire de la ville, notamment pour les recrutements, "car nous avons un intérêt commun à recruter en proximité" souligne Paul Villemagne. "Mais entre le souhait et la pratique, il y a un delta important, les bons profils ne résident pas toujours à Rueil !". Très satisfait de ses relations avec la mairie et de la vie de l'entreprise à Rueil, le Président de BNP Paribas Assurance regrette cependant que le plan de circulation de Rueil-sur-Seine n'ait pas été mieux pensé, de façon à éviter des embouteillages dès les premiers mois d'occupation des immeubles : une réelle nuisance qui n'a fait que s'aggraver avec les années et les nouvelles implantations...

2003 ▼ Le dimanche 15 juin, à 12 h 30, la tour Corosa implose. Sur ce site Meunier, filiale de BNP-Paribas livre une opération de 25.000 m² de bureau. Le Groupe Liaisons s'y installera en 2005.

MAIS REVENONS EN 1995 : un an après l'arrivée de Cardif et d'UFB-Locabail, c'est au tour de l'UCB, Union de Crédit pour le Bâtiment, d'emménager en octobre avec ses 800 collaborateurs au 4, rue Auguste Perret, en provenance de l'avenue Kléber à Paris. Cette autre filiale de la Compagnie Bancaire est spécialiste depuis plus de cinquante ans du financement immobilier. À une époque où les activités de financement étaient balbutiantes dans le système bancaire français, l'UCB développe à partir de 1951 une nouveau métier : le financement de l'acquisition et de la construction de logements par les particuliers. Elle est, comme ses voisines de la Compagnie Bancaire à Rueil, intégrée au groupe BNP-Paribas en 1999. Une partie des activités est alors transférée au sein d'autres pôles de BNP-Paribas, ou délocalisée ensuite à Nantes. Sur les 840 collaborateurs de l'entreprise en France, environ 450 travaillent au siège de Rueil, où résident la direction générale, le développement international, l'audit, le marketing, la direction commerciale, la direction des agents, la direction des partenariats, le pôle "finances-planification", les équipes du secrétariat général et la direction du recouvrement. L'UCB a bâti son développement sur la proximité, développant un réseau d'agents indépendants et d'agences régionales, ainsi que des partenariats étroits avec les professionnels de l'immobilier. À partir de 1988, elle a entamé son développement européen en créant des filiales en Europe.

CET ÉPISODE DE FORT DÉVELOPPEMENT du secteur bancaire et des assurances à Rueil sera momentanément clos en septembre 1996, par l'arrivée au 1, rue de l'Union de la compagnie d'assurance britannique Norwich Union, en provenance de Paris. Son directeur général, Jean Désiry, a lui aussi été séduit par les vertus des déplacements rapides via l'A 86. Norwich Union fait partie des entités qui seront regroupées le 1er juillet 2002 pour constituer le groupe Aviva, 5e assureur mondial, avec 60.000 collaborateurs, dont 1.800 en France. Le 1er décembre 2002, la marque Aviva s'est substituée aux marques commerciales plus que centenaires Abeille, Norwich et Victoire. Le groupe Aviva a pris en 2004 la décision de quitter Rueil. Une partie des services de la Coface, soit environ 400 personnes, va lui succéder avant la fin de l'année 2005, le siège social restant à La Défense. Créé en 1946, le Groupe Coface facilite le développement du commerce entre les entreprises par ses services et ses garanties : assurance-crédit domestique et internationale, assurance investissement, prospection et information commerciale, gestion de créances, etc. Le pôle "assurances" à Rueil est aussi représenté en 2005 par les compagnies Euler Hermès SFAC Direct et Eurofil.

L'Européen, siège social d'UCB, au 4, rue Auguste Perret.

Développement du pôle alimentaire et biens de consommation

APRÈS DES DÉBUTS PROMETTEURS marqués par l'arrivée de Bahlsen France en 1960 et de General Foods France en 1968, l'agro-alimentaire marque une pause dans son développement à Rueil. Il faut attendre 1990 pour voir une nouvelle grande marque poser son enseigne près de la gare : Heineken, quatrième producteur mondial de bière, connu dans le monde entier.

Heineken : l'arrivée de la bière au pays de la vigne

À L'ORIGINE DE CETTE GRANDE RÉUSSITE FAMILIALE, Gerard Adrian Heineken, qui met au point dans un faubourg d'Amsterdam une bière blonde de fermentation basse, à l'aide d'une levure cultivée pour lui par le Docteur Elion, un élève de Pasteur. Nous sommes en 1886. Sûr de la qualité de son produit, son fils part dans les années 1920 à la conquête de la planète, via les comptoirs hollandais, et n'hésite pas à exporter vers les États-Unis en pleine crise économique. Le petit-fils, Alfred dit "Freddy", achève d'installer la marque en Amérique du Nord au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il y découvre le marketing moderne, et décide d'exploiter la leçon : il abandonne la couleur marron des bouteilles pour le vert, pousse ses troupes à vendre pas seulement de la bière mais aussi de "la chaleur humaine" et redéfinit vers 1950 l'identité visuelle du produit : le vert pour la sécurité et l'espérance, l'étoile rouge à cinq branches, symbole de bonheur.

LA FIRME D'AMSTERDAM GROSSIT À VUE D'ŒIL, développant des productions locales dans de nombreux pays et rachetant des sociétés brassicoles – dont Amstel – aux Pays-Bas en 1968, puis en Europe à partir de 1972. D'abord distribuée en France par Moët & Chandon, la bière Heineken est alors positionnée comme une bière de prestige, avec 50.000 hectolitres par an en 1970. L'implantation d'une filiale en France a lieu en 1973, à la faveur d'une OPA sur Alsacienne de Brasserie, qui donne naissance à Heineken France en 1979, détenant 7% des parts du marché national de la bière. En 1986, après le rachat d'Union de Brasseries, le siège social est transféré de Strasbourg à Paris, avenue de Wagram, pour regrouper l'ensemble des salariés. Le portefeuille de marques s'est enrichi notamment de "33" Export et de Pelforth, le groupe détient alors 23% du marché français derrière Kronenbourg. Dès 1989, la direction envisage de quitter le quartier de l'Étoile et ses loyers exhorbitants pour s'installer dans l'ouest parisien où résident beaucoup de salariés : Issy-les-Moulineaux est envisagé, puis c'est un vrai "emballement" pour Rueil, sa desserte facile, ses loyers attractifs, la possibilité d'intégrer un immeuble neuf tout proche de la gare du RER.

ENTHOUSIASME NON PARTAGÉ ! La forte opposition des salariés et des syndicats à venir à Rueil nécessite un travail de communication interne : une concertation s'engage pour définir le bureau-type, des petits-déjeuners réunissant une quinzaine de personnes sont organisés sur place dès que le chantier est accessible, etc. Un ensemble de mesures sociales très pilote pour l'époque est adopté : outplacement pour les collaborateurs qui ne veulent pas "suivre" à Rueil, mesures de cautions bancaires pour les salariés qui souhaitent acheter, protocoles avec les agences immobilières locales, notamment l'Agence de l'Empereur, pour qu'elles puissent satisfaire les demandes de logements. Pour compenser une perte d'effectif de 18%, Heineken décide de recruter localement : une trentaine de rueillois rejoignent ainsi la nouvelle enseigne.

ENTRE OCTOBRE ET NOVEMBRE 1990, ce sont 230 personnes environ qui emménagent dans l'immeuble du 19, rue des Deux Gares, avec pour voisins La Quinoléine et Reynolds International. Yves Marziou, juriste devenu directeur des ressources humaines et artisan du transfert à Rueil, se souvient de la qualité de l'accueil que lui a réservé le Service des Affaires Économiques. C'est le début de relations constantes entre l'entreprise et la

2004 ▼ Adieux de Jacques Baumel, le 18 juin 2004. Patrick Ollier, nouveau maire de Rueil.
Nouvelle association : "Arts et Culture à Rueil", présidée par J. Baumel.

ville de Rueil : Heineken France – qui s'appelle alors Française de Brasseries – est solidaire de la création de Coup de Pouce, fait figure de pilier du Rallye des entreprises, à la fois comme entreprise d'accueil et avec un équipage engagé, est membre fondateur d'Innover à Rueil ; Didier Debrosse, son pdg, s'implique sans hésiter dans ces relations citoyennes, ce qui démontre s'il en était besoin que les actions se développent là où les hommes s'entendent sur la durée.

AUJOURD'HUI, LE GROUPE EST TOUJOURS DÉTENU par la quatrième génération de Heineken, et occupe le quatrième rang mondial. Heineken France emploie 6.100 personnes, dont 4.000 chez France Boissons, leader français de la distribution et des services aux cafés, hôtels et restaurants (CHR), et 350 au siège social de Rueil. Avec 34,1 % et 8,2 millions d'hectolitres vendus, Heineken France est leader sur les segments des bières spéciales, des bières sans alcool, des bières de spécialité, des marques de distributeurs et des marques premiers prix, et en seconde position pour les bières standard. Forte de cette position, l'entreprise prône une consommation responsable de ses produits tout en revalorisant la bière, à travers le magazine et le site Internet Culture Bière, et avec le concept Bière à Table lancé en 2000, destiné à réintroduire la bière dans les repas. Les bières du groupe ont même leur dégustateur-expert, ambassadeur infatigable, qui opère avec talent dans le bar situé au rez-de-chaussée du siège de Rueil : un vrai lieu de convivialité où les 350 salariés ont l'habitude de se retrouver à midi ou en "happy hour", après leur journée de travail.

Hervé Marziou, dégustateur-expert chez Heineken France.

Unilever : un géant anglo-néerlandais regroupe ses effectifs à Rueil

À QUELQUES ENCABLURES, en continuant le long de la voie de chemin de fer, réside un autre géant de l'alimentaire, de l'entretien de la maison et du soin de la personne : Unilever France. Son arrivée au 23, rue François Jacob est annoncée dès mars 1995, mais n'est effective qu'à l'automne 1996, lorsque le bâtiment, qui est construit pour accueillir son siège, est achevé. Le site de Rueil répond bien au souhait de regrouper des effectifs alors disséminés principalement à l'ouest de Paris : les huiles et margarines Astra-Calvé sont à La Défense, les glaces et surgelés Cogesal-Miko et les thés et soupes Fralib sont implantés à Nanterre ; la partie administrative, Unilever France Service, vient de Paris. Au total, 800 personnes sont attendues à Rueil, Lever Fabergé France, la filiale spécialisée dans les parfums et les produits pour la toilette, conservant son indépendance à Saint-Ouen. En 1999, Unilever fait l'acquisition d'Amora-Maille, puis de Bestfoods en 2000 ; cette dernière lui donne le leadership dans la catégorie des produits préparés, principalement grâce à la marque Knorr. Les effectifs grossissant, le siège ne suffit plus, et deux autres sites sont investis, toujours sur Rueil.

UNILEVER EST NÉE EN 1930, de la fusion du néerlandais Margarine Unie avec l'anglais Lever Brothers. Ses principales marques sont aujourd'hui : en alimentaire, Lipton, Knorr, Boursin, Fruit-d'Or, Pro.activ de Fruit d'Or, Planta Fin, Amora, Maille, Alsa, Maizena, Slim.Fast, Miko, Iglo, Magnum, Carte d'Or, Cornetto, Viennetta, Solero, Ben & Jerry's ; en produits d'entretien de la maison, Skip, Sun, Domestos, Cif, Cajoline, Omo, Persil ; en produits de soin de la personne, Axe, Brut, Timotei, Dove, Sunsilk, Rexona, Signal, Sanogyl. Unilever est le numéro un des surgelés en Europe. La seule branche alimentaire génère plus de la moitié des ventes, et le groupe domine nettement le marché des produits pour l'entretien de la maison dans de nombreuses parties du monde. Ce géant emploie 4.900 personnes en France, pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards d'euros. Très impliqué dans la protection de l'environnement, la santé et la nutrition, et affichant une volonté de développer ses activités en harmonie avec l'équilibre écologique de la planète, Unilever agit aussi localement : membre de l'association Innover à Rueil, l'entreprise participe régulièrement à Futura, soit au titre du Rallye des entreprises, soit en intervenant lors de conférences, comme a pu le faire Marie-Cécile Lebart, directrice des relations extérieures de Lever Fabergé France, sur le thème de l'eau en 2001.

CONCURRENT D'UNILEVER DANS LE DOMAINE DES PRODUITS MÉNAGERS, Benckiser France l'avait précédée à Rueil dès avril 1986. Cette filiale d'un groupe allemand, très autonome dans son fonctionnement, fabrique alors dans ses quatre usines françaises et commercialise les gammes de lessives et nettoyants Calgon, Calgonit, Saint-Marc, les produits d'entretien du cuir Baranne, les produits ménagers Vileda, la cire Abeille, le détachant Eau Écarlate. Depuis son implantation sur le marché français en 1979, Benckiser a connu une forte progression, multipliant son chiffre d'affaires par dix en sept ans, sous la direction de son président Alfred A. Bonnie, lui-même rueillois. Calgon annonce alors le chiffre hallucinant de 98 % de parts de marché, la lessive Saint-Marc et Baranne sont leaders, ce dernier détenant 40 % de son marché. En 1986, le siège social rueillois abrite 110 personnes et trois filiales, dont l'une est dédiée aux produits pour les professionnels. Aujourd'hui, Reckitt Benckiser est un groupe devenu anglais, présent dans 180 pays, avec une gamme étendue qui comprend toujours Calgonit, Calgon, Baranne et Saint-Marc, aux côtés de Air Wick, Jex, Harpic, Maison Verte, O Cedar, Veet, Woolite, etc. Sa filiale France, dont le siège social est aujourd'hui à Massy, compte 665 salariés.

Petcare et mayonnaise : de grandes marques à Rueil

AUTRE FILIALE D'UN GÉANT, Nestlé Purina Petcare France compte 220 personnes au 4, rue Jacques Daguerre, à Rueil-sur-Seine. Aux côtés de son concurrent Masterfoods, cette société domine le marché du "petfood", autrement dit les aliments pour chiens et chats. Ce secteur très porteur a émergé dans les années 1960, et "pèse" aujourd'hui près de 20.000 emplois en France, tous fabricants confondus. Nestlé Purina Petcare France fabrique et commercialise les marques Friskies, Fido, Gourmet, Félix, One Mac'Ani et Vital Balance, principalement en grandes surfaces alimentaires. Proplan, Dog-Chow et Cat-Chow sont les marques réservées aux circuits spécialisés. La gamme comprend aussi des accessoires et friandises. Nestlé Purina Petcare France a représenté 10,1 % du chiffre d'affaires de Nestlé en France en 2003, soit 663 millions d'euros.

MARQUE VEDETTE D'UNILEVER, Bénédicta est numéro deux français sur le marché de la mayonnaise et des sauces froides vendues en grande distribution lorsqu'en 1999, Unilever rachète Amora-Maille. La Commission Européenne estime que le groupe occupe une position dominante, et la société Bénédicta est vendue, ou plutôt reprise par l'équipe dirigeante en place, avec l'aide d'une filiale de la banque d'investissement Barclays, Barclays Private Equity : il s'agit en fait d'un LBO – Leveraged Buy-Out –, un mécanisme propre à la reprise d'entreprise qui consiste à acquérir une société en recourant à la dette pour bénéficier d'un effet de levier financier, cette dette étant portée

2004 ▼ Installation des sièges sociaux d'Arval et de Cortal, qui sont inaugurés le 27 janvier 2005. Le spécialiste de la maison individuelle MI SA s'installe à Rueil, aujourd'hui Geoxia.

par un holding financier impliquant les différents partenaires. Nouveau rebondissement début juillet 2005 : la société de capital investissement Axa Private Equity rachète 100% du capital de Bénédicta pour un montant d'environ 60 millions d'euros. Avec un chiffre d'affaires attendu de près de 100 millions d'euros en 2005, Bénédicta, installée au 30, boulevard de Bellerive, revendique des positions fortes sur le marché français : numéro un sur le segment des sauces de spécialité et des sauces pour crudités et numéro deux sur le segment des mayonnaises.

Le centre Leclerc de Rueil : une entreprise commerciale de 300 salariés

ALAIN BOUTEILLER AIME À SOULIGNER son statut de commerçant indépendant qui a rejoint le mouvement d'adhésion volontaire fondé par Edouard Leclerc ; et aussi que 37% du commerce moderne français est aux mains d'entrepreneurs indépendants comme lui. Avec son épouse Nicole, il ouvre son premier supermarché Leclerc le 28 mai 1980 à Nanterre sur 1.500 m². Ayant constaté qu'une bonne partie de sa clientèle vient de Rueil, il demande un rendez-vous à Jacques Baumel et le questionne sur les possibilités d'installation. Un projet de grande surface est effectivement intégré à la ZAC des Basses Grandes Terres, prévue au POS révisé en 1985. Cette zone d'aménagement concertée prévoit alors, sur les 7,9 hectares de terres maraîchères, attenants au Clos des Terres Rouges, la construction d'un important ensemble de logements, pavillons, immeubles locatifs collectifs ou en pleine propriété, sociaux ou non, avec un petit centre commercial comprenant une moyenne surface et une galerie marchande. Pour la municipalité, il s'agit alors de "restructurer la trame urbaine et améliorer les conditions de vie d'un quartier actuellement hétérogène et manquant d'un véritable centre".

La suite a des allures de "Deuxième bataille de Buzenval"... L'enquête publique est clôturée en mai 1986 dans un climat plutôt houleux ; Mathilde Levasseur, épouse du maraîcher Michel Levasseur, crée l'association de sauvegarde des Basses Grandes Terres, et le Courrier des Hauts-de-Seine s'émeut de la fin annoncée de la "dernière citadelle maraîchère de Rueil". Le projet voit pourtant le jour avec A. Bouteiller, mais la municipalité pose ses conditions : la grande surface doit être complètement intégrée aux immeubles. Un hyper en pleine ville, qui ne se voit pas, en quelque sorte... ce qui sera fait. Le 25 février 1992, les premiers clients découvrent 5.000 m² de magasin et une galerie marchande de 20 boutiques, surmontés de 66 logements locatifs. Le nouveau centre Leclerc de Rueil emploie alors 230 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 79 millions d'euros. Il devient vite un pôle d'attraction important pour une clientèle venue de Suresnes, Saint-Cloud et Garches. Bientôt, le service de l'urbanisme propose à A. Bouteiller de commercialiser les boutiques environnantes, cours des Bougainvillées et avenue de Fouilleuse, afin de constituer un vrai pôle commercial et de services. Bien que cela ne soit pas son métier, A. Bouteiller accepte, trouvant normal de s'impliquer pour que le quartier qui le fait vivre reste un lieu attractif.

C'est dans ce même esprit qu'il fait partie des signataires le 16 décembre 2004 de la charte de gestion voulue par le maire, Patrick Ollier, dans le cadre du projet de rénovation urbaine du Clos des Terres Rouges. De ce fait, il s'engage, comme Patrick Dalia, président du Paris Country-Club, et Louis Romanet, directeur général de France Galop, à "participer au respect des obligations concourrant à améliorer puis à pérenniser la quiétude et l'harmonie des habitants du quartier", ce qui veut dire très concrètement limiter les nuisances dues aux livraisons et prêter son parking les jours de manifestations exceptionnelles. Nouvelle étape dans le développement de l'entreprise, et point important de la rénovation du quartier inscrite au Plan Local d'Urbanisme, le centre Leclerc va être agrandi et sera complété par une grande surface de bricolage, Leroy Merlin et des boutiques supplémentaires ; le restaurant Flunch sera réaménagé pour être accessible de plain-pied, une crèche privée est également prévue... l'idée étant de créer un vrai pôle de convivialité. Le projet de rénovation comprend aussi des locaux réservés aux artisans, auxquels le magasin Leroy-Merlin pourra apporter de l'activité de proximité. A. Bouteiller est par ailleurs membre d'Innover à Rueil, créateur et sponsor du prix Leclerc du roman de jeunesse remis lors du Salon du livre de Jeunesse de Rueil depuis 1995, entreprise-étape du Rallye des entreprises, partenaire du salon rueillois Nature et Jardins, administrateur du Théâtre André Malraux, et accueille volontiers les auteurs locaux dans sa librairie. Le 15 février 2005, il a passé les rênes du centre Leclerc de Nanterre à son fils Olivier, et peut se consacrer principalement au devenir de son projet de Rueil et de ses 300 salariés.

Lancement des travaux : premier coup de pelleteuse.

De gauche à droite, Edouard Leclerc, Alain Bouteiller, directeur du centre Leclerc de Rueil, et Jacques Baumel.

Alain Bouteiller remettant le prix Leclerc du roman de Jeunesse.

Le projet d'extension habillé de briques et de verre du centre Leclerc de La Fouilleuse, tel que les rueillois l'ont découvert le 19 mai 2005.

Brandt, une histoire à rebondissements

EN MARS 1994, L'ARRIVÉE DU PÔLE ÉLECTROMÉNAGER du groupe El.Fi complète l'offre grand public à Rueil dans le domaine des biens d'équipements, avec un ensemble de marques réputées : les 500 personnes qui emménagent au 7, rue Henri Becquerel représentent Brandt, Sauter, Thermor, Thomson et Vedette. Le groupe possède également les marques De Dietrich, Blomberg et Elektra-Bregenz. L'installation à Rueil correspond à un tournant dans l'histoire mouvementée de ces fleurons de l'électroménager européen. Historiquement, les marques Brandt, De Dietrich, Sauter, Thermor, Thomson et Vedette font partie de la société Thomson Electro Ménager (TEM). En janvier 1993, le groupe Thomson se sépare de sa branche "produits blancs". Contre toute attente, El.Fi, un groupe familial originaire de Brescia en Italie du Nord, qui possède déjà les deux marques d'électroménager Ocean et San Giorgio, se porte acquéreur : c'est la souris qui avale l'éléphant ! El.Fi installe son siège social à Chatou et cherche à regrouper à proximité les équipes commerciales de Courbevoie et Bagnolet, ainsi que le personnel du siège de TEM à Boulogne-Billancourt. Son choix se porte sur un immeuble récent à Rueil, face à la Tour Corosa, dans un quartier en devenir où les loyers sont abordables. En 1996, la société TEM est rebaptisée Groupe Brandt, du nom de la marque la plus emblématique du portefeuille, et devient la filiale électroménager de El.Fi SA.

MARS 2000 : EL.FI S'INTÉRESSE à une autre belle marque française alors affaiblie, Moulinex, et renforce sa participation dans le capital de Moulinex SA à 23%. À partir de là, tout va très vite... En décembre 2000, la fusion-absorption donne naissance au groupe Moulinex-Brandt et, en septembre 2001, Moulinex SA, puis Brandt SA déposent leur bilan ! Un cas d'école, et un des plus gros dépôts de bilan du siècle... Il faut attendre janvier 2002 pour qu'ait lieu la reprise partielle des principales activités de Brandt SA par le groupe industriel israélien Elco Holdings Ltd, associé à l'espagnol Fagor pour 10%, sous le nom d'Elco Brandt Ltd. La nouvelle société emploie 4.500 personnes, dont 320 à Rueil, et parmi eux 24 rueillois. Dernier remous capitalistique en date : le 15 juin 2005, Fagor est devenu l'unique actionnaire, et les marques vivent désormais sous la bannière FagorBrandt. Fagor devient ainsi le cinquième groupe européen d'électroménager, et l'une des plus importantes sociétés de la Mondragón Corporación Cooperativa, premier groupe industriel basque et troisième employeur d'Espagne avec 69.000 salariés.

2004 ▼ La ville de Rueil signe une convention pour la rénovation du Clos des Terres Rouges avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), impliquant aussi la région et le département.
Le SDE et la mission aux affaires européennes montent ensemble un Futura dédié à l'Europe.

DU CÔTÉ DES PRODUITS DITS "BRUNS", Rueil a longtemps été le siège de la filiale française de Grundig, une grande marque créée au lendemain de la seconde Guerre mondiale par un vendeur de radios allemand, Max Grundig. En 2002-2003, 57 personnes travaillaient au 5, boulevard Marcel Pourtout, à deux pas d'Agfa-Gevaert, jusqu'à ce que l'échiquier commercial européen en décide autrement. Autre grand nom à Rueil, la marque américaine Tupperware, rendue célèbre par ses bols à couvercle hermétique et ses démonstrations à domicile développées aux États-Unis dès 1951, a installé son siège social au 8, rue Lionel Terray, avec un effectif de 44 personnes. Ses 14.000 présentatrices et monitrices indépendantes en font le numéro un de la vente à domicile en France, avec 500.000 réunions organisées par an.

Nouveaux services, nouveaux métiers

LE DÉVELOPPEMENT DU TERTIAIRE À RUEIL est très représentatif de l'émergence de nouveaux métiers, tous dans le domaine des services aux entreprises ou aux personnes, qui ont pour certains émergé à la fin des années 1980 et ont connu une phase ascendante depuis le milieu des années 1990. Actel, société de télémarketing installée rue des Grandes Terres, puis rue Henri Becquerel depuis 2000, en est un bon exemple. Cette petite société, créée en 1980 par Jean Thomas, vivote quand elle est rachetée en 1997 par trois cadres victimes de la crise économique, qui se lancent dans l'aventure de la création d'entreprise : Pascal Cleuet, David Soussan et François Schapira. C'est l'époque du plein développement de la spécialité, qui marquera un palier entre 2001 et 2004, pour redémarrer fortement en 2005. Actel se définit comme un "créateur de proximité" entre l'entreprise et son marché, que ça soit au cours du cycle d'acquisition et de fidélisation du client ou pendant le cycle de vie du produit. Le champ d'action est très varié : il peut s'agir, par exemple, d'une enquête d'image, d'une opération de télévente, de la gestion des invitations pour la tournée de présentation – ou road show – d'une grande marque automobile, etc.

L'OUTIL D'ACTEL : LE TÉLÉPHONE, "un vieil et formidable outil, le seul réellement interactif, à accès immédiat, très adapté pour s'adresser à certaines cibles comme les seniors, et qui de plus produit des données rentables", explique François Schapira, qui regrette que le télémarketing n'ait pas encore acquis en France la considération dont il jouit dans les pays anglo-saxons. Spécialiste d'opérations à forte valeur ajoutée, Actel emploie 40 permanents à Rueil, et son centre d'appel a eu recours à l'équivalent de 110 téléacteurs à temps plein en 2005. Très attentifs à la qualité de leurs prestations, les dirigeants d'Actel ont adapté à leur entreprise la gestion en mode projet, et se montrent très exigeants lors du recrutement des téléacteurs, une population par définition mouvante, composée en majorité d'étudiants et de personnes en attente d'un emploi stable. Or, pour recruter de bons téléacteurs, "Rueil se révèle être l'endroit idéal", selon F. Schapira. "C'est très bien desservi, nous ne sommes pas loin du campus de Nanterre et de l'Université Léonard de Vinci ; et le fait d'être dans un environnement mixte, mêlant habitations et immeubles d'activité, où l'on n'a rien à craindre le soir tard ou le week-end, nous permet de motiver une catégorie de téléacteurs qui ne viendrait pas sans cela, puisque certaines de nos missions exigent des horaires décalés".

Le centre d'appel d'Actel au 8, rue Henri Becquerel.

AUTRES MÉTIERS DE SERVICE en plein essor en cette fin de 20e siècle, la location longue durée et la gestion de flottes automobiles arrivent à Rueil avec LeasePlan, le leader mondial de la spécialité. Inventée en Amérique du Nord, la location longue durée ou LLD est en pleine expansion sur le territoire français. Elle permet de rouler dans une voiture neuve sans investir dans un bien qui se déprécie à vive allure, et sans avoir à se soucier des problèmes mécaniques et de l'entretien. Il suffit pour cela de verser un loyer mensuel qui inclut la fourniture du véhicule, l'entretien, les réparations, l'assistance et la revente : un bon moyen de changer facilement de véhicule à coût réduit, puisque la LLD est présentée par les prestataires spécialisés comme beaucoup plus économique que de posséder son propre véhicule.

LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES DE LA FORMULE ont été les entreprises, dont certaines, propriétaires de leur parc de véhicules, sous-traitent la totalité de sa gestion à des groupes comme LeasePlan, aujourd'hui 5e acteur du marché français : c'est ce qu'on appelle le Fleet Management, qui comprend l'achat, l'entretien, l'assistance, l'assurance, la fourniture des pneumatiques, la mise à disposition de véhicules d'urgence, le carburant, etc., avec une qualité de service homogène dans plusieurs pays qui intéresse les entreprises de dimension internationale. À l'heure où la tendance des entreprises est à l'externalisation des fonctions dites "périphériques", la LLD remporte un vif succès, et pas seulement chez les grandes entreprises ! En France, 70% de la flotte de LeasePlan est mise à disposition d'une clientèle de PME. Le groupe a également investi le marché encore émergent de la LLD pour les particuliers en créant Carvantis, filiale spécialisée qui s'adresse aussi aux professions libérales.

L'INSTALLATION DE LEASEPLAN À RUEIL relève d'un processus classique : regroupement de plusieurs sites en un seul lieu, accessible, équidistant et agréable si possible. L'artisan de cette installation est Marc Bodson, le Pdg, qui habite Rueil et apprécie le dynamisme économique de la ville. En juin 2000, il rachète un de ses concurrents, DIAL Loc-Action, filiale de la Barclays installée à Versailles, et n'a d'autre choix que de chercher un nouveau bâtiment pour réunir ses équipes de Garches, les équipes commerciales de Suresnes et les équipes de DIAL. L'ancien immeuble Rueil-Entreprises, construit à la fin des années 1960 par le groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, au 280, avenue Napoléon Bonaparte, lui offre une belle opportunité : moyennant une réhabilitation complète, le site et le bâtiment ont un fort potentiel. Avant même l'arrivée à Rueil, les relations sont nouées avec le Service du Développement Économique de la ville, LeasePlan n'hésitant pas à recevoir les élus à la Petite Malmaison en préfiguration d'un emménagement retardé de novembre 2001 à février 2002.

La réhabilitation de l'immeuble Rueil-Entreprises en vue de l'installation de LeasePlan à Rueil en février 2002.

Le nouveau siège social de LeasePlan France, au 280, avenue Napoléon Bonaparte.

2004 ▼ Nicolas Sarkozy, Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, et Patrick Ollier, Député-Maire de Rueil, signent le 16 octobre la convention de création du Parc Naturel Urbain.

2005 ▼ Patrick Ollier, Maire de Rueil, signe, le 16 février, une convention de partenariat privilégié avec le Collège des Hautes Études de l'Environnement et du Développement Durable (CHEE).

DÈS LE MOIS DE SEPTEMBRE, l'entreprise s'engage dans Futura, s'ouvrant aux rueillois pour une conférence-petit déjeuner. En octobre 2003, elle est entreprise-étape au Rallye des entreprises, et participe les deux années suivantes en offrant des lots. Membre d'Innover à Rueil, LeasePlan France est partenaire en juin 2005 de la journée organisée pour les jeunes de 18 à 30 ans dans dix entreprises rueilloises, ayant à coeur de faire découvrir son métier... et une ambiance de travail très jeune, puisque la moyenne d'âge du personnel se situe en dessous de 30 ans.

LEASEPLAN CORPORATION est né aux Pays-Bas en 1963 ; la société reste longtemps filiale à 100% de la banque néerlandaise ABN Amro, jusqu'à son rachat en novembre 2004 par un consortium réunissant Volkswagen Financial Services (50%) et deux groupes d'investisseurs, Mubadala Development Company basé aux Émirats Arabes Unis (25%) et Olayan Group installé en Grèce (25%). Le groupe possède aujourd'hui 26 filiales dans le monde, dont LeasePlan France, créée en 1978, qui emploie 640 personnes, dont 500 au siège de Rueil, et totalise 900 points de vente.

Les crèches privées : un concept en pleine croissance

LA SOCIÉTÉ EVANCIA, fondée par Edouard et Rodolphe Carle, s'est inspirée du modèle anglo-saxon pour créer Babilou, un concept de crèche privé qui a déjà fait ses preuves à Boulogne-Billancourt et Levallois-Perret. Située au 45, avenue Paul Doumer, elle a été inaugurée le 1er avril 2005 par le maire, Patrick Ollier, et accueille 40 enfants de dix mois à quatre ans. La ville participe au financement de chaque place de crèche pour un montant annuel de 8.400 euros, coût inférieur à celui d'une crèche municipale : un nouveau mode de gestion pour un service qui a fait la réputation de Rueil, et un nom de marque prononçable même par les plus petits !
Deux autres crèches privées verront le jour dans les prochains mois. La première, sous l'enseigne "Le Petit Chaperon Rouge", est une crèche d'entreprise de 60 berceaux, impliquant plus de dix grandes sociétés rueilloises. Elle ouvrira au 1er semestre 2006, rue Henri Sainte-Claire Deville. La seconde est une crèche de 40 berceaux, créée par le centre Leclerc de Rueil pour les enfants de son personnel et de ses clients, dans le cadre des travaux d'agrandissement et de modernisation du magasin et de ses abords.

Le triomphe de la non-spécialisation

ON COMPARE SOUVENT RUEIL-MALMAISON à Issy-les-Moulineaux, autre bel exemple de reconversion économique réussie dans les Hauts-de-Seine, ce qui a le don d'agacer le maire-adjoint chargé du développement économique et de l'emploi, A. Cros, car la situation géographique des deux villes les rend précisément incomparables ! Si le tertiaire a été une évolution stratégiquement voulue à Rueil, J. Baumel et A. Cros ont refusé la spécialisation pour deux raisons principales : une activité mono-sectorielle a vite fait de fragiliser la ville en cas de retournement de tendance ; Rueil est placée trop loin de la capitale pour pouvoir prétendre constituer de son propre chef un pôle de spécialité, comme André Santini a pu le faire à Issy, aux portes de Paris. Le résultat : un tissu d'entreprises mélangé, d'où émergent cependant des secteurs dominants, qui se sont constitués d'une manière empirique, au gré des opportunités.

Système d'épreuve professionnel grand format Agfa-Gevaert.

Agfa-Gevaert a développé une offre très pointue d'imagerie médicale.

Agfa-Gevaert abandonne le marché du grand public et double son effectif à Rueil

PARMI LES SOCIÉTÉS "HISTORIQUES" À RUEIL, Agfa-Gevaert France poursuit son développement dans une période de mutations technologiques accélérées. En 1988, le tournant du numérique s'amorce, le fabricant de surfaces sensibles entre dans une nouvelle ère ! Dans le domaine des arts graphiques professionnels, Agfa-Gevaert rachète alors un de ses principaux concurrents, l'américain Compugraphic Corp., et installe sa division graphique enrichie de nouveaux effectifs à côté du pont de Suresnes. Par ailleurs, le groupe décide en 1990 d'arrêter la fabrication d'appareils photographiques pour se consacrer aux surfaces sensibles et aux nouveaux produits numériques, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre la commercialisation d'autofocus et surtout de prêts à photographier comme la gamme Agfa Easy, lancée en 1996. L'année 1994 marque une étape importante dans le développement de l'offre d'Agfa-Gevaert dans l'univers médical, avec la commercialisation d'Impax, le premier système de gestion et de communication des images médicales intégrant l'archivage et la revisualisation des dossiers des patients.

AU COURS DE CES ANNÉES, Agfa-Gevaert va réorganiser son portefeuille, vendant certaines activités pour en racheter d'autres : dans le domaine des arts graphiques, l'activité "plaques d'impression" de Hoechst AG est reprise en 1996, suivie en 1998 par les films et plaques d'impression offset de DuPont de Nemours ; les acquisitions sont particulièrement nombreuses aussi dans le domaine de l'imagerie médicale, où la division médicale se structure progressivement pour répondre à tous les besoins des métiers de la santé, préparant le futur dossier du patient "tout numérique". L'entrée en bourse d'Agfa-Gevaert NV en 1999 coïncide avec le début du désengagement de l'entreprise du marché de la photographie grand public. Le groupe est alors en troisième position dans ce domaine, loin derrière Kodak et Fuji, et reprendre des parts de marché suppose des investissements démesurés : d'où la décision de vendre Agfa Photo, qui devient une société indépendante au 1er novembre 2004. Entre-temps, la division graphique quitte Suresnes en 1998 pour s'installer à Rueil, ce qui double l'effectif d'Agfa-Gevaert sur la commune.

La Société Nationale d'Électricité et de Thermique (SNET) : un concurrent en France d'EDF

CRÉÉE EN 1995, la SNET a installé son siège social à Rueil au 2, rue Jacques Daguerre. Elle possède quatre centrales thermiques : Hornaing dans le Nord, Emile Huchet à Saint-Avold dans la Moselle, Lucy à Montceau-les-Mines et Provence à Gardanne dans les Bouches-du-Rhône. En 2004, cette filiale de Charbonnages de France est devenue propriété de la firme espagnole Endensa, qui détient 65% de son capital. Présente à l'étranger en Pologne et Turquie, elle est aujourd'hui le premier fournisseur privé d'énergie électrique en France, avec un portefeuille de plus de 200 clients pour 415 sites livrés représentant 5,4 TWh.

2005 ▼ La Maison de l'Emploi de Rueil sert de modèle aux 300 nouvelles Maisons de l'Emploi, créées dans le cadre du plan du ministre Jean-Louis Borloo.

L'informatique : quelques grands noms et une myriade de SSII

APRÈS L'EXPLOSION DES ANNÉES 1980 et l'inévitable période d'accalmie qui l'a suivie, le secteur informatique s'est stabilisé à Rueil comme dans n'importe quelle zone tertiaire, sans fait réellement marquant, si ce n'est l'arrivée de quelques "poids lourds" et la relative volatilité de certaines sociétés. Bull, par exemple, implante en novembre 2001 sa filiale de conseil en informatique Intégris aux Colonnades, rue Henri Sainte-Claire Deville, avec 350 salariés environ… mais ne restera pas. À l'inverse, Dell est un bel exemple de continuité. L'entreprise compte 250 collaborateurs à la division Grands comptes privés et publics, installée depuis 1989 au 7, rue Eugène et Armand Peugeot, le reste de l'effectif en France, soit 750 personnes, se situant à Montpellier, qui est aussi le siège social. Dell conçoit et fabrique une gamme complète de systèmes informatiques : ordinateurs de bureau ou portables, stations de travail, serveurs, commutateurs réseau, systèmes de stockage, périphériques de poche, écrans, imprimantes, etc. À cela s'ajoute un large choix de services, logiciels et périphériques. L'entreprise est connue dans l'univers informatique pour son "modèle direct" qui fluidifie les processus d'acquisition, supprime les coûts intermédiaires et les stocks inutiles, et suppose de produire sur le mode built-to-order (fabrication en fonction de la commande). Présent dans plus de 190 pays, Dell est aujourd'hui le premier fabricant mondial d'ordinateurs, avec 16,7% de part de marché (source IDC 2004).

AUTRE VOLET DU MARCHÉ INFORMATIQUE, la partie "logiciels" ; autre grand nom à Rueil, le californien Hyperion Solutions France, filiale du premier fournisseur mondial de logiciels de Business Performance Management, loin devant SAP et Oracle. Ses produits sont utilisés par les entreprises pour traduire leurs stratégies en plans, en superviser l'exécution et disposer de la visibilité nécessaire pour améliorer leurs performances financières et opérationnelles. Son offre très complète permet d'offrir une vue détaillée de l'activité de l'entreprise, mesurant à la fois les résultats et gérant la performance ; elle est associée à une plate-forme intégrée de Business Intelligence. Avec plus de 9.000 entreprises clientes, dont 91 des 100 premiers groupes mondiaux et 750 grandes entreprises en France, la firme Hyperion Solutions est implantée dans 20 pays et représentée dans 25 autres par son réseau de distributeurs. Cotée au Nasdaq, l'entreprise a réalisé en 2004 dans le monde un chiffre d'affaires de 622 millions de dollars.

POUR L'ARCHITECTURE DU RÉSEAU INFORMATIQUE et la formation, le représentant rueillois de la spécialité est Azlan, groupe britannique racheté en 2003 par l'américain Tech Data. Le nom de l'entreprise vient de LAN (local area network) et du patronyme d'un personnage de conte pour enfant célèbre en Angleterre, le petit lion Azlan, d'où le logo jaune et noir très reconnaissable. Fondé en 1984, le groupe Azlan s'est d'abord développé au Royaume-Uni, puis en Allemagne et au Danemark. Aujourd'hui présent dans quinze pays européens, le groupe Azlan Plc est coté à la Bourse de Londres et compte près de 1.450 collaborateurs, dont 220 en France et 175 à Rueil. L'origine en France remonte à 1994, lorsque le groupe Azlan rachète la société R&D, grossiste en produits réseaux. Aujourd'hui, Azlan France, se taille "la part du lion" avec 20% du chiffre d'affaires européen, ce qui en fait le premier contributeur du groupe.

GÉNÉRALISTE, AZLAN EST ACTIF dans la conception d'architecture réseau, la fourniture de matériel, la sécurisation d'infrastructures, l'installation sur site et le transfert de compétences. Il déploie son activité de grossiste à travers un réseau de 3.000 partenaires revendeurs, qui sont répartis sur l'ensemble de l'hexagone et spécialisés dans la commercialisation, l'intégration et l'implémentation de solutions logicielles à forte valeur ajoutée. Un des derniers accords de partenariat important conclu par l'entreprise date de décembre 2004 et concerne la distribution des produits Sun Microsystems. Autre volet, la formation, qui représente 30 à 40 % de l'activité en France, avec 50 formateurs certifiés de haut niveau, autant de salles de formation réparties entre Rueil, Lille et Lyon, un énorme parc matériel à disposition des stagiaires. Rien qu'à Rueil, 3.000 jours de formation ont été dispensés en 2004. Les formations d'Azlan s'adressent aux revendeurs et aux distributeurs clients, mais aussi à l'utilisateur final (end user), sur le conseil du revendeur ou parce qu'il en fait la demande spontanément. Quelques exemples : former toute une équipe de commerciaux et d'ingénieurs d'Amec Spie pour leur permettre d'obtenir la prestigieuse certification Gold de Cisco ; ou encore rendre opérationnels cinquante ingénieurs et techniciens de BNP Paribas sur les technologies Nortel.

C'EST LE DÉVELOPPEMENT DE CETTE ACTIVITÉ de formation qui a provoqué la venue d'Azlan à Rueil en septembre 1999, sur trois niveaux et 3.500 m² de la tour Albert 1er. À Suresnes, ses précédents bureaux du bord de Seine n'offraient plus les normes de sécurité indispensables à l'accueil du public, et les dessertes étaient peu pratiques, tout comme le parking. Face au RER à Rueil, plus de problèmes d'accès pour les stagiaires ! La ville réserve aux nouveaux venus un excellent accueil. Edwige Maury, la directrice marketing Europe, se rappelle de la visite d'André Cros et Martine Ranouil, du SDE, un mois à peine après l'arrivée d'Azlan : "ils étaient curieux de notre métier, de notre système de management… leur démarche nous a surpris ! Tout de suite, le courant est passé, et depuis, les contacts sont restés très cordiaux". E. Maury est membre du bureau d'Innover à Rueil et apprécie les réunions trimestrielles qui permettent d'échanger, de prendre le poul de l'activité, tout en approchant le milieu très différent des élus. Très laudative pour la créativité des responsables du SDE, elle regrette qu'Azlan, comme beaucoup d'autres entreprises, ne puisse pas "suivre" faute de temps, même si l'intérêt et les finances sont là… "Ce sont les limites du système, pour que ça marche, il faut être deux ! Le SDE propose des actions et met les entreprises en relation, ensuite à nous de jouer !" ajoute-t-elle.

RUEIL ABRITE ENVIRON SOIXANTE-DIX SOCIÉTÉS de service en ingénierie informatique. Sept d'entre elles ont un effectif de plus de vingt-cinq personnes : ALPI, Asymptote Informatique, Elitex Informatique, Generix, Logon SI France, Segula Technologies et Trend Micro France. Cette dernière, fournisseur de solutions et de services de sécurité, fait partie des leaders dans le domaine de l'antivirus et du filtrage des contenus ; basée à Tokyo, elle emploie plus de 1.800 personnes dans 23 pays. Quarante-quatre SSII comptent moins de cinq salariés. Notons enfin trois entreprises manufacturières, Hyundai Imagequest, constructeur informatique, Compagnie Deutsch, fabricant de composants électroniques, et Verbatim France, fabricant de supports de données informatiques, filiale du conglomérat japonais Mitsubishi Chemical Company.

2005 Le Conseil municipal adopte, le 24 mars, le nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU).
Babilou, une crèche privée située au 45, avenue Paul Doumer, est inaugurée le 1er avril.
▼ Le 19 mai, le projet d'extension du centre Leclerc de La Fouilleuse est présenté aux Rueillois.

Services et matière grise : une belle vitalité et une source d'emplois

NOMBREUSES SONT LES PROFESSIONS DE SERVICE représentées à Rueil : rien que de très normal dans un environnement "tertiarisé" à deux pas de Paris. On remarque néanmoins quelques grandes dominantes. Les bureaux d'études et d'ingénierie sont nombreux à Rueil, pas moins de 35. Parmi eux, on trouve de grands noms comme Geostock, société d'ingénierie spécialisée dans la conception, la réalisation et l'exploitation de stockages souterrains d'hydrocarbures liquides, liquéfiés ou gazeux ainsi que de produits chimiques et de déchets industriels, qui emploie localement 170 personnes. Ou encore Inova France, filiale de la société suisse Von Roll Inova, active dans la conception, la construction, l'exploitation et la transformation d'installations de traitement thermique des déchets avec valorisation énergétique ; son activité dépasse largement l'ingénierie, avec 185 personnes à Rueil. La plupart de ces sociétés sont spécialisées, comme Sites, bureau d'études indépendant expert dans le contrôle et le suivi du vieillissement des structures (barrages, cheminées, ponts, tunnels, aéroréfrigérants, structures métalliques, etc.), ou Eurodim, qui conçoit des ouvrages et des systèmes de transfert d'effluents, pétrole, gaz et gaz naturel liquéfié. L'IFP n'est décidément pas loin… Certaines forment un mini-pôle de spécialité local, comme Feralco, Guigues SA, ou Ivando Études et conseils, qui se consacrent toutes au traitement de l'eau. À la frontière entre ingénierie et conseil, l'antenne locale du Bureau Véritas emploie à Rueil 136 personnes.

DU CÔTÉ DES SOCIÉTÉS D'ÉTUDES ET DE CONSEIL, le tissu local est également assez dense, avec 76 sociétés, souvent des TPE, dans des domaines très variés, mais à forte dominante "sciences humaines" : management et ressources humaines, stratégie, études cliniques et marketing représentées par Déduction et Fovea, formation, environnement, immobilier avec Nexity Solutions et Nexity Gestion, etc. Tout comme le pôle pétrolier, le pôle pharmaceutique génère son lot de sous-traitants. On remarque à Rueil la présence de plusieurs sociétés de recherche clinique ou d'ingénierie en recherche clinique, certaines dans le domaine biomédical : Biotrial Paris (10 salariés), Covance Caps (40 salariés), Ingenix Pharmaceutical Services (18 salariés), Quanta Médical (20 salariés). Mais aussi une agence de communication spécialisée dans la santé, Terre Neuve. Les métiers du conseil en communication, de la communication événementielle, de la création graphique, du multimédia et du conseil média sont représentés par 45 sociétés : là encore, beaucoup de TPE, et quelques structures de plus grande taille entre 20 et 45 salariés. Citons pour exemple Mediakeys, agence média spécialisée en affichage international, à l'origine dans les aéroports, qui compte 25 salariés à Rueil sur un effectif total de 30.

EN MATIÈRE DE SERVICES TRÈS PRATIQUES, SP3 Nettoyage, APN et GéniServices sont trois entreprises importantes de nettoyage, totalisant à elles seules plus de 800 salariés. L'entreprise Titan emploie environ 400 personnes au 30, rue du Château dans les domaines de la sécurité événementielle, du gardiennage et protection de personnes. Ruthillus Courses, spécialisée dans le transport léger, sillonne l'ouest parisien depuis bientôt trente ans.

Le groupe Liaisons s'installe dans le tout nouvel immeuble Corosa, rue Eugène et Armand Peugeot.

Groupe Liaisons : "les pros du canard pro"

CETTE SIGNATURE OFFENSIVE caractérise le second groupe français de presse professionnelle lorsqu'il s'installe à Rueil avec 370 personnes, entre le 1er mai et le 15 juillet 1994. C'est un "poids lourd" de l'information sociale qui prend pied au 1, avenue Edouard Belin, avec les deux titres-phares que sont *Liaisons Sociales* et *Entreprise et Carrières*, et pas moins de 53 publications parmi lesquelles : *l'Officiel des Transports*, *Le Moniteur des Pharmacies et des Laboratoires*, *Cultivar*, *Tour Hebdo*, *Sonovision*, *l'Echo de la presse*. En 1996, le groupe Liaisons est racheté par le géant néerlandais Wolters Kluwer, premier éditeur des Pays-Bas, qui se partage le marché mondial de la presse et de l'édition scientifique, technique et professionnelle avec son grand rival anglo-néerlandais Reed-Elsevier. Entre 1987, date de la fusion entre Wolters-Samson et Kluver, et 2004, ce groupe a racheté environ 300 entreprises en Europe, Europe de l'est et Amérique du nord, dont les Éditions Lamy (Lamy Fiscal et Lamy Social) en 1989, ce qui marque son entrée sur le marché français. Le groupe Liaisons, plus de dix ans après, reste fidèle à Rueil, avec un portefeuille de titres très modifié qui regroupe notamment, autour de *Liaisons Sociales* (quotidien et magazine) et d'*Entreprise et Carrières*, *Social pratique*, *Barème social périodique*, *Actualités sociales hebdomadaires*, *CEC magazine*. Toutes les entités du groupe en France vont se rassembler dans le courant de l'année 2006 sur 18.500 m², dans le nouvel immeuble Corosa, rue Eugène et Armand Peugeot, les effectifs à Rueil passant de 355 à 1.200 personnes.

Rueil aujourd'hui… et demain ?

Entre pôles d'excellences, pôles de services, vocation internationale, concentré de matière grise et de puissance financière, Rueil continue à se construire, avec des marges de manœuvre plus étroites que dans les grandes années de développement. Depuis juin 2004, un nouveau maire est aux commandes : Patrick Ollier, successeur désigné de Jacques Baumel, impliqué depuis ses plus jeunes années dans l'action économique au sein d'entreprises et d'instances nationales.

La ville construit son avenir : questions à Patrick Ollier, maire de Rueil-Malmaison

"Quels sont les points forts de l'économie locale ? La ville a-t-elle des faiblesses sur ce point ?"

PATRICK OLLIER : "La réussite économique de Rueil est incontestable. Avec Rueil-sur-Seine, la ville a basculé dans la modernité, et il faut rendre hommage, sur ce point, à l'initiative de Jacques Baumel. Nous accueillons des sièges sociaux parmi les plus grands ; nous ferons partie, avec la puissance de notre secteur pharmaceutique, du pôle mondial de compétitivité "recherche" qui est en cours de constitution en Région parisienne, et nous possédons un tissu d'entreprises plus petites, sous-traitantes des majors, extrêmement dynamique. Quelle richesse et quelle concentration ! Songez qu'à La Défense, il y a 1.200 entreprises, contre 870 à Rueil ! La ville s'est organisée en conséquence, accueillant une population nouvelle de dirigeants et de cadres, il a donc fallu beaucoup construire, en logements, en équipements publics. En contrepartie, les entreprises produisent de la richesse locale, puisque 60 % du poste "impôts" compris dans le budget municipal provient de la taxe professionnelle ; les habitants ont ainsi moins de pression fiscale".

2005 Daimler-Chrysler choisit Rueil pour installer son "Mercedes-Benz Center", en lieu et place de l'ancien siège social de Ford France.
▼ En avril, l'association Coup de Pouce a fêté son millième porteur de projet accompagné.

"LA CONSÉQUENCE DE CE SUCCÈS, c'est qu'il n'y a plus de place libre à Rueil : la reconversion des terrains industriels Bernard-Moteurs sur le Plateau et Schneider à Rueil-sur-Seine sont les dernières grandes opérations possibles. Comme beaucoup de villes de l'ouest parisien, Rueil est en proie à une vague spéculative qu'il n'est pas en mon pouvoir d'arrêter : aussi, depuis mon arrivée à la mairie, je me bats tous les jours contre les projets de transformation de sites d'activité en logements. Le secteur dans lequel nous avons indéniablement encore des conquêtes à faire, c'est celui de l'artisanat. Nous avons prévu des espaces réservés aux artisans dans le cadre de la rénovation du quartier de La Fouilleuse sur 1.700 m², et aussi sur le site Bernard-Moteurs, avec 25 installations. À nous maintenant de les faire venir !".

"L'AUTRE POINT À AMÉLIORER, et c'est un chantier de longue haleine, c'est celui des transports. Non pas pour arriver jusqu'à Rueil, le RER répond bien à sa vocation, mais pour se déplacer dans la ville et autour de la ville. Nous travaillons actuellement sur la déclinaison locale du Plan de Déplacement Urbain (PDU) régional. La concertation durera un an, et je souhaite que les entreprises de Rueil y soient associées. Quatre lignes de bus en site propre sont à l'étude, autour du "centre nerveux" que sera le nouveau pôle multi-modal. C'est une modernisation de la gare dont je vais profiter pour créer un lieu commun à plusieurs modes de transport, avec des espaces plus vastes et modernisés, pour un meilleur confort des usagers".

"Quel est le principal enjeu économique des années à venir ?"

PATRICK OLLIER : "Sans hésitation, la préservation des équilibres à Rueil : les rueillois les apprécient, il ne faut pas les dénaturer. Rueil-sur-Seine est achevée, c'est le signe de la réussite de la politique de développement économique qui a été menée. La mixité des espaces construits et des activités est bonne et très positive. C'est pourquoi je me suis donné les moyens de maîtriser le développement de ma ville. En commençant par la constructibilité, que j'ai fait réduire de 20% dans le cadre du nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU). Bien sûr, Rueil pourrait doubler sa population, mais je ne le veux pas, et les rueillois non plus ! Rueil doit rester ce qu'elle est, ce qui fait sa réputation : une ville de province aux portes de Paris, la puissance économique en plus... Je veille également à la préservation des espaces verts, une formidable richesse que nous avons su conserver : pour cela, j'ai bloqué les presque 700 hectares de la Coulée Verte dans le cadre de la création d'un Parc Naturel Urbain (PNU). Néanmoins, ralentir l'urbanisation ne veut pas dire tout geler, mais plutôt reconstruire, réaménager, il faut que la ville continue à respirer naturellement".

"Pourquoi rapprocher aujourd'hui le Service du Développement Économique de la Maison de l'Emploi ?"

PATRICK OLLIER : "On peut se demander pourquoi ça n'a pas été fait plus tôt, c'est tellement logique ! Les entreprises qui créent des emplois doivent être en relation avec ceux qui cherchent des emplois et avec les structures qui les aident dans leur recherche. À l'Assemblée nationale, j'ai appuyé le projet de Jean-Louis Borloo, qui a pour ambition de connecter directement l'emploi sur l'économie en faisant en sorte que tous les acteurs travaillent en osmose au sein de structures, les fameuses "maisons Borloo", placées sous l'autorité des maires. C'est donc tout naturellement qu'à Rueil, la Maison de l'Emploi sera placée sous la tutelle du maire-adjoint délégué au développement économique et à l'emploi, André Cros, tout en gardant son indépendance en matière de gestion, dans la mesure où c'est une structure inter-communale. J'espère que de belles synergies naîtront de ce rapprochement !".

Patrick Ollier, inaugurant le nouvel immeuble Corosa, en compagnie de Philippe Zirkovic, Pdg de Meunier.

Le futur pôle multimodal, à proximité de la gare du RER : une gare-jardin. Maîtrise d'œuvre : Ateliers Lion Architectes Urbanistes - Ingérop - AxP Urbicus.

Patrick Ollier : un rueillois de cœur

NÉ LE 17 DÉCEMBRE 1944 à Périgueux, ce fils d'agriculteur diplômé de Sciences Po et titulaire d'une licence de sciences économiques entre en 1965 en politique. Encouragé par Jacques Baumel, secrétaire de l'UNR, il fonde l'Union des jeunes pour le progrès (UJP). En 1969, il rejoint le cabinet de J. Baumel, alors secrétaire d'État à la Communication. De 1970 à 1973, il rejoint Matignon en tant que chargé de mission aux affaires parlementaires auprès des Premiers Ministres Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer. En 1975, Jacques Baumel l'appelle près de lui dans l'équipe municipale. En 1977, il est adjoint en charge de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. L'année suivante, il devient le suppléant de J. Baumel à l'Assemblée nationale. Dans le même temps, P. Ollier intègre le cabinet d'Alain Peyrefitte, alors Garde des Sceaux, puis, de 1981 à 1986, il rejoint le groupe Béghin-Say comme conseiller économique du PDG, Jean-Marc Vernes. J. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, le rappelle à ses côtés en 1986, pour réorganiser le groupe parlementaire du RPR. En 1988, il est envoyé par le RPR dans les Hautes-Alpes pour reconquérir la circonscription de Briançon perdue en 1981. Élu député, puis maire de La Salle les Alpes "Serre-Chevalier" en 1989 et Conseiller général en 1992, il sera reconduit dans ses mandats jusqu'en 2001. Son intérêt pour les questions d'environnement le porte à être élu à trois reprises à la Présidence du Parc des Écrins. Nommé Secrétaire national du RPR chargé des groupes parlementaires en 1988, il devient, en 1998, vice-président de l'Assemblée nationale. En 2000, il réintègre l'équipe municipale rueilloise pour préparer la succession de son mentor J. Baumel. Pendant toutes ces années, il a conservé son domicile familial et de nombreuses attaches à Rueil. En 2001, il est conseiller municipal et premier adjoint au maire de Rueil. En 2002, il succède à J. Baumel à son siège de l'Assemblée nationale de la XII[e] circonscription et devient président de la Commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale. Le 18 juin 2004, il est élu maire de Rueil-Malmaison avec 43 voix sur 47 votants.

2005 Les usines Bernard-Moteurs sont démolies dans le courant de l'été.
▼ Le premier Parc de la Micro Industrie (PMI) ouvre ses portes en octobre au 14, rue Auguste Neveu sur 1.500 m².

Les entreprises rueilloises : vision statistique en juin 2005

ARRÊTONS-NOUS POUR TERMINER sur les chiffres de l'économie locale, même si ils sont moins séduisants que les histoires d'entreprises... Ils ont le mérite de nous donner une photographie très précise du paysage rueillois en 2005.

Tailles d'entreprises

PENDANT PLUS DE DIX ANS, le nombre d'entreprises présentes à Rueil a tourné autour de 650. Il est aujourd'hui stabilisé autour de 850, chiffre qui intègre, dans une forte proportion, les créations de TPE à Rueil. Fait notable, les 4/5e des créateurs d'entreprise à Rueil sont des rueillois. Ce qui illustre bien une tendance nouvelle, privilégiant la qualité de vie et l'efficacité dans la proximité entre habitat et lieu de travail. Presque une nouvelle philosophie de vie active en ville, à laquelle Rueil prêterait un cadre idéal. Le tableau ci-dessous montre que les entreprises de taille moyenne sont nettement minoritaires, de l'ordre de 3%, face aux PME et TPE, qui représentent 89% des entreprises locales. Les 69 sociétés de plus de 100 salariés totalisent à elles seules 25.770 salariés, soit 78,46% d'un bassin d'emplois de 32.844.

Entreprises par effectif
Total = 870 entreprises

‹ 10	611
10 à 49	163
50 à 99	27
100 à 499	56
500 à 999	6
› 999	7

Source : *SDE Rueil - 30 juin 2005*

Secteurs d'activité

LA CONSTITUTION DES GRANDS PÔLES de spécialités ne semble pas avoir été le fruit d'une stratégie municipale. Ils se sont constitués autour de noyaux historiques naturels, comme le pôle pétrolier autour de l'IFP, ou empiriquement, comme les pôles pharmaceutiques et bancaires. J. Baumel et A. Cros ont même refusé la spécialisation thématique ou par taille d'entreprise, jugée dangereuse sur le plan économique et irréaliste sur le plan géographique. La prédominance numérique du secteur des services est écrasante, la mutation tertiaire est achevée.

Entreprises par activité
Total = 810 entreprises

Agriculture, chasse, sylviculture	4
Industries extractives	1
Industrie manufacturière	82
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	3
Construction	71
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	134
Hôtels et restaurants	13
Transports et communications	6
Activités financières	40
Immobilier, location et services aux entreprises	410
Education et formation	20
Santé et action sociale	4
Services collectifs, sociaux et personnels	22

Source : SDE Rueil (Internet)

Implantation et origine géographique

LA RÉPARTITION DES ENTREPRISES sur la commune est plus homogène qu'on pourrait le penser de prime abord. Notons le poids de Buzenval, avec la zone d'activité de la rue Lionel Terray, et celui du centre-ville, où la densité du tissu économique n'est pas aussi perceptible que dans une zone de construction récente : n'oublions pas qu'historiquement, les entreprises se sont implantées dans des lieux d'activité anciens – centre-ville, avenue Paul Doumer – ou dans de grands domaines proches du centre, il en reste des traces...

Entreprises par quartier
Total = 865 entreprises

Centre-Ville	185
Buzenval	170
Rueil-Sur-Seine	140
Pleine Gare	116
Bords de Seine	100
Plateau Mont-Valérien	90
Jonchère-Malmaison-Saint Cucufa	34
Mazurières-Fouilleuse	30

Source : *SDE Rueil (Internet)*

Entreprises par origine géographique
Total = 870 entreprises

France	763
Union Européenne	59
Autres Europe	11
États-Unis	31
Asie	5
Moyen-Orient	1

Source : *SDE Rueil - 30 juin 2005*

Après Bristol-Myers Squibb, un autre siège social tout en courbe et en verre réunit Arval PHH et Cortal Consors, filiales de BNP Paribas.

2005 Arrivée de la Coface à Rueil-sur-Seine à la place d'Aviva.
▼ Thème de Futura 2005 : "Remettre l'homme au cœur de l'entreprise".

DERNIÈRE GRANDE IMPLANTATION en date dans le paysage rueillois : un bâtiment de 28.000 m² de bureaux en forme de catamaran le long de la voie ferrée, construit sur l'un des derniers terrains disponibles à la limite de Rueil-sur-Seine et de Nanterre, abrite depuis le 27 janvier 2005 les sièges internationaux des sociétés Arval et Cortal Consors, filiales du groupe BNP-Paribas, en provenance respectivement de Sèvres et de Neuilly-sur-Seine. Un bel emblème des grandes orientations tertiaires récentes. Arval PHH est spécialisée dans la location et la gestion de véhicules d'entreprise : c'est le premier loueur multi-marques français, un des trois premiers européens, avec 3.500 collaborateurs dans 17 pays d'Europe et d'Afrique du Nord, dont 900 en France. Son offre est axée sur la location longue durée et la gestion unique de parc automobile, l'entreprise cliente restant dans ce dernier cas propriétaire de son parc.

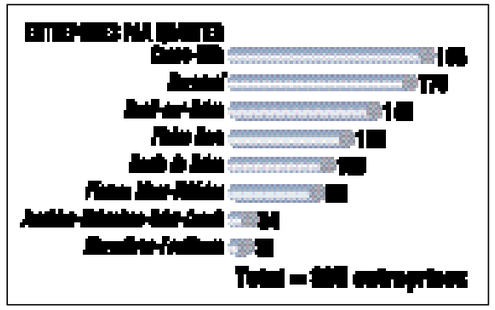
CORTAL CONSORS EST LE LEADER EUROPÉEN de l'épargne pour les particuliers, avec plus d'un million de clients et 1.100 collaborateurs dont 400 en France. Il propose trois systèmes de gestion, en fonction de ses publics : gestion autonome pour ceux qui sont familiarisés avec les produits financiers, gestion assistée pour un public plus averti, mais qui souhaite être assisté dans ses choix de placements, gestion déléguée pour ceux qui préfèrent laisser à un professionnel le soin de gérer leur épargne.

CETTE NOUVELLE IMPLANTATION, à laquelle il faut ajouter le nouvel immeuble construit à l'emplacement de la tour Corosa, fait du groupe BNP Paribas l'un des plus gros propriétaires d'immobilier de bureaux à Rueil. Hasard de l'histoire, le Comptoir National d'Escompte de Paris (CNEP), qui avait donné naissance en 1966 à la BNP en fusionnant avec la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI), a longtemps possédé à Rueil un vaste bâtiment d'archives, qui marquait au début du 20e siècle le paysage encore agreste de la plaine, en bordure de l'avenue des Chateaupieds... Le quartier d'affaires de Rueil-sur-Seine sera totalement achevé après la démolition du site Schneider-Télémécanique et sa reconversion en siège social pour une grande entreprise.

L'inauguration du siège d'Arval PHH et Cortal Consors le 27 janvier 2005 par Patrick Ollier, Député-Maire de Rueil, et Michel Pébereau, président du groupe BNP-Paribas, en présence d'Olivier Le Grand, président de Cortal Consors, et de Laurent Tréca, président d'Arval.

76.000 habitants environ

2005 47.000 emplois sur la commune dont 15.000 à Rueil-sur-Seine.
On compte une centaine de grands sièges sociaux.
▼ Taux de chômage : 7% environ.



1 - Eiffage - Eiffage Construction
2 - Vinci
3 - Eiffage
4 - Eiffage Construction
5 - SNCF Parking Assistance
6 - Assistance Express
7 - Arval PHH - Crédit Cooperatif
8 - Bouygues Bouygues Immobilier
9 - Bouygues
10 - Bouygues

11 - Accor
12 - Dell
13 - Fujitsu Services
14 - France Télécom - Orange
15 - Fondation Entreprise France 2A
16 - Geodesic
17 - Groupe Lagardère
18 - Laboratoires Aguettant
19 - Société Parisienne Pétrolière France

20 - LCH - Clearnet - Euronext - Clearnet
21 - Total Énergie - SNEL
22 - Thales
23 - Cities Environnement - Eiffage - Société Alsacienne - SITHE Eiffage Énergie
24 - Charbonnages de France - Eurafrep - Agrandes Exploitations Forestières
25 - Fédération Européenne Fruitière
26 - Fédération des Pétroles
27 - Cofiroute

28 - Groupe - Eurafrep
29 - Fraikin
30 - Fraikin

31 - Télécommunications / Orange Entreprise
32 - Hewlett-Packard Enterprise - Informatique
33 - SFIRT
34 - Bouygues Énergies & Services
35 - Groupe
36 - Adecco
37 - Dassault Technologies
38 - Chambre Professionnelle Française
39 - Accenture et Conseil
40 - Caisse Centrale

41 - Bouygues - Crossmedia Group - Bouygues - Bouygues
42 - Lilliade
43 - Crédit Lyonnais (LCL)
44 - Société Générale
45 - Institut Français du Pétrole (IFP)
46 - ESSILOR Fabrication Industrielle
47 - Mobility Services - Mobility Solutions
48 - Accor France
49 - Goldcast France
50 - Nikon

51 - Colas
52 - Compagnie de la Maintenance
53 - EDF-GDF Distribution
54 - La Poste

55 - SCP Gilbert, Hoyt, Collet, Thiercelin
56 - Société de Développement Économique (SDE)
57 - Maison de l'Emploi
58 - Rueil Expert
59 - Rueil-Malmaison
60 - Rueil Entreprises et Artisanat

61 - Novartis Pharma
62 - Unipex
63 - Assurance Développement & Santé - Aquagestion Informatique
64 - Dalkia
65 - Aero Investissements
66 - Lafarge
67 - Thia
68 - Colas/Foncia
69 - Axima
70 - Schneider Electric

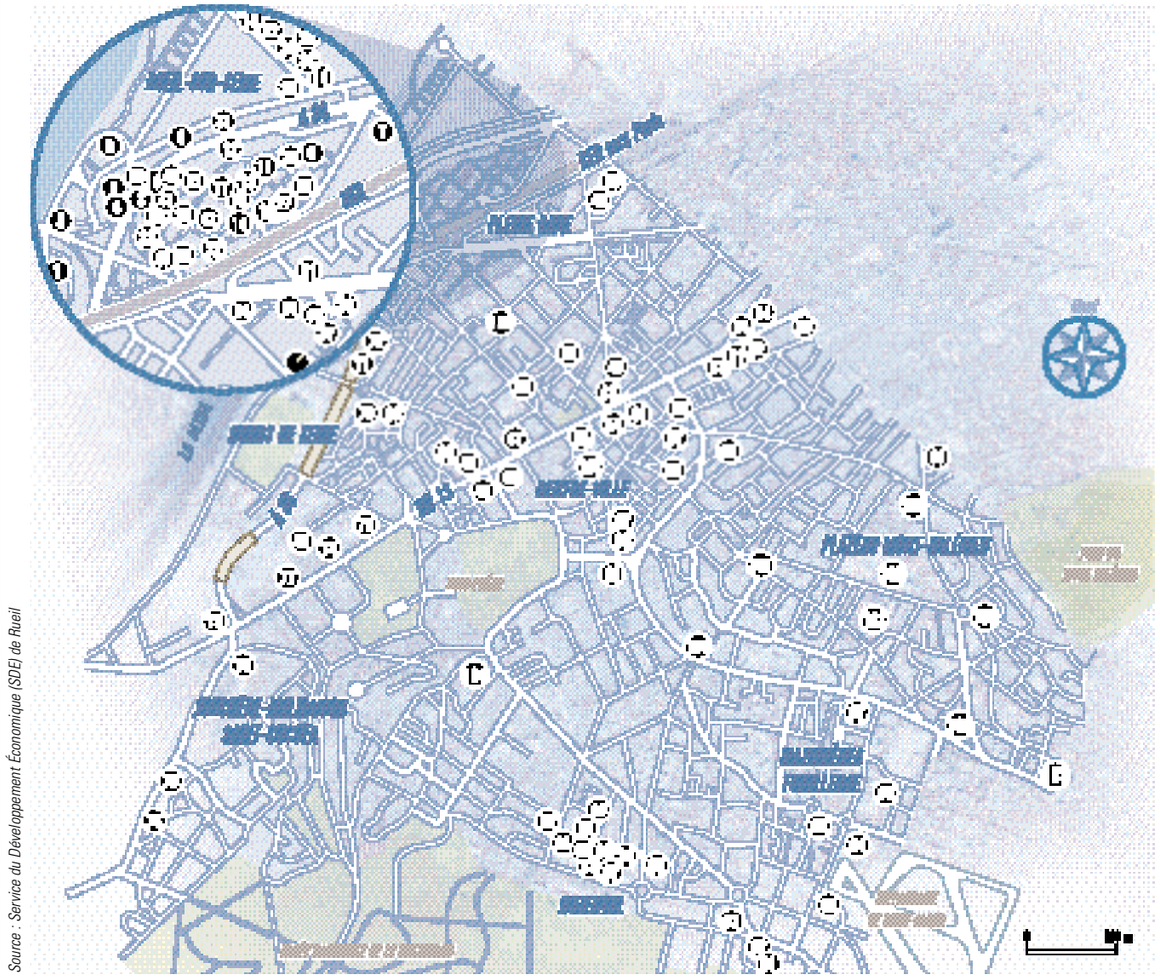
71 - Mediaexpo
72 - Eurofins
73 - Agfa-Gevaert
74 - LeasePlan France - Carmodis
75 - Mercedes Benz Center
76 - Chantier de l'A86/Cofiroute
77 - SPIE Batignolles
78 - Guinardière
79 - Fives
80 - Bureau Veritas

81 - Alcan
82 - Sagemcom
83 - Parc de la Mare-Entreprise
84 - GDF - Marketingfloor
85 - Renault Nanterre
86 - Goodyear-Dunlop Tires France
87 - Dynapa
88 - Tupperware France
89 - Les Tuileries des Hauts-de-Seine
90 - Commando Peinture

91 - Hexcombi - Bouygues
92 - Bollinger
93 - Tuiles Mures
94 - Paris Golf & Country Club
95 - ETDE
96 - Centre Lecture/Formation
97 - Lidex Montparnasse
98 - Eiffage/Valdi-Mikhel
99 - Lorraine Eiffage Route Ouest
100 - ESSEF

101 - Lafarge Plasterboard
102 - Centre Technique Renault - Établissement de Rueil-Lardy
103 - Bouygues
104 - Renault Nanterre
105 - SAMC
106 - Travaux Hôtes France
107 - APRR
108 - La Poste Centre local de courrier

Les principales entreprises de Rueil en 2005



Source : Service du Développement Économique (SDE) de Rueil

Ville, citoyens et entreprises, un destin économique commun

“Remettre l’homme au cœur de l’entreprise” était le thème abordé en octobre 2005 par la semaine économique “Futura”. Ce grand sujet rappelle que la performance économique ne peut se concevoir sans une implication des hommes et des femmes de l'entreprise, à tous niveaux, dans une économie mondialisée en mutation rapide. Dans ce contexte d'accélération, l'analyse historique réintroduit le temps de la réflexion, éclaire le présent à la lumière du passé et donne des pistes pour le futur. Ce livre, de par sa thématique inédite et originale, jette une passerelle entre le citoyen, l'entreprise et la ville et replace les multiples histoires individuelles et collectives dans une problématique de territoire. Aujourd'hui, Entreprise et Territoire sont devenus interdépendants : l'un ne peut réussir et se développer sans l'autre.

De nombreux chefs d'entreprises ont bien perçu l'importance de leur responsabilité sociale et économique locale, qu'il s'agisse d'emploi, d'urbanisme ou encore de développement durable. À Rueil, depuis longtemps, les élus ont compris que les entreprises ne peuvent être considérées comme les seules responsables de la richesse d'un territoire. La municipalité a, elle aussi, son rôle à jouer dans la création de richesses, en agissant sur les éléments qui relèvent de son domaine de compétence : densité des équipements, qualité des réseaux, animation de la vie locale, accessibilité et modernisation des services publics, pertinence des formations, innovation sociale, anticipation des besoins et désormais l'emploi et l'insertion professionnelle. La clairvoyance des choix et la qualité du dialogue ville/entreprises font de Rueil un exemple de territoire qui a maîtrisé parfaitement son développement socio-économique.

Une telle politique locale doit s'exprimer dans un cadre plus large, régional, national et de plus en plus international. Elle a sa place, logiquement, dans la nouvelle politique économique initiée par le gouvernement français : la mise en avant de facteurs clefs de compétitivité industrielle, au premier rang desquels se trouve la capacité d’innovation par la Recherche & Développement. Le 12 juillet 2005, 67 pôles de compétitivité ont été labellisés, dont six mondiaux. La Région Île-de-France dispose de deux pôles mondiaux, System@TIC et MediTech Santé, et d'un projet à vocation mondiale, Multimédia et Vie Numérique. Ces pôles de compétitivité visent à mettre en réseau les entreprises, les centres de formation et les unités de recherche – publiques ou privées – dans un esprit de synergie. Ils constitueront de véritables “écosystèmes de la croissance”.

L’Île-de-France, notamment les Hauts-de-Seine, est l’un des acteurs majeurs de la recherche au niveau européen et mondial avec la plus forte concentration de chercheurs et de dépenses intérieures en R&D d’Europe : 13,4 milliards d’euros en 2000. Mais rares sont les investisseurs étrangers qui associent à la région une image claire de pôle de créativité et d’innovation. De par son renom et l’excellence de ses pôles de recherche tournés vers des activités de haute technologie, Rueil-Malmaison a une belle carte à jouer, d'ores et déjà associée au pôle mondial MediTech Santé, sur les thématiques “médicament”, “santé” et “technologies de pointe en médecine”.

Postface

Questions à André Cros,
Maire-adjoint au développement économique et à l'emploi de Rueil-Malmaison

André Cros, vous avez vécu de très près l'évolution économique de Rueil-Malmaison et avez été l'artisan du développement des relations ville/entreprises depuis 1975. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ces trente ans d'action et de mutations ?

A. Cros : "J'ai gardé le souvenir d'une ville très industrielle à mes débuts. La disparition des usines a été très rapide, tout comme la mutation vers le tertiaire, aujourd'hui achevée. Nous avons réussi cette mutation car nous avons su proposer une offre foncière de remplacement au bon moment, en nous lançant dans l'aventure de Rueil 2000, devenu Rueil-sur-Seine. Aujourd'hui, personne ne nie l'importance stratégique de ce choix, alors qu'à l'époque, le projet a été combattu et a bien failli sombrer ! À côté des pôles de recherche et des grands sièges sociaux que nous avons su attirer, sont apparues des centaines de TPE, dont nous avons favorisé l'éclosion : elles constituent un vivier d'emplois et un moteur de la croissance pour demain, et sont un élément important de l'équilibre économique local, à l'heure où une décision internationale peut remettre en cause du jour au lendemain l'implantation de la filiale de tel ou tel grand groupe".

Face à la tendance de plus en plus "zappeuse" des entreprises, de quels moyens d'action disposez-vous pour les faire rester ?

A. Cros : "Nous n'avons aucun moyen direct de parer à cela, les entreprises sont libres d'aller et venir, on peut regretter le turn-over, mais pas le refuser... La seule solution pour nous, c'est de prévoir les départs et de préparer très en amont l'accueil de nouvelles entreprises. À cette fin, nous rencontrons tous les deux mois les professionnels concernés – promoteurs, commercialisateurs de surfaces, etc. – pour échanger nos informations et anticiper sur les mouvements d'entreprises".

Le "tout tertiaire" est donc le modèle économique idéal pour une ville comme Rueil ?

A. Cros : "Non, penser cela, c'est faire une grosse erreur. Il est bien évident que le tertiaire n'a pas que des vertus. Nos concitoyens ont besoin d'activités secondaires de proximité, qui sont autant d'opportunités de créer des emplois, notamment pour les jeunes, car tous n'ont pas vocation à travailler dans une grande entreprise. Il faut donc réinsérer des activités secondaires "propres" à Rueil, même si c'est dans des proportions modestes. Dans ce but, nous avons ouvert tout récemment le Parc d'Entreprises de la rue Auguste Neveu, qui offre des locaux d'activités et des surfaces de stockage. Des surfaces mixtes de ce type sont prévues aussi dans le cadre du réaménagement du site Bernard-Moteurs, ainsi qu'un hôtel artisanal aux Mazurières. Après la création de parcs d'entreprises, nous voulons encourager le développement de la micro-industrie. C'est un point sur lequel nos successeurs devront veiller ; l'idée est d'autant plus difficile à faire passer que la ville jouit d'un environnement de grande qualité, et que la tentation est grande de favoriser le cadre de vie au détriment des activités secondaires, même propre".

Quel sera, demain, le chantier prioritaire d'un développement économique local bien conduit ?

A. Cros : "Les problématiques de développement économique et d'emploi sont désormais intimement liées sur chaque territoire, à Rueil comme ailleurs. Je le répète : les villes doivent prendre en main leur développement économique et les problèmes d'emplois. Quand on a la chance, ou le mérite, comme à Rueil, d'avoir un réel potentiel économique local, il faut l'utiliser. C'est le meilleur des leviers pour agir contre le chômage, notamment celui des moins de 30 ans et des plus de 50 ans. Nous voulons mettre en rapport les offreurs locaux avec les demandeurs locaux. Je suis sûr que l'on peut y arriver, pas à 100 % bien sûr, mais ça peut marcher. Nous l'avons fait avec succès cet été 2005 en recherchant des jobs d'été pour les jeunes rueillois, car nous connaissons bien nos entreprises et elles nous font confiance. Cent trente-cinq entreprises ont répondu : 235 jobs d'été ont été pourvus. Nous allons persévérer avec de nouveaux moyens, c'est la grande mission des années à venir".

Comment voyez-vous le rôle de l'élu à l'avenir ?

A. Cros : "En matière de développement économique, la fonction de l'élu est incontestablement devenue internationale. Le monde est à nos portes. Une grande partie des Pdg avec qui nous travaillons aujourd'hui vient de pays étrangers, il faut être prêt à travailler avec eux... et être polyglotte ! Dans le futur, les élus seront les promoteurs de leur cité à travers le monde. Depuis plusieurs années, nous multiplions les contacts en ce sens : États-Unis, Chine, Lettonie, Malte, etc. En matière de simplification administrative aussi, l'élu chargé du développement économique a un rôle important à jouer : si dans l'avenir, il peut gérer localement ce qui peut l'être, au lieu d'être tributaire de multiples administrations centrales, et se poser ainsi en rassembleur et en simplificateur, nous aurons fait un grand pas. Je voudrais aussi souligner que pour préparer l'avenir, connaître et analyser le passé, même le plus récent, est un atout ! Écrire l'histoire économique d'une ville est une démarche novatrice et pionnière qui doit être encouragée. Retracer le passé économique de Rueil et décrire le présent permet de mieux préparer l'avenir. Certainement, l'ouvrage que vous venez d'écrire modifiera le regard de nos concitoyens sur leur ville et il est porteur d'un message pour les jeunes Rueillois".

Chronologie de l'histoire politique, sociale et économique de Rueil-Malmaison

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
Epoque gallo-romaine	◂ Les villas et cultures se substituent lentement aux forêts. Au VI^e^ et VII^e^ siècles, Ruel connaît une petite renommée par la présence d'une maison de campagne royale.	
VIII^e^ siècle		◂ Sous Charles Martel, installation d'une pêcherie à Ruel, qui se constitue d'un barrage et d'une vanne, au lieu-dit le “Gorre Effondré”. Elle prend le nom de pêcherie de Charlevanne.
873	◂ Charles le Chauve, petit-fils de Charlemagne, donne la châtellenie de Ruel aux moines de Saint-Denis, qui la conserveront jusqu'en 1633.	
1320	◂ Ruel obtient sa franchise et signe une charte avec l'Abbaye de Saint-Denis.	
1458	**210 habitants**	
1584	◂ Pose de la première pierre de l'église actuelle Saint-Pierre-Saint-Paul par Antoine 1^er^, roi du Portugal, et ses deux fils, exilés de leur pays.	
1598		◂ Un Édit du Parlement de Paris ordonnant aux vignerons de Rueil de porter leur vin à la place de Grève et leur interdisant de le vendre à domicile provoque une révolte.
Vers 1600	**500 habitants** ◂ Début de la fortification du bourg.	
1616	◂ Installation des Gardes Suisses à Rueil.	
1633	◂ Le cardinal de Richelieu acquiert le château appartenant depuis 1606 à Jean Moisset, financier d'Henri IV. Il réalise des travaux très importants qui transforment le château et l'ensemble du domaine.	◂ **Développement de la culture de la vigne et des cultures céréalières – comme l'attestent les moulins –, maraîchères et fruitières ainsi que de l'élevage aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles.**
1635	◂ Traité de Ruel qui place la ville de Colmar sous la protection du Roi. ◂ Sont signées les lettres patentes à Ruel autorisant les statuts de l'Académie Française.	
1638	◂ Décès du Père Joseph, le confident et conseiller de Richelieu, le 18 décembre, au château de Ruel.	
1648	◂ Pendant la Fronde, le jeune Louis XIV, Anne d'Autriche et Mazarin viennent se réfugier à Ruel.	
1649	◂ Signature de la paix de Ruel, le 12 mars, qui met fin à la période de la Fronde.	
1682	◂ Madame de Maintenon fonde à Ruel une maison pour les enfants pauvres.	
1700	**1.300 habitants**	
1723		◂ L'une des plus anciennes blanchisseries de Rueil est propriété de la famille Edeline, qui fait valoir des lettres patentes remontant à 1723. **Développement de l'activité de la blanchisserie.**
1750	**1.800 habitants**	
1754	◂ Louis XV ordonne la construction de trois casernes à Rueil, Courbevoie et Saint-Denis pour loger ses Gardes Suisses.	
1759	◂ La construction de la caserne des Gardes Suisses est terminée.	
1783	◂ 1^er^ octobre, création d'une poste à Rueil. ◂ 10 avril, naissance d'Hortense-Eugénie de Beauharnais.	
1788	**2.236 habitants**	
1790	Élection du 1^er^ maire de Rueil : **Henry Delamanche**.	
1792	Les Gardes Suisses de Rueil se font massacrer aux Tuileries.	
1799	**2.700 habitants** ◂ La Générale Joséphine Bonaparte, veuve du général de Beauharnais, achète le 21 avril le château de Malmaison qui date du XVII^e^ siècle.	
1800	◂ Joséphine achète l'étang et les bois de Saint-Cucufa. ◂ Le conseil municipal est constitué de 5 cultivateurs, 2 propriétaires, 1 marchand de vin, 1 boucher, 1 épicier, 1 serrurier, 1 notaire, 2 assesseurs de juge de paix, etc. **Le maire est Denis François Debourges**.	◂ **Le XIX^e^ siècle constitue l'apogée de la vigne francilienne et rueilloise.**
1802	◂ Institution de la Légion d'Honneur à La Malmaison.	
1805	◂ Fin de la construction de la petite Malmaison, avec les serres chaudes de Joséphine.	◂ **Développement de la culture des fleurs avec les serres de l'Impératrice qui font travailler de nombreux rueilllois et rueilloises.**
1810	◂ Bois-Préau est rattaché au domaine de La Malmaison.	
1811	◂ Réparation du pont de Chatou.	
1814	◂ À la mort de Joséphine, le château de Malmaison revient à son fils le prince Eugène de Beauharnais.	
1815	◂ La caserne sert d'hôpital aux blessés autrichiens et anglais.	
1818		◂ Le maire de la ville, Etienne Bataille, pharmacien, ouvre son officine au 14, place de l'Église. Première pharmacie de la ville.
1829	◂ Le domaine de La Malmaison passe entre les mains du banquier Hagerman.	
1830		◂ Création de la société des produits “As de trèfle”, bois de chauffage. Elle deviendra plus tard l'entreprise Domage Frères, installée quai de la Marne à Rueil sur 12.000 m², avec son siège social au 140, avenue Paul Doumer. Elle se spécialisera dans la livraison de charbon et de fuel domestique.
1835		◂ Début de la construction du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, qui nécessite l'édification d'un pont de bois sur la Seine.
1836	**3.333 habitants**	◂ Deuxième coalition des blanchisseuses, obligées de travailler de 3 h du matin à 7 h du soir pour 1 franc par jour. ◂ Création de la blanchisserie Poulard.
1837		◂ 24 août, inauguration de la ligne de chemin de fer à vapeur entre Saint-Lazare et Saint-Germain-en-Laye. ◂ Création de la blanchisserie Hubert.
1839	**3.800 habitants**	◂ Installation d'une gare à Rueil non ouverte au public.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1840		◂ Un certain Berthier crée une scierie, menuiserie-charpente installée 38, avenue de Paris, dont l'activité va se poursuivre jusqu'aux années 1940.
1841	◂ Des rues sont débaptisées et leur numérotage refait, car de nombreuses maisons ont été construites depuis une dizaine d'année.	◂ Un service d'omnibus est établi reliant Saint-Germain-en-Laye à l'Étoile et passant par Rueil.
1843		◂ Fondation d'une imprimerie au 15, rue de l'Hôtel de Ville.
1844		◂ Ouverture de la gare de Rueil aux voyageurs.
1845		◂ Selon une statistique de l'Abbé Jacquin, on recense à Rueil : 215 maçons, 30 tailleurs, 30 épiciers, 6 aubergistes, 5 boulangers, 2 maréchaux-ferrants, 2 chirurgiens, 1 libraire, 1 lithographe résidant dans la ville et 384 hectares de vignes, 150 ha de blé, 50 ha de seigle, 30 ha d'avoine, 33 ha de pâtures et 243 ha de bois.
1846		◂ Un rueillois établit un service d'omnibus à chevaux, de la gare à la place de l'Église.
1847		◂ Mise en place du système atmosphérique sur la ligne de chemin de fer de Paris à Saint-Germain, du Vésinet au plateau de Saint-Germain.
1848	◂ Révolution : une arche du pont de chemin de fer qui relie Rueil à Chatou est détruite par les flammes, les gares de Chatou et de Rueil sont pillées et saccagées.	
1850	4.500 habitants	**Naissance d'une véritable industrie locale avec la blanchisserie : 80 maîtres-blanchisseurs font travailler 500 femmes.**
1854		◂ Concession de la seconde ligne de tramway de France au vicomte de Mazenod, qui l'établit sur une voie reliant Rueil à Port-Marly.
1855		◂ Inauguration d'une 2e ligne de tramway entre Rueil et Port-Marly, le 1er août, vite déficitaire. ◂ Éclairage de la ville de Rueil au gaz de ville. ◂ La Société Pauton et Cie installe au 9 bis, avenue de Paris, la première usine à gaz.
1858		◂ La commune ayant des dépenses de plus en plus considérables, le conseil municipal accepte l'établissement d'un octroi, qui sera confirmé par un décret impérial en 1859.
1859	◂ Consolidation du pont de chemin de fer Rueil-Chatou, détérioré pendant l'insurrection de 1848.	◂ La Fouilleuse est une ferme modèle jusqu'en 1870. ◂ De par sa situation de carrefour, Rueil dispose à partir de 1859 – décret impérial du 16 février – de quatre octrois. ◂ Louis-Dominique Girard (1815-1871), appuyé par Napoléon III, expérimente le premier chemin de fer glissant sur "coussin d'eau" à La Jonchère.
1860	5.500 habitants ◂ Fondation de la première crèche, boulevard Joffre, par des dames patronnesses ; elle sera léguée par Sophie Rodrigues à la ville.	◂ Jean-Joachim Proust, 4e concessionnaire de la ligne de tramway de Rueil à Port-Marly. ◂ Abandon du système atmosphérique et remise en service du chemin de fer en traction à vapeur sur tout le trajet de Paris à Saint-Germain.
1861	◂ Napoléon III rachète le domaine de Malmaison et rassemble la presque totalité des parcelles du domaine de la Fouilleuse.	◂ Création de l'entreprise générale de monuments funéraires Delisle, Hocquet, Nave, devenue Nave successeur, rue Liénard.
1865	◂ Création d'une compagnie de sapeurs pompiers à Rueil.	◂ Une bonne centaine de blanchisseurs à Rueil. ◂ Charles Grégoire fonde une entreprise de couleurs vitrifiables pour la faïence, le verre et la porcelaine.
1867		◂ Fondation de Photographie Ossart au 7, avenue de Nanterre.
1868		◂ Première agence d'assurances à Rueil, 15, boulevard Foch par M. Bernard, assurances l'Abeille.
1869	◂ Construction de l'Hôtel de Ville par les architectes Lebois et Prince, copié sur celui de Fontainebleau à la demande du maire **Adrien Cramail**.	
1870/1871	6.072 habitants ◂ **Louis Ernest Hervet, maire de Rueil (1871-1881)**. ◂ Bataille de Buzenval qui fait près de 4.000 morts, le 19 janvier. Sont tués notamment le peintre Henri Régnault, les lieutenants-colonels Rochebrune et de Montbrison. ◂ Le bois de Saint-Cucufa devient domaine de l'État.	◂ Les Prussiens font sauter le pont-route et le pont de chemin de fer ; il faut à nouveau recourir aux bacs pour traverser la Seine. Après l'armistice de février 1871 et jusqu'en mai, l'ennemi tient garnison chez les habitants et les réquisitions débutent.
1872		◂ Suppression de la première ligne à traction animale, par l'avenue Albert 1er. ◂ La ferme de la Fouilleuse est louée à un M. Bodet qui cultive 77 hectares pour une colonie pénitentiaire de garçons.
1873		◂ Eugène Tarbé des Sablons, nouveau concessionnaire du tramway de Rueil à Port-Marly.
1874	◂ Le 2 mai, ouverture de la bibliothèque publique.	
1876	8.216 habitants ◂ Forte crue de la Seine : 9 mètres.	◂ Mort d'Eugène Tarbé des Sablons. La concession est reprise par sa veuve et son frère Edmond. ◂ Reconstruction du pont de chemin de fer entre Rueil et Chatou, en remplacement du pont provisoire en bois de 1871.
1878	◂ 25 juillet, incendie de l'épicerie Rocher, plusieurs morts (angle rue du Château /place de l'Église). Deviendra plus tard l'Épicerie Damoy, aujourd'hui une banque.	◂ Rétablissement de la ligne de tramway Rueil-gare à Port-Marly. ◂ Transformation en traction à vapeur. La ligne est exploitée par la Compagnie "Rueil-Marly".
1880		◂ Emmanuel Bridault installe avenue du Château de La Malmaison un atelier de planage sur métaux. Plus tard, il sera rebaptisé Atelier Grognard.
1883	◂ Rueil est ville d'eau avec l'ouverture d'un casino près de la gare.	
1884	◂ **Nicolas Philibert Filliette, président du Syndicat des agriculteurs, maire de Rueil (1884-1892)**.	
1885	9.364 habitants ◂ Première crèche municipale.	◂ Eugène Levavasseur, qui exploite un atelier de fabrication de chaînes de montres à La Jonchère, fait breveter et entreprend la fabrication de tuyaux flexibles. ◂ Création de Berly, marbrier fabricant.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1890		◂ Création le 13 juillet du Syndicat des blanchisseurs de Rueil et sa région. ◂ Installation du téléphone à Rueil : premier abonné. ◂ 18 août : la concession du tramway de Saint-Germain-en-Laye au pont de Neuilly revient à la Compagnie des tramways à vapeur de Paris.
1896	◂ Le château de la Malmaison est acquis par un riche philanthrope, D.-O. Iffla, qui en fait don à l'État en 1904 après avoir entrepris d'importantes restaurations. ◂ Création de *La Gazette de Rueil*.	
1898		◂ L'État vend la ferme de la Fouilleuse à Edmond Blanc (1856-1921), éleveur de chevaux ; il y créera le champ de course de Saint-Cloud en 1901.
1899		◂ Le linge de l'Elysée est nettoyé, à Rueil, par la blanchisserie Poulard. ◂ La Société industrielle de photographie (SIP) installe son usine à Rueil.
1900	◂ **Roger Jourdain, artiste peintre, maire de Rueil (1900-1906).**	**À l'aube du nouveau siècle, installation d'usines de fabrication de papier photographique et d'édition de cartes postales : Ossart et Capelle, Ferdet, Magenta, Pointelet, Gallois, Christensen, Leconte, Chailloux, Gaud, Sipma, Bilowsky, Royer, etc. Ces entreprises se fournissent en papier, à Rueil, chez Piprot, futur Bauchet.** ◂ La récolte viticole de 1900 est l'une des meilleures cuvées du XIXe siècle.
1901	◂ Le château de Buzenval devient l'institution Saint-Nicolas, le 1er mai. ◂ 1er janvier : création du ***Bulletin municipal officiel***.	◂ Briqueterie Quinet à Buzenval, qui fermera ses portes en 1923. ◂ Création de l'Union syndicale du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Rueil : organe de promotion du développement industriel.
1903	◂ Le 22 août, inauguration de l'Hôpital Stell par Edward Tuck et Julia Tuck-Stell. ◂ Fermeture du Casino ; l'un des bâtiments est transformé en maison d'accouchement par Madame Louis de Poix.	◂ La Société Générale ouvre son premier bureau. ◂ Le Conseil municipal vote l'installation de l'électricité. ◂ L'entreprise Hurtu de cycles et d'automobiles s'installe au 9, avenue de Paris.
1905	◂ Ouverture d'un parc aérostatique avenue de Paris. ◂ *Le Réveil Rueillois*, un journal hebdomadaire, organe des intérêts commerciaux, industriels et agricoles du canton de Marly.	◂ Le Comptoir National d'Escompte de Paris installe un impressionnant dépôt d'archives, rue Adrien Cramail.
1906	12.427 habitants ◂ **Paul Gimont, maire de Rueil (1906-1908) – Liste d'Union anti-républicaine.**	◂ Les maisons Alphonse Fournaise et Henri Gicquel, en bord de Seine, connaissent un grand succès auprès des Parisiens. C'est la belle époque de Rueil.
1907	◂ Le musée de La Malmaison est ouvert au public.	
1908	◂ **Auguste Couenne, entrepreneur en plomberie, maire de Rueil (1908-1912) – Radical.**	
1909	◂ Jean Coquelin, acteur et directeur de théâtres, achète une grande propriété dénommée "le Manoir de Rueil".	◂ Dans l'ancienne vacherie du château de Bel-Air, rue de Buzenval, une maison de santé pour animaux est ouverte.
1910	◂ Ouverture de la nouvelle poste, avenue de Paris, où elle se trouve toujours aujourd'hui. ◂ Création du Rueil Athlétic Club (RAC). ◂ Crue de la Seine, la plus importante du siècle.	◂ Léon Parent, neveu de Jules Parent, créée les Forceries de Rueil, le plus bel établissement de la Région parisienne en culture fruitière sous verre et le seul de ce genre en France. Son commerce restera florissant jusqu'à sa mort en 1943. ◂ Création des Établissements Bauchet.
1911	13.203 habitants ◂ Fondation du sanatorium de La Malmaison.	◂ 115 blanchisseries à Rueil dont 52 maîtres blanchisseurs. ◂ La traction électrique remplace la traction à vapeur sur la ligne de tramway Paris-Saint-Germain-en-Laye. ◂ 75 exploitations agricoles sur la commune. ◂ Le 28 juin, Edouard Belin fonde les Établissements Edouard Belin.
1912	◂ **Emile Leblond, maire de Rueil (1912-1919).** ◂ Ouverture du cinéma Casino de Paris.	◂ Bauchet déménage boulevard Léon Louesse dans les locaux des Établissements photographiques Piprot, spécialisés dans les surfaces sensibles photographiques. ◂ La Société industrielle de photographie (SIP) est installée au 70, rue du Vieux Pont (rue Estienne d'Orves) ; l'atelier photographique d'Alfred Christensen est situé au 7ter, avenue de Paris.
1913		◂ Le 15 mars, l'explosion de l'usine à gaz fait deux morts. ◂ Une enquête agricole recense 167 vaches sur la commune.
1914	◂ 2.000 rueillois fuient la ville, paniqués par l'approche de l'armée allemande. L'hôpital Tuck se révèle trop étroit pour recevoir les prisonniers, des annexes sont construites. Le sanatorium de la Malmaison met cent lits à la disposition des blessés.	**À la veille de la guerre, sur les 1.474 hectares de la ville, 800 sont cultivés. Il s'agit essentiellement de vignes, d'arbres fruitiers et de champs de céréales.** **On recense 115 blanchisseurs, dont 50 maîtres-blanchisseurs employant près de 200 ouvrières.** ◂ Juillet : électrification et prolongation de la ligne de tramway Rueil-Le Pecq à Saint-Germain-en-Laye (interruption de cette ligne entre 1914 et 1918).
1916	◂ Création de la Fondation Cognac-Jay, par le couple Cognac-Jay, pour les employés de commerce.	**Au cours de la guerre, première création d'une industrie lourde : arsenal, ateliers militaires, usines de munitions, etc.** ◂ La Pyrotechnie de Rueil, spécialisée dans les feux d'artifice, se lance dans la fabrication de munitions. Elle deviendra plus tard la société Chanard.
1917		◂ L'APX ou Atelier de Construction de Puteaux (Arsenal) édifié en 1873 par l'ingénieur alsacien Kreutzberger à Puteaux, quai National, qui fabrique du matériel destiné aux établissements militaires, décide fin 1917 d'installer une antenne à Rueil, pour décongestionner ses installations et les raccorder à la voie ferrée du Val d'Or.
1918		◂ Les ateliers de cémentation Partiot sont transférés de Courbevoie à Rueil en février, près de la Seine.
1919	◂ **Louis-François Besche, cultivateur, maire de Rueil (1919-1921).** ◂ *Paris-Ouest. Journal de Rueil*, un hebdomadaire défendant les intérêts économique, politique et social du canton.	◂ Construction de l'Arsenal sur le Plateau de Rueil (1919-1920). Naissance des Docks militaires. ◂ Wood-Milne ouvre une usine de caoutchouc à l'emplacement de la blanchisserie Mérisse au 4, boulevard Joffre. ◂ Les Pipart achètent un terrain de 7.000 m² au 16, rue Jules Parent, pour faire du maraîchage. Ils y resteront jusqu'en 1969.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1920	◂ Après la guerre, la caserne des Gardes Suisses prend le nom de “Caserne Guynemer”, en hommage à l'aviateur. ◂ Forte crue de la Seine : 9 mètres.	◂ La culture maraîchère est passée de 22 hectares en 1914 à 120 hectares en 1920.
1921	15.842 habitants ◂ **Paul Falot, carrossier, maire de Rueil (1921-1923)**. Il est le créateur de l'Union syndicale des commerces, industries et exploitations agricoles de Rueil et du canton de Marly.	◂ Le 5 août, E. Belin envoie, de Rueil à Annapolis aux États-Unis, le premier message fac-similé. ◂ La Croix de Lorraine, spécialisée dans le caoutchouc, est créée par les entrepreneurs rueillois Henri et Félix de Poix.
1922		◂ Création de l'entreprise de déménagement J. Touchebœuf. ◂ Création de la maison Baudelot Frères, savonnerie et parfumerie.
1923	◂ **André Lachaud, comptable, maire de Rueil (1923-1932).** ◂ Inauguration du monument aux morts devant l'ancienne mairie.	◂ Installation de la Société anonyme des appareils centrifuges Sharples.
1924	◂ Forte crue de la Seine : 9,4 mètres. ◂ Georges Claude acquiert le manoir de Jean Coquelin 12, boulevard de Richelieu. Il le vend en 1943 à la Société Seine-Immobilière.	◂ Les pharmaciens Denis Drouet et Adrien Plet installent un laboratoire pharmaceutique au 37, rue Jean Le Coz. ◂ Michel Le Gouellec acquiert la Manufacture d'Appareillage Électrique au 3, boulevard National. C'est le début de la Télémécanique Électrique. ◂ Créée en 1920 à Suresnes, Bernard-Moteurs fait construire une usine au 133, rue Galliéni.
1925		◂ Une lutte homérique oppose les riverains, réunis en Comité de défense, à l'industriel René Moritz, qui veut implanter un véritable complexe chimique en bord de Seine.
1926	20.671 habitants	◂ Le Crédit Lyonnais ouvre une agence à Rueil placée sous la direction de l'agence du Crédit Lyonnais de Versailles. ◂ Jetlac installe l'une des plus importantes fabriques de vernis et de couleurs métalliques au 1-3, avenue de Chatou.
1927	◂ 441 abonnés au téléphone.	◂ 20 mars, inauguration de la traction électrique entre Saint-Lazare et Saint-Germain-en-Laye. ◂ 1er août : le tramway du pont de Neuilly à Rueil est remplacé par une ligne d'autobus.
1928	◂ Rueil devient Rueil-Malmaison par le décret du 20 janvier. ◂ Construction de l'église Notre-Dame de la Compassion. ◂ Mort de Julia Tuck, née Stell, le 11 novembre.	
1930	◂ Le 23 novembre, réception officielle organisée par la mairie de Rueil en l'honneur du scientifique et industriel Georges Claude, résidant à Rueil.	◂ En mai, les laboratoires Mayoly Spindler s'installent à l'angle de l'avenue des Chateaupieds et de l'avenue de la République, dans les anciens locaux de La Courroie Leblanc. ◂ Travaux de l'agence du Crédit Lyonnais. Les travaux sont confiés à des entrepreneurs de la ville : J. Barbier, J. Moisan, A. Delattre, Hubert, L. Berthier, Peliquier, L. Renier. **Rueil défend son environnement en luttant contre l'implantation d'un complexe chimique, près de la Seine.**
1931	24.924 habitants	◂ Construction près du Pont de Chatou de l'usine Cuttat, entreprise spécialisée dans la fabrication de machines-outils et de machines de précision créée le 14 janvier 1918. ◂ Février : incendie de l'usine de caoutchouc de La Croix de Lorraine, située en bordure de la rue des Deux Gares.
1932	◂ **Henri Montagne, ingénieur des Arts et Métiers, maire de Rueil-Malmaison (1932-1935).**	◂ Au cœur de la crise économique, l'usine Cuttat ouvre ses portes avec 110 ouvriers. ◂ Les tréfileries Gilby-Fodor s'implantent en bord de la Seine.
1935	◂ **Paul Neveu, journaliste et courtier d'assurance, maire de Rueil-Malmaison (1935-1938).**	◂ Les Docks de Rueil prennent l'appellation Atelier de construction de RueiL (ARL). ◂ Ouverte au début du siècle, l'usine des Frères Pathé – Manufacture française du disque – ferme ses portes vers 1935. ◂ La Fonderie Cromback s'installe au 58, avenue de Chatou.
1936	26.976 habitants	◂ La carrosserie Pourtout, créée à Bougival en 1925 par Marcel Pourtout (1904-1979), sellier de son métier, s'installe en partie au 35, avenue Paul Doumer. Son effectif est alors d'une cinquantaine d'ouvriers. ◂ Vialit s'installe près du Pont de Chatou dans l'ancienne usine d'eau de Javel et chimique René Moritz. ◂ Implantation de la SA française des caoutchoucs Spencer-Moulton.
1937		◂ La carrosserie Pourtout réalise pour Emile Darl'mat un impressionnant “roadster” décapotable deux portes. Cent quatre exemplaires de cette voiture sortiront en moins de deux ans.
1938	◂ **Edouard Boulanger, communiste, maire de Rueil-Malmaison (1938-1939).** Il sera destitué le 4 octobre 1939. ◂ Mort d'Edouard Tuck, le 30 avril. ◂ La crise économique sévit durement : 1.200 chômeurs inscrits à Rueil.	◂ Plusieurs entreprises rueillloises exportent leur production dans le monde entier : Mayoly Spindler, Bernard-Moteurs, Bauchet et Compagnie, Wood-Milne.
1939	23.595 habitants ◂ En raison de la crise économique, 3.000 habitants ont quitté la commune pour un retour à la campagne. ◂ Charles Caron, secrétaire général de la mairie, rédige un livre intitulé : *La petite histoire de Rueil*. ◂ Délégation spéciale désignée par le Président de la République (le 4 octobre).	**Jusqu'à la guerre, Rueil-Malmaison reste une bourgade d'aspect rural où prédominent des petites exploitations agricoles qui cultivent vigne, céréales, légumineuses : 450 hectares cultivés, 122 hectares de pacages, 114 hectares de cultures maraîchères et 1,5 hectare de vignes. On compte une bonne cinquantaine d'entreprises industrielles.**
1940	◂ Paris et sa banlieue sont bombardés, le 3 juin ; destruction du pont de Chatou, le 13 juin ; les Allemands entrent à Rueil, le 14 juin et imposent un nouveau règlement à la population, le 18 juin. ◂ Forte crue de la Seine : 8,9 mètres.	◂ L'arche centrale du pont de chemin de fer Rueil-Chatou est bombardée. Elle sera reconstruite l'année suivante. Sur le pont-route également touché, une passerelle à péage est installée. ◂ Occupation allemande de plusieurs usines, notamment Cuttat, Bauchet et Bernard-Moteurs.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1941	25.150 habitants ◂ **Marcel Pourtout, carrossier, est nommé maire de Rueil-Malmaison (1941-1944)**, par l'arrêté ministériel du 5 mai 1941. ◂ 13 février, création d'un poste d'assistante sociale au service d'aide sociale de la ville. ◂ 26 novembre, nomination d'un chef de service “ravitaillement”.	◂ Création du Groupement interprofessionnel de Nanterre-Rueil (GINR), ancêtre du GIROP, par les entrepreneurs Étienne Partiot des Ateliers Partiot, Henri Patin de la Fonderie de Précision et Charles de Poix des Établissements Bauchet.
1942	◂ Des bombes tombent sur Rueil en avril. Il y a aura 417 alertes entre 1939 et 1945. ◂ 28 juin, un gros bombardement touche le champ de course de Saint-Cloud et les Cités Jardins de Suresnes.	◂ Georges Paulin, le dessinateur de Marcel Pourtout, est fusillé au fort du Mont Valérien, le 23 mars.
1943	◂ Des grenades lancées dans la caserne font des victimes allemandes. ◂ Fin de l'octroi intercommunal de la région parisienne, le 1er août.	◂ Les services de la médecine du travail du GINR engagent plusieurs médecins.
1944	◂ Libération de Rueil-Malmaison, le 25 août.	◂ La carrosserie Pourtout saute au départ des Allemands. D'autres explosions ont lieu à l'Arsenal, à La Roue Française, à l'usine Simonot, etc.
1945	◂ Problème de ravitaillement en tous genres. ◂ **Jules Laparlière, socialiste, maire de Rueil-Malmaison (1945-1947)**. Il devra démissionner à la suite de l'incendie du cinéma le *Sélect*, qui fera 90 morts et 41 blessés, le 30 août 1947.	◂ 6 janvier, le Comité local de Libération, la Municipalité et plusieurs industriels se penchent sur le problème de la remise en activité de l'outil industriel de Rueil. Le 26 suivant, une deuxième réunion a lieu avec les entrepreneurs Partiot, De Poix, Cromback, Cuttat et les représentants de la ville.
1946	27.016 habitants ◂ Acquisition par la ville du stade Bugatti (aujourd'hui stade du Parc). ◂ Forte crue de la Seine : 9,15 mètres.	**On recense une quarantaine d'entreprises industrielles.** ◂ L'Institut Français du Pétrole (IFP), créé en 1944, achète le domaine de Rueil-Malmaison, rendu célèbre par l'ancien pavillon de chasse de l'impératrice Joséphine, qui a été ensuite transformé en sanatorium.
1947	◂ **Marcel Pourtout est élu maire de Rueil-Malmaison (1947-1971), en octobre.**	◂ L'IFP se consacre à la rénovation et à l'aménagement de ses nouveaux locaux : installation de deux écoles professionnelles, des laboratoires, des bureaux, etc. ◂ Pierre Masanell rachète plus d'un hectare de terres au 85, avenue du 18 juin 1940, pour y produire des plantes à massif vendues en gros.
1948		◂ Les Établissements Bauchet installent leur siège social dans la “Maison Blanche” du 182, avenue Paul Doumer, aujourd'hui le Conservatoire national de Région (CNR). ◂ La société Vétra, filiale du Groupe Als-Thom, fait construire rue des Bons Raisins une belle usine spécialisée dans la construction d'appareillages de traction. ◂ Nadella, l'un des grands spécialistes français en roulements à aiguilles, s'installe à Rueil au 133, boulevard National. ◂ Création d'Outillage Hydraulique BG, installée au 23, boulevard du Général Noël.
1949	◂ Marcel Pourtout est élu conseiller général du canton.	◂ La Télémécanique Électrique est de retour à Rueil en rachetant l'ancienne usine Cuttat. ◂ Degrémont, créée en 1939 à Levallois, s'implante à Rueil. ◂ Pierre Théart (1895-1956) achète trois hectares en haut du coteau des Gallicourts et se lance dans le maraîchage, puis dans la culture des fleurs. Ce site fermera en 2003.
1950	◂ Le rueillois Laurent Dauthuille perd son championnat du monde des poids moyens de boxe contre Jack La Motta, par KO au dernier round.	◂ La Société française d'optique et de mécanique (SFOM), fondée en 1941 par Jean de Montrémy, installe son siège social aux 85-93, avenue Victor-Hugo. ◂ Grève aux établissements Wood-Milne. ◂ La Télémécanique ouvre son stade de Rueil, près de celui de Shell. ◂ Rapprochement Bauchet-Rolla. ◂ Développement de l'entreprise Marchand Sport, installée au 63, avenue Gabriel Péri, spécialisée dans la fabrication en série d'équipements et de jeux sportifs. ◂ Création de la Compagnie industrielle d'applications photographiques (CIAP) par la famille de Poix.
1952	◂ Nouveau cimetière des Bulvis.	◂ Le 29 janvier, la Régie Renault rachète l'usine Vétra, qui vient de fermer ses portes, où elle installe ses services Recherche et Développement, notamment son fameux bureau d'études. Le 24 juillet, le premier prototype de la Dauphine, appelé 109-1, sort du Centre technique de Rueil (CTR) pour tourner sur la piste secrète de Lardy, au sud de Paris. ◂ Les locaux de l'Atelier de construction de Rueil ou Arsenal sont entièrement rénovés. Les chaînes de montage fabriquent des engins blindés de reconnaissance (EBR). ◂ Veedol France achète des terrains agricoles en bord de Seine, à la limite de Nanterre, pour construire une nouvelle usine.
1953	◂ Réélection de Marcel Pourtout à la mairie en avril 1953.	
1954	◂ Lancement des premiers grands programmes de logements sociaux d'après-guerre et politique de construction d'équipements publics.	◂ Création de la société de BTP Revert : l'un des principaux constructeurs de logements et de programmes d'équipements de la ville de 1954 aux années 1970.
1955		◂ Bauchet connaît une tragédie humaine : le drame de Riva-Bella. Dix-huit employés, pour l'immense majorité des rueillois, périssent noyés lors d'une excursion organisée par l'entreprise sur les plages du débarquement.
1956	35.774 habitants ◂ Construction de la résidence des Martinets. ◂ Première Foire-Exposition de Rueil.	◂ Degrémont s'agrandit en reprenant les locaux d'un fabricant de télévision, Réalla, au 66-68, rue Galliéni. ◂ L'IFP crée sa première filiale : les Éditions Technip.
1957	◂ Construction de la résidence de la Côte Noire. ◂ Des maisons sont déplacées sur rail, avenue Victor Hugo, pour laisser la place à la gare routière.	◂ 22 avril, inauguration du centre commercial Colmar, en présence du ministre Pierre Sudreau et du maire M. Pourtout. Il s'agit du premier de France et l'un des tous premiers européens.
1958	◂ En septembre, l'État crée l'Établissement public pour l'aménagement de La Défense (EPAD).	◂ L'IFP fonde la société Technip en mars, qui s'installe au 222, avenue Napoléon Bonaparte dans les locaux de sa maison mère avant de déménager en 1967 rue Isabey, dans un ensemble de bureaux neufs.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1959	◂ Réélection de Marcel Pourtout à la mairie en mars.	◂ La Thermonite, spécialisée dans la protection des métaux ferreux contre l'oxydation, installée depuis dix ans à côté de Degrémont, décide de construire une nouvelle usine moderne. ◂ L'IFP rachète à Don Jaime de Bourbon et Battenberg, duc de Ségovie et duc d'Anjou, le pavillon "La Duchesse", situé de l'autre côté de l'avenue Napoléon Bonaparte, au n° 228.
1960	◂ La ville de Rueil a cherché en vain à racheter ce qui reste de l'ancien domaine de Richelieu pour y installer divers services et la bibliothèque municipale. Ce projet n'aboutissant pas, la propriété est cédée aux laboratoires Sandoz qui démolissent le manoir pour construire leur siège social.	◂ Bahlsen France s'installe au 21, rue Eugène Sue. Bahlsen est alors la plus importante biscuiterie du Marché commun. Elle a été fondée en 1889 à Hanovre en Allemagne. ◂ L'IFP et la firme américaine Core Laboratories créent la société Francorelab, qui devient Franlab en 1967. Celle-ci est installée au 370, avenue Napoléon Bonaparte.
1961	◂ Ouverture des premières classes du Lycée de Rueil. ◂ Démolition des maisons rue de Hôtel de Ville.	◂ L'IFP rachète la propriété du 37, rue Jean le Coz, anciennement les laboratoires Drouet et Plet, pour installer sa direction géologie et géochimie. ◂ Labo Industrie rachète Veedol et son usine de Rueil.
1962	**56.024 habitants** ◂ L'hôpital Stell devient un établissement public.	◂ Recensement industriel sur la ville de Rueil. ◂ L'entreprise de prêt-à-porter Léonard Fashion installe au 1, rue des Blanchettes (avenue Georges Pompidou) ses ateliers de fabrication.
1963	◂ Création du Conservatoire municipal de musique et de Danse (50 élèves) : 405 élèves en 1966.	◂ L'IFP crée la Compagnie française de Géomécanique à la même adresse que Franlab. ◂ La société Niro-Atomizer, créée en 1932 par Johan Ernst Nyrop au Danemark, s'établit en France en 1952 et à Rueil en 1963.
1964	◂ Naissance du département des Hauts-de-Seine, qui compte 36 communes.	◂ Création de Riber comme distributeur de produits sous ultravide importés des Etats-Unis et destinés à des laboratoires de recherche français. ◂ Installation au 86, avenue de Saint-Cloud (avenue du 18 juin 1940) de Wild Paris, filiale de Leica, l'un des premiers constructeurs mondiaux d'instruments d'optique mécanique et électronique, de topographie, de microscopie et de photographie. ◂ Renault regroupe au CTR les services d'ingénierie avec la Société d'études et de réalisations industrielles (SERI), créée en 1959.
1965	◂ Réélection de Marcel Pourtout à la mairie en mars. ◂ Rueil acquiert le centre climatique de vacances de Pornichet qui accueille, dès juillet, 200 petits rueillois et 400 l'année suivante.	◂ 1er juin, Agfa-Gevaert s'installe avenue Napoléon Bonaparte. ◂ L'entreprise Schwartz-Hautmont créée en 1846 transfère son siège social sur les hauteurs près de Buzenval : BTP, construction métallique, construction mécanique. **C'est le début de la zone d'activité de la rue Lionel Terray**. ◂ Les parfums Christian Dior s'installent au 258, avenue Napoléon Bonaparte.
1967	◂ Le 23 septembre, le premier téléviseur couleur est vendu à Rueil par Télé-Ménager-Service. ◂ Création de l'Association d'Action Sociale Féminine de Rueil-Malmaison (ASFRM).	◂ Bauchet-Rolla est rachetée par le groupe américain 3M. ◂ Goodyear France s'installe dans la zone d'activité de la rue Lionel Terray. ◂ Le 14 décembre, Ford France inaugure son nouveau siège social au 344, avenue Napoléon Bonaparte. ◂ Installation de l'entreprise d'origine allemande Polysius, spécialisée dans l'ingénierie appliquée à la construction de cimenteries. ◂ Construction de la Tour Corosa : les sociétés du groupe Lebon s'y installent en 1969. ◂ Centre de formation Shell au 91, boulevard Franklin Roosevelt. ◂ Claude Caillé, ancien de chez Bernard-Moteurs s'installe en 1967 au 159-161, route de l'Empereur pour cultiver des plantes fleuries qu'il vend en gros à Rungis.
1968	**62.933 habitants** ◂ Nouveau centre des sapeurs pompiers aux Bulvis. ◂ Ouverture gratuite du parc du Musée de Bois-Préau. ◂ Création du Rotary Club de Rueil-Malmaison, le 23 octobre. ◂ Groupe scolaire Fouilleuse.	◂ Le 1er avril, les laboratoires Sandoz, créés à Bâle en 1886 – fabrique de produits chimiques – emménage dans un nouveau siège social au 14, boulevard Richelieu, dans l'ancien domaine du cardinal de Richelieu. ◂ Installation du siège social de Jouvenel et Cordier (futur Joucomatic). ◂ Installation de La Précision Industrielle, avenue de la République. ◂ Installation de General Foods France, rue Lionel Terray ; la société américaine distribue les marques Legal, Maxwell, Krema, Tang, etc.
1969	◂ Ouverture des premières cuisines centrales aux Bons-Raisins. ◂ Le temple est construit rue Molière. ◂ Pose de la première pierre de la piscine des Closeaux. ◂ Année du Centenaire de la construction de la Mairie.	◂ La carrosserie Pourtout passe à la transformation en série d'utilitaires légers dans une usine achetée près d'Orléans (25 salariés). Cinquante salariés travaillent toujours à Rueil. ◂ Développement de Degrémont sur la ville avec l'installation de 200 personnes au 24, rue du Plateau dans l'ancien siège de l'entreprise Prat et Daniel et le rachat de l'usine de la Thermonite avec l'ensemble de son personnel. ◂ **À la fin des années 1960, la pression immobilière a raison des maraîchers, qui vendent progressivement leurs terres.**
1970	◂ Création de "Rueil-Accueil" pour les nouveaux arrivants dans la ville. ◂ Ouverture de la maternelle La Fontaine. ◂ Ouverture de l'école primaire Buissonnets filles. ◂ La démolition des cinémas "Le Casino" et "L'Etoile", situés rue Noblet et rue Mermoz et dirigés par les frères Edeline, fait partie d'un projet de rénovation du quartier. Premiers coups de pioche en septembre. Architecte : M. Bertrand.	◂ Les entreprises suisses Ciba (créée en 1900) et Geigy (1758) fusionnent et viennent s'installer à Rueil au 2-4, rue Lionel Terray. ◂ Les laboratoires UPSA, créés en 1935 à Agen, implantent en novembre rue Danton une unité dédiée à la recherche et au développement international. ◂ Socea, société pilote du département "Entreprises et Services" du groupe Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, transfère son siège social au 280, avenue Napoléon Bonaparte dans un immeuble neuf (aujourd'hui LeasePlan France).
1971	◂ **Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison (1971-2004).** ◂ Nouveau Bulletin municipal officiel, 1er janvier. ◂ Le 2 décembre : inauguration de la piscine des Closeaux. ◂ Ouverture des premières mairies de village : Buzenval, Plateau, Centre-Plaine.	

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1972	◂ Le RER à Rueil, le 2 octobre. ◂ Ouverture du Centre culturel Edmond Rostand.	◂ Reprise de Bernard-Moteurs par la régie Renault. ◂ Saunier Duval installe son siège social au 250, route de l'Empereur, soit l'arrivée de près de 1.100 personnes. ◂ Orly restauration emménage dans un immeuble neuf au 15, avenue Paul Doumer.
1973	◂ Inauguration de l'ELAM ou l'Espace Loisirs Arts Malmaison qui prendra le nom de Théâtre André Malraux (TAM) en 1983. ◂ Création de la Société Historique le 16 mai, par M. Mantois, adjoint au maire et historien de Rueil. ◂ Jumelage avec Elmbridge en Angleterre.	◂ Les entreprises se plaignent d'un manque de moyens de transport et de liaisons téléphoniques à Rueil. ◂ Lancement d'un immeuble d'affaires ultra-moderne de 15 étages au 65, avenue de Colmar : la tour Albert 1er, nouveau pôle d'attraction de Rueil, inauguré en 1974. ◂ Arrivée de la société Delcommune. ◂ Le 16 octobre, première Journée de l'Industrie à Rueil.
1974	◂ Le 9 juin, le boulevard Marcel Pourtout est inauguré par Jacques Baumel, en présence de l'ancien maire de Rueil.	◂ Delalande installe au 10, rue des Carrières son laboratoire de recherche pharmaceutique.
1975	**64 391 habitants** ◂ La rue des Blanchettes est rebaptisée avenue Georges Pompidou par Jacques Chirac. ◂ Jumelage avec Bad Soden en Allemagne.	◂ Des terrains de l'Arsenal sont cédés à la Régie Renault qui s'y installe et agrandit le CTR. De 1966 et 1975, les effectifs du CTR sont passés de 845 salariés à près de 2.200. ◂ La Télémécanique fait construire son siège social au 43-45, boulevard Franklin Roosevelt, à l'emplacement de son stade. ◂ Journée des industriels, en mars.
1976	◂ Le 3 décembre, Simone Veil inaugure la crèche des Trianons et le centre médico-social Robert Debré en présence du professeur. ◂ Acquisition d'un domaine de 16 hectares à Cormeilles-en-Vexin. ◂ 1er juillet : ouverture d'une résidence pour personnes âgées.	◂ Premier Forum inter-entreprises organisé par la ville de Rueil. En novembre, la semaine "Rueil et ses entreprises", une première en France, préfigure les futurs Forums des entreprises. ◂ La société Riber est absorbée par Instruments SA, société spécialisée dans l'instrumentation scientifique, dont elle devient une division. ◂ Un nouveau terminal téléphonique est inauguré, mais il est loin de suffire à répondre au trafic exponentiel des communications, dont les trois-quarts se font avec Paris.
1977	◂ Jacques Baumel est réélu maire. ◂ Création d'un comité municipal de lutte contre le chômage. ◂ Ouverture d'une antenne de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), qui sera regroupée avec les services de la Bourse Municipale de l'Emploi en 1981. ◂ Patrick Ollier (1944-) est élu adjoint en charge de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. L'année suivante, il devient le suppléant de J. Baumel à l'Assemblée nationale.	
1978	◂ Inauguration de la nouvelle mairie, le 6 novembre.	◂ Installation d'American Express, avenue de Chatou.
1979	◂ Jumelage avec Kitzbühel en Autriche.	◂ L'IFP est associé au plan "Hydrocarbures" lancé par le Gouvernement français en 1979.
1980	◂ Une Croix de Lorraine est érigée place Besche, en souvenir du 18 juin 1940. ◂ Ouverture d'une école d'infirmières 25, avenue Paul Doumer. ◂ Création d'un Atelier municipal d'urbanisme avec à sa tête Michel Ricard.	◂ Création à Rueil de Mercuri Urval France.
1981	◂ Cinq cents places de crèche à Rueil. ◂ Le 27 juin, inauguration du gymnase Alain Mimoun.	◂ Fouilleuse : la partie du domaine où se trouvaient les bâtiments élevés par Edmond Blanc devient le Paris Country Club. ◂ Riber s'installe à la place de Nadella sur 5.000 m² au 133, boulevard National.
1982	◂ L'ancienne mairie est transformée en Musée municipal. ◂ Forum des associations ; Rueil en compte 110. ◂ Crue de la Seine.	◂ On ne recense plus que six blanchisseries industrielles à Rueil. ◂ La municipalité rachète les locaux de la carrosserie Pourtout, avenue Paul Doumer. ◂ GfK France, toute nouvelle filiale du groupe allemand GfK, aujourd'hui quatrième société d'études marketing mondial, s'installe rue Lionel Terray.
1983	◂ Création d'une police municipale. ◂ Les 18 hectares du parc de Bois-Préau sont ouverts au public.	◂ Création officielle d'un Service des activités économiques (SAE), placé sous la responsabilité de l'élu André Cros.
1984	◂ Rueil reçoit le premier prix des villes fleuries. ◂ Inauguration de la Maison de l'informatique au 156, avenue Paul Doumer. ◂ Premier Festival du Film historique.	◂ Troisième Forum inter-entreprises organisé par la ville de Rueil (22 et 23 juin) : 105 exposants et 5.000 visiteurs. ◂ Septembre : 40 sociétés d'informatique à Rueil.
1985	◂ Idée de construire un nouveau quartier dans les friches industrielles situées derrière la gare, sur des terrains appartenant en partie à la ville. ◂ Ouverture d'une Maison de l'Enfance, le 1er mars. ◂ Le plus ancien centre commercial de France (avenue Colmar) détruit par le feu. ◂ Jumelage avec Kiryat Malachi en Israël.	◂ Le Centre de Recherche d'UPSA à Rueil-Malmaison est agrandi. ◂ Arrivée de Shell-Chimie. ◂ Le groupe Charbonnages de France s'installe dans 6.500 m² de surface disponible tour Albert 1er. ◂ Le SAE organise le Troisième forum des entreprises qui réunit au gymnase Alain Mimoun 150 sociétés autour du thème "Réussir pour entreprendre".
1986	◂ Le Tour de France passe à Rueil. ◂ Ouverture d'une Maison du Tourisme.	◂ Création de la SEM Rueil 2000 en vue de la construction d'un nouveau quartier dans le nord de la ville. ◂ Renault rachète Bernard-Moteurs et annonce, en fin d'année, son départ de Rueil pour 1994. La municipalité prend en main ce dossier chaud. ◂ Victor Technologies rachète l'usine Schlumberger du 296, avenue Napoléon Bonaparte, restructure les 5.000 m² pour en faire son siège social et son usine de production. ◂ Implantation de Benckiser France, filiale d'un groupe allemand commercialisant les marques Calgon, Saint-Marc, Baranne, Cire Abeille, etc. ◂ Installation de l'entreprise Tunzini. ◂ Premier annuaire des entreprises de Rueil-Malmaison : 370 sociétés sont répertoriées.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
1987	◂ Pose de la première pierre de Rueil 2000. ◂ Le 7 octobre, inauguration du Conservatoire National de Région (CNR).	◂ American Express France, auparavant rue Scribe à Paris, transfère son siège social à Rueil, près de la Seine, où elle est installée depuis 1977. ◂ Renault liquide l'affaire Bernard-Moteurs.
1988	◂ La ville rachète le dernier cinéma de la ville, l'Ariel, qui allait fermer. ◂ Le câble arrive à Rueil : les premiers abonnés sont raccordés en août. ◂ Crue de la Seine.	◂ Le Forum des Entreprises prend de l'ampleur et devient les Rencontres Rueil-Entreprises. ◂ H. Cromback, président des fonderies Cromback, fait part, lors d'une réunion à la mairie, de sa décision de quitter Rueil. ◂ Lors des 5e Rencontres Rueil Entreprises en novembre, les rueillois sont invités à visiter une usine de montage Ford en Belgique, une biscuiterie Balhsen à Noyon et la Grande Arche de La Défense avec France Construction.
1989	◂ La ville est découpée en huit quartiers. ◂ Les rueillois découvrent la première boîte à idées. ◂ Création de la Maison de l'Emploi. ◂ Jumelage avec Serguiev Possad en Russie et Togane au Japon.	**Le 21 avril, Jacques Baumel pose la première pierre du Pont-Bâti et donne ainsi le coup d'envoi de la première vague de travaux de Rueil 2000.** ◂ Créée en 1980 à Rueil, Mercuri Urval revient dans des locaux plus vastes situés à l'angle de l'avenue Victor Hugo et de l'avenue de Colmar. ◂ Les laboratoires Mayoly Spindler quittent Rueil pour Chatou.
1990	◂ Au début des années 1990, sur fond de crise, la ville se mobilise pour apporter des solutions au chômage des cadres et favoriser la création d'entreprise.	◂ Installation d'Heineken à Rueil-sur-Seine : 250 salariés. ◂ UPSA signe un accord de partenariat avec l'américain Bristol-Myers Squibb. ◂ Les Levasseur sont expropriés des "Grandes Terres", avenue de Fouilleuse, pour construire le Centre commercial Leclerc. ◂ Premier Rallye inter-entreprises organisé par le SAE.
1991	◂ Le 21 mars, inauguration par J. Baumel de la maison de la nature en présence d'Haroun Tazieff. ◂ Le toit du cinéma "l'Ariel" s'effondre dans la nuit du 21 au 22 septembre.	◂ Inauguration du nouveau siège social de Degrémont : 620 salariés sur 13.000 m². ◂ Arrivée de la filiale d'un groupe pharmaceutique américain devenu suisse dans l'immeuble "Les Colonnades" au 4, rue Henri Sainte-Claire Deville : Alcon France. ◂ Le 12 novembre, L'Urbaine des Pétroles s'installe dans l'immeuble Ampère, au 8, rue Eugène et Armand Peugeot.
1992	◂ Réhabilitation du Clos des Terres Rouges et ouverture d'un centre Leclerc, le 25 février. ◂ Jumelage avec Fribourg en Suisse.	◂ Le siège social d'Esso quitte la Défense pour un immeuble neuf construit près du pont de Chatou. ◂ Shell fait construire son siège social sur son stade. ◂ SGE (futur Vinci) regroupe ses principales filiales françaises sur le site de Rueil 2000, nouveau siège social. ◂ L'IFP crée Vinci Technologies. l'École des Moteurs s'installe dans des locaux modernes au 228-232, avenue Napoléon Bonaparte. ◂ Le Centre Technique de Rueil (Renault) est sauvé !
1993	◂ La maison du père Joseph est réhabilitée en centre culturel. Il est appelé l'Ermitage. ◂ 3.000 rueillois sont au chômage.	◂ Transfert place de l'Europe à Rueil 2000 des sièges de Viafrance en provenance de Clichy, et de Cochery-Bourdin-Chaussé en provenance de Nanterre. ◂ Création de Rueil-Export.
1994	◂ Ouverture de la ferme du Mont Valérien. ◂ Création d'un "Fonds spécial solidarité emploi". ◂ La MIF devient Maison de l'Emploi et s'installe en septembre dans l'ancienne blanchisserie Gass restaurée, 12, rue Jean Edeline.	◂ Au 1, place Renault, construction du siège social du laboratoire pharmaceutique suédois Astra France. ◂ Les groupes Cardif (assurance-vie) et UFB Locabail installent leurs sièges sociaux à Rueil 2000. ◂ Installation en juillet du Groupe Liaisons à Rueil 2000, second groupe de presse professionnelle. ◂ Le groupe EL.FI, regroupe 500 personnes à Rueil 2000 autour des marques Brandt, Thomson, Sauter, De Dietrich, Thermor, Vedette, etc. ◂ Création de l'Association "Coup de Pouce" par le Service des Activités Économiques (SAE).
1995	◂ Inauguration de l'Espace Renoir à Rueil 2000. ◂ Jumelage avec Oaxaca de Juarez au Mexique. ◂ L'A 86 à l'Ouest est déclarée d'utilité publique.	◂ Installation de l'UCB à Rueil 2000. Cette filiale de BNP/Paribas est spécialisée dans le crédit immobilier aux particuliers. ◂ Les laboratoires Boehringer Mannheim Pharma s'installent à Rueil dans les locaux de Shell.
1996	◂ Le 1er juin, inauguration du Stadium. ◂ Les quartiers deviennent des villages. ◂ Ouverture du 4e centre culturel de quartier : l'Athénée ◂ 15 juin, inauguration du parc des Impressionnistes, inspiré du jardin de Monet à Giverny. ◂ En novembre, les travaux de l'A 86 sont lancés à Rueil-Malmaison par Cofiroute. ◂ Jumelage avec Le Bardo en Tunisie et Lynchburg aux États-Unis.	◂ 7 mars : fusion de Ciba-Geigy et de Sandoz pour former le groupe Novartis. ◂ Unilever emménage à l'automne dans son siège tout neuf, 23, rue François Jacob. ◂ SDEL quitte Rueil-Malmaison pour Suresnes. L'entreprise est remplacée par Renault qui continue d'essaimer en s'installant dans les anciens bureaux de Léonard Fashion, avenue Georges Pompidou, mais aussi sur la N 13 et occupe toujours l'usine Bernard-Moteurs. ◂ Création de l'association "Entreprendre à Rueil" par le SAE, le 21 mars.
1997	◂ La ville lance la collecte sélective des déchets ménagers.	
1998	**74.671 habitants vivent à Rueil (recensement).** ◂ En février, le Conseil d'Etat annule la concession de l'A86 accordée à Cofiroute et demande l'ouverture d'un nouvel appel d'offres européen. ◂ Le 30 juin, le tronçon de l'A 86 desservant le quartier de Rueil 2000 est ouvert.	◂ Agfa-Gevaert regroupe ses activités de Suresnes à Rueil. ◂ Création de l'association "Innover à Rueil" par le SAE, le 5 novembre.
1999	◂ La ville ayant acheté les pavillons d'entrée de la caserne (ancienne caserne des Gardes Suisses) met un des pavillons à la disposition du Musée de la ville de Rueil afin de créer un Musée Franco-Suisse et un Centre de documentation militaire des Suisses au Service de la France. ◂ Jumelage avec Boukhara en Ouzbékistan. ◂ Ouverture du tronçon de l'A 86 entre le Pont de Chatou et le carrefour de la Jonchère.	◂ Azlan France choisit la tour Albert 1er et s'installe sur trois niveaux en septembre. ◂ En novembre, Huiles Labo fusionne avec Fuchs Lubrifiants Auto pour donner naissance à la société Fuchs Labo Auto SA.

Année	Histoire politique et sociale	Histoire économique
2000	◂ Rueil 2000 est rebaptisée Rueil-sur-Seine. ◂ Jumelage avec Avila en Espagne et Oeiras au Portugal. ◂ Cofiroute reprend les travaux du percement de l'A 86 sous la Jonchère, après avoir remporté un nouvel appel d'offres européen en janvier 1999.	◂ En avril, Schneider Electric rejoint Rueil en lieu et place de Shell. ◂ Les travaux de rénovation du Centre Technique de Rueil s'achèvent en mai. Les nouveaux bâtiments du CTR A2 et A3, cœur de la "matière grise", inaugurés le 10 octobre 2000, en présence de Jacques Baumel, peuvent accueillir 1.200 salariés. ◂ Fermeture du site Bernard-Moteurs/Renault et de la blanchisserie Poulard. ◂ Ouverture du Parc de la Micro Entreprise (PME), le 3 janvier. ◂ Premier "Futura".
2001	◂ Le 3 février, inauguration par J. Baumel et P. Ollier du Prieuré, Conservatoire des Arts du Jardin, situé boulevard Solférino dans une ancienne ferme. ◂ Inauguration de l'Atelier Grognard. ◂ Jumelage avec Fangshan en Chine.	◂ L'IFP crée la filiale Axens, installée au siège de Schneider Electric et rue Isabey. ◂ En mai, Litwin, une société d'ingénierie pétrolière, emménage au 13-15, rue Edouard Manet. ◂ Le japonais Kazumasa Katoh est nommé au poste de directeur de la mécanique de Renault et devient le nouveau directeur du Centre technique de Rueil.
2002	◂ Le 22 janvier 2002, inauguration de la Médiathèque Jacques Baumel, œuvre de l'architecte Paul Chemetov.	◂ LeasePlan France prend possession de l'immeuble qu'elle a entièrement rénové au 280, avenue Napoléon Bonaparte et y installe son siège social. ◂ Construction, près de l'A86, du siège social du groupe pharmaceutique américain Bristol-Myers Squibb. ◂ CEREP, société de recherche en biotechnologies et partenaire de BMS, s'installe rue Danton à la place d'UPSA. ◂ Vinci Énergie Ile-de-France s'installe à Rueil. Retour de SDEL de Suresnes. ◂ Annuaire des entreprises de Rueil en ligne sur Internet. ◂ Lancement par le SDE (ex SAE) du trimestriel *Rueil Eco*.
2003	◂ Le 23 septembre, la mairie de Rueil et l'entreprise Renault signent la première convention sur la qualité de rejet des eaux usées.	◂ Le dimanche 15 juin, à 12h30, la Tour Corosa implose. Sur ce site Meunier, filiale de BNP-Paribas, livre en 2005 une opération de 25.000 m² de bureau.
2004	◂ Adieux de Jacques Baumel, le 18 juin 2004. **Patrick Ollier, maire de Rueil.** ◂ La ville de Rueil signe une convention pour la rénovation du Clos des Terres Rouges avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU), impliquant aussi la région et le département. ◂ 16 octobre, Nicolas Sarkozy, Président du Conseil Général des Hauts-de-Seine, et Patrick Ollier signent la convention de création du Parc Naturel Urbain.	◂ Installation des sièges sociaux d'Arval et de Cortal. ◂ Le spécialiste de la maison individuelle MI SA s'installe à Rueil, aujourd'hui Geoxia. ◂ Propriétaire de ses locaux depuis 2001, Riber les revend fin 2004 et s'installera à Bezons dès que le bâtiment qui doit l'accueillir sera prêt. Le dernier des grands sites de production de Rueil fera place à un ensemble de logements. ◂ Le SDE et la mission aux affaires européennes montent ensemble un Futura dédié à l'Europe.
2005	**76.000 habitants environ** ◂ La maison de l'Emploi de Rueil sert de modèle aux 300 nouvelles Maisons de l'Emploi, créées dans le cadre du plan du ministre Jean-Louis Borloo. ◂ Le 16 février, Patrick Ollier, maire de Rueil, signe une convention de partenariat privilégié avec le Collège des Hautes Études de l'Environnement et du Développement Durable (CHEE). ◂ Le Conseil Municipal adopte, le 24 mars, le nouveau Plan Local d'Urbanisme (PLU).	◂ Daimler-Chrysler choisit Rueil pour installer son "Mercedes-Benz Center", en lieu et place de l'ancien siège social de Ford France. ◂ En avril, l'association Coup de Pouce a fêté son millième porteur de projet accompagné. ◂ Babilou, une crèche privée située au 45, avenue Paul Doumer, est inaugurée le 1er avril. ◂ Les usines Bernard-Moteurs sont démolies dans le courant de l'été. ◂ Le premier Parc de la Micro Industrie (PMI) ouvre ses portes en octobre au 14, rue Auguste Neveu sur 1.500 m². ◂ Thème de Futura 2005 : "Remettre l'homme au cœur de l'entreprise". ◂ Arrivée de la Coface à Rueil-sur-Seine à la place d'Aviva. ◂ 47.000 emplois sur la commune dont 15.000 à Rueil-sur-Seine. On recense une centaine de grands sièges sociaux. Le taux de chômage est de l'ordre de 7 %.

Bibliographie succincte et exemples de sources

Bibliographie

- ADATTO Richard et CARON Jean-Paul, *De la passion à la perfection. L'histoire du style aérodynamique en France*, Paris, Barthélémy, 2003, 302 p.
- BURGEL Guy, SEGALEN Martine et alii, *Hauts-de-Seine*, Paris, Éditions Bonneton, 1990, 430 p.
- CARON Charles, *La petite histoire de Rueil-Malmaison*, Rueil-Malmaison, 1939, 79 p.
- DELACROIX Francine, "Les blanchisseries à Rueil-Malmaison aux XIXe et XXe siècles", *IXe colloque d'histoire régionale : Artisanat, industrialisation, désindustrialisation en Île-de-France*, Meaux, les 4 et 5 décembre 1999, Paris, Fédération des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, tome 51, 2000, p. 167-181.
- DELAHAYE Jacques et HÉBERT Michel, *Mémoire en Images. Rueil-Malmaison*, Joué-lès-Tours, 1998, 128 p.
- DION Roger, *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIXe siècle*, Paris, Flammarion, 1977, 768 p.
- DUFOUR Jean-Yves, "Essai d'archéologie horticole en banlieue parisienne Saint-Denis et Rueil-Malmaison", dans *Histoire et Sociétés Rurales*, n°7, 1er semestre 1997, p. 11-40.
- FOURQUIN Guy, *Les campagnes de la Région parisienne à la fin du Moyen Âge*, Paris, PUF, 1964.
- GIROP, *GIROP 1941-1991. Cinquantenaire*, Romainville, 1991, 16 et 13 p.
- IFP, *Terre d'innovations (1944-2000). Histoire de l'IFP des origines... à nos jours*, IFP, Rueil, 2001, 188 p.
- KALENITCHENKO Liliane, *Les heures sombres de Rueil-Malmaison 1939-1945*, Rueil-Malmaison, SHRM, 1995, 188 p.
- *L'éternité du plaisir*, Société Bahlsen – Editions du Messager, 1989, 135 p.
- LACHIVER Marcel, *Vin, vigne et vignerons en Région parisienne du XVIIe siècle au XIXe siècle*, Pontoise, Société historique et archéologique de Pontoise, du Val-d'Oise et du Vexin, 1982, 957 p.
- *La France sociale et municipale*, "Rueil-Malmaison", n°9, 4e trimestre 1959, 128 p.
- LECOZ Guy, "Rueil-Malmaison. Parking du charbonnier", *Document final de synthèse de sauvetage urgent*, Saint-Denis, SRA, Île-de-France, 1996, 63 p.
- LEROUX Claude, *De Partiot à Bodycote. Un siècle de traitement thermique*, Bodycote, Langres, 2004, 73 p.
- "Le département des Hauts-de-Seine", *Revue géographiques et industrielles de la France*, n°49, avril 1974.
- *Le siècle de Renault*, Paris, Gallimard, 1988, 264 p.
- *Les industries mécaniques et transformatrices des métaux - Annuaire 1964-1965*, Fédération et syndicats des industries mécaniques et transformatrices des métaux, 1964, 1.630 p.
- LOUBET Jean-Louis, *Histoire de l'automobile*, Le Seuil, 2001, 569 p.
- MARTINEZ Julie, *Histoire du bureau d'études de Renault à Rueil-Malmaison (1952-1966)*, mémoire de Maîtrise d'histoire sous la direction de Jean-Louis Loubet, Université d'Evry, 2005, 188 p.
- NEAVE Christiane, *Rueil-Malmaison*, Editions Champflour, 1983, 114 p.
- *Panorama des Hauts-de-Seine 1750-1950*, Nanterre, Archives départementales, 1980, 111 p.
- PHILIPONNEAU M., *La vie rurale de la banlieue parisienne. Etude de géographie humaine*, Paris, Armand Collin, 1956, 593 p.
- PICARD Fernand, *L'Épopée de Renault*, Paris, Albin Michel 1976, 376 p.
- "Ponts urbanisées", *RASSEGNA*, Revue italienne trimestrielle d'architectures et d'urbanisme, Édition hors commerce en français publié pour les partenaires de "Rueil 2000", numéro 48, 1992, 121 p.
- RALJEVIC Nicolas, *Transports publics par routes et par rails à Rueil au XIXe siècle*, Rueil-Malmaison, 1995.
- *Rueil Infos*, numéro spécial, juin 2004, 31 p.
- RUFFAT Michèle, *175 ans d'industrie pharmaceutique française. Histoire de Synthélabo*, Paris, La Découverte, 1996, 270 p.
- Société Historique de Rueil-Malmaison, *Souvenir de Rueil-Malmaison*, Millau, SHRM, sd, 77 p.
- THIBAULT Pierre, "Les Parisiens et le vin à la fin du XVe siècle", dans *La vigne et le vin en Île-de-France. Acte du 4e colloque des Sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France, Mémoire Paris et Île-de-France*, XXXV, 1984, p. 231-249.
- TRIBOUILLARD D., *L'Art de Léonard*, Osaka, Kaigai, 1984, 110 p.

Sources :

- *L'automobilia*, n°14 et 17 de juin et septembre 1997.
- *Le Point*, du jeudi 14 octobre, n°1674, p. I-XXVIII.
- Collection du *Bulletin de la Société Historique de Rueil-Malmaison.*
- *Le Courrier des Hauts-de-Seine*, *Notre Journal*, *Rueil-Malmaison Information*, *Bulletin municipal de Rueil-Malmaison*, *Rueil Infos, RueilÉco*, *92Express*, *Le Moniteur*, etc.

- Archives Nationales.
- Archives départementales des Hauts-de-Seine, notamment les séries : 20 19, 31 et 32 ; 5 M (bâtiments insalubres) ; 6M (syndicats professionnels) ; 7M 1 à 3 ; 9M 840/1 à 840/15 (recensement) ; W1114, W1167 et W1207 ; 41W (dommages de guerre) ; W14448 (séquestres) ; W1102, W1114, W1167, W1207, W1346; Fl 9, 13, 15, 23 et 24 (affiches, cartes postales et photographies).
- Archives départementales des Yvelines : archives des Justices de Paix à Marly (1867-1937).
- Archives municipales de Rueil-Malmaison, notamment : matrices par rue ; séries F, L et O ; factures adressées à la mairie de Rueil par ses fournisseurs (années 1950).
- Archives de la Société Historique de Rueil-Malmaison.
- Archives de la Société Historique de la ville de Suresnes.
- Archives du Crédit Lyonnais.
- Archives de la Société Générale.
- Archives de l'architecte Jean-Paul Viguier.
- Archives des entreprises, notamment celles de : Agfa-Gevaert, American Express, Bahlsen, BMS/UPSA, Degrémont, Esso, Fuchs Lubrifiant France, IFP, Leica Microsystems, Leclerc, Novartis, Renault, Riber, Sanofi-Synthélabo, Schneider-Electric, Vinci.
- Archives du GIROP.
- Photothèque municipale de Rueil-Malmaison.

- Rapports annuels des entreprises.
- Sites internet des entreprises.

Nous remercions plus particulièrement Monsieur et Madame Claude Pourtout, André Vauvert et la famille de Poix pour les informations et les archives mises à notre disposition.

Index des noms d'entreprises, d'entrepreneurs et d'associations économiques

3M - p. 38, 39, 75, 95, 96, 124, 130
33 Export - p. 241

A

À la Clef d'Or - Savonnerie française - p. 58
Acoustique et Conseil - p. 229
Actel - p. 246
Actemium - p. 218
Actinfo - p. 184
Aéromécanique - p. 94
Aga - p. 175
Agfa - p. 68, 75, 109, 124, 128, 140, 141, 184, 221, 246, 248
Alcon 204 - p. 215
Alexander Robert D. - p. 215
Alsacienne de Brasserie - p. 241
Alstom Contracting - p. 170
American Express Carte - p. 167, 173, 178, 179, 192, 200, 204, 234
APN - p. 252
Appel Paul - p. 159
Ateliers de Réalisations Industrielles (ARI) - p. 100
Ateliers Lion Architectes Urbanistes - p. 255
Arsenal - Docks de Rueil - p. 35, 46-49, 51, 66, 122
Arval PHH - p. 243, 257, 258, 259
Asco Joucomatic - p. 57, 144, 145
Astra - p. 175, 207, 213, 217
AstraZeneca - p. 206, 207, 216, 217, 230, 235
Atelier Grognard - p. 38, 209
Ateliers de construction de RueiL (ARL) - p. 48, 49
Avenance - p. 172, 174
Aviva - p. 238, 240, 257
Axens - p. 192, 211, 212, 231
Azlan - p. 223, 230, 250, 251

B

Babilou - p. 248, 251
Badel Dominique - p. 205
Bahlsen/Saint-Michel - p. 75, 115, 124, 131, 132, 227, 240
Balacéanu Jean-Claude - p. 116, 164
Balency et Schuhl - p. 139, 167
Balency-Briard - p. 139
Barclays - p. 220, 243, 247
Bauchet - p. 39, 41, 51, 64, 69, 80, 82, 84, 90, 95, 96, 98, 102, 108, 110, 130, 152
Baudelot Frères - p. 58
Baudelot Henri - p. 58
Baudron Michel - p. 183
Baumel Jacques - p. 22, 89, 104, 137, 145, 150, 151, 153, 155, 159, 160, 163, 179, 187-192, 198-200, 203, 204, 208, 209, 222, 225, 229, 233, 241, 244, 248, 253, 255, 256
Béghin-Say - p. 255
Beicip 116 - p. 210
Belin Édouard - p. 40, 42, 43, 51, 112
Benckiser France - p. 243
Bénédicta - p. 243, 244
Bernard Auguste - p. 66, 98, 154, 155
Bernard-Moteurs - p. 47, 51, 66, 67, 69, 80, 86, 90, 98-100, 121, 129, 152, 154-156, 174, 185, 187, 189, 192, 221, 222, 225, 2514, 254
Besche (cultivateur) - p. 126, 127
Besche Louis-François - p. 36
Besse (cultivateur) - p. 126
Besse Georges - p. 157, 186
Blanchet André - p. 56, 100, 101
Blanchet Pierre - p. 56, 100, 101
Blanchisserie Lebeau - p. 22
Blanchisserie Besche - p. 21, 22
Blanchisserie Cochois - p. 19
Blanchisserie Cormier - p. 19
Blanchisserie Delalande - p. 23
Blanchisserie Dubois - p. 19
Blanchisserie Edeline - p. 18, 19
Blanchisserie Fessart - p. 19
Blanchisserie Gass - p. 22, 23, 182, 211, 232
Blanchisserie Herat - p. 22
Blanchisserie Hubert - p. 22
Blanchisserie Julve - p. 19
Blanchisserie Langot - p. 19
Blanchisserie Legue - p. 22
Blanchisserie Mauclair - p. 22
Blanchisserie Mérisse - p. 19, 54
Blanchisserie Poulard - p. 19, 20, 22, 23, 225
Blanchisserie Ruffin - p. 19, 22
BNP Paribas (Assurance) - p. 104, 170, 214, 237-240, 251, 257
Borloo Jean-Louis - p. 232, 235, 249, 254
Boudin (maraîcher) - p. 126
Bouilly (maraîcher) - p. 126, 128
Boulanger Édouard - p. 51, 62, 66, 69, 76
Bouteiller Alain - p. 244
Bouygues - p. 202, 218, 220
Bouygues Francis - p. 199
Brandt - p. 56, 57, 176, 245
Bréguet - p. 192, 202
Bristol-Myers Squibb (BMS) - p. 162, 175, 206, 207, 230, 233, 234, 257
Bristol William McLaren - p. 216, 217
Burckhardt Martin - p. 137
Bureau de Programme Franco-Allemand (BPFA) - p. 122
Bureau Véritas - p. 252
Bureautique-Conseil 92 - p. 184

C

Caisse d'Épargne - p. 29
Campenon-Bernard - p. 167, 202, 218
Capelle Eugène - p. 17, 39
Cardif - p. 213, 236, 238-240
Carrosserie Falot - p. 57
Carrosserie Laforge - p. 65
Carrosserie Pourtout - p. 57, 64, 65, 78, 79, 84, 105, 106, 173
Carvantis - p. 247
Cegelec - p. 170
Centre de Formation Shell - p. 117, 130
Centre Leclerc - p. 128, 203, 208, 244, 245, 248, 251
Centre Technique de Lardy - p. 119, 221, 222
Centre Technique de Rueil (CTR) - Renault - p. 119-121, 151, 185-187, 221-223, 225, 231
CEREP - p. 217, 234
Chailloux - p. 39
Chanard - p. 46, 51, 57, 80, 84
Chantier de l'A86 - p. 167, 175, 192, 200, 201, 203, 219
Charbonnages de France - p. 171, 184, 249
Chauvel Philippe - p. 221
Chauvin Yves - p. 211
Chemetov Paul - p. 231
Chevillard - p. 127
Christensen Alfred - p. 39
Christian Dior - p. 75, 124, 128, 133, 134
Ciba - p. 138, 139, 160, 215, 216
Ciba-Geigy - p. 160, 216
Cima-Rueil - p. 97
Claeys (maraîcher) - p. 126, 127
Clapeyron Émile - p. 24
Claude Georges - p. 42, 53, 137
Cleuet Pascal - p. 246
Cochery-Bourdin-Chaussé - p. 167, 202, 218

Coface - p. 231, 240, 257
Cofiroute - p. 167, 218-220
Coflexip - p. 116
Cogedim - p. 200, 202
Compagnie de l'union des gaz - p. 33, 83
Compagnie des procédés chimiques de la Seine - p. 60
Compagnie des Signaux et d'entreprises électriques - p. 68
Compagnie française de géomécanique - p. 116, 120
Compagnie générale des machines parlantes Pathé Frères - p. 42
Compagnie Industrielle d'Applications Photographiques (CIAP) - p. 41, 108, 109
Compagnie Pauton - p. 33
Comptoir National d'Escompte de Paris - p. 28, 29, 258
Comsip Automation - p. 170
Conner William C. - p. 215
Coquelin Jean - p. 28, 137
Cordier André - p. 56, 57, 139, 144
Cortal Consors - p. 219, 243, 257, 258, 259
Costa Croisières - p. 230
Coup de Pouce (Association) - p. 211, 213, 228, 231, 253, 242
Créau-Dubrisay Anne - p. 229
Crédit Lyonnais (LCL) - p. 44, 58, 59, 88
Cromback - p. 51, 54, 68, 84, 90, 91, 92, 152, 153
Cromback Hubert - p. 82, 86, 90, 91, 153, 154
Crométal - p. 153, 154
Cros André - p. 178, 179, 187, 188, 190, 191, 225, 227-229, 231-233, 234, 248, 251, 255, 256
Cuenne Auguste - p. 36
Culleron Michel - p. 183
Cuttat - p. 51, 52, 56, 58, 62-64, 69, 76, 80, 81, 85, 86, 94, 100
Cuttat Georges - p. 62, 64

D

Daimler-Chrysler - p. 219, 224, 225, 253
Darl'mat Émile - p. 60, 64, 65, 79
Darracq Alexandre - p. 51, 52
Davelois et Fontaine - p. 17
De Dietrich - p. 245
De Poix - p. 28, 41, 108
De Poix Charles - p. 40, 77, 83, 86
De Poix Claude - p. 108
De Poix Félix - p. 54, 55
De Poix Gauthier - p. 40, 108
De Poix Henri - p. 54, 55
De Poix Henri - p. 108
De Poix Jean-Louis - p. 108
De Poix Louis - p. 28, 40, 41
De Poix Yvonne - p. 108, 109
De Poix Tyrel - p. 41
Deane David - p. 184
Debrosse Didier - p. 242
Décolletage des Aciers Matricés (DAM) - p. 99
Deconinck Raymond - p. 227, 229
Déduction - p. 252
Degrémont - p. 47, 74, 94, 97, 100, 102, 103, 140, 142, 157, 203, 204, 206, 231
Degrémont Émile - p. 102
Degrémont Gilbert - p. 102, 103
Delalande - p. 159, 162, 216
Delalande Michel - p. 162
Delcommune - p. 169
Delcommune Clovis - p. 169
Delcommune Jean
Dell - p. 250
Demblon-Pollet Rita - p. 229
Désiry Jean - p. 240
DIAL Loc-Action - p. 247
Didrit Jean-Pierre - p. 223
Dinthilac Jean - p. 211
DIProcat - p. 212
Docteur Camille Bru - p. 138, 161
Docteur Jean Bru - p. 161, 162
Docteur Nicole Bru - p. 162
Docteur Savelli - p. 28
Domage - p. 22, 178
Domage-Louesse - p. 22
Douillard Claude - p. 173, 174
Douillard Robert - p. 93
Dreyfus Pierre - p. 120, 121
Drouet Denis - p. 51
Drouet et Plet - p. 51, 116
Durliat Brigitte - p. 229
Duval Maurice - p. 168
Dyrup - p. 214

E

École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM) - p. 115, 212, 213
EDF-GDF - p. 33, 104, 169, 249
El.Fi - p. 245
Elco-Brandt (El.Fi) - p. 176, 245
Elf Lubrifiants - p. 164
Eliance - p. 174
Elior - p. 174
Elis - p. 20
Elitair - p. 173, 174
Elitair Maxim's International - p. 174
Entreprendre à Rueil (association) - p. 216, 228, 229, 231
Entreprises Jean Lefèbvre - p. 218
Esso - p. 69, 104, 115, 124, 125, 164, 165, 204-207, 211, 218, 234
Establie Marie-Pierre - p. 232
Établissements Bridault - p. 38
Etablissements des cycles Rossi - p. 53
Établissements Piprot - p. 39, 40
Établissements Quinet - p. 17
Établissements Richard et Naveau - p. 57
Établissements Simonot - p. 84, 85
Établissements Wilson - p. 99
Eurodim - p. 252
Eurofil - p. 240
Eurovia - p. 69, 167, 218, 219
Exxon - p. 204, 206
Eyquem - p. 93, 166, 214

F

Fagor - p. 245
Falot Paul - p. 36
Ferme Chanut - p. 35
Ferme Charles Lebouche - p. 35
Ferme de la Croix de Nanterre Joret - p. 35
Ferme de la Pérotière - p. 35
Ferme Pagis - p. 35
Ferme Victor Troussard - p. 35
Ferret Émile - p. 39
Filliette Nicolas-Philibert - p. 36
Fina - p. 165, 211, 213
Flachat Frères - p. 24
Fonderie de Précision - p. 82, 83, 92
Fonderies Thomé-Cromback - p. 51, 68, 82, 90
Forceries Léon Parent - p. 36, 37
Ford France - p. 74, 121, 124, 143, 144, 224
Fournaise Maison - p. 30
Fournaise Alphonse - p. 30
Fovea - p. 252
Française de Brasseries - p. 242
France Boissons - p. 242
France Construction - p. 202, 204, 227
François Alexandra - p. 229
Franfinance - p. 237, 238
Franlab - p. 115, 116, 211
Fuchs Labo Auto / Lubrifiants - p. 57, 214, 223
Fuchs Manfred - p. 214

G

Gaud - p. 39
Gazomètre, Société des Eaux et de l'Éclairage - p. 33, 58, 92
Geigy - p. 124, 138, 155, 160, 215, 216
General Foods France - p. 15, 123, 132, 139, 157, 232, 240
Géniservice - p. 252
Georges Yves - p. 120, 121
Geostock - p. 252
Geoxia - p. 220
Gestic - p. 184
Gevaert - p. 68, 75, 124, 128, 140, 141, 221, 246, 249
GfK France - p. 175-177
GfK Marketing Services - p. 176
GfK Sofema International - p. 176
Ghosn Carlos - p. 222
Gilard (cultivateur) - p. 126, 127, 128
Gilbert (cultivateur) - p. 127
Gilby-Wire - p. 51, 61, 66
Gilby-Fodor - p. 66, 97
Giquel Henri - p. 30
Girard Louis-Dominique - p. 26
Gobert Sylvie - p. 229
Goeres Thierry - p. 229
Goodyear France - p. 75, 124, 132, 134, 139, 143, 230
Grands Travaux en Béton Armé (GTBA) - p. 139, 167
Grégoire Charles - p. 38
Groupe Liaisons - p. 170, 239, 253
Groupe Schumacher (Renault-Nissan) - p. 52
Groupement interprofessionnel de la région ouest de Paris (GIROP) - p. 44, 56, 82, 84, 86, 100, 144, 174
Groupement interprofessionnel Nanterre-Rueil (GINR) - p. 76, 82-84
Gruhier Henri - p. 211, 232
Grundig - p. 246
Guardian France - p. 201
Guérain (cultivateur) - p. 127
Guidant - p. 217

H

Hanon Bernard - p. 186
Hayat Gilbert - p. 183
Heineken - p. 240, 241, 242
Heineken Alfred - p. 241
Heineken Gerard Adrian - p. 241
Heinzle Patrick - p. 206
Hermet Gérard - p. 176
Hexacath - p. 217
Houdard (cultivateur) - p. 126-128
Hubert Ferjus - p. 19
Hurtu Cycles et Automobiles - p. 51-53, 57, 65
Hyperion Solutions France - p. 250

I

Ibert (maraîcher) - p. 126
Ingérop - p. 255
Impressions Techniques Et Publicitaires (ITEP) - p. 171
Innover à Rueil (association) - p. 205, 211, 221, 228, 229, 233, 243, 244, 247, 251
Inova France - p. 252
Institut Français du Pétrole (IFP) - p. 51, 74, 91, 100, 109, 112-117, 120, 121, 164, 165, 169, 207, 210-213, 225, 231, 234, 252, 256

J

Janin Yves - p. 182
Jetlac - p. 68, 92
Jodry Jean-François - p. 204
Johnson Alan - p. 232
Jombart Dominique - p. 221
Jourdain Roger - p. 22,30
Jouvenel Élie - p. 139, 144
Jouvenel et Cordier - p. 139, 144
Joye (cultivateur) - p. 127
Julien (maraîcher) - p. 126

K

Katoh Kazumasa - p. 22,223, 231
KLG - p. 93, 166, 214

L

L'Électrification Nouvelle - p. 55, 92
La Croix de Lorraine - p. 41, 51, 55, 68, 69
La Manufacture française du disque - p. 42
La Poste - p. 17, 27, 30
La Quinoléine - p. 160, 241
La Roue Française - p. 51, 57, 68, 80, 84, 85, 94, 152
La Télémécanique Électrique - p. 42, 51, 56, 63, 74, 81, 83, 90, 94, 98-101, 104, 155-157, 184, 209, 231, 258
La Thermonite - p. 90, 97, 103, 113, 203, 204
La Truelle (mécanique générale) - p. 51, 80
Labo Industrie - p. 57, 90, 93, 117, 164, 166, 174, 214, 223
Lachaud André - p. 41, 50
Lachmann Henri - p. 209
Lacour Jean-Jacques - p. 211
LAMEF - p. 99, 100
Lancrenon Christian - p. 235
Larcher Gérard - p. 232
Laurent Bouillet - p. 169
Le Clec'h François - p. 224, 225
Le Gouellec Michel - p. 56, 100
Le Grand Olivier - p. 259
Le Matériel Moderne pour Boulangerie-Pâtisserie - p. 107
Le Petit Chaperon Rouge - p. 248
Le Plomb Manufacturé - p. 92
LeasePlan - p. 233, 247, 248
Lebart Marie-Cécile - p. 243
Lebon Compagnie - p. 132, 170
Lecarme Jean - p. 44
Lecerf (obtenteur) - p. 127
Leconte - p. 39
Lefaucheux Pierre - p. 118-120
Lefort Francheteau - p. 142, 167
Leica - p. 124, 126, 142, 175, 181
Leica-Microsystems - p. 182
Leitz Ernst - p. 142
Leitz Wetzlar - p. 181
Léon Thuret - p. 17, 36
Léonard Fashion - p. 75, 118, 124, 133, 221
Léonard Moll - p. 79
Leroy-Merlin - p. 244
Levasseur (famille) - p. 126-128, 130, 244
Lévy Raymond - p. 155
Liotier Philippe - p. 166
Litwin - p. 213, 231
Lombardini - p. 155
Lorenz Bahlsen Snack-World - p. 132
Loriciels - p. 184
Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage - p. 33, 103, 203

M

Maison de l'Emploi - p. 110, 203, 211, 232, 249
Manufacture d'appareils électriques - p. 56
Manufacture métallurgique de la Jonchère - p. 68
Marchand Georges - p. 107
Marchand Sports - p. 107
Marville et Compagnie - p. 57, 93
Marville Henri - p. 57
Marziou Yves - p. 241, 242
Masanell (famille) - p. 130
Mayoly Spindler - p. 48, 51, 64, 69, 94, 135, 136, 152, 159

Mayoly Gaston - p.135
Mayoly Jean-Paul - p.135
Mazenod vicomte de - p.24
Mediakeys - p.252
Mercedes-Benz Center - p.224, 225, 237, 253
Mercuri Urval France - p.170, 174, 175
Mérisse Armand - p.19
Merlin Gérin - p.101, 156, 209
Meunier - p.170, 239, 255
MI SA - p.220, 243
Mitsubishi Chemical Company - p.251
Mobil Oil - p.206
Moët & Chandon - p.241
Moisset Jean - p.11, 137
Montagne Henri - p.50, 53
Montrémy Jean de - p.123
Moritz René - p.58, 60, 61, 66, 69
Morlier Jean-François - p.229
Milupa Nutricia - p.217
Myers John Ripley - p.217

N

Nadella Roulements - p.82, 92, 94, 174, 182
Natexis - p.220
Natio Assurance - p.239
Natio Vie - p.239
Navarre René - p.113, 115, 117
Naveau Georges - p.57
Nestlé Purina Pectare France - p.243
Neveu Paul - p.50, 54
Nexity Gestion - p.221, 252
Nexity Solutions - p.221, 252
Niro-Atomizer - p.98
Norinco - p.91, 153, 154
Norwich Union - p.237, 240
Nouvel Jean - p.219
Novacor - p.217
Novartis - p.137, 216
Novartis Pharma - p.216
Novartis Santé Familiale et Animale - p.216

O

Ollier Patrick - p.163, 179, 209, 232, 235, 241, 244, 246, 248, 252-255, 259
Opodex - p.51
Orly Restauration - p.155, 173, 174
Ossart - p.17, 39
Otsuka Pharmaceutical France - p.217
Ouest-Lumière - p.30
Outillage Hydraulique BG - p.97

P

Parc de la Micro Entreprise - p.227, 232
Parc de la Micro Industrie - p.254
Parent Léon - p.36, 37
Paris Country Club - p.173, 191, 199, 244
Partiot - p.44, 46, 50, 68, 69, 80, 90, 91, 92
Partiot Étienne - p.44, 45, 82-86, 91, 92
Pathé Charles et Émile - p.42
Patin Henri - p.82, 83
Paulin Georges - p.64, 65, 78, 79, 85 143
Pébereau Michel - p.259
Péchiney Emballage Flexible - p.230
Pepsi - p.230
Péreire Émile et Isaac - p.24
Picard Fernand - p.118-121
Picault Michel - p.183
Picot (cultivateur) - p.126, 127
Pinon Marie-Hélène - p.229
Pipart (famille) - p.37, 126-129
Pittler - p.81
Planquet Gaston - p.57
Plet Adrien - p.51
Pointelet - p.39, 96
Point P - p.178, 212, 238
Poliet et Chausson - p.37, 92
Polysius - p.134, 170
Pourtout Claude - p.105, 106
Poulard Georges - p.19, 20
Pourtout Marcel - p.22, 60, 64, 65, 74, 76-80, 82, 85, 88, 89, 91, 105, 110, 111, 126, 128, 143, 145, 159, 174
Prat-Daniel - p.103, 140, 203
Prat Émile - p.140
Procatalyse - p.212
Prouvé Jean - p.137
Prudhomme Maurice - p.203
Pyrotechnie de Rueil - p.46, 57

Q

Quélin - p.218

R

Raimbaut Ferdinand - p.37
Rainfray Lionel - p.235
Random - p.184
Ranouil Martine - p.227, 229-231, 251
Régie Nationale des Usines Renault (RNUR) - p.47, 49, 96, 97-100, 112, 118-122, 126, 133, 151, 154, 155, 157, 161, 168, 169, 185-187, 189, 190, 192, 197, 199, 208, 210, 211, 216, 221-225, 230, 237
Remorques Titan - p.53, 105
Reynolds - p.241
Riber - p.74, 94, 109, 110, 126, 174, 182, 183, 191, 232
Ricard Michel - p.170, 199, 203
Richard Arnold - p.57
Rietzler Pierre - p.142, 181
Robilliard Marie-Madeleine - p.227, 229
Rolla - p.41, 91, 95, 98, 110, 130
Rouby Anne - p.229
Roulements Gamet - p.94, 152
Royer - p.39
Rueil-Export - p.32, 209, 225
Ruffin Léon - p.19
Ruthillus Courses - p.252

S

Sandoz - p.75, 124, 136, 137, 139, 159, 160, 175, 190, 214-216, 227
Sandoz Édouard-Marcel - p.138
Sanofi Aventis - p.162, 216
Sarazin Jules - p.56, 83, 100
Sari - p.200, 202
Sarkozy Nicolas - p.246
Satis - p.202
Saunier Charles - p.168
Saunier Duval Électricité (SDEL) - p.154, 166-169, 216, 234
SCGPM - p.202
Schapira François - p.246
Schlumberger - p.43, 112, 183
Schneider Electric - p.56, 101, 104, 117, 156, 192, 208, 209, 212, 225, 231, 258
Schwartz-Hautmont - p.75, 124, 128, 139, 159
Schweitzer Louis - p.221,222
SCI Verbois - p.109
Séché Marc - p.214
Secma - p.142, 218, 221
Segula Technologies - p.251
Sergim - p.202
Sernam - p.203
Service des Activités Économiques (SAE) - p.213, 227, 228, 230
Service du Développement Économique (SDE) - p.226, 229, 231-235, 245, 251, 256-257
SFAC Euler Hermès Direct - p.240
SGE - p.139, 167, 169, 201, 202, 207, 218, 219
Sharples (Société anonyme des appareils centrifuges) - p.58, 80, 83
Shell Chimie - p.164, 165, 184
Shell-France - p.104, 117, 126, 136, 165, 192, 207-209, 211, 212, 225
Sicra - p.201, 218
SigmaKalon - p.214
Sinvim - p.238
Sireyjol Nicolas - p.179
Sites - p.252
Skepper Edmund Drane - p.54, 95, 157
Socea - p.124, 139, 166, 167
Société anonyme des explosifs de sûreté - p.46
Société d'Études et de Réalisations Industrielles (SERI) - p.121
Société des agglomérés industriels - p.22
Société des produits chimiques de Croissy - p.59
Société Française d'Optique et de Mécanique (SFOM) - p.112, 123
Sociéte française des caoutchoucs Spencer-Moulton - p.51, 68
Société Française du Vialit - p.68, 69, 81, 167
Société Générale - p.24, 28, 29, 37
Société Industrielle de Photographie (SIP) - p.39, 46
Société Nationale d'Électricité et de Thermique (SNET) - p.249
Société Nouvelle des Huiles Minérales (SNHM) - p.57, 93
Sogea - p.139, 167, 202, 218, 227
Sogessur - p.238
Soussan David - p.246
SP3 Nettoyage - p.252
Spie Batignolles - p.202
Square D - p.209
Squibb Edward Robinson - p.217
Stammler colonel - p.48
Standard Française des Pétroles - p.104, 204, 205
Standard Oil - p.205
Sudre Françoise - p.229

T

Tarbé des Sablons (famille) - p.26
Technip - p.74, 109, 112, 116
Terre Neuve - p.252
Théart (famille) - p.126, 127, 129, 130
Thiberghien Yves - p.185
Thomé-Cromback - p.51, 68, 83, 84, 90
Thomson - p.109, 245
TMS Automation - p.218
Transformateurs Mérot - p.146
Tréca Laurent - p. 259
Trentelle Charles - p.37
Trotin Philippe - p.229, 231
Trotry-Latouche - p.37
Tuck Edward - p.30, 61
Tuck Julia - p.30, 46
Tunzini - p.140, 166, 167, 169
Tupperware - p.175, 246

U

UCB - p.214, 237, 240
UFB-Locabail - p.213, 237, 238-240
Unilever - p.216, 242, 243
Unipex - p.217
UPSA - p.75, 124, 138, 159, 161-163, 206, 207, 216, 217, 227, 234
Urbaine des Pétroles - p.213

V

Valode (Denis) et Pistre (Jean) - p.208
Vartet Jean-Maurice - p.93, 166
Veedol - p.57, 92, 93, 100, 117, 166, 174, 214
Verbatim - p.251
Vernier-Palliez Bernard - p.186
Vernin (famille) - p.136
Verré Jean - p.204, 205
Vervèze (maraîcher) - p.126, 128
Vétra - p.96, 98, 112, 119, 120
Viafrance - p.167, 202, 219
Victor Technologies - p.184, 185
Viguier Jean-Paul - p.204, 206, 207
Villemagne Paul - p.238, 239
Vinci - p.69, 167, 169, 202, 207, 218-220, 224, 231, 234
Vinci Technologies - p.207, 211
Vuillot Dominique - p.229

W

Wanner-Isofi - p.139, 167, 169
Widmann Henry - p.57
Wild Heerbrugg - p.143, 181
Wild Paris - p.124, 126, 142, 181
Wilson Mécanique de Précision - p.99
Wood-Milne - p.36, 41, 51, 54, 55, 64, 68 69, 80, 83, 84, 86, 94, 95, 97

Y

Yacco - p.166, 211, 230

Z

Zacharias Antoine - p.218
Zehrfuss Bernard - p.137
Zeneca - p.175, 206, 207, 216, 217, 230
Zirkovic Philippe - p.255

Table des matières

Remerciements

Préface de Patrick Ollier, Maire de Rueil-Malmaison, Député des Hauts-de-Seine

Première partie - D'une économie agricole à la naissance d'une industrie diversifiée

Des origines à la Seconde Guerre mondiale.
L'industrie à la campagne : une "originalité" de développement économique 8

Chapitre 1 - Un millénaire de présence économique 10
De la culture de la vigne à la culture des fleurs 11
- Renaissance rime avec reprise économique
- Le vignoble de Rueil répond aux besoins de Paris
- De la culture florale à la ferme modèle de Napoléon III

Naissance et développement d'une activité locale : la blanchisserie 18
- L'eau, source d'activité
- De l'artisanant à une première mécanisation : le rôle de la vapeur

La révolution des transports change la donne 23
- Rueil aux portes de Paris
- Rueil "s'embourgeoise"

Chapitre 2 - La genèse d'une première industrialisation 34
De la ville verte à la banlieue colorée 35
- Des métiers d'art à la fabrication de cartes postales
- Du phonographe de Pathé au bélinographe de Belin
- Partiot, première installation industrielle de nouvelle génération

La Grande Guerre, accélérateur du développement industriel 46
- Une ville au service de l'effort de guerre
- L'Arsenal colonise le plateau

Chapitre 3 - Implantation de nouvelles activités industrielles : de l'essor à la crise (1920-1939) 50
Un développement tous azimuts mais contrôlé 51
- Hurtu, une pionnière du cycle et de l'automobile
- Une multitude d'entreprises s'installe : de la mécanique générale et de précision aux activités spécialisées
- "Ne laissons pas se fermer la ceinture chimique" : Rueil défend son environnement

Les années 1930 : poursuite de la modernisation dans une conjoncture de crise 62
- Cuttat installe une usine ultra-moderne près de la Gare
- Marcel Pourtout, un grand de la carrosserie à Rueil
- La crise des années 1930 freine un processus en marche

›› Une commune rurale s'adapte en diversifiant ses activités économiques.

Carte de Rueil en 1680 70
Carte des principales industries de Rueil en 1939 71

Deuxième partie - La mixité des activités économiques perdure (1940-1970)

De la Seconde Guerre mondiale aux Trente Glorieuses : les assises du futur 74

Chapitre 4 - La guerre et ses conséquences 76
Les entreprises subissent la défaite 77
- De la défaite à l'exode : l'exemple de la carrosserie Pourtout
- Occupation, pillage et destruction de l'outil industriel

Les entrepreneurs relèvent la tête 82
- Création d'un organisme patronal à objet social : le Groupement interprofessionnel de Nanterre-Rueil (GINR), ancêtre du GIROP
- Une reprise économique et sociale difficile : le rôle des entrepreneurs

Chapitre 5 - Quinze ans de prospérité économique et de développement industriel (1946-1960) 88
L'industrie au zénith 90
Deux entreprises industrielles changent de dimension : la Télémécanique et Degrémont 100
Des industriels se reconvertissent avec brio 105
Création d'activités sur des niches industrielles 107

Chapitre 6 - Naissance d'un pôle de recherche et développement (1946-1970) 112
Une grande unité de recherches internationale : l'IFP 113
- La création et l'implantation à Rueil
- L'IFP s'agrandit, se structure et essaime dans la ville
Renault installe sa matière grise sur la "colline inspirée" 118
- Le bureau d'études, cœur de la création
- Le CTR, premier employeur de Rueil

Chapitre 7 - Les sièges sociaux sortent de terre (1960-1970) 124
Maraîchers et horticulteurs : le grand tournant 126
- Les dernières belles années du maraîchage
- L'horticulture se développe, profitant d'un nouveau marché
Les débuts de l'agroalimentaire à Rueil 131
Le luxe s'installe... avec la mode et le parfum 133
Un grand pôle pharmaceutique en formation 135
Le BTP prend ses quartiers 139
Rueil attire de plus en plus d'entreprises de renommée internationale 140

›› Une ville industrielle et moderne émerge dans un espace encore agricole

Carte des principales activités économiques de Rueil en 1970 147

Troisième partie - Une mutation en marche : l'essor du tertiaire (1971-1987)

Des prémices de la crise à l'ouverture des marchés 150

Chapitre 8 - L'industrie à Rueil : chronique d'une mort annoncée 152
La fonderie Cromback fait de la résistance 153
La longue agonie de Bernard-Moteurs 154
De la production à la matière grise : la Télémécanique à Rueil 156

Chapitre 9 - Renforcement des activités tertiaires dans la pharmacie, le pétrole et la construction 158
La pharmacie : une compétition franco-suisse à Rueil 159
- Les Suisses s'approchent et se rapprochent : une première fusion
- Le dynamisme de la recherche pharmaceutique française à Rueil
Du pétrole à la chimie : "Rueil Pétropolis" 164
- L'Institut Français du Pétrole (IFP) : une adaptation continue au contexte économique
- Labo Industrie : une croissance bien "huilée"
La genèse d'un pôle de construction : Vinci à Rueil 166

Chapitre 10 - De nouvelles entreprises de services apparaissent 172
Un Rueillois crée une grande enseigne de restauration collective : Orly Restauration et le groupe Elitair 173
Etudes et conseil, une vocation naissante 174
American Express, pionnière des bords de Seine 178

Chapitre 11 - Rueil prend le virage du high-tech 180
Les belles années de développement de Leica 181
Riber, "le meilleur vide du monde" 182
Essaimage de sociétés informatiques : Victor Technologies, Loriciels, Gestic et les autres... 184
Le CTR : grand essor... et période de doutes ! 185

Chapitre 12 - La ville devient acteur de son développement économique 188
Premières actions : créer des passerelles entre la ville et ses entreprises 190
Agir avec et pour les entreprises : une idée qui prend forme à la faveur de la crise 190

›› Une page de l'histoire économique se tourne, une nouvelle ère se dessine.

Quatrième partie - L'avènement d'un pôle majeur de services et de recherche en France (1988-2005)

De la croissance retrouvée aux années d'incertitude économique 196

Chapitre 13 - La métamorphose tertiaire 198
Un quartier d'affaires et de vie à échelle humaine : Rueil 2000 199
- La commune veut maîtriser l'ensemble de l'opération !
- Naissance de la ville du futur
Un nouveau champ d'expression architecturale : les sièges sociaux 203
- Degrémont : un projet innovant, en association avec la ville
- Esso encore précurseur !
- Shell France s'installe sur son stade

Chapitre 14 - Les pôles d'excellence se renforcent 210
L'industrie pétrolière, premier employeur de la ville 211
- L'IFP : un emblème de la ville dans le monde
- Des petites... dans un monde de grandes
Comment, après "Pétropolis", Rueil devient "Pharmacopolis" ! 215
- Les Suisses renforcent leur présence - Premières concentrations
- Une "internationale" de la pharmacie
Rueil, pierre angulaire de la construction française 218
- Vinci et ses filiales, acteur majeur et quotidien de la vie économique rueilloise
- D'autres bâtisseurs leaders sur leur marché : l'exemple de Geoxia
Renault à Rueil : une histoire d'amour qui se poursuit ! 221

Chapitre 15 - Rueil, ville pionnière pour son action économique 226
1988-1999 : déploiement d'une action économique locale structurée et exigeante 227
1999-2005 : le temps de la reconnaissance et des nouveaux défis 230
Un politique d'événements fédérateurs : l'émulation et la communication par l'action 233
Jeunes et économie : la rencontre difficile entre deux mondes... 234

Chapitre 16 - Les nouveaux développements tertiaires : vers un point d'équilibre 236
Banques et assurances : un nouveau pôle de spécialité à Rueil 237
- La Société Générale joue les précurseurs
- Le pôle banque/assurance se construit à Rueil 2000 autour de BNP-Paribas
Développement du pôle alimentaire et biens de consommation 240
- Heineken : l'arrivée de la bière au pays de la vigne
- Unilever : un géant anglo-néerlandais regroupe ses effectifs à Rueil
- Petcare et mayonnaise : de grandes marques à Rueil
- Brandt, une histoire à rebondissements
Nouveaux services, nouveaux métiers 246
Le triomphe de la non-spécialisation 248
- Agfa-Gevaert abandonne le marché grand public et double son effectif à Rueil
- L'informatique : quelques grands noms et une myriade de SSII
- Services et matière grise : une belle vitalité et une source d'emplois
Rueil aujourd'hui... et demain ? 253
- La ville construit son avenir : questions à Patrick Ollier, maire de Rueil-Malmaison
- Les entreprises rueilloise : vision statistique en juin 2005

Carte des principales entreprises de Rueil en 2005 260

Conclusion générale - Ville, citoyens et entreprises, un destin économique commun 262

Postface - Questions à André Cros, Maire-adjoint au développement économique et à l'emploi de Rueil-Malmaison 264

Chronologie de l'histoire politique, sociale et économique de Rueil-Malmaison 267

Bibliographie succincte et exemples de sources 277

Index 279

Crédits photographiques

Les lettres qui accompagnent les folios désignent les photos page par page, de haut en bas et de gauche à droite.

Une partie des clichés de la photothèque de la Ville de Rueil-Malmaison reproduit des documents conservés au Musée d'histoire locale ou à la Société Historique de Rueil-Malmaison.

Actel : 246bc - **AERI (DVD)** : 78a, 80b, 81b, 82a - **Agfa-Gevaert** : 68b, 140bd, 141abd, 249abi - **Air Liquide** : 53b - **American Express** : 178bcde, 179abcd - **Archives départementales des Hauts-de-Seine** : 12bd, 13a,15d, 16a, 17acf, 18b, 21b, 22b, 25b, 27de, 30af, 31bd, 33ac, 36a, 37d, 39d, 45a, 46a, 50bc, 52a, 57c, 59bcde, 60a, 61ab, 62b, 64c, 66b, 67a, 83ab, 88d, 94a, 122d, 123a, 124a, 139bc, 152ab, 157d, 158a, 159b, 167ab, 168a, 170c, 171ac, 178a - **Archives municipales de Rueil-Malmaison** : 67b, 68c, 84ab, 86a, 89bcd, 90abc, 91a, 93a, 95abe, 96b, 97ac, 99ab, 103d, 106b, 107c, 108ab, 110ac, 111acde, 114ab, 115a, 126a, 133bc, 134c, 137a, 142b, 190bc - **Ateliers Lion Architectes Urbanistes** - **P. Drancourt** : 255a - **Axens** : 208a, 212bc - **Azlan** : 250b - **Babilou** : 248a - **Barrat Gérard** : 10a, 43a - **Berthonnet Arnaud** : 15bc, 18a, 23abc, 32bc, 48a, 51b, 52c, 54d, 69bc, 97b, 98c, 100a, 104bc, 116b, 121a, 124a, 125a, 135b, 137cdfg, 138c, 154c, 159c, 169a, 171b, 172a, 177b, 183b, 184a, 200c, 203d, 204b, 207a, 209c, 213b, 214f, 215a, 216ab, 217abc, 218ad, 220c, 222a, 226c, 232b, 236abc, 238a, 239b, 240ab, 242d, 243b, 246a, 250a, 251a, 252ab, 253a, 254ab, 255acd, 257a - **BNP Paribas Assurance** : 238c, 239a - **BNF Gallica** : 11abc - **Bristol-Myers Squibb** : 161abcd, 162abc, 207be, 233b - **Caulliez Jean-Philippe** : 207cd - **Cofiroute** : 220ab - **Coll. Claude Dubois** : 17d, 23d, 27bf, 28b, 30b, 31ac, 35c, 36b, 37c, 40bcd - **Coll. Outin** : 35a - **Crédit Lyonnais** : 59a, 88ab - **Degrémont** : 102abcd, 103abc, 203bc - **Dior** : 133a, 134abde - **Douillard Claude** : 173a - **Esso** : 125b, 165a, 204acdefg, 205ab, 206ab, 234a - **FagorBrandt** : 20a, 245acdef - **Famille de Poix** : 17e, 26b, 29a, 41a, 55bcd, 109ab - **Famille Levasseur** : 128bc - **Famille Marchand** : 107b - **Famille Masanell** : 130bc - **Famille Pipart** : 88e, 126bc, 128adef - **Famille Pourtout** : 51c, 64abd, 65abcde, 78b, 79acdef, 105abc, 106acdef - **Famille Théart** : 129ab, 130a - **Fédération des Industries Mécaniques** : 94c, 98a, 99cd - **Ford** : 143acd - **Franfinance** : 237abcde - **Fuchs Lubrifiant** : 92d, 93cdefg, 166ab, 214abc - **GfK** : 175b, 176a, 177a - **Gousset Sylvie** : 87abc, 127abcd - **Groleau Mario** : 68a - **Heineken** : 242ab, 243a - **Heineken - François Gaillard** : 242c - **Heineken - Publicis** : 241ab - **Institut Français du Pétrole** : 112a, 113a, 115bc, 116a, 117b, 164a, 210abd, 211ab, 212ade - **InSiglo** : 27a - **Internet** : 21a, 26a, 42abc, 48b, 51a, 57a, 79b, 92bc, 96a, 143b - **LeasePlan** : 247abc - **Leclerc-Rumaldis** : 244acde, 245b - **Leica Microsystems** : 142cdefg, 180ac, 181ab, 182a - **Leica Microsystems - Pierre Gillet** : 142a - **Leroux Claude** : 44a, 91bcd - **Lorenz Bahlsen Snack-World** : 131bcd, 132abcdefg - **Mayoly Spindler** : 135acd, 136abcd - **Moreau Christian** : 249cdefgh - **Musée des blindés de Saumur** : 49a - **Novartis** : 137b, 138ab, 160a - **Photothèque de la ville de Rueil-Malmaison** : 15e, 19bc, 20b, 21c, 22cd, 24b, 27c, 28ac, 30cd, 31e, 32a, 33b, 35b, 36c, 37ab, 39e, 43bc, 46c, 47abc, 50a, 52b, 54ae, 55a, 58b, 60bc, 66a, 69a, 76ab, 77abcd, 81a, 85a, 88c, 89ae, 92a, 95d, 104d, 110b, 111bf, 137e, 153ab, 154a, 158bcd, 179e, 188ab, 189ab, 190a, 191a, 192abcd, 193ab, 198c, 201a, 209ab, 213a, 223d, 224a, 225a, 226ab, 227a, 228ab, 229abc, 230a, 231abcd, 232acd, 233acd, 235a, 238b, 253b, 255bcd, 259a - **Renault** : 49b, 118ab, 119ab, 120abcde, 121bcde, 122abc, 185ab, 186abc, 187abc, 210c, 221a, 222bc, 223abc - **Riber** : 180b, 182b, 183ac - **Sanofi Aventis** : 163abc - **Sanofi Aventis - Carlos Pomaret** : 163d - **Schneider Electric** : 56abcdef, 63a, 100bcde, 101bcdef, 156abcd, 157abc - **SEM Rueil 2000** : 200a - **SigmaKalon** : 214de - **Société Générale** : 29cde - **Société historique de Rueil-Malmaison** : 12c, 15a, 16b, 17b, 19a, 22a, 29b, 30e, 32d, 34a, 36d, 37e, 38ab, 40ef, 53a, 54bce, 57bd, 58a, 62a, 93b, 94b, 95c, 101a, 104a, 131a, 138d, 139a, 140ac, 141c, 144a, 145a, 159a - **Trenchant Guy** : 98b, 154b, 155a - **UCB** : 240c - **Vauvert André** : 107a - **Veber François** : 24a, 25a, 39abc, 40a, 46b, 80a - **Viguier Jean-Paul** : 206b, 207f - **Vinci** : 168bcdef, 170ab, 198ab, 200b, 201b, 202abcd, 203a, 218bce, 219a, 224bc.